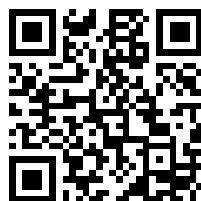

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google[™] books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



1947

33.

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES
DE
LA SAINTONGE ET DE L'AUNIS

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

1913

BUREAU

Président : Le baron AMÉDÉE OUDET, rue des Ballets, 27, à Saintes.
Vice-présidents : MAURICE BURRIS, docteur en droit, avocat à Saintes, rue Cuvillier.
CH. DANGIBRAUD, 14, rue des Ballets, Saintes.
Secrétaire : M. FERNAND BREJON, avocat, rue Saint-Maur, à Saintes.
Trésorier : BERTHELOT, ancien notaire, rue de l'Aire, 17, Saintes.
Trésorier-adjoint : M. BOURDIN, directeur de l'Agence du Crédit Lyonnais, à Saintes.

COMITÉ DE PUBLICATION

MM. GABRIEL AUDIAT, professeur à Paris, rue de Vaugirard, 210.
PANDIN DE LUSSAUDIÈRE, archiviste de la Charente-Inférieure, La Rochelle.
GEORGES MUSSET, I. O., archiviste-paléographe, avocat, bibliothécaire de la ville, rue Gargoulleau, 32, à La Rochelle.
JULES PELLISSON, A. O., juge honoraire, boulevard des Arènes, 27, à Périgueux.
Dr CHARLES VIGEN, aux Galards, près Montlieu.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. FERDINAND BABINOT, premier adjoint au maire, avocat, suppléant du juge de paix, place des Cordeliers, 7, à Saintes
JULES GUILLET, négociant, conseiller général, rue de La Roche, 12, à Saintes.
ANATOLE LAVERNY, au château du Coudret, près Saintes.
ABEL MESTREAU, rue du port des Frères, 24, à Saintes.

Le siège de la société des *Archives* est à Saintes, rue Saint-Michel, 16.
La société publie tous les deux mois un *Bulletin, Revue de Saintonge et d'Aunis*, qui forme au bout d'un an un volume d'environ 500 pages.
Le prix de l'abonnement annuel à la *Revue-Bulletin* est de 10 francs; 11 fr. 50 pour l'étranger; un numéro, 2 fr. 50. Elle est adressée gratuitement aux membres de la société qui paient par an une cotisation de 13 francs.

RÈGLEMENT. — ARTICLE II. La société se compose : 1° de membres fondateurs qui versent, une fois pour toutes, une somme de 500 francs... 2° de membres qui paient une cotisation annuelle de 13 francs; 3° de membres perpétuels qui rachètent leur cotisation moyennant une somme de 150 francs...

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DES
ARCHIVES HISTORIQUES
REVUE
DE LA SAINTONGE ET DE L'AUNIS

XXXIII



SAINTES
LIBRAIRIE J. PRÉVOST
15, COURS NATIONAL

—
1913

2000

1

2

3

4

5

6

DC 611
S325 R4
v. 33

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE FÉVRIER 1913

Admissions ; Distinctions ; Monuments classés ; Découvertes de monnaies.
ÉTAT CIVIL : *Mariages* : Rullier-Barbier ; Cousinery-Pellegrini-Tibaldi ; de Latour de Geay-Dangibeaud. — *Décès* : MM. Bussière, Deschamps, de Roumefort, Boulineau, Ailègre, Guenon des Mesnards, Delavaud ; M^{mes} Bollinton, de Morineau, Audiat

VARIÉTÉS : *La fin de la déportation ecclésiastique dans les îles de Ré et d'Oleron en 1802*, par M. le chanoine Lemonnier ; *Les origines de La Tremblade et l'étymologie de ce nom*, par M. Peneau ; *Les justices de paix de Saintes*, par M. Ed. Guérin ; *Le bal de Saintonge*.

DOCUMENTS : Une exécution capitale à Pisany (communication de M. Y. Heurtel).

QUESTION : Le Saintongeais Moulinier.

LIVRES ET REVUES.

ADMISSIONS :

M. Peneau, libraire à Paris.

M^{me} Rateau, à La Chapelle-des-Pots.

Le tome XLIII des *Archives* est en distribution. Ceux de nos confrères qui ne l'auraient pas encore reçu sont priés de le réclamer soit à nos correspondants, soit au siège de la Société.

Dans la *Revue Historique*, janvier 1913, M. Hr (Hauser) rend compte du tome XLII des *Archives*, *Registres Paroissiaux*..... « Véritable mine de renseignements sur l'état économique du Bas-Poitou (! !) aux XVII^e et XVIII^e siècles. »

Nous avons plaisir à constater que la publication des Registres paroissiaux a été accueillie partout avec de grands éloges et de grands encouragements.

Nos confrères sont nommés : M. Pandin de Lussaudière, officier d'académie, MM. Alfred Vivier, juge honoraire, et Rang

Revue, Tome XXXIII, 1^{re} livraison. — Février 1913.

1

des Adrets, préfet des Deux-Sèvres, chevaliers de la Légion d'honneur.

Monuments classés en juillet 1912 : Abside de l'église de Villars-les-Bois ; chevet de l'église de Chaniers ; église de Marestay près Matha ; ancien château de Neuviq.

A la fin de novembre 1912, il a été mis à jour, dans les environs de Montlieu, deux *trésors* relativement importants, et composés de monnaies du XVII^e siècle.

Le premier à Chierzac, commune de Bédénac, trouvé dans la terre par un sieur C., ne renfermait que des écus de 6 livres, à l'effigie bien connue de Louis XIV ; il y en avait soixante-dix, tous datés de 1664 à 1701. Sur l'un, par-dessus la figure enfantine du même roi, et l'écu parti de France et de Navarre, on avait surfrappé en 1703 la tête à perruque du grand roi, et l'écu de France plein : utilisation curieuse des pièces frustes.

L'autre était plus important : il était renfermé dans une cruche, maçonnée elle-même dans un vieux mur qu'on démolissait ; il ne comptait pas moins de 12 pièces d'or et 543 d'argent, savoir : 315 écus de 6 livres, 180 de 3 livres, et 48 pièces de 15 et 30 sous. Le tout a été partagé par tiers entre l'inventeur, le sieur N., maître-maçon et les propriétaires du mur mitoyen, MM. L. et R., de Marsac, commune de Vallet.

Les 12 pièces d'or étaient : une de François I^{er}, 5 louis de 24 livres du commencement de Louis XIV, et 6 espagnoles, rognées, à tranche martelée, probablement de Philippe III ou de Philippe IV.

Les pièces d'argent dataient presque toutes de 1643 à 1662, à l'effigie de Louis XIV jeune ; 7 ou 8 seulement de Louis XIII, 1642 ou 1643 ; quelques-unes de 1665, 3 ou 4 de 1673.

En plus : une pièce de Guillaume, prince d'Orange, 1649 ; une de Gaston d'Orléans, prince de Dombes, 1652 ; et deux de Honoré II, prince de Monaco, 1649.

On peut conclure de la composition de ces deux trésors, que les personnes qui les ont enfouies ne se préoccupaient guère de collectionner les vieilles monnaies et qu'elles recueillaient surtout celles ayant cours ; elles ne cherchaient point, comme le thésauriseur de leur contemporain La Fontaine, à ramasser des doublons, des Jacobus, des ducats, ou des nobles à la

rose ; cependant elles ont eu le sort du bonhomme, et n'en ont certainement pas profité par elles-mêmes.

Un homme accumulait. On sait que cette erreur

Va souvent jusqu'à la fureur.

Celui-ci ne songeait que ducats et pistoles ;

Quand ces biens sont oisifs, je tiens qu'ils sont frivoles.

CH. VIGEN.

—
Une monnaie d'or gauloise, aux types déformés de la tête d'Apollon et de l'aurige, conduisant un cheval androcéphale, a été trouvée en novembre 1912, au village de chez Bassinet, commune de Boresse-Martron.

Diamètre 18 à 19 millimètres. — Poids 6 gr. 40.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

MARIAGES

—
Le 30 octobre 1912, a été célébré, à Paris, le mariage de M. Georges Rullier, fils de feu M. Rullier, architecte, avec M^{lle} Denise Barbier.

—
A Smyrne (Turquie d'Asie), a été célébré, le 21 novembre 1912, le mariage de M. Maurice Cousinery, avec M^{lle} Christine Pellegreni-Tibaldi.

—
Le 30 janvier 1913, a été béni, à Saintes, le mariage de M. François de Latour de Geay, lieutenant au 30^e dragons, fils aîné de M. Jehan de Latour de Geay, colonel commandant le 13^e dragons, avec M^{lle} Geneviève Dangibeaud, fille de M. Charles Dangibeaud.

DÉCÈS

—
Le 8 septembre 1912, a été inhumé, à Brantone, M. Georges Bussièr, président de chambre de la cour d'appel de Lyon, qui fut procureur de la République à Rochefort en 1883.

—
Le 4 novembre 1912, est décédé subitement, à Guiscard

(Oise), M. Jules Deschamps, juge de paix, fils de feu M^e Deschamps, notaire au Douhet.

Le 15 novembre 1912, ont eu lieu, à Vervant, les obsèques de M. Jean de Roumefort, fils de M. le vicomte Maurice de Roumefort, mort d'un accident d'automobile, à Villiers-Saint-Frambourg, près Senlis (Oise).

Le 2 décembre 1912, est décédé, à Bordeaux, M. Eugène Boulineau, âgé de 83 ans, premier président honoraire de la Cour d'appel de Bordeaux, né à La Tremblade le 26 décembre 1829.

Le décembre 1912, est décédé, à Arcachon, M^{me} Boffinton, veuve de M. Boffinton, député.

Le 5 janvier 1893, est décédé, à Saintes, M. Jules-Etienne-Paul Guenon des Mesnards, docteur-médecin à Saintes, âgé de 73 ans. Il a été enterré aux Ménards.

Le 11 janvier 1913 est décédée, à Paris, M^{me} Marie de Faucher de La Ligerie, épouse de M. le colonel Henri de Morineau, âgée de 62 ans. Elle laisse un fils, M. Robert de Morineau, et une fille, M^{lle} Augustine de Morineau. Elle a été enterrée à Saintes le 14.

Le 14 janvier 1913, est décédé, aux Chauvins, commune du Port-d'Envaux, M. A.-A. Allègre, notaire honoraire, notre confrère depuis dix-huit ans, notaire à Rochefort de 1863 à 1883, il fut élu conseiller municipal en 1871 et adjoint au maire de cette ville jusqu'en 1874. Il laisse un fils, M. Maurice Allègre, lieutenant au 4^e tirailleurs algériens, actuellement au Maroc, et deux filles.

Il était âgé de 77 ans.

Le 19 janvier 1913, est décédée, à Saintes, maison du Coteau, M^{me} Marguerite-Clémence Fleurat, veuve de Louis Audiat, âgée de 80 ans.

Le 27 janvier 1913, est décédé, à Paris, M. Charles-Édouard Delavaud, inspecteur du service de santé de la marine en re-

traite, officier de la Légion d'honneur, âgée de 88 ans, père de M. Louis Delavaud et beau-père de M. Gustave Regelsperger.

Il a été enterré à Surgères le 1^{er} février.

ERRATA

En feuilletant le vol. XVI du *Bulletin de Saintonge et d'Aunis*, mes yeux sont tombés, page 95, sur une note à l'article nécrologique de Jean-Marie-Marcelin (Emile) Pellisson, mon frère, décédé le 22 janvier de l'année 1896, où se trouve reproduit le certificat d'acceptation par le ministre de la guerre de « la démission offerte par le citoyen Jean Pellisson (qui était notre grand-père), du grade de sous-lieutenant surnuméraire qu'il occupait dans la 109^e 1/2 brigade (et non 109^e brigade), portant la date du 7 pluviôse de l'an sept de la République française, (26 janvier 1799). Je suis surpris de lire au bas de cette reproduction la signature de *Servan*, qui a été ministre de la guerre seulement en 1792 et non sous le Directoire. Le ministre qui a signé ce document est *Schérer*, en titre du 23 juillet 1797 au 21 février 1799. Il faut probablement attribuer cette confusion à une lecture hâtive et aussi à la difficulté de déchiffrer cette signature que j'ai sous les yeux et que, comme je le constate, il aurait plutôt fallu deviner.

MARCEL PELLISSON.

Dans le tome XLIII des *Archives* qui vient d'être distribué.

Page 251, vingtième ligne, au lieu de prit, lisez *fist*.

Page 255. troisième ligne, au lieu de nouveau, lisez *nonne*.

VARIÉTÉS

I

LA FIN DE LA DÉPORTATION ECCLÉSIASTIQUE DANS LES ILES DE RÉ ET D'OLERON, 1802.

L'étude des nombreux documents, conservés aux archives départementales de la Charente-Inférieure, m'autorise à penser que, même après l'excellent ouvrage de M. Victor Pierre, il

reste beaucoup à dire sur la fin de la déportation ecclésiastique sous le Consulat, dans les îles de Ré et d'Oleron (1).

Les correspondances officielles du ministre de la police, du préfet de Saintes, des sous-préfets de La Rochelle et de Marennes, des commandants d'armes des deux citadelles, des maires de Saint-Martin de Ré et du Château d'Oleron ; les lettres des prisonniers, celles de leurs familles et de leurs amis montrent l'état d'esprit des populations, et comment, malgré l'opposition des Jacobins devenus fonctionnaires, Bonaparte parvint à rétablir la paix religieuse.

Le coup d'Etat du 18 brumaire (9 novembre 1799) avait ranimé toutes les espérances de paix. De tous les points de la France, des pétitions étaient adressées au Premier Consul. Quelle tristesse planait sur ces familles qui, depuis dix ans, déploraient l'exil d'un parent ! Ce sont des pères et des mères vieilliss, qui veulent revoir un fils ; ce sont des frères qui réclament un frère ; des neveux, des nièces, des amis, des paroissiens qui pétitionnent en faveur d'un proscrit (2).

L'arrêté du 8 frimaire an VIII (29 novembre 1799) ordonna d'abord la mise en liberté des prêtres assermentés, démissionnaires, apostats ou mariés. Cette mesure était incomplète, mais elle en faisait prévoir de plus justes. L'ex-oratorien Fouché, ministre de la police générale, la trouva trop libérale ; il spécifia, dans ses instructions, que ceux-là seuls, désignés dans l'arrêté ci-dessus, jouiraient promptement des avantages que leur offrait « la justice du gouvernement ».

Les prêtres fidèles attendirent, et continuèrent la vie religieuse dont ils avaient tracé le règlement. L'un d'eux écrivait : « Nous avons l'avantage de faire en commun tous nos exercices de religion sans exception, comme nous les ferions dans une maison religieuse ; nous avons même chaque jour, dans la chambre que nous habitons, une conférence sur la morale et sur la Sainte Ecriture... Nous profitons de ce lieu de retraite pour nous pénétrer de plus en plus de nos devoirs, attendant avec une humble soumission, ce qu'il plaira à la divine Providence de déterminer de notre sort, convaincus que ce n'est pas,

(1) Tous les documents cités dans cet article sont empruntés aux archives départementales de la Charente-Inférieure, série L. La plupart sont inédits.

(2) Le 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799), le nombre des prisonniers était de 1200 à l'île de Ré ; il atteignait le chiffre de 300 à l'île d'Oleron.

sans un dessein spécial de ses bontés sur nous, qu'elle a permis que nous soyons arrachés à nos travaux et poussés vers cette côte ; nous osons espérer que Dieu ne nous a pas rejetés pour toujours... non ! Il ne nous a pas abandonnés... »

Dans les chambres, dans les galetas, dans les greniers de la citadelle, un peu partout, ils avaient élevé des autels ; les ardoises des toitures étaient devenues des pierres sacrées ; par les pieuses femmes, qui venaient, tous les cinq jours, leur vendre les objets de première nécessité, ils avaient pu se procurer des calices en étain, des morceaux d'étoffe dont ils fabriquèrent des ornements. L'évêché de La Rochelle conserve pieusement ces reliques.

Fouché cherchait à diminuer l'effet des décrets libérateurs du Premier Consul, mais son ambition, plus forte que sa haine, le rendait libéral, pour se faire des amis, près de celui dont il voyait grandir la puissance.

Parmi les hommes politiques, qui avaient contribué au triomphe de Bonaparte, se trouvait Louis-Nicolas Lemer cier, président du Conseil des Anciens, à la journée du 18 brumaire. M^{me} Lemer cier, sa mère, avait eu d'un premier mariage avec M. Jean-Jacques Rollet, conseiller du roi et prévôt de la marine à Rochefort, un fils : Jean-Louis-Simon Rollet, devenu chanoine de la collégiale de Saint-Georges de Rex, au diocèse de Saintes. Nous lisons dans une lettre datée du 24 pluviôse an VIII (13 février 1800) : « Le secrétaire général de la police a l'honneur de présenter ses devoirs les plus empressés au citoyen Le Mercier, et de lui adresser un duplicata de la décision du ministre relative au citoyen Jean-Louis-Simon Rollet. » Le 18 prairial (7 juin), c'est Fouché lui-même qui écrit au préfet de la Charente-Inférieure : « Les renseignements favorables qui m'ont été procurés sur Jean-Louis-Simon Rollet prêtre déporté, m'ont fait penser qu'il n'y avait aucun inconvénient à craindre pour la tranquillité publique de le laisser rentrer dans ses foyers. Je vous autorise donc à le recevoir, et à le placer sous la surveillance de la municipalité de son domicile (Saintes), à charge pour lui de faire, devant vous, ou devant le sous-préfet de son arrondissement, la promesse de fidélité à la Constitution. Vous m'informerez de l'exécution de cette mesure de simple police ».

Il n'y avait pas qu'un Rollet sous les verroux. Le 7 juillet, le sous-préfet de Marennes écrivait au préfet : « Le maire du Chà-

teau me marque que cet individu ne se trouve pas à l'île d'Oleron, et que les détenus le croient à l'île de Ré ».

Les listes de Saint-Martin de Ré portent : Rollet, Jean-Baptiste, vicaire général d'Autun, mort à la citadelle, le 21 septembre 1799. Plus heureux, M. Rollet, Jean-Louis-Simon, dut, à l'influence de son frère, Nicolas Lemercier, d'être nommé, en 1802, évêque de Montpellier.

Les Jacobins, maires ou conseillers municipaux, soutenus par Fouché, continuaient leurs déclamations contre le fanatisme et prenaient encore des mesures oppressives. Le préfet et les sous-préfets, mieux instruits des intentions du Premier Consul, modéraient cette ardeur. Si, parfois, ils parlaient le langage de 1793, c'était pour conclure par un acte de bienveillance. Les plus intelligents parmi les anciens terroristes se montraient modérés.

Morin Jean, ci-devant chanoine prébendé de la cathédrale de Saintes, avait refusé le serment et émigré en Espagne ; après le 9 thermidor, il rentra en Saintonge et fut arrêté à Dompierre le 9 août 1798, condamné à la déportation et conduit à Saint-Martin de Ré. Il était infirme et âgé de soixante-deux ans. Sa sœur pétitionna pour qu'il fut autorisé à demeurer à Saintes, sous la surveillance des autorités.

Bouju, commissaire du gouvernement à Saint-Martin, écrit au préfet : « La réclusion était la seule peine à lui infliger, car il serait moins cruel de le fusiller que de le transporter à Cayenne. Je ne crains pas que l'on m'accuse de favoriser les prêtres de l'Eglise romaine, puisque mes principes sont ceux d'un protestant, mais tout convaincu du mal qu'a fait, en France, l'esprit d'intolérance du clergé romain, je ne me permettrai jamais d'être injuste envers aucun de ses membres. »

L'auteur de cette lettre avait-il oublié déjà l'esprit d'intolérance et de domination des Jacobins, dont il avait fait partie ; et, ne pas penser comme lui, sur la constitution civile du clergé était-ce un crime qui mérita la réclusion ? M. Morin fut mis en surveillance à Saintes.

Ces mises en surveillance étaient une préparation à la complète liberté. Le préfet les multipliait, malgré les observations de ses subordonnés. Le 9 thermidor an VIII (28 juillet 1800), Traversay, sous-préfet de La Rochelle, écrivait à son chef : « Vous avez peut-être été étonné de la chaleur avec laquelle je

vous écrivais hier contre les mises en surveillance dans la ville de Saint-Martin. Assurément, s'il ne dépendait que de moi, je les mettrais tous en liberté ». Les proscrits étaient devenus populaires ; à l'île de Ré, à l'île d'Oleron, à Marennnes, à Rochefort, des familles catholiques s'offraient à leur donner un asile. Les règlements devenaient plus doux. Fontès, commandant d'armes de la citadelle du Château d'Oleron, déclare : « Qu'il accorde, chaque jour, dix cartes de sortie à dix prêtres, de sorte que tous sortent tous les huit jours. Deux autres sont autorisés par le ministre à parcourir l'île ; il est vrai que l'un d'eux, M. Sabartier de La Personne, natif d'Auterive (Haute-Garonne) était à demi paralysé. Fontès les accuse de profiter de ces permissions pour préparer leur évasion, prêcher le fanatisme, recevoir des honoraires de messe et accepter des rendez-vous pour confesser.

M. Hopsomer, prêtre belge, déporté par arrêté du 14 frimaire an VII (4 décembre 1798), était arrivé à l'île d'Oleron, le 14 février 1799. Le sous-préfet de Marennnes avait envoyé sur cet ecclésiastique les témoignages les plus avantageux et sa libération lui avait été offerte. M. Hopsomer avait répondu que : « prêtre fidèle, il n'était pas dans un des trois cas de l'arrêté du 8 frimaire an VIII, et qu'il demandait seulement à être mis en surveillance dans sa famille. »

Le 1^{er} septembre 1800, Fontès écrivait au sous-préfet de Marennnes : « J'ai l'honneur de vous prévenir que, depuis le 24 août jusqu'à ce jour, il s'est évadé, à différentes reprises, quatorze détenus de la citadelle, dont sept dans la nuit d'hier, au moyen d'un gros câble attaché à l'affut d'un canon. On a mis de suite après eux un détachement de quatre hommes ; trois ont été trouvés chez une citoyenne du grand village de Saint-Trojan, où le détachement a reconnu une chapelle montée et un calice pour dire la messe. Un des trois (Hopsomer) cherchant à s'évader, et méprisant l'ordre de s'arrêter que lui a plusieurs fois donné la sentinelle, placée devant la porte, celle-ci lui a tiré un coup de fusil, dont il est grièvement blessé. La femme, qui les recélait, nommée Jodeau (1), a été conduite par le deta-

(1) Après la Révolution, les sœurs Jodeau entrèrent à la communauté des filles de la Sagesse de Saint-Laurent-sur-Sèvres en 1802. L'aînée, Geneviève, prit le nom de sœur Symphorose ; la cadette, Françoise, prit le nom de sœur Saint-Trojan ; elle mourut le 23 janvier 1835, âgée de 82 ans. Voir *Saint-Trojan-les-Bains*, par l'abbé V. Belliard.

chement chez le juge de paix, maintenant occupé de l'information. »

« Vous ne sauriez croire, citoyen sous-préfet, combien ces hommes, dangereux sous tous les rapports, ont fanatisé les gens de la campagne et porté le trouble dans les familles. Il serait bien à désirer qu'il n'y en eût jamais paru un seul dans l'île. Ce serait un grand service à rendre aux habitants, dont les femmes ruinent leurs familles, pour leur porter, soit de l'argent, soit des denrées, si vous, ou le préfet, pouviez nous en débarrasser promptement. »

La réponse du sous-préfet est datée du 5 septembre, elle montre, à l'encontre des haines des anciens Jacobins, les sentiments plus humains des agents du gouvernement consulaire :

« Citoyen, votre lettre du 1^{er} septembre m'est parvenue ce jour, j'en transmets de suite la teneur au préfet de ce département. Ni l'élévation d'une chapelle, ni les signes servant à l'exercice d'un culte quelconque, ne sont des motifs de récrimination contre personne. Le fanatisme et l'intolérance sont deux êtres de raison, également odieux à cette aimable et douce philosophie, qui ne voit que des frères parmi les hommes, qui adorent le Dieu de l'univers, chacun à sa manière. Vous marquez que le prêtre fuyard a été grièvement blessé, je n'ai pas de peine à le croire, puisqu'il a été enterré hier.

« Quoi qu'il en soit, citoyen, il sera toujours vrai de dire qu'il répugne à la nature, qu'un homme, en plein jour et sans défense, ait été tué comme une bête féroce ! »

« Je conviens que la plupart des prêtres sont dangereux, que ce sont des caractères indomptables ; que le gouvernement ne peut avoir confiance en des gens qui refusent opiniâtement de se soumettre aux lois ; mais il faut que le magistrat, qui en a la surveillance, les traite avec humanité et douceur, indépendamment des précautions nécessaires pour qu'ils ne nuisent à personne. »

A l'île de Ré, les évasions étaient favorisées par le voisinage de la Vendée et par l'esprit de pacification que le Premier Consul voulait faire prévaloir dans ce pays, ravagé par la plus cruelle des guerres civiles.

Bouju, commissaire à Saint-Martin, écrivait : « Les évadés se cachent en ville, jusqu'à ce qu'ils aient l'occasion de passer sur les côtes de la Vendée. Là, ils trouvent facilement à se cacher et à faire passer au général Brune ou au général Sahu-

guet, divisionnaire au quartier général de Nantes, leurs réclamations, non comme prêtres évadés de l'île de Ré, mais comme prêtres déportés, rentrés et n'osant se montrer. Par suite de l'esprit de pacification des départements insurgés, ils obtiennent facilement des cartes, en vertu desquelles ils sont autorisés à exercer les fonctions de leur ministère, à la condition de prêcher la concorde et l'obéissance aux lois, mais sans aucune promesse de fidélité à la Constitution. »

Cette situation du prêtre était très-précaire, car il dépendait des caprices des municipalités. C'est ainsi que M. Legal, ancien supérieur du séminaire de Vannes, fut arrêté, le 21 juin 1800, et conduit à la citadelle du Château d'Oleron. Des personnes pieuses de Marennnes lui offrirent un abri.

Les ecclésiastiques répugnaient à prêter cette promesse de fidélité. On leur avait demandé tant de serments, toujours inutiles, qu'il leur paraissait préférable de rester dans leur intransigeance. MM. Dufoussé d'Ozon (de Vannes), Richard et Lépine, détenus à l'île d'Oleron, avaient été avertis par le sous-préfet de Marennnes, le 3 janvier 1801, de l'arrêté de leur mise en liberté, à condition de souscrire la promesse à la Constitution de l'an VIII. M. Dufoussé signa cette promesse, mais avec cette restriction : « conformément au Concordat passé entre le gouvernement français et la Cour de Rome. »

MM. Richard et Lépine répondirent : « vouloir attendre la publication du Concordat, avant de souscrire la promesse exigée. »

Le ministre de la police répondit : « que la formule de M. Dufoussé suffisait, et qu'il devait être remis en liberté. »

Cependant ces libérations étaient arbitraires ; je l'ai déjà dit, elles dépendaient des caprices des uns ou des interventions des autres. Des prêtres préféraient courir les risques d'une évasion. Les autorités de Saint-Martin de Ré signalent un nommé Tinéas et la femme Séjourné, comme leur donnant asile et favorisant leur fuite.

M. Quesne, Jean, du diocèse de Clermont, évadé et repris, exprimait ces sentiments dans deux lettres adressées, la première au maire, la seconde au sous-préfet. « L'homme, qui se sauve, disait-il, use d'un droit qui lui est propre et personnel, et n'étant lié par aucune parole donnée, il ne fait injure à personne. La liberté est un droit requérable dans tous les temps et dans tous les lieux. La loi de Dieu même, à qui je dois toute

soumission et toute obéissance, ne me défend pas d'user de cette liberté ; elle l'ordonne même, quand sa gloire et le salut des âmes le demandent. »

Indépendant et irréductible, Quesne se moquait des tirades anti-cléricales du citoyen Touilleau, maire provisoire de Saint-Martin. Le 20 avril 1801, il écrivait au sous-préfet de La Rochelle : « La citadelle ne renferme que des agneaux, qui courbent facilement la tête sous le joug, quelque pesant qu'il soit ; mais je suis moins agneau que les autres ; j'ai pris le parti de faire le chien de garde et d'aboyer contre les loups qui affligent le troupeau. N'est-il pas étonnant, Monsieur, que, de partout, on nous écrive que les prêtres et le culte sont aussi libres qu'ils l'étaient il y a vingt ans, et que nous soyons ici les seuls souffre-douleurs de la rage patriotique ? Pourrais-je vous proposer un moyen bien simple pour garder les prêtres sans crainte et sans inconvénient, et surtout sans qu'aucun ne s'échappe ; c'est de prendre seulement leur parole d'honneur. Avec ce moyen, vous n'aurez besoin ni de municipalité, ni de soldats pour les garder ; vous pourrez compter sur leur fidélité comme sur vous-même. Que toutes les portes soient ouvertes : tant celles de la ville et de toute l'île que celles de la citadelle ; et je suis garant qu'aucun ne les franchira. La parole d'un prêtre fidèle à Dieu et à l'Eglise (et grâce au ciel nous n'en avons plus d'autres ici), vaut plus que toutes les grilles et les verrous du monde. Elle est fondée sur la religion et sur l'honneur, et, ce sont deux gardiens absolus et incorruptibles pour eux. En conséquence, Monsieur, je vous offre de vous envoyer cette parole d'honneur, écrite de la main de tous les prêtres qui sont ici, et vous serez vous-même notre gardien !

« Ah ! quel bonheur pour nous ! D'ailleurs nous n'avons que faire de la municipalité, qui semble elle-même n'avoir d'autre but que de nous vexer, car elle nous est absolument inutile pour tout autre chose. Nous nommerons un petit conseil, parmi nous, pour correspondre avec vous, et soyez bien assuré que vos ordres seront fidèlement exécutés. »

La France entière suivait avec intérêt les négociations engagées entre le Saint-Siège et le gouvernement. Le Concordat fut signé le 15 juillet 1801, converti en loi, le 8 avril 1802, et solennellement proclamé, le 18 avril, jour de Pâques.

La situation du commandant d'armes de la citadelle de Saint-Martin de Ré devenait de plus en plus fausse et difficile ; il

l'exposait ainsi, le 5 janvier 1802, à Traversay, sous-préfet de La Rochelle : « Les détenus, écrivait-il, logent dans des casernes, qui ne sont séparées de celles de la garnison que par une palissade à claire voie de cinq à six pieds de haut, liée par des pièces transversales, qui servent d'échelons pour escalader, de sorte qu'il est impossible qu'il n'y ait pas de communication entre les troupes et les détenus.

« Outre cinq cents Bataves, qui y sont logés, il y a un détachement du dépôt, ci-devant de la guerre, composé de très mauvais sujets ; plus tous les ouvriers des différents ateliers de la 68^{me}, enfin ceux des magasins des vivres ordinaires, de siège ; ceux d'artillerie et du génie. Il serait nécessaire que ces palissades fussent remplacées par un mur plein ; il faudrait aussi deux prisons, pour y mettre les forçats et tous les hommes condamnés à la déportation pour des causes infamantes.

« La citadelle ne contient que deux petits cachots malsains, où les hommes tombent malades, au bout de trois ou quatre jours, et une petite prison. On a bien grillé deux appartements d'une caserne, mais les grilles sont faibles et les portes ne sont que planches de sapin. Dans l'état actuel, ne pouvant faire autrement, les forçats sont logés et confondus avec les personnes condamnées pour cause d'opinion.

« Les prêtres évadés, rentrés chez eux, ont été reçus comme des martyrs. La plupart des laïques sont des forçats condamnés aux galères et venus de différents bagnes, des voleurs et des assassins ! Il faudrait, pour ces hommes, des argousins et des bâtons ; repris, ils s'échappent de nouveau. Le saut, des embrasures au pied des remparts, est si facile que nous avons attrapé un prisonnier ayant une jambe de bois, qui avait facilement escaladé. »

Le commandant d'armes termine cette longue lettre, en émettant l'avis d'envoyer tous ces hommes dangereux au bagne de Rochefort.

Que ne trouvait-on pas dans cette agglomération ?

Celui-ci, Jean-Baptiste Audouin, du département du Var, est un malheureux prêtre marié, qui se donne comme agriculteur, pour n'avoir pas à rougir de sa défection devant ses confrères ; celui-là est un émigré, Gaspard de la Magdeleine, qui, pour se soustraire à la peine de mort portée contre les émigrés, pris les armes à la main, s'est laissé condamner sous le nom de Jean Bouvier, prêtre réfractaire.

Cet autre est un repris de justice dangereux, Bouvery dit Fleury, qui se déclare : « homme de loi, ayant rempli des fonctions importantes auprès du ministre Fouché ; les hommes politiques de la Révolution avaient vécu dans des milieux si divers ; il affirme avoir été condamné pour avoir proposé de boire à la santé du roi. Cet homme écrit sans cesse, et ses lettres nous fournissent quelques détails sur le sort des prêtres détenus. Il accuse le maire de Saint-Martin : « de favoriser les assemblées clandestines des prêtres réfractaires, où ils prêchent une morale contraire aux lois du gouvernement » (1).

Il accuse les fonctionnaires de vente d'effets et de spéculation sur la nourriture. En revanche, il cite les droits de l'homme : « La loi est égale pour tous, soit qu'elle punisse, soit qu'elle protège. » Quelle ironie que cette citation dans de pareilles circonstances ! Il commence ses épîtres par ces mots : « Coupe-gorge de la citadelle », ou par ceux-ci : « L'exécution de la loi ou la mort ! » Il versifie :

Le maire, qui commande en ces horribles lieux,
Boit, dans des coupes d'or, le sang des malheureux !.....

Il cite des vers latins, mais avec variante : « Miseris succurrere discis ».

Il appelle l'île de Ré : « Insula reorum ! »

Dans ce milieu immonde, les prêtres continuaient à prier. Enfin ils apprirent la proclamation du Concordat. Le lendemain, 19 avril 1802, Guillemardet, préfet de la Charente-Inférieure, demandait des instructions au ministre de la police, relativement aux prêtres détenus. Le 30, ces ecclésiastiques adressaient une demande de mise en liberté : « Pleins de confiance, disaient-ils, dans la bienveillance du gouvernement, et satis-

(1) Une lettre d'un ecclésiastique de Besançon publiée par Mgr de Chaffoy, en 1821, contient ce passage : « Une réflexion que nous faisons souvent, qui nous pénètre d'admiration envers la conduite de Dieu dans ces tristes jours, et de consolations intérieures, était de voir que, dans un temps où la vie régulière, la psalmodie des cloîtres avaient cessé en France, elles se reproduisaient et se continuaient dans une forteresse ; et, tandis que ceux qui nous gouvernaient, convertissaient un si grand nombre de monastères en prisons d'Etat, Dieu faisait un monastère. Avant le lever du soleil, déjà plusieurs messes étaient célébrées, et la célébration s'en continuait jusqu'à dix heures. Tous les jours à trois heures, de pieux et savants directeurs de séminaires, professeurs de théologie, faisaient des conférences sur quelque sujet de piété ou de morale, et sur l'Ecriture Sainte ».

faits de l'heureuse époque qui rétablit la religion, ils demandent si, en exécution du Concordat, connu officiellement, ils ne peuvent pas se rendre dans leurs communes respectives, avec un passeport, qui leur serait délivré. »

Même après la proclamation du Concordat, le 7 mai, Fouché réclamait encore une informations sur les motifs de l'arrestation de ces prisonniers. Le 9 mai, le préfet prenait courageusement un arrêté, par lequel tous les ecclésiastiques, détenus pour refus de serment et de déclaration de fidélité, seraient, sur le champ, mis en liberté. Le 14, il écrivait au ministre que : « N'ayant pas reçu de réponse à sa lettre du 19 avril, il avait décidé de faire jouir les prêtres, détenus dans les citadelles d'Oleron et de Ré, de la faveur résultant de la nouvelle organisation du culte. »

Voici à la date du 25 mai, les listes de libération :

1° Au Château d'Oleron :

Richard, Louis, domicilié à Vannes (Morbihan).

Boutouillic, Philippe-Jean, domicilié à Vannes (Morbihan).

Lavillegouant.

Videlo, Louis-Marie, domicilié à Rubry (Morbihan).

Larbre de Lépine, domicilié à Vannes (Morbihan).

Collignon, Jean, domicilié à Namur (Sambre-et-Meuse).

Lambiotte, Antoine, domicilié à Namur (Sambre-et-Meuse).

NOTA. — Les six, nommés au présent état, ont été transférés à Oleron, pour refus des serments exigés par les lois, et se rendent quatre à Vannes, deux à Namur. Il ne reste plus dans l'île que le prêtre Fleury, détenu par jugement.

2° A la citadelle de Saint-Martin de Ré :

Palière, Jean-Baptiste, domicilié à Limoges (Haute-Vienne), insoumis.

Bourrigaud, René, domicilié à Saint-Laurent-la-Plaine (Haute-Vienne), insermenté.

Laizerie, Joseph-Marie, domicilié à Vitré (Ille-et-Vilaine), insoumis.

Gomichon, Antoine, domicilié à Taignat (Allier), réfractaire.

Kurezoré, Jean, domicilié à Kersaint (Finistère), insermenté.

Delabardon, Jacques, domicilié à Léon (Finistère), réfractaire.

Delaporte, Michel-Léocadie, à Dieppe (Seine-Inférieure), insermenté.

Forgat, Pierre-Hyacinthe, à Plusquelec (Côtes-du-Nord), insoumis.

Dubois, Jacques, Bevilley-en-Rivière (Seine-Inférieure), insermenté.

Lejoncourt, Jean, à Poudelgat (Finistère), insermenté.

Hallay, Jean-Pierre, à Morlaix (Finistère), insoumis.

Monceu, Lambert-Antoine, à Namur (Sambre-et-Meuse), insoumis.

Goasdueff, Pierre, à Badilic (Finistère), insoumis.

Guillon, Maxime-François, à Autrèche (Indre-et Loire), insermenté.

Volurie, Pierre, à Montcontour (Vienne), insermenté.

Robert, Claude, à Saint-Jean-Côtes-de Corps (Isère), réfractaire.

Bodin, Jean, à Culan (Cher) insoumis.

Prével, Félix, à Fegin (Ille-et-Vilaine), insoumis.

Denieloux, Jean-François, à Ergue-Annet (Finistère), insermenté.

Galiot, Pierre-Auguste, à Notre-Dame-du-Frêne (Eure), réfractaire.

Put, Jean-Gérard, à Thermonde (Escault), insermenté.

Lespiau, Vital-Marie, à l'Isle-Jourdain, insermenté.

Galichet, Pierre, à Baudier (Indre), insermenté.

Gauthier, François, à Levroux (Indre), insermenté.

Tuffet, François, à Levroux (Indre), insermenté.

Le maire, Rivaille, signe cette liste et ajoute : « Le prêtre Tuffet n'est pas parti par indisposition, il semble vouloir rester dans l'île ; il est remuant, je désire son départ. »

Toujours haineux, l'ex-oratorien Fouché adressait, le 2 juin 1802, une lettre de blâme au préfet, dans laquelle il lui disait : « L'initiative de la mesure que vous avez prise, à l'égard des prêtres détenus, appartenait au gouvernement. Je vous recommande de me faire connaître les noms de ceux qui ont déjà leur passeport, et les lieux où ils se retirent ; quant aux passeports qui restent à délivrer, vous voudrez bien vous conformer aux dispositions de ma circulaire du 28 floréal dernier (18 mai 1802). Ces derniers détenus restèrent.

Le 29 juin, trente-six écrivaient au préfet pour réclamer leur liberté. « Aucun de nous, disaient-ils, n'est détenu que par des arrêtés de Directoire et de Département. » Ils signent la déclaration suivante : « Nous, soussignés, ecclésiastiques actuelle-

ment détenus à la citadelle de Saint-Martin de Ré, déclarons être de la communion des évêques de France, nommés par suite de la convention passée entre le gouvernement français et sa Sainteté Pie VII, que nous serons fidèles au gouvernement établi par la Constitution, et n'entretiendrons aucune liaison, ni correspondance avec les ennemis de l'Etat. »

Le 3 juillet, le préfet déclarait au ministre de la police : « qu'il ne pensait pas devoir accorder la liberté à quarante-neuf prêtres encore détenus. » La Révolution lâchait difficilement sa proie.

Enfin, le 7 août, quarante-huit de ces ecclésiastiques étaient libérés ; onze n'avaient pas attendu, ils s'étaient évadés. Voici la dernière liste de libération du 4 août 1802 ; elle nous présente réellement le bataillon sacré.

Noms et prénoms.	Résidence.	Département.
Stiers, Ferdinand,	Louvain,	Dyle.
Rombauts, Nicolas,	Louvain,	Dyle.
Straetmans, Jean-Baptiste,	Bruxelles,	Dyle.
de Keyzers, Pierre,	Louvain,	Dyle.
Hannicq, Ferdinand-Joseph,	Nivelles,	Dyle.
Malcorps, Charles-Jacques,	Nivelles,	Dyle.
Stadiot, Jacques,	Nivelles,	Dyle.
Meulemans, Pierre,	Louvain,	Dyle.
Maës, François,	Bruges,	Lys.
Vanzeebroek, Jean-François,	Mercklen,	Lys.
Carron, Claude-Philibert,	Pouillat,	Ain.
Laigneaux, Jacques-Philippe,	Louvain,	Dyle.
Courtain, Barthélemy,	Dompierre,	Somme.
Fabre, Paul-Louis,	Lyon,	Rhône.
Jeoffroy, Jean-Baptiste,	Soisson,	Aisne.
Girin, Jean,	Jumières,	Loire.
Dhières, Claude,	Plusin,	Isère.
Peeters, Jean-Baptiste,	Ypres,	Lys.
Vandeperre, Louis,	Dixmude,	Lys.
Girels, François,	Faudouart,	II ^e -Garonne.
Louwerière, Jean-Baptiste,	Voulevynglein,	Lys.
Hendrick, Eugène,	Perruyse,	Lys.
de Simpel, Pierre,	Staden,	Lys.
Malrieux, Guillaume,	Montpellier,	Hérault.
Doom, Martin,	Hooghle,	Lys.

Noms et prénoms.	Résidence.	Département.
Rigaud, Henri-François,	Tournay,	Jemmapes.
Coppens, François-Jean-Bapt.,	Alost,	Escault.
Neerincx, Sébastien-Joseph,	Alost,	Escault.
Defonteyne, François-Xavier,	Maldegheem,	Escault.
Naudts, Liévin,	Kneslaere,	Escault.
Haquard, Jean,	Brooms,	Escault.
Pavy, François,	Bléré,	Indre-et-L.
Berthou, Yves-Marie,	Trémacouzend,	Finistère.
Buffault, Gaspard-Edme,	Trouy,	Cher.
Camus, Pierre,	Angers,	Maine-et L.
Ragaine, Jean,	Bayeux,	Calvados.
Faligand, Nicolas-François,	Epignac,	Ille-et-Vil.

Evadés depuis le 16 mai 1802 :

Bal, Pierre-Joseph ; Mathé, Pierre-Joseph ; Marchand, Jean ; Mailley, Pierre-François, évadés le 22 juin 1802 ; Courdier, François-Joseph, évadé le 17 juillet ; Lévi, François ; Debosbèchère, Philippe ; Liétard, Benoit ; Lemaistre, Pierre ; Delancoux, Sylvain, évadés dans les derniers jours de juillet.

Le 16 septembre, le préfet faisait connaître au ministre, qu'en vertu de sa lettre du 4 thermidor (23 juillet 1802), il avait ordonné la mise en liberté de tous les ecclésiastiques, et qu'ils avaient signé la soumission aux lois.

Ainsi se terminait cette longue guerre religieuse, née de la Constitution civile du clergé. Ces prêtres, qui, après douze années de persécution, franchissaient les portes de la citadelle de Saint-Martin, étaient restés fidèles ; ils se présentaient aux populations, comme les témoins incorruptibles de cette foi catholique qu'elles avaient gardée.

P. LEMONNIER.

II

LES ORIGINES DE LA TREMBLADE ET L'ÉTYMOLOGIE DE CE NOM

D'où sortait la jolie petite ville de La Tremblade, — aujourd'hui la perle du pays d'Arvert, — quand nous la voyons apparaître tout à coup, dans nos chartes, vers la fin du XIII^e siècle ?

Remplaçait-elle, avec un nom nouveau, la cité disparue d'Anchoine ?

Était-elle, au contraire, une fille tout récemment née des prieurés de Dissail et de La Garde ?

C'est ce que je me propose d'étudier, à mon tour, dans ces quelques pages.

On sait, en effet, combien cette intéressante question, déjà bien ancienne, a suscité de controverses parmi les érudits. Il faut avouer que la tâche ne se présente pas comme aisée. Devant le silence des documents écrits, on ne peut guère s'appuyer que sur l'étymologie du nom. A la vérité, les historiens n'ont pas manqué de recourir à cette aide ; malheureusement leurs explications sont si peu concluantes qu'il est impossible de les regarder comme définitives.

Que signifie le mot *Tremblade* ?

Les avis diffèrent. Le sentiment qui prévaut veut qu'il désigne l'action de *trembler*. Certains voient dans ce nom une allusion à l'instabilité de la côte ébranlée par les assauts de l'Océan ; d'autres, avec Lesson (1), y retrouvent un souvenir de l'envahissement des dunes, — *tremula arena*, — lorsque celles-ci ensevelirent, dit-on, à une époque indéterminée, nombre de paroisses entre l'embouchure de la Seudre et celle de la Gironde.

Tremblement du sol, ou tremblement des sables, cette opinion, quoique la plus raisonnable, est loin d'être partagée par tous les savants. Elle est d'ailleurs formellement contredite par le fait que, tout près de Saujon, c'est à-dire loin des influences alléguées, il existe une seconde localité également appelée *La Tremblade*.

L'étymologie de ce mot reste donc inconnue. Néanmoins il faut louer, malgré leur insuccès, tous ceux qui ont poursuivi sa découverte, dans la persuasion qu'elle leur révélerait ce que furent les débuts de La Tremblade. Ils ont vu juste. Comme je crois pouvoir le démontrer tout à l'heure, à la conviction de tous, cette fois, l'acte de naissance de la petite ville tient tout entier dans les trois syllabes de son nom.

En émettant l'espoir de résoudre par la philologie un problème demeuré jusqu'ici sans solution, je me rends compte de la défiance qu'une telle méthode éveillera. Défiance justifiée, hélas ! après tous les enfantillages publiés chaque jour sous le nom d'étymologies par des personnes bien intentionnées sans

(1) Lesson, *Fastes historiques*, 1842-1845, 2 vol. in-8°.

doute, mais complètement ignorantes des difficultés d'une science dans laquelle on n'avance que très péniblement, malgré toutes les ressources que peut fournir la grammaire comparée des langues romanes. Je demande donc, pour l'exposé un peu aride qui va suivre, une bienveillance toute particulière.

La première opération de notre analyse sera de remarquer que le mot *Tremblade* est formé de deux parties, d'un radical *trembl* et d'un suffixe *ade*.

Tout d'abord étudions le suffixe.

Nous constatons qu'il n'est ni latin ni français. Nous le voyons, au contraire, très abondant dans les langues du midi, principalement dans l'espagnol et dans le provençal.

Quel sens apporte-t-il à un radical donné ?

J'expliquerai tout à l'heure sa valeur grammaticale. Quant aux nuances variées qu'il traduit, je ne puis les passer en revue ici. Je dirai tout de suite que les deux langues citées plus haut l'emploient, entre autres cas, avec un nom d'arbre pour signifier une *plantation*.

Ainsi en provençal : *olmada* veut dire une plantation d'*ormes*.

En espagnol, la voyelle accentuée se modifie légèrement et donne : *olmeda*.

Cette forme en *eda* est d'ailleurs commune aux deux langues.

Le provençal dit : *sauzeda*, plantation de *saules*.

L'espagnol : *fresneda*, plantation de *frênes*.

Sans insister davantage sur ce point, comparons à présent les noms de lieux saintongeais en *ade* avec nos noms d'arbres.

Le résultat est merveilleux. Nous relevons sur nos cartes avec le sens de plantations :

L'Oumade (1), orme (en saintongeais : *oume* et *oumiä*) ; la Frénade (2), frêne ; la Sauzade (3), saule (saintongeais : *sauze*) ; la Nougerade (4), noyer (saintongeais : *nouger*) ; la Tillade (5), tilleul ; la Fougerade (6), fougère ; la Vinade (7), vigne ; et enfin : la Tremblade, plantation de *trembles*.

(1) Nom de villages et lieux dits, très commun.

(2) Village, commune de Merpins (Charente).

(3) Commune de Gimeux (Charente).

(4) Commune de Belluire.

(5) Commune de Saint-Simon-de-Pellouaille.

(6) Lieu dit, commune de Pessines (Lesson, *Fastes*, t. II, p. 56).

(7) Commune de Saint-Même (Charente).

On ne saurait trouver, j'imagine, une signification plus précise ni plus convaincante.

Voilà donc dès maintenant résolue l'étymologie du nom de **La Tremblade**.

Je ne crois pas qu'on puisse contester sérieusement ces données. Il importe néanmoins de leur donner une base scientifique qui les rende inattaquables.

Qu'est-ce, au point de vue grammatical, que le suffixe *ade* ? C'est le participe passé féminin de la première conjugaison dans l'espagnol et la langue d'oc. Autrement dit, c'est le suffixe latin *ata* dont la dentale s'est adoucie en *d*.

Ade correspond donc exactement au suffixe français *ée*. De cette manière, le verbe qui signifie *aimer* donne au participe passé féminin : en latin *amata*, en espagnol et en provençal *amada*, en français *aimée*.

Cette constatation nous met en mains un précieux moyen d'aborder l'étude des autres mots en *ade* qui ne peuvent s'expliquer par le sens de plantation. Pour beaucoup de ces noms, il nous suffira de remplacer le suffixe *ade* par *ée* pour avoir la signification française.

Ainsi :

La Tranchade (1) fera **La Tranchée** ; **La Vallade** (2), **La Vallée** ; **La Taillade**, **La Taillée** ; **La Prade** (3), **La Prée** ; **La Fade** (4), **La Fée**.

D'autres mots, cependant, sont rebelles à cette méthode. Je citerai seulement pour ne pas sortir du sujet : **La Pouyade**, **La Puysade**, (5) qui veulent dire **La Montée** et dont le radical *Puy*, lieu élevé, si usité dans la langue d'oïl, n'est pas parvenu jusqu'à nous.

A présent qu'il ne saurait plus rester aucun doute sur l'interprétation que j'ai donnée de ces divers noms en *ade*, comment expliquerons-nous leur affinité avec la langue d'oc et leur présence dans un pays comme la Saintonge qui appartient nettement à la langue d'oïl ?

Ce fait vient de ce que ces mots ont été créés à une époque antérieure à l'apparition de ce dernier dialecte.

(1) Commune de Garat (Charente).

(2) Villages et lieux-dits, très commun.

(3) Commune de Breuillet.

(4) Le Terrier de la Fade (Courcours).

(5) Très commun.

Avant de se séparer en deux grands rameaux, la langue romane employait déjà les formes en *ada*, comme nous le voyons par quelques termes du parler vulgaire égarés dans le latin des chartes et des diplômes (1).

Après la bifurcation, la langue d'oc a conservé le suffixe primitif en *ada* ; la langue d'oïl l'a gardé quelque temps en le modifiant en *ède* (2), puis elle a laissé tomber le *d* pour former désormais ses participes passés et ses substantifs participiaux en *ée* ;

On voit par là que les noms de lieux n'ont pas seulement une signification possible à retrouver. Comme les monuments, ils ont en outre un style qui décele leur âge.

Il est aisé de concevoir quels services inappréciables la philologie rendrait à l'histoire si elle était en mesure de nous renseigner sur la naissance de ces noms. Souhaitons la venue du jour, très prochain, j'en suis bien convaincu, où elle permettra de pénétrer dans le passé jusqu'aux origines de la plupart de nos villages. Malheureusement à l'heure présente, les observations font tout à fait défaut sur ce sujet délicat. L'œuvre attend encore l'ouvrier.

Je vais essayer, malgré tout, de déterminer, avec le peu que j'ai pu recueillir par moi-même, l'époque où fut formé le nom de La Tremblade.

Pour atteindre ce but, nous continuerons nos recherches par la même méthode d'analyse suivie jusqu'ici.

A quel moment le suffixe *ée* commence-t-il à paraître ?

Les vieux monuments de la langue française vont nous répondre.

La *Vie de saint Alexis*, qui date des environs de 1050, nous présente encore tous ses participes en *ède*.

Avec la *Chanson de Roland* composée vers 1080, il y a déjà de grandes divergences dans les textes publiés par les savants. L'édition de Léon Gautier rejette le *d* ; celle de Gaston Paris le retient.

(1) Tel est le mot *corvada*, *corvée*, qu'on peut lire dans un capitulaire de Charlemagne, et dans quantité de documents privés des VIII^e et IX^e siècles.

(2) Le nom de La Tremblade a lui-même été affecté un moment par cette évolution de *ade* en *ède*. Les chartes latines du XIII^e siècle appellent en effet cette ville *Trembleta*. Il faut en inférer qu'il y avait à cette époque deux prononciations, l'une populaire en *ade*, l'autre considérée comme plus distinguée en *ède*. De la même façon, les habitants des campagnes disent de nos jours *La Trembiade*, alors que les citadins prononcent *La Tremblade*.

Par contre, dans tous les manuscrits postérieurs à l'an 1100, les formes en *ée* l'emportent irrévocablement.

La langue écrite a donc accepté définitivement ce suffixe dans la seconde moitié du onzième siècle.

Maïs l'expérience nous apprend que la langue littéraire, — celle des gens de bonne compagnie, — se tient toujours sur la réserve pendant un délai plus ou moins long, avant de consacrer par l'écriture des formes depuis longtemps en usage dans la langue parlée. De sorte qu'il n'est pas téméraire de reporter jusqu'aux alentours de l'an 1000 l'apparition des mots en *ée* dans le langage rustique.

Au surplus, nous possédons un moyen sûr de vérifier cette déduction. Il se trouve tout près de nous, dans nos chartes saintongeaises. Nous lisons en effet dans le beau *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Jean d'Angély*, publié par M. Georges Misset (1), avec les dates :

De 1077, *Sylva de Fraxinea* (2); de 1081-1082, *Fragnea et Fraxnea* (3); de 1093, *Frasneia* (4); enfin de 1025, *Frasnea* (5).

Pour qui a l'habitude des vieux textes, il est visible que les clercs ont voulu traduire ici le mot *fragnée*; mais dans l'ignorance de son correspondant latin, ils se sont bornés à latiniser le nom, chacun à sa manière.

Ainsi, dès 1025, on ne désignait plus les plantations de frênes par le terme *frasnade* ou *fraisnade*, mais par le mot *fragnée*.

Comme on le voit, les documents locaux confirment pleinement ce que nous avons appris par ailleurs. Les débuts du XI^e siècle marquent bien la fin du suffixe *ade* et le commencement des mots en *ée*.

Les divers noms de plantations n'échappent pas à cette métamorphose.

L'Oumade devient l'Oumée; la Nougerade, la Nougerée (6); la Sauzade, la Sauzée (7); la Tillade, la Tillée (8).

(1) *Archives historiques de Saintonge et Aunis*, tome XXX.

(2) Pièce n° XCVI.

(3) N° XXVI.

(4) N° CXIX.

(5) N° CXLVIII.

(6) Commune de Bercloux.

(7) Commune de Dampierre-sur-Bouillon.

(8) Commune d'Ecoveux.

Mais alors, pourquoi certains noms de lieux en *ade* nous sont-ils parvenus dans leur vêtement démodé ? C'est qu'au moment de ce changement radical, le peuple ne les comprenait plus. La cause qui les avait engendrés, c'est-à-dire la plantation pour le cas qui nous occupe, avait cessé d'exister depuis un temps certainement assez éloigné, sinon on les aurait traduits dans la langue nouvelle. En d'autres termes, le fait initial est oublié, mais le nom persiste, transmis machinalement d'une génération à la suivante, bien qu'il ne soit plus entendu, et précisément parce qu'il n'est plus entendu et qu'on ne sait comment le traduire.

Le mot *Tremblade* n'a donc pu être formé qu'antérieurement à l'an mil.

A quelle limite en arrière ferons-nous maintenant remonter la possibilité de sa naissance ?

Pour solutionner cette seconde partie du problème, il nous suffira d'observer que le nom de *La Tremblade* est précédé d'un article. Nous avons là un solide point de repère.

Ce petit mot, qui n'existe pas encore dans les *Serments de Strasbourg* prononcés en 842, se montre pour la première fois dans la *Cantilène de Sainte-Eulalie*, vers la fin du neuvième siècle.

De cette manière, la création du nom de *La Tremblade* — tout au moins dans sa forme dernière, — se trouve nettement circonscrite entre l'an neuf cent et l'an mil.

A ce moment, la plantation de trembles, la *tremblaie* comme on dirait aujourd'hui, existait encore. On ne pouvait la désigner autrement qu'avec le vocabulaire et les règles alors usitées.

Or, dans la langue du temps, son nom était *Tremblade* (1), substantif féminin qui exigeait l'emploi de l'article *la*.

Nous voici entrés dans l'histoire. Nous savons à présent que le lieu où s'élève la ville de *La Tremblade* n'était encore au X^e siècle qu'un simple bois, — sans doute un coin de la vaste forêt d'Arvert, — dans lequel dominait une essence particulière, l'arbre que les botanistes appellent le *populus tremula*.

Comment ce bois disparut-il dès ce moment pour céder la place à des habitations ?

(1) Auparavant ce nom devait être *Tremblada*, sans article, et, avant le VIII^e siècle, *Tremulata*.

Pour se représenter, — à défaut de témoignages directs, — cet important événement, il faut se faire une idée exacte de la condition des personnes à cette étape du moyen âge.

Nous sommes à une époque où la féodalité vient d'acquérir une autorité définitive.

Toutes les terres sont possédées par les seigneurs. Le peuple des campagnes vit dans le servage et ne peut rien entreprendre par lui-même. Tout ce qui se fait s'accomplit donc sous l'inspiration des premiers.

Tous ces seigneurs n'ont pas d'autres revenus que ceux de la terre. Aussi sont-ils constamment préoccupés de la mettre en valeur, soit directement, soit en l'inféodant à des tenanciers moyennant redevances. Et ainsi de larges brèches s'ouvrent dans les vieilles forêts de la Gaule.

Ces quelques principes présents à notre mémoire, cherchons qui était, au X^e siècle, le maître du territoire de La Tremblade.

Par malheur, cet âge obscur ne nous a pas laissé de documents capables de nous éclairer d'un seul coup. Il faut attendre un siècle et demi encore pour voir apparaître les premières chartes. Nous trouvons alors tout le pays en la puissance du baron de Mornac.

Evidemment, le statut politique de la rive gauche de la Seudre ne datait pas de la veille. La baronnie, avec ses limites et sa juridiction, était une œuvre du passé qui remontait au berceau même de la féodalité.

Nous pouvons donc conclure avec assurance que ce fut le sire de Mornac qui fit défricher la plantation de trembles pour en livrer le sol à la culture.

En un temps où la main-d'œuvre était si rare, le défrichement d'une forêt ne constituait pas une petite entreprise. D'habitude, les seigneurs y employaient la corvée. A chaque manant des environs, on assignait un lot, et ainsi la besogne allait assez vite.

Quand la mort de la tremblaie fut décidée, on vit sans doute accourir, appelés à son de trompe, tous les infortunés corvéables de Dirée, du Fouilloux, d'Arvert, de Coux, d'Avallon et peut-être de plus loin. Un à un les vieux trembles tombèrent sous la hache. Bientôt, des antiques fourrés où le chant des oiseaux s'harmonisait avec la musique tremblotante des feuilles, il ne resta plus qu'un nom.

Sur le sol encore frais, une vingtaine de serfs, retirés à d'autres domaines, furent installés d'autorité, avec leurs familles. Dès lors, la vie remplace le désert. La vigne, des moissons, des prairies viennent occuper la clairière. A l'endroit même où s'ébattaient les bêtes fauves, cerfs et chevreuils, loups et renards, les animaux domestiques fécondent maintenant la terre.

Pareils travaux nécessitent un certain nombre de bâtiments appropriés, des granges, des celliers, des étables, des logements pour les personnes. On peut se les figurer, gauchement alignés de chaque côté d'une voie toute primitive, — la même dont on fera plus tard la *Grande Rue*. — A l'un des bouts est une petite place ombragée par un bel arbre, un orme peut-être déjà centenaire. Sous son abri viendront jouer les enfants. Au son de la vielle et de la cornemuse, la jeunesse y dansera des rondes joyeuses. C'est là aussi que les pauvres colons s'assembleront les jours de fête pour parler discrètement de la misère présente et rêver de temps meilleurs. Jusqu'à la Révolution, les générations successives conserveront pieusement la mémoire de ce premier confident de leurs pères, en laissant à l'endroit où il s'élevait le nom de *Canton de l'Oume* (1). Joli souvenir que l'ingratitude moderne s'empressera d'oublier.

Tels durent être, à l'image de ce qui se passait partout, les débuts de la future ville.

La Tremblade serait sans doute restée l'un de ces humbles villages ruraux, analogue à tous ceux qu'on voit en Saintonge, s'il n'était survenu, peu de temps après sa fondation, un événement qui devait assurer sa fortune. Cet événement, c'est la création des salines.

Tout le monde sait quels immenses profits le moyen âge a tiré de l'industrie du sel. Il est vraisemblable que dès le XI^e siècle la maison de Mornac s'occupa de faire établir des salines à l'embouchure de la Seudre. Pour le logement des hommes employés à ce travail, aucun lieu ne pouvait mieux convenir que La Tremblade, située en terre ferme, sur le bord même du marais. On voit quel surcroît d'activité le petit groupement agricole allait recevoir par ce fait.

Le sel, cette précieuse denrée, ne peut être consommé sur place. Il faut le transporter, soit par terre, soit par eau. D'où

(1) Aujourd'hui place Gambetta.

la nécessité de tracer des routes à travers la presqu'île et d'aménager les canaux de la Seudre pour amener les navires jusqu'au cœur même du village.

Mais ce n'est pas tout. Pour nourrir une population subitement accrue, il faut des moulins qui transforment en farine les céréales récoltées par les colons.

On ne peut douter que les seigneurs de Mornac n'en aient fait construire de très bonne heure sur les ruisseaux qui servaient de déversoir à l'étang maintenant desséché de Saint-Augustin.

Chaque moulin, selon le code féodal, possédait une certaine zone d'influence, à l'intérieur de laquelle tous les habitants étaient tenus d'y faire moudre leurs grains. Le nombre de ces assujettis au droit de moulin devait être fort grand, et s'étendait sans doute sur toute la partie de la presqu'île d'Arvert privée de chutes d'eau.

Il apparaît ainsi bien clairement que, dès la fin du XII^e siècle, La Tremblade formait déjà un foyer plein de vie, en même temps qu'une source de gros revenus pour ses seigneurs.

La richesse conduit aux libéralités. C'est le moment, en effet, où nous voyons les barons de Mornac abandonner une part de ces profits à des communautés religieuses. Ils fondent alors, à moins d'une demi-lieue de La Tremblade, selon toutes probabilités dans des domaines antérieurement défrichés par leurs soins, les deux monastères de La Garde et de Dissail. Sans crainte de s'appauvrir, ils continueront presque chaque année à se dessaisir de quelque avantage en leur faveur. Un jour ils leur donnent des salines ; le lendemain ils leur accordent la licence de construire des moulins sur les étiers ; d'autres fois, des droits multiples sur la forêt ou sur l'étang (1). Enfin, en l'an 1300, l'un d'entre eux, Robert, de la maison de Matha, concède au monastère de La Garde une rente de cinquante sous d'or à percevoir sur le péage des ports de La Tremblade (2)

Ce dernier trait, qui se relie directement à notre étude, est la meilleure preuve de l'importance qu'avait déjà la petite cité.

La Tremblade fut donc l'œuvre des seigneurs de Mornac.

Ceux qui pensent, au contraire, qu'elle doit son existence aux

(1) Cf. Grasilier, *Cartulaires inédits, N. D. de La Garde en Arvert et Archives hist. de la Saintonge*, tome VII, *Prieuré de Dissail*.

(2)... Quinquaginta solidos renduales in pecunia numerata percipiendos ab ipsis super portibus meis de La Trembleda.

monastères de La Garde et de Dissail commettent, à mon avis, une grande erreur. Ils s'exagèrent l'influence de ces deux communautés. Ils oublient qu'elles formaient, non de riches abbayes, mais de modestes prieurés renfermant à peine, chacun, une demi-douzaine de moines. Les renseignements certains que nous possédons sur l'étendue de leurs domaines ne permettent pas de supposer qu'elles aient reçu de leurs bienfaiteurs, en même temps que leur dotation foncière, plus de quelques familles de manants.

Pour fonder des villes, il faut des hommes. Où ces religieux en auraient-ils pris, à une époque où le servage rivait partout le peuple à la glèbe ?

Je ne m'arrêterai pas au fait de savoir si La Tremblade est le nom moderne de l'ancienne ville d'Anchoine. Cette opinion, qui ne fut jamais qu'un sentiment littéraire, n'a pas encore été appuyée sur aucune preuve susceptible d'examen. La question de la cité disparue a d'ailleurs été parfaitement mise au point dans deux récentes études publiées par l'infatigable chercheur qu'est M. Léon Massiou.

Après les arguments que je viens de résumer, il me semble que le problème des origines de La Tremblade peut-être considéré comme définitivement résolu.

EDMOND PENEAU.

III

LES JUSTICES DE PAIX DE SAINTES

IV. — Luraxe.

Eutrope-Ferdinand Luraxe, né à Saintes le 26 novembre 1829, était fils de Louis Luraxe, avoué, et de Marie-Elisabeth Brunet, son épouse.

Louis Luraxe, qui appartenait à une famille honorable, mais peu favorisée des dons de la fortune, était né lui-même à Saintes le 10 prairial an IX (30 mai 1801) du mariage de Nicolas Luraxe (1), et d'Angélique Moreau. Après de brillantes études

(1) Nicolas Luraxe était né à Saintes, paroisse Saint-Eutrope, le 17 février 1766, de Paul-Antoine Luraxe, et de Thérèse Didelot. — Paul-Antoine Luraxe, dont le nom patronymique a été écrit successivement *Lurasco*, *Lurasso*, *Lurasque*, *Leurass*, *Lurass*, *Luraixe*, *Leuraze*, et finalement *Luraxe*, était

au collège de sa ville natale, puis au lycée de Poitiers, il se fit recevoir licencié en droit, et, à l'âge de 25 ans, succéda à Bouyer-Plaizy comme avoué près le tribunal de première instance de Saintes (août 1826), ensuite, ayant vendu son office à

originaire de la ville d'Opellan, diocèse de Milan. Venu à Saintes à une époque qu'il nous est impossible de préciser, il s'y établit comme cabaretier ou traiteur, puis tint, au canton des Monards, l'hôtel de *la Cloche*. Il épousa d'abord Jeanne Talon, dont il eut Marie-Jeanne Luraxe, mariée avec Eutrope Templier, garçon boucher, fils de Eutrope Templier, marchand boucher et de Marie-Anne Drouhet. (Contrat devant Maillet, notaire à Saintes, le 30 octobre 1771). Devenu veuf, Paul-Antoine Luraxe, alors âgé de 30 ans, épousa, le 26 janvier 1760, en l'église Saint-Eutrope, Thérèse Didelot (*alias* Didelaud), fille de feu Pierre Didelot et de Marie Salagnat, native de la paroisse de Frambois, diocèse de Lunéville, province de Lorraine, demeurant depuis six mois à Saintes. Paul-Antoine Luraxe et Thérèse Didelot, décédés tous les deux à Saintes, le mari, le 27 thermidor an VIII (15 août 1800), et la femme, le 8 prairial an XI (28 mai 1803), eurent de leur union plusieurs enfants, notamment : I. — Marie-Thérèse Luraxe, née le 1^{er} mai 1763, qui, le 15 juillet 1783, épousa Nicolas Niox (ou Nioc), garçon menuisier, fils de Jean Niox, menuisier, et de Catherine Chaillou, mariage d'où est issu Eutrope Niox, mari de Porcie Voix, dont il a été parlé dans la notice consacrée au juge de paix de ce nom ; II. — Eutrope Luraxe, né le 1^{er} décembre 1764, décédé à Saintes le 27 août 1850, à 85 ans, qui fut directeur des messageries à Calais, épousa à Saintes, le 24 février 1789, Catherine Fillon, fille de Jean-Noël Fillon, maître *ès-arts* et de Madeleine Godin, de la paroisse Sainte-Colombe, et se remaria, après la mort de sa première femme, avec Julie Ballanger, de Saint-Jean d'Angély, décédée aussi à Saintes le 29 mars 1859, à 88 ans ; III. — Nicolas Luraxe, qui précède, lequel succéda à son père comme aubergiste, transporta après son établissement dans un immeuble sis à Saintes, rue Notre-Dame « faubourg et section du Capitole » (Saint-Vivien), où s'exploitait auparavant l'hôtel de *la Paiz*, et qu'il avait pris en location de Marie Labarre, veuve d'Antoine Labadie-Tarrouquet. (Contrat au rapport d'Huvet du 16 fructidor an IX-3 septembre 1801). Nicolas Luraxe avait épousé, le 20 prairial an VIII (9 juin 1800), Angélique Moreau, fille de Louis Moreau, aubergiste, et de Catherine Massiou ; IV. — Autre Marie-Thérèse Luraxe, née le 14 décembre 1770, morte le 9 octobre 1826, qui, le 11 vendémiaire an VI (2 octobre 1797), contracta mariage avec Pierre Bonnain, directeur de la messagerie, à Saintes, né en cette ville le 14 juillet 1776, décédé à Villars-en-Pons le 20 février 1845, fils de Pierre Bonnain, cuisinier, devenu, pendant la Révolution, tenancier de l'auberge de *l'Égalité*, section de la *Montagne*. (Acte de Huvet du 1^{er} messidor an II-19 juin 1794), et de Marguerite-Rose Gelineau. Les époux Bonnain-Luraxe eurent deux fils : a) Paul-Auguste Bonnain (appelé Paul-Gustave dans son acte de décès), né le 10 ventôse an VIII (1^{er} mars 1800), à Saintes, où il est décédé le 26 mars 1812, qui, le 29 janvier 1827, épousa, à Jonzac, Jeanne-Catherine Cadiot, fille de Alexis Cadiot, chirurgien en cette ville, et de Emilie Magnac. Bonnain, qui fut avocat à Saintes, ensuite sous-préfet de Rochefort-sur-Mer (1830-1832), est l'auteur de différents ouvrages : *Mes Regrets ou le Panthéon*, in-8°, 8 pages, Paris, 1822, imprimerie de Mad.

Paul-Emile Roche (1) (16 janvier 1838), il se fit inscrire au barreau de Saintes où il devint bientôt un avocat fort estimé. Nommé juge suppléant au tribunal civil de cet arrondissement en remplacement d'Arsène Limal, le 4 mars 1847, il prêta serment le 23 dudit mois et fut installé le 19 avril suivant. Ses concitoyens l'envoyèrent siéger au conseil municipal où il resta du 31 juillet 1848 au 28 juillet 1855, et il mourut le 9 juillet 1867, à Bagnères de Luchon, pendant un séjour qu'il y faisait pour raisons de santé. Ses obsèques eurent lieu le 13 du même mois, à Saintes, en l'église Saint-Pierre, et sur sa tombe, Emile Giraudias (2),

Jeune homme-Crémière, écrits d'un style emphatique et fort curieux ; *De l'Esprit de la Jeunesse Française*, Paris, Lhuillier, 1821 ; *De la Société et de ses vices principaux*, Constant Chantepie, imprimeur, 1823 ; *Précis en réponse au mémoire rédigé par M^e Daveyrier, ancien avocat à la Cour d'appel de Paris, dans l'intérêt du prince Charles de Lorraine et de Lamboise* (dans le procès des Landes de Masdon), à Saintes, chez Hus, imprimeur, 1823, 19 pages ; b) Nicolas-Armand Bonnain, né à Saintes le 24 brumaire an XII (16 novembre 1803), époux de Madeleine Goudeau, directeur des messageries, à Saintes.

(1) Paul-Emile Roche céda en 1815 son étude à Le Béver et devint avocat à Poitiers. De son mariage avec Laure Hélon il eut Georges-Casimir Roche, né à Poitiers le 2 janvier 1836, mort à Saint-Jean-d'Angély le 23 juin 1901, qui, après avoir été juge suppléant au tribunal civil et bâtonnier de l'ordre des avocats de Rochefort-sur-Mer, fut député bonapartiste de cet arrondissement du 14 mars 1882 au 6 octobre 1889, date où il fut battu par M. Braud, maire et conseiller général de cette ville, candidat républicain (*Dictionnaire des Parlementaires français*, tome V, page 171, *Revue de Saintonge* du 1^{er} septembre 1901, page 295).

(2) a) Avocat disert, causeur infatigable, poète charmant, Emile Giraudias fut une figure originale dans notre petite ville, qui en compte si peu. a) écrit, après son décès, dans la *Chose* du 7 juin 1874, n° 2, Jacques Rhien (M. Louis Planty), le fondateur et le spirituel rédacteur de ce journal aussi humoristique qu'éphémère. Emile Giraudias était né à Saintes le 18 frimaire an IX (9 décembre 1801), de Jean Giraudias, avoué, décédé le 9 septembre 1846, et de Marie-Thérèse-Mélanie Coutanseaux ; il mourut en la même ville, après avoir épousé, le 28 août 1832, Clémence-Augustine Prouhet, décédée le 12 juillet 1852, fille de Jean Prouhet, huissier, et de Marie-Agathe Corbinaud. De cette union il eut plusieurs enfants, parmi lesquels : a) Jules-Eugène Giraudias, né le 15 octobre 1841, notaire et maire à la Mothe-Saint-Héray (Deux-Sèvres), conseiller général, officier de l'Instruction publique, époux de Alphonsine-Augustine Prouhet, décédée le 16 août 1906, dont : Marie-Joseph-Jean-Louis Giraudias, qui, le 6 août 1889, a épousé Mlle Marie-Adèle Amoureux, fille de Louis-André-Juste-Clément-Edouard Amoureux, ancien chef d'institution à Saintes, et de Anne-Marie-Louise Grossetaite ; b) Marie-Lucie-Laure Giraudias, née le 22 janvier 1843, décédée le 28 février 1888, épouse de M. Gustave de Fleurian, capitaine au 6^e de ligne, chevalier de la Légion

avocat, cousin du défunt, prononça son éloge funèbre (1).

Louis Luraxe avait épousé, à Saintes, le 25 février 1829, Marie-Elisabeth Brunet, née en cette ville, le 22 ventôse an XIII (13 mars 1805), fille de Jean-Joseph Brunet (2) et de Françoise-Elisabeth Savary (3), décédés à Saintes, le premier, le 16 décembre 1809, et la seconde le 24 avril 1827.

d'honneur, fils de Jacques-Louis de Fleurian, et de Delphine-Elisabeth Dufaure, décédée à Saintes le 13 janvier 1894, laquelle était petite-fille par sa mère, Elisabeth Renaudin, de Jean-François Renaudin, le commandant du vaisseau le *Vengeur*, et cousine par son père, Stanislas Dufaure, de Jules-Armand-Stanislas Dufaure, de l'Académie française, l'illustre homme d'État (né à Saujon, le 14 frimaire an VII (4 décembre 1798), décédé à Rueil (Seine-et-Oise) le 27 juin 1881); c) Paul-Alexandre-Ludovic Giraudias, né le 12 mars 1848, receveur d'enregistrement actuellement à Orléans, compositeur distingué, qui a mis en musique certains drames ou tragédies du docteur Pierre Corneille, le directeur du théâtre populaire poitevin de la Mothe-Saint-Héray, fondé en 1897, notamment *Erinna, princesse d'Hésus*, et *Marie de Magdala*.

(1) *L'Indépendant de la Charente-Inférieure* du 16 juillet 1887 a publié le discours d'E. Giraudias.

(2) Jean-Joseph Brunet, qui, durant la Révolution, substitua momentanément à ses prénoms celui de *Parménide* (octobre 1793-avril 1795), était né à Saintes le 20 avril 1767 de Joseph Brunet, bourgeois, et de Marie Laplanche. — Après avoir été membre du comité de surveillance révolutionnaire (11 avril 1793), officier public de Xantes (8 septembre 1793), agent national de ladite commune (23 pluviôse an III — 10 février 1795), il fut nommé greffier du tribunal de simple police de Saintes par décret de Bonaparte, Premier Consul, en date du 19 messidor an XI (8 juillet 1803) et mourut dans sa ville natale, rue de la Poissonnerie, le 16 décembre 1809. Il avait épousé, le 1^{er} fructidor an II (18 août 1794), Françoise-Elisabeth Savary, dont il eut : a) Marie-Joseph-Ferdinand Brunet, né le 14 messidor an III (2 juillet 1795), propriétaire à Saintes ; b) Antoinette-Elisabeth Brunet, née le 25 prairial an X (14 juin 1802), épouse de Pierre-Honoré Savary, beau-père d'Alexis-Louis-Charles Voix, fils du juge de paix du canton nord ; c) Marie-Elisabeth-Brunet, née à Saintes, le 22 ventôse an XIII (13 mars 1805), morte, en la même ville, le 29 septembre 1870, épouse de Louis Luraxe, qui précède. Le père de J.-J. Brunet, Joseph Brunet, fils de Jean Brunet, conseiller du roi, greffier en chef du siège sénéchal et présidial de Saintes, et d'Eustelle Georget, avait contracté mariage, le 17 janvier 1766, avec Marie Laplanche, fille de Jacques-Michel Laplanche, exempt de la connétablie et maréchaussée de France, et de Marie Héard, et sœur de : 1^o Jacques-Michel Laplanche, bourgeois, époux de Marie Quineau ; 2^o et de Jeanne Laplanche, épouse de François-Xavier-Alexandre Duchesne, avocat au parlement, greffier en chef de l'élection de Saintes (*Etudes et Documents sur Saintes*, p. 86 ; — *Registres d'état civil*).

(3) Françoise-Elisabeth Savary, née à Saintes le 20 novembre 1764 était fille de Pierre Savary, marchand, et de Marie Lavergne (laquelle était fille

De leur union était issu Eutrope-Ferdinand Luraxe, qui, après avoir fait de solides études à l'institution Amouroux et au collège de Saintes, et avoir suivi avec succès les cours de la Faculté de droit de Paris, vint prendre place au barreau de Saintes en 1853. — Attaché au parquet de cette ville du 10 janvier 1854 au mois de novembre 1860, il fut nommé juge de paix de Saujon le 14 novembre de la même année, ensuite de Saintes (canton sud) le 27 janvier 1864 en remplacement de Tortat (1) ; son installation eut lieu le 15 février suivant. Luraxe trouva dans ces délicates fonctions de magistrat cantonal, pour lesquelles semblaient le désigner ses aptitudes spéciales, l'occasion permanente de faire apprécier son esprit de conciliation et ses services. Le 13 mai 1872, un avancement mérité l'appela à un siège de juge au tribunal de première instance de Saintes

de Pierre Lavergne, notaire royal à Tugeras, de 1721 à 1750, et de Marie Anne Lassalle). Les époux Savary eurent de leur union : I. — Marie Savary, épouse de Pierre Cherbonnier, marchand ; II. — Pierre Savary, aîné, marchand, époux de Victoire-Clotilde Lacoste-Dulac (dont la sœur Marie-Victoire Lacoste-Dulac épousa, le 17 fructidor an III, Pierre-Joseph Constantin, lieutenant des vaisseaux de la République, fils de Simon Constantin, ancien procureur au présidial, et de Angélique Giraudot) ; III. — Françoise-Thérèse Savary, célibataire ; IV. — Augustin Savary, marchand, époux de Jeanne Fournier ; V. — Jacques Savary, propriétaire, resté célibataire, qui, devenu officier municipal de la commune de Saintes, en 1793, se fit appeler *Armoise* pendant la Terreur ; VI. — Françoise-Elisabeth Savary, épouse de J.-J. Brunet, dit *Parménide*, qui précède ; VII. — Pierre-Hector Savary, né à Saintes, le 14 novembre 1765, mort en la même ville, le 16 janvier 1850, à 84 ans, qui fut successivement administrateur de la Charente-Inférieure, procureur général près la Cour de justice criminelle de ce département (15 juin 1811-31 décembre 1815), membre de l'ordre de la Légion d'honneur, chevalier de l'Empire, conseiller honoraire à la Cour royale de Poitiers (6 octobre 1819). Pierre-Hector Savary avait épousé à Saintes, le 4 frimaire an V (24 novembre 1796) Marie-Ambroise Gout, fille de Claude-Antoine Gout, maire de Saintes, décédé le 11 août 1792, et de Marguerite Duchaine ; il en eut : 1^o Pierre-Hector-Victor Savary, né le 27 fructidor an V (13 septembre 1797), décédé le 4 janvier 1867, qui occupa dignement le siège de la présidence du tribunal civil de Saintes, du 28 avril 1844 au 26 avril 1865 ; 2^o et Zulma-Victorine Savary, née le 8 germinal an IX (28 mars 1801), décédée à Jonzac le 11 janvier 1877, qui le 1^{er} juin 1829 épousa Jacques Saucon, pharmacien à Saintes, décédé au Petit-Coudret, commune de Saintes, le 24 mars 1875 (Voir dans l'*Indépendant de la Charente-Inférieure* du 22 janvier 1850, le discours prononcé sur la tombe du chevalier Pierre-Hector Savary, par M. de Lauzon, procureur de la République à Saintes, et dans le *Courrier des Deux-Charentes*, du 10 janvier 1867, celui de M. Edmond Rousset, président du tribunal civil, aux obsèques de son prédécesseur, Pierre-Hector-Victor Savary).

(1) *Moniteur Universel* du 28 janvier 1864.

après le décès de Thoreau de la Martinière. « C'était une légitime satisfaction donnée à son unique et légitime ambition » (1). Dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, il fit preuve d'un savoir consommé, d'une sûreté de jugement et d'un esprit de constante impartialité, auxquels tout le monde au Palais rendait hommage.

Eutrope Luraxe mourut à Saintes le 9 juin 1883, en son domicile, cours National. n° 49 (2), à la suite d'une longue et douloureuse maladie. Ses obsèques attirèrent une nombreuse assistance. Le tribunal, auquel s'étaient joints les juges de paix, le barreau et la corporation des avoués, accompagna en robes, à sa dernière demeure, la dépouille mortelle de son doyen. Les cordons du poêle étaient tenus par MM. Théodore Bernard, président du tribunal civil, de Manoël-Saumane, procureur de la République, Gabriel Lacour, juge au siège, et le bâtonnier des avocats (M^e Inquinbert). Suivant l'usage, alors traditionnellement suivi au tribunal de Saintes, aucun discours ne fut prononcé sur sa tombe, mais, au retour de la cérémonie funèbre, le président rappela, dans la chambre du Conseil, en quelques paroles émues, « les qualités éminentes du défunt » (3).

Eutrope-Ferdinand Luraxe s'était marié, le 31 août 1858 (4), avec Henriette Meusnier-Lanoué, née à Saintes le 18 septembre 1837, morte à Nice le 22 août 1902, fille de Léandre-Henri-Benjamin Meusnier-Lanoué (5), juge au tribunal civil de Saintes, et de Mathilde Rousseau.

(1) *Courrier des Deux-Charentes*, du 12 juin 1883.

(2) Cet immeuble qui appartient toujours à la famille, est aujourd'hui occupé, à titre de bail, par la succursale de la banque la *Société générale* de Paris.

(3) *Courrier des Deux-Charentes* du 12 juin et *Indépendant de la Charente-Inférieure* du 14 juin 1883.

(4) *Registres de l'état civil de la ville de Saintes*.

(5) M. Meusnier-Lanoué, né aux Essards (Vendée) le 21 juin 1803, après avoir occupé plusieurs autres postes dans la magistrature, spécialement après avoir été procureur à Marennes (19 avril 1832) avait été nommé, le 25 mai 1855, juge à Saintes. Il y mourut le 16 mai 1865, laissant de son mariage avec la dame Mathilde Rousseau : 1^{re} Marie-Caroline Meusnier-Lanoué, née à Saintes, le 9 avril 1835, épouse de René-Victor Savary, enseigne démissionnaire, chevalier de la Légion d'honneur, né à Jonzac le 14 mars 1829, fils du président Savary (Pierre-Hector-Victor) et de Marie-Justine Apert, décédée à Diconche, commune de Saintes, le 11 mai 1883, âgée de 78 ans ; 2^o Henriette, épouse de Ferdinand Luraxe, qui précède. De son mariage avec Marie-Caroline Meusnier-Lanoué, René-Victor Savary, décédé à Royan le 1^{er} octobre

De ce mariage naquirent : 1° A Saintes, le 7 septembre 1859, Charles-Louis Luraxe, décédé en la même ville, le 16 décembre 1862 ; 2° et, à Saujon, le 11 février 1864, Marie-Louise Luraxe, qui épousa, le 21 novembre 1883, M. Antoine-Eugène-Louis de Manoël-Saumane, alors procureur de la République à Saintes (1), et qui mourut en cette ville le 21 octobre 1895, âgée de 30 ans, laissant deux enfants, issus de son union avec celui-ci : a) Ferdinand-Louis-Roger de Manoël-Saumane, né à Saintes le 27 octobre 1884, attaché au ministère de la justice (13 novembre 1907), substitut à Compiègne (26 mars 1910), puis juge à Clermont (Oise) (8 décembre 1910) ; b) et Henri-Charles-Louis de Manoël-Saumane, né aussi à Saintes le 17 octobre 1891, décédé à Dijon le 18 mai 1909.

(A suivre).

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

IV

BAL DE SAINTONGE

M. Léon Massiou nous signale la notation et le texte donnés par Weckerlin, dans les *Chansons et rondes enfantines des Provinces de la France* (Paris, Garnier, 1889).

A la pêche des moules
Je ne veux plus aller,
Maman, etc.
Si la marée est belle
J'aurai des souliers blancs.
A la pêche des moules

1895, à 64 ans, a eu : a) Henriette, épouse de M. Aristide Gravellat, fabricant de papiers à Saint-Junien (Haute-Vienne) ; b) et Mathilde, épouse de M. Alfred Bazangeon, professeur départemental d'agriculture de la Creuse, des Landes, de la Seine-Inférieure, puis des Hautes-Pyrénées (1895) (*Registres d'état civil de Saintes* ; Piet. Lataudrie, *op. cit. supra*, p. 77 ; *Revue de Saintonge* de novembre 1893, p. 431. *Communication particulière*).

(1) M. de Manoël-Saumane, né à Marseille le 22 septembre 1852 de Pierre-Louis de Manoël-Saumane, négociant, décédé le 19 mars 1870, et de Mme Jeanne Trichard, après avoir été procureur général près la cour d'appel de Douai (12 octobre 1903), a été envoyé, sur sa demande, en la même qualité à Montpellier (27 février 1912) ; il est officier de la Légion d'honneur depuis le 12 juillet 1908 (Pour ses états de service antérieurs, voir l'*Annuaire de la Magistrature* de 1912, Paris, A. Pedone). Son frère, M. Bernard de Manoël Saumane a été successivement sous-préfet de Briançon (15 janvier 1878), d'Uzès (12 janvier 1889), de Châtellerault (25 avril 1885), de Chalon-sur-Saône (7 janvier 1891) et secrétaire général de la préfecture du Rhône (6 octobre 1894).

.
S'il pleut ou bien s'il vente
J'aurai mes vieux sabots,
Maman.
.

Weckerlin dit en note : « J'ai publié cette chanson il y a déjà plusieurs années (1853) dans le premier volume des *Echos du temps passé* ; on l'a pillée bien des fois depuis ce temps-là. Mon ami Georges de La Landelle me l'avait chantée avec son accent de loup de mer. M. Bujeaud dans les *Chansons de l'Ouest* donne bien un air qui a des rapprochements avec celui-ci, mais il est un peu lourd à côté, on le dirait chanté par un campagnard qui ne se rappelle pas bien.

Il existe une bourrée que j'ai notée il y a également bien longtemps et dont la parenté avec la chanson précédente est incontestable. L'air a aussi une certaine ressemblance de rythme, mais le thème s'en écarte considérablement ; cette chanson vient du Bourbonnais.

Dans la *Clé du Caveau*, 1816, existent trois *bourrées saintongeaises* (n^{os} 42, 921 et 933).

Un texte bien meilleur, à mon avis, est celui que M. de Toyon a donné dans la *Chronique charentaise* du 15 septembre 1878, avec commentaire sur le rythme, article reproduit en entier, mais sans signature, dans le *Clairon* du 8 août 1909.

A la pêche des moules }
Non ! J'veux pus y aller, } *bis.*
Maman

Les garçons de Marennes }
M'avant pris mon panier } *bis.*
Ils ont pris mes jarretières
Et mes bias bas blancs

.
Mes bas et mes jarretières
Qui sont de satin blanc

.
Les garçons de Marennes
Sont de bons enfants,
Maman.

Ils embrassent les filles
Très adroitement
Maman.

CH. D.

V

UNE EXÉCUTION CAPITALE A PISANY

Aujourd'huy, cinquiesme juillet mil six cent quinze, par devant moy, notaire royal en Xaintonge soubsigné et les tesmoins bas nommés et escriptz, a esté présent et personnellement establi en droit Anthoine Geneau, exécuteur de la haulte justice, demeurant ès faulxbourg la Bertonnière-les-Xaintes, parlant à la personne de maistre Estienne Perruchon, notaire royal du présent lieu, trouvé à la maison de moy dict notaire, lui a dit et déclaré avoir vandredy dernier faict marché avec M^e Marc Chauvet, procureur du dict Peruchon, d'exécuter l'arrest de condempnacion de mort donné en la cour de parlement de Bourdeaux à la promotion du dict Peruchon, contre feu Jacques Létard et suyvant icelle le pandre et estrangler en une potence au devant la halle du présent bourg et ce faict, prandre le corps d'icelluy et mener aux justices du présent marquizat, suyvant la coustume en tel cas, moyennant la somme de trante livres et desfrayé.

Suyvant lequel marché, icelluy Geneau se seroit transporté le jour d'hier au présant lieu où estant, amprès avoir receu du dict Peruchon présant, stipullant et acceptant ladite somme de trante livres, auroit, amprès que ledict Letard luy a esté mis entre les mains par la justice du présant lieu, icelluy pandu et estranglé à la potence qui est au-devant de ladite halle et icelluy laissé attaché à icelle, cuidant icelluy prandre aujourd'huy et amener à une autre potance auxdictes justices du dict présant marquizat, ce quy luy est impossible faire, pour avoir le corps du dict Letard esté prins et hosté de la dictie potance la nuit dernière passée ; promectant de jamais faire question ne demande au dict Peruchon ne aux siens de ladicte somme et despence, dont de tout ce que dessus avons aux parties respectivement cy dessus, octroyé acte pour leur valoir et servir ce que de raison.

Faict au bourg du marquizat de Pizany, maison susdicte, présens tesmoins à ce appelez et requis M^e Jehan Gleize, régent, et Jehan Coupil, marchand, demeurans au présant bourg, lesquels Geneau et Goupil ont dit ne savoir signer, les jour et an que dessus : GLEIZE, PERRUCHON, GARNIER, notaire (1).

(Communication de M. Yves HEURTEL).

(1) Les minutes de ce notaire sont déposées à l'étude de M. Julien Laferrière, notaire à Saintes.

QUESTION

N° 819. — On nous signale le catalogue de la « vente de livres
« rares et de manuscrits précieux cités dans l'histoire des Fran-
« çais des divers Etats, par A.-A. Monteil, qui eut lieu le lundi
« 15 avril 1833 et les deux jours suivants, à 6 heures de rele-
« vée, rue des Bons-Enfants, n° 30, maison Silvestre. Adjudica-
« tions faites par M^e Regnard-Silvestre, commissaire-priseur,
« rue Chanoinesse, n° 11, cloître Notre-Dame. »

Parmi les 473 numéros du catalogue, nous remarquons l'ouvrage suivant qui figure sous le n° 442 et la note qui l'accompagne :

« *Le théâtre de l'inconstance où sont les amours d'Amidor*
« *et de Lysis*, par Blaise Moulinier, sieur de Beauregard,
« Xaintongeois. Paris, 1610, écriture rouge, noire, in-18, rel.
« du temps, adjugé 20 francs.

« Ce petit manuscrit paraît être autographe. Outre que c'est
« parfaitement l'écriture de la fin du seizième siècle, il y a des
« ratures et des variantes d'orthographe qui annoncent une
« jeune main. Véritablement, dans l'épître au lecteur, l'auteur
« s'exprime ainsi : Amy lecteur..... l'histoire véritable de la-
« quelle je t'ay voulu rendre participant par ce livre, lequel je
« te supplie recevoir comme le premier essay d'un jeune esco-
« lier qui entre les espines de la philosophie, laquelle il ha pour
« son principal exercice, a licencié son peu d'esprit de produire
« ceste tendre fleur, laquelle indigne d'estre flairée de ta lecture
« n'osoit s'esclore, craignant qu'ayant veu la clarté du soleil
« elle n'engendrast quelque mocquerie à son auteur, etc. ».

« Toutes les pages sont de ce style qui annonce et le jeune
« homme et le temps où il écrit, temps qui touche au seizième
« siècle et ouvre le siècle de Pascal et de Racine. Deux feuilles
« d'impression contiendraient ce petit manuscrit bien qu'il ait
« son épître dédicatoire, son épître au lecteur, bien qu'il soit
« cuirassé par devant et par derrière, suivant l'usage du temps,
« d'acrostiches, d'anagrammes, de quatrains, de tercets, de
« distiques, de sonnets, en français, en latin et en grec. »

Qui pourrait nous dire ce qu'était ce Blaise Moulinier, sieur de Beauregard, Xaintongeois ?

Qu'est devenu le petit manuscrit de notre compatriote ?

M.

LIVRES ET REVUES

Revue des études anciennes, 1912, p. 435, M. C. Jullian, rendant compte d'un livre de M. Dragendorff.

« J'attendais, dit-il, avec impatience M. D. sur la question des colonnes à anguipèdes. Et là-dessus j'ai eu la joie de me trouver très près de lui. M. D. rappelle que ces jupitersaüles ont été surtout trouvées sur sol privé, dans le voisinage des villas. C'est exactement le cas des fameuses *pires* d'Aquitaine, sur lesquelles on discute autant que sur les jupitersaüles. Et j'ai toujours trouvé un rapport de site entre l'une et l'autre classe de monuments. Qui sait s'il n'y a pas un rapport également de destination? Pour moi, les *pires* sont des monuments de villas, et, sans cesser d'être religieux, se rattachent à la vie des morts, tombeaux, cenotaphes, religion funéraire.

Je ne sais s'il n'y a pas possibilité d'établir le même rattachement pour les colonnes à anguipèdes.

Annales du Midi, octobre 1912. — M. A. Thomas raconte les aventures d'un émigré normand au temps de Jeanne d'Arc, maître Robert Masselin. — Il commence par rappeler les normands établis dans les provinces du Centre et du Midi : à La Rochelle, deux gros armateurs, Guillaume Le Boucher et Colin Langlois, lequel est originaire de Harfleur. « C'est à leur dévouement et à leurs sacrifices pécuniaires que le gouvernement du Dauphin doit de n'avoir pas été coupé de ses alliés de Castille et d'Ecosse et d'avoir remporté deux victoires signalées, l'une sur mer, en vue de La Rochelle, en janvier 1420, l'autre sur terre, à Baugé, en mai 1421 ». (Voir Ch. de la Roncière, *Histoire de la marine*, t. II).

Errant à travers l'Europe, de Chypre à La Rochelle, en passant par Rome, Limoges, Orléans et Poitiers, voici maître Robert Masselin. Il appartenait à une famille bourgeoise de Rouen. Vers 1429, après avoir fabriqué de fausses chartes à Limoges, il gagna La Rochelle et de là Poitiers. Il est arrêté à Orléans.

M. Thomas reproduit les *plaidoiries au sujet de l'entérinement des lettres de rémission obtenues par maître Masselin*.

A noter ce passage qui résume les accusations : « dit que maistre Robert adélinqué à Romme, à Limoges, à La Rochelle, à Poitiers et constat *per informacionem* que pour larrecins fut puni à Romme et qu'il a fait faulses bulles de pénitenterie *ad quinquennium* pour le fait du roy de Cypre, et qu'il vint à Poitiers et au diocèse de Xainctes pour en user et s'estoit abillé de vestements et autres choses et avoit fait sère et graver certain seel et se portoit procureur du roy de Cypre. Il vit que on se apercevoit, vint à Poitiers... »

—
Bulletin d'histoire économique de la Révolution, 1912. Notes sur la législation et l'administration du commerce de 1788 à l'an XI. Recueil de textes. — Décret concernant l'abolition du droit de traites et leur remplacement par un tarif unique et uniforme. 31 octobre-5 novembre 1790. L'article 3 vise la traite de Charente, de la prévôté de La Rochelle, droits de courtage et mesurage de La Rochelle. — Décret relatif au timbre du 17-18 février 1791. L'entrée des tabacs ne pourra avoir lieu que par... Rochefort, La Rochelle. — Organisation des douanes. Décret réorganisant les bureaux des affaires étrangères et des douanes, 26-27 frimaire an II, 16-17 décembre 1793. — Article. 5. La France est divisée en 40 inspections commerciales : Pauillac, Blaye, La Rochelle.... — Arrêté du Comité de Salut public mettant en réquisition les marchands et fabricants d'un certain nombre de villes de commerce ou villes industrielles pour être employés à mettre en activité les fabriques..... La Rochelle, 19 floréal an II, 8 mai 1794. — Le relevé journalier des importations et exportations aura lieu dans tous les bureaux..... Rochefort, La Rochelle. — Arrêté créant un conseil de commerce, 14 vendémiaire an III-5 octobre 1794. Les citoyens Bonnefons aîné, de Marennes, négociant..... sont requis de se rendre à Paris (rédigé et préparé par Eschasseriaux). — Décret portant nomination de quatre représentants dans les différents ports de mer, 22 brumaire an III-12 novembre 1794. Le représentant Blutel dans ceux de La Rochelle, Rochefort, Bordeaux, Bayonne. — Loi qui abroge celle du 26 germinal an II, concernant les compagnies et associations commerciales, 30 brumaire an IV-21 novembre 1795 (proposition faite le 29 brumaire aux Cinq-Cents par Giraud de la Charente-Inférieure). — Loi qui détermine le mode de perception des droits de douanes, 4 nivôse an IV-25 décembre 1795. (Proposition du

même). — Loi relative à l'établissement de bourse de commerce. 28 ventôse an IX-19 mars 1801 (Regnauld de Saint-Jean-d'Angély, orateur du gouvernement, voir au répertoire de Dalloz, v^o *Bourse de commerce*, n^o 409). — Arrêté consulaire désignant les villes où il y aura un entrepôt réel de marchandises et denrées étrangères, 11 thermidor an X-30 juillet 1802. Bordeaux, La Rochelle.

Revue Mabillon. 1912. — Le révérend père Dom Anger publie *Les chapitres généraux de Cluny*.

Dans le chapitre relatif aux visites régulières et le relachement des mœurs, quelques passages se rapportent aux moines de la Saintonge.

A Saint-Saturnin du Bois, en 1326, le frère Guillaume, prieur, fut accusé d'avoir fabriqué ou fait fabriquer des figures de cire, de les avoir baptisées et d'avoir envouté Guillaume, abbé de Montierneuf de Poitiers, le seigneur de Surgères, et d'avoir contribué à la mort de Martin, abbé de Montierneuf, par l'envoi de boissons empoisonnées. Après enquête le frère Guillaume est reconnu innocent. Des témoins affirment même qu'il est dit « vitæ laudabilis et conversationis honestæ ».

En 1389, le prieur de Barbezieux est accusé d'incontinence et de soustractions d'objets appartenant à l'église par ses moines.

En 1395, le frère Guillaume Bompert, moine de Graves, est accusé de mener une vie peu honnête. Le chambrier de Poitiers et le prieur de Barbezieux enquêteront et puniront si le fait est reconnu exact.

En 1397, frère Italias, dit Brunet, chantre de Saint-Eutrope de Saintes, est accusé d'incontinence et de sortir nuit et jour, sans permission, les définiteurs le convoqueront à Cluny où il sera puni, et sera renvoyé de Saint-Eutrope.

En 1498, à Montbron, Hugo Salamar, accusé d'incontinence, sera envoyé à Saint-Eutrope de Saintes pour y être puni ; il recevra une autre résidence.

Bulletin de la Société de géographie de Rochefort, t. XXXIV.

M. Léon Massiou publie un projet de canal à ouvrir dans la conche de Royan pour joindre la Gironde à la Seudre, au lieu appelé Liman, par M. Guy-Geoffroy, employé au cadastre. Ce document n'est pas daté.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AVRIL

AVIS ET NOUVELLES : Assemblée, Modification du nom d'une commune, Chapelle du collège.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : Décès : MM. Benon, de Grailly, abbé Plumeau, Baudry-Lacantinerie, Parat, Dumontet, Brunaud, Moreau, Targé, M^{me} de Vast-Vimeux.

VARIÉTÉS : *La Préfecture à Saintes*, par M. Guérin ; *Eugène Pelletan*, par D. R. ; *Mots latins conservés dans le langage populaire en Aunis*, par le baron A. de Beaucorps.

DOCUMENTS : *Inventaire des séries départementales des archives nationales*, par Yves Heurtel ; *Minutes de notaires*, Notes de lecture, par M. Ch. Dangibeaud.

QUESTION : M^{me} Auguste Blanqui.

RÉPONSE : Blaise Moulinier, par M. le docteur Ch. Vigen.

AVIS ET NOUVELLES

Le 5 mars l'assemblée annoncée a eu lieu sous la présidence de M. le baron Oudet.

Étaient présents : MM. Bures, avocat, Dangibeaud, vice-présidents ; Berthelot, trésorier ; Bourdin, trésorier-adjoint ; Brejon, secrétaire ; Pandin de Lussaudière, Laverny, Bouyer, Martineau, Foubert, Guérin et Tortat.

Après lecture du procès verbal de la dernière séance, M. Berthelot donne lecture du budget qui est adopté.

M. Dangibeaud annonce que le prochain volume contiendra la correspondance de Bégon, annotée par M. Delavaud. Une subvention sera demandée au ministère. Puis il propose de réimprimer, sous les auspices de la Société, la liste des minutes

déposées chez les notaires du département, et dans les dépôts publics.

M. Guérin, qui a déjà commencé le recollement et la mise à jour, est chargé de poursuivre son travail qui pourra être livré à l'impression soit en fin d'année, soit au commencement de 1914. L'ouvrage sera mis en souscription.

L'excursion aura lieu à Agen, Auch, Moissac, en juin.

Le numéro de la *Revue* donnera le programme fin mai.

BUDGET DE 1912

Recettes :

En caisse au 1 ^{er} janvier 1912.	395 90	
Cotisations	3.127 30	
Rachat d'une cotisation.	150 »	
Vente de volumes.	207 25	
Escompte	15 65	
Remboursement d'impressions	35 »	
Intérêts des fonds placés	520 70	
TOTAL	4.451 80	

Dépenses :

Impression du volume	1.648 85	
— du Bulletin	1.663 35	} 1.771 20
— diverses	107 85	
Impôts.	15 30	
Employé	250 »	
Concierge.	50 »	
Assurances et avenant	32 20	
Loyer	200 »	
Achat d'une obligation foncière	260 05	
Correspondance.	127 45	
Divers	85 45	
TOTAL	4.440 50	4.440 50
Différence en actif		11 30

En février-mars 1913, l'arc romain de Saintes a été nettoyé, et l'on a abattu la maison qui se trouvait à l'extrémité ouest de l'amphithéâtre.

On a fait un parement au gros massif de maçonnerie à la base du clocher de Saint-Pierre, contre lequel était adossée la maison du sacristain du côté nord.

Par décret du 25 février 1913 la commune de Nuaille est autorisée à prendre le nom de Nuaille d'Aunis.

Le conseil municipal de Saintes, dans sa séance du 17 février 1913, a approuvé la location, au prix annuel de 150 francs, de la chapelle du collège au comité d'action et de défense républicaine de Saintes.

Tous les objets du culte ont été remis à M. l'abbé Simon, ancien aumônier, notamment un maître-autel en marbre blanc qui avait été donné par Monseigneur Laferrière, un autel en bois du XVIII^e siècle, d'assez bon aspect, un autre grand-autel plus moderne qui est l'ancien maître-autel, un autre autel plus petit moderne sans intérêt. Le premier a été transporté à l'Institution de Recouvrance ; le second dans l'église de La Chapelle des Pots ; le troisième à Saint-Pierre de Saintes, dans le transept, ainsi que la sainte table.

La façade d'un confessionnal du XVIII^e siècle a été envoyée à Bordeaux. Ce meuble éveillait le souvenir d'un jésuite, le père Surin, qui eut une grande réputation. On raconte qu'il pria le ciel d'être possédé et qu'il fut en effet possédé. Il fut un des exorciseurs de Loudun.

On sait que les apôtres peints en grisailles entre les fenêtres, au-dessus de hautes boiseries du XVIII^e siècle, passent pour être des portraits (plus ou moins ressemblants !) d'hommes politiques républicains de 1870.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le 4 février 1913, est décédé, à Saintes, M. Victor-Charles Benon, âgé de 84 ans, père de notre confrère.

Le 6 février 1913, ont été célébrées à Poitiers, les obsèques de M. le marquis Henri de Grailly, âgé de 84 ans.

De son mariage avec M^{lle} Piet de Beaurepaire il laisse deux fils, MM. le comte Archambaud et le vicomte Jean de Grailly, un petit-fils, M. Henri de Grailly et une petite-fille qui a épousé M. Pierre d'Hémery.

Le 17 février 1913, est décédé à Fouras M. le chanoine Plumeau. Il était né le 13 juin 1845, à Archingeay où son père était instituteur. Il eut quinze frères et sœurs, et pour l'instruire son oncle Hippolyte Plumeau, curé de Saint-Sulpice d'Arnoult, (mort, il y a vingt ans, curé de Saint-Sauveur de Nuaillé). En 1857, il entra dans la division ecclésiastique de Pons, débuta en août 1870 comme vicaire à Notre-Dame de La Rochelle, mais, comme il rêvait de missions lointaines, il entra aux missions étrangères de Paris, d'où il dut se retirer parce qu'une infirmité dans les jambes l'empêchait de marcher aussi longtemps qu'il faut à un missionnaire. Il rentra dans son diocèse et devint curé de Brives-sur-Charente, pendant dix-neuf ans, puis aumônier de la Providence et enfin curé de Fouras (1905), après la fermeture de La Providence en tant que maison d'éducation.

Il assistait fréquemment aux séances de la commission des Arts. (Voir *Bulletin religieux* du 1^{er} mars 1913).

Deux personnalités de notre Charente-Inférieure, unies par les liens du sang puisqu'elles avaient le même grand-père, viennent de s'éteindre au commencement de cette année : le premier laissant son nom à l'Europe entière et le deuxième laissant le sien à sa ville natale, Rochefort. Tout d'abord, celui de M. Marie-Paul-Gabriel Baudry-Lacantinerie, doyen-honoraire de la faculté de droit de l'Université de Bordeaux, membre du Comité consultatif de l'enseignement public, chevalier de la Légion d'honneur, décédé célibataire à Bordeaux le 16 janvier 1913 dans sa 76^e année, inhumé à Châteauroux ; quatrième enfant de Maurice-Pierre Alphonse, notaire, et de Anne-Agnès Gravin, il naquit le 14 juin 1837 à Saint-Sauveur de Nuaillé. Après de brillantes études faites à la faculté de droit de Poitiers, il fut reçu dans les premiers au concours d'agrégation des facultés de droit en 1864 et attaché en qualité d'agrégé à la même faculté. Nommé titulaire d'une chaire de droit civil à Poitiers en 1868, il fut transféré en la même qualité à la faculté de droit de Bordeaux lors de la fondation de cette

faculté en 1871, et nommé doyen en 1886. Il illustra le nom de la famille et comme auteur se plaça au premier rang aussitôt qu'il eut publié, en 1882-1884, son *Précis de droit civil*, revu et augmenté, adopté partout. Travailleur infatigable, il ne se reposa pas sur ce succès ; il entreprit la publication d'un *Traité théorique et pratique de droit civil*, qui forme vingt-cinq volumes in-8. Cette vaste publication a été appréciée de suite comme une œuvre supérieure à tous égards. De tels travaux attirèrent sur lui l'attention du pouvoir ; il fut nommé officier de l'Instruction publique le 14 juillet 1880, chevalier de la Légion d'honneur le 12 juillet 1891 ; juge des concours d'agrégation de 1882 et 1890, membre du Comité consultatif de l'enseignement public par arrêté ministériel du 28 novembre 1898.

Le second décès à déplorer est celui de M. Hippolyte Parat, pharmacien de marine démissionnaire, ancien maire de Rochefort, décédé à Caen (Calvados) le 23 février chez sa fille, à l'âge de 84 ans, inhumé à Rochefort le 27. Né à Rochefort-sur-mer le 18 mai 1829 de Denis Parat et de Rose Tête, il fit ses études au collège de sa ville natale et, après les succès de ses examens, il était admis, à la date du 16 août 1847, comme étudiant à l'hôpital maritime de Rochefort où il devenait interne le 1^{er} avril 1848 et promu pharmacien de troisième classe le 1^{er} décembre 1849. Le 26 il s'embarquait pour sa première campagne, La Martinique (Fort de France). Il arriva là-bas au moment où sévissait la fièvre jaune ; un de ses camarades, le médecin de marine Dordet, mourut dans ses bras et lui-même, victime de son dévouement, en fut sérieusement atteint. Le 18 novembre 1853, après son retour en France, il était nommé pharmacien de deuxième classe, nouveau grade qui nécessita une nouvelle campagne à La Guadeloupe où, par une malchance inouïe, il tomba encore en pleine épidémie de fièvre jaune. Il démissionna le 20 novembre 1857.

Sollicité par ses concitoyens, il se laissa porter sur la liste du conseil municipal où il fut élu à une grosse majorité (1870-1871). Lieutenant à la 8^e compagnie de la Garde Nationale, il se souvint qu'il était pharmacien et, pendant que ses hommes faisaient le coup de feu au Polygone, il se dévoua sans compter à l'ambulance civile placée au coin de la rue Saint-Pierre et du jardin public (aujourd'hui rue Chanzy et rue Victor-Hugo), ce qui lui valut, de la part du ministre de la guerre, une lettre autographe

et un témoignage de gratitude pour les éminents services rendus à cette ambulance.

Poète de talent, Hippolyte Parat adressait en vers, le 4 septembre 1866, ses sentiments de condoléances à Victor-Hugo à l'occasion de la mort de sa fille. Deux ans après, le 1^{er} septembre 1868, il écrivait à nouveau en vers à notre grand poète à l'occasion de la mort de son épouse. (Les réponses autographes de Victor-Hugo et les manuscrits Parat furent conservés pieusement par M. Ardouin à la bibliothèque et aux archives de la ville de Rochefort). Ses œuvres poétiques d'une réelle valeur (1) sont considérables, sa modestie n'a pas cru devoir les livrer à la publication ; peut-être un jour ses petits-fils le feront-ils ? Toujours est-il qu'elles sont toutes empreintes d'une grande croyance en Dieu, d'un profond patriotisme et d'une affection toute particulière pour sa ville natale, dans laquelle il revenait chaque année charmer par sa parole vibrante, malgré son grand âge, le banquet de l'Association des anciens élèves du collège de Rochefort, dont il était vice-président d'honneur.

Elu conseiller municipal une seconde fois et à une forte majorité, il devint premier adjoint et enfin maire de sa ville natale en 1882. C'est sous sa magistrature qu'eut lieu la magnifique exposition de 1883, pendant laquelle il révéla l'ampleur de son éloquence dans les divers discours qu'il prononça. Des raisons personnelles le mirent dans l'obligation d'abandonner la vie politique, malgré les regrets unanimes de ses concitoyens qui voyaient combien Rochefort avait progressé sous son administration. Il avait laissé de tels souvenirs que vingt ans après, par décision du conseil municipal, en date du 26 novembre 1904, on perpétuait sa mémoire en donnant son nom à une des plus belles promenades de la ville qui attendait sa mort pour y recevoir sa statue. Le conseil municipal a décidé que ses funérailles auraient lieu aux frais de la ville.

Il avait épousé à la Martinique, le 1^{er} octobre 1852, Marie-Sophie-Corine Boudoud d'Edincourt, fille de François-Pierre-Louis, fonctionnaire de l'Empire, qui par modestie ne porta jamais la particule à laquelle son état civil donnait droit, mais descendait néanmoins d'une vieille famille aristocratique de Falaise et des environs, qui s'illustra sous Louis XV, et de dame Eliza-

(1) *Pages intimes*, en vers. — *Chants d'amour*, en prose. — *Verba mea* (Archives de l'hôtel de ville de Rochefort-sur-Mer).

beth Paret qui, par ses ascendants, était apparentée à Napoléon III, puisque Louis Napoléon, père de ce dernier, avait épousé en 1802 Hortense de Beauharnais cousine issue de germaine de la mère d'Elizabeth Paret.

Hippolyte Parat laisse trois enfants : Raoul, pharmacien de marine démissionnaire ; Edmée, veuve sans enfants de M. Lacroix, directeur des postes ; et Paul, docteur en médecine, ancien médecin de marine démissionnaire.

MM. Baudry-Lacantinerie et Parat étaient cousins par l'ascendance qui suit :

1° *Humier (Pierre)* naquit à Cognac en 1565. Très jeune, procureur du roi à l'élection de Cognac, puis procureur du roi aux Eaux et Forêts, devint ensuite conseiller du roi en ses conseils d'Etat et Privés, vice-président à mortier au parlement de Bordeaux et conseiller d'honneur au parlement de Paris, maire de Cognac pendant peu de temps et premier échevin. Sa signature est bien celle des « Mézées » de 1627-1632. La bibliothèque de Cognac possède un tableau représentant Pierre Humier présidant une de ces Mézées.

Il épousa Marie Bourguignon, fille de Pierre, chirurgien (20 décembre 1604), conseiller du roi (25 avril 1609), et de demoiselle Charrier, fille d'Antoine, procureur du roi à Cognac (5 juin 1597) et de Anne Foucques ; de son mariage Pierre Humier donna naissance :

1° *François*, né à Cognac en 1588, embrassa la carrière religieuse, fut ordonné prêtre, et à ses 24 ans, en 1612, le jour de la Pentecôte, il chanta sa première messe dans l'église de « l'Annonciade » à Bordeaux, ayant, pour père de prêtrise, messire François de Montferrant, baron de Landines, et pour mère, très honorable et noble dame Ducros, sa tante ; pour parrain, messire de Fontenel, avocat en parlement de Bordeaux, et pour marraine haute et puissante dame de Bouchet. Son entrée dans la paroisse de Cognac (Saint-Jacques), où il prit fonction cette même année, fut empreinte d'une grande solennité.

Il fit fondre une énorme cloche qu'on baptisa en l'honneur de saint François le 2 juin 1613. Il délégua ses fonctions de curé de Saint-Jacques en 1620 pour se livrer à de nouvelles études de théologie et à l'enseignement puisqu'en 1646 il est principal du collège de Cognac et docteur en théologie. C'est vers cette époque qu'il devint aumônier de la reine et de la confrérie du Saint-Sacrement où il fit introduire le père Amelotte (Denis Amelotte,

né à Saintes en 1606, prieur de Champdolent, homme d'une grande piété). François Humier décéda chapelain de sa confrérie du Saint-Sacrement (malgré qu'elle fut supprimée) le 16 octobre 1671 et était inhumé dans l'église Saint-Léger de Cognac à 83 ans.

2° *Jean* qui suit ;

3° *Jacques*, né à Cognac le 1^{er} avril 1597, fut tenu sur les fonts baptismaux de Saint-Léger par messire Lionnet Guillon, conseiller du roi, receveur général à Limoges, maire de Cognac, et Marie Bourguignon.

4° *Françoise*, née le 27 novembre 1599 ;

5° *Jeanne*, née le 22 octobre 1602 ;

6° *Marie*, née le 9 mars 1606 ;

7° *Jacquette*, née le 21 juin 1607 ; son parrain fut Adam Berjonneau, seigneur de la Brousse, lieutenant particulier au siège de Cognac, et sa marraine Jacquette Duval, femme de messire Jean Laisné, juge de Jarnac, avocat à Cognac ;

8° *Marie*, la plus jeune, née le 31 mai 1609, tenue sur les fonts de Saint-Léger de Cognac par messire François Rutlier, écuyer, seigneur de la Goumarderie, vice sénéchal de Saintonge et par Marie Le Roux, femme de de Lagourgue, valet de chambre du roi et de monseigneur le duc d'Epéron.

Humier (Jean) naquit à Cognac en 1591. Professeur dans le collège où son frère était principal, il épousa Jacquette Comte, sœur de Jean Comte, procureur du roi au siège de Cognac, qui lui donna : 1° Louise, née le 16 janvier 1617 ; — 2° Pierre, né le 20 janvier 1619, qui ne laissa qu'un fils Etienne, décédé sans alliance le 30 septembre 1678 ; — 3° Marguerite, née le jeudi 12 octobre 1623 ; — 4° Jean, qui suit ; — 5° Jeanne née le 1^{er} janvier 1632.

Humier (Jean) naquit à Cognac le 11 juillet 1628. Il fit ses études au collège de sa ville natale où son père était professeur et devint comme son oncle François, principal de cet établissement. Il se maria dans cette ville à Esther Dumas, fille de Pierre Dumas, sieur d'Hauterive, procureur du roi au siège, et de Michelle Guiton. Jean Humier, restant le seul de ses frères et sœurs, recueillit dans son entier la succession de son oncle l'abbé François Humier.

Esther Dumas fut inhumée dans l'église Saint-Léger, comme tous les ancêtres, le 16 novembre 1683 où alla la rejoindre son

X mari, le 21 juillet 1699, à l'âge de 71 ans. Ils ne laissaient qu'un fils unique qui suit :

Humier (Jean), né à Cognac le 16 août 1655, fut amené par sa fortune et ses relations de familles à la haute situation de contrôleur-général des fermes du roi et son conseiller à l'élection de Cognac, où il épousa, le 10 juillet 1685, Marie-Jacquette Morandel, fille de Jacques Morandel, grand chambellan du marquis de Jonzac, et de Marie Le Coq, sœur de Jean, chirurgien des vaisseaux du roi. Ils eurent trois enfants dont deux seulement survécurent et que Jean Humier laissa à son décès à Cognac, le 21 juillet 1699 : 1° Jean, né le 26 mai 1686, décédé jeune ; — 2° Jacques qui suit ; — 3° Jean, né le 29 novembre 1693, décédé prêtre.

Humier (Jacques) naquit le 17 août 1687. Notaire royal apostolique, conseiller du roi et son procureur d'office à l'élection de Cognac, il était président-marguillier le 24 mai 1717, époque à laquelle il épousait à Cognac une petite cousine du côté de sa grand'mère, Marguerite Nimier, fille de Etienne Nimier et de Jeanne Dumas. Jacques Humier décéda avant sa femme et fut inhumé dans le chœur de l'église Saint-Léger de Cognac, le 17 mars 1762, âgé de 75 ans. rejoint au sépulcre par son épouse le 8 mars 1780 âgée de 75 ans. Ils laissaient douze enfants. L'aînée, *Jeanne Humier*, (§ I^{er}) ancêtre de Hippolyte Parat; le plus jeune, *Philipppe Humier* (§ II) ancêtre de Gabriel Baudry-Lacantinerie. Les autres, intermédiaires, moururent jeunes, à part le cinquième Louis Humier qui naquit à Cognac comme les autres le 20 décembre 1723, ordonné prêtre en 1748, devint la même année vicaire de Saint-Léger de sa ville natale, puis curé de Saint-Sulpice près Cognac où il faisait à ses frais en 1763 reconstruire entièrement le presbytère et restaurer l'église (1). Il vint habiter Cognac après la mort de sa mère et c'est là que le surprit la Révolution. Il refusa le serment à la Constitution, n'émigra point et déguisé en paysan il continua l'exercice de son saint ministère. Sur dénonciation et sur le point d'être pris, il vint se cacher chez son petit neveu Jean Parat (a-d), directeur de la pompe à feu de la marine à Rochefort. Il testa par devant M^r Fournier, notaire à Cognac, le 30 nivôse an X (1802) et décéda même ville le 17 mars 1807 âgé de 84 ans.

(1) Cousin, *Histoire de Cognac, Jarnac, Segonzac*, p. 301.

§ I^{er}

Humier (Jeanne), l'aînée de la descendance de Jacques Humier, notaire royal et de Marguerite Nimier, naquit à Cognac le 7 juin 1719, ville dans laquelle elle épousa le 21 février 1746 *Dominique Dedé*, officier de la Maîtrise particulière du roi à Cognac, où il était né, le 18 janvier 1721 de Vivien Dedé, bourgeois de la ville de Cognac, et de Barthélemie Bourbaud, dont la sœur était mariée à Pierre Godard, devenu l'arrière-grand-père des multimillionnaires Godard qui laissèrent à leur décès des millions aux villes de Bordeaux et de Cognac. Dominique Dedé porta, avec son plus jeune fils, sa tête sur l'échaffaud en 1793 et répondit lors de son procès à Robespierre qui l'interrogeait ; « qu'il avait l'âme..... plus noire que les ongles ». Jeanne Humier décéda à Cognac, de chagrin le 13 novembre 1795 dans sa 76^e année. Onze enfants étaient nés : 1^o *Marguerite*, née à Cognac comme les autres, le 19 janvier 1747, épousa en cette ville, le 7 février 1774, messire Joseph Gay de La Chartrie, chevalier, fils de Jacques, garde du corps du roi, et de Jeanne Bourrée de Villement ; — 2^o *Marie*, née le 10 novembre 1747 ; — 3^o *Marie-Marguerite*, qui suit ; — 4^o *Jeanne-Marguerite*, née le 10 janvier 1750 décédée, sans alliance à Cognac le 4 février 1754 ; — 5^o *Pierre-Louis*, né le 4 mars 1751, décédé le 4 février 1754 ; — 6^o *Joseph-Philippe*, officier des fermes du roi, né le 25 février 1752, marié à Aulnay le 24 février 1778 à Marie-Madeleine-Anne Régnier, fille de Michel Regnier, docteur en médecine, et de Marie-Madeleine Léger (branche encore représentée aux Etats-Unis, à Aulnay, Bordeaux et La Rochelle). Joseph-Philippe décéda à Rochefort le 12 messidor an V ; — 7^o *Denis*, né le 3 octobre 1753, fut aussi inquiété sous la Révolution qui lui confisqua tous ses biens ; marié à Marie Lamargue, il décéda sans postérité à Rochefort, le 19 février 1816 ; — 8^o *Marguerite-Françoise*, née le 27 novembre 1755 inhumée dans l'église le 26 janvier 1758 ; — 9^o *Elisabeth*, née le 10 janvier 1757 mariée à Pierre Maurin, maître chirurgien, habitait Archiac en 1807 ; — 10^o *Jean-Louis*, né le 24 avril 1758, décédé le 23 mai 1760 ; — 11^o *Philippe*, né le 30 septembre 1759, surpris dans une conspiration contre Robespierre pour délivrer le roi Louis XVI, monta avec son père Dominique sur l'échaffaud.

Dedé (Marie-Marguerite), née à Cognac le 19 janvier 1749, fut mariée par son oncle maternel Philippe Humier, capitaine gé-

néral des fermes du roi (§ II), le 7 février 1775 à Vandré (Charente-Inférieure)   Jean-Baptiste Serrier, né paroisse Saint-Félix (arrondissement de Saint-Jean-d'Angély) de Jean Serrier, propriétaire, et de Marie-Anne Giraudeau. Marie-Marguerite Ded  décéda à Muron, âgée de 65 ans, le 26 août 1814 et son époux, même localité, le 18 décembre 1817 à 74 ans. Cinq enfants étaient nés : 1  *Marie-Françoise*, qui suit ; — 2  *Jean-Baptiste*, né à Vandré le 22 décembre 1781, officier d'administration de la marine, devint par son mariage à Rochefort, le 11 juillet 1807, avec Julie Texier, le grand oncle du capitaine de vaisseau Julien Viaud, l'académicien (Pierre Loti) ; — 3  *Marie*, née à Vandré le 5 août 1786, devenue Même Jean Lacave ; — 4  *Louis*, né à Vandré le 13 août 1788, marié le 4 septembre 1810 ; à Marie-Anne Pasquier,   Muron où il était mètre de poste et où il eut une nombreuse descendance, — 5  *Madeleine-Françoise*, née à Muron le 9 mai 1793 épouse le 14 décembre 1813 de Jean Bonneau et devint la grand'mère de l'officier de cavalerie Menant-Bellenoue d'Angoulême.

Serrier (Marie-Françoise) naquit à Vandré le 24 juin 1777, mariée en secret religieusement chez son grand'oncle Philippe Humier, par son autre grand'oncle l'abbé Louis Humier et civilement le 26 thermidor an VI (1798),   Muron,   Jean Parat, né paroisse Notre-Dame de Rochefort, le 17 août 1774, de Claude Parat, marié même paroisse le 10 juin 1771 à Marie Blondeau, née à Vandré en 1743 de Jean Blondeau, propriétaire et de Jeanne Momerie. Elle était cousine-germaine de Elisabeth Blondeau, mariée au lieutenant-colonel Jolly, chevalier de Saint-Louis. Claude Parat, décédé à Rochefort le 29 fructidor an VIII (1800), était né, dans la paroisse de Saint-Sulpice de Lailly près Orléans de François Parat et de Marie Le Page, le 17 décembre 1739 et était venu se fixer à Rochefort en 1767 où il acheta la maison du 21 de la rue Gambetta qu'habite à l'heure présente son arrière-petit fils Léon Perrier.

Jean Parat, directeur en chef de la pompe à feu de la marine, qui fut crée par ses soins (1), décéda à Rochefort le 2 juillet 1852 à 78 ans et Françoise Serrier le 2 juillet 1859 à 82 ans, laissant

(1) Il y resta cinquante années et était remercié en 1848 de ses bons et loyaux services et remplacé par M. Perrin. Le plan de la pompe à feu de la marine, tel qu'il avait été conçu par lui et dessiné par Jean Parat, véritable travail d'art, figure dans le grand vestibule du musée de Rochefort à qui l'offrit en 1901 son petit-fils, M. Léon Perrier.

deux enfants : 1^o *Denis Parat*, né à Rochefort le 22 novembre 1801 où de son mariage avec Rose Tête, originaire de la Savoie (Les Echelles, côté France) il donna naissance à un seul fils unique, Hippolyte Parat, l'ancien maire de Rochefort qui vient de mourir ; — 2^o *Henriette Parat*, née à Rochefort le 3 mars 1811, décédée le 17 avril 1860, épousa, le 24 mai 1830 un petit-cousin du côté maternel, et du côté des Boubaud d'où elle descendait, *Pierre-Léon Perrier*, architecte-entrepreneur né à Rochefort le 21 février 1804 ; fils unique de Jean qui né à Chérac le 5 février 1769, fonda en cette localité en 1787 pour venir en aide à ses concitoyens, une usine de tonnellerie avec succursale à Rochefort, fit toutes les campagnes du 1^{er} Empire et servit comme officier aux « Hussards de la Mort » où il eut à Waterloo la jambe fracassée par un boulet, ce qui ne l'empêcha pas de vouloir combattre jusqu'au « Sauve qui peut », et de Marie Rouhault ; petit-fils de François, député aux Etats préparatoires des Etats-Généraux, capitaine de la Milice nationale, et de Jeanne Bourbaud. *Dominique Perrier des Brouses* chevalier cinquième aïeul de François (1), né dans la paroisse Sainte-Lheurine (canton d'Archiac), le 12 avril 1541, de François, chevalier sieur de la Motte, et de Claire Bouchard d'Aubeterre, décéda veuf de Jeanne des Montis le 12 août 1640 après avoir été capitaine des gardes d'Henri III et secrétaire de la reine. Du mariage d'Henriette Parat naquit, le 30 juillet 1831, un fils unique, *Léon Jean*, officier du commissariat de la marine, qui, de son mariage à Marennes le 28 août 1865 avec Angèle-Rosalie Simon, n'eut qu'un fils unique, *Georges-Louis Barthélémy*, né le 15 octobre 1868, habitant Saint-Savinien, marié à Saint-Sauvant (Vienne), le 6 avril 1904, à Madeleine-Louise Jay (2), fille de Pierre-Félix, receveur des finances et de Georgette Rosé petite fille de Louis Rosé, avoué à Melle, et de Victorine Surrault, petite nièce de Calixte Surrault, inspecteur d'Académie, d'où André, 15 avril 1906, et Louis, 29 janvier 1908.

§ II

Humier (Philippe), frère de Jeanne (§ I^{er}) le plus jeune de la

(1) Armes : « *De gueules à 2 pals d'or au chef cousu d'azur* ». Généralité de La Rochelle, Xaintes, registre 35, cabinet des titres, 25 octobre 1510.

(2) Armes : « *D'argent à 3 fasces de gueules* ». Généralité d'Angoulême, folio 71 n^o 151.

descendance de Jacques, notaire royal, naquit à Cognac le 21 juillet 1734, capitaine général des fermes du roi au département de Surgères en résidence à Parangais, il épousa à Vandré le 17 novembre 1761, Marthe-Geneviève Chapparre, fille de défunt Pierre, vivant bourgeois et de Marie-Henriette Sonolet. Il faisait partie des 15 gentilhommes chargés d'offrir à M^{me} Garesché à Marennes, les cocardes patriotiques acceptées par Louis XVI. Il décéda à Surgères le 17 octobre 1810 à l'âge de 76 ans ne laissant de tous ses enfants qu'une fille, Marie-Geneviève-Onésime, qui suit :

Humier (Marie-Geneviève-Onésime), naquit à Vandré le 6 février 1773, décéda à Surgères, le 14 juillet 1849, à 76 ans, après avoir épousé Charles-Maurice Baudry-Lacantinerie, juge de paix, fils de Alexandre bourgeois, et de Françoise Robin, qui décéda à Surgères avant sa femme, le 7 novembre 1833, laissant quatre enfants : 1^o *Onésime*, née en 1800, décédée sans alliance le 16 avril 1849 ; — 2^o *Charles-Hector-Philippe*, né à Surgères le 12 avril 1801, décédé à Saint-Savinien, juge de paix, le 29 septembre 1870, après avoir été notaire à Tonnay-Charente, laissant de son mariage contracté le 14 septembre 1841 avec Honorine Boffinet, décédée à Saint-Savinien, le 14 mars 1898, à 97 ans, une seule fille, Jeanne-Marie-Amélie, née à Charente le 24 juin 1843, mariée à Saint-Savinien le 21 avril 1863 au docteur Félix-Stanislas Deramé, médecin à Taillebourg, dont la mère fut la dernière dame de France qui donna un morceau de pain à Napoléon I^{er} avant son départ pour Saint-Hélène (1). De ce mariage, un fils mort sans alliance à Paris et Yvonne, mariée le 6 janvier 1897 à Taillebourg au baron Pierre de Larrard, d'où trois enfants ; — 3^o *Pierre-Maurice-Alphonse*, qui suit ; — 4^o *Athénaïs*, décédée sans alliance en août 1888 à Surgères où sa bienfaisance la faisait surnommée « L'ange du bon Dieu ».

(1) Voici l'explication de cette phrase : M^{me} Deramé, décédée à Saint-Savinien, à l'âge de 103 ans, se plaisait à raconter qu'au moment du départ pour Saint-Hélène le commandant du navire vint sur le quai où se trouvait l'Empereur et l'informa que les vivres étaient maigres et qu'il craignait de manquer de pain. On s'en fut chez le boulanger du lieu qui ne put ou ne voulut en donner. C'est alors que M^{me} Deramé alla chez elle prendre un gros morceau de pain et revenant vers Napoléon : « Prenez, sire, dit-elle, vous aurez toujours ça et ma récompense sera d'avoir été la dernière femme de France qui vous aura offert du pain ». Plusieurs personnes encore vivantes attestent l'avoir entendue raconter le fait.

Baudry-Lacantinerie (Maurice-Pierre-Alphonse) naquit à Surgères le 30 avril 1809. Notaire, il prit sa retraite et alla habiter le château de Benon. Il avait épousé, en 1830, Anne-Agnès Gravin qui lui donna onze enfants : 1° *Pierre-Charles*, né le 12 mai 1833, décédé au séminaire en 1846 ; — 2° *Marie-Louise-Agnès*, née le 16 juin 1834, décédée sans alliance le 20 décembre 1850 ; — 3° *Marie-Victoire*, née le 3 décembre 1835, décédée à 15 mois ; — 4° *Paul-Gabriel-Marie*, le défunt ; — 5° *Marie-Charles-Alfred*, né le 21 septembre 1838, décédé le 16 mars 1852 ; — 6° *Marie-Charlotte-Izabelle*, née le 11 novembre 1839, sans alliance, habite Paris ; — 7° *Marie-Zoé-Mathilde*, née le 5 juillet 1841, décédée le 24 mars 1853 ; — 8° *Marie-Paul-Alphonse*, né à La Rochelle le 11 novembre 1843, médecin de marine, puis docteur à Saint-Jean-d'Angély, marié le 12 novembre 1872 à Henriette-Victorine-Elizabeth Cassagne, décéda le 24 décembre 1906, laissant Anne-Marie, née le 7 septembre 1873 à Saint-Jean où elle y épousa, le 1^{er} mai 1901, Marie-Jean-Jacques Prosper d'Argoubet, lieutenant d'artillerie, dont elle est veuve avec deux enfants ; — 9° *Marie-Eustelle-Hélène-Apolline*, né le 9 février 1846, mariée à Jules Varaigne, directeur en chef de l'importante usine Balzan de Châteauroux, frère de l'ancien commandant du 18^e corps d'armée d'où Paul, capitaine breveté, ancien officier d'ordonnance du général Lyautey ; Marie sans alliance ; Louis, avoué à La Châtre ; Marie-Jeanne, marié à Edmond de Lalun, lieutenant de vaisseau, d'où deux filles ; — 10° *Marie-CharlesThéodore*, né le 4 novembre 1847, décédé à Châteauroux sans alliance le 3 décembre 1904, commandant de cavalerie, officier de la Légion d'honneur ; — 11° *Marie-Joseph-Rémy-Charles*, chef d'état-major de l'escadre de la Méditerranée et officier de la Légion d'honneur en 1900, contre-amiral le 21 septembre 1907 et commandeur de la Légion d'honneur, directeur en chef de l'Ecole supérieure de la marine, marié à Toulon en avril 1885 à Jeanne Chandel, fille du colonel d'artillerie qui lui donna : 1° Simone, mariée à Jacques Avice, lieutenant de vaisseau ; — 2° Gérard, enseigne de vaisseau — et 3° Sabine, sans alliance.

L. B.

Le 22 février 1913, est décédé à Saintes, rue de l'Ancien Palais, M. Raimond-Pierre-Georges Dumontet, avoué honoraire, âgé de 83 ans, adjoint au maire de Saintes en 1866-70.

Il était fils de Félix Dumontet, banquier, né à Saint-Romain

de La Valette (Charente) le 9 juillet 1783, décédé à Saintes, 24, rue Saint-Maur, le 4 juin 1859, et de Marie-Adélaïde-Pulchérie Lacoste-Dulac, née à Paris le 31 octobre 1793, section du Bon-conseil, décédée à Saintes le 24 mars 1831, et petit fils de Raimond Dumontet juge sénéchal du duché pairie de La Valette et de Marie-Henriette-Adélaïde Vieuille, dont le contrat de mariage fut reçu le 5 août 1780 par Dumont, notaire royal à La Valette. Raimond Dumontet est décédé à Saintes le 3 brumaire an IX. Son arrière grand-père était Guillaume-Thomas Dumontet, écuyer, conseiller du roi, contrôleur ordinaire des guerres, lieutenant assesseur du duché de La Valette qui épousa Catherine Dexmier le 14 mai 1737 en la paroisse de Beaulieu d'Angoulême. Son trisaïeul, Jean Dumontet, époux de Mathieue Decage, fut notaire royal en Angoumois.

M. Georges Dumontet avait pour frères et sœurs : Paul, mort à Paris, en 1892, chef de bureau à la préfecture de la Seine laissant une fille, M^{me} Gabrielle Laval-Dumontet, artiste-sculpteur ; Camille, capitaine d'infanterie, décédé ; Jules, dont deux fils : Léon, négociant à Paris et Georges, chef d'escadrons d'artillerie, breveté d'état-major attaché à la section technique ; Marie-Alix, mariée à M. Thoyon, capitaine de vaisseau, décédée à Rochefort, laissant un fils, Robert, notaire, et une fille, Elise, mariée au vice-amiral Besson ; Marie-Lydie, épouse de E. Viaud, receveur de l'enregistrement, puis bénédictin, décédée à Bourg-Argental.

De son mariage avec Julie-Clorine Morin, M. Dumontet laisse deux enfants : M. Albert Dumontet, avoué, et M^{me} Anne Dumontet, épouse de M. Louis Duplais, avoué à Rochefort.

En M. Georges Dumontet disparaît une personnalité des plus sympathiques de Saintes. Jusqu'au jour où il dut s'aliter, il conserva toute son activité physique et intellectuelle.

Le 6 mars 1913, est décédé à Saintes, cours National, M. Paul Brunaud, avoué, juge suppléant de la justice de paix, ancien adjoint au maire de Saintes (1886-1896), officier de l'Instruction publique, âgé de 71 ans. Il avait épousé M^{me} Proust.

M. Brunaud était un mycologue très compétent. Il a publié un certain nombre de mémoires et de catalogues sur les champignons de la région saintaise.

Ce même jour est décédé à Saint-Jean d'Angély M. Adolphe-Anselme Moreau, vétérinaire, conseiller d'arrondissement, âgé de 69 ans.

Le 11 mars 1913 est décédée à La Rochelle, M^{me} la baronne Vast-Vimeu, âgée de 78 ans, née Angélique de Rémont, femme de l'ancien sénateur de la Charente-Inférieure, mort le 20 juillet 1888.

Le 17 mars 1913, est décédé à Saintes M. Targé, âgé de 58 ans, professeur au collège et conseiller municipal, officier de l'Instruction publique.

VARIÉTÉS

LA PRÉFECTURE A SAINTES.

(1790-1810).

En faisant des recherches à la Bibliothèque publique de notre ville, nous avons trouvé, il y a quelque temps, dans la collection, si précieuse pour notre histoire régionale que M. le baron Eugène Eschassériaux lui a généreusement donnée, plusieurs documents, relatifs au rétablissement, à Saintes, de la préfecture, — transférée en 1810 à La Rochelle, par la volonté omnipotente de Napoléon I^{er}. Il nous semble intéressant de raconter à l'aide de ces documents, pour la plupart ignorés, du moins bien oubliés aujourd'hui, la longue rivalité, qui s'éleva entre les deux anciennes capitales de la Saintonge et de l'Aunis pour la possession de l'honneur et de l'avantage d'être le centre administratif du département de la Charente-Inférieure, et qui fut aussi vive et aussi âpre par instants que celle de certaines républiques italiennes au Moyen-Age. La guerre, que l'on se fit alors, eut lieu, fort heureusement, avec la plume, et non avec l'épée ; il ne fût pas versé de sang, mais il coula des flots d'encre.

I. — On sait que La Rochelle était la capitale et le siège de la généralité de ce nom, qu'un édit du mois d'avril 1694 (1) avait,

(1) Edit du Roy portant création d'un Bureau de Finances et Généralité à La Rochelle, et d'un Corps de Ville et Communauté dans ladite ville. Donné à Versailles au mois d'avril 1694. Paris, Etienne Michallet, 1694, in-4°.

sur la demande de l'intendant Begon (1), créée ou plutôt rétablie (2) aux dépens de celles de Limoges, de Bordeaux et de Poitiers (3). Saintes, il est vrai, était devenue en fait le chef-lieu de la généralité, depuis le moment où le dernier intendant, M. de Reverseaux (4), y avait établi sa résidence, comme point

(1) Michel Begon de la Picardière et autres lieux, né à Blois le 26 décembre 1638, était fils de Michel Begon, seigneur de Villecoulon et de la Busnière, conseiller-secrétaire du roi, receveur des tailles en l'élection de cette ville, et de Claude Viart. Après avoir été président au présidial de sa ville natale (1667), il devint intendant au Havre (1681) et des îles françaises en Amérique (1683), intendant des galères à Marseille (1685) et de la marine à Rochefort (1688) où il fonda pour les orphelins un hôpital, converti bientôt en une école de marine florissante. Il fut mis ensuite, en 1694, à la tête de la généralité de La Rochelle, constituée en sa faveur, et mourut à Rochefort le 14 mai 1710, laissant la réputation méritée d'un homme de bien, d'un administrateur habile, d'un ami des lettres et d'un collectionneur passionné et éclairé. Le botaniste Plumier, qui visita Saint-Domingue pendant que Begon s'y trouvait, a donné son nom à un genre de jolies plantes d'Amérique, le *Begonia*. (Voir l'ouvrage de M. de La Morinierie, *Michel Begon, intendant de La Rochelle*. Paris, Wittersheim, 1855, in-8° 24 pages).

(2) La généralité de La Rochelle avait déjà été créée par un édit de Louis XIV de mai 1645, mais elle avait été supprimée bientôt après. (*Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, par Diderot et d'Alembert, tome VII, page 557. Paris, Briasson, 1757).

(3) Cette circonscription nouvelle comprenait les six élections de La Rochelle (avec Rochefort), Saintes, Saint-Jean d'Angély, Marennes, Cognac et Barbezieux. Des fondés de pouvoir ou « subdélégués » de l'intendant, placés sous ses ordres, administraient, en son nom, dans les principales villes : La Rochelle, Rochefort, Aligre (Marans et Andilly), Frontenay l'Abattu ou Rohan-Rohan, Saintes, Barbezieux, Saint-Jean d'Angély, Cognac, Mansle, Marennes, Saint-Martin de Ré et le Château d'Oleron.

(4) Jacques-Philippe-Isaac Guéau de Gravelle, marquis de Réverseaux, né à Paris le 26 juin 1739, de Jacques-Etienne Guéau, seigneur de Réverseaux, célèbre avocat au Parlement de cette cité, secrétaire du roi, et de Marie-Angélique Le Noir, avait été nommé en 1781 intendant à La Rochelle. Son administration fut un véritable bienfait pour notre province. Il dessécha 40.000 arpents de terrain, et, secondé par l'ingénieur des ponts et chaussées Duchesne, créa nos grandes routes de Bordeaux à Saint-Malo et de Saintes à Clermont, et dota, en particulier, la ville de Saintes de ses quais, dont l'un porte son nom, de ses plantations d'arbres, etc. Il mourut sur l'échafaud révolutionnaire le 24 pluviôse an II (12 février 1794), accusé d'avoir dit, lors de la levée des 300.000 hommes, « que les citoyens feraient mieux de rester chez eux », — propos, d'ailleurs, qu'il nia énergiquement. De son mariage avec Elisabeth-Charlotte Barthélemy-Sorbier, il laissait deux fils et trois filles. (On peut consulter sur cet administrateur distingué : Lachesnay-Desbois, *Dictionnaire de la Noblesse*, tome VII, page 500. Paris, veuve Duchesne, 1770-1778 ; Rainguet, *Biographie Saintongeaise*, p. 493. Niox, Sain-

central, au milieu des travaux qu'il faisait exécuter sur les routes et dans les marais de Rochefort, de Brouage et de Marennes, mais, en 1789, le siège officiel subsistait à La Rochelle et le nom était resté le même.

Lorsque, sur la proposition de l'abbé Sieyès (1), l'Assemblée Constituante résolut de changer l'ancienne division territoriale de la France, « l'esprit de primauté locale s'éveilla à cette occasion », selon une juste réflexion de M. Eugène Réveillaud (2) et l'on vit les quatre députés du Pays d'Aunis (3) présenter, à la date du 15 décembre 1789; au Comité de Constitution, chargé de la division du royaume, un mémoire afin d'obtenir que leur province, séparée de la Saintonge, fut appelée à former un département particulier, soit isolément, soit en y annexant l'île d'Oleron et une portion du Bas-Poitou. De leur côté, les représentants de la Saintonge, sans s'opposer à ce que l'Aunis constituât un département spécial, refusèrent de lui céder l'île d'Oleron, prétextant « qu'elle se trouverait excessivement éloi-

tes. 1851 ; H. Feuilleret et de Richemond, *Biographie de la Charente-Inférieure*, tome II, p. 657. Niort, Clouzot. 1877 ; H. Wallon. *Histoire du Tribunal Révolutionnaire de Paris*, tome II, page 507. Paris, L. Hachette, 1880 ; H. d'Aussy, *La mort de M. de Réverseaux*, dans les *Chroniques Saintongeaises et Aunisiennes*, page 196. Saintes, Pathouot, 1857. — Voir aussi pour la représentation actuelle de la famille de Réverseaux l'*Annuaire de la Noblesse* de 1878, publié par Borel d'Hauterive, page 338).

(1) C'est à la session du 7 septembre 1789, que Sieyès, député du Tiers-Etat de la ville de Paris, réclama la formation d'un comité de trois personnes pour présenter le plus tôt possible un plan de municipalités et de provinces, « tel que la France « puisse former un seul tout, soumis uniformément dans toutes ses parties à une législation et à une administration communes. » (*Archives Parlementaires*, tome VIII, page 592 et suiv. Paris, Paul Dupont, 1875).

(2) *Histoire Politique et Parlementaire des départements de La Charente et de la Charente-Inférieure*, page 159. Saint-Jean d'Angély, A. Rogé, 1911.

(3) Les députés de la sénéchaussée de La Rochelle et du Pays d'Aunis étaient : pour le Clergé : Charles-Jean-Baptiste Pinnelière, docteur en théologie, curé de la ville et de la paroisse de Saint-Martin de l'île de Rhé ; pour la Noblesse : Ambroise-Eulalie de Maurès, vicomte de Malartic, ex-maire de La Rochelle, commandant de l'île d'Aix, chevalier de Saint-Louis ; pour le Tiers-Etat : 1° Charles Jean-Marie Alquier, premier avocat du roi en la sénéchaussée et siège présidial, procureur du roi au bureau des finances, maire et colonel de La Rochelle ; 2° et Pierre-Etienne-Lazare Griffon, seigneur de Romagné, conseiller du roi, maître ordinaire en la cour des comptes, lieutenant général de la sénéchaussée et siège présidial de la ville et gouvernement de La Rochelle.

gnée du chef-lieu, et que, depuis longtemps, elle avait avec la Saintonge des rapports habituels, entretenus par le commerce et les usages particuliers ». Le Comité de Constitution, après un rapport de Bureaux de Puzy, député de la Noblesse du bailliage d'Amont en Franche-Comté, considérant que l'Aunis était « trop borné dans son territoire et sa population pour faire un département », décida provisoirement que cette province « serait réunie à la majeure partie de la Saintonge pour en former un » (1). Ce même Comité, du reste, revint bientôt sur sa décision, par la raison que la prétention de La Rochelle « était appuyée sur de pressantes considérations d'intérêts pour le maintien et la prospérité de son commerce ». En effet, à la séance du 12 janvier 1790, l'un de ses commissaires adjoints, Gossin, député du Tiers-Etat du bailliage de Bar-le-Duc, dans un rapport, lu à l'Assemblée Nationale, sur la contestation, concernant le Pays d'Aunis, fit remarquer que, « s'il manquait de la base d'étendue nécessaire pour former à lui seul un département, la commission croyait que ce défaut pouvait être compensé par son importance » et « proposa d'augmenter son territoire de l'île d'Oleron et des marais desséchés du Bas-Poitou ». Néanmoins la Constituante décréta « que le Pays d'Aunis ne pouvait faire un département » (2).

La question de savoir où serait établi le chef-lieu du département de la Charente-Inférieure rendit encore plus ardentes les rivalités et les jalousies locales. La Rochelle, Saintes, Saint-Jean d'Angély demandèrent, toutes les trois, avec les plus vives instances, qu'il fut fixé dans leur sein. Les députés aunisiens, dans un mémoire, adressé au Comité de Constitution, après avoir rappelé que La Rochelle était toujours demeurée la capitale de la généralité, depuis sa création, insistèrent pour qu'elle ne fut pas dépouillée de l'avantage dont elle avait toujours joui jusqu'alors : « Le siège du département, déclaraient-ils, placé à Saintes ou à Saint-Jean d'Angély, serait pour ces deux villes une faveur ; placé à La Rochelle, il serait pour nous une justice » (3). D'autre part, les députés des deux séné-

(1) Le rapport de Bureaux de Puzy n'a pas été inséré au *Moniteur*, mais il a été imprimé dans les *Archives Parlementaires*, 1^{re} série, tome XI, page 119.

(2) *Archives Parlementaires*, tome XI, page 170.

(3) *Mémoire présenté au Comité de Constitution par les députés du Pays d'Aunis*. A Paris, de l'Imprimerie Nationale.

chaussées de la Saintonge (1), dans une réunion tenue le 21 janvier 1790, avaient résolu de s'opposer, de concert, au succès des « injustes » prétentions de La Rochelle, entièrement contraires aux intérêts de leur province et de la majorité du département entier, « puisque les administrateurs doivent être rapprochés des administrés et que La Rochelle serait à 40 lieues de la Haute-Saintonge ». Ils avaient, en conséquence, fait un traité d'alliance, portant : 1° Que Saintes devait être le siège du directoire et de l'assemblée du département, et Saint-Jean d'Angély, le siège du tribunal du département, s'il en était établi un ; 2° que, dans le cas où ce tribunal ne serait pas établi, le siège du directoire continuerait d'être à Saintes, mais que les assemblées de département se tiendraient alternativement à Saint-Jean d'Angély et à Saintes (2).

Quand le projet de division du département d'Aunis et Saintonge, présenté par Dupont (de Nemours) au nom du Comité de Constitution, vint en discussion devant l'Assemblée Consti-

(1) Voici les noms des députés des deux sénéchaussées de la Saintonge :

Saintes. — Clergé : 1° Bernard Labrousse de Beauregard, chanoine régulier de Chancelade en Périgord, prieur-curé de Champagnolles en Saintonge ; 2° Pierre-Louis de La Rochefoucault-Bayers, évêque de Saintes, abbé de Vauluisant, diocèse de Sens ; — Noblesse : 1° Jacques-Raymond de Richier de La Rochelongchamps, capitaine au régiment de Beaujolais-Infanterie, chef de division garde-côtes à Marennes ; 2° Pierre-René-Auguste, comte de Brémond d'Ars (ce dernier élu député suppléant et admis à siéger en remplacement de Jean-Frédéric de La Tour du Pin-Gouvernet, comte de Paulin, lieutenant général et commandant en chef pour le roi dans les provinces de Saintonge-Aunis et Poitou, démissionnaire le 28 août 1789, après sa nomination comme ministre de la guerre) — Tiers-Etat : 1° Pierre-Isaac Garesché, bourgeois, propriétaire et négociant à Nieulle, paroisse de Saint-Sornin, près Marennes ; 2° Jean-Nicolas Lemercier, conseiller du roi, président, lieutenant criminel de la sénéchaussée et siège présidial de Saintes ; 3° Philippe Augier, négociant à Tonnay-Charente ; 4° Pierre-Léger Ratier, dit *Ratier de Montguyon*, avocat à Saintes, l'un des rédacteurs du cahier des doléances du Tiers-Etat de cette sénéchaussée.

Saint-Jean d'Angély. — Clergé : Simon Landreau, curé de la paroisse de Moragne ; — Noblesse : Charles-Grégoire de Beauchamps, seigneur de Grand-fief et de Champfleury, mestre de camp de cavalerie, chevalier de Saint-Louis, demeurant à Saint-Jean d'Angély ; — Tiers-Etat : 1° Jean-Joseph de Bonne-gene, sieur des Hermitaüs, conseiller du roi, lieutenant général de la sénéchaussée de Saintonge, séante à Saint-Jean d'Angély ; 2° Michel-Louis-Etienne Regnaud, avocat en parlement et en la même sénéchaussée.

(2) Ce traité, dont l'original a été déposé au Comité de Constitution, porte les signatures des 12 députés de la Saintonge, ci-dessus nommés.

tuante, à la séance du 6 février 1790, Alquier (1), l'un des députés de La Rochelle, fit, valoir à la tribune, que cette ville, plus peuplée, plus riche, méritait d'être préférée comme chef-lieu ; qu'elle possédait un hôtel des monnaies et une sénéchaussée ; il invoqua ensuite la protection que l'on doit aux villes de commerce et finit par rappeler les traits de courage et de patriotisme par lesquels s'honorèrent les Rochelais en diverses circonstances. — Un autre député aunisien, Griffon de Romagné (2), insista ensuite, longtemps mais inutilement, pour lire une adresse de la nouvelle municipalité de La Rochelle et un mémoire de M. Nairac (3), député extraordinaire de cette ville, où étaient énumérées les raisons de droit et de convenance,

(1) Alquier (Charles-Jean-Marie), né à Talmont (Vendée) le 13 octobre 1752, mort à Paris le 3 février 1826, était un champion des idées nouvelles. Il fut nommé secrétaire de l'Assemblée Constituante le 13 juillet 1790 et élu juge au tribunal du district de La Rochelle le 22 novembre 1790. A l'expiration de son mandat législatif, il fut vice-président du tribunal criminel de Seine-et-Oise, puis élu par ce département membre de la Convention (8 septembre 1792). Après le Neuf Thermidor il fut envoyé en mission aux armées du Nord. Député aux Cinq-Cents pour la Seine-et-Oise (25 vendémiaire an IV, 17 octobre 1795), il entra en 1798 dans la diplomatie où il eut une brillante carrière et il fut notamment ambassadeur en Espagne, à Rome et à Copenhague. Napoléon I^{er} le créa chevalier de l'Empire le 28 mai 1809. Sous la Restauration il fut frappé, comme ancien régicide, par la loi du 12 janvier 1816. Il se réfugia à Bruxelles, où il resta jusqu'au 14 janvier 1818, époque où il fut autorisé à revenir en France. « Sa dignité et son patriotisme, a dit un historien, ont fait survivre son nom et ses services. » (Bonnal de Ganges, *Les Représentants en mission près les armées*, tome IV, page 396. Paris, A. Savatier, 1899). On lira aussi avec intérêt les appréciations diverses que M. A. Thiers a émises sur le compte d'Alquier dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire*.

(2) Griffon de Romagné (Pierre-Etienne-Lazare), né à Saint-Denis (Ile d'Oleron) le 18 décembre 1723, était fils de Etienne-François Griffon de Romagné, lieutenant général criminel au présidial de La Rochelle, et de Anne-Agathe Martin de Chassiron. C'est lui qui présida l'Assemblée électorale du Tiers de la sénéchaussée de La Rochelle, lors de l'élection des députés aux Etats Généraux. Son rôle fut très effacé dans l'Assemblée Constituante, dont il fut un moment vice-président. En 1792, il fut incarcéré à Brouage comme suspect, et remis en liberté, se hâta de partir en émigration où il mourut à une date inconnue.

(3) Jean-Baptiste Nairac, né à Bordeaux le 15 décembre 1738, mort à Paris le 27 avril 1817, était négociant à La Rochelle et syndic de la Chambre de commerce de cette ville. Il devint député de la Charente-Inférieure au Conseil des Cinq-Cents (24 germinal an V, 13 avril 1797).

Le mémoire de Nairac a été imprimé comme annexe à la séance du 6 février 1790 dans les *Archives Parlementaires*, tome XI, pages 465-466.

qui militaient en faveur de son choix comme chef-lieu du département de la Charente-Inférieure. Regnaud de Saint-Jean d'Angély (1) prit, à son tour, la parole pour soutenir que la fixation de ce chef-lieu à Saintes ou à Saint-Jean d'Angély était seule conforme à l'intérêt public et conclut par suite au rejet de la demande d'Alquier.

Après ce débat, l'Assemblée Nationale décréta, d'après l'avis du Comité de Constitution, « que le département de Saintonge et d'Aunis serait divisé en sept districts ; savoir : La Rochelle, Rochefort, Saint-Jean d'Angély, Saintes, Marennes, Pons et Montlieu » ; et, dans le but de concilier les prétentions rivales de La Rochelle, Saintes et Saint-Jean d'Angély « que l'assemblée du département de la Charente-Inférieure se tiendrait à Saintes pour la première fois, et qu'elle alternerait ensuite entre les villes de La Rochelle, Saint-Jean d'Angély et Saintes, à moins que, dans le cours de la première session, l'assemblée du département ne proposât une autre disposition définitive » (2).

Le 12 juin 1790, les électeurs de la Charente-Inférieure, réunis à Saintes dans l'église cathédrale de Saint-Pierre, pour procéder à la formation et à l'organisation de l'assemblée administrative du département, se livrèrent, pendant les journées des 19 et 20 de ce mois, à de longues et vives discussions sur l'alternat ou la permanence du siège de l'administration départementale (3). MM. de Chassiron, trésorier de France à La Rochelle (4) ;

(1) Michel-Louis-Etienne Regnaud de Saint-Jean d'Angély, né à Saint-Fargeau (Yonne) le 3 décembre 1761, mort à Paris le 11 mars 1819, était fils de « Claude-Etienne Regnaud, avocat au parlement, conseiller du roi, bailli honoraire de Saint-Fargeau, et de Madeleine Allenet » (d'une vieille famille bourgeoise de Saint-Jean d'Angély). Il eut un rôle politique brillant et très actif. Il avait collaboré avec André Chenier au *Journal de Paris* et à l'*Ami des Patriotes*, journal subventionné par la liste civile. (Voir sur lui Dictionnaire des *Parlementaires Français*, tome V, page 105, et sa notice biographique attribuée à M. S. Choppy, procureur impérial. Rochefort, imprimerie Ch. Thèze, 1863).

(2) *Archives Parlementaires*, tome XI, page 442.

(3) *Procès-verbal des délibérations de la première assemblée électorale du département de la Charente-Inférieure tenue dans la ville de Saintes. A Saintes.* De l'imprimerie de P. Toussaints, imprimeur du Roi et de l'Assemblée électorale 1790.

(4) Pierre-Charles Martin, baron de Chassiron-Lafosse, né à La Rochelle le 1^{er} novembre 1753, mort à Paris le 18 avril 1826, fut député de la Charente-Inférieure au Conseil des Anciens (23 germinal an V, 12 avril 1797), et mem-

Delacoste (1), avocat en cette ville ; Valentin, maire' de Saint-Jean d'Angély, etc., soutinrent énergiquement l'alternat, tel qu'il avait été prescrit par la Constituante, Rondeau, lieutenant général civil du bailliage et siège royal de Rochefort, d'autres encore, tout en appuyant l'alternat, firent entendre de véhémentes réclamations en faveur de l'adjonction de Rochefort aux trois villes désignées dans le décret sus-énoncé ; mais les arguments présentés, au nom de Saintes, par Tapon-Dupinier (2), Garnier (3), avocat du roi, maire de cette ville, Bernard des Jeuzines (4), avocat et commandant de la garde natio-

bre du Tribunal (4 nivôse an VIII, 25 décembre 1799), où il se montra l'adversaire de Benjamin Constant. Il a été président de l'Académie de sa cité natale et a publié des écrits sur des matières d'agriculture, d'économie politique et de législation.

(1) Delacoste (Jean-Aimé), né à La Rochelle le 7 juin 1740, fut élu administrateur du département (23 juin 1790), puis président du tribunal du district de La Rochelle (novembre 1790). Il fut appelé le 5 brumaire an IV (27 octobre 1795), à siéger au conseil des Anciens et mourut à Paris le 14 novembre 1815, après avoir ultérieurement exercé les fonctions de conseiller à la cour de cassation du 18 avril 1800 au 30 mars 1815, date de son admission à la retraite. Il est l'auteur d'un *Eloge de Henri IV*, couronné en 1768 par l'Académie de La Rochelle.

(2) Jean-Baptiste-Joseph Tapon-Dupinier, né à Saintes le 12 avril 1758, de Jean-Baptiste Tapon-Dupinier, notaire royal et de Rose Marsay, était procureur au présidial au moment de la Révolution. Elu procureur-syndic du district de Saintes (2 août 1790), il fut ensuite commissaire national près le tribunal de ce district (novembre 1792), juge au tribunal de département (23 vendémiaire an IV, 17 octobre 1795), et enfin nommé, par arrêté des Consuls du 24 floréal an VIII (14 mai 1800), substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal d'appel de Poitiers, fonction qu'il occupa jusqu'en 1805.

(3) Jacques Garnier, dit *Garnier de Saintes*, né en cette ville le 30 mars 1755, mort noyé dans l'Ohio en 1818, fils de Simon Garnier, procureur au présidial de Saintes, et de Magdeleine Avaré ; après avoir été élu procureur général syndic du département (28 juin 1790), devint successivement membre de la Convention (6 septembre 1792), député au Conseil des Cinq-Cents (23 vendémiaire an IV — 15 octobre 1795), représentant à la Chambre des Cent-Jours (12 mai 1815). Il fut président du tribunal criminel de la Charente-Inférieure (15 avril 1798 — mai 1811). Compris dans l'ordonnance d'exil du 24 juillet 1815, il se réfugia à Bruxelles, puis aux États-Unis.

(4) Bernard (André-Antoine), né à Corme-Royal le 21 juin 1751, de André Bernard, notaire royal, et de Bénigne Garraud, mort en Amérique en 1819, fut élu président du tribunal du district de Saintes (novembre 1790), membre de l'Assemblée Législative (29 août 1791) et de la Convention Nationale (4 septembre 1792), où il s'acquit une triste célébrité sous le nom de *Bernard de Saintes*. Sous la Restauration il fut forcé de quitter la France, comme régicide, en 1816. Il était beau-père de M. Mouchet, ancien notaire à Saintes (1798-1820).

nale, parurent si décisifs à l'Assemblée qu'elle se prononça pour la permanence du siège de l'administration départementale à Saintes, à une majorité de 353 voix contre 289 (1). « Etant plus centrale, — outre qu'elle avait été depuis les origines la capitale de la Saintonge, — il était naturel que cette cité eût les préférences du plus grand nombre des électeurs du département » (2).

Cependant les Rochelais ne se tinrent pas pour battus. A la séance du 16 septembre 1790, l'Assemblée Nationale, ayant été saisie par son Comité de Constitution d'un projet de décret, fixant à Saintes le chef-lieu du département de la Charente-Inférieure, Alquier le combattit comme prématuré, soutenant que, dans le décret ordonnant l'alternat, la Constituante, par ces

(1) Le 25 juillet 1790, le Conseil général du département de la Charente-Inférieure se réunit à Saintes pour la première fois. Il tint d'abord ses séances à l'Evêché, dans le secrétariat attenant à la salle synodale. Trouvant le local insuffisant, il donna mission à trois de ses membres, Chesnier-Duchesne, Briault et Garnier, procureur général syndic, de lui en procurer un plus commode et plus spacieux. Les commissaires, après avoir visité les couvents des Récollets, des Dominicains ou Jacobins et des Cordeliers, ainsi que le Doyenné, ayant constaté qu'ils ne pouvaient pas convenir au but proposé, obtinrent de l'abbé d'Aiguères, fondé de pouvoirs de M. de La Tour du Pin, l'autorisation, pour cette Assemblée administrative, de s'établir provisoirement dans la maison, qui provenait à ce dernier de son beau-père Etienne Guinot, marquis de Monconseil, décédé à Tesson, canton de Gémozac, le 14 octobre 1782. En août 1790, un bail intervint au sujet de cet immeuble entre le Directoire du département de la Charente-Inférieure et M. de La Tour, pour un loyer annuel de 2.100 livres, payable par semestre et d'avance, ainsi qu'il résulte du *Compte-rendu de sa gestion depuis son établissement par le Directoire du département de la Charente-Inférieure au Conseil général d'administration réuni en session, le 16 novembre 1790 et jours suivants*. A Saintes, De l'imprimerie de Pierre Toussaints, 1792. La maison de M. de La Tour du Pin, dite Hôtel de Monconseil, qui existe encore, a son entrée par la rue de ce nom et donne sur le quai Réverseaux par une terrasse. Vendue, aux termes d'un acte d'Huvet, notaire à Saintes, en date du 29 floréal an IX (19 mai 1801), à Léon de Beaumont, ancien mousquetaire du roi; après diverses mutations elle fut acquise par la municipalité de Saintes, pour l'établissement d'un collège de jeunes filles, de M^{me} veuve Lacour (acte du 7 janvier 1905). Aliénée par cette ville en 1910, M. Edmond-Gustave Merlet, coiffeur à Saintes, et M^{me} Jeanne-Emilie Bondon, son épouse, s'en rendirent adjudicataires suivant procès-verbal, dressé par le maire de Saintes le 27 octobre de cette même année; puis ceux-ci l'ont revendue, par acte de M^e Laferrière, notaire à la même résidence, du 24 février 1911, à M. Abel Mestreau, propriétaire, qui va y installer un intéressant musée.

(2) E. Réveillaud, *loc. cit.*, page 163.

mots : « l'Assemblée départementale », avait entendu désigner l'Assemblée administrative, et non l'Assemblée électorale du département. « Le département n'a pas encore délibéré, dit-il, le vœu du pays n'est pas connu parce que je ne considère pas comme suffisant le vœu des électeurs qui ont délibéré sans mission et même contre la disposition des décrets constitutionnels qui interdisent aux assemblées électorales de prendre aucune délibération afin de ne pas cumuler les pouvoirs. » Regnaud de Saint-Jean d'Angély, ligué cette fois avec les Rochelais contre Saintes, appuya la demande d'ajournement, faite par Alquier, en ajoutant à ses motifs que cette ville « ayant le provisoire, pouvait attendre sans danger la délibération des administrateurs. » Lemercier, député de Saintes, intervint à son tour, avec une vivacité extrême, en faveur du choix de sa cité, et dénonça au patriotisme de l'Assemblée toute proposition tendant au retard de la décision sur cette affaire :

« On s'attache, s'écria-t-il, à la lettre d'un de vos décrets ; et moi, plus respectueux pour lui, j'en invoque le sens et l'esprit... Au reste, Messieurs, c'est le vœu de vos administrés que vous avez toujours cherché dans vos décrets ; et certes, nul ne contestera que ce vœu est moins complètement exprimé par 36 administrateurs que par 660 électeurs, organes immédiats de la volonté du peuple.

« Quant à la question principale, il ne faut qu'une carte, des yeux et de l'équité pour la décider sur le champ. »

L'Assemblée nationale se rendit à ces raisons et, adoptant le projet du Comité, par un décret en date du même jour 16 septembre 1790, sanctionné par le roi le 21 dudit mois, confirma la délibération de l'Assemblée électorale de la Charente-Inférieure et décida que la ville de Saintes serait « définitivement le siège de l'administration de la Charente-Inférieure » (1).

II. — La Rochelle qui, pendant tant d'années, avait été la capitale d'une province et le siège d'une généralité, regrettait amèrement de n'être plus qu'un simple chef-lieu de district et ne pouvait, on le comprend aisément, se consoler de sa déchéance ; peut-être avait-elle secrètement la pensée et l'espoir que ce qu'elle considérait comme une spoliation ne serait pas maintenu ! Toutefois rien ne prouve qu'elle ait fait des démarches sous l'Assemblée Législative, la Convention, le Direc-

(1) *Archives Parlementaires*, 1^{re} série, tome XI, page 20.

toire et le Consulat pour faire modifier l'état de choses, créé par la Constituante.

Lorsqu'après le coup d'Etat du Dix-Huit brumaire, la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), en instituant les préfets et les sous-préfets, eût fait revivre la centralisation de l'ancien régime, Saintes continua à être le centre administratif du département(1). Mais cette inertie apparente de La Rochelle n'était qu'un feu, qui couvait sous la cendre et qui allait se rallumer à la première occasion propice, en jetant d'éclatantes lueurs.

Quand Bonaparte, Premier Consul, se fit sacrer empereur sous le nom de Napoléon I^{er} par le pape Pie VII (2 décembre 1804), quarante villes de France, dans la personne de leurs maires, furent invitées à assister à cette cérémonie; La Rochelle fut du nombre de ces cités privilégiées. Enorgueillie de cette faveur, elle recommença ses doléances à propos du chef-lieu, alléguant que l'établissement du nouveau régime administratif faisait sentir les inconvénients du maintien de la préfecture à Saintes. C'est en vain qu'elle multiplia les pétitions pour obtenir la réalisation de ses désirs. Depuis 1801 jusqu'en 1807, chaque année le Conseil général de la Charente-Inférieure, soit qu'il fut appelé par le gouvernement à donner son avis sur la question, soit qu'il agit spontanément pour faire échec aux projets des Rochelais, eut le soin de consigner, dans ses procès-verbaux de délibérations, un vœu formel et explicite, résultant de l'opinion générale, pour que le siège de l'administration départementale ne fût pas déplacé, avec invitation au ministre compétent « de se prémunir contre toute demande qui lui serait opposée » (2).

(1) La préfecture occupait les bâtiments de l'ancien évêché, situé en face de l'église cathédrale de Saint-Pierre. On lit, en effet, dans la *Réponse aux deux mémoires, publiée par les députés de La Rochelle sur la proposition de replacer dans la ville de Saintes le chef-lieu du département de la Charente-Inférieure*, à la page 18 : « L'hôtel de la Préfecture, situé dans un beau local avec des jardins très agréables, au centre de la ville, ne laisse rien à désirer... » ; et en note, à la page 19 : « Cet hôtel a servi à la résidence d'un évêque, qui avait 150.000 livres de rentes : il est parfaitement conservé ; il a même été embelli pendant le séjour des préfets ». Il ne peut donc y avoir aucun doute sur le lieu de la situation de cet édifice.

(2) *Mémoire à MM. les Membres du Comité de l'Intérieur au Conseil d'Etat sur la translation de la Préfecture de La Rochelle à Saintes*, Paris, imprimerie de L. Duverger, 1831.

Il y avait dix-huit ans que Saintes était en jouissance paisible du chef-lieu de la Charente-Inférieure, lorsque Napoléon I^{er}, revenant de Bayonne, traversa, au mois d'août 1808, ce département, en compagnie de l'impératrice Joséphine, pour se rendre à Nantes. Il ne s'arrêta, on le sait, que peu d'instant à Saintes (1), tandis qu'il passa un jour entier à La Rochelle, « où il visita, avec beaucoup d'intérêt, le port, le chantier de construction, l'arsenal et les principaux édifices » (2). Pendant son séjour, il aurait fait, dit-on, l'observation que cette ville avait plus d'importance que le chef-lieu du département. Le maire et les notables Rochelais, enhardis, encouragés par les paroles de leur auguste visiteur, n'auraient pas manqué de le supplier de rendre à leur cité son ancienne suprématie, et cette fois avec tant de succès que Napoléon leur aurait « laissé en partant, sinon la promesse, au moins l'espérance de la translation du siège de la préfecture à La Rochelle » (3). D'autres, au contraire, affirment que l'Empereur, qui était rarement expansif dans ses voyages, ne dit plus un seul mot ayant le moindre rapport avec sa première réflexion (4). Pourtant les Rochelais étaient presque à la veille de leur triomphe, grâce à un incident, bien futile au fond, mais qui, d'après une tradition, fut la cause déterminante de la réussite de leurs démarches.

Voici le fait : L'ancien député aux États Généraux, Michel-Louis-Etienne Regnaud, de Saint-Jean d'Angély, devenu ministre d'Etat et comte de l'Empire, ayant été nommé président du collège électoral de la Charente-Inférieure, était arrivé à Saintes, dans les premiers jours du mois de décembre 1908. C'était un grand personnage tant par ses hautes fonctions et dignités

(1) Voir notre opuscule, *Napoléon I^{er} à Saintes*. La Rochelle, Noël Texier, 1910.

(2) A. Gautier, *Précis de l'histoire de La Rochelle*, page 46. La Rochelle, G. Mareschal, 1846.

(3) L. Delayant, *Histoire des Rochelais*, t. II, page 284. La Rochelle, A. Siret, 1870.

(4) *Translation du chef-lieu de la Préfecture à La Rochelle*, par H. D., dans l'*Union*, de Saintes, des 24 et 27 juin 1847. A l'appui de cette dernière opinion on peut citer ce passage d'une lettre écrite, le 14 août 1808, par M. le comte de Brémond d'Ars, l'ancien député de la noblesse aux Etats généraux, alors maire de la commune de La Chapelle des Pots, à son fils Théophile, lieutenant au 21^e régiment de chasseurs à cheval, depuis général : « La Rochelle a demandé la préfecture ; mais ils ont été évincés de leur injuste prétention. » (*Revue de Saintonge et d'Aunis* du 1^{er} janvier 1901, page 55).

que par la faveur dont il jouissait auprès de Napoléon, qu'il avait connu intimement en Italie, alors que celui-ci était encore le général Bonaparte et qu'il avait secondé avec zèle dans ses desseins ambitieux lors du coup d'Etat de Brumaire. Aussi tous les fonctionnaires et la plupart des notables de la ville s'empressèrent-ils de lui offrir leurs hommages. Regnaud était accompagné de son épouse, Laure Guesnon de Bonneuil, l'une des femmes les plus remarquablement belles de la capitale. Est-ce parce que M^{me} Regnaud passait à tort ou à raison pour avoir conquis par ses charmes le cœur du moderne César, vainqueur des peuples et des rois, que les dames de la première société ne jugèrent pas à propos de lui faire visite ? Elles se vantèrent même, paraît-il, de cette détermination, qui fut extrêmement sensible à la comtesse. Elles allèrent plus loin. Un bal, ayant été donné à l'hôtel de la préfecture ou dans les salons du receveur général des finances Titon, en l'honneur de M^{me} Regnaud, et celle-ci s'y étant présentée « en costume de cour, c'est-à-dire en robe décolletée, au point de montrer les épaules entières dans leur blanche et lascive nudité » (1), les dames saintaises, blessées dans leur pudeur par cette exhibition, toute nouvelle pour elles, se retirèrent de la soirée en signe visible de leur improbation, au vif mécontentement de la favorite de

(1) *Appel aux citoyens de la Charente-Inférieure afin d'obtenir le rétablissement de la Préfecture à Saintes, centre du département*, page 11. Rochefort, imprimerie de E. Derussat, 1844. Cette brochure, parue sans nom d'auteur, serait du publiciste E. Sers. Le *Courrier des Deux-Charentes*, du 30 juin 1864, dans un article anonyme, dû probablement à la plume de son rédacteur en chef, M. P. Conil, a mis en doute la véracité du fait, rapporté par Sers, et « qui n'est pas consigné dans les annales du département ». Massiou, qui ne parle que d'une manière incidente (encore n'est-ce pas à sa place chronologique), de la translation de la préfecture à La Rochelle, admet que cette mesure fut prise « pour punir les bourgeois de Saintes d'une avanie qu'ils avaient faite dans un bal à la comtesse Regnaud de Saint-Jean d'Angély. » (*Histoire de la Saintonge et de l'Aunis*, tome VI, page 442 ; Saintes, A. Charrier, 1846). La version, qui précède, semble encore corroborée par le passage ci-après d'une *Adresse au ministre de l'Intérieur*, présentée en 1818 par les membres du Conseil général de la Charente-Inférieure, favorables au retour de la préfecture à Saintes : « Nous ne parlerons pas des causes secrètes qui amenèrent ce changement inattendu (sa translation à La Rochelle) : pour l'obtenir l'intrigue trouva un puissant appui dans le ressentiment » (page 2). Enfin, notre collègue, M. Tortat, juge au tribunal civil, nous a assuré que M. le baron Eschassériaux, ancien député de Saintes, aurait affirmé devant lui l'exactitude de l'affront subi par M^{me} Regnaud, et de ses conséquences funestes pour notre ville.

Napoléon. Regnaud, instruit du double manque d'égards dont son épouse avait eu à se plaindre, en aurait été tellement irrité qu'il dit hautement que les Saintais méritaient de perdre le siège de la préfecture pour avoir reçu si mal « un conseiller d'Etat, délégué de S. M. Impériale ». Le propos n'aurait pas tardé à être connu à La Rochelle (1). En ce temps-là, cette ville avait pour maire un ancien négociant du nom de Paul Garreau (2); c'était un calviniste énergique, d'un caractère persévérant, fait pour aplanir les obstacles. Il promit à ses administrés et se promit à lui-même de consacrer sa vie entière, s'il le fallait, à faire obtenir à leur cité la réparation de l'injustice dont, à son sentiment, elle avait été victime. Il partit pour Paris, porteur d'une pétition, tirée à de nombreux exemplaires, où étaient exposés les droits « incontestables » de La Rochelle à la réintégration de la préfecture, car on ne voulait pas employer le mot « translation ». Des rapports s'établirent entre l'ardent M. Garreau et le comte Regnaud, dont persistait la colère contre les Saintais. Ce dernier qui, malgré tout, n'avait peut-être donné aucun avis relatif à la demande des Rochelais, fut, néanmoins, pour leur premier magistrat municipal, un auxiliaire précieux parce qu'il lui facilita les moyens d'avoir des entretiens assez fréquents avec M. de Montalivet, ministre de l'intérieur. Garreau ne laissait pas non plus échapper une occasion de remettre à l'Empereur, toutes les fois que les circonstances le lui permettaient, sa fameuse pétition, espérant toujours que le succès couronnerait ses efforts. Les mois s'écoulaient et rien ne se décidait, car Napoléon n'aimait pas les changements en matière administrative; cependant le tenace Garreau ne se décourageait point. Sur ces entrefaites, l'Empereur, qui venait de contracter mariage avec Marie-Louise (11 mars 1810), voulut visiter, en compagnie de la nouvelle impératrice (3), les départements formés de la Belgique et de la Hol-

(1) *L'Appel aux citoyens*, page 12, prétend que « le bal le plus brillant fut offert, à son tour, par la patrie de Jean Guiton à l'épouse du favori de Napoléon, et que les « élégantes femmes rochelaises, d'une chasteté moins ombrageuse que celle des dames saintaises, loin de se scandaliser des modes de la cour, les rivalisèrent, au contraire, à l'aide du ciseau des plus habiles tailleuses, mis, sur-le-champ, en réquisition. » Nous laissons, bien entendu, à Sers toute la responsabilité de ce récit.

(2) Garreau était maire depuis le 2 germinal an XI (23 mars 1803); il le resta jusqu'en octobre 1815.

(3) Rapportons une anecdote, aussi amusante que peu connue, concernant

lande. Garreau n'hésita pas ; il prit la poste et suivit le souverain comme s'il était attaché à sa maison. Celui-ci, s'étant arrêté à Bruges et ayant accordé une audience aux autorités du département, aperçut, avec quelle surprise ! au premier rang l'infatigable solliciteur. Le dialogue suivants'engagea alors, dit-on, entre Napoléon I^{er} et Garreau : « Ah ! voilà encore M. le maire de La Rochelle ! — Oui, sire, qui vient vous demander un grand acte de justice, la réintégration du chef-lieu de la préfecture de la Charente-Inférieure à La Rochelle. — Il faut en finir avec vous. Montalivet, dit le monarque, en s'adressant à son ministre de l'intérieur, vous me débarrasserez de M. le maire de La Rochelle en me faisant signer demain, avant mon départ, un décret qui établira le chef-lieu de cette préfecture à La Rochelle. » Puis se tournant vers Garreau, il ajouta : « Etes-vous content, Monsieur le maire ? — Oh ! très content, sire, et très reconnaissant. — A la bonne heure » (1). Et Garreau, au comble de ses vœux, reprit en triomphateur le chemin de sa cité où il apporta la bonne nouvelle. Dès le lendemain, conformément à la promesse impériale, paraissait le décret que nous rapportons :

« Au Palais de Bruges, le 19 mai 1810.

« Napoléon, etc...

« Avons décrété et décrétons ce qui suit :

« A dater du 1^{er} juillet 1810, le siège de la préfecture et de l'administration de la Charente-Inférieure sera transporté de Saintes à La Rochelle.

« Napoléon » (2).

ce voyage. En traversant une petite localité des Fays-Bas, Napoléon passa, avec sa jeune femme, sous un superbe arc de triomphe sur lequel étaient inscrits ces deux vers, que Dorat-Cubières aurait pu revendiquer :

Il n'a pas fait une sottise

En épousant Marie-Louise.

L'Empereur rit beaucoup de ce trait d'esprit néerlandais, et, en faisant cadeau d'une tabatière d'or, ornée de son chiffre, au bourgmestre, il lui dit :

Quand vous y prendrez une prise

Vous songerez à Marie-Louise.

(1) *Translation du chef-lieu de la préfecture à La Rochelle*, par H. D. (Union du 27 juin 1847). L'auteur a déclaré tenir les détails de cet entretien de l'intéressé lui-même. « Quant à la fidélité du dialogue, fait-il observer, je peux certifier que, l'ayant entendu répéter par M. Garreau dans les mêmes termes, à peu près dix fois par an, pendant quatre années, je serais malheureux si ma mémoire me trahissait dans la circonstance. »

(2) *Bulletin des lois*, 4^e série, tome XII, page 410, n^o 288, 5464. La Rochelle

Ainsi « pas de motifs émis, pas le moindre considérant qui explique la rigueur de cette mesure : *Je l'ordonne!* signé Napoléon, et l'acte est irrévocablement consommé » (1).

« La considération des intérêts de Saintes ne put arrêter l'Empereur, a dit un écrivain rochelais. Cette ville, à la vérité, était le centre géographique du département, mais La Rochelle en était le centre commercial et politique » (2).

Toutefois le chef-lieu judiciaire était maintenu à Saintes ; c'était une reconnaissance tacite de l'avantage de la centralité et une espèce de consolation qu'on lui laissait dans le malheur qui la frappait.

(A suivre).

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

II

EUGÈNE PELLETAN

L'HOMME ET L'ŒUVRE

(D'après des documents inédits.)

La biographie que M. Edouard Petit vient de donner au public, copieusement documentée d'extraits des œuvres de Pelletan, pourrait avoir un sous-titre : *Un politicien mystique au XIX^e siècle*. C'est une figure saintongeaise peu connue et peu étudiée qui n'avait encore tenté personne. Il s'agit d'un ancêtre « qui semble, dit M. Buisson, dans sa préface, à ceux de ma génération plus près de 1848 que de nous ». Le monde marche, en effet, disons plutôt vole terriblement vite, et nous nous demandions sérieusement, à la fin du volume, si Pelletan, revenu parmi nous, ne serait pas, à l'heure actuelle, l'excommunié de certaines églises républicaines, si même il serait encore prophète en son pays.

paya ce cadeau de la préfecture en déployant un grand enthousiasme et surtout un grand luxe dans les fêtes auxquelles donna lieu la naissance du Roi de Rome. « Le maire de la ville et deux députés assistèrent au baptême de cet enfant (1811). Ces fêtes durèrent plusieurs jours et la commune oublia, pour ces grandes circonstances, l'épuisement de ses finances. (M. E. Réveil-laud, ouvrage cité, page 531, note 3).

(1) *Appel aux citoyens de La Charente-Inférieure*, page 9.

(2) A. Gautier, ouvrage cité, page 47.

Pierre-Clément-Eugène Pelletan est essentiellement saintongeais d'origine. Né le 29 octobre 1813 à La Barraque au Maine-Bertrand, hameau au nord de Royan, commune de Saint-Palais-sur-Mer, de Etienne-Achille Pelletan, notaire puis juge de paix et d'Elisabeth-Jeanne Jarousseau, fille aînée du pasteur du Désert dont il devait célébrer la mémoire, il avait pour grand-père paternel un médecin d'origine catholique, mais élevé dans la religion réformée, il mourut spiritualiste idéaliste.

Le mari avait « dévoré au moral » la mère, épouse absolument soumise et dévouée. Nourri sur cette « terre marâtre qui a sa beauté prenante et tragique », le mot est de M. Petit, élève à l'école du mulâtre Bellamy à Royan, liseur passionné, destiné par son père à faire un vétérinaire, il fut envoyé, grâce aux instances de sa mère, au collège royal de Poitiers où, pendant six mois, il ne put subir l'internat et dut loger chez un professeur ; il acheva ses études à Pau en 1832. Sa mère s'aperçut qu'on lui avait fait faire, à Poitiers, une première communion catholique, ce qui implique soit une étrange indifférence de l'enfant ou des siens, soit une singulière conception de la liberté du père de famille par l'université de la Restauration ; on la lui fit refaire sous le rite protestant.

Il fait une année de droit à Poitiers et va le continuer à Paris en 1833 ; le voilà perdu pour l'ouest qui le retrouvera et nous ne le suivrons pas, même à l'aide de l'intéressante autobiographie que M. Petit a tirée de ses ouvrages, *Elisée* entre autres, dans son séjour au milieu du Paris fiévreux des romantiques, où il débute à la *Minerve*, par un article sur *Le Phormium* en août 1836 (1).

Veut-on savoir à quoi tient la destinée d'un homme ? Un jour, il est rappelé par sa mère, en août 1835 ; il va passer ses vacances à Saint-Georges. Il a retenu une place dans un coin de l'impériale de la voiture publique. Près de Poitiers, il croise une femme que d'impérieuses raisons de famille obligent de rentrer chez elle au plus vite et qui supplie les voyageurs de la laisser monter à côté d'eux. Personne ne bouge car la voiture est comble. Eugène Pelletan a pitié de la malheureuse, il descend et la femme grimpe à sa place. Lui continue à pied. Quelques heures après il arrive au relais. Il trouve une foule

(1) Dans cette même revue il a imprimé un article sur *Saintes*, qui a été reproduit par le *Recueil de la Commission*.



EUGÈNE PELLETAN EN 1863

Cliché communiqué par M. A. Quillet, éditeur.

en rumeur. Au haut de la côte, avant d'arriver en ville, les chevaux se sont emportés, la diligence a versé, la femme a été précipitée sur le sol et s'est tuée net. Si le jeune étudiant avait eu le cœur moins sensible, c'est lui probablement qui aurait été victime de l'accident.

A Nohant, où il est précepteur de Maurice Sand, George Sand lui joue des tours pendables (squelette mis dans son lit). Mais il faisait partager ses idées à l'enfant, d'où jalousie de la mère, rupture et échanges de lettres, bien curieuses, voyage en Italie. En mai 1838, il entre à la Presse, et là commence ce qu'on peut appeler son apostolat. Disons de suite que l'idée maîtresse de sa philosophie, de toute sa polémique, c'est le dogme du progrès suscité par la liberté. « Dieu étant la vie universelle, l'homme, en progressant, se rapproche de Dieu ».

Veuf en 1841 de sa cousine Adélie Ardouin, père d'une fillette qui eut pour parrain Lamartine, M^{me} Mocqueris, il épouse, en 1843, la sœur du paysagiste Gourlier, qui lui donna quarante ans de bonheur : quatre enfants sont issus de ce mariage : Camille, né le 23 juin 1846, André, 15 décembre 1848, Denize, 9 octobre 1849, Geneviève, M^{me} Coulon, 6 janvier 1852.

Son premier livre, *La Lampe éteinte*, en deux parties, *Elie Arvert* et *Tibaldo*, est de 1840.

Il commence une campagne contre l'obscurantisme et dans la *Démocratie pacifique* publie : « *Comment les dogmes se régénèrent*. Foi dans le Dieu vivant, dans une justice supérieure à la justice humaine, dans la loi de l'évolution, c'est, dit M. Petit, l'idée directrice qui domine son œuvre, roman, critique, histoire, philosophie ».

De plus en plus il épouse les idées nouvelles ; en 1848, il refuse « d'entrer dans la politique par la porte d'une fonction », échoue aux élections dans la Charente-Inférieure contre Baroche, publie l'*Histoire des trois journées de février*. « Montrons par nos actes, écrit-il, que la République n'est pas exclusion, substitution, interversion de prépondérance, mais qu'elle est fraternité, union, harmonie. » Il avait compté sans les émeutes, l'insurrection de juin et le 2 décembre.

Placé en tête d'une deuxième liste de proscription qui ne parut pas, il luttera constamment, avec la dernière énergie, contre l'Empire. Il publie d'abord des articles de revues : *La profession de foi du XIX^e siècle* ; *Les Morts inconnus* ; *Le Pasteur du désert*, 1855, description de son coin de Saintonge et

biographie de son grand-père Jarousseau persécuté, *Les droits de l'Homme*. « Achéons la création inachevée sur notre planète..., développons le moi humain ». La terreur a décapité la Révolution de son auréole ; *Heures de travail*, 1854, *Le monde marche*, réponse à Lamartine qui attaquait la théorie du progrès ; *La naissance d'une ville*, 1861, application à l'histoire de Royan de cette théorie : Royan est arraché à sa misère par le premier vapeur remontant la Gironde, le *James Watt*.

La nouvelle Babylonne, 1862, protestation contre l'Hausmannisation de Paris, où il se montre dur pour les livres illustrés et les photographies insérées dans les journaux ; *La mère*, 1865, plaidoyer pour l'instruction de la femme préconisée par Duruy, « du Bruit », disaient alors en ricanant les adversaires de droite du ministre (comme la politique rend spirituel !). Il prédit la femme élevée au rang de citoyen : *Nouvelles heures de travail*, 1870, une *Etude sur Condorcet* où nous lisons : « Il fit à la science la part trop large et trop étroite à la littérature ».

Que dirait-il aujourd'hui ?

Il y constate qu'au XVIII^e siècle « le jeune enfant, qu'il se nomme Turgot, Morellet, Loménie de Brienne ou Condorcet, étudie sous la discipline du clergé ; un doigt le touche, une voix l'appelle et il suit l'esprit invisible, sans savoir où, comment, pourquoi, et souvent en désobéissant à toutes les traditions de famille. » On peut se demander à quoi bon alors un monopole de l'enseignement et si Pelletan soutiendrait aujourd'hui ce monopole. « Condorcet, dit-il, ne soupçonna pas la pensée en Dieu qui fait de l'âme humaine une incarnation divine et met un Dieu présent et visible dans toutes les transformations des événements. »

Quel accueil serait fait aujourd'hui à cette profession de foi ?

En 1869, il fait des conférences sur *La femme*, sur Lamartine où il proclame le droit des fils de penser autrement que les pères, sans quoi « l'étude serait une apostasie, car l'étude nous enseigne précisément à corriger l'opinion incomplète de la veille par l'opinion perfectionnée du lendemain. »

Traduit en 1861 devant la dixième chambre pour son article du *Courrier du dimanche* du 3 novembre : *La liberté comme en Autriche*, il se défend lui même ; condamné à trois mois de prison et 2.000 francs d'amende, il voit l'amende payée par la mise en vente d'un seul volume de sa bibliothèque. A Sainte-Pélagie, il accroche à la muraille un pantin qu'il baptise « Polichi-

nelle III ». Combien d'autres politiciens, depuis cette époque, ont dû prêter leur nom au pantin ?

En 1870, une bourgeoise vendéenne disait devant moi : « Ce Gambetta ! Moi, je l'appelle *Grand Bêta* ! » Vous voyez d'ici la finesse du gros rire de la brave femme, bien sûre d'avoir sauvé la France !... Ces pitreries, d'où qu'elles viennent, ne prouvent que la gaminerie foncière, l'enfantillage de la nature humaine, qui remonte à fleur d'imagination même chez les plus intelligents et les plus sérieux.

Il reçoit une lettre de félicitations du libéral Montalembert, et lui répond : « Nous nous entendons sur le fond de la liberté, nous différons seulement sur la forme, il ne saurait y avoir d'abîme entre nous ; il n'y a qu'un intervalle ; la liberté saura bien le combler. »

On n'avait pas, alors, trouvé la jolie formule : « Renversons le pouvoir, nous nous battons après !... » Sur le corps de la patrie, sans doute !

Infatigable, il donne en 1862, *Le droit de parler ; La comédie Italienne* contre l'unité fondée au profit de la maison de Savoie, au lieu d'une république fédérative. « Qu'on ne crée pas sur le mur mitoyen de la frontière une seconde Prusse », parole trop prophétique hélas !

Réélu député de Sceaux en 1863 après une première élection cassée, le 20 janvier 1864, il se plaint, à propos d'un débat sur la liberté municipale, de l'ingérence de l'Etat en toutes choses, proteste au nom de la liberté et de l'initiative individuelle demande « que l'on arrête la *puissance omnivore* de l'Etat, car autrement, vous auriez réalisé je ne sais quel panthéisme social où l'Etat serait tout et l'individu ne serait rien. »

Ne trouverait-il pas que l'individu, actuellement, est peu de choses et l'Etat bien puissant... excepté devant la maison Bonnot, Garnier et C^{ie} et la C. G. T. !

Le 18 mai, protestant contre l'introduction de l'histoire contemporaine dans l'instruction secondaire, il dit : « Nous avons renoncé à une religion d'Etat, eh bien ! n'allons pas la remplacer par une presse d'Etat et par une histoire d'Etat », et il écrit : « Qu'est-ce que l'opinion, sinon le droit également reconnu à chacun de contribuer à la propagande de la vérité ? » thèses peu compatibles avec le monopole universitaire.

Il me semble que tous les partis sans exception pourraient

méditer avec profit ces paroles, s'ils cherchaient la justice et la vérité.

Les Fêtes de l'intelligence et tant d'autres œuvres que je passe.

Le 31 mai, histoire de son élection ; *Qui perd gagne*, 1864, « c'est la Prusse qui a gagné la bataille d'Iéna... Elle y a perdu une armée, mais elle y a gagné la liberté et la liberté lui a donné richesse, science, etc. » Il semble difficile de trouver la liberté en Prusse après Iéna, même après 1815. Il conclut par un hymne à la paix. « L'illusion était forte ! » dit M. Petit. Le grand malheur de notre pays, c'est que des hommes d'imagination, esclaves d'illusions généreuses, prétendent diriger le gouvernement sans avoir corrigé par l'étude de la pratique des réalités brutales le vice fondamental de leur conception : « Le ciel est sur la terre à l'état latent ; il suffit de le croire pour en manifester les délices. »

Le 13 juin 1865, il attaque le cabinet noir ; eût-il prévu les fiches ? et c'est lui qui, au Corps législatif, poussa le cri : « A bas le 2 décembre. »

Aux élections de 1869, il triomphe à Paris, dans la 3^e circonscription, mais échoue dans les Bouches-du-Rhône à cause des campagnes. « Les Arlésiens, dit une note, furieux, allaient, les jours de marchés, attendre les marchands, leur jeter leurs légumes à la tête et leur faisaient rebrousser chemin. » Ce n'est peut-être pas défendre un régime autoritaire que de constater que ceci s'appelle simplement une variété du sabotage ; on n'en était pas à la chaussette à clous. Je doute que l'honnête Pelletan, s'il eût été au pouvoir, eût manqué au devoir de réprimer cette argumentation à coups de poing... Et on aurait bientôt crié : « A bas la tyrannie de Pelletan ! » Et voilà l'éternelle comédie qui paraît échapper à M. Petit, malgré tant et de si cruelles expériences.

N'oublions pas que ce travailleur acharné était peu fortuné ; le voyage en Saintonge eût trop obéré son modeste budget ; la famille en vacances villégiaturait près de Paris.

Signataire du manifeste antiplébiscitaire, il proteste, le 15 juillet 1870, contre la déclaration de guerre ; après avoir hésité il réclame, le 3 septembre, la déchéance de Napoléon III. Porté au gouvernement, forcé par le bombardement de quitter la rue du Cherche-Midi pour se réfugier aux Travaux publics, il vote, selon sa conscience, pour les poursuites, après l'insurrection

d'octobre, et réussit, à Bordeaux, à prévenir une scission entre le gouvernement de Paris et la délégation de province.

Envoyé par les Bouches-du-Rhône à l'Assemblée nationale, il continue ses publications ; c'est, en 1874, *Le 4 septembre devant l'enquête*, « la République, dit-il, ne doit être ni une colère, ni une exclusion. Le parti républicain ne se décerne pas la République comme le monopole d'un parti, n'est pas un vainqueur qui affecte de traiter le peuple français en pays conquis ».

Tout par évolution, rien par révolution, voilà sa devise.

« L'esprit de patriotisme doit imposer silence à l'esprit de parti. »

Belle pensée reproduite en épigraphe par M. Petit à la tête de la quatrième partie de son livre. Parfois la nation s'élève à ces hauteurs ! on l'a vu à Patay ; on l'a entrevu récemment après Agadir ! dans le cours ordinaire des choses, l'humanité est loin d'un si noble désintéressement. Faites donc taire les vanités d'en haut et les basses convoitises d'en bas !

De 1871 à 1875, inscrit à l'*Union Républicaine*, il défend la politique de Thiers dans le *Rappel* et l'*Opinion nationale* ; après le 24 mai, il joue auprès de Gambetta le rôle de conseiller et « témoin du passé assagi par l'expérience » combat l'inamovibilité des juges, sans comprendre qu'il fait du politicien, essentiellement homme de parti, le maître absolu de l'homme qui doit, par essence, demeurer impartial sous l'autorité de la loi. Il se prononce contre le scrutin d'arrondissement. « Plus on localise l'élection, plus on abaisse le niveau de la représentation nationale ; l'esprit de clocher ne nous a jamais paru devoir être le meilleur homme d'Etat. »

Le duc d'Aumale ayant envoyé une part à la souscription ouverte en 1861 pour payer l'amende infligée à Pelletan, un journal prétendit qu'il avait été pécuniairement l'obligé du duc. Le vieux lutteur se réveille : « A vous entendre, le duc n'aurait glissé à mon nom sa souscription particulière dans une souscription générale que pour prendre hypothèque sur ma conviction républicaine et me faire son otage ? Ma conviction, je le dis sans vanité, est à plus haut prix, et toute la succession des ducs de Bourbon ne saurait la payer. Un pareil calcul étant indigne d'un honnête homme, ce n'est pas moi qu'il atteindrait, c'est le duc d'Aumale. »

Nul, certes, ne doutera de son intégrité et l'attaque était venimeuse, mais avez-vous savouré la cruelle allusion ? Le voilà

réalisé le : « Nous nous battons après. » Ah, la belle chose que la politique !

S'effaçant devant Jules Simon aux élections de 1875, il est élu sénateur par les Bouches-du-Rhône le 30 janvier 1876, lutte contre le gouvernement du 16 mai, devient vice-président du Sénat en 1879, donne des conférences publiques à Saint-Jean d'Angély le 27 octobre 1872 sur l'*Idée de République*, célèbre à Genève, le 1^{er} juillet 1878 le centenaire de Rousseau. « Il n'y a pas, dit-il, pour l'homme un état de nature, par la raison qu'en le faisant perfectible, le créateur lui a repassé son don de création. »

Questeur en 1881, sénateur inamovible le 24 juin 1884 (il fut le dernier sénateur nommé à vie), son activité de polémiste ne faiblira pas. Il publie : *Première aux électeurs*, *Seconde aux électeurs*, 1876 ; *Les uns et les autres*, 1873 ; *Elisée*, 1867 ; *Dieu est-il mort ?* 1883. « Quiconque, dit-il, en appelle à la violence contre la volonté du suffrage universel librement exprimé n'est et ne peut être qu'un factieux ». Il n'avait pas prévu certains syndicats.

Dans *Les uns et les autres*, il exhale de justes et vibrantes colères : « L'Allemagne a fait reculer la civilisation jusqu'au siècle d'Attila. Bismark a dicté une paix qui n'était pas seulement une humiliation, mais qui devait être encore la ruine ; c'est-à-dire que dans ce traité sans pitié il a déposé la douleur immortelle de la France et comme une convention secrète d'un *casus belli* toujours en suspens... Ces souvenirs resteront à jamais sur nos cœurs en traits de feu et les veuves de nos villages incendiés les arroseront longtemps de leurs larmes en filant leur quenouille. »

Je crois que le cœur lui eût saigné bien plus cruellement encore, s'il avait pu prévoir que trente ans après, l'homme qui eut tenu publiquement un tel langage aurait été conquis et traité de réactionnaire. Pauvre sagesse humaine !

Il vitupère la « satanique théorie » de de Maistre faisant l'apologie du bourreau.

Elisée, Voyage d'un homme à la recherche de lui même est en partie une autobiographie, récit de ses voyages en France, en Italie, en Touraine, en Berry. Du haut du Puy de Dôme, il décrit comme une vision de la France. « Ce clocher qui tinte à l'entrée ou à la chute du jour, cette ruine qui grelotte au vent dans sa toison de lierre, cette arche rompue d'un aqueduc où la naïade

absente a depuis longtemps brisé son urne, tout cela me parle en ce moment, tout cela m'enseigne la mystérieuse solidarité de la mort avec la vie, réveille en moi je ne sais quel éternel revenant celte, grec, romain, chrétien... tout cela palpite au fond de nous. » Quelle admirable et profonde poésie !

Dieu est-il mort ? « L'homme est un être religieux. Nous disons plus, il l'est par essence. Il ne peut croire que la prévision de la tombe, qui est une prérogative de son intelligence, ne lui a été accordée que pour faire de sa vie une longue agonie morale et une incessante condamnation à mort. La mort n'a jamais été pour lui qu'une vigie sévère, placée sur la frontière de deux mondes et une invitation à songer à ce qui est au-delà et à ce qui est après. »

Ce livre fut écrit en Saintonge, comme ses plus importants ouvrages ; c'est là qu'il médite et compose ; toutes ses vacances se passent à Royan ou à Saint-Georges, dans la demeure de son grand-père Jarousseau, acquise à force d'économies, réparée en respectant la façade, l'aménagement intérieur, le mobilier, devenue depuis un lieu de pèlerinage des étrangers.

Il était voisin de Frédéric Mestreau, sénateur, et de l'avocat républicain de Saintes Phédora Gaudin. Il faisait avec ses fils de longues courses dans la forêt et cultivait ses plantes, essayant d'acclimater le mandevillea, l'eucalyptus. « J'ai toujours, écrit-il, l'œil fixé sur la plage de Saint-Georges et sur mon mètre et demi de jardin, quand je n'ai pas l'arrosoir à la main, il me semble que je déroge. »

Il y reçoit sa famille, s'intéresse au progrès du pays, à l'école, au cercle de la Ligue de l'enseignement à Royan, pour lequel il quête des livres, écrivant à M. Barthe en 1878 : « Je ne vois dans votre catalogue qu'un livre de trop, il faut au plus vite le biffer. C'est l'ouvrage de Brantôme sur les dames galantes. On pourrait prétendre que notre bibliothèque est une provocation à la débauche intellectuelle. » L'humanité est ainsi faite qu'on n'aurait pas manqué de le dire. Il conseille au maire Garnier l'acquisition de la forêt de Royan pour la ville et s'intéresse à la plantation d'un arbre de la Liberté à Saint-Georges.

Mort d'apoplexie le 6 décembre 1884, dans son appartement de questeur, au Luxembourg, il fut inhumé le 10 à Montparnasse, où les discours furent prononcés par Humbert, Challe-mel-Lacour, Tolain, Jules Steeg, Remoiville, Chalamet, Chau-

vet, adjoint de Royan, le docteur Audoin, conseiller municipal.

Le 1^{er} septembre 1892, on inaugura à Royan, sur le square Botton, sa statue, œuvre d'Aubé. MM. Combes, Garnier, présidents du Comité, Léon Bourgeois, prononcèrent les discours ; M. Victor Billaud récita des vers.

« La génération actuelle ne le connaît plus guère », dit M. Petit. Je crois que, s'il vivait encore, les jeunes, de différents côtés, causeraient plus d'une tristesse et d'une déception à cet homme de 48, patriarche grondeur, auquel nul ne saurait refuser la noblesse et la pureté de sentiments, la sincérité de convictions, la passion du sacrifice.

« Il avait, dit Spuller, toutes les qualités, toutes les vertus attachantes des natures douces en qui l'imagination prédomine sur la raison ; il en avait par contre les défauts et les travers inséparables. Il était passionné, mais exclusif ; il était sensible toujours, mais parfois injuste : il rachetait tout à force de cœur. »

On ne s'en douterait guère : la nature l'avait trahi. Avant de le quitter, je considère, reproduite dans le livre de M. Petit, l'image de cet homme si honnête, si droit, si désintéressé, martyr de sa pitié pour le peuple ignorant et souffrant, et je l'avoue franchement, l'aspect n'en est rien moins que sympathique.

Durété, amertume, voilà ce que nous annonce cette physionomie renfrognée où le large développement du front ne peut corriger l'expression sévère, sombre, agressive, implacable du regard. Cet idéaliste a profondément souffert de la misère humaine, mais semble n'avoir vécu que pour attaquer, déchirer, abattre. On cherche pourquoi, entre tant d'autres polémistes des divers partis, il excite presque seul par son visage cette répulsion instinctive et au fond bien imméritée.

Et l'on se rappelle sa lettre dérobée par Georges Sand : « Je travaillerai parce que je dois valoir ceux que je veux écraser, je travaillerai par mépris des autres ; » à quoi Georges Sand répondait : « Malheur à celui que la douleur porte à la haine. Il ne sera point heureux, il ne sera point aimé. » On se rappelle sa critique de Montalembert : « L'homme religieux... n'a jamais dans le cœur une haine, sur les lèvres une injure. M. de Montalembert, orateur bilieux... » ; ses invectives contre Sainte-Beuve : « Littérateur polype qui a horreur de la beauté et qui a inau-



EUGÈNE PELLETAN (1843)

D'APRÈS L'ORIGINAL DE PAPETY

Cliché communiqué par M. A. Quillet, éditeur.

guré le règne du lieu commun bilieux. » *Bilieux !* il affectionne ce mot. *Quis tulerit Gracchos ?*

Une seule fois dans l'histoire, le Saintongeais s'est soulevé pour un idéal, la Réforme, dans son incarnation la plus austère, le calvinisme. Fils de cette race douloureuse, Pelletan, saintongeais idéaliste (*rara avis in terrâ*) a beaucoup haï... parce qu'il a passionnément aimé.

Les adversaires de Pelletan sont morts comme lui ; la lutte est finie. Quelque grands services que le polémiste ait rendus à l'idée républicaine, je doute que son souvenir suscite dans les âmes futures les sympathies qui accompagneront la mémoire de Michelet ou de Gambetta.

En remerciant M. Petit des excellentes heures que son livre nous a fait goûter, nous l'avertissons que, page 119, Joséphine est dite « la veuve du général Beaumarchais » ; que page 28, il attribue à tort la cathédrale de Chartres à l'évêque Fulbert, mort en 1028, tandis que le monument est des XII^e et XIII^e siècles ; page 26, Adolphe Blanqui est appelé à tort Auguste.

D. R.

III

MOTS LATINS

CONSERVÉS DANS LE LANGAGE POPULAIRE EN AUNIS

Le régionalisme revient à la mode. Les recherches sur nos anciennes provinces ne paraissent plus ni inutiles, ni d'un archaïsme démodé ! Il me semble donc intéressant de relever quelques expressions issues du latin élégant, de la bonne latinité, qui se sont conservées, sans déformation, à travers les siècles, en Saintonge.

Un travail d'ensemble est annoncé sur *les Patois et les Parlers de l'Aunis et de la Saintonge* par M. Georges Musset, avec la collaboration de MM. Marcel Pellisson et Charles Vigen. J'ignore s'ils ont traité cette question.

J'en ai appris les éléments au plus près de chez moi dans la commune de Genouillé, située entre Surgères et Rochefort.

Ce qui me paraît curieux, c'est que quelques-unes de ces formes latines, très pures, sont beaucoup plus élégantes que d'autres, dérivant aussi du latin, passées dans notre français,

mais empâtées. Celles-ci semblent bien provenir d'un patois. Est-il romain, ou gallo-romain ? originaire de l'Italie ou de la Gaule ? Je ne saurais le dire ! Ce serait ici le rural saintongeais qui serait le puriste, et le beau langage patoiserait !

Seger, moissonner, de *seges*, moisson. On le prononce quelquefois mal, et de façon à laisser croire que le mot est une corruption de *scier*, couper à la faucille. manière de moissonner très usuelle, il y a quelques années. Le mot français *moisson* est un empâtement de *messis*.

Fener, faire sécher le foin, de *fenum*, foin. Nos mots *faner*, *foin*, sont des empâtements.

Umerolle, rejet d'ormeau, de *ulmus*. Ormeau est une corruption plutôt inélégante.

Aller à l'*aret*, et non à la *raie*, de *aratrum*, charrue. Nous avons en français *araire*. Nos expressions *labour*, *labourer*, ne valent pas le latin *labor*, *laborarer*, dont je ne connais pas de dérivé en Saintonge.

Baculer, frapper avec un bâton, de *baculum*, plus léger que bâtonner, bastonnade. Bâton vient du grec *Βαστος*.

Nous avons encore *mé*. pour *moi*, qui est le latin lui-même ; à *neu*, maintenant, du latin *nunc*, adouci ; *nore*, de *nurus*, bru, belle-fille ; *ouaille*, de *ovis*, employé couramment dans le langage d'Eglise. Notre patois dit *bergosse* pour *brebis*, mais je ne suppose pas à *bergosse* une illustre origine ; *aqueduc*, *aquam ducere*, petit pont sous un chemin pour conduire les eaux d'un bord à l'autre ; en français, ce mot est réservé aux travaux d'art amenant de grandes masses d'eau utiles vers les villes.

Comme les poètes, nous disons *pampres*, rameaux de vignes avec les feuilles : Bacchus couronné de pampres.

Les mots latins ne sont pas le monopole exclusif des Auniens ; et, dans les environs d'Orléans, on dit toujours une *bouelle*, jeune fille, de *puella*, avec cette fâcheuse habitude de changer l'*u* en *ou*. Pourquoi feindre toujours d'avoir de la bouillie dans la bouche ?

Baron A. DE BEAUCORPS.

DOCUMENTS

I

INVENTAIRE DES SÉRIES DÉPARTEMENTALES

DES ARCHIVES NATIONALES RELATIVES A LA CHARENTE-INFÉRIEURE

(1790-1830) (*Suite*)

PREMIÈRE PARTIE. — SÉRIE F 1 B 2 — PERSONNEL ADMINISTRATIF —
1^{er} CARTON

11 vendémiaire IV. — Pétitions demandant le maintien dans leurs fonctions de Busseau, maire de Nuallé, oncle d'émigré, et de Gerbier, maire d'Angliers, beau-père d'émigré.

27 vendémiaire IV. — Démission de Grillon, maire de la Jarrie, parent d'émigré.

17 brumaire IV. — Protestation du citoyen Coullot contre les élections de « Martial de Cocullet » et les intrigues du nommé Archambault Lacroix, qui n'a pu obtenir de certificat de civisme au cours de la Révolution.

27 brumaire IV. — Pétition du sieur Bridouhait aîné demandant la suppression dans les petites communes des commissaires du pouvoir exécutif.

Etat des commissaires du pouvoir exécutif nommés le 26 brumaire IV: Lagarosse ex procureur syndic, près le département; Morin, chef de bureau, à Aunay; Lecomte, ex-administrateur, à La Rochelle (canton); Dely, ex-procureur syndic, à La Rochelle (commune); Audouin l'aîné, à Beauvais; Leriget, ex-procureur, syndic à Saintes; Ardouin, ex-administrateur du département, à Dompierre; Mallet, ex-administrateur, à Ecoyeux; Boisbelleau à Cozes; Roy, ex-administrateur du département, à Saintes (canton), Gautret, ex-administrateur, à Gemauzac; Peruchon (Jean-Lazare), à Saujon; Chouet, officier de santé, au Port d'Envaux; Deviaud-Fleury aîné, ex-administrateur, à Pont-Libre; Marcellat père, ex-administrateur à Ars; Page fils aîné, à Mirambeau; Peligneau fils, ex-administrateur à Jonzac; Mousiou, ex-secrétaire du district, à Archiac; Poitevin, ex-juge de paix, à Pons; Levallois, notaire, à Surgères; Gaurie, notaire, à

Liré; Boichot, ex-administrateur, à Charente; Jouneau, ex-juge de paix, à Marans; Bouju, ex-administrateur du département, à Saint-Martin de Rhé; Pierre Julien de Saint-Leurin (sic), à Mortagne; Texier, ex-avoué, à Tonnay-Boutonne; Foucher, notaire, à Rochefort, (remplacé le 25 pluviôse par Bessière aîné); Barthélémy, ex-procureur syndic, à Saint-Fort; Piconnet, ex-greffier de paix, à Saint-Genis; Chaigneau, ex-administrateur du département, à Saint Savinien; Cristin, à Néré; Lemoine, notaire, à Matha; Maugeais, ex-procureur de la commune, à Lonzay; Mathias Rocquet, greffier, à Loulay; Poitevin, ex-avoué, à Brisambourg; Tixier, à Angély-Boutonne; Maurice, ex-administrateur à Léoville; Morisset, à Château d'Oléron; Botton fils aîné, au Gua; Bednarsky, ex-administrateur, à Royan; Ballaret, fils, ex-secrétaire, à Angély-Boutonne (canton); Berger, notaire à Taillebourg; Pailleron, ex-commissaire national, à Soubise; Ayraud, notaire, à Rochefort (canton); Rignac, ex-administrateur, à Benon; Guillet, ex-juge au tribunal du district, à Marennes (canton); Médas, ex-secrétaire de district, à Montlieu; Vigneau, ex-administrateur du département, à La Tremblade; Georges, ex-administrateur, à Saint-Pierre d'Oleron; Frichon, à Réunion-sur-Dronne; Villefumade, officier de santé, à Montandre; Bart fils, ex-procureur syndic, à Montguyon.

De ceux nommés le 29 pluviôse IV. Rabotteau, à La Rochelle (ville); Texier à Saint-Jean d'Angély (ville); Roche, notaire, à (Léoville; Billon, à Tonnay-Boutonne; Hérault, à La Rochelle (canton); Thomas, à Royan; Rousseau, à la Tremblade, Flornoy Duclosac, à Jonzac.

De ceux nommés le 9 ventôse IV. Delille, ex-maire, à Rochefort (canton); Magne, ex-avoué, à Marans; Sebilleau, ex-administrateur, à Beauvais; Julliot, notaire, à Courçon; Griffon, ex-maire, à la Jarry; Gordon, ex-administrateur, à Pons.

De ceux nommés les 18 et 24 messidor IV. Guérin, à Néré; Pichon Beaupré, à La Rochelle (ville).

27 et 28 vendémiaire IV. — Adresse du département demandant le maintien définitif dans les fonctions de commissaire du Directoire près l'administration départementale, du citoyen Thenard Demoussau, commissaire provisoire.

20 brumaire IV. — Lettre de l'administration du département signalant la difficulté de former les administrations municipales, à raison tant de la difficulté de réunir les assemblées primaires, que du grand nombre des démissions.

Accusés de réception des citoyens nommés commissaires du directoire.

Lettres de démission de Jouanneau, Raboteau, Bednarsky, Fouché, Ayraud, Roquet, Pelligneau.

4 frimaire IV. — Lettre du département transmettant un arrêté de la veille, qui enjoint aux anciennes municipalités de continuer leurs fonctions jusqu'à la constitution des nouvelles.

Etat des fonctionnaires compris dans les catégories frappées par la loi du 3 brumaire IV: Poitevin-Moléon de Saintes, administrateur du département; Thénard du Mousseau, de Montguyon, commissaire provisoire du Directoire exécutif près le département; Chénier du Chêne de Saintes, juge au tribunal civil du département; Tapon du Pinier, de Saintes, juge puis commissaire du directoire près le tribunal; Rivière père, de Saint-Pierre d'Oléron, président de l'administration municipale du canton de Saint-Pierre. Les deux derniers se trouvent dans le cas de l'article 4 de la loi.

7 frimaire IV. — Lettre du département demandant que les jours de réunion des administrations municipales soient fixés au dimanche pour ne pas détourner les membres de ces corps de leurs travaux.

11 frimaire VI. — Lettre du département demandant si ses séances doivent continuer à être publiques, et signalant que, par interprétation de l'article 201 de la Constitution, elles sont actuellement tenues à huis-clos, mode de procéder qui présente de grands avantages.

4 floréal IV. — Rapport du commissaire Lagarosse, sur l'esprit public et la conduite des fonctionnaires du département. Il signale que le voisinage de la Vendée et la vue des maux produits par le royalisme et le fanatisme d'une part, le caractère doux et paisible des habitants d'autre part, ont garanti le département des excès, auxquels on s'est porté ailleurs, que ni l'action révolutionnaire ni la réaction qui l'a suivie n'ont été très longues et très violentes; que si quelques patriotes énergiques ont, lors des dernières élections, été écartés des fonctions publiques, comme agents de la tyrannie de Robespierre, et remplacés par des hommes que l'on pouvait ranger dans la classe des irrésolus, les choix ont généralement porté sur des citoyens d'une moralité irréprochable qui, le gouvernement acquérant chaque jour plus de consistance, se sont ralliés à la constitution. Il rend un témoignage satisfaisant du zèle, de la

moralité, des lumières et de l'assiduité des membres de l'administration centrale, de la conduite et du zèle des commissaires près les administrations municipales, qui, par leur assiduité et leur travail, parviennent à acquérir ou suppléer ce qui leur manque du côté des talents. Il transmet une dénonciation à lui adressée contre Laplanche, agent municipal de Varaise, dont l'immoralité est généralement connue.

19 floréal IV. — Mémoire du citoyen Regnault, de La Rochelle, qui se plaint de l'organisation administrative et judiciaire.

15 thermidor IV. — Lettre du département signalant la désorganisation de plusieurs municipalités et notamment de celle de Saint-Martin de Ré; — autres lettres analogues du 29 thermidor et du 7 fructidor, transmettant plusieurs démissions notamment celle du sieur Guérin, adjoint d'Aulnay, qui l'a faite notifier par huissier et celle du sieur Dèchal, agent municipal de Saujon, qu'il a été impossible de remplacer.

20 fructidor VI. — Démission du citoyen Gordon, commissaire du Directoire à Pons, qui propose pour le remplacer le citoyen Jagault, secrétaire en chef de l'administration du canton.

5 vendémiaire V. — Lettre du citoyen Lemerancier, président du tribunal criminel, faisant connaître que son frère utérin a été déporté en Espagne et qu'un frère de sa première femme a émigré.

30 brumaire V. — Lettre de Deviaud jeune (Eutrope-Anne), qui brigue les fonctions d'instituteur primaire et demande si les citoyens détenus comme terroristes et amnistiés, (ce qui est son cas) sont exclus des fonctions publiques.

4 nivôse V. — Démission de Guérin, commissaire du directoire à Néré, renouvelée le 3 germinal V.

10 nivôse V. — Arrêté de la municipalité d'Aulnay, portant remplacement du sieur Michel, commissaire du Directoire, en exécution de la loi du 14 brumaire relative aux amnistiés.

3 pluviôse V. — Nomination de Bouissieren, comme membre du département en remplacement de Garesché.

15 germinal V. — Lettre du département signalant qu'il est saisi de nombreuses demandes de poursuites dirigées contre les membres des anciennes municipalités à raison notamment de réquisitions de grains faites par eux sous le couvert de l'intérêt public, et demandant si l'article 203 de la constitution leur est applicable.

7 prairial V. — Rapport tendant à la destitution de Le Mayeur, commissaire du Directoire à Saint-Savinien, qui, ayant accepté la procuration de Malbeuf, soumissionnaire de biens nationaux, pour en réaliser la vente, s'est servi de son pouvoir pour faire annuler cette soumission et retirer les sommes consignées par Malbœuf.

9 messidor V. — Protestation du citoyen Hérissé, agent municipal de Saint-Seurin contre les membres des administrations et les commissaires du Directoire qui rédigent des pétitions pour les particuliers.

27 fructidor V. — Arrêté du département suspendant le sieur Chemineau, agent municipal de Fouras qui a troublé dans sa possession l'acquéreur du presbytère vendu nationalement.

4^e jour complet V. — Lettre des représentants du peuple, députés de la Charente-Inférieure, au Directoire, rappelant que le parti républicain a été opprimé dans la commune de Saintes, que, dans la nuit qui a suivi la réception de la nouvelle du 18 fructidor, on a encore entendu dans les rues le chant « homicide » du Réveil du Peuple, qu'une adresse signée en premier par le secrétaire général du département et ensuite par plusieurs employés et par d'autres habitants de Saintes et désapprouvant le 18 fructidor a été envoyée au Directoire, que, par sa proclamation, l'administration elle-même ne s'est pas prononcée, et demandant en conséquence la destitution de ses membres et leur remplacement par les citoyens Baudry, Bouissieren, Barthélémy, Joyeux et Roy, ainsi que le renvoi à Saintes d'une compagnie de volontaires qui y était précédemment en garnison.

22 fructidor V. — Proclamation du département portant à la connaissance des citoyens les événements du 18 fructidor sans les apprécier et signée J.-J. Jouneau président, Aubel, Baudry, Poitevin-Moléon, administrateurs, Lagarosse, commissaire du Directoire, Deschamps, secrétaire général.

6 floréal V. — Adresse des citoyens Bouissieren, président, Baudry, Barthélémy, Flornoy, Lériget, administrateurs, aux directeurs, pour les remercier de leur confiance, signée Roy, secrétaire général.

18 nivôse VI. — Accusé de réception des arrêtés nommant Lériget et Flornoy administrateurs au lieu de Joyeux et Roy, qui nommés le 3 vendémiaire n'ont pas accepté, en conséquence de la désignation qui en a été faite le 27 vendémiaire par les autres membres du département.

Dossier transmis par le ministre de la police au ministre de l'intérieur et tendant à établir l'esprit contre-révolutionnaire des administrateurs destitués le 3 vendémiaire VI; on y relève notamment une lettre écrite le 16 ventose à l'administration municipale de Saintes et déclarant qu'il n'y a lieu d'exiger aucun serment des citoyennes Mareuil, Charbonnier, Saint-Georges, de Manes et La Magdeleine, appelées par le vœu général des habitants au service de l'hospice civil, une dénonciation contre Deschamps, secrétaire général, par Lemaitre « défenseur de la patrie », l'accusant d'avoir voulu rétracter son serment et d'avoir menacé de destitution les quelques commis patriotes de l'administration.

7 vendémiaire VI. — Protestation des citoyens Billotte, ex-président, et Aubel, ex-administrateur, contre leur destitution, relatant les prétendus troubles survenus dans la commune de Saintes, qui ont simplement consisté en sérénades offensantes pour plusieurs citoyens dans la nuit du 10 au 11 thermidor et du 22 au 23 fructidor et expliquant que le départ de la garnison de 40 grenadiers était dû à la réduction du nombre des prisonniers anglais qu'ils étaient chargés de garder, et qu'ils n'ont point destitué deux officiers supérieurs de la garde nationale de Saintes, qui ont simplement donné leur démission à raison des protestations soulevées par leur élection.

3 brumaire VI. — Propositions faites par Lagarosse de nommer commissaires du directoire Vanderquand à Saintes-ville, Vallet à Jonzac, Mesnard à Soubise, de destituer les commissaires Pichon-Beaupré de La Rochelle-ville et Maisonneuve de Rochefort-canton et de les remplacer respectivement par Beraud commissaire à La Rochelle-canton, qui sera remplacé lui-même par Grabeuil, et par Texier, pharmacien, ex-maire de Rochefort.

21 brumaire VI. — Proposition de nommer Boichot commissaire à Rochefort-ville au lieu de Guérin, non acceptant.

9 et 17 frimaire VI. — Arrêtés de nomination pris conformément à ces propositions, sauf en ce qui concerne le citoyen Vallet remplacé par le citoyen Dauteville.

1 frimaire VI. — Lettre du département annonçant que de nombreux membres des administrations municipales démissionnent.

(A suivre.)

YVES HEURTEL.

II

MINUTES DE NOTAIRE

NOTES DE LECTURE.

1692. — Daniel Dubois, écuyer, seigneur de Châteaulin, mari de Anne de Poulignac. (Minutes de DALIDET.)

1772, 25 novembre. — Contrat de mariage de Jacques-Alexandre Dubois, écuyer, lieutenant dans la légion de Flandres, fils de feu Auguste Dubois, seigneur de La chatellenie de Landes, et de Charlotte Colin, avec Marie-Anne Gobeau, fille de Jacques Gobeau de l'Amour, seigneur de La Canarde, et de feu Marie-Anne Duplais-des-Touches, avec le consentement pour J.-A. Dubois : sa mère ; Jacques-Alexandre Dubois, frère aîné, chevalier de Landes, capitaine au régiment d'Orléans-dragons, chevalier de Saint-Louis ; Jacques-Alexandre Dubois, seigneur de Pelloille, oncle, ancien capitaine au même régiment ;

Pour M. A. Gobeau : son père ; Jean Gobeau de Lagrange, seigneur des Raimonneries, oncle ; maître Antoine Duplais-des-Touches, notaire, Jean François Duplais, conseiller, chanteur pour le roi, oncles ; Léontine Pinard, femme du dit Duplais ; René, Antoine, Jean Jacques et Louis Duplais, cousins ; Jean-Baptiste Gobeau, Marie Angélique Etourneau, veuve de Jean de Méchinnet, seigneur du Cochet, François de Méchinnet, Marie de Méchinnet, cousins ; Marie-Madeleine Berry, cousine, femme de Charles Boudeins de Van der Bourg, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine d'infanterie ; Philippe-Auguste Vieuille, cousin, conseiller au présidial ; Henriette-Adelaïde Vieuille, cousine, fille dudit (Minutes de SENNÉ.)

1608, 22 mai. — Sommation par Daniel Debure, religieux de l'ordre des frères prêcheurs, secrétaire du couvent, à Catherine Caillect, veuve de Dominique Dubourg, de payer ce qui est dû au couvent pour les funérailles, sépulture, enterrement, service dudit enterrement, service d'octave, célébration d'une messe basse pendant un mois entier.

(Minutes de SANSON.)

1611, 15 janvier. — Catherine Caillet, veuve de Dominique Dubourg, docteur en médecine, à présent femme de Samuel Frétard, écuyer, sieur d'Anvilliers.

Dominique Dubourg, conseiller, maître des requêtes de la reine Marguerite. (Minutes de SAINSON.)

1620. — Joachim Dubourg, sieur de Salignac, avocat.

1611, 1630, 1632. — Joachim Dubourg, receveur des tailles en l'élection de Saintes.

1633, 1^{er} janvier. — Marguerite-Marthe Dubourg, veuve de Jean d'Arnoulx, écuyer, sieur de Boisroche, à présent femme de David de Ponlevain, écuyer, sieur de Boisroche, oncle maternel de Jacques Aymar.

1635. — Françoise Dubourg, femme de Adam Berjonneau, lieutenant particulier, assesseur civil et criminel.

1635. — Joachim Dubourg, sieur de La Brunette, receveur des tailles.

1639. — Françoise Dubourg, femme d'Adam Berjonneau, écuyer, sieur des Brousses, ci-devant conseiller..., père et mère d'Etienne Berjonneau, avocat.

1647. — Dominique Dubourg, docteur en médecine, père de Marie, religieuse à l'abbaye, il lui avait constitué 200 livres de pension viagère le 9 mai 1600. (Minutes de CASSOLET.)

1653, 2 août. — Marguerite Marthe Dubourg (sœur de feu Marie Dubourg, religieuse) veuve de David de Ponlevain, seigneur de Boisroche.

Même année. — Marguerite-Marthe Dubourg, veuve de Jean Arnaud, écuyer, seigneur de Boisroche, et de David de Ponlevain, seigneur de Saint-André, demeure à Saint-André.

(Minutes de RICHARD.)

1659, 16 décembre. — Testament de Joachim Dubourg, échevin, mari de Marie Berthus, père et mère de Jean-Baptiste, Gaston, Charlotte et Joachim (Minutes d'HEMERY.)

Ouverture le 22 décembre. — Inventaire.

1660, 6 mai. — Marguerite-Marthe Dubourg, veuve de David de Ponlevain, seigneur de Boisroche, transporte à Jeanne Dubouchéys, veuve de Etienne Dussault, conseiller au présidial, 732 livres sur Renée Urvoy, dame du Perou-Lauron.

1663, 28 juin. — Marie Berthus, veuve de Joachim Dubourg, receveur des tailles, tutrice de Joachim et de Charlotte.

Pierre Dubourg, sieur de Porcheresse, échevin, Jean-Baptiste-Gaston Dubourg de Feran, demeurant à La Marotrie, paroisse de Saint-Savin de Taillebourg, héritiers du dit feu leur père (Minutes de GASQUET).

En 1693 Pierre et Joachim sont dits morts.

Devant Gasquet, notaire à Xainctes, le 16 avril 1665, fut dressé le contrat de mariage de François Dubourg de Farnoux, écuyer, seigneur de Dion, avocat en la Cour, fils de défunt Dominique Dubourg, conseiller du roi au parlement de Bordeaux, et de Catherine de Farnoux, demeurant au dit Dion, paroisse de Cherac. et de Marie-Madeleine Mauchen, fille Madeleine Daudenet, veuve de Mathieu Mauchen, conseiller du roi, magistrat au présidial de Saintes, lieutenant criminel de robe courte.

De l'avis et consentement de Cosme Béchet, avocat au parlement de Bordeaux, pair échevin de Saintes, pour le futur.

Et pour la future:

René Mauchen, sieur de la Boucauderie, son frère, Laurent Daudenet, sieur de Lorantière, conseiller, commissaire à faire les monstres aux prévost et vissénéchal de Saintonge, Jean Daudenet, sieur du Chailleau, conseiller du roi, élu de Saintes, ses oncles ; François de Jouye, chanoine de Saint-Pierre, son cousin ; Pierre Paillot, conseiller du roi, élu, oncle par alliance ; Jean Daudenet, sieur de la Touche et la Salle, oncle.

Signent en outre : Charles de La Chambre, de Nort, Alaric du Hamel, du Mirat.

Ce contrat a donné lieu à contestation à cause d'une rature qui se trouve au bout du nom de Joseph Dubourg-Farnoux, conseiller à Bordeaux (frère).

Le notaire Gasquet a exposé dans un acte annexé au contrat que s'étant, sur les instances de François Dubourg, transporté avec lui chez M. Béraud, lieutenant particulier, au Pérou, pour lui faire signer son contrat de mariage, Béraud s'y refusa.

« Le dict sieur de Dyon fut indigné, lequel avec le dit Gasquet estant sorti de la maison, montéz à cheval pour s'en retourner en la ville de Saintes, icelluy sieur de Dyon par force et violence ayant le pistolet à la main le mist à la gorge du dict Gasquet auquel il lui hosta le contract, du ravissement et enlèvement duquel le dict Gasquet en auroit porté sa plainte à la cour présidiale, qui lui aurait octroyé acte » et permis d'informer.

Au cour du procès, on découvrit la rature, Dubourg obtint un jugement de condamnation contre le notaire qui porta en appel l'affaire au parlement de Bordeaux. Alors intervint une transaction.

1667, 8 juillet. — Joseph Dubourg-Farnoux, seigneur de La

Béraudière et en partie à Sainte-Leurine, conseiller au parlement de Bordeaux d'une part, et François de Raflou, avocat au parlement de Paris, fermier de la terre de Clan et dépendances, appartenant à Isabelle-Angélique de Monmorency dame de Mecklenbourg, Clan et autres places « lesquelles parties ont convenu et demeuré d'accord que ledict Dubourg-Farnoulx faisant décréter, comme il est dans le dessein de le faire, la terre et seigneurie de Fontayne appartenant à François de Pollignac, escuyer et relepvant pour les trois quatrièmes parties de la ditte terre et seigneurie de Clan, ledict sieur Raflou audict nom a promis quitter, comme il quitte par ces présentes, audict sieur Dubourg-Farnoulx les lotz et vantes qui lui pourroient estre deubz en la ditte qualité de fermier à raison du décret qui pourra intervenir pour les dicts biens à raison de un pour vingt, quoyque les dicts lotz et vantes se payent ordinairement dans la province de Saintonge à raison de six vingt, moyenant lequel payement sy dessus accordé à la susdittte raison de un pour vingt le dit Raflou sera tenu de donner quittance au dict sieur Dubourg-Farnoulx des dicts droitz de lotz et vantes par entier, sans laquelle convention le dict sieur Dubourg-Farnoulx ne s'engageroit pas à faire décréter la dite terre de Fontayne.

1674. — François Dubourg, mari de Marie-Madeleine Mauchen; ils s'étaient mariés le 16 avril 1665.

1678. — Pierre Dubourg, sieur de Porcheresse, maire.

1679, 24 janvier. — Pierre Ocqueteau, conseiller au présidial loué à Marie Renard, veuve de Dubourg de Ferrand, une maison rue des Prisons. (Minutes de GILLET.)

1681. — Joachim Dubourg, receveur des tailles.

1682, 7 février. — Mariage de Joachim Dubourg, seigneur de La Brunette, fils de Joachim, receveur des tailles, et de Marie Berthus, avec Gabrielle Pitard, fille de Elie, avocat et de Marie Tesnière. (Minutes de DALIDET.)

1682, 26 avril. — Compte. — Joseph Dubourg-Farnoulx, baron de Fontaine, seigneur de La Béraudière et en partie de Sainte-Leurine, conseiller au parlement de Guyenne, logé en la maison de M^{re} Demons, place et paroisse Saint-Pierre — François et Pierre Gua frères, écuyers, seigneurs de La Rochebreuillet et du Bois, agissant pour eux et pour François de La Rochefoucauld, écuyer, seigneur de La Rigaudière, père administrateur de ses enfants et de feue Elisabeth Gua, lesdits

Gua et La Rigaudière ayant succédé à François Gua, écuyer, seigneur de La Rochebreuillet et Marie de La Rochefoucauld, leur père et mère. (Minutes de GILLET.)

1683. — Joseph Dubourg-Farnoux, seigneur baron de Fontayne, conseiller.

François de Polignac, chevalier, seigneur du dit lieu, demeurant à Lhommade, paroisse de Bussac en Montandre.

Henriette François de Polignac, veuve de Jean de Roquart, chevalier, seigneur de Planche, demeurant à Soulier, paroisse d'Exideuil-sur-Vienne en Angoumois.

(Minutes de GASQUET.)

1685. — Charles Dubourg, chanoine à Saint-Pierre, frère de Joseph Dubourg, seigneur de Fontaine, héritier de Joseph Dubourg-Farnoulx, conseiller du roi.

Alias : Ch. Dubourg.... ayant procuration de Joseph Dubourg, seigneur de Fontaine, héritier de Joseph Dubourg-Farnoulx, conseiller

1687. — Arrêté de comptes entre François-Joseph Dubourg, chevalier, seigneur baron de Fontaine, conseiller, demeurant à La Réole, et François de Polignac, seigneur de Bussac.

1688, 23 septembre. — Joseph Dubourg, fils aîné de François Dubourg, écuyer, seigneur de La Cour de Dion, et de Madeleine Mauchen, désirant prendre le parti des armes, et s'en aller aux cadets pour le service du roi, en vertu du brevet par lui obtenu de l'intendant de Guienne, demande à Pierre Paillot, avocat, son curateur, demeurant au Cormier, de « vouloir donner de quoy s'équiper et frayer aux frais de son voyage et de la dépense qu'il lui faudra faire étant dans la compagnie des cadets. » Paillot donne 300 livres et 250 livres de pension annuelle. (Minutes de DALIDET.)

1688. — Pierre Paillot de Boiscaillé, curateur des mineurs de François Dubourg-Farnoulx, écuyer, seigneur de Dion.

(Minutes de DALIDET.)

1691. — François Joseph Dubourg, chevalier, seigneur baron de Fontaine, de La Beraudière, Sainte-Lheurine, conseiller au parlement de Bordeaux.

1692, 16 janvier. — Marianne Dubourg, âgée de 25 ans (acte de baptême du 5 mai 1665, signé Dagez, curé de Taillebourg) sœur de Charlotte, filles de feu Marie Resnard et de feu Gaston Dubourg.

1693. — Joachim Dubourg, chanoine, fils de feu Jean-Gaston Dubourg et de Marie Resnard.

1693. — Louis Dubourg, écuyer, sieur de Saint-Laurent, garde du corps.

1693, 17 avril. — Mariage de Joseph Dubourg-Farnoulx, écuyer, seigneur de Dion et de La Cour, fils de feu François Dubourg-Farnoulx, écuyer, sieur des dits lieux et de Marie Madeleine Mauchen, demeurant à Dion, paroisse de Chérac, avec Jeanne Bibard de La Touche, fille de feu Louis Bibard, sieur de la Touche, et de Marie de Guip.

Pour lui : sa mère ; Pierre Paillot, avocat, son curateur et cousin second ; Marie Dubourg, veuve de François Lebreton, écuyer, seigneur de Faye, conseiller, trésorier, sa tante ; Barbe de Vertamon, veuve de Joseph Lebreton, chevalier, seigneur de Faye, conseiller au parlement, cousine-germaine ; Elisabeth Dubourg, sœur : Daudenet, chanoine.

Pour elle (majeure) Louis Bibard, sieur de La Touche, conseiller, président de l'Election de Saintes, frère ; Georges de Guip, chanoine ; Toussaint de Guip, conseiller, avocat du roi ; Louis Bibard, sieur de la Vallade, conseiller en la maréchaussée de Saintonge, ses oncles.

Signent en outre : Anne Lecomte, de Beaune, Marianne de Beaumont, M. de Pouliac. (Minutes de MARÉCHAL.)

(A suivre).

CH. DANGIBEAUD.

QUESTIONS ET RÉPONSES

QUESTION

N° 820. — M. Pefit, dans son livre *Eugène Pelletan* (p. 26) reproduit le passage suivant d'un *Regard en arrière*, manuscrit inédit d'Eugène Pelletan : « Il (lui, E. P.) se permettait de passer le Pont-Neuf deux fois par semaine pour entendre au Conservatoire des Arts et Métiers le cours d'économie politique professé par Auguste Blanqui (lire Adolphe). Il est vrai que le brillant économiste avait épousé sur les bords de la Charente une Saint-Savinienne de toute beauté. Elle assistait régulièrement aux leçons de son mari, assise au pied de la chaire, la tête penchée, le doigt sur la joue, comme la muse rêveuse de la doctrine du laisser faire et du laisser passer. »

Cette belle charentaise se nommait Louise-Julie Chaigneau. A la mort de son mari, en 1854, elle avait 43 ans. Comme elle a un fils le 8 mars 1837 elle a pu se marier en 1826.

Quelqu'un pourrait-il dire où elle est née, où le mariage a été célébré, et de quelle famille elle était issue.

W. B.

RÉPONSE

N° 819. — L'auteur du *Théâtre de l'Inconstance*, manuscrit de 1610, par Blaise Moulinier sieur de Beauregard, Xaintongeais, jeune escolier philosophe, ne peut être que : Blaise, ou Blaize Moulinier, se titrant sieur de Beauregard, et y demeurant en Saint-Palais de Négrignac, juge sénéchal de Montguyon en 1622, et de Montandre en 1626, 1634, 1642, dont, après la mort, les biens sont adjugés à des créanciers (1652).

Il était fils ou neveu de Pierre Moulinier, marchand de Saint-Palais, auquel Léonor Chabot de Saint-Gelais, seigneur de Montlieu, accorde le 22 février 1597 le privilège de se bâtir une maison forte, avec pavillon, fossés et canonnières (*Recueil Commission des Arts*, XVII, 225). Frère probable de Jean M., avocat, juge sénéchal de Montandre en 1650, 1660, 70, propriétaire du Colombier en Saint-Palais. Père ou oncle de Philippe M., sieur de Beauregard, avocat et juge lieutenant de Montlieu, 1646-1708, propriétaire du Colombier, à partir duquel j'ai pu établir la généalogie de cette vieille famille. Elle se divisa en deux branches, celle du Crut en Saint-Palais, qui compta trois générations d'avocats et juges de Montlieu, et celle de Beauregard, bourgeoise, dont trois descendants en prirent successivement la sieurie jusqu'à la Révolution. Beauregard est d'ailleurs un moulin sur le Lary, partagé et aliéné par la famille vers 1850.

Mais une curieuse coïncidence de précocité poétique chez une jeune fille de quinze ans, Julie de Beauregard, a fait l'objet d'une question analogue dans la *Revue* du 1^{er} août 1907 (XXVII, 276). Cette jeune saintongeaise avait traduit en vers le psaume XXXII, et adressait « le fruit prématuré de sa muse » au *Journal historique sur les matières du temps* de mars 1761 (p. 207), couvrant sa modestie de l'obéissance à son professeur, très versé dans les langues orientales.

L'auteur de la question songe aux Paillot de Bauregard,

mais les sœurs du général Paillot étaient plus âgées que cette Julie et ne portaient pas d'ailleurs le même prénom.

Or, parmi les descendantes du sieur de Beauregard, le poète inédit de 1610, je trouve une Julie Moulinier, née le 22 mars 1746, fille de Charles-François M., 1712-1757, avocat, juge sénéchal de Montlieu, et de Marguerite Thomas, dont l'âge correspond exactement à celui de la poétesse de 1761.

Elle était nièce et filleule de Julie M. religieuse clarisse à Saintes, professe en 1732, procureuse du couvent en 1750-58, et vivante en 1776, époque où la nièce épousa Claude Fauconnier, bourgeois (1731-1804), d'où une nombreuse postérité.

Une de ses arrière-petites filles, Marie Chassaigne, a épousé en 1876 M. François Pinasseau, notaire à Saintes, un de nos plus anciens confrères.

Il serait donc assez naturel de l'identifier avec la jeune polyglotte de 1761, mais je pourrais y faire quelques objections, qui m'ont empêché de répondre à la question posée en 1907 :

1° Le nom de Julie de Beauregard ne lui conviendrait qu'à demi car le domaine et le titre appartenaient alors à son oncle Blaise M... (1729-1783). Il est vrai que signer M^{lle} du Crut eût été moins euphonique, et que près d'un siècle plus tard, l'avocat parisien Dupont dit de Bussac, sous-commissaire du gouvernement provisoire à Jonzac et député à la Constituante de 1848 eût dû s'appeler Dupont de Bédénac, les 600 journaux de landes qu'il avait acquis, pour avoir des intérêts en Saintonge, étant situés dans cette dernière commune, et non pas en celle voisine de Bussac ;

2° La famille n'a pas conservé la tradition de ce talent poétique ; la petite fille de cette M^{me} Fauconnier morte seulement en 1830, M^{me} Benoist, d'Ozillac, décédé en 1910, qui l'avait connue dans son enfance, n'en avait pas entendu parler ;

3° Enfin, cette Julie Moulinier, après le décès de ses père et mère en 1774, fut chargée par son frère et ses deux sœurs d'administrer leurs biens communs et j'ai retrouvé le journal de ses recettes et dépenses écrit de sa main. Ce registre est d'une plume assez peu exercée, et d'une orthographe souvent fantaisiste ; elle écrit : vain blanc, o de vie, des quauchons, un morso, une messe de recuiem à Sinpales, etc. Si ce mandat fait l'éloge de la jeune comptable, il s'accorde assez peu avec l'idée d'une femme poète et polyglotte, prodige admirée et imprimée à quinze ans.

CH. VIGEN.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE JUIN

AVIS ET NOUVELLES : Réunion du Bureau, Création d'une caisse des monuments historiques, Pont sur la Seudre.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL : *Décès* : MM. Babinot, L. Depont, Horric de Beaucaire, De Jarnac de Garde-Epée, Vercheval, Mongrand, abbé Armand, Vincens — *Mariages* : Bignon-Dutard, Genève-Landry, Laurenceau-Planty, de Mornac-Desmiers de Chenon.

VARIÉTÉS : *La Préfecture à Saintes*, par M. Guérin ; *Notes d'épigraphie d'histoire et d'archéologie*, par M. Pommereau.

DOCUMENTS : *Inventaire des séries départementales des archives nationales*, par M. Yves Heurtel.

QUESTION : Les arbres du vœu de Louis XIII.

LIVRES ET REVUES : *Les débuts de la Réforme en Guyenne* ; *Bulletin archéologique du Limousin* ; *Bulletin historique et philologique*.

BIBLIOGRAPHIE.

AVIS ET NOUVELLES

Le bureau s'est réuni le 28 avril. Il a entendu lecture de la correspondance échangée entre M. Delavaud et M. Dangibeaud au sujet de l'impression des lettres de Begon. M. Delavaud a fait connaître que, contrairement à ses prévisions, il n'est pas encore prêt à livrer le manuscrit en état d'impression, une mission officielle, des recherches multiples l'obligent à demander un délai de plusieurs semaines encore. M. Delavaud offre en outre de participer jusqu'à une somme déterminée, à l'impression de ce volume.

Afin de laisser toute liberté à l'éditeur responsable de ces lettres très importantes, et lui assurer le temps nécessaire à la rédaction des notes explicatives et biographiques, M. Dangibeaud propose d'imprimer un petit volume de registres paroissiaux de 300 pages environ qui serait distribué en fin d'année. Le volume de Bégon serait donné soit en même temps si, —

chose peu probable, — il était prêt, soit au commencement de 1914. Puis, suivant les ressources disponibles, un second volume de registres serait imprimé en 1914 faisant comme le second fascicule du volume 1913.

Le bureau accepte cette combinaison et vote des remerciements à M. Delavaud tant pour son offre généreuse que pour le soin qu'il apporte à l'annotation du volume dont il s'est chargé. M. Pandin de Lussaudière est désigné pour faire partie du comité de publication à la place de M. de La Martinière, démissionnaire. Le bureau vote l'admission comme membres de M^{me} Mageau, à Royan, de M. le docteur Sottas, à Paris, et de M. Dauchez, à Paris.

Il fixe ensuite le programme de l'excursion (voir au dos de la couverture).

Un article de la loi de finances de 1913 porte création, sous le nom de caisse des monuments historiques, d'un établissement public ayant pour objet exclusif de recueillir et de gérer des fonds affectés à la conservation des immeubles ou des meubles classés conformément à la loi du 30 mars 1887 et de l'article 16 de la loi du 9 décembre 1905.

Les ressources de cette caisse comprennent : les subventions de l'Etat, des départements et des communes avec affectation spéciale ; les dons et legs ; les versements effectués à titre de souscriptions individuelles ou collectives ; l'intérêt des fonds appartenant à la caisse ; toutes autres ressources qui pourraient lui être affectées par la loi.

Indépendamment de cette caisse, il en est créé une autre ayant pour objet de faciliter l'exécution des travaux d'entretien, grosses réparations ou réfection des édifices ou monuments non protégés par la loi du 30 mars 1887 et appartenant à l'Etat, aux communes et aux établissements publics.

Lorsque cette caisse des édifices et monuments publics, lorsque des particuliers, les associations visées par la loi du 1^{er} juillet 1901, les associations ou les ministres des cultes visés par l'article 6 de la loi du 2 janvier 1907 sur l'exercice public du culte offriront à une commune de réparer à leurs frais une église ou un temple, la commune sera tenue de passer à cet effet une convention écrite avec les auteurs de la proposition, et de laisser procéder, sous leur direction et sous la surveillance de l'architecte départemental, à l'exécution des réparations.

Le montant de la dépense forfaitaire, évaluée par l'architecte départemental, devra être versé, préalablement à tout commencement d'exécution, à la caisse des dépôts et consignations par le représentant des souscripteurs qui auront signé la convention visée ci-dessus. La convention sera annulée de plein droit si les travaux n'ont pas commencé dans le délai d'un an.

Les sommes consignées ne pourront être remboursées qu'aux personnes nommément désignées par une décision de l'architecte approuvée par le préfet. Dans le cas où la commune persisterait dans son refus de traiter avec la caisse des édifices et monuments publics, les particuliers, les associations ou les ministres du culte qui lui auraient fait signifier par officier ministériel leur offre de réparer à leurs frais une église ou un temple, ceux-ci pourront se faire autoriser par le préfet à procéder, sous leur responsabilité, aux travaux de réparation. Dans ce cas, la convention sera passée avec le préfet.

La commune ne pourra justifier son refus que par une délibération tendant à la construction d'un nouvel édifice cultuel, par l'adoption d'un projet à cet effet et par un commencement des travaux dans le délai d'un an.

M. Alexandre, ingénieur des chemins de fer de l'Etat, vient de lancer sur la Seudre (ligne de Royan à Saint-Aignan), un pont tournant symétrique dont la manœuvre peut être faite en quelques minutes, par un seul homme, fut-il même peu valide. Bien que l'ingénieux mécanisme fut déjà employé dans les phares et les observatoires, personne, avant M. Alexandre, n'avait eu l'idée de l'appliquer à la construction d'un pont. Le principe d'après lequel est conçu ce dispositif qui assure la mobilité du pont est tout simplement celui d'Archimède. La partie pivotante est montée sur des flotteurs reposant sur une cuve annulaire remplie de mercure. L'effort nécessaire pour faire tourner ce système sur les galets de roulement se trouve ainsi réduit des trois quarts.

M. le baron A. de Beaucorps a rendu compte dans le *Journal du Loiret* du 4 avril 1913 du congrès de *psychologie expérimentale* et des fameuses expériences sur la vertu de la baguette des sourciers.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le 16 mars est décédé, à Rochefort, M^e Henri Babinot, notaire à Marennes, âgé de 50 ans, cousin de notre confrère M. Babinot, premier adjoint au maire de Saintes, et gendre de M. Joyeux, ancien pharmacien.

LE POÈTE LÉONCE DEPONT

Le poète Léonce Depont est mort le 21 mars 1913, à Surgères, sa ville natale, des suites d'un mal que l'usure et les fatigues de la vie de Paris n'avaient fait qu'aggraver. Il était né le 24 mai 1862. Après ses classes de français, faites à La Rochelle, il partit pour Paris, où il fut d'abord employé de commerce, puis professeur dans une école libre. Ses premiers vers sont négligeables. Il débuta réellement par les *Sérénités*, recueil qui attira l'attention sur lui et que l'Académie couronna. Deux ans après, il publiait les *Déclins*, véritable gageure, composés de sonnets sur cent couchers de soleil différents ; le reste du volume, toujours en sonnets, évoquait les « Etres et les choses ». Vinrent ensuite : *Pèlerinages*, son livre le plus intime et le meilleur ; *Eloge de Victor Hugo* (prix de poésie) ; le *Triomphe de Pan*, et enfin la *Flûte Alexandrine*, paru peu après sa mort.

Le rêve de Léonce Depont était d'écrire des *Géorgiques*. Ce fut son erreur. Pour chanter la nature, il faut la muse de Virgile et non celle de Lucain. La somptuosité, l'abus de l'hyperbole, l'emphase, voilà les écueils de la poésie bucolique. Les a-t-il toujours évités ? Qui l'oserait soutenir, à moins d'être dénué de sens critique et de se griser de mots ?

Il décrit, par exemple, des Glaneuses qui rentrent au village :

Le soir qui les grandit tombe sur leur destin,
Heroïnes sans nom d'obscures épopées,
Elles vont d'un reflet biblique enveloppées,
Scandant leur marche aux coups d'un angelus lointain.

Et plus loin, *Taureaux au labour* :

L'homme grave et hautain, dont la silhouette ample
Semble grandie encor par le soleil couchant,
Depuis l'aube sillonne, inlassable, son champ ;
Et l'astre extasié s'attarde et le contemple.

.

L'irrésistible soc dans la glèbe tenace
Pénètre lentement ; farouches, sculpturaux,
D'un pas majestueux avancent les taureaux
Dont le regard fulgure et dont le front menace.

Enfin, voici des moissonneurs qui reçoivent leur salaire, opération bien ordinaire s'il en fut :

Avec une lenteur grave et presque rythmique,
Ils reçoivent le prix d'un long mois de sueurs.
Et le couchant qui prête au métal ses lueurs,
Transfigurant le geste, exalte la mimique.

On le voit, les choses les plus simples, les plus naturelles ne vont pas sans l'exagération théâtrale. Certes, tous ces vers sont bien frappés, mais le sentiment en est-il juste ? Ouvrez donc Théocrite, Virgile ou André Chénier, voire notre incomparable La Fontaine qui avait un sentiment si profond de la nature : quelle différence ! et quelle géniale simplicité ! Le poète décadent Francis Jammes a écrit des *Georgiques chrétiennes*, qui sont, bien que couronnées par l'Académie, un défi au goût et à la langue française. Si leur auteur avait possédé la virtuosité de Depont, son livre serait un chef-d'œuvre.

Notre ami semble avoir voulu se classer lui-même en intitulant son dernier recueil : *La Flûte Alexandrine*. C'est bien en effet à l'Ecole d'Alexandrie qu'il appartient et qui — Théocrite à part — comptait des poètes d'une habileté consommée, plus soucieux de la forme que du sentiment, et de l'image que de l'idée ; merveilleux diseurs, du reste, auxquels les plus avisés se laissaient prendre, Callimaque ne fut-il pas déclaré supérieur à Virgile ! Léonce Depont fut un descriptif affamé de couleur, de plastique et d'harmonie, un peintre romantique, qui peignait en plein air, il est vrai, mais sous l'influence de Victor Hugo, dernière manière, et de Heredia, c'est-à-dire l'énorme et le somptueux. En revanche, quand il s'inspire des Grecs, il a le goût attique et la mesure, il est parfait. En veut-on la preuve ?

CADENCES

Humble pâtre, déjà le jour tremble incertain,
Accompagne au verger paisible, en notes brèves,
Sur le roseau grossier d'où s'envolent les rêves
La chute des fruits mûrs parmi l'herbe et le thym.

Scande aussi les rumeurs du vent frais et lointain
Qui croit, pareil au bruit de la mer sur les grèves.
Il faut à nos douleurs d'harmonieuses trêves,
Et cette aube candide annonce un doux matin.

Viens. Soit que la cavale au pacage hennisse,
Soit qu'appelle en son clos l'agnelle ou la génisse,
Mêle à leur triste voix tes soupirs caressants.

O pâtre, alors que l'ombre avec les clartés lutte,
Exhale vers les dieux, comme un rythmique encens,
Les méandres berceurs que déroule ta flûte.

Malgré les réserves de cette brève étude, qui coûtent à mon amitié, mais que l'amour des Lettres classiques m'impose, je place, ai-je besoin de le dire, Léonce Depont fort au-dessus de la plupart de nos porte-lyre actuels, fort au-dessus des poètes les plus réputés du boulevard, et je salue en lui un noble, un grand artiste, passionné d'idéal, un admirable forgeron de vers. Si le temps ne respecte pas l'ensemble de son œuvre, du moins les anthologies en garderont certaines pages, qui sont comparables aux plus belles de notre langue. C'est l'immortalité assurée, et il n'en faut pas plus pour justifier l'idée que j'ai déjà mise en avant et qui se réalise : ériger le buste de Léonce Depont à Surgères, sa ville natale, dans le jardin du Château et près de sa belle église romano-gothique, sous les frais ombrages de ces arbres centenaires que le poète aimait tant et où il venait rêver et chercher l'inspiration.

GEORGES GOURDON

Le Pays d'Ouest du 20 avril 1913, *Le Mois* de mai contiennent des articles nécrologiques sur L. Depont.

Notre confrère le comte Horric de Beaucaire, ministre de France à Copenhague, est décédé en cette ville, après une courte maladie, le 28 mars dernier. Suivant le désir qu'il avait exprimé, c'est à Angoulême, dans la sépulture de sa famille, qu'il repose :

il y a été inhumé le 12 avril. Les paroles qui ont été prononcées sur sa tombe par le représentant de M. le Ministre des affaires étrangères, M. Piccioni, ministre plénipotentiaire, directeur des archives au ministère, ont caractérisé la physionomie du diplomate érudit que nous regrettons, et je ne saurais mieux faire que les citer pour montrer l'étendue de la perte que viennent de faire la carrière diplomatique, l'érudition et la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, en la personne de mon regretté ami, collègue et compatriote.

« Par un privilège très rare, a dit M. Piccioni, celui que nous pleurons réunissait des qualités que l'on n'est guère habitué à trouver réunies. A la fois homme d'étude et homme d'action, il a également marqué comme chef de service à l'administration centrale dans le poste si difficile de sous-directeur politique et comme chef de Légation. La noble nation danoise, au caractère si sûr et si chevaleresque, gardera longtemps le souvenir de celui qui a su perpétuer et accroître les vieilles sympathies du Danemark pour la France. Mais cette popularité, il avait à cœur de l'obtenir aussi de ses compatriotes. Aidé par une maîtresse de maison accomplie vers qui va aujourd'hui la respectueuse expression d'une sympathie unanime, il avait su vraiment faire de la Légation la maison de France.

« Les succès du diplomate, il les devait non seulement à son tact et à sa prudence mais aussi à ses travaux d'historien : pour lui la politique extérieure n'était pas l'affaire d'un jour ou du moment présent ; elle plongeait ses racines dans le passé... Cette étude de la tradition dans la politique extérieure ne faisait cependant pas de lui un traditionaliste endurci ou un misoniste : républicain éprouvé, aucune nouveauté ne l'effrayait quand il s'agissait d'améliorer le sort de l'humanité ou d'aboutir à une plus grande somme de justice...

« La mort l'a surpris alors qu'il était destiné à réaliser bientôt dans un poste plus important cet idéal du parfait ambassadeur dont Rousseau de Chamoy traçait, il y a deux siècles déjà, le portrait théorique. Sa vie laisse à ses collègues un enseignement et un exemple qui seront rarement égalés mais dont le souvenir ne sera point perdu. »

Peu de diplomates auraient pu être qualifiés à l'égal de M. Piccioni pour comprendre et apprécier un homme en qui se réalisait, comme dans les diplomates d'autrefois, l'union des vertus professionnelles, du patriotisme, de la culture générale et

du sens de la grandeur de notre pays, qu'il faut connaître et aimer dans son passé comme dans son présent. L'aimable allusion que M. Piccioni a faite à l'une de mes études sur l'ancienne diplomatie (1) doit-elle me gêner au point de m'empêcher de constater, avec une vive satisfaction, l'identité des idées que nous n'avons pas été les premiers à exprimer mais qui nous sont chères et que nous aimons à propager, sur les devoirs qui s'imposent aux diplomates français, représentants de tous les intérêts français, de toute la culture française, de tout ce qui fait la gloire et la force de notre pays. J'ai pu, durant les années que j'ai passées à Christiania, constater l'heureuse influence qu'a eue pour la France l'œuvre que M. de Beaucaire a accomplie à Copenhague ; c'est un témoignage que j'ai le devoir d'apporter sur cette tombe prématurément ouverte.

Il convient d'indiquer tout d'abord ce qui a fait l'unité de la vie de notre ami regretté, pour animer en quelque sorte la chronologie des étapes de sa carrière, interrompue avant le couronnement qu'elle devait avoir. Par elle-même, la riche énumération de ses services aurait déjà son éloquence pour ceux qui peuvent comprendre ce que les fonctions remplies par lui doivent représenter de travail patient, d'effort attentif et d'abnégation.

Charles-Prosper-Maurice Horric, comte de Beaucaire, était né à Nantes, le 15 mai 1854, d'une famille d'antique noblesse, originaire de la Saintonge et de l'Angoumois. Après avoir conquis le diplôme de licencié en droit, il fut attaché à l'ambassade de France à Berlin, le 28 août 1876 ; dans ces années où l'esprit professionnel se forme, ce fut pour lui une heureuse chance d'avoir comme chefs des ambassadeurs tels que le vicomte de Gontaut-Biron et le comte de Saint-Vallier (qui fut nommé ambassadeur le 24 décembre 1877) : tous deux, dans des temps difficiles, ont, par leur dignité, leur patriotisme et leur tact, su gagner la reconnaissance de la France et l'estime de l'Allemagne. En juin 1878, M. de Beaucaire fut attaché au secrétariat du congrès de Berlin. Ayant passé, la même année, le concours qui était alors imposé aux attachés avant leur pro-

(1) *L'idée du parfait ambassadeur*, par Louis Rousseau de Chamoy, gentilhomme de la Chambre du Roy et son ministre auprès de la diète germanique, publiée par L. Delavaud (Paris, A. Pedone, 1912).

motion au grade supérieur, il fut nommé secrétaire d'ambassade de 3^e classe le 8 juillet 1879 et transféré à Belgrade ; il fut quelque temps chargé d'affaires en ce poste.

Il revint en Allemagne en février 1880, sur la demande de M. de Saint-Vallier ; il trouva un chef non moins bienveillant dans le nouvel ambassadeur qui arriva à Berlin au début de l'année 1882 : M. le baron de Courcel voulait bien, il y a quelques jours, me dire toute l'affectueuse estime qu'il conserve pour son ancien collaborateur. M. de Beaucaire fut l'un des secrétaires-adjoints de la conférence africaine qui siégea à Berlin en 1884-1885. Promu secrétaire de seconde classe le 14 mars 1885, il fut transféré au Caire le 2 octobre 1885 et y resta jusqu'au 31 mai 1888. Il eut à deux reprises la gérance de notre agence et Consulat général en Egypte, pendant les congés pris par son chef le comte d'Aunay, depuis lors ambassadeur et qui est resté son ami.

Détaché à la direction politique en 1888, il y resta jusqu'en 1907, ayant exercé successivement les fonctions de rédacteur, sous-directeur-adjoint (18 juin 1895) et sous-directeur (19 juin 1901), et ayant obtenu, dans la hiérarchie diplomatique, les grades de secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe (28 décembre 1888), de ministre plénipotentiaire de 2^e classe (27 septembre 1898) et de 1^{re} classe (18 août 1906). Durant cette longue période, il donna la preuve de sa grande puissance de travail, de sa conscience professionnelle, de l'étendue de ses aptitudes et de sa rare connaissance des affaires, tout particulièrement de celles d'Orient, dont aucun détail ne lui était étranger, des questions du Maroc et d'Egypte, de l'administration de la Tunisie, etc. Il ne négligeait rien de ce qui pouvait toucher nos intérêts économiques dans les pays méditerranéens et se montrait le gardien vigilant des intérêts moraux dont des traditions plusieurs fois séculaires nous ont assuré le privilège dans le Levant. Les innombrables dossiers relatifs à ces questions si compliquées lui étaient tous familiers ; les directeurs et les ministres pouvaient le consulter comme un répertoire vivant, et ses notes se distinguaient par la sûreté de leur documentation et par leur précision.

A ses fonctions permanentes il en ajouta temporairement d'autres : membre de la commission interministérielle des travaux de Bizerte, de juillet 1897 à février 1899, et de la commission interministérielle du Nord-Ouest africain en 1901, commissaire spécial de la Tunisie à l'exposition de 1900 ; il fut

membre du jury du concours pour l'admission dans les carrières diplomatique et consulaire en 1895, en 1896 et 1897, et membre de la « commission du stage » chargée de la surveillance des travaux imposés aux futurs candidats de ce concours, en 1900 et en 1901. Le 6 mars 1905, il eut l'honneur envié d'être appelé à faire partie de la commission des archives diplomatiques, aux travaux de laquelle il prit une part active.

Cet honneur lui était bien dû. Car il n'avait pas cessé, depuis vingt ans, de poursuivre, avec l'exacte précision et l'ardeur laborieuse qu'il portait partout, des travaux historiques dont quelques-uns ont une haute importance. Plusieurs d'entre eux se rattachent à l'histoire de la Saintonge et de l'Aunis, dont le passé l'intéressait par ses souvenirs ataviques : il s'était fait inscrire dès 1874 au nombre des membres de la Société des Archives et se plaisait à rendre hommage aux talents et au dévouement de notre regretté président, Louis Audiat.

Il débuta (1) par le charmant volume qu'il a intitulé : *Une mésalliance dans la maison de Brunswick, Eléonore Desmier d'Olbreuse, duchesse de Zell* (Paris, Oudin, 1884, in-8, 317 pages, portrait. — Compte rendu dans le *Bulletin* de la Société, par L. Audiat, t. V, p. 211-213). C'est une histoire que l'on peut dire définitive et dont l'auteur a eu recours aux documents les plus sûrs ; l'ouvrage, qui avait attiré l'attention du public allemand et de la cour de Berlin elle-même sur le jeune diplomate, a été traduit en allemand par le baron E. de Grote (Hanovre, 1886) ; il a été aussi traduit en anglais.

Aux *Archives historiques de Saintonge*, l'auteur a réservé plusieurs documents dont son livre avait donné seulement le résumé et qui ont surtout un intérêt local ; ils furent publiés sous le titre : *Eléonore Desmier d'Olbreuse, duchesse de Brunswick-Zell, Documents* (t. XIII, 1885, p. 69-181 ; et tirage à part de 116 pages) (2).

M. de Beaucaire publia ensuite, pour la Société de l'histoire de France, en 1892, les *Mémoires de Du Plessis-Besançon* (Paris, Renouard, in-8°, XXXVI-408 p.), documents précieux qu'il

(1) On peut noter que, dès 1877, il avait publié, dans les *Archives* (t. IV, p. 84-90), des documents provenant d'archives de famille.

(2) Le *Bulletin du ministère de l'agriculture*, en février 1887, a inséré un rapport de M. de Beaucaire sur un sujet bien différent : l'émigration des populations rurales d'Allemagne vers les villes.

avait retrouvés dans les archives des affaires étrangères ; l'auteur l'intéressait spécialement, étant fils d'un Horric de la Courade (1).

Il a développé l'introduction mise en tête des mémoires, pour en faire un article qui a été publié dans la *Revue d'histoire diplomatique* (1895, p. 97, 225 et 404, et tirage à part de 57 p.) sous le titre : *Un collaborateur de Richelieu et de Mazarin, Bernard du Plessis-Besançon, 1600-1670* ; dans les *Archives* (t. XVIII, 1890, p. 368-388), il avait déjà étudié un point spécial de la vie de son héros : *Les Machines de Du Plessis-Besançon au siège de La Rochelle*.

En 1899 parurent, sous les auspices du ministère des affaires étrangères, dans la collection des *Instructions données aux ambassadeurs et ministres de France de 1648 à 1789*, deux volumes consacrés à l'histoire des relations de la France avec la maison de Savoie et avec les ducs de Mantoue (CII-432 et 452 p.). C'est un travail très soigneusement et méthodiquement fait et qui a exigé des recherches approfondies : il est précédé d'une introduction qui est un excellent morceau d'histoire (Compte rendu dans la *Revue*, t. XIX, p. 253).

La Société de l'histoire de France et la Société d'histoire diplomatique reconnurent la valeur des travaux de M. de Beaucaire en l'appelant à siéger dans leurs conseils, l'une en 1895, l'autre en 1902.

Il avait déjà annoncé l'intention de mériter encore mieux de l'histoire : il avait formé un grand projet, à la réalisation duquel il se préparait soigneusement. En 1898, il proposa à la Société de l'histoire de France d'entreprendre une édition critique des *Mémoires de Richelieu*, et lui fit part des recherches qu'il avait lui-même entreprises sur les manuscrits et les sources de ces mémoires, mais déclara que cette entreprise dépassait de beaucoup les forces d'un seul homme. Son appel fut entendu. La Société obtint, pour cette œuvre monumentale, le patronage et le concours pécuniaire de l'Académie française, à laquelle M. R. Poincaré avait présenté un rapport, favorable à la demande de la Société.

Sous la haute direction de M. Jules Lair et de M. le baron de Courcel, membres de l'Institut, M. de Beaucaire, aidé par quel-

(1) J'ai donné à la *Revue de Saintonge* (t. XII, p. 448-452) le compte rendu de ce livre.

ques jeunes chartistes de talent, se mit au travail. Après de longues et précieuses études préliminaires qui font le plus grand honneur à la pléiade d'érudits qui s'y est vouée, il a été possible de commencer la publication de cette œuvre capitale. Trois volumes, dont le dernier s'arrête à 1624, ont été publiés par M. de Beaucaire, le premier (1907) avec la collaboration de M. Bruel ; les deux autres (1909 et 1912), avec la collaboration de M. Robert Lavollée. La surcharge croissante de ses occupations avait forcé notre confrère à abandonner l'espoir de pouvoir s'attacher lui-même à la continuation de l'édition (1). Qu'il ait pu en rêver, en préparer et en commencer l'exécution, cela témoigne de la robuste vigueur qu'il apportait à tout ce qu'il entreprenait.

On donnerait une idée incomplète de la vie de M. de Beaucaire si l'on ne rappelait que, malgré le poids des travaux qui lui incombaient, il trouvait le temps, soit à Paris, soit à l'étranger, de s'acquitter des obligations sociales qui s'imposent aux gens de son rang et de sa profession. C'est un devoir dans les fonctions qu'il a occupées : on sait comment il l'a accompli, et avec quelle parfaite collaboration de celle dont la grâce et l'amabilité ont été partout et universellement appréciées.

C'est le 28 novembre 1889 que M. de Beaucaire avait épousé, à Laval, M^{lle} Yvonne Le Gonidec de Traissan, fille du comte Yves-Marie-Célestin-Frédéric (1839-1894) (2) et de Marguerite-Pauline-Anne Pineau de Viennay : Mme de Beaucaire ayant hérité du magnifique château du Rocher-Mézangers, près Evron (Mayenne) (3), y passait chaque année quelques semaines avec son mari, qui fut élu maire de Mézangers, puis, le 10 février 1901, conseiller général de la Mayenne. C'étaient des

(1) Le tome IV, en préparation, a été confié à M. Lavollée, seul.

(2) Issu d'une vieille famille bretonne, maintenue dans sa noblesse en 1666 et dont la généalogie suivie remonte à 1440, Armand-Mériadec Le Gonidec, conseiller au parlement de Bretagne, 1752-1814, avait épousé une nièce de l'illustre historien Bréquigny : son fils, Frédéric, qui fit confirmer en 1819 son titre de comte, fut le grand-père du comte Yves et de son cousin-germain comte Olivier-Marie-Mériadec, ancien capitaine des zouaves pontificaux, chef de bataillon de mobiles durant la guerre de 1870, député de l'Ille-et-Vilaine de 1876 à 1885 et depuis 1889. Mme de Beaucaire eut un frère, Raoul (1862-1906) et une sœur, Marie, veuve du comte de Couesnon (*Annuaire de la noblesse*, années 1881, 1895, 1899 ; *Vicomte Révérend, Titres de la Restauration*, t. IV, p. 282 ; *Bulletin héraldique de France*, novembre-décembre 1889).

(3) Voir L. Palustre, *La Renaissance en France*.

fonctions nouvelles dont il s'acquitta avec son habituelle exactitude.

Le 23 janvier 1907, il fut nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française auprès de sa Majesté le Roi de Danemark. Le Roi Frédéric VIII, la famille royale, la cour, la société, le monde diplomatique, se sont plu à fréquenter la légation de France admirablement installée et où furent offertes de superbes fêtes. Le ministre et M^{me} de Beaucaire reçurent, en 1908, M. le Président de la République venu à Copenhague pour rendre visite au Roi de Danemark. Le meilleur accueil était réservé aux Français de passage.

M. de Beaucaire s'était rapidement rendu maître de la langue danoise et avait appris à connaître l'histoire de ce pays dont une tradition faisait venir ses ancêtres. Il avait commencé et presque achevé pour la collection des *Villes d'art* (librairie Laurens-Renouard), une description de Copenhague, en collaboration avec un érudit danois ; il avait rassemblé des notes pour une étude sur la comtesse de Reventlow, femme morganatique de Frédéric IV. Il s'intéressait particulièrement aux utiles efforts que fait l'alliance française de Copenhague pour la propagation de notre langue ; il présidait volontiers les réunions de cette société et il avait fait devant elle le 16 février 1911 une conférence sur *Richelieu et la fondation de l'académie française* (1). Le développement de notre influence intellectuelle et de notre situation économique formèrent l'objet de ses soins constants ; il mettait au service de ces causes les relations variées qu'il avait nouées en Danemark, ne croyant pas qu'un diplomate doive s'enfermer dans un cercle étroit de relations mondaines. Ses rapports commerciaux, nourris de faits comme ses dépêches politiques, étaient très appréciés du ministère ; quelques-uns ont été publiés. Il avait étudié ainsi la question des laiteries coopératives en Danemark et les institutions qui ont assuré à l'agriculture danoise les progrès extraordinaires qui peuvent nous servir d'exemples.

Cette incomplète énumération ne peut donner qu'une idée insuffisante de l'activité de notre regretté collègue. « La vie des hommes qui traitent des affaires secrètes est elle-même un secret », disait en 1774 l'académicien Suard en faisant devant l'Académie française l'éloge de son prédécesseur l'abbé de La

(1) Publiée dans la *Revue d'histoire diplomatique*, 1911, p. 161-184.

Ville, ancien directeur au département des affaires étrangères, et en regrettant que l'activité des diplomates restât presque toujours anonyme. Est-il permis de dire qu'encore aujourd'hui l'opinion ignore souvent ou méconnaît l'utilité des services rendus modestement par la plupart des fonctionnaires de la « carrière » et ne se doute pas de la variété des occupations de notre diplomatie ; on la croit consacrée à de solennelles futilités, tandis qu'elle aspire à servir tous les intérêts français et à donner à l'étranger la meilleure idée possible du pays qu'elle a l'honneur de représenter. Je disais, il y a deux ans (1), d'un ancien ministre de France à Copenhague, Charles de Danzay, qui y représenta successivement cinq rois de France de 1547 à 1589 : « il avait voulu être et il avait été en Danemark l'ambassadeur de la culture et de l'érudition françaises autant que l'agent de la politique extérieure du Roi de France : c'est une tradition qui ne s'est pas perdue à Copenhague, heureusement pour le prestige de notre pays et de la Légation de France. » Je ne croyais pas que l'hommage rendu ainsi discrètement à M. de Beaucaire fut si près de devenir un éloge funèbre (2).

La tradition qui a fait de la Légation de France en Danemark un centre de culture française ne sera pas interrompue, puisque le gouvernement français a donné comme successeur à notre regretté collègue M. Edmond Bapst, qui est aussi un lettré et un historien, et qui vient de publier, après plusieurs autres livres, une remarquable étude sur les origines de la guerre de Crimée.

L. DELAUAUD.

(1) *Les Français dans le Nord, Notes sur les premières relations de la France avec les royaumes scandinaves* (Rouen, 1911)

(2) Le comte de Beaucaire, qui avait été fait chevalier de la Légion d'honneur le 30 décembre 1886, avait été promu officier le 31 décembre 1900 ; il était aussi officier de l'Instruction publique, grand croix des ordres du Danebrog, de la Conception de Portugal, de Saint-Sava de Serbie, du Medjidich, du Nicham-Iftikar et du Nicham-el-Anouar ; grand officier de Saint-Alexandre de Bulgarie ; commandeur (avec plaque) des ordres de Charles III d'Espagne et de Saint-Stanislas de Russie ; commandeur du Christ de Portugal et d'Isabelle-la-Catholique d'Espagne ; officier des ordres de Wasa de Suède et du Takow de Serbie, chevalier de l'Aigle-Rouge de Prusse, des Saint-Maurice et Lazare et de la couronne d'Italie, du lion néerlandais et de François-Joseph d'Autriche.

Borel d'Hauterive (1) et Courcelles (2) en qualifiant la famille Horric de « noble et très ancienne », ont accrédité la tradition qui la ferait descendre des vikings normands, venus de la lointaine Scandinavie. Parmi ces guerriers qui s'installèrent en France, on a cité des Horik et des Rorik, originaires du Danemark, chefs ou « rois » de grandes armées d'invasion et dont l'histoire a été établie sur des documents authentiques ; leurs expéditions, de 813 à 857, ravagèrent les côtes occidentales de France, la Bretagne, la Gascogne et pénétrèrent même dans la Charente jusqu'à Saintes, dans la Garonne jusqu'à Toulouse (Depping, *Histoire des expéditions maritimes des Normands*, 1843 ; W. Vogel, *Die Normannen und das Frankische Reich bis zur gründung der Normandie* (Heidelberg, 1906). Que les Horric saintongeais descendent de l'un de ces chefs établis sur les bords de la Charente ou de l'un de leurs guerriers, leur nom paraît d'origine scandinave. En tous cas, c'est, d'après Dom Fonteneau, « une des plus anciennes maisons d'Angoumois. » Quatre frères Horric, chevaliers, firent une donation à l'abbaye de Saint-Jean d'Angély en 1080. La généalogie suivie remonte à Guillaume Horric, chevalier, qui était en 1208 seigneur du fief de Montigné, aux confins du Poitou, de la Saintonge et de l'Angoumois. La famille s'est divisée en un grand nombre de branches : 1^o celle des seigneurs de la Courade et de Montigné, dont le dernier représentant mâle fut Louis Horric, seigneur de la Courade (en Angoumois), grand-prévôt de Guyenne, et dont la fille Madeleine épousa Charles de Besançon, gentilhomme de Catherine, duchesse de Bar, sœur de Henri IV ; ils eurent deux fils, dont M. de Beaucaire a conté l'histoire ; ils n'ont laissé qu'une descendance féminine mariée dans les maisons de Montmorency-Laval, d'Abzac, de Médavy-Grancy et de Courtenay. La princesse de Courtenay, née du Plessis-Besançon, n'eut qu'une fille, mariée, en 1712, au marquis de Beauffremont, chevalier de la Toison d'or ; « de ce côté, dit M. de Beaucaire, la descendance s'est perpétuée nombreuse et brillante ; elle a porté ou porte encore les noms de Beauffremont-Courtenay, Choiseul, Narbonne-Lara, Nettancourt, Gontaut-Biron, Saint-Blancard et Cossé-Brissac » ; 2^o les seigneurs de la

(1) Notice historique et généalogique sur la maison Horric, dans l'*Annuaire de la noblesse*, tome XXXVIII, 1882, p. 203-213.

(2) Courcelles, *Nobiliaire universel de France*, t. VII, p. 193.

Baronnière (en Anjou), branche qui s'est éteinte en 1650 dans les mâles et dont l'héritière épousa, en 1673, un Beaupoil-Saint-Aulaire ; 3° les seigneurs du Burguet, dont la dernière représentante a épousé un Montalembert au XVIII^e siècle ; 4° branche de Contré, éteinte au XIV^e siècle ; 5° les seigneurs de la Barre, issus de la branche précédente et éteints ; l'un d'eux, Jean, épousa en 1577 la fille de Jean de Mergey, agent et confident du comte de La Rochefoucauld au moment de la Saint-Barthélemy et dont on a publié les *mémoires* intéressants ; 6° les Horric de Beaucaire, rameau détaché au XVI^e siècle de la branche de la Courade ; le titre de comte de Beaucaire leur est venu du mariage conclu en 1787 par Jean Horric, capitaine de cavalerie, chevalier de Saint-Louis, avec Jeanne Lecomte de Sors, comtesse de Beaucaire ; de ce mariage, trois fils : a) Charles-Léon, lieutenant-colonel d'infanterie, chevalier de Saint-Louis et de la Légion d'honneur, époux de Charlotte-Sophie Le Marié de Cauvigny, sans postérité ; b) Léonor, chef d'escadron, chevalier de Saint-Louis et de la Légion d'honneur, marié à Marie-Julie Denormandie, dont il eut une fille, M^{me} de Singay ; c) Jean-Prosper, lieutenant-colonel d'infanterie, chevalier de Saint-Louis, officier de la Légion d'honneur, marié, en 1822, à Anne-Marie-Louise Arsène de Ballainvilliers (petite fille du baron de Ballainvilliers, conseiller au parlement sous Louis XVI, ministre d'Etat en 1815, chancelier des ordres du roi en 1826, auteur d'études historiques, de poésies diverses et d'une traduction d'Horace ; né en 1760 à Clermont-Ferrand, mort en 1835 ; gendre du célèbre ministre Calonne, 1734-1803). De ce mariage, naquirent deux fils : le puiné, Charles-Gaston, baron de Beaucaire, capitaine d'infanterie, chevalier de la Légion d'honneur, mourut en 1868, sans postérité ; l'ainé, Léonor-Henri, vicomte de Beaucaire, cadet-gentilhomme au service de Savoie, décédé en 1857, avait épousé en 1852 Marie-Clémence de la Haye-Rivet de la Cholière, fille d'un ancien garde du corps du roi, et de Philippine-Clémence Sarrebourse d'Audeville ; c'est le père de notre collègue et de M. Léon-Robert Horric de Beaucaire, né en 1855 ; 7° les Horric de la Motte Saint-Genis descendant aussi des seigneurs de la Courade ; un rameau s'est éteint en la personne de Jean-Marie Horric de la Motte, maréchal de camp en 1830, après la prise d'Alger, chevalier de Saint-Louis, officier de la Légion d'honneur ; à cette branche appartient le chef actuel du nom, le marquis de la Motte-Saint-Genis, capitaine des

mobiles de la Charente en 1870, chevalier de la Légion d'honneur, marié en 1880 à une fille du marquis de Cosnac (décédée en 1886) dont : Ithier, né en 1884. Il est petit-fils d'André-Jules, marié à Suzanne du Lau, fille du comte ; et fils d'Armand-Joseph-Gustave, marquis. Celui-ci avait épousé en 1847 Stéphanie Babinet de la Cour, fille d'Alexandre (1762-1850), ancien officier de l'armée de Condé, chevalier de Saint-Louis (de la grande famille qui a tant marqué dans l'histoire de Poitiers et qui a produit le célèbre membre de l'Institut, le conseiller à la cour de cassation, les Babinet de Rencogne, etc. Voir le *Dictionnaire historique et généalogique des familles du Poitou*, de Beauchet-Filleau, tome I^{er}, p. 235), et de Anne-Julie Parent de Curzon. A la même branche appartenaient les seigneurs de Logerie (Voir : Cabinet des titres, pièces originales. volume 1553, quelques pièces relatives à Mathurin Horric de la Logerie, né en 1729 à Saint-Genis). Une demoiselle Horric de Logerie fit ses preuves de noblesse en 1746 pour être admise parmi les demoiselles de Saint-Cyr (Cabinet des titres, preuves pour Saint-Cyr) ; 8^e les marquis de Fulvy, comtes de Vignory, branche éteinte au début du XIX^e siècle ; ils paraissent descendre de Charles, seigneur de la Courade, qui figura durant les guerres de religion et qui fut guidon de la compagnie de 50 lances de Guy de Jarnac en 1550 ; 9^e les Horric de la Rochetolay, descendant d'Antoine, fils cadet de Joseph Horric de la Courade, vivant en 1464. Emmanuel, comte de la Rochetolay, capitaine de dragons, chevalier de Saint-Louis, mort en 1811, épousa en 1782 Rose-Julie, fille du comte Dexmier d'Archiac, lieutenant-général des armées (né et mort à Saintes, 1714-1788) et de Marthe Guinot de Dercie, dont il eut Louis-Marc, secrétaire général de la préfecture de la Charente-Inférieure, époux de Marie Dumorisson ; dont : Louis-Marie Stanislas (1817-1881), inspecteur général des ponts et chaussées, chevalier de la Légion d'honneur, marié à Louise Dejean, sœur du général Etienne Dejean, notre compatriote, mort en 1881, dont postérité. C'est l'ingénieur éminent à qui l'on doit la construction du grand pont de Bordeaux et de presque tout le réseau des chemins de fer du Midi et qui fut propriétaire du château du Roc, près Mirambeau (Charente-Inférieure). — Voir la *Revue de Saintonge*, XVI, 23 ; XX, 98).

Les Horric ont été maintenus nobles dans les enquêtes de 1623, 1667, 1689, 1716. Au XVIII^e et au XIX^e siècles, ils ont compté

30 officiers dans l'armée, dont 14 chevaliers de Saint-Louis. M. de Beaucaire a dépeint dans une page pittoresque la vie que menaient les Horric dans l'Angoumois, la Saintonge et le Poitou au XVI^e et au XVII^e siècles (dans la notice biographique qui précède les *Mémoires de du Plessis Besançon*, p. VIII). Presque tous avaient embrassé la cause de la Réforme et prirent part dans nos provinces de l'ouest aux guerres de religion, au siège de La Rochelle en 1573, à celui de Saint-Jean d'Angély en 1621 où l'un d'eux fut tué. Entre 1660 et 1670, toute la famille revint au catholicisme. Les publications de la société des Archives ont fait connaître déjà les attaches des Horric avec l'Angoumois et la Saintonge (*Bulletin*, t. IV, 384 ; V, 314, 407 ; IX, 221 ; XI, 71, 310 ; XVI, 51, 227 ; XVIII, 289 ; XX, 99 ; XXVI, 231 ; XXVII 186 ; *Archives*, t. I^{er}, p. 60 ; IV, 84 ; VII, 435, 441 ; VIII, 56 ; XI, 96, 127 ; XXVIII, 299, 372 ; XLII, 118). Le fief de la Courade était dans le territoire actuel du département de la Charente, communes de Sigogne, Courbillac et Mareuil ; les seigneurs de la Courade ont possédé aussi La Valade qui est aussi dans la commune de Courbillac ; le fief de la rue Franche à Saint-Jean d'Angély leur a appartenu au XVII^e siècle. Contré est près d'Aulnay (Charente-Inférieure) ; Saint-Genis dans la Charente et la Rochetolay dans la commune de Saint-Projet, canton de Saint-Maixent (Deux-Sèvres). Le château de la Courade a été détruit en 1752. Au Cabinet des titres, on trouve (pièces originales, volume 1553) deux documents de 1555 et de 1560, sur Philippe Horric de la Courade, prévôt des maréchaux au pays d'Angoumois, Saintonge, ville et gouvernement de La Rochelle.

Le 21 mars 1913, est décédé, à Cognac, M. Maurice de Jarnac de Garde-Epée de Salignac, âgé de 57 ans, chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand. *Salignac + Jarnac 1913*

Le 24 mars 1913, est décédé, à Royan, M. Henri-Joseph Vercheval, âgé de 81 ans, père de MM. Henri et Alfred Vercheval, professeurs de musique à Saintes.

Il a été inhumé à Saintes le 26.

Le 6 avril 1913, est décédé, à Royan, et inhumé à Saintes le 9, M. l'abbé Armand, frère du docteur, né à Saintes en 1864. Il devint en 1897 un des membres de la direction du *Mois littéraire*. Il était chargé d'examiner les manuscrits et pendant plu-

sieurs années il écrivit des articles d'art et des chroniques d'actualité. (Voir le Mois de mai 1913).

Le 16 avril 1913, est décédé, à Paris, M. Georges Vincens, gendre du peintre W. Bouguereau, âgé de 74 ans, ancien agent de change à La Rochelle. Il a été enterré à La Rochelle.

Le 26 avril 1913, à Hanoi, a été tué par une bombe M. Léon Mongrand, chef de bataillon d'infanterie coloniale, chevalier de la Légion d'honneur, né à Saintes le 28 juillet 1864, fils de feu M. Mongrand, médecin principal de la marine. Il laisse quatre enfants : Pierre, Louis, Simone et Paule.

MARIAGES

Le 30 mars 1913, a été béni, à Saintes, le mariage de M. Paul-Frédéric-Maurice Bignon, propriétaire-négociant à Burie, avec M^{me} Edith Dutard.

Le 31 mars 1913, a été béni, à Chef-Boutonne, le mariage de M. Emile Genève, contrôleur des contributions indirectes à Bourges, avec M^{lle} Marthe Landry.

Le 6 mai 1913, a été béni, à Pons, le mariage de M. Georges Laurenceau, avec M^{lle} Marina Planty, petite-fille de M. Planty de Saintes.

Le 7 mai, a été béni, à Chenon, le mariage de M. le comte de Mornac, lieutenant au 18^e chasseurs, avec M^{lle} Elisabeth Desmiers de Chenon.

VARIÉTÉS

I

LA PRÉFECTURE A SAINTES

(Suite et fin).

III. — Il serait difficile d'exprimer la stupeur, la consternation de toute la Saintonge « quand éclata ce coup de foudre qu'aucun nuage n'avait annoncé. » Cette mesure n'avait, en effet, été précédée d'aucune instruction préalable, d'aucun avis du Conseil d'Etat (1), et frustra inopinément l'immense majorité des habitants du département « de ses droits acquis les plus légitimes sans leur permettre de proférer aucune plainte. » On conçoit, sans peine, la douleur avec laquelle les Saintais, en particulier, si profondément lésés dans leurs intérêts moraux et matériels, virent le départ, à la date fixée, du préfet Richard (2) et des principaux fonctionnaires, l'irritation qu'ils durent éprouver contre un souverain, jusque là l'objet de leur admiration et de leur enthousiasme, qui n'hésitait pas à leur infliger une telle humiliation, à les spolier indignement au profit de leurs heureux rivaux.

Un cri général s'éleva bien dans presque toutes les parties du département contre le fatal décret : toutes représentations furent inutiles,

Mais, aussitôt après l'abdication de Napoléon I^{er} et l'avènement de Louis XVIII, qu'ils s'empressèrent d'acclamer avec joie et espérance (3), les Saintais mirent à reconquérir le monopole de

(1) « Cette mesure n'a pas laissé le moindre vestige dans les bureaux du ministère... » est-il dit dans le *Mémoire au Conseil d'Etat sur la translation de la préfecture à Saintes*, dont il sera parlé ci-après.

(2) Trois préfets, tous les trois anciens conventionnels, se sont succédés à Saintes de 1790 à 1810 : 1^o Antoine Français, dit *Français de Nantes* (11 ventôse an VIII-2 mars 1800); 2^o Pierre-Marie-Dorothée Guillemardet (6 brumaire an IX-28 octobre 1800); 3^o Joseph-Etienne, baron Richard (12 juillet 1806).

(3) Même avant le retour des Bourbons en France, les corps constitués de la ville de Saintes abattirent les emblèmes de l'Empire, arborèrent la cocarde

l'administration supérieure, la même ardeur qu'avaient déployée les Rochelais à le leur enlever quatre ans auparavant.

Au mois de mai 1814, le comte Lemercier et le général Chasseloup-Laubat (1), pairs de France, les députés Ratier de Montguyon (2) et Desgraves (3), ainsi que M. Joly d'Aussy (4), che-

blanche et firent flotter le drapeau de la royauté à l'hôtel de ville et sur les tours des églises (Réveillaud, *loc. cit. supra*, page 540). Le 20 mai 1814, cette même ville, la première du département de la Charente-Inférieure, envoya une députation porter une adresse à Louis XVIII, où elle l'assurait « de son respect, de son amour et de sa fidélité » et dans laquelle elle bénissait la Providence, à qui la France devait « son Roi légitime, et la Patrie le plus tendre des pères ». (*Journal du département de la Charente-Inférieure* du 30 mai 1814, n° XXVI, à La Rochelle, chez Mareschal, imprimeur de la Préfecture). Ce qui n'empêcha pas le conseil municipal de Saintes d'exprimer à Napoléon I^{er}, revenu de l'île d'Elbe, ses sentiments de dévouement et de fidélité, mais immédiatement après la chute de l'Empereur, ce même conseil fit parvenir, le 16 juillet 1815, une nouvelle adresse à Louis XVIII, où il lui témoignait « l'allégresse » que lui causaient la défaite de « l'usurpateur » et la fuite de « l'impie, dont le triomphe ne pouvait être qu'éphémère » (*Moniteur Universel* des 23 avril et 23 juillet 1815).

(1) François de Chasseloup-Laubat, né à Saint-Sornin (Charente-Inférieure) le 18 août 1754, mort à Paris le 6 décembre 1833, général de division, comte de l'Empire, membre du Sénat Conservateur (5 avril 1813), pair de France (4 juin 1814), créé marquis par le roi Louis XVIII en 1817 ; il vota pour la déportation, dans le procès du maréchal Ney.

(2) Pierre-Léger Ratier, dit *Ratier de Montguyon*, né et mort à Cercoux (Charente-Inférieure) 13 novembre 1747-5 juillet 1822, fils de Jacques Ratier et de Jeanne Guillier. Député en 1789 aux Etats-Généraux et au Corps Législatif du 27 brumaire an XII (19 novembre 1803) au 2 mai 1807. Il avait adhéré au Coup d'Etat de Brumaire et fut le premier sous-préfet de Jonzac (9 germinal an VIII-30 mars 1800) ; il occupa cette fonction jusqu'en 1803. En 1792, il avait été juge puis président du tribunal du district de Montlieu, séant à Montguyon. Il s'était marié avec M^{lle} Galaup de la Roche-Calais. (Voir sur Ratier une notice de notre confrère des *Archives*, M. le Dr Charles Vigen, dans l'*Almanach du canton de Montlieu* pour 1907, page 57. Imprimerie de Javarzay-Chef-Boutonne (Deux-Sèvres).

(3) Desgraves (Georges), né à Saint-Georges-d'Oleron le 1^{er} novembre 1751, mort à Paris le 4 mars 1834, négociant à Saint-Pierre-d'Oleron, fut membre de la Convention (5 floréal an VIII-25 avril 1800) ; député au Conseil des Anciens (23 vendémiaire an IV-15 octobre 1795), au Corps Législatif (2 mai 1809 à 1815), et représentant de Marennes à la Chambre des Cent-Jours (10 mai 1815).

(4) César-Jean Joly d'Aussy, seigneur de Nantillé et de Pellouaille, né à Niort le 22 décembre 1751, fils de Jean-Baptiste et Jeanne-Esther de Campet de Saujon d'Estrée, cadet dans le régiment de Conti, gendarme de la garde du Roi, commissaire des guerres en 1780, chevalier de Saint-Louis en 1790, mis en retrait d'emploi en 1792, membre du Conseil général sous l'Empire et

valier de Saint-Louis, membre du Conseil général de la Charente-Inférieure, ce dernier délégué par la ville de Saint-Jean-d'Angély, allèrent demander au ministre de l'intérieur la réintégration de la préfecture à Saintes, en lui remettant, à l'appui de leur requête, un écrit tendant à prouver que « la justice exigeait impérieusement » qu'elle y fut rétablie. De leur côté, les Rochelais, qui avaient toujours pour maire l'infatigable Garreau, ayant eu connaissance de cette démarche, envoyèrent à Paris des députés « extraordinaires », porteurs d'un mémoire où, eux aussi, ils faisaient appel à « la justice du Roi » pour conserver la préfecture dans leurs murs.

Les pairs Lemercier et de Chasseloup-Laubat et les députés Ratier et Desgraves signèrent, le 28 octobre 1814, un mémoire, en réponse à celui de leurs dangereux adversaires, dans lequel ils faisaient valoir que Saintes, par suite de sa position géographique, était également éloignée des deux extrémités, nord et sud, du département, et où ils insistaient sur cette considération, décisive, selon eux, « qu'une loi, froidement, sagement discutée, émanée de la volonté générale, sanctionnée par le roi, ne pouvait être changée que par une autre loi ; et non par un décret, rendu *en courant la poste*, un de ces actes arbitraires et violents, si communs sous le régime disparu (1) ».

Le Conseil général de la Charente-Inférieure et les conseils des six arrondissements, composant ce département, furent, à la session de 1814, consultés, par ordre de Louis XVIII, sur les avantages et les inconvénients du retour de la préfecture à Saintes.

La première assemblée fut, il est vrai, d'avis, par 11 voix contre 10, qu'il n'y avait pas lieu de procéder à ce change-

au début de la Restauration, mourut au château de Pellouaille, près de Saint-Jean-d'Angély, le 8 mai 1825. De son mariage avec Marie-Madeleine-Julie du Bois de Landes, il eut Alexandre-Guillaume-Hippolyte Joly d'Aussy, né le 6 janvier 1790, auditeur au Conseil d'Etat, qui est l'auteur de divers ouvrages : *Chroniques Saintongaises et Aunisienne* ; *Résumé impartial de l'Histoire de Napoléon* (Saintes. Lacroix, 1851, in-8°, 188 pages) ; *Quelques faits historiques de l'arrondissement de Jonzac* (Jonzac, Imprimerie Lagier, 1855, in-8°, 20 pages) ; *Fables de Phèdre*, traduites en vers (Saint-Jean-d'Angély, imp. de Jules Saudau, 1858, in-8°, 108 pages).

(1) *Mémoire à Son Excellence le Ministre de l'Intérieur* par le comte Lemercier, le général comte de Chasseloup, Ratier et Desgraves, députés, page 9, Hacquart, imprimeur de la Chambre des députés et des tribunaux, Paris, rue Gît-le-Cœur, n° 8.

ment, mais cette majorité, comme on l'a fait remarquer (1), se produisit parce que la délibération fut prise à une époque où le Conseil général avait perdu quatre de ses membres favorables à la cause saintaise, dont trois par décès (Riquet, de l'arrondissement de Jonzac ; Garesché, de Marennes ; Cochon-Duvivier, de Rochefort) et un par démission, Duluc (aussi de Jonzac), retiré à Blaye, où il avait été nommé maire (1).

Cinq, au contraire, des conseils d'arrondissement (Saintes, Saint-Jean-d'Angély, Jonzac, Rochefort et Marennes), se prononcèrent hautement pour que la préfecture fut transférée à Saintes, trois à l'unanimité, et deux (dont celui de Rochefort, voisin de La Rochelle), à la majorité (2).

De plus, au mois de juin 1814, le duc d'Angoulême, qui venait d'être promu à la dignité de grand amiral de France, ayant fait un voyage dans notre département pour aller visiter le port de La Rochelle, la population, presque toute entière, de Jonzac, se précipita au-devant de ce prince, lors de son passage dans cet arrondissement, afin d'implorer sa médiation en faveur de Saintes (3).

Les sollicitations des partisans du rétablissement de la préfecture dans cette ville furent, dit-on, sur le point d'aboutir.

Le portefeuille de l'intérieur était, depuis le 13 mai 1814, aux mains de l'abbé Montesquiou-Fezensac. Ce personnage politique, qui, durant un séjour qu'il avait eu occasion de faire à Saintes, avait été accueilli avec empressement par l'élite de la société et avait conservé un excellent souvenir de cette réception, était tout disposé à donner satisfaction à ses habitants et spécialement à exaucer les instantes prières des dames saintaises, animées de la volonté de mettre fin à une disgrâce à laquelle elles avaient si largement contribué. Une ordonnance était déjà signée pour la réintégration du siège de la préfecture à Saintes, lorsqu'au moment où elle allait être rendue, le brusque retour de Napoléon de l'île d'Elbe, suivi bientôt du départ précipité de Louis XVIII pour Gand et de son ministre de

(1) *A Son Excellence Mgr le Ministre de l'Intérieur*, par le général comte Chasseloup, le comte Lemerrier, etc. (page 14). Voir *supra*.

(2) *A Son Excellence Mgr le Ministre de l'Intérieur*, par MM. Mercier-Delagrollière et autres conseillers généraux (page 7), dont il sera fait ultérieurement mention.

(3) *Discours de M. Lemerrier à la Chambre des pairs*, du 9 mai 1818.

Montesquiou-Fezensac pour l'Angleterre (20 mars 1815), vint mettre à néant les espérances de la Saintonge (1).

Après le désastre de Waterloo (18 juin 1815) et la seconde Restauration, l'espoir rentra dans les cœurs. — Voyant que le gouvernement des Bourbons ne se hâtait pas de réparer « la plus révoltante des injustices, (2) » malgré l'attente de ses concitoyens, le comte Lemer cier (3), à la Chambre des pairs, le 9 mai 1818, souleva encore la question de la translation de la préfecture à Saintes, au sujet de la discussion d'un projet de loi, déjà adopté le 1^{er} de ce même mois par la Chambre des députés et concernant la distraction d'une commune du canton de Surgères, arrondissement de Rochefort (Benon), et sa réunion au canton de Courçon, arrondissement de La Rochelle. Il exprima sa surprise et témoigna le regret que le ministre de l'intérieur, « au lieu de s'occuper de l'intérêt isolé d'une simple

(1) L'auteur de l'article publié sous la signature H. D., dans l'*Union* du 24 juin 1847, sur la *Translation du siège de la préfecture à La Rochelle*, raconte que ce serait le duc d'Angoulême qui, charmé de la réception enthousiaste dont il avait été l'objet de la part des habitants de cette cité lors de la visite de leur port, et cédant aux supplications de la municipalité, aurait si chaleureusement plaidé la cause de l'ancienne capitale de l'Aunis, que Louis XVIII aurait refusé de revêtir de sa signature l'ordonnance, portant changement du siège de la préfecture, que Montesquiou lui présentait.

(2) *A Son Excellence Mgr le Ministre de l'Intérieur*, par M. Mercier-Delagrollière, etc. (page 3).

(3) Louis-Nicolas, comte Lemer cier, né à Saintes, le 23 décembre 1755, de Jean-Elie Lemer cier, lieutenant-criminel au siège présidial de Saintes, et de Anne Lecercler. Avocat en parlement, il succéda à son père dans sa charge de lieutenant-criminel, le 17 avril 1776. Nommé, le 21 mars 1789, député du Tiers-Etat de la sénéchaussée de Saintes aux Etats généraux, il fut, après l'expiration de son mandat, élu juge au tribunal du district de Montlieu, puis président du tribunal criminel de la Charente-Inférieure (11 septembre 1792). Devenu député de ce département au Conseil des Anciens (21 germinal an VI-10 avril 1798), il présidait cette Assemblée, le 18 brumaire an VIII 9 novembre 1799), et il seconda de tout son pouvoir l'ambitieux général Bonaparte dans son coup de force. Membre du Sénat Conservateur, lors de la création (3 nivôse an VIII-24 décembre 1799), il en fut le président en l'an X. Créé comte de l'Empire, le 26 avril 1808, et doté de la sénatorerie d'Angers (1804), il adhéra, l'un des premiers, à la déchéance de l'Empereur (avril 1814). Nommé pair de France par Louis XVIII (4 juin 1814), il se tint à l'écart pendant les Cent Jours, reprit son siège dans la Chambre Haute sous la seconde Restauration, vota la déportation dans le procès du maréchal Ney, et, après 1830, prêta serment à Louis-Philippe I^{er}, qui le fit grand croix de la Légion d'honneur. Il mourut à Paris, le 11 janvier 1849, âgé de 94 ans. Son portrait décore la chambre du conseil du tribunal civil de Saintes.

commune », n'eût pas cru devoir proposer « une autre disposition bien plus importante, réclamée par l'intérêt général du département » et ayant pour résultat de restituer à l'immense majorité des habitants, séparés de La Rochelle « par d'impraticables chemins, des rivières, d'énormes distances, leur administration supérieure, placée au milieu d'eux par une loi solennelle et dont ils ont été dépouillés par un simple décret ». Il conclut en disant qu'il ne soumettait à la Chambre des pairs ni un amendement, ni un projet de loi, car la loi existait, qu'il se bornait à formuler un vœu pour que « prompte justice fut rendue à Saintes en lui restituant sa propriété dans son titre de chef-lieu qu'il tient du suffrage de ses électeurs, de sa position topographique, de ses représentants, de son roi » (1).

Immédiatement après cette brillante improvisation de Lemerrier, un de ses collègues, le marquis de Lally-Tolendal (2), fit la proposition, qui, à cette même séance, fut, sans discussion, adoptée par la Chambre Haute, de supplier le roi de présenter un projet de loi, qui, « attendu que celle du 21 septembre 1790 n'avait pu être annulée par le décret du 19 mai 1810, ordonnerait la réintégration de la préfecture de la Charente-Inférieure dans la ville de Saintes » (3).

Comme conséquence de ce vote, le ministre de l'intérieur, M. Lainé, donna, le 25 mai 1818, l'ordre au préfet de la Charente-Inférieure, d'inviter les assemblées du département à émettre de

(1) Le discours de Lemerrier figure dans les *Archives Parlementaires*, 2^me série, tome XXII, page 441.

(2) Trophime-Gérard, marquis de Lally-Tolendal, né et mort à Paris (5 mars 1751-10 mars 1830), était fils naturel du lieutenant-général et gouverneur des Indes Françaises, Thomas-Arthur, comte de Lally-Tolendal, décapité à Paris le 9 mai 1766, et de Félicité Crafton. Il consacra tous ses efforts à la réhabilitation de son père et, aidé par Voltaire, il réussit, malgré l'opposition obstinée du conseiller au parlement, d'Epresmenil, à faire casser l'arrêt de condamnation. Il était capitaine de cuirassiers quand il fut élu député de la noblesse de la capitale aux Etats Généraux de 1789 ; il se déclara en faveur des réformes, donna sa démission après les journées des 5 et 6 octobre (2 novembre 1789), et passa en Suisse, puis en Angleterre. Revenu en France en même temps que les Bourbons, il fut, le 19 août 1815, envoyé par Louis XVIII à la Chambre des pairs, où il défendit les idées constitutionnelles. Membre de l'Académie Française en vertu de l'ordonnance royale du 21 mars 1816 et marquis par une autre ordonnance du 31 août 1817, Lally-Tolendal était un orateur doué d'une remarquable facilité d'élocution et d'une mémoire prodigieuse.

(3) *Archives Parlementaires*, tome XXII loc. cit. *suprà*.

nouveau leur avis sur la proposition, faite à la Chambre des pairs, de reporter à Saintes le siège de la préfecture.

Sur la convocation, à elles adressée par le premier magistrat du département, le 28 du même mois, ces assemblées se réunirent et délibérèrent sur l'importante question qui leur était soumise.

Le Conseil général, dans sa séance du 21 juin 1818, à la majorité de 12 voix contre 7, opina encore une fois pour le maintien de la préfecture à La Rochelle.

Quant aux conseils d'arrondissement, cinq persistèrent dans le vœu, émis en 1814 pour son retour à Saintes, savoir : ceux de Jonzac, Marennes, Saint-Jean-d'Angély et Saintes, à l'unanimité, par délibérations des 1^{er}, 2 et 9 juin 1818, et le cinquième, celui de Rochefort, à la majorité de 7 voix contre 2, par délibération en date aussi du 2 du même mois (1).

C'est ce que firent observer très justement les sept membres de la minorité du Conseil général (MM. A. Mercier-Delagrollière, Laurenceau, Boscal de Réals, Delafenestre, Jean-Joseph Jouneau, Duret et Lescure), dans un mémoire que, le 27 juin 1818, ils adressèrent au ministre de l'intérieur, et où ils lui signalaient les diverses considérations qui militaient en faveur de la demande de Saintes, étroitement liée, du reste, à « l'intérêt des administrés, résultant de la position de cette ville au centre de la population et du territoire départemental » (2).

A la suite de cette consultation, le ministre Lainé fit, paraît-il, un rapport favorable, comme celui de son prédécesseur, l'abbé de Montesquiou, aux réclamations de la généralité des habitants de la Charente-Inférieure. Malheureusement, le renversement du ministère du duc de Richelieu, dont faisait partie M. Lainé, le 24 décembre 1819, empêcha la présentation de ce rapport au roi (3).

D'ailleurs, les Rochelais ne restaient pas inactifs et ne cessaient pas de guerroyer avec leur plume contre des compétiteurs, trop obstinés à leur gré. Dans deux mémoires, présentés par leurs délégués au ministre de l'intérieur, ils exposaient, très

(1) Parmi ceux qui votèrent pour Saintes se trouvait le docteur Bobe-Moreau, le premier vaccinateur de la Saintonge.

(2) *A Son Excellence Monseigneur le Ministre de l'Intérieur. A Saintes, chez Hus, imprimeur de la Sous-Préfecture et de la Mairie (1818).*

(3) *Réponse aux deux mémoires publiés par les députés de La Rochelle, page 22, note 14. Il sera parlé plus bas de ce document.*

habilement et avec un soin minutieux, toutes les objections qui leur paraissaient être de nature à faire avorter un projet menaçant pour leur chère cité. — Voici sommairement les principaux motifs allégués par eux : « 1° En 1789, La Rochelle était, depuis un siècle, chef-lieu d'une généralité plus étendue que le département de la Charente-Inférieure ; 2° lorsqu'en 1810, le chef-lieu fut rendu à La Rochelle, Saintes n'en avait joui que pendant les premières années de la Révolution ; 3° en 1814, toutes les tentatives de Saintes, pour déposséder La Rochelle, vinrent échouer au Conseil du roi ; 4° c'est dans la région la plus peuplée et dans le centre d'activité, que doit être placé le chef de l'autorité civile ; 5° dans le rayon de La Rochelle, se trouvent tous les grands ateliers de travaux publics ; 6° son importance militaire et commerciale est incontestable ; 7° des dépenses considérables ont été faites à La Rochelle pour l'établissement de la préfecture et de ses bureaux. Quelles sommes ne faudra-t-il pas imposer encore et pour les frais de translation et pour créer à Saintes des établissements semblables ? »

Parmi les arguments invoqués, si certains n'étaient que spécieux, il y en avait d'autres, on doit le reconnaître, qui ne manquaient pas de justesse ; le dernier, surtout, était de nature à faire une réelle impression sur l'esprit des dirigeants à une époque où l'on se montrait plus ménager des deniers des contribuables que de nos jours et où les budgets publics n'avaient pas encore acquis les proportions énormes, fantastiques même, qu'ils ont prises depuis.

Les défenseurs de la cause saintaise ne perdaient pas, néanmoins, courage, malgré leurs succès successifs.

Le 1^{er} février 1819, une démarche fut faite auprès de Louis XVIII par MM. Jean Baudry, procureur du roi à Saintes, et Jean-Joseph Jouneau, députés de la Charente Inférieure ; le comte Boscal de Réals, maire de Saintes, membre du Conseil général ; le chevalier P.-Hector Savary, ex-procureur du roi près la cour d'assises de ce département ; E. Merville, de Saint-Jean-d'Angély, président de la cour royale de Paris ; Gabriel Leydet, de Jonzac, président du tribunal civil de Poitiers ; le marquis de Maleissye, colonel de la légion de l'Indre, membre du Conseil général de la Charente-Inférieure ; le vicomte Louis Lemerrier, de Saintes ; l'abbé Favraud, chapelain du roi ; le comte Pierre de Vaudreuil et Desgraves, négociant, ancien dé-

puté (1). A l'appui de leurs sollicitations, les susnommés remettaient au monarque une adresse dans laquelle ils faisaient appel « à son auguste bienveillance » pour obtenir la réintégration de la préfecture dans la ville de Saintes et exprimaient l'espoir que « leurs justes réclamations ne seraient pas trompées » (2). En outre, le 12 février 1819, les mêmes personnages faisaient parvenir au ministre de l'intérieur (M. le duc Decazes), un mémoire, signé de chacun d'eux (3), où ils s'efforçaient de réfuter les différentes objections soulevées par leurs rivaux. L'étendue de ce document et l'exiguité du cadre dont nous disposons ne nous permettent pas, à notre vif regret, d'en donner une analyse complète. Nous nous bornerons donc à reproduire, en partie, la réponse « victorieuse » faite, par « les députés chargés de présenter les vœux de cinq des six arrondissements de la Charente-Inférieure, pour obtenir le retour de la préfecture à Saintes » à l'argument — le plus fort peut-être en ce temps-là, pour les motifs ci-dessus indiqués — c'est-à-dire les dépenses, que devait inévitablement entraîner la translation réclamée.

« Il ne sera pas nécessaire d'imposer de nouvelles sommes : tous les établissements existent à Saintes ; les grandes administrations y ont été placées pendant vingt ans ; elles peuvent encore s'y fixer.

« L'hôtel de la préfecture, situé dans un beau local, avec des jardins très agréables, au centre de la ville, ne laisse rien à désirer, ni pour le logement du préfet, ni pour ses bureaux : il y trouvera, comme ses prédécesseurs, la commodité réunie à une décence élégante...

« Quant aux frais de translation, qu'on lise la soumission d'un citoyen dont la solvabilité est connue, et qui est imprimée à la

(1) *Moniteur Universel* du 2 février 1819.

(2) *Adresse au Roi, tendant à obtenir le retour de la préfecture dans la ville de Saintes*. Paris, Imprimerie de Le Normant (31 janvier 1819).

(3) *Réponse aux deux mémoires publiés par les députés de La Rochelle, sur la proposition de replacer, dans la ville de Saintes, le chef-lieu du département de la Charente-Inférieure* (Paris, imprimerie de Lefebvre). Ce document, qui comprend 23 pages, porte les mêmes signatures que l'adresse au roi, sauf celle de Baudry ; M. Thenard-Dumousseaux fils, en revanche, y a apposé la sienne. — Ce dernier devait avoir vraisemblablement pour père, Jean-Baptiste Thenard-Dumousseaux, né à Montguyon le 24 janvier 1762, mort à Jonzac, le 12 janvier 1846, qui fut représentant de la Charente-Inférieure au Conseil des Cinq Cents (13 avril 1797), au Corps Législatif (26 décembre 1799-2 mai 1803) et à la Chambre des Cent-Jours (3 juin-8 juillet 1815).

fin du premier mémoire (1), et on y verra que, moyennant trois mille francs, il s'engage de transporter à Saintes, non seulement tous les meubles de l'hôtel de la préfecture, mais encore tous les titres, papiers, archives, etc., tant de la préfecture que des autres administrations et directions générales dont le déplacement serait ordonné. »

Le conseil des ministres présidé par le général marquis Dessolles (2), se serait, à ce moment-là, prononcé, à l'unanimité, pour que la translation fut opérée, et déjà l'ordonnance rédigée était sur le point d'être soumise à la sanction royale, lorsque des circonstances, sur lesquelles nous ne sommes pas fixé, « vinrent ajourner indéfiniment la réparation demandée et refouler l'espoir au fond des cœurs » (3).

Depuis leur dernière déconvenue, tant que Louis XVIII, puis son frère le comte d'Artois, sacré sous le nom de Charles X, (29 mai 1825), restèrent sur le trône de France, les partisans du retour de la préfecture à Saintes ne semblent pas avoir fait d'autres tentatives pour parvenir à l'accomplissement de leurs desseins, mais, aussitôt après la Révolution de Juillet, ils recommencèrent la campagne avec énergie.

Le 5 mai 1831, lors de leur session, l'on vit les conseils des arrondissements de Jonzac, Saint-Jean-d'Angély et Saintes, prenant spontanément l'initiative d'une délibération nouvelle, réclamer, avec les plus vives instances, la réintégration, à Saintes, du siège de l'autorité supérieure départementale.

Presqu'à la même époque, les députés de Jonzac, Saint-Jean-d'Angély, Marennes et Saintes déposèrent, entre les mains du

(1) Il s'agit du mémoire, précité, de MM. Mercier-Delagrollière, et autres conseillers généraux. La soumission à laquelle il est fait allusion et qui est en date du 1^{er} août 1818, a été souscrite par le sieur Elisée Allenet fils, cadet.

(2) Le général Dessolles, qui avait la présidence du conseil avec le portefeuille des affaires étrangères, n'avait que la direction nominale du cabinet, qui avait remplacé celui du duc de Richelieu le 24 décembre 1819 ; le duc Decazes, ministre de l'intérieur, en avait la direction réelle. — Faisaient encore partie de ce ministère le maréchal Gouvion-Saint-Cyr à la guerre et le baron Louis, aux finances.

(3) Dans le *Mémoire adressé au Conseil d'Etat en 1831, sur la translation de la préfecture à Saintes*, dont nous allons parler plus loin, on lit, à la page 3, que ce furent « des considérations personnelles, tirées de la politique anti-nationale de la dynastie déchue » (celle des Bourbons), qui mirent obstacle à l'ordonnance, tant souhaitée par les habitants de la Saintonge et spécialement par ceux de Saintes.

ministre du commerce et des travaux publics (M. d'Argout), des pétitions signées par plus de 1.200 électeurs, pour demander la translation de la préfecture « au centre du territoire et du département ».

Le 17 mai 1831, le Conseil général de la Charente-Inférieure entama une longue discussion au sujet du vœu des conseils d'arrondissement sus-désignés. — Au cours de ce débat, un membre, pour combattre le principal argument des Saintongeais, tiré de la centralité géographique de la ville où ils voulaient transférer la préfecture, proposa de séparer du surplus du département, pour les réunir à la Gironde ou à la Charente, les trois cantons méridionaux de l'arrondissement de Jonzac, les plus éloignés de La Rochelle, d'ailleurs « presque déserts et couverts de landes incultes, présentant ainsi peu d'avantages au département en allongeant sa configuration d'une manière incommode pour l'administration » (1). Mais la majorité de l'assemblée protesta avec vivacité contre le morcellement de notre territoire départemental, et, prenant cette fois en considération le vœu simultanément exprimé par les trois conseils d'arrondissement dont s'agit, il se prononça au scrutin secret, à une majorité de 13 voix contre 5 et un bulletin blanc, sur 20 membres présents (2), pour le retour du préfet à Saintes.

Cependant la plus vive agitation régnait dans l'arrondissement de Jonzac, spécialement dans les cantons de Montlieu, Montendre et Montguyon, les plus distants du chef-lieu du département. Les populations de cette contrée étaient pleines de lassitude, d'incertitude et de découragement de « voir sans cesse ajourner le moment d'une réparation si constamment invoquée » (3) ; aussi les conseils municipaux de plusieurs communes de cet arrondissement, se faisant les interprètes des sentiments de leurs électeurs, n'hésitèrent pas à prendre des délibérations pour réclamer leur séparation du département de la Charente-Inférieure et leur réunion à celui de la Gironde. Le gouvernement finit par s'émouvoir de ces manifestations réitérées et prit le parti

(1) *Mémoire en réponse aux Observations présentées par le conseil municipal de La Rochelle*, par MM. de Beauséjour et autres, page 8. Ce document sera analysé plus loin.

(2) Même mémoire, page 3.

(3) *Mémoire au Conseil d'Etat*, par MM. de Beauséjour..., page 4. Il sera question plus bas de ce document.

d'élaborer un projet de loi, tendant à replacer à Saintes le siège de la préfecture, mais, avant de le soumettre au Conseil d'Etat, il provoqua : 1° les observations du maire et du conseil municipal de La Rochelle au sujet du déplacement projeté ; 2° l'avis du préfet sur cet objet ; 3° le rapport de l'architecte départemental, indiquant les bâtiments affectés à La Rochelle au service de la préfecture et de la gendarmerie ; ceux qui pourraient être affectés à la même destination dans la ville de Saintes, ainsi que l'évaluation des frais qu'occasionnerait ce déplacement ; 4° les rapports également du receveur général des finances, des directeurs des contributions directes et indirectes, du directeur de l'enregistrement et des domaines, et de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département, concernant le chiffre approximatif des dépenses, qui résulteraient de la translation à Saintes de leurs services respectifs (1).

Le 20 août 1831, le maire, les adjoints et les conseillers municipaux de La Rochelle fournirent leurs observations, requises par le ministre, sur la proposition faite par le Conseil général de transférer le siège de la préfecture à Saintes (2).

Dans ce mémoire, les signataires, après avoir constaté que la question de cette translation avait déjà été jugée trois fois en faveur de leur ville (en 1814, 1818 et 1819), qualifiaient d'« insignifiant » le vote du Conseil général par ce motif que, sur les 13 membres partisans du changement, onze appartenaient aux trois arrondissements qui le demandaient et ajoutaient qu'au surplus Saintes avait pour compensation la cour d'assises. Reprenant pour leur compte la proposition faite précédemment dans l'assemblée départementale, ils émettaient l'opinion que, si les trois cantons au midi de Jonzac jugeaient le maintien de la préfecture à La Rochelle comme préjudiciable à leurs intérêts, ils n'avaient qu'à solliciter leur rattachement aux départements soit de la Gironde, soit de la Charente, « dont les chefs-lieux sont plus près d'eux que la ville de Saintes même et avec lesquels ils ont vingt fois plus de relations commerciales ou

(1) *Lettre de M. d'Argout, ministre du commerce et des travaux publics, à Monsieur le comte Duchâtel, membre de la Chambre des députés, du 2 octobre 1831* (Bibliothèque de la ville de Saintes, fonds Eschassériaux).

(2) Le maire de La Rochelle était, depuis le 22 août 1830, Pierre-Simon Callot aîné. Il resta à la tête de la municipalité jusqu'en octobre 1834.

autres qu'ils ne peuvent jamais en avoir avec cette ville » (1). Puis, répétant les raisons, déjà données par leurs devanciers et qui, à leur sentiment, constituaient les titres de La Rochelle à la possession du siège de l'administration supérieure départementale, — raisons que nous avons fait connaître succinctement, — ils concluaient en ces termes : « Tant de faits, dont l'évidence est démontrée, ne prouvent-ils pas que cette ville est au centre du commerce maritime d'une vaste contrée, et qu'il importe essentiellement de soutenir ce commerce par la présence des caisses publiques et du premier magistrat du département ? Ces faits ne prouvent-ils pas aussi que c'est à La Rochelle et non (2). à Saintes, troisième ville du département, sans industrie, sans commerce et loin de la mer, que doivent être réunis les chefs des diverses administrations... qu'ainsi ce serait placer le Préfet hors du centre d'activité et tout désorganiser » (3).

Les défenseurs du vote du Conseil général, relatif au déplacement du siège de la préfecture, ne restaient pas dans l'inaction. Dans les premiers jours du mois de septembre 1831, une réponse aux *Observations* du Conseil municipal de La Rochelle fut adressée au ministre de l'intérieur (M. Casimir Périer, président du conseil des ministres), par MM. de Beauséjour (4),

(1) *Observations du conseil municipal de La Rochelle sur la proposition du conseil général de la Charente-Inférieure de transférer le siège de la préfecture de La Rochelle à Saintes*. La Rochelle, imprimerie d'Elise Cappon, s. d.

(2) *Observations du conseil municipal de La Rochelle*, page 4.

(3) *Observations...*, page 12.

(4) Antoine Boureau de Beauséjour, né à Saint-Saturnin-de-Séchaud (Charente-Inférieure) le 14 avril 1771, mort à la Turpinerie, commune de Geay, le 31 août 1855. Il était fils de Daniel-Antoine Boureau de Beauséjour, ancien avocat au parlement de Paris, et de Marie-Anne de Latour de Geay. Officier du génie militaire, puis chargé du cadastre de son département en l'an XI, il vécut dans la retraite de 1818 à 1819, ne s'occupant que d'agriculture, de plantations, de dessèchements, etc. Le 11 septembre 1819, il fut élu député par le collège du département de la Charente-Inférieure et prit place à la Chambre sur les bancs de l'opposition libérale. Rentré dans la vie privée en 1820, il fut élu, le 5 juillet 1831 député de Saint-Jean d'Angély et fit partie de la gauche dynastique. Il échoua à l'élection du 21 juin 1834. De son mariage avec Mademoiselle-Elisabeth Minguet, il eut une fille, qui épousa M. Bethmont (Paul-Louis-Gabriel), député de Rochefort, depuis premier président à la Cour des Comptes.

Eschassériaux (1), le comte Duchâtel (2), et Senné (3), députés de Saint-Jean d'Angély, Saintes, Jonzac et Marennes, Louis Lemercier (4), député de l'Orne, Aubert (5), député de la Gironde, le lieutenant général pair de France, marquis de Chasseloup-Laubat, le comte Lemercier, ces quatre derniers fondant leur intervention sur leur qualité de propriétaires dans la Charente-Inférieure, ou leur naissance dans la ville de Saintes.

Dans un long mémoire (6), très étudié, très ingénieusement

(1) René Eschassériaux, né à Corme-Royal le 27 juillet 1754, décédé aux Arènes, commune de Thénac, le 16 novembre 1831, ancien membre de la Convention, du Conseil des Anciens et de la Chambre des Cent-Jours, avait été élu député de Saintes le 23 juin 1830. Il fut maire de Saintes de 1812 à 1815.

(2) Charles-Jacques Nicolas, comte Duchâtel, né à Tinchebray (Orne), le 29 mai 1751, mort à Mirambeau le 24 septembre 1844, ancien député au Conseil des Cinq-Cents (25 vendémiaire an IV) pour le département de la Gironde, où il avait été directeur de l'enregistrement (1791-1793), Conseiller d'Etat (24 décembre 1789), directeur général de l'enregistrement et des domaines (1801-16 juillet 1815), créé comte de l'Empire en 1818, avait été élu député de Jonzac le 5 juillet 1831. Il fut élevé à la pairie le 25 janvier 1833. Son fils, le comte Charles-Marie Tanneguy Duchâtel (Paris, 19 février 1803-5 novembre 1867), a été député de la Charente-Inférieure de 1833 à 1848 et a été plusieurs fois ministre sous Louis-Philippe I^{er}.

(3) Jacques-Philippe Senné, né à Marennes le 6 janvier 1769, mort à une date inconnue, après avoir exercé la médecine à Saint-Just (Charente-Inférieure), fut élu député par le 5^e collège électoral de ce département (Marennes) le 5 juillet 1831 et siégea, jusqu'en 1834, à la Chambre où il vota avec l'opposition dynastique. Il se retira de la politique après l'expiration de son mandat.

(4) Augustin-Louis, vicomte Lemercier, né à Saintes le 22 février 1787, décédé à Paris le 4 mai 1864. Ancien chef d'escadrons des chasseurs à cheval de la Garde Impériale, licencié après Waterloo, il fut député de l'Orne du 17 novembre 1827 au 9 juillet 1842, pair de France (9 juillet 1845) et sénateur sous le second Empire (26 janvier 1852). Il était commandeur de la Légion d'honneur et médaillé de Sainte-Hélène.

(5) François-Marie-Honoré-Laudouald Aubert, né et mort à Paris (5 octobre 1765-18 avril 1845). Ancien président de district, juge suppléant et juge de paix, puis sous-préfet de Blaye en 1800, il fut élu député de ce même arrondissement au Corps législatif en 1808, puis à la Chambre des Cent-Jours (21 mai 1815). Il s'éloigna de la politique après cette législature et ne reentra à la Chambre des députés que sous le Gouvernement de Juillet, toujours pour l'arrondissement de Blaye, aux élections du 5 juillet 1831 et du 24 juin 1834. Il ne cessa de siéger parmi les modérés et fut nommé pair de France le 7 novembre 1835. Il avait été promu chevalier de la Légion d'honneur, en 1814, par Napoléon I^{er}.

(6) *Mémoire en réponse aux observations présentées par le Conseil muni-*

conçu, très adroitement rédigé, ils combattaient, par des raisons solides, souvent avec succès, les différents arguments de leurs tenaces adversaires. Après avoir insisté sur l'importance indéniable du vote du Conseil général, qui constituait « une déclaration très significative de la volonté générale des habitants, légalement exprimée par l'entremise de leurs représentants naturels », ils s'élevaient contre l'idée, émise par les Rochelais, de distraire du département les trois cantons les plus éloignés de l'arrondissement de Jonzac. Puis, mettant en parallèle les titres de La Rochelle et ceux de Saintes, ils vantaient, à l'exemple des rédacteurs des précédents mémoires, les avantages, résultant pour les administrés, de la position topographique de cette dernière ville, et affirmaient que, contrairement aux prétentions de sa rivale, c'était à Saintes que se trouvait « le centre d'action qui vivifie notre agriculture, notre industrie et le commerce de plusieurs départements circonvoisins », car « le centre des intérêts, quoi qu'on en dise, réside toujours au milieu du territoire et de la population. » Ils terminaient en ces termes : « Il s'agit d'une affaire capitale pour les cinq-sixièmes de la population du département de la Charente-Inférieure. Il s'agit de rendre à l'existence sociale des contrées placées en dehors d'un centre d'impulsion morale et politique et déshéritées par leur excentricité des bienfaits de la civilisation. Il s'agit de rétablir une loi, rendue dans les limites du pouvoir constitutionnel, indûment abrogée par un décret impérial, arraché au chef de l'Etat par l'importunité des courtisans en violation des droits les plus positifs. »

(A suivre).

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

II

NOTES D'ÉPIGRAPHIE D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

Les inscriptions inédites sont rares en Saintonge. L'épigraphie saintonge de M. Audiat ; le *Recueil de la Commission des arts et monuments* et le *Bulletin* de la Société des Archives historiques de Saintonge et d'Aunis les ont presque toutes publiées.

cipal de La Rochelle. Une copie autographiée de ce mémoire, qui a 25 pages, existe à la Bibliothèque de la ville de Saintes, fonds Eschassériaux.

En voici cependant quelques-unes qui avaient échappé jusqu'ici aux épigraphistes et... à la pioche des démolisseurs.

Au village de Chez-Jacquaud, commune de Saint-Simon-de-Pellouaille, sur un linteau de porte, est gravé en lettres un peu frustes, en parties rongées par le salpêtre :

PAX HVICT
DOMVI MF CL (M et F liés ; C et L liés)
1653

Paix à cette maison. CL m'a faite (ou m'a fait faire) 1653.

C'est par ces paroles, rapportées par Saint-Luc, X. 5. que les apôtres doivent saluer la maison de leur hôte : « In quamcumque domum intraveritis, primum dicite : Pax huic domui ». Pontificaux, rituels et sacramentaires, ont conservé à travers les siècles cette formule dont se servent toujours les évêques et les prêtres avant d'entrer dans la maison des malades qu'ils vont administrer (1).

BEAUMONT-EN-CRAVANS

Situé dans une plaine légèrement ondulée, et à cent mètres environ d'un cours d'eau, Beaumont ne peut tirer son nom, comme tant d'autres endroits, de la situation qu'il occupe. Ce nom lui fut plutôt imposé par ses possesseurs.

Les terres de Cravans et Rioux, confisquées par Philippe le Bel sur les seigneurs de Didonne, furent données à Renaud de Beaumont, qui paraît issu de la puissante maison des comtes de Beaumont-sur-Oise, dont ses descendants ont toujours continué de porter le nom et les armes. Ils auraient donné leur nom à ce coin de terre sur lequel s'éleva un château détruit depuis longtemps et dont on voit encore les substructions au niveau du sol. Un grand logis, édifié sur un plan rectangulaire, en occupe une partie de l'emplacement.

Auprès Tout, l'attention est attirée par un curieux cadran solaire.

Sur l'une de ses faces, au midi, il porte un blason, sommé d'un casque de chevalier : *parti de... écartelé au 2 de... et au*

(1) Dom Martène, *De antiquis ecclesiæ ritibus*, Rothom. MDCC. tom II, p. 117, 121, 126 et passim. — Sur cette formule de salutation, voir aussi Migne, *Script. sacr. curs. compl.*, tom. XXII, col. 853, 854.

3 de... Sur l'autre face, un blason de femme, en forme de losange : de... burelé ou fascé de...

Le premier n'est pas le blason des Beaumont qui portaient : d'argent, au lion de gueules, armé, lampassé, et couronné d'or ; ni le second, celui des derniers propriétaires nobles, les de la Porte-aux-loups : d'azur à la fasce componée d'or et de gueules, accompagné de deux loups passant l'un en chef, l'autre en pointe (1).

Au-dessous, faisant le tour de la pierre sur trois faces, cette inscription :

IEOVAH : LVX : MEA : ET : SALUS : MEA : PSALM 27

tirée d'une traduction latine des psaumes faite sur l'hébreu et suivant la manière de compter de l'hébreu.

La version grecque et la version latine, en effet, joignent ensemble les psaumes 9 et 10 et restent en arrière d'une unité sur le texte hébreu jusqu'au psaume 147 qu'elles partagent et après lequel elles comptent de la même façon. L'inscription porte ps. 27. C'est le premier verset du psaume 26 que la vulgate traduit par *Dominus illuminatio mea et salus mea, quem timebo* ? Le Seigneur est ma lumière et mon salut, qui craindrai-je ? Texte de l'Ecriture pris dans un sens allégorique ; allusion évidente au soleil qui est bien pour un cadran sa lumière et son salut, puisque, sans soleil, son style ne projette pas d'ombre, ne marque pas l'heure ; alors il devient inutile et, comme tel, risque fort d'être détruit.

Ce qui fait le principal mérite de ce cadran, c'est qu'il porte une inscription : il parle ; mais son soubassement est moins beau, moins richement sculpté que celui qu'on voit dans la cour de la maison d'école de Rétaud (2). Comme celui de Beaumont, ce dernier présente un blason sur chacune de ses faces nord et midi, chaque blason sommé d'un casque. Mais tandis que le premier de ces cadrans présente sur ses deux côtés est et ouest des surfaces planes sans autre ornement qu'une plate-bande en creux qui forme encadrement, le second a ces deux mêmes faces ornées d'élégantes cariatides dont les longs cheveux bou-

(1) Th. de B. A. (de Brémont d'Ars), *Rôle saintongeais*, p. 3, et la Morinerie, *La noblesse de Saintonge et d'Aunis convoquée pour les Etats généraux*.

(2) Il vient de m'être signalé par M. Dangibeaud.

clés retombent sur les épaules. Il porte bien sa date : 1639.

La décoration du cadran de Beaumont est simple et sévère ; celle du cadran de Rétaud porte la marque du style élégant et noble du grand siècle (1).

A Pouzou, commune des Églises d'Argenteuil, dans les montants d'une porte d'écurie qui appartient à M. Pommereau Victorin, ont été placées les deux moitiés d'une pierre, apportée dans les premières années du XIX^e siècle, lorsqu'on détruisit les dernières constructions de la Borderie, ferme isolée, dont il ne reste plus trace, mais qui a laissé son nom aux terres qui l'entouraient. Elle était située à 1.200 mètres environ au nord-ouest de la route nationale n° 150 de Bordeaux à Poitiers et à 300 mètres au nord du chemin vicinal d'intérêt commun n° 20 de la Chapelle-Bâton à Gibourne.

Sur cette pierre sont gravés : un chrisme ; au-dessous un I, séparé par une étoile à cinq pointes d'une autre lettre qui a été presque entièrement emportée par la coupe de la pierre, ainsi que le 2 de la date.

I I[†] I S

I ★ I

1682

Le chrisme se traduit par : *Jesus hominum salvator*, Jésus sauveur des hommes, lorsqu'on ne vit plus que des sigles dans cette abréviation par contraction du mot Jésus, H étant à l'origine un éta grec.

A Paillé, au-dessus de la porte d'une maison qui appartient à M. Henri Brisset, est gravée, en lettres de 42 millimètres, cette invocation.

QIVINVM AVXILIVM (AV liés).

1777

(1) Me sera-t-il permis d'exprimer un regret ? Pendant que le cadran de Beaumont est soigneusement conservé par son propriétaire, celui de Rétaud, d'un cachet artistique indiscutable situé en dehors du jardin, dans la cour de la maison d'école, risque fort d'être dégradé par les enfants, car il y a longtemps qu'on a dit et c'est vrai toujours :

...Cet âge est sans pitié...

Que le secours divin demeure toujours avec nous. Et à quelques pas de là, chez M. Louis Brisset :

A PAILLE
PIERRE CHEVALIER LE 24 AVRIL
1777 PAR MOY LOVIS
DEGLANE
PARTA LABORE

Cette maison, je l'ai acquise par mon travail, pensée que l'on trouve exprimée dans les mêmes termes à Orioux et à St-Jean d'Angély, sur une maison de la rue Tour-Ronde.

Auprès des ruines de l'église priorale d'Oulmes, commune de Nuailé, canton d'Aunay, la clef de voûte du portail d'entrée de M. Ballanger, porte un écusson :

1627
BIEN ACQUIS
EST DE LONGUE
DURÉE

et, au-dessous, un nom qui a été à moitié emporté en abattant le chanfrein de la pierre :

PERDRIAT M.F. (m'a fait ou m'a fait faire).

Dans la même commune, à la Fragnée, sur un linteau de porte provenant du logis de Lonzay-en Saint-Pardoult, on lit ce distique :

SI LA MAISON NRE. SEIGNEUR NA EIE
EN VAIN LABEURE AULTRE QUI LÉDIFIE (le premier E onciale)

traduction du 1^{er} verset du psaume 126. *Nisi dominus ædificaverit domum, in vanum laboraverunt qui ædificant eam.* A remarquer NRE pour notre et EIE pour FIÉ (1).

Ces inscriptions ont toutes un caractère religieux ou sentencieux ; ce sont des invocations, des passages de la Bible, des proverbes. Une fois aussi nous y trouvons exprimée la satisfaction qu'éprouve le travailleur dont le succès a couronné les

(1) Cette inscription est peut-être due aux Castello de Lonzay, de la même famille que les Castello de Maillé, chez lesquels Agrippa d'Aubigné fit imprimer son *Histoire Universelle*.

efforts et qui vient enfin de faire construire un abri pour lui et sa famille.

En voici une autre qui prouve qu'à la fin du XVII^e siècle, la viticulture, source de revenus autrefois considérable, était en honneur à Saint-Pardoult.

Rivaud vient de faire construire un chai qui lui a coûté sans doute beaucoup de temps, de peine et d'argent : il regretterait de le voir tomber un jour, faute d'entretien. Et c'est l'expression de ses désirs, c'est une sorte de testament concernant un point particulier, qu'il fait graver dans la pierre, à l'angle du bâtiment, pour en perpétuer le souvenir ;

†
J I-I S

JEAN RIVAUD AUTEUR
DE CES BATIMANT LES
VIGNES EN SONT CAUZE
BIEN A CEUX QUY LES
ANTRETIENDRONT 1683.

—

SAINT-PARDOULT ET SON ÉGLISE

Saint-Pardoult était appelé primitivement *Ciriacum* et *Chiriacum* (1). La première forme de ce nom de lieu est évidemment la plus ancienne.

Le c latin, qui avait remplacé le kappa grec, eut d'abord le son dur du k à l'époque classique, puis s'adoucit et se prononça ts à la fin du III^e siècle et eut enfin un son chuinté en bas latin.

Le nom romain *Cirius* s'écrivit plus tard comme on le prononçait, *Chirius* ; et c'est par l'addition au radical de ce gentile du suffixe celtique *acus*, qu'on obtint les deux formes *Ciri-acus* et *Chiriacus*.

A l'origine, c'était là le fundus de *Cirius*, la propriété de *Cirius*.

Au XI^e siècle, on trouve l'ancien nom et celui du patron de l'église, employés ensemble ou l'un ou l'autre indifféremment : « *ecclesia sancti Pardulphi de Chiriaco... de Ciriaco* » et « *moledinos de Chiriaco vel Pardulpho* » (2).

(1) *Cartulaire de Saint-Jean-d'Angély*, apud *Arch. hist. de Saintonge et d'Aunis*, tom. XXX, p. 83 et seq.

(2) *Ibid.*

Puis le non du saint abbé (1), célèbre par ses miracles (2), avant et après sa mort (3), et dont le culte, d'après dom Martène (4) et Baillet, était très répandu dans l'ouest au XII^e siècle, remplaça définitivement le nom primitif et resta seul (5).

L'église, qui s'élevait sans doute où nous la voyons encore aujourd'hui, avait été donnée par Alboin à Saint Pierre-de-Cluny entre les mains de Guillaume, prieur d'Aix, afin que les Clunisiens la rebâtissent plus solide, plus grande et plus belle (6). Mais la paroisse était très pauvre, très petite, fort loin de Cluny (7) et les moines tardaient à remplir les conditions très onéreuses d'une donation peu importante (8).

Les liens qui unissaient les moines de Cluny à ceux de Saint-Jean-d'Angély, chez qui la régularité avait été rétablie en 1018 par l'abbé Odilon, à la demande de Guillaume, duc d'Aquitaine, devaient être connus de Guillaume de Partellan. Il put racheter, sans doute, avec plus de facilité, de l'abbaye de Cluny ce qui avait été donné par son frère Alboin, pour en faire don, à son tour, aux moines de Saint-Jean. Il ajoutait même à cette première donation, les moulins, les terres et les prés qu'il possédait à Saint-Pardoult, plus une somme pour faire édifier le chevet de l'église, mais avec réserve d'un droit de rachat pour

(1) Sur le célèbre abbé de Guéret, † vers 737, fête le 6 octobre, voir : *Acta Sanctorum*, tom. LI., tom. III, octobr., p. 422 et seq. ; *Gallia christiana*, tom. II, col. 533 ; Labbe, *Bibliotheca librorum*, mss., p. 599.

(2) Periclitanti subvenit, claudogressum, demoniacos liberat, cecitate et gulture laborantem, item paraliticum sanat, precibus a monasterio suo, ruinam avertit. — AA. SS. p. 434.

(3) .. Fierentque in dies miracula, quibus illuc frequens populus invitabatur ; sanctum abbatem... in ecclesiam Sancti Joannis (Sarlatensis) extra monasterium transtulerunt, ut turbam miraculorum sequacem eo removerent. — Mabillon, *Præfationes*. AA. SS. O. S. B., præf. in III, sæcul. bened., n° 110.

(4) Dom Martène, *Scriptorum veterum*, tom. VI, col. 527, ...Malleacensis, Pictavensis, Xantonensis et Sarlatensis codices prioratus, pastoratus vel vicariatus, unum aut plures, enumerant qui a sancto Pardulpho nomen traxere, unde colligi potest, quanta in illis regionibus fuerit jam olim sancti Pardulphi celebritas.

(5) A. Giry, *Manuel Diplomatique*, p. 407, signale un autre Chiriacum dont le nom a été aussi changé. C'est aujourd'hui Saint-Rémy-la-Vanne (Maine-et-Loire).

(6) Ut ipsam ecclesiam reedificarent et in melius restaurarent, *Cartulaire*, tom. I, p. 84.

(7) locus illius pauper erat nimis et tenuis et ab illis longe..., *ibid.*

(8) Ipsum loculum redemi..., *ibid.*

sa nièce seule, Aenordis, fille de Ramnulf, son frère (1). Cela se passait vers 1088.

Ce sont donc les Bénédictins de Saint-Jean-d'Angély qui firent construire l'église, adossée à une dérivation de la Boutonne qui coule au levant et dont elle est séparée par un étroit passage.

Ruinée probablement pendant les guerres du XVI^e siècle; il ne resta de cette construction que deux pans de murs assez épais, situés vis-à-vis l'un de l'autre et revêtus intérieurement et extérieurement de pierres dures de moyen appareil. Elle fut relevée de ses ruines, mais sans caractère architectural, à la fin du XVIII^e siècle, ainsi qu'en témoigne l'inscription placée au sommet et au milieu du chevet de l'église, extérieurement :

FAIT PAR MOY L. DE GLANE
AN 1787 ET PAR MOY
L. G. DE SAINT
PALDOV

Au dehors, rien d'intéressant. Un tailloir de chapiteau, décoré de zigzags, a été placé dans le mur de soutènement, repris en sous-œuvre, qui consolide ce qui reste de l'ancien édifice, du côté nord.

Intérieurement, se faisant vis-à-vis, deux groupes de trois colonnes engagées, grosses et courtes, supportent six chapiteaux dont trois sont vraiment intéressants.

La construction est de la fin du XI^e siècle, mais les sculptures ne paraissent pas antérieures à la fin du XII^e.

Sur l'un des chapiteaux, à gauche, est représenté le sacrifice d'Abraham : Un personnage est en marche et touche de la main gauche l'aile d'un ange, élégamment drapé. Derrière lui, à genoux sur un bûcher, Isaac, dont la tête s'incline sous la main gauche d'Abraham, qui lève la main droite armée d'un glaive pour frapper. Un autre ange conduit un bélier et touche le patriarche de l'aile et de la main pour l'empêcher de sacrifier son fils.

Sur les chapiteaux de droite, deux monstres se touchent d'une patte de devant, dressée; l'autre patte posée à terre et le corps contourné, ils cherchent à se défendre d'un serpent replié sur eux et la tête sur leur flanc.

(1) *Ibid.* p. 83, 84.

Un troisième chapiteau, placé symétriquement au premier décrit, porte deux hommes qui luttent ; pour racheter l'angle, une tête, à la barbe taillée en pointe, assez finement sculptée ; puis une femme et un homme qu'à son costume on reconnaît être un moine. Ces deux personnages se regardent en face et se donnent la main. En arrière, un animal fantastique.

Tous ces chapiteaux ont des tailloirs ornés de zigzags. Une épaisse couche de badigeon les recouvre.

Si nous cherchons un sens à ces sculptures, nous voyons dans le premier chapiteau l'idée d'épreuve, d'obéissance, de sacrifice. De l'autre côté, voulut-on symboliser par les animaux fantastiques contorsionnés et serrés par le serpent, l'état mauvais d'un pays où lutte vainement contre le mal une population qui n'a pas au milieu d'elle un centre religieux d'où doivent rayonner les idées morales ? Puis, sur le troisième chapiteau, les difficultés courageusement attaquées de front et enfin vaincues grâce à l'aide donnée aux moines par Aenordis, nièce du fondateur, qui n'exerça pas son droit de rachat ? Enfin symbolisé par un autre animal fantastique le mal qui ne tient plus la première place et recule ?

Depuis la révolution jusque vers 1862, le service religieux de la paroisse de Saint-Pardoult se fit dans l'église de la commune voisine d'Antezant. Celle de Saint-Pardoult était complètement abandonnée ; les terres s'élevaient intérieurement à une grande hauteur ; des ronces croissaient sur l'emplacement de l'autel et grimpaient jusqu'à la charpente.

Vers 1862, la municipalité fit déblayer, puis paver et plafonner l'église et la mit dans l'état où nous la voyons aujourd'hui, propre, mais sans luxe.

C'est en piochant pour enlever les déblais, qu'un sieur Rousseau rencontra, enfouie sous 50 ou 60 centimètres de terre et à environ 4 ou 5 mètres de la porte, une pierre longue de 76 centimètres et large de 24, placée depuis cette époque à l'entrée de l'église où elle sert de support de bénitier (1). Cette pierre porte, sculpté en haut-relief, un petit personnage nu, vêtu seu-

(1) J'adresse ici tous mes remerciements à M. Lagrange, ancien maire de Saint-Pardoult, qui m'a fourni ces derniers renseignements. Il se rappelle parfaitement le mauvais état de l'église lorsqu'il vint habiter la commune. Malgré les recherches faites à la mairie, nous n'avons pu trouver la date exacte des travaux de restauration.

lement d'un léger voile autour des reins, le pied droit posé sur une hémisphère, la main gauche levée comme pour supporter quelque chose ; la main droite abaissée et tenant un pylactère qui descend à hauteur du genou gauche pour remonter ensuite. La tête fut complètement emportée d'un coup de pioche. C'est sans doute aussi à cette époque que fut abimé le pylactère dont l'inscription, à lettres enclavées et à lettres conjointes, a été fort dégradée :

NOLITE IN ALT^Ū EXTOLLERE CORNU VRM (N et V liés).

U et V se confondent ; o plus petit placé dans C, r dans V

et au-dessous, en lettres de cinq centimètres :

ALYZON

Nolite in altum extollere cornu vestrum

Cessez de lever votre tête avec insolence, c'est-à-dire n'ayez pas d'orgueil ?

De quel monument faisait autrefois partie ce morceau de sculpture qui paraît dater de la fin du XVI^e siècle ? C'est ce qu'il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, de savoir.

Si nous en jugeons par ce qui en reste, que de choses intéressantes renfermait autrefois cet édifice !.....

Se détachant sur un épais rideau de peupliers, d'aulnes, de saules et de frênes, qui forment l'été un fond de tableau d'une exquise fraîcheur, cette église, d'apparence si modeste, n'en renferme pas moins des curiosités dignes de l'attention de l'archéologue.

Par elle, nous voyons comment, par l'intermédiaire des moines de Saint-Jean d'Angély, l'école incomparable d'art mystique de Cluny marqua pour les siècles, de son ineffaçable empreinte, jusqu'aux plus petites églises de nos campagnes.

GASTON POMMEBAU.



DOCUMENTS

INVENTAIRE DES SÉRIES DÉPARTEMENTALES DES ARCHIVES NATIONALES RELATIVES A LA CHARENTE-INFÉRIEURE

(Suite).

23 nivôse VI. — Lettre du département en réponse à une dénonciation à lui transmise contre Samson et Lenoble, employés dans ses bureaux. Le premier a été révoqué, mais le second est bon citoyen.

23 nivôse VI. — Propositions faites par Lagarosse de nommer commissaires du Directoire: à Charente, Avezou au lieu de Boisshot, nommé à Rochefort; à Courson, Réalet à Pons, Auriol au lieu de Julliot et Gordon démissionnaires.

8 pluviôse 12 ventôse VI. — Dossier relatif à la réorganisation des administrations municipales des cantons de Lozay, Royan, Saintes, extra muros, Montendre, Saujon, Ars, Brisambourg, Léoville, Saint-Savinien, Port d'Envaux, Archiac, Montlieu, La Tremblade, Saint-Martial, et de la commune de Fontcouverte.

Accusé de réception de 14 arrêtés du 3 pluviôse an VI destituant divers membres des administrations de ces cantons. Etat des administrations municipales « régénérées », comprenant en outre celles de Saintes-ville, (arrêté du 23 vendémiaire VI), de La Rochelle, Saint-Jean d'Angély et Dompierre, (arrêtés du 17 nivôse VI), les agents municipaux de Marennes, Rochefort et Fouras, (arrêtés du 3 brumaire et du 8 frimaire VI).

7 ventôse VI. — Destitution du citoyen Duchastel, agent municipal de Fontcouverte, qui a abusé de son influence pour faire antidater, « par des motifs d'humanité » les quittances remises par le citoyen Gobeau, percepteur.

28 fructidor V. — Dénonciation contre l'administration municipale de Royan.

22 pluviôse VI. — Protestation du citoyen Michel Garnier, agent municipal de Royan, contre sa destitution; pièces à l'appui.

20 pluviôse VI. — Protestation de l'administration municipale du canton d'Ars en Ré, contre la destitution du citoyen Brunet, son président.

4 nivôse VI. — Arrêté du département suspendant trente-deux membres des administrations municipales et en proposant la destitution.

17 pluviôse VI. — Lettre de Lemer cier président, Héard accusateur public, et Dugué, greffier du tribunal criminel, remerciant le Directoire de les avoir maintenus en fonction.

5 ventôse VI. — Lettre de la députation du département demandant la libération du sieur Julliot fils, du service militaire, afin de permettre à son père de continuer ses fonctions de commissaire du Directoire.

ventôse VI. — Tableau des commissaires du Directoire en fonction : Ars, Marcellat ; Aunay, Morin ; Archiac, Moussiou ; Brizambourg, Poitevin ; Beauvais, Sebillaud (démissionnaire remplacé par Plaisance) ; Benon, Rignac ; Cozes, Boishellaud ; Courçon, Réal ; Charente, Avezou ; Ciré, Faurie ; Dompierre, Ardouin ; Ecoyeux, Mallet ; Gemozac, Gautret ; Jonzac, D'Auteville ; La Rochelle (ville), Béraud ; La Rochelle (canton), Grabeuil ; La Jarrie, Castra ; Loulay, Marchand (révoqué pour incurie, remplacé par Brillouin) ; Lozé, Maugeais ; Le Gua, Botton ; La Tremblade, Rousseau ; Le Château, Morisset ; Léoville, Roche ; Marans, Magué ; Matha, Le Moyné ; Marennes, Guillet ; Mirambeau, Bascle ; Mortagne, Julien (démissionnaire, remplacé par Binet) ; Montlieu, Médas ; Montendre, Villefumade ; Montguyon, Bart ; Néré, Merveilleux ; Pons, Auriolle ; Port d'Envaux, Chouet ; Pont-l'Abbé, Fleury ; Rochefort (ville), Boischot ; Rochefort (canton) Texier ; Royan, Thomas (remplacé par Faye comme occupant un emploi incompatible) ; Saintes (ville), Vanderquand ; Saintes (canton), Dusourd ; Saint Jean d'Angély (ville), Texier ; Saint Jean d'Angély (canton), Bartaré ; Saujon, Perruchon ; Saint-Martin, Bouju ; Saint-Savinien, Lemayeur ; Surgères, Levallois ; Soubise, Mesnard ; Saint-Pierre, Georges ; Saint-Genis, Piconnet ; Saint-Fort, Chauvet ; Saint Aigulin, Frichou ; Taillebourg, Bergier ; Tonnay-Boutonne, Billion.

8 floréal VI. — Suspension pour incapacité de l'agent municipal et de l'adjoint de la commune de Saint-Just.

floréal prairial VI. — Correspondance relative à la mission du Directoire dont se prétend chargé le citoyen Bourdon, aspi-

rant de la 5^{me} demi-brigade d'artillerie de la marine, qui paraît en état de démence.

ventôse thermidor VI. — Dossier relatif à la destitution de Guillet, commissaire du directoire à Marennnes qui a outrepassé ses pouvoirs en faisant remettre en liberté trois canonniers accusés de vol dans les magasins de la nation à Brouage, en faveur duquel intercèdent la députation du département et le commissaire Lagarosse qui attribue la dénonciation de Guillet à l'animosité qu'éprouve contre lui Perrin, commissaire du Directoire près le tribunal de police correctionnelle, ennemi de la République, qui a déjà fait acquitter Couscher, prêtre réfractaire, porteur d'un faux passeport, et de la partialité duquel on peut tout craindre.

1 jour complémentaire VI. — Accusé de réception de l'arrêté de nomination de Gardrat comme commissaire du Directoire à Saint-Aigulin.

12 germinal VII. — Lettre du citoyen Lassicle, transmettant plusieurs imprimés d'Elisée Loustalol accusant de terrorisme Bouisseren, président du département, imprimés qui lui ont été remises au cours d'une séance d'assemblée primaire à Saintes où les cabales ont forcé de recourir à la force armée.

27 thermidor VI. — Nomination de Boichot comme administrateur au lieu de Baudry, nommé juge au tribunal civil.

(A suivre).

YVES HEURTEL.

QUESTION

N° 821. — Quelqu'un connaît-il en Saintonge des arbres dits du vœu de Louis XIII, plantés devant les églises ?

V. B.

LIVRES ET REVUES

Les Débuts de la Réforme protestante en Guyenne (1523-1559) : Arrêts du parlement, par H. Patry. Préface de Camille Jullian, professeur au collège de France.

Comme l'a fait remarquer M. Camille Jullian, dans la belle préface, si suggestive et si profondément pensée, qu'il a placée

en tête de ce volume, il y a peu de sujets plus délicats à traiter, plus rempli d'obscurités, et en même temps plus riches en attraits et en surprises que celui des origines d'une forme religieuse. La tâche de l'historien, déjà bien ardue et bien délicate lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des éléments d'information de valeur très inégale ou d'interprétation incertaine, devient singulièrement compliquée, lorsque ces éléments eux-mêmes se font rares, lorsque pour pénétrer les causes profondes de cette évolution d'idées du XVI^e siècle, et remédier au silence déconcertant ou à la partialité des sources narratives, on en est réduit à tirer parti de textes vagues souvent disséminés dans des dépôts divers.

Aussi, on ne saurait trop louer l'auteur de ce travail d'avoir conçu l'idée de réunir en un seul recueil facile à consulter, tous ces matériaux susceptibles d'être mis en œuvre par les historiens curieux de retracer d'une manière impartiale les origines si obscures de la réforme protestante dans l'étendue du ressort du parlement de Bordeaux.

Bien que ce recueil, limité aux arrêts prononcés par cette cour contre les hérétiques jusqu'en 1559, ne soit en fait, à défaut d'autres textes, qu'une réalisation incomplète d'un projet de publication conçu sur un plan beaucoup plus vaste, il n'en constitue pas moins une œuvre des plus importantes pour l'étude de la Réforme.

Une introduction très documentée précède ce travail. Là, en quelques pages, qui sont à lire, M. Patry a retracé, en historien consciencieux et clairvoyant, les premières manifestations du mouvement religieux. La tâche était délicate, car on ne saurait, le plus souvent, tirer aucune conclusion précise des quelques rares faits parvenus à notre connaissance, si ce n'est que des idées nouvelles, déjà bien hardies pour l'époque, s'infiltraient peu à peu dans toutes les classes de la société.

Le plus ancien témoignage de leur propagation nous est fourni par le voyage à travers la Guyenne d'un prédicateur de grand talent, Thomas Illyricus. C'est une bien curieuse figure et qui mériterait sans doute d'être longuement étudiée, celle de ce moine franciscain, dont les pérégrinations nous ont été si joliment racontées, d'une manière si vivante et en termes si pittoresques. On évoque aisément à la lecture du texte, la silhouette de ce digne personnage, au visage d'ascète, cheminant de bourg en bourg, au petit pas de son âne, exaltant devant des

milliers d'auditeurs accourus sur son passage, son indignation contre les abus de l'Eglise, les désordres de la société, la débauche des prêtres et des moines.

Toutefois, Thomas Illyricus n'est encore qu'un réformateur catholique, envoyé en mission pour raviver la foi et entraver les progrès rapides de l'hérésie.

Quelques années plus tard, la renaissance des études à Bordeaux allait avoir sur le développement de la Réforme une influence décisive. En 1533 se fondait dans cette ville, sur l'initiative d'une municipalité libérale, le collège de Guyenne, qui devint rapidement un centre d'étude des plus florissants. Son enseignement, mieux adapté aux besoins d'émancipation qui commençaient à se manifester dans la société bordelaise, se substitua rapidement aux méthodes d'éducation surannées et de plus en plus délaissées de l'ancienne université. « Le collège de Guyenne, a dit M. Jullian, avec son dévouement à la science, son culte des succès oratoires, sa curiosité des textes anciens, les tendances libérales et parfois hérétiques de ses maîtres, représentait l'avènement de l'esprit moderne, de la raison pure et de la libre recherche. » Parmi ses régents les plus en renom, il en est plus d'un, qui se firent les propagateurs des idées nouvelles.

L'influence du parlement de Bordeaux n'est pas moins certaine que celle du collège, quoique moins durable. Cette cour qui comptait parmi ses membres un grand nombre de juristes distingués, et participa pour une large part à la renaissance littéraire de l'époque, ne pouvait rester étrangère au mouvement religieux.

On sait aussi que la municipalité comptait dans son sein plus d'un personnage suspect.

Le collège, le parlement, la municipalité, tels ont donc été à l'origine les trois principaux centres de diffusion des idées nouvelles en Guyenne et principalement à Bordeaux.

Leur influence toutefois fut de courte durée. Le parlement, de tendances plus conservatrices, et plus profondément attaché à la religion romaine, ne voyait pas sans inquiétude la présence à Bordeaux d'un si grand nombre de personnages mal sentant de la foi. Il se décida à sévir.

Dès lors, le séjour dans cette ville devenait impossible pour un grand nombre d'esprits cultivés, qui, plutôt que de renoncer à leurs opinions, préférèrent chercher leur salut dans la fuite.

C'est ainsi qu'un certain nombre de régents, comme Pierre Allard, Nicolle Morel dit frère Nicolle (1), Jean-Martin de l'Estoile et d'autres, fuyant la persécution, élirent pour refuge la ville d'Agen, où les idées nouvelles, à la faveur des études depuis longtemps en honneur, avaient pénétré peut-être plus profondément qu'ailleurs dans toutes les classes de la population. Déjà, sous le patronage du célèbre médecin Scaliger, dont la réputation était universelle, s'était groupé, au début du XVI^e siècle, un petit groupe d'humanistes. L'affluence des régents et autres beaux esprits venus de différents endroits et principalement de Bordeaux, vint rehausser encore l'éclat de cette société, dont l'influence sur le mouvement des idées ne saurait être mise en doute. La sécurité, dont jouissaient ces réfugiés, grâce à la protection du savant médecin, leur permettait même une liberté d'allure évidemment imprudente en ces temps de persécution. La plupart vivant en commun, ne se faisaient pas faute de dauber sur les enseignements de l'Église. Dans ces petits cénacles, où rien n'entravait la liberté d'opinion, on affectait volontiers de désobéir aux prescriptions religieuses.

Par un hasard heureux, grâce à la conservation d'une information dirigée en 1538 par l'inquisiteur Louis de Rochète, sur les menées hérétiques à Agen, nous possédons, sur les agissements de cette petite société de lettrés, des renseignements assez complets et assez curieux, dont M. Patry a su tirer habilement parti. Son récit vivant et plein d'attraits, tout en étant basé sur une documentation solide, constitue, à notre avis, la partie la plus originale de cette étude. Tout en nous faisant connaître les idées, qui avaient cours dans la population, il nous démontre une fois de plus d'une façon très nette, après M. Hauser, que, dans la province de Guyenne comme ailleurs, cette première réforme a été tout d'abord en parfaite harmonie avec le mouvement de l'humanisme.

Regrettons, avec l'auteur de ce travail, la perte des procédures consécutives à cette curieuse information, qui eut un retentissement à Bordeaux et probablement dans tout le ressort du parlement.

(1) Dans un article paru en mai-juin 1912 dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du protestantisme français*. M. Patry a identifié avec une grande apparence de certitude frère Nicolle Morel ou Maurel, dit le Prédicant, avec le frère Nicolle mentionné comme prêchant à Arvert dans la « Recepte véritable » de Bernard Palissy.

A cet égard, la disparition des anciens registres du parlement, antérieurs à 1541, n'est pas moins fâcheuse. C'est à cette date en effet que commence le recueil d'arrêts très complet, qui forme le corps même de la publication de M. Patry. Cette importante collection de textes, embrassant la période obscure, où la Réforme, codifiée en quelque sorte par l'« Institution chrétienne » de Calvin, prend peu à peu conscience d'elle-même, et commence à s'organiser, constitue à l'heure actuelle notre principale source d'information pour l'étude de la propagation du calvinisme en Guyenne.

Exécuté d'ailleurs d'une façon consciencieuse et avec le plus grand soin, ce dépouillement très complet d'un fonds jusqu'alors imparfaitement utilisé, n'a pas seulement l'avantage de faciliter grandement la tâche des historiens de l'avenir, en leur offrant dans un même volume une importante série de textes aujourd'hui dispersés en plusieurs dépôts. Il a déjà permis de contrôler sur quelques points les opinions de nos plus récents historiens du protestantisme. Il est notamment bien intéressant de noter le nombre considérable de petites gens de tous métiers et de toutes conditions que l'on y rencontre, en même temps que la forte proportion d'ecclésiastiques, d'officiers ou magistrats, et d'une façon générale de gens exerçant les professions que nous qualifierions aujourd'hui de libérales.

Il n'est pas jusqu'aux moyens de propagande qui ne nous soient révélés, comme le colportage, le théâtre, les prédications des moines, l'enseignement des régents, toutes influences qui semblent s'être manifestées principalement dans les villes.

Nous devons nous attendre à voir la Saintonge tenir une large place dans ce recueil. Effectivement les documents abondent sur cette province. N'est-il pas typique, par exemple, ce petit tableau des mœurs des moines des abbayes de la Tenaille, Sablonceau, Pleneselve, « malvivants, vacabons, dissoluz, qui « ne vaquent aulcunement au service divin, ains au lieu de ce « faire, vont nuyt et jour voler, piller. vagabonder et pail-
« harder... portans arnoys, armes, arbalestes, etc..., etc...? Nos historiens régionaux retrouveront aussi mentionnés çà et là, à côté de noms bien connus, comme Philibert Hamelin, René Macé, frère Hubert Robin, une foule de renseignements d'ailleurs utilisés par M. Patry dans sa thèse de l'Ecole des Chartes sur « les débuts du protestantisme en Saintonge et en Aunis... » malheureusement restée manuscrite.

Combien il serait utile de constituer pour chaque région un vaste recueil de texte du genre de celui-ci ! L'étude des origines de la réforme en serait grandement facilitée. Un travail d'ensemble définitif en cette matière ne sera vraiment possible que lorsqu'on aura acquis une connaissance suffisamment complète et approfondie des multiples causes locales qui ont pu influencer le développement du calvinisme (1).

P. D. L.

Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, tome LXII. — Notes et documents sur les régiments de Saint-Germain Beaupré, par M. G. Berthomier.

Le sieur Bachoue, âgé de 25 ans, natif de Brouage, province de Saintonge, a commencé à porter le mousquet dans la compagnie du s^r Bachoue, son père, capitaine au régiment de Navarre en 1690. Le 14 mars 1694, il fut fait lieutenant dans ladite compagnie, sous le nom de Lanaudonnière, après quoy il quitta, en 1703, pour passer en la compagnie Darmur, au régiment de Saint-Germain, où il est actuellement.

Le sieur Baudouard est entré au service en 1693, il commença à aller au Banc de la province de Xaintonge, sous les ordres du baron du Pailleten 1694. Il fut fait sous-lieutenant au régiment royal de Monserras, en laquelle qualité il a servi pendant trois ans, après quoi il fut fait lieutenant réformé au régiment de Péry, ayant servi en ladite qualité jusqu'en l'année 1700, que voulant profiter des semestres que sa majesté accordeoit aux rellormez il s'en alla chez lui où il fut détenu par une maladie.

(1) A notre avis il eut été possible d'éliminer, dans cette publication, bien des formules et même des textes de peu d'importance, sans nuire à l'intérêt de l'ensemble : le travail en eût été abrégé.

On regrettera parfois aussi que la publication n'ait pas été dotée d'une annotation plus abondante. Nous ne nous illusionnons pas sur les difficultés que présentait un semblable travail. Cependant nous persistons à croire que quelques indications biographiques, même des plus brèves, n'eussent pas été nuisibles dans certains cas. Pour ne citer qu'un exemple pris hors de la Saintonge, il pouvait être intéressant d'identifier le franciscain Jehan Cormère ou Cormière avec le ministre Barrelles, qui joua un rôle dans la première guerre de religion. — Page 156 je lis Cosnac, Corrèze... Ne s'agit-il pas plutôt de Cosnac en Saintonge?

Ce ne sont là du reste que des critiques de détail qui ne diminuent en rien la valeur très réelle de l'ouvrage.

D'ailleurs étant François, les ordres du Roy ne luy permettoient pas de servir dans aucun des régiments estrangers, c'est pourquoi en 1702, de la création du régiment, il accepta la lieutenance de Léglise, dans ce régiment, en laquelle qualité il a servi jusques au siège de Dath, que M. de Saint-Pierre, quy commandoit dans ladite place, le fist reconnoistre capitaine, en la compagnie de Sonneville, laquelle estoit vaquante par abandon, ayant fait pendant tout ledict la fonction de capitaine, comme il appert par le certificat de M. le chevalier de Saint-Germain, colonel, et de M. de Saint-Pierre, et ayant passé pour tel dans les extraits des Revues quy ont esté faittes dudit régiment, depuis ledit temps, cela ne l'a pourtant pas empêché que le 2 février 1709, l'on ne luy aye fait l'injustice de pourvoir de la commission de capitaine à la compagnie de Sonneville ledit sieur de Benoist, il espère que la Cour luy rendra justice ; il est originaire de Saint-Cir (1) du Taillone en Xaintonge, étoit âgé de 30 ans ou environ.

Bulletin historique et philologique, année 1912, p. 159.
— M. Caraman expose ses *Recherches sur l'ancienne église de Notre-Dame de la Place à Bordeaux et sur ses diverses appellations*. Il est une de ces dernières qui nous intéresse, surtout à cause des commentaires dont elle est l'objet : Notre-Dame de la Place et Saint Eutrope. Notons simplement pour mémoire que dans cette paroisse, aujourd'hui disparue, existait déjà, en 1356, la confrayria de Sent-Eutropi.

M. Caraman s'est demandé d'où est venu le nom de Saint-Eutrope : de la confrairie sans doute. « En tout cas, dit-il, ce n'est point du chef de Saint-Eutrope qui, pendant les guerres de religion, au dire de Sansas, aurait été transporté de Saintes à Bordeaux, et déposé en 1601 dans l'église Notre-Dame de la Place..... » Une seule église de Bordeaux a possédé ce chef, de février 1575 au 17 avril 1602. C'est Saint-André. « Si le prieur de Saintes, ajoute-t-il, l'a fait transporter dans la cathédrale de Bordeaux, c'est probablement parce que l'évêque de Saintes était suffragant de l'archevêque de Bordeaux, et que, dans une grande ville fortifiée, il se trouverait plus en sûreté qu'ailleurs ».

Il est manifeste qu'avant d'écrire son commentaire, M. C. n'a pas ouvert notre tome II des *Archives*, et qu'il ne connaît pas

(1) Saint-Ciers du Taillon.

les pièces publiées par Louis Audiat, sur *Saint-Eutrope et son prieuré*. Il y aurait trouvé une meilleure explication. En 1562, on « s'esmerveilhoie commant les dicts religieux les (les reliques) avaient pu garder, attendu les troubles et émotions faictes puy le moys de may dernier (1561), par ceux qu'on appelle Huguenaulx..... »

Quand les guerres recommencèrent, ces craintes, un moment apaisées, se réveillèrent plus vives. C'est alors que le prieur, dom François Noël, qui était docteur régent en théologie en l'Université de Bordeaux, et par surcroit recteur et vicaire perpétuel de l'église Saint-Aulaye (Sainte-Eulalie), « s'y estant retiré, à cause des guerres civiles..... avoict porté en la maison de la chappelanie de ladicte église », le chef de Saint-Eutrope (*Ibidem*, p. 332).

En 1575, Jean de Pontac, Jean Defort, Arnaud Grasmourceau et autres « ouvriers et fabriqueurs de ladicte esglize Sainte-Aulaye »... ont remontré à l'archevêque que « estans saisis de ce préteux chef de Saint-Eutrope, délaissé dans la dicte maison de la rétorie d'icelle esglize par leur dict feu curé, qu'il devoit demurer dans la trésaurerie de la dicte esglize, offrant le garder seurement » (*Ibidem*, p. 332). L'archevêque a répondu « qu'ayant par ledict sieur lieutenant général et aultres officiers du roy, trouvé ledict chef de Saint-Eutrope dans ladicte maison, en faisant l'inventaire des meubles du dict feu prieur, il auroit été requis par le recteur et docteur régent du collège de la compagnie du nom de Jésus, de leur bailler ledict chef en garde et faire porter dans leur esglize et prieuré de Saint-Jammes ; ce qui auroit esté ordonné par ledict sieur lieutenant général, pour y demeurer en dépôt jusques à ce que les guerres civiles auroient prises fin, et à ces fins ledict sieur archevêque auroit ordonné la processions... et faict porter ledict chef de la dicte maison, lieu profane, sur ledict grand autel... » Mais les fabriqueurs de Sainte-Eulalie voulurent s'opposer à la translation. Par crainte du scandale menaçant, l'archevêque arrêta de faire déposer les reliques dans le trésor de Saint-André. Voilà qui explique nettement comment le chef de Saint-Eutrope arriva à l'église métropolitaine.

M. C. cite un manuscrit qu'Audiat n'a point connu, car il a emprunté le récit de la translation du chef de Bordeaux à Saintes à une *vie*....., imprimée en 1619, par T. Bichon. Le texte de Bertheau, secrétaire du Cardinal de Sourdis (Archives

départementales de la Gironde, C. 532), complète seulement la relation imprimée en donnant plus de détails.

Le cardinal de Sourdis, après avoir pris une dent au chef et l'avoir déposée dans un reliquaire d'argent en forme de teste d'évesque mitré jusque à la poitrine, et, après avoir fait annoncer et publier l'itinéraire que suivra le cortège, « il prend cette sainte relique dans Saint-André, avecq toute la célébrité qui se peult dire, élevée sur un brancart bien orné, porté par deux diacres revestus d'aubes et dalmatiques. Toute la procession marche jusques au port où tous ceux qui estoient destinés pour accompagner et honorer cette sainte actions'embarquent. Icy feurent ces deux grands prédicateurs de la compagnie de Jésus, les PP. Braisle et Marquestault, avecq autres prédicateurs que nous verrons prescher par les chemins aux stations où le peuple se rendoit ; icy les chantres et muzique de la chapelle de Monsieur le Cardinal.

BIBLIOGRAPHIE

ANONYME. — *La prononciation du latin à l'italienne*, Puteaux-sur-Seine. Prieur et Dubois, petit in-8, 7 pages.

« La loi de séparation avait réalisé l'union de tous les catholiques... La malencontreuse question de la prononciation du latin à l'italienne est en train de les diviser... » Ainsi débute l'auteur, M. Bonnet, notre confrère, ardent patriote français qui ne veut rien voir disparaître des traditions du clergé français, pas même le rabat et la vieille chasuble avec la croix dans le dos, contrairement au goût de certains ecclésiastiques qui se trouvent plus élégants sous les ornements à la coupe italienne. Cependant !... Il accorde le sacrifice de notre plain-chant français et, par transaction, concède droit de cité au chant grégorien mais prononcé à la française. « Au moins il n'y aura pas d'apostasie nationale. »

ATGIER (D^r). — *La Steatopygie en France depuis les temps préhistoriques*. Beaugency, imprimerie René Barrilier, 1912, in-8, 11 pages. 2 figures et une planche de photographies hors texte.

Extrait des *Bulletins et Mémoires de la Société de l'Anthropologie de Paris*.

Il s'agit d'une conformation spéciale, très rare dans la race blanche, de femmes ayant un « assaiil » extrêmement développé en largeur et en épaisseur, qu'el-

les dissimulent le plus possible. Des dames Magdeleniennes, Solutréennes et peut-être Moustériennes en possédaient, paraît-il, autant et ne dissimulaient rien dans « des écharpes » (Pour cause!) *Nil novi sub sole*, mais très intéressant, quand même.

AUBRAY (Gabriel). — *Les six cents prêtres martyrs des îles de la Charente (1792-1795)*. Paris, imprimerie de la cité du Bon livre, 1912, in-16, 64 pages.

« ...Ayant ma dette aussi, je leur ai voué sur ma parole et ma plume une hypothèque de premier rang. Une grande injustice est à réparer... Pourtant nous ne demandons pas pour eux des basiliques. Humbles et libres quêteurs nous ne demandons à chacun qui craint le diable et croit en eux que ce qu'il peut donner, de la curiosité, de la sympathie, des prières, des documents pour leur histoire et leur procès de canonisation.... , et surtout qu'on songe, la belle saison étant venue, à prendre le bâton et à faire comme nous le pieux pèlerinage. »

BREMOND D'ARS (Comtesse de). — *Charles de Bremond d'Ars*, Rennes, imprimerie du *Journal de Rennes*, 1913, in-8, 3 pages. Extrait des *Bulletins et Mémoires de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine*.

Il s'agit de Charles de B..., seigneur de Balanzac, marié le 28 janvier 1532 à Françoise de La Rochebeaucourt.

BORDAGE (Edmond). — *Recherches relatives à l'extension de la mer nummulitique sur la rive droite de la Gironde, sur le golfe éocène de Royan*. Paris, Gauthier-Villars, 1913, in-4°, 8 pages, carte. — Extrait des comptes rendus des séances à l'Académie des sciences.

Le tracé que M. B., propose, part de La Tremblade, va presque en ligne droite à Grézac descend par Cozes et Epargnes, puis rejoint Talmont.

DELAUVAUD (Louis). — *Au siège de La Rochelle. Lettres inédites de Raymond Phélypeaux d'Herbault et de Paul Ardière au maréchal d'Estrées*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1912, in-8, 64 pages. — Extrait du tome XLIII des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*.

— *Les Etablissements religieux et hospitaliers à Rochefort (1683-1715)*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1912, in-8, 113 pages. — Extrait du tome XLIII des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*.

FABRE (Augustin). — *Les cinq cents prêtres de l'Aveyron déportés pendant la Révolution*. Alby, imprimerie de l'Orphelinat Saint-Jean in-8, v.-83, 402 pages.

Ce livre contient deux relations de la captivité des prêtres aveyronnais sur les pontons de Rochefort.

GOURDON et CHAIGNEAU. — Noël, pour la messe de minuit. Paroles de G. Gourdon, musique de Marcel Chaigneau, organiste à Narbonne, avec accompagnement de hautbois ou violon.

GRASILIER (Léonce). — *Simon Dupaty, 1774-1827, et son mémoire sur les sociétés secrètes et la conspiration sous la Restauration*. Nevers, imprimerie L. Cloix, 1913, in-8°, 49 p.

M. Grasilier donne la copie d'un rapport de cet ancien secrétaire de Robespierre, devenu sous-chef de bureau à la Préfecture de police de Paris, existant aux archives nationales. Il est intéressant et concerne un peu par certains liens notre département. (Extrait de la *Revue internationale des sociétés secrètes*, 1913.

GUÉRIN (Edmond). — *Le docteur Joseph-Ignace Guillotin*. Niort, Imprimerie Nouvelle G. Clouzot, 1912, in-8, 29 pages : important. -- Extrait du *Pays d'Ouest*.

PELLISSON (Jules). — *Une panacée en Hollande au XVIII^e siècle. Vertus et effets du medicamentum gratia probatum*. — Extrait du *Vieux Papier*.

Cette pièce débute par ces mots : « Cette médecine fait des merveilles en ceux qui s'en servent et la grace du Tout puissant s'y fait sentir à merveille. Cette médecine prise et s'unissant avec le chyle de l'estomac est comme un mercure volant qui ne laisse monter les vapeurs sans s'y mêler ». M. Pellisson profite de cette publication pour intercaler l'étiquette du Rob de Boyveau-Laffeteur.

PENEAU (Edmond). — *Les origines de La Tremblade et l'étymologie de ce nom*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1913 in-8°, 14 pages (Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*).

PRÉVOST DE BEAULIEU-PESSAC (Philippe), capitaine de vaisseau, 1608-1610 et 1627. — *Mémoires*, publiés pour la première fois pour la Société de l'histoire de France par Ch. de La Roncière. Nogent-le-Rotrou, imprimerie Daupeley-Gouverneur. Paris, librairie H. Laurens, 1913, in-8°, 292 pages.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AOUT

AVIS ET NOUVELLES : Pancarte à la porte des églises ; Salon de 1913 ; Don au musée de La Rochelle ; Monuments classés.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : M^{me} Graveilat ; Commandant Mongrand. — *Mariage* : Brunet-Deruelle.

VARIÉTÉS : *Les débuts de François d'Espinay-Saint-Luc dans le gouvernement de Brouage*, par M. le D^r J. Sottas ; *Les justices de paix de Saintes*, M. Joguet, par M. Guérin ; *La préfecture à Saintes (fin)*, par M. Guérin.

DOCUMENTS : *Minutes de notaires*, notes de lecture, par M. Ch. Dangibeaud.
QUESTION : Coutume de brûler la porte de la maison des condamnés à Saint-Jean d'Angély.

LIVRES ET REVUES.

AVIS ET NOUVELLES

M. Froment-Meurice va demander au conseil municipal de Paris d'inscrire au budget un crédit destiné à l'entretien des tableaux, sculptures et bas-reliefs artistiques disséminés dans les vieilles églises de Paris. Ces œuvres sont, pour la plupart, ignorées du public. Peut-être serait-il utile d'apposer, à la porte de chaque monument, une pancarte indiquant les œuvres de valeur dignes d'être visitées.

Telle est la note parue dans la *Chronique des Arts* du 31 mai 1913. Elle contient, au moins, une idée qu'il convient de retenir.

Il est évident que les communes, étant devenues propriétaires des objets d'art répandus dans les églises, devraient avoir à cœur leur bon entretien. Seulement, il ne faut pas espérer l'improbable et se flatter qu'une proposition de ce genre soit accueillie favorablement aujourd'hui par un conseil sur cent. La seconde idée semble plus facilement réalisable parce qu'elle n'exige aucun crédit et se recommande surtout au zèle du clergé. Il serait bon, en effet, qu'au seuil de chaque église une pancarte appelât l'attention du visiteur sur les particularités dignes de remarque du monument. Tous les visiteurs n'ont pas un guide dans les

maines ou ne sont ni archéologues ni artistes. Une pancarte serait utile, à la condition qu'elle fût rédigée sous le contrôle d'une autorité compétente.

—
AU SALON DE 1913.

M. Balande expose *un asile de vieillards à Tolède* et le *portrait* de M. Vieuille, basse de l'Opéra-Comique, dans don Juan; M. Barboteau (de Saintes), des *objets d'art*; M. Barbotin, le *portrait* de M. Merlaud-Ponty (gravure); M. Chevalier, plusieurs vues de l'île d'Oléron, de La Rochelle, ou de la campagne d'Aunis; M^{re} Diolot, *les bords de la Seugne* (gravure). M. Morechain, *le bac de Soubise*. M. Lebourg, *une rue de La Rochelle* et M^{lle} Robert, *une Saintongeaise* (marbre); M. Boucart, le *Déchargement d'un chalutier à La Rochelle*; M. Buthault, un *Portrait*; abbé Couturaud, un *Paysage espagnol*.

L'illustration reproduit l'*Enigme* de M. Nicolet (reproduit aussi par *Les Arts*) et la *danseuse de Pompéi* de M. Lenoir. La Rochelle (Port), de M. Lebourg.

La *Gazette des Beaux-Arts*, de mai 1913, publie le Port de La Rochelle, carton par M. Signac (Société des artistes indépendants).

Cette luminosité est peut-être parfois trop violente, elle inonde tout et le caractère propre de la ville disparaît dans ce flamboiement. La Rochelle pétille comme Venise ou Constantinople.

Notre compatriote M. Barboteau a obtenu une médaille et le jury chargé de distribuer les primes d'encouragement, instituées par la Société d'encouragement à l'art et à l'industrie en faveur d'artistes décorateurs âgés de moins de 40 ans, exposant aux deux salons annuels, lui a décerné une prime de 100 francs.

—
Le musée de La Rochelle vient de recevoir en don (mai 1913) un tableau d'Omer Charlet, « l'enfant dort »; en réalité il s'agit d'un enfant mort.

—
Monuments classés par la commission des monuments historiques (séances de décembre 1912, janvier, mars et avril 1913).

Hôtel de Ville de Jonzac; restes de l'église romane de Saujon avec subvention de 1495 francs pour les fouilles; façade de Saint-Vivien de Pons; église de Montpellier de Médillan; église de Saint-Fort-sur-Gironde; église de Contré.

L'église de Genouillé est classée d'office, malgré l'opposition obstinée du conseil municipal qui refusait toute réparation (juillet 1913).

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DECES

Le 10 juin 1913, a été inhumé, à Saintes, le corps de M^{me} Henriette Gravellet, née Savary, décédée à Excideuil-sur-Vienne, le 8, âgée de 55 ans.

Les obsèques du commandant Mongrand, victime de l'attentat d'Hanoï, ont eu lieu à Bayonne, le 21 juin.

L'*Illustration* du 31 mai reproduit son portrait et la terrasse du café où le drame s'est accompli.

MARIAGE

Le 3 juillet 1913 a été béni à Saintes, le mariage de M. René Brunet, attaché au gouvernement chérifien, avec M^{le} Marie-Louise Deruelle, fille de notre confrère le commandant Deruelle.

VARIÉTÉS

I

LES DEBUTS DE FRANÇOIS D'ESPINAY-SAINT-LUC DANS LE GOUVERNEMENT DE BROUAGE

(1579-1582)

Pendant la sixième guerre de religion, terminée par la paix de Bergerac, le 17 septembre 1577, le duc de Mayenne (1), nommé lieutenant général au gouvernement de Poitou, avait mis le siège devant Brouage que défendait une garnison protestante

(1) Charles de Lorraine, marquis, puis duc de Mayenne (1554-1611), deuxième fils de François de Lorraine et d'Anne d'Este, lieutenant-général en Poitou, Angoumois, Aunis et Saintonge le 9 mars 1577.

établie par le prince de Condé. Commencé le mercredi 12 juin, le siège se prolongea jusqu'au jeudi 18 août 1577 que les troupes royales prirent possession de la place par capitulation (1).

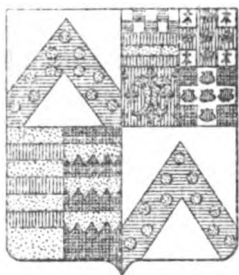
Le commandement de Brouage fut alors confié à Guy de Saint-Gelais-de-Lansac (2) qui avait, comme vice-amiral de Guyenne, dirigé le blocus par mer et déterminé la reddition de la place en refoulant la flotte de secours armée par La Rochelle. La paix, que le roi Henri III accordait aux protestants, peu de temps après, sa *paix*, moins humiliante pour la cour que la précédente, la paix de Monsieur, reconnaissait cependant, à peu près, la liberté de conscience ; et le roi, qui tenait Brouage par droit de conquête, crut devoir encore s'obliger à une transaction pour s'en assurer la possession définitive. François de Pons, baron de Mirambeau, était seigneur de la châtellenie d'Hières sur le territoire de laquelle son père, Jacques de Pons, avait fondé Brouage ; le 17 mars 1578, il cèda au roi, par un contrat d'échange, tous ses droits sur cette terre et sur la ville même.

Brouage, entré avec la châtellenie d'Hières dans le domaine royal, allait devenir le centre d'un gouvernement comprenant le pays de Brouage, les « îles » de Marennes et d'Arvert, entre la Charente et la Gironde. L'excellence alors avérée de son havre, approprié au tonnage des navires de cette époque, la force de ses murailles, qui se dressaient au milieu de marais infranchissables en temps de guerre, en faisaient une place dont l'importance était encore rehaussée par le voisinage de La Rochelle, toujours rebelle à l'autorité du roi. Enfin, les revenus des salines lui apportaient la richesse. Le commandement de ce gouvernement ne pouvait revenir qu'à un grand capitaine ou à un grand

(1) La capitulation est du 15 août. Cf. *Le siège de Jaquopolis sous Brouage, advenu en ceste année, par Monsieur le duc de Mainne*. Imprimé nouvellement, 1577. Tous les ouvrages de seconde main donnent le 22 juin comme la date de l'ouverture du siège ; la relation dont nous évoquons le témoignage dit le 12 juin et donne le détail des opérations dans les jours suivants. On lit le 22 juin dans l'*Histoire des Troubles*, de La Popelinière, mais c'est là une erreur d'impression, car l'historien écrit, un peu plus loin, qu'après 6 jours d'escarmouches, dans la nuit du 18 juin, les catholiques attaquèrent un moulin où les protestants étaient logés.

(2) Guy de Saint-Gelais, dit de Lusignan, seigneur de Lansac (1544-1622), dit le jeune Lansac, fils aîné de Louis de Saint-Gelais-Lusignan-de-Lansac et de Jeanne de La Roche-Andry, contribua à préparer l'élection du duc d'Anjou au trône de Pologne. Vice-amiral de Guyenne, le 13 juillet 1576.

seigneur ou à un favori. Le premier qui l'obtint fut François d'Espinay-Saint-Luc, l'un des mignons du roi :



L'origine de la maison à laquelle appartenait Saint-Luc (1) est un d'Espinay, vivant en l'an 1127, fils putné de Guillaume le Normand, dit Cliton, comte de Flandre et de Hollande.

L'un des descendants de ce premier d'Espinay, qui vivait en 1205, épousa, en secondes noces, Alix des Hayes, dame des Hayes, et cette union constitua la maison d'Espinay-des-Hayes.

Le grand-père de François, Robert d'Espinay-des-Hayes, qui était un cadet, prit les noms des seigneuries de Saint-Luc, de Lignery et autres terres que sa mère, Alix de Courcy, avait acquises pour lui en 1499 ; il fut le premier de la branche de Saint-Luc. Il eût 7 garçons et 2 filles. Deux seulement de ces enfants nous arrêteront, savoir : Valeran d'Espinay-Saint-Luc, seigneur de Saint-Luc, qui fut le père de François et Madelon d'Espinay-Saint-Luc, qui fut seigneur de Lignery, premier de cette branche, et père d'Eustache de Lignery que nous trouverons capitaine d'une compagnie à Brouage.

Valéran d'Espinay-Saint-Luc, d'abord écuyer d'écurie du roi, se signala à la défense de Metz où il commandait la compagnie de cent hommes d'armes du duc de Guise dont il était guidon. Il fut ensuite capitaine de louviers et mestre de camp du secours envoyé à Ferrare, par le roi Henri II. Par contrat du 1^{er} mai 1553, il avait épousé, en secondes noces, Marguerite des Grouches, qui fut la mère de François d'Espinay-Saint-Luc. Il testa le 30 novembre 1556.

(1) Blason d'Espinay-Saint-Luc. — *Ecartelé au I et au IV d'argent au chevron d'azur chargé de onze besans d'or qui est des Hayes-d'Espinay ; au II contrecartelé au 1 de gueules à la fasce d'or au chef échiqueté d'argent et d'azur de deux traits qui est de Sains ; au 2 d'hermine à la croix de gueules chargée de cinq quintefeuilles d'or qui est de Flavy ; au 3 de gueules à deux bars adossés d'or, l'écu semé de trèfles de même qui est de Clermont-Néelle ; au 4 de sable à la croix d'argent chargée de cinq coquilles de gueules qui est de Rouvray ; au III grand quartier d'or à trois fascès de gueules qui est de Grouches-Gribouval ; parti de sable à trois fascès d'or denchées par le bas qui est de Cossé.*

Saint-Luc, né en 1554, « n'estoit que pauvre et simple gentilhomme, quand il passa en Pollogne avec S. M. » (1), en 1573. Henri, duc d'Anjou, devenu roi de Pologne, en attendant mieux, sortait de France, poussé dehors par son frère, le roi Charles IX, mais emportant ces paroles, pleines de promesses, de Catherine de Médicis, sa mère, qui n'aimait que lui : « Allez, mon fils, vous n'y demeurerez pas longtemps, je vous le promets. » (2) Saint-Luc, sans titres et presque sans biens, s'attacha à ce banni rempli d'espérances et ne tarda pas à conquérir la fortune qu'il ambitionnait.

A son retour en France (3), Henri III le chérissait particulièrement et le simple gentilhomme devint bientôt « le mignon que entre les autres vouloit S. M. eslever et agrandir (4) ». En quelques années, il recevait titres honorifiques et lucratifs, donations en argent, hôtel à Paris et château à la campagne (5). Le roi lui procura un riche mariage, et, enfin, au mois de décembre 1578, il lui donnait les moyens d'acheter de Guy de Lonsac, pour 60.000 livres, le gouvernement de Brouage qui lui assurait de riches revenus. Saint-Luc avait alors 24 ans.

Pierre de l'Estoile note cette acquisition à côté de plusieurs autres effectuées à la même époque et ces acquisitions lui inspirèrent d'amères réflexions.

« Sur la fin de cet an, le seigneur de Loué (6), gendre du chancelier de Birague, acheta de Lonsac (7) l'état de capitaine de cent gentilshommes de la maison du Roy, vingt mille écus ; Beauvais-Nangy, le régiment de Saint-Luc ; Saint-Luc, le gouvernement de Brouage ; et un nommé Le Roy, petit financier, l'état de trésorier de l'espargne. Voilà comment on distribuait en ce temps la charge des finances aux plus déloyaux, la conduite des armes aux couards et les gouvernements aux plus fols. » (8)

(1) Documents inédits sur l'histoire de France, *Mémoires de Claude Haton*, tome II, p. 378.

(2) Mézeray, *Histoire de France*, 3 vol. in-fol., 1616, tome II, p. 1154.

(3) Henri III entra en France, à Lyon, le 5 septembre 1574, et, à Paris, le dimanche 27 février 1575.

(4) *Mémoires de Claude Haton*.

(5) « Le chasteau de Beaulieu ès environ de Rozoy-en-Brie. » *Mémoires de Claude Haton*.

(6) Le seigneur de Loué, Jean de Laval, marquis de Nesle, comte de Joigny.

(7) Louis de Saint-Gelais de Lonsac, père de Guy de Saint-Gelais de Lonsac qui vendait le gouvernement de Brouage à Saint-Luc.

(8) *Journal de Henri III*. Collection Petitot, 1^{re} série, tome XLV, p. 179.

C'est qu'en effet celui qu'on devait appeler plus tard « le brave Saint-Luc » n'était connu alors que par les extravagances coutumières aux mignons du roi. Ses folies toutefois ne l'empêchaient pas de songer à l'avenir et de consentir même à quelques sacrifices quand il s'agissait de son établissement. C'est ainsi que, le dimanche gras 9 février 1578, il avait épousé, à Paris, Jeanne de Cossé, fille de Charles de Cossé, comte de Brissac, maréchal de France. La femme qu'il épousait était d'un physique ingrat, mais ce mariage pouvait lui être avantageux, sinon particulièrement agréable, et il se faisait par expès commandement du roi.

Il était, à cette époque, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi et « premier mestre de camp des bandes de gens de guerre à pied français ». A ce dernier titre, il signait, le 17 février 1578, une ordonnance (1) défendant très expressément à tous conducteurs de gens de guerre, tant de cheval que de pied, de faire aucun logement ou de prendre quoi que ce soit dans tout le bailliage de Bermetz appartenant au duc de Nevers (2).

Notons, en passant, cette occasion que trouvait Saint-Luc, au début de sa carrière, de donner au duc de Nevers un témoignage de serviable attention. Il resta constamment en correspondance avec ce seigneur dont il recherchait l'amitié et dont la protection lui fut précieuse dans la suite. Une lettre qu'il lui adressait, en 1577, à l'âge de 23 ans (le duc en avait alors 38) marque bien les sentiments de déférence qu'il professait à son égard ; au reste le style de ce morceau ne laisse guère prévoir l'auteur des *Observations militaires* et de *Poésies* vantées par Scévole de Sainte-Marthe.

« A Monseigneur (3).

Monseigneur le Duc de Nevers,

Monseigneur, mescuzers vous de ne vous avoir bezé les mains a mon parliement, la peur que j'ay qe ne le fasiès ma cazî fect ré-

(1) Bibliothèque nationale, fonds français 3386, fol. 65, original.

(2) Louis de Gonzague, duc de Nevers, fils de Frédéric de Gonzague et de Marguerite Paléologue, né le 18 septembre 1539, naturalisé français en 1549, épousa Henriette de Clèves-Nevers, le 4 mars 1565 ; catholique militant, prince fort lettré, il suivit Henri III en Pologne et l'aida largement de ses deniers. Il mourut à Nesles le 23 octobre 1595. Plusieurs lettres de Saint-Luc au duc de Nevers sont venues jusqu'à nous, ainsi que la lettre de condoléance qu'il adressait à la duchesse après la mort de son mari (Bibliothèque nationale, fonds français 3386, fol. 88).

(3) Bibliothèque nationale, fonds français 3337, fol. 87, original olographe.

souldre à, sans vous escire, attandre à unne occasion où, par vous fere un très humble et affectionné servise, je mezcuzase et vous fises remersimant de infnyes obligations dont je vous suis débiteur, ce que, an fin, je n'ay fect ; croiez que, au lieu d'être sette ampechemant de l'aultre, je veus quelle serve pour, sy le souvenir et naturel me fallet, estre constant par les très expresses promesses dont je le vous confirme. Dont croiez que, à éternité, par debvoir, par vouloir et contre toute mutation, je viveré déxireus de vous tesmoigner l'effect de sesy d'ausy bonne et très humble vollonté que je pryé Dieu,

Monseigneur, vous donner en parfaite sancté, bonne et hureuzemant la vie et l'exécuter de vos desains.

De Poeters (1), ce VI^e Jullet 1577.

Vtre très humble et très affectionné serviteur.

SAINT-LUC. »

Saint-Luc écrivait cette lettre de Poitiers, où il se trouvait alors avec toute la cour et c'est vers cette époque qu'il fut pourvu de la charge d'un régiment. Il n'était jusque-là que simple capitaine de compagnie dans le régiment de Piémont, dont Jean-Paul d'Esparbèz-de-Lussan était mestre de camp. Ce détail est révélé par un passage d'une lettre dans laquelle le roi, désirant garnir de troupes le Limousin, donnait, à ce sujet, ses instructions au duc de Nevers. Il lui prescrivait de laisser dans cette province le régiment de Lussan, excepté la compagnie de Saint-Luc et deux autres qui devaient se joindre à son nouveau régiment. Le roi confirmait cet ordre par le billet suivant écrit le même jour que la lettre (2) :

« Mon cousin, j'ay advisé que la compagnie du sieur de Saint-Luc, à qui j'ay baillé puis naguères la charge du régiment de Beauvais, entre audit régiment qui est destiné pour servir en Champagne, ensemble celles des cappitaines Pardaillan et Ca-

(1) Le roi, la reine mère et toute la cour venaient d'arriver à Poitiers ; le duc de Nevers n'avait pu les suivre parce qu'il était employé à l'armée qui prit la Charité et Issore. Quelques semaines plus tard, au mois de septembre, il se passa à Poitiers un drame affreux : le gros Villequier, dans un accès de jalousie, poignarda sa femme, Françoise de La Marck, au sortir du lit, dans la maison même du roi. C'est aussi de cette ville que Henri III confirma la paix de Bergerac par l'édit de Poitiers, du 28 septembre.

(2) Une lettre et un billet de Henri III « à mon cousin le duc de Nivernois, pair de France », de Poitiers, le 9 août 1577. Bibl. Nat., Franç. 3291, fol. 106 et 108, originaux de la main d'un commis et signés « Henry » et « Brulart ».

mille Strossy (1) qui estoient toutes du régiment de Piedmont. Et pour ceste cause, je vous faictz ce mot de lettre pour vous prier de commander auxdites trois compagnies de s'acheminer promptement audit pais de Champagne sans marcher avec les aultres du costé d'Angoulesme. »

C'est ce même régiment que Saint-Luc céda à Beauvais-Nangis (2), quand il fit l'achat du gouvernement de Brouage.

Peu de temps après cette acquisition, Saint-Luc se rendit à Brouage, tant pour en prendre possession que pour procéder à l'établissement de l'état-major de la place et de la garnison. Le registre du corps de ville de Saintes nous renseigne sur la date de ce déplacement.

« 6 février 1579. — Passage par Xaintes, avec leurs compaignies, du sieur de Saint-Luc et du seigneur de Lansac. Il leur sera baillé deux barriques de bon vin blanc et claret. Il leur sera donné aussi deulz cents de boys. » (3)

A ce moment, le service de place était déjà organisé dans Brouage. Lansac en avait d'abord reçu le commandement avec le corps d'occupation après la capitulation du 15 août 1577 ; puis, à la suite de la transaction du 17 mars 1578, le détail du gouvernement avait été réglé, c'est-à-dire les prérogatives, les droits et les émoluments du gouverneur ainsi que la force de la garnison. C'est l'importance même de ce gouvernement une fois constitué qui avait décidé Saint-Luc à en faire l'acquisition. Mais l'achat d'une telle charge et la haute puissance qui en dépendait engageaient naturellement le nouveau gouverneur à ne maintenir dans sa place que des officiers et des troupes qui lui étaient personnellement attachés ou dont il croyait pouvoir être parfaitement sûr, surtout s'il se proposait, comme c'était la première intention de Saint-Luc, de n'y pas résider habituellement. Pendant 49 ans, de 1579 à 1627, Brouage resta comme le fief des seigneurs de Saint-Luc et, pendant le même temps, on vit les charges subalternes de cette place se transmettre dans certaines familles avec la même fixité. Il est donc certain que Saint-Luc,

(1) Camille Strozzi fut, dans la suite, capitaine de compagnie au régiment de Brouage, il suivit donc Saint-Luc par une nouvelle mutation. Voir *infra*, appendice.

(2) Antoine de Brichanteau, baron de Beauvais-Nangis (1552-1617). Il fut au siège de Brouage en 1577.

(3) Cf. Eschassériaux, *Etudes, documents et extraits relatifs à la ville de Saintes, 1876*, p. 293.

qui est dit, dans les premiers actes officiels, mestre de camp du régiment de Brouage, remania la garnison de cette place comme un régiment dont il était le colonel. Cette organisation ne put cependant être effectuée immédiatement, comme il paraît par une lettre que Saint-Luc adressait de Brouage, le 22 février, au duc de Nevers.

«... [Je] vous diray que je suys entré en ceste place avec moins de difficulté que je n'eusse ozé espérer. Il est bien vray que j'y ay trouvé toutes choses en si mauvais estat qu'il est besoin d'y remédier promptement. Je pense que la longueur dont nous avons usé, Lanssac et moy, en nos afferes en a esté cause, pour ce que ceulx qui en avaient la charge se sont desdaignés en leur devoir ayant bien préveu qu'ilz s'en yraient. Je travaille, tant que je puis, pour y remettre bon ordre et establir quelque meilleur estat, attendant qu'il plaise à Sa Majesté y mettre la main à bon escient, comme il est bien requis. Ayant délibéré de l'aller trouver, d'icy à huit ou dix jours, pour le luy fere entendre et vous en parler plus particulièrement comme celluy duquel je veulx suyvre l'advis et le conseil et que je tiens pour mon oracle ... » (1)

Peut-être y avait-il, dans la disposition de la garnison, quelque chose qui déplaisait à Saint-Luc. Il semble, en effet, d'après ce que nous verrons plus loin, que le roi avait maintenu dans la place cinq compagnies qui appartenaient à une autre mestre de camp particulier. Saint-Luc ne s'explique pas sur ce point, mais on voit qu'il se propose de demander au roi certaines modifications. Il quitta donc Brouage dans les premiers jours du mois de mars et revint à la cour.

A l'automne, le roi lui donna la mission de se trouver auprès de la reine mère, lorsque cette princesse se chargea de négocier la soumission du maréchal de Bellegarde (2) qui avait occupé, à main armée, le marquisat de Saluces, expulsant Charles de Birague (3), gouverneur pour le roi.

Le 11 octobre 1579, Saint-Luc arrivait à Lyon, apportant des lettres du roi à la reine mère qui se trouvait dans cette ville de-

(1) Bibliothèque nationale, fonds franç. 3347, fol. 44, original.

(2) Roger de Saint-Lary, sieur de Bellegarde, fils de Pierre de Saint-Lary et de Marguerite d'Obessan, avait accompagné Henri III en Pologne. Maréchal de France le 6 septembre 1574, il mourut le 20 décembre 1579.

(3) Charles de Birague, naturalisé français en 1564, gouverneur de Saluces depuis le 19 octobre 1574 et de Piémont depuis le 6 novembre 1577.

puis trois semaines, et il l'accompagnait, le 14, à Montluel où le duc de Savoie, qui servait d'intermédiaire dans cette négociation, avait préparé à Catherine de Médicis une réception splendide.

Le 17 octobre, le maréchal fit sa soumission dans la grande salle du château de Montluel (1) et il obtint, outre son pardon, tous les avantages qu'il souhaitait, avec le gouvernement du marquisat. Le lendemain, Saint-Luc repartait pour la cour avec deux lettres, datées du 17 et du 18, dans lesquelles la reine mère relatait les principaux traits de cette entrevue, ajoutant, dans la première, les mots suivants : « Je me remectz au dict sieur de Saint-Luc pour vous discourir de tout, ainsy que je say qu'il fera fort bien et dignement, comme il a faict envers moy de la charge que luy aviez donnée. » (2) Dans la seconde, elle mettait encore en post-scriptum et de sa main : « Je ne vous veulz céler que Saint-Luc cet porté très bien et dignement. »

D'autres jeunes seigneurs, porteurs de dépêches, avaient successivement précédé Saint-Luc auprès de la reine mère, mais elle avait particulièrement distingué ce dernier, le chargeant spécialement d'informer le roi de tout le détail de l'affaire. Au reste, elle appréciait les services de ces jeunes gens et conseillait au roi de les employer, « car les vieulx s'an vont et yl fault dréser des jeunes ». (3) Saint-Luc avait donc accompli sa mission à la satisfaction du roi et de la reine mère ; mais la comédie de l'accommodement auquel il venait d'assister était du plus fâcheux exemple. Il venait de voir ce que pouvait faire, en dépit de l'autorité du roi, un rebelle qui, après s'être saisi d'une place, s'était maintenu hors de l'atteinte du roi et n'avait consenti à recevoir son pardon que hors du territoire français et aux conditions qu'il avait lui-même dictées.

En l'absence de Saint-Luc, le commandement de Brouage revint à son lieutenant, Jean de Rivery, sieur de Potonville, qui tient, dans l'histoire de Brouage, un rôle assez important pour que nous examinions, avec quelque détail, la généalogie de sa famille. Nous donnerons auparavant deux pièces qui portent la

(1) Montluel (actuellement chef-lieu de canton de l'Ain, arrondissement de Trévoux, à 26 kilom. à l'est de Lyon, sur la route de Genève) appartenait au duc de Savoie depuis la paix de Cateau-Cambrésis. La petite ville était dominée par un château fort dont on voit encore quelques restes de murailles.

(2) Documents inédits, *Lettres de Catherine de Médicis*, tome VII, p. 176.

(3) *Ibidem*, p. 178.

même date de février 1579 et qui concernent Saint-Luc et Jean de Rivery. Elles nous paraissent intéressantes en ce qu'elles précisent les titres et les émoluments du gouverneur de Brouage et ceux de son lieutenant, aux tout premiers temps de l'exercice de leurs charges.

« Nous François d'Espinay, sieur de Saint-Luc, baron de Crèvecœur, premier pair de Chambrésis, chambellan du Roy, conseiller en son conseil privé, capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, gouverneur et lieutenant général pour Sa Majesté en Brouage et isles adjaccantes et mestre de camp d'un régiment de gens de pied estans en garnison audit Brouage, confessons avoir eu et receu comptant de maistre Anthoine de Chaulnes, conseiller du Roy, trésorier de l'Extraordinaire de la Guerre au département de Piémont et Guyenne, la somme de six vingts treze escus vingt solz, en francz et réalles, pour nos estats de gouverneur audit Brouage et de mestre de camp dudit régiment, pour le présent mois de février. De laquelle somme de VI^{xx} XIII Ec. XX s. nous tenons pour comptans et bien payés, en avons quictté et quicttons ledit de Chaulnes, trésorier susdit et tous aultres, par la présante signée de notre main et scellée du sceau de nos armes, le dernier jour de février mil cinq cens soixante-dix-neuf.

F. D'ESPINAY. » (1)

Nous, Jehan de Rivery, sieur de Pothonville, gouverneur et lieutenant pour le Roy en Brouage et isles de Xantonge en l'absence du sieur de Saint-Luc, confessons avoir eu et receu comptant de maistre Anthoine de Chaulnes, conseiller du Roy, trésorier de l'Extraordinaire de la Guerre au département de Piémont et Guyenne, la somme de trente-trois escus ung tiers, en vingt ducatz, mil rez, le reste réalles de cinq solz, pour nostre estat et entretenement de gouverneur et lieutenant général en l'absence du sieur de Saint-Luc, pour le présent mois de février ; icelle somme à nous ordonnée chascun mois par Sa Majesté. Delaquelle somme... [etc.], le dernier jour de février mil cinq cens soixante-dix-neuf.

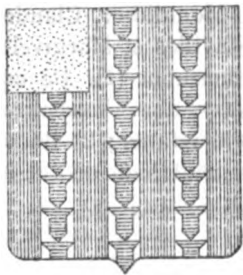
RIVERY. » (2)

Nous voyons, par ces quittances, que le gouverneur de Brouage avait alors 4.800 livres d'appointements annuels et son lieute-

(1) Bibliothèque nationale, pièces originales 1069, dossier Espinay, cote 9.

(2) Bibliothèque nationale, pièces originales 2493, dossier Rivery, cote 13.

nant 1.200 livres. Chacun d'eux recevait en outre, pour sa solde de capitaine de compagnie, 106 livres par mois de montre de 36 jours, soit 1.060 livres par an (1).



Jean de Rivery, seigneur de Potonville et de Mazinguehem, appartenait à une ancienne famille de Picardie (2). Ses ancêtres étaient déjà de notables seigneurs vers l'an 1100. L'un d'eux, Gilles de Rivery, en l'an 1230, assistait l'évêque d'Amiens à son Entrée et avait sa monture.

A partir de ce Gilles on descend sept degrés pour arriver au grand-père de notre sujet, Jean (I) (3), seigneur de Rivery, Villers-Bretonneux, Flameville, etc., qui fut capitaine de Théroüane en 1482, gentilhomme de la chambre du roi Louis XII et qui mourut à Naples.

Son père, Jean (II), seigneur de Rivery, Villers-Bretonneux, etc., fut capitaine de gens de pied, puis guidon d'une compagnie de cinquante lances fournies des ordonnances commandée par le sire de Créquy (4). Il épousa Antoinette de Loans, fille de Renaud, sieur de Cambries, et d'Agnès de Heuchin; elle lui apporta les seigneuries de Potonville et de Mazinguehem. De cette union naquirent quatre filles et trois fils. Ces derniers furent :

1° Jean (III) de Rivery *l'ainé*, seigneur de Rivery et de Villers-Bretonneux, qui épousa Antoinette de Moreul et dont les enfants n'eurent pas de postérité ;

2° Antoine de Rivery, qui mourut sans enfants.

(1) Ces appointements furent bientôt plus élevés. Dans deux autres quittances, datées du 3 janvier 1587 (Bibliothèque nationale, pièces originales 1069, Espinay, cotes 12 et 13), de ses « Estat et pension de gouverneur dudit Brouage », l'une pour le mois de juin, l'autre pour le mois de décembre 1584, Saint-Luc confesse avoir reçu, pour chacun de ces mois, 205 écus 33 sols 4 deniers, ce qui représente 10.380 livres par an.

(2) Rivery. — Ecu : *de gueules à trois pals de vair au 1 canton d'or* ; support : un lion et un griffon ; cimier : une tête d'ours ; devise : *Par ces va-Rivery*.

(3) Nous le désignons par le signe (I) pour le distinguer de ses descendants, bien qu'il ne fût pas le premier du nom de Jean dans la famille.

(4) Il donne quittance de sa solde de guidon (200 liv. tourn. par an), le 3 octobre 1544 et une autre quittance comme lieutenant (650 liv.) d'une compagnie de 50 lances, commandée par le baron de Mailly, le 8 mai 1569 (Bibliothèque nationale, pièces originales 2493, Rivery, 10 et 11).

3° Enfin notre premier sujet, Jean (III) de Rivery le jeune, seigneur de Potonville et de Mazinguehem par cession de son frère, puis seigneur de Rivery après la mort de celui-ci. Jean (III) de Rivery-Potonville épousa, par contrat passé le 18 octobre 1559 à Rocquencourt, en la prévôté de Montdidier, Claude d'Herbellot, dame d'Argicourt, Gaucourt, Sauvilles et Margivel, veuve de François de Conti, seigneur d'Amermont (1). De ce premier mariage il eut : 1° Jean (IV) de Rivery, dont l'existence n'a pas laissé de souvenirs et qui n'eut pas d'enfants ; 2° René de Rivery (2), qui fut chevalier de Malte et lieutenant de roi à



Brouage ; 3° Antoinette de Rivery, femme de Nicolas ou François Le Roy, sieur de Moyenneville près Abbeville.

Il épousa, en secondes noces, Guillemette de Créquy (3), fille bâtarde de Créquy, dont son père Jean (II) avait été le lieutenant dans les compagnies d'ordonnances. Il en eut une fille, Jeanne de Rivery. Enfin, en troisièmes noces, il épousa Jeanne du Lion, veuve de César de Saint-Lary, seigneur de Bellegarde, gouver-

(1) Bibliothèque nationale, Cartes d'Hozer 541, fol. 38.

(2) René de Rivery-de Potonville, chevalier de Malte en 1583, puis commandeur d'Oisemont (actuellement chef-lieu de canton de la Somme), servit comme mestre de camp d'un régiment d'infanterie en Bretagne sous Saint-Luc et le maréchal d'Aumont. Il revint ensuite à Brouage où on le retrouve en 1601. En 1604 il succéda à son père dans le commandement de la compagnie Rivery. Il fut ensuite lieutenant de roi en 1619, en remplacement de Pierre de Comminge, qui avait lui-même succédé à Jean de Rivery dans cette charge, en 1604. On voit actuellement à Brouage, au milieu d'un amas de pierres, dans la rue qui longe le côté sud de l'enclos où se trouvait le couvent des Récollets, une forte pierre prismatique quadrangulaire portant l'inscription que nous reproduisons ici. Peut-être s'agit-il d'un ex-voto que le commandeur fit placer dans le couvent tout récemment construit, quand il prit possession de sa charge. Il secondait Timoléon d'Espinay Saint-Luc dans sa lutte contre La Rochelle en 1621 et 1622.

(3) Guillemette de Créquy était alors deux fois veuve : de Pierre Lyon, seigneur de Varennes, et de Jean d'Audencfort, seigneur de Grandvilliers. Elle mourut à Brouage. Le sieur de Potonville écrivait, le 6 mai 1585, aux magistrats municipaux de la ville de Saintes pour que le corps de sa femme fût inhumé dans l'église des Jacobins ; et, le 9 mai, ces magistrats se portaient au-devant du corps « à la plus grande compagnie ».

neur de La Rochelle, qui avait été tué à la bataille de Contras en 1587 (1).

Dès les premiers temps de la prise de possession du gouvernement de Brouage par Saint-Luc, Jean de Rivery commanda une des six compagnies qui occupaient normalement cette place. Il remplit en même temps la charge de lieutenant en l'absence du gouverneur, ou de lieutenant de roi, c'est-à-dire qu'il venait, dans la hiérarchie du corps de l'état-major de place, aussitôt après le gouverneur et lieutenant général. Cet important emploi dénotait, chez le titulaire, un âge déjà mur et une grande expérience des fonctions militaires, car, au point de vue du service, le lieutenant de roi était le chef effectif, sinon le plus honoré. Or, une lettre de Jean de Rivery nous apprend qu'en 1580 il portait les armes depuis trente-deux ans, c'est-à-dire depuis l'année 1548.

Les gouverneurs de places, surtout lorsqu'ils étaient grands seigneurs ou favoris, n'étaient guère astreints à la résidence, à cette époque. Ils cumulaient souvent d'autres charges dont l'exercice les tenait éloignés de leurs gouvernements, ou bien ils accompagnaient la cour, ou l'armée, ne voyant dans leur charge qu'un titre ou une source de revenus. Le lieutenant de roi, au contraire, restait beaucoup plus tenu par son service et ne s'absentait pas sans la permission du gouverneur qu'il représentait.

Peu de temps après le départ de Saint-Luc, Jean de Rivery eut à exercer sa charge dans deux circonstances importantes. Il reçut d'abord les commissaires royaux, qui portaient, dans les différents gouvernements, les instructions pour l'exécution des articles du traité de Nérac conclu le 28 février. A ce même moment, Brouage paraissait menacé ; le prince de Condé et le baron de Saujon, qui s'était montré si entreprenant contre les troupes du duc de Mayenne lors du dernier siège, étaient venus à Brouage et on parlait déjà de quelque entreprise sur la ville. Rivery crut devoir en référer au sieur de Belleville, lieutenant général au gouvernement d'Angoumois, Aunis et Saintonge et il

(1) Jeanne du Lion avait déjà été mariée trois fois : 1° avec François Goumard, seigneur d'Echillais-en-Saintonge ; 2° avec Léon Bouchard d'Aubeterre, seigneur de Saint-Martin de La Coudre ; 3° avec le sieur de Bellegarde. Jean de Rivery et Jeanne du Lion unirent deux des enfants qu'ils avaient eus respectivement de leurs précédents mariages ; le fils de Léon Bouchard d'Aubeterre épousa Jeanne de Rivery, fille de Guillemette de Créquy (Bibliothèque nationale, cabinet d'Hozier 291, dossier Rivery).

le pria « de venir pour pourvoir à tout ». On prend alors certaines précautions. « Les portes seront gardées secrètement sans toutefois avoir arquebuzes, l'une sera ouverte un jour et l'autre fermée, par chacun jour, où il y aura gardes secrettes. » (1)

Jean de Rivery assura ainsi le service dans le courant de l'année 1579 jusqu'à ce que Saint-Luc fût obligé de se rendre en hâte à Brouage, au commencement de l'année suivante, par suite de circonstances que nous rappellerons.

Nous avons dit que le mariage de Saint-Luc avait été ménagé par le roi lui-même. Ce mariage déplaisait cependant à une partie de la cour et Pierre de l'Estoile écrit dans son journal que Monsieur, frère du roi, la reine mère et la reine de Navarre allèrent à Vincennes pour ne pas assister au mariage de Saint-Luc avec la demoiselle de Brissac, « bossue, laide et contrefaite et encore pis, selon le bruit de la cour ». (2)

Jeanne de Cossé, dont l'austère vertu était aussi pour quelque chose dans l'aversion qu'elle inspirait à la cour, entreprit de réformer les mœurs licencieuses de son mari et même de se servir de lui pour agir sur celles du roi. Mais Saint-Luc ayant voulu éveiller la terreur religieuse de Henri III par une brimade un peu outrée (3) et dénoncée bientôt par le sieur d'Arques, en même temps que sa femme rendait publique la passion que la duchesse d'Aumale avait inspirée au roi, ils tombèrent bientôt en défaveur.

D'autres causes accentuèrent encore cette disgrâce. Saint-Luc et le sieur d'Arques (4) étaient en compétition pour la charge de grand écuyer, dont il avait été question autrefois pour Saint-Luc à l'occasion de son mariage ; mais celui-ci, voyant que son rival était sur le point de l'emporter, eut l'audace de soutenir au roi que cette charge lui était promise et qu'il saurait bien empêcher d'Arques d'en bénéficier. Dans une autre circonstance, un jour que l'on commentait, en présence du roi, la rébellion récente du maréchal de Bellegarde, Saint-Luc, qui avait suivi de près cette

(1) Registre des délibérations du corps de ville de Saintes, 12 mai 1579. Cf. Eschassériaux, *Etudes, documents et extraits*....., p. 305.

(2) *Journal de Henri III*, collection Petitot, 1^{re} série, tome xlv, p. 163.

(3) Contée par d'Aubigné, *Histoire universelle*, livre iv.

(4) Anne de Joyeuse, connu sous le nom d'Arques, né en 1561, mignon du roi, duc de Joyeuse (7 septembre 1581), épousa (18 septembre 1581) Marguerite de Lorraine, sœur de la reine ; amiral de France (1^{er} juin 1582), gouverneur de Normandie (12 mars 1583), battu et tué à Coutras (20 octobre 1587).

affaire, comme on sait, ne craignit pas de défendre la cause du maréchal et le roi en vint à penser qu'il suivrait bien son exemple, si l'occasion s'en présentait (1).

C'est alors que le roi, tout au début de l'année 1580, voulut s'assurer du gouvernement de Brouage et des ordres furent d'abord expédiés aux gouverneurs des provinces voisines de se tenir prêts à intervenir. Philippe Strozzi (2), que le roi envoyait à Nérac pour entrer en négociations avec le roi de Navarre, était de plus chargé de lettres concernant Brouage, lettres qu'il devait, en passant, remettre aux intéressés. Le 15 janvier 1580, Strozzi écrivait à Henri III, de Châteauneuf, près Angoulême.

« ... J'ay ballé [baillé] ses lettres [les lettres de Sa Majesté] à Monsieur de Ruffec (3), et à Monsieur le comte de La Rochefoucault ne concernant le tout que pour le fait de Brouage. Ceus de La Rochelle et de Saint-Jean, à ce que j'ay entendu, sont en quelque souçon de ce fait là et leur croistra encores s'ils y voient assanbler des forces, ils ont tousiours esté composés de ceste façon que mesme quant ceus de leur party arment ils entrent en quelque crainte, j'ay estimé estre bon en avertir vostre Majesté. » (4)

Il ne s'agissait encore que des premières dispositions et c'est à cette époque qu'il faut vraisemblablement placer le billet suivant, non daté, que le roi adressait au secrétaire d'Etat Villeroi.

(1) Documents inédits sur l'histoire de France, *Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane*, tome iv, p. 289; lettre de Renieri, Paris, 8 février 1580. — Enea Renieri da Colle, dit *le Bellarmato*, était au service de la France en qualité d'ingénieur militaire. Le grand duc de Toscane, ayant rappelé ses représentants à la cour de Henri III, à la suite d'un mécontentement qu'il eut pour une question de préséance, choisit Renieri, en 1580, pour un de ses correspondants secrets. Les détails de cette correspondance relatifs à l'affaire de Saint-Luc, ont été traduits et reproduits par M. J.-B. Vincent, dans la *Revue maritime*, octobre 1912.

(2) Philippe Strozzi, sieur d'Epernay, comte de Bressuire, né à Venise en 1541, fils de Pierre Strozzi, maréchal de France, et de Laodamia de Médicis. Son père était cousin-germain de la reine Catherine de Médicis. Il vint en France en 1548. Colonel général de l'infanterie française, d'abord par commission, puis par brevet après la mort d'Andelot (1569). Tué au combat naval des Açores le 26 juillet 1582.

(3) Philippe de Volvire, marquis de Ruffec (1534-1585), gouverneur de l'Angoumois depuis le 14 juillet 1570. Il avait épousé Anne de Daillon, la seconde fille de Jean de Daillon, et était par conséquent le beau-frère de Guy de Daillon, comte du Lude.

(4) Bibliothèque nationale, fonds français 15562, fol. 108, original.

« Villeroy. Je crins qu'atendions trop pour le faict de Saint-Luc et que sependant il se fortifye de amis et de toutes autres choses. Toutefoys parlés an, vous et M. de Chivernis, et m'en maudez vostre advis... » (1)

Aussitôt, les décisions se précipitent. Le samedi 30 janvier, « vers six heures de l'après-midi », le roi donnait l'ordre à Jacques Savary de Lancosme (2), neveu de Villequier, de partir aussitôt pour Brouage et de s'emparer de la place avec les cinq compagnies d'infanterie dont il avait la charge. « Sa Majesté libella de sa main les instructions devant M. de Chiverny et Villeroy (3) qui s'occupa du reste de l'expédition. » (4) Lancosme ne se mit en route que le lendemain dimanche à 8 heures du matin.

Cependant, Saint-Luc, très averti et prévenu, dit-on, par le duc de Guise, avait, dès quatre heures du matin, fait porter à son lieutenant Jean de Rivery un avis d'avoir à se bien tenir sur ses gardes et de ne laisser entrer personne dans Brouage. Lui-même parlait prestement le même jour (5) à quatre heures de l'après-

(1) Bibliothèque nationale, nouvelles acquisitions françaises 1243, fol. 141, copie. Et *Lettres de Catherine de Médicis*, tome VII, p. 210, note.

(2) Jacques Savary de Lancosme, seigneur de Montaran, mestre de camp d'un régiment d'infanterie, ambassadeur, l'an 1587, en Turquie, où il mourut, était fils de Claude Savary, seigneur de Lancosme, et de Jacqueline de Villequier, mariés en 1542.

(3) Philippe Hurault, comte de Cheverny (1528-1599). Chancelier du duc d'Anjou (Henri III), il alla au-devant de ce prince, à Turin, lors de son retour de Pologne, et lui remit des fonds considérables pour soutenir le luxe que le nouveau roi déployait sur sa route. Garde des sceaux depuis 1578. — Nicolas de Neufville, seigneur de Villeroy (1543-1617), secrétaire d'Etat après la mort de son père en 1567, conseiller au conseil d'Etat et privé, confident de Henri III.

(4) Lettre de Renieri, citée plus haut, traduction de M. J.-B. Vincent, *Revue maritime*, octobre 1912, p. 35.

(5) Saint-Luc s'était déjà préparé à partir entre le 18 et le 20 janvier. Peut-être même, pressentant, à une date antérieure, les conséquences de sa disgrâce, fit-il un voyage à Brouage en 1579. Nous trouvons dans le *Bulletin de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, tome XII, 1892, p. 364, l'indication suivante : « Bulletin d'autographes, mai-juin 1892, d'Etienne Charavay. — François d'Espinay Saint-Luc, lettre datée de Brouage, 1579. — Tombé en défaveur près de Henri III, il prie la reine de lui conserver son gouvernement de Brouage ; il défendra la place aussi bien que Sansac, à qui elle est promise ; s'il la perdait, il ne survivrait pas à un tel malheur. » Outre que cette lettre ne se trouve pas portée au *Bulletin d'autographes*, mai-juin 1892, M. Noël Charavay, dépositaire de la collection de ce *Bulletin*, n'a pu trouver trace de ce document dans ses fiches. Même insuccès dans les recherches faites au cabinet d'autographes de M^{me} veuve Gabriel Charavay. *Quid ?*

midi avec une escorte de cinq cavaliers bien montés et munis d'arquebuses courtes. En une traite, il était à six lieues d'Orléans et regagnait une partie de l'avance que Lancosme avait sur lui. Le roi, informé de la fuite de Saint-Luc, dépêche ses courriers les plus rapides pour hâter la marche de Lancosme, il fait saisir les papiers du fugitif, garder sa femme et emprisonner son cousin Eustache de Lignery. Pierre de l'Estoile rappelle ces incidents dans son journal, au mois de février (1).

« En ce temps-là, Saint-Luc, mignon du Roy et gouverneur de Brouage, est disgracié et Lancosme, neveu de Lanssae, envoyé en diligence à Brouage, afin de la garder pour le Roy. Le lieutenant de Saint-Luc en refusa l'entrée à Lancosme et Saint-Luc, arrivant sept heures après, en fit sortir cinq compagnies de soldats y étans sous la charge de Lancosme. De quoy le Roy averti fit garder comme prisonnière la femme (2) de Saint-Luc et saisir ses coffres et papiers. Quelque temps après, Saint-Luc fit sur La Rochelle une entreprise qui ne sortit à effet, ce qui fit croire la disgrâce feinte. »

Les termes précis de la note de Pierre de l'Estoile nous révèlent que la garnison de Brouage, à ce moment, ne comprenait pas seulement les compagnies dont Saint-Luc était le mestre de camp, mais encore cinq compagnies appartenant à Lancosme (3). C'est évidemment cette particularité qui décida le roi à choisir

(1) *Journal de Henri III*, collection Petitot, 1^{re} série, tome xiv, p. 195.

(2) L'oncle de Jeanne de Cossé, Arthur de Cossé, comte de Secondigny, maréchal de France, se plaignait ouvertement du traitement que l'on infligeait à sa nièce, disant « qu'il ne s'est jamais vu qu'on se soit adressé aux femmes quand leurs maris sont tombés en quelque erreur ». Catherine de Médicis lui fit répondre « que s'il avait vu la lettre que la dame de Saint-Luc escripvoit à son mari », lettre qui avait été saisie, il aurait lui-même conseillé au roi d'agir comme il avait fait (Lettre du 15 avril 1580, au roi). *Lettres de Catherine de Médicis*, tome vii, p. 240.

(3) Mézeray dit que Lancosme était mestre de camp du régiment de Picardie, mais le P. Arcère (*Histoire de La Rochelle*, tome II, p. 51, note) a déjà observé qu'il ne figure pas dans la liste des mestres de camp de ce régiment, donnée par le P. Daniel dans sa *Milice française*. On sait qu'à côté des 4 premiers régiments permanents, Picardie, Champagne, Navarre et Piémont, organisés vers 1558 par Henri II, les 4 vieux, ou vieilles bandes, auxquels Charles IX ajouta les gardes françaises, il était formé, selon le besoin, des groupements de compagnies auxquels on donnait aussi le nom de régiments. Les 6 compagnies de Saint-Luc formaient le régiment de Brouage, Lancosme était aussi mestre de camp d'un régiment de 10 compagnies, dont cinq détachées. Cf. l'*Estat* de ces compagnies, 3 août 1577 (Bibl. Nat., V^e Colbert 9, fol. 7).

ce dernier pour se saisir de Brouage. Dépêché en hâte et allant à grandes traites, il ne pouvait assurément traîner de troupes à la suite ; celles qu'il avait à sa dévotion dans la place même lui donnaient le moyen d'agir par surprise dès son arrivée.

Mais Jean de Rivery était averti ; se retranchant derrière la consigne du gouverneur, il ferma la porte à Lancosme et accueillit, quelques heures plus tard, son chef direct qui expulsa les compagnies de Lancosme, avant que leurs capitaines aient pu se reconnaître.

La reprise de Brouage apparaissait déjà à la cour comme une entreprise fort délicate, il semble même que l'on redouta une intervention étrangère. Henri III et la reine mère crurent devoir avertir le sieur de Mauvissière (1), ambassadeur de France en Angleterre, de cet événement intérieur en le chargeant d'en donner connaissance à la reine Elisabeth, afin qu'elle s'opposât à l'envoi de tout secours de ses sujets en faveur du rebelle. La lettre du roi donne de l'incident une version différente de celle que nous connaissons. Sans dire un mot des causes intimes de la disgrâce de Saint-Luc, elle invoque des raisons d'ordre administratif, qui s'appliquent d'ailleurs avec vraisemblance au régime de Brouage. Nous croyons utile de faire connaître la version officielle, en reproduisant cette lettre qui précise encore quelques détails de l'affaire.

« Monsieur de Mauvissière. En attendant que je vous renvoie Arnault, qui sera aussy tost que le sieur de Stafford aura parlé à moy, ainsi que j'espère qu'il fera aujourd'huy, je n'ay voulu tarder à vous donner advis comme il y a desjà quelque temps que les habitans de Brouaige et aultres lieux circonvoisins qui y ont des marais salins ou qui vivent de la facture et débite du scel qui s'y faict, et aussy pareillement la communaulté des marchans, mes subjects, qui trafficquent de ce costé là, et infiniz estrangers qui se fournissent de scel en mon Royaume, dont il vient grand argent, se sont aussy jointz plusieurs fois à la Requeste que les dessusdits m'ont faicte, qu'il me pleust oster la forteresse dudit Brouaige, se plaignans tousjours les ungs et les aultres que les gens de guerre qui y sont en garnison leur font destourbier et exaction à leur marchandises, pour ceste occasion n'estoient libres, quelques ordonnances et reiglemens que je y

(1) Michel de Castelnau, sieur de Mauvissière (1520-1594), ambassadeur en Angleterre de 1575 à 1585.

aye sceu faire. Et, après avoir considéré lesdites remonstrances fondées sur grandes raisons, j'estois en quelque délibération, pour rédimier les dessusdits de ceste vexation et pour leur rendre leur commerce plus libre, de faire démanteller et raser la forteresse dudit Brouaige, ce que le sieur de Saint-Luc aiant sceu, et en se montrant exemple que je n'eusse jamais pensé pour s'opposer à ma volonté, auroit secrètement escript au sieur de Ponthoville et à aucuns cappitaines que je y entretenois ne laisser entrer qui que ce soit qui allast de ma part dedans le fort dudit Brouaige et luy garder ; et de faict j'y avois envoyé le sieur de Lancosme, mestre de camp d'auleunes compagnies de gens de pied qui sont dedans. Mais l'accèz et entrée luy a esté refusée quelque lettre que je luy aye escripte par ledit Lancosme. Oultre cella, ledit Saint-Luc, que chacun a veu que j'ay tant aimé, est party d'auprès de moy sans mon congé et permission, et croy qu'il se soit allé luy-mesme mettre dedans ledit Brouaige, pour s'opposer à ma volonté, monstrant bien par là d'avoir une très sinistre et mauvaise intention qui m'a tant touché au cœur que je délibère de l'envoyer sommer de rendre ledit Brouaige et, s'il y fault, faire procedder contre luy par les voies de la justice et quant et quant le faire forcer par mes lieutenants généraulx en ces quartiers là, qui seront assistés de tous mes subjectz des Isles et autres villes et païs circonvoisins dudit Brouaige, qui s'y sont desjà offerts, affin de pugnir et chastier exemplément une telle perfidie et ingratitude que celle dudit sieur de Saint-Luc ; et, pour ce qu'il fauldra que les forces qui si emploiront soient par terre et par mer, je vous prie ne faillir de le faire entendre à la Royne d'Angleterre, Madame ma bonne sœur et cousine, affin qu'elle ny ses subjects n'y preignent aucun umbre ny soubson mais qu'elle demeure fermement assurée, comme je le diray aussy audit sieur de Stafford, que je veulx demeurer de ma part constant en la bonne et parfaite amitié et intelligence que nous nous sommes jurez l'un à l'autre, non seulement pour nous, mais aussy pour nos commungs subjectz ; et qu'à ceste occasion je la prie qu'elle ne permette que aucun de ses subjectz ne s'entremette de donner assistance ni faveur audit Saint-Luc ou à ceuls qui sont dedans ledit Brouaige, si tant estoit qu'ils n'obéissent au commandement que je leur envoie faire de le me remettre. Telles désobéissances regardent tous les princes souverains, ce que je m'assure que, comme très prudente qu'est ladite dame Royne, elle sçaura bien considérer, et vous, vous estendre sur

ce propos ainsy que vous verrez estre convenable, selon ce qu'elle vous dira. Cependant je prie Dieu, Monsieur de Mauvisière, vous avoir en sa sainte et digne garde. Escript à Paris, le VIII^e jour de féburier 1580 ». (1)

La surprise méditée par le roi était manquée. Grâce à la fidélité de son lieutenant, Saint-Luc est dans Brouage ; il s'y cantonne désormais, cherche d'abord à renforcer sa garnison, purgée de tous les éléments douteux, en faisant recruter des troupes dans la Haute-Saintonge et le Poitou, puis il attend les événements. L'affaire entre alors dans une nouvelle phase, celle des négociations qui se prolongent pendant de longs mois, tandis que les agents de la cour s'évertuent à rassembler des forces autour de la retraite du révolté. Ce n'était pas chose aisée et l'on alla jusqu'à demander à La Rochelle une partie de ses milices et quelques pièces de canon. Si vraiment on fit luire aux yeux des Rochelais l'intention du roi de raser Brouage, l'offre était bien tentante pour eux ; mais ils n'y purent croire et éludèrent la proposition, redoutant une feinte (2).

Mesurons d'abord l'effort auquel Saint-Luc devra faire échec, et voyons quelle était la véritable intention du roi à son égard. Quelques-unes des lettres que Henri III adressait à son confident, le secrétaire d'Etat Villeroy, au premier moment de sa colère, nous renseigneront sur ce point.

« Villeroy. Il faut déclarer Sinct-Luc, comme jà a esté resolu, criminel de Lèze Majesté et i procéder ainsy que l'on a accoutumé an tels cas, aveques toute rygueur, pour se savsiyr de tout son byen et de sortte qu'il n'en puisse jouir ni tyrer aucune comodité ni fruict, et pour sest effect y commettre jans qui éfectuent la voulontté du Roy.

Advyser mesme que de l'abaye de Cercan et de la terre dont l'on est an disputte avec l'Espagnol qu'il n'an tyre plus ryen et qu'ainsi [?] il an faust user.

Reguarder que l'on ferme la main aux assignatyons qu'il a sur mes reseptes et qu'il ne puisse ryen tyrer d'aucun don qu'il haie heu de moy.

Résoudre le moyen qu'il faust tenyr pour garder qu'il ne tyre du moyen, ni du sel, ni d'autre lieu pour le sel.

(1) *Registre de Monsieur Pinart, secrétaire d'Etat, de diverses despaches, etc.*, Bibliothèque nationale, Franç., 3307, fol. 3 verso. Pour la lettre de la reine mère, voyez *Lettres de Catherine de Médicis*, tome VII, p. 223.

(2) Le Père Arcère, *Histoire de La Rochelle*, tome II, p. 51.

Parler avecques ceulx qui sçavent le país comme il se peust faire quelque fort qui ampeschera qu'il nous puisse débytter ; et adviser par la mer, tant pour le bryder que pour garder qu'il ne luy vyenne vaisseaux, et pour se défandre aux ports, car l'on m'a dict qu'il y an a jà un qui y est allé. Adviser s'il [Villeroy] croyt bon ranvoyer quelqu'un ou pour lui mander d'an sortyr anquores, ou pour luy commander qu'il eust à le fayre raser.

Anvoyer aux Rochelais et illes d'autour pour leur commander se joindre à cellui que l'on panssera propre pour commander à cette entreprinse, car yl ne le faust laisser reconnoystre, car l'on tyent qu'il est fort estonné ; s'est le temps qu'il le faust presser.

Escrire à mon frère sa désobéissance et au Roy de Navarre et comme je l'ay faict déclarer.

Anfin faictes qu'il ne soyet ryen oublyay et promptement monstrez cesty à la Roynie ma mère, car jan suis an sy grande collere que je croys avoir an lui nourri pis qu'un serpard dans mon sin.

Adieu. » (1)

Henri IV rumine sa vengeance et revient à la charge.

« Villeroy. J'ai trouvé bon ce que avez faict aveques Monsieur de Chivernis. Il faust ni ryen obmettre ; et pour la forsse il faut savoyr non seulement son byen, mais aussy l'assignasyon qu'il a sur Bordeaux et de Beaurin la randre au sieur de Chaulnes qui m'an bailloit cinquante ou soissantle mil lyvres ; car il y a heu fraude au contrast, comme Monsieur de Chivernis saist, pour gratyfier ancores Sinet-Luc ; et de tout cella le garder pour les forsses qu'il y faudra employer, et de bonne heure retenir des vaisseaux ; il y fauldroyet anvoyer et faire équiper deus gualières de Nantes. Je suis d'advis de Byron, car il a autoritté. Montrez sessy à maman et à M. de Chivernis. Je suis très sin, Dieu merssye. Adieu, que l'on resserre sa femme et que nul ne la voye plus. »

HENRY. » (2)

Enfin, il écrit un mémoire de sa main et cherche à intéresser personnellement Villeroy.

« Villeroy. Je vous envoie un mémoyre que j'ay escryst sur le faict de Sinet [Luc], qui, particulièrement vous en veust, à ce

(1) Bibliothèque nationale, nouvelles acquisitions françaises 1244, fol. 51, copie. L'original à la bibliothèque de Saint-Petersbourg, *Recueil* xxiii, n° 19.

(2) *Loc. cit.*, fol. 143, copie ; et Saint-Petersbourg, *Rec.* xxiii, n° 68, original.

que m'a dict Bouriques. Faictes bien adviser à tout ce qu'il faust pour y pourvoir, et mandez-moy ce qui sera à propos et que vous samblera. Je me porte très byen. Adyeu, Bydon (1), aimez moi tousjours car je serai vrémant tousjours le bon maistre. Il m'ont monstré vostre lettre où vous m'apellez ainsy, vous ni seré aussy jamais tromppé.

HENRY.

Il le faust faire juger par le Parlement. Que la Roine y advise. » (2)

Il y eut certainement encore d'autres lettres, mais nous sommes suffisamment renseignés sur l'état d'esprit du roi.

(A suivre).

JULES SOTTAS.

II

LES JUSTICES DE PAIX DE SAINTES

(Suite).

V. — JOGUET

Pierre-Gustave Joguet est né à Bressuire (Deux-Sèvres) le 8 juillet 1830, de Pierre Joguet, avoué près le tribunal civil de cet arrondissement, et de dame Marie-Eliane Renaudin, tous les deux décédés, le mari, le 14 août 1879, et l'épouse, le 10 novembre 1885.

Après avoir fait une partie de ses études au lycée de Poitiers il soutint sa thèse de licence en droit, le 19 septembre 1853, devant la faculté de cette ville, prêta serment à la Cour le 14 décembre suivant et se fit inscrire sur le tableau des avocats de Bressuire le 3 novembre 1857. Il fut ensuite nommé juge de paix successivement à La Jarrie (Charente-Inférieure) le 14 novembre 1860, à Thouars (Deux-Sèvres) le 26 mars 1864, et à Saintes, canton sud, le 18 mai 1872, en remplacement de Luraxe, décédé. Il prêta serment, en cette dernière qualité, le 4 juin suivant et fut installé à l'audience du 5 du même mois. Lorsque Murray, juge d'instruction au tribunal de première

(1) Bydon! sobriquet dont Henri III affublait son confident auquel il en comptait parfois de bonnes.

(2) *Loc. cit.*, fol. 119, copie; et Saint-Pétersbourg, *Rec.* xxiii, n° 71, original.

instance de Saintes, fut élevé à la dignité de président à Loudun (Vienne), Joguet se vit attribuer son siège (4 novembre 1876) et, deux ans plus tard, fut appelé à la présidence du tribunal de Marennes (13 avril 1878) (1). Très fatigué par le climat de sa nouvelle résidence, il fut, sur sa demande, nommé le 19 octobre 1878, simple juge à Niort, où il succéda à M. Sureau-Lamirande, envoyé comme président à La Rochelle. Il devint après conseiller à la Cour d'appel, d'abord à Besançon, le 30 octobre 1880, et finalement à Poitiers, le 9 janvier 1882. Promu chevalier de la Légion d'honneur par décret du 20 juillet 1895, il fut admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 23 février 1901.

En dehors de ses fonctions judiciaires, M. Joguet a été délégué cantonal à Thouars, puis à Saintes (arrêté préfectoral du 17 décembre 1875).

Pendant son séjour à Thouars, qui était « un peu sa ville d'origine et de prédilection, son père et sa mère y étant nés » (2), M. Joguet avait été conseiller municipal, et comme tel, il combattit le projet formé par l'assemblée communale de vendre au duc de la Trémoïlle, pour un prix dérisoire (100.000 francs) dans le but de s'exonérer des frais d'entretien, le magnifique château « Versailles et Saint-Denis de ses ancêtres », selon l'expression d'un historien (3), que la ville de Thouars possédait depuis la Révolution. A cette occasion, il écrivit, en collaboration avec trois de ses collègues du conseil municipal, MM. Léon Thou-rayne, maire, Victor Leclerc, adjoint, et Charles Cothureau, une brochure (4), qui contribua à faire triompher leur opposition devant l'opinion publique. Après l'enquête *de commodo et incommodo*, à laquelle on vint protester en masse contre le projet d'aliénation, il n'y fut pas donné suite (5).

(1) Son successeur au siège de Saintes fut M. Gabriel Lacour, juge d'instruction à Blaye (23 avril 1878), lequel est décédé dans la première de ces deux villes, le 14 février 1903.

(2) Renseignements donnés par M. Joguet.

(3) G. Lenôtre, *Vieilles maisons, Vieux papiers*, 4^e série, p. 193. Paris, Perrin et C^{ie}, 1910.

(4) *Projet de vente du Château de Thouars et de ses dépendances*, 23 pages, in-8°. Tours, Imprimerie Ernest Merzereau, 1869.

(5) Depuis, à la suite de l'entente d'une nouvelle municipalité avec l'Etat, le Château de Thouars a été approprié en une maison de force ; quant à la chapelle, qui est d'un style ogival charmant, M. de la Trémoïlle l'a acquise de la ville et l'a fait restaurer complètement (Communication de M. Joguet).

M. Joguet s'est marié le 14 juin 1859 avec M^{lle} Sophie-Marie Saucerotte, décédée à Bordeaux le 2 mai 1912, dans sa 74^e année, fille de M. Emile-Victor Saucerotte, commandant de gendarmerie en retraite, officier de la Légion d'honneur, receveur des finances à Sarreguemines, où il est mort le 21 mars 1857, et de M^{me} Rose-Félicité Brault (1).

De cette union est née à Bressuire, le 5 septembre 1862, une fille, Marie Philippine Joguet, qui a épousé à Poitiers, le 12 août 1889, M. Pierre-Emile Fouretier, né à Séligné (Deux-Sèvres) le 30 juillet 1850, fils de Jean Fouretier, propriétaire, et de dame Marie Michaud, lequel, après avoir été notaire à Chauvigny (Vienne) du 27 décembre 1882 au 15 décembre 1905, a été nommé notaire honoraire et est actuellement commissaire-priseur à Bordeaux depuis le 19 mai 1909. Quatre enfants sont issus du mariage de M. et M^{me} Fouretier : Andrée, Catherine, Françoise et Pierre.

M. Joguet, après sa mise à la retraite, est venu habiter chez son gendre et là, à l'exemple de Victor-Hugo, il se perfectionne dans l'Art d'être grand-père, s'occupant activement de ses

(1) M^{me} Joguet, par sa mère, était cousine, issue de germain, de M. Louis-Arthur Jabouille, qui fut successivement avocat à Poitiers, substitut à Saintes (22 novembre 1870-1^{er} mars 1876), sous-préfet de Dôle (30 décembre 1877), préfet du Jura (20 mars 1879), de l'Oise (19 septembre 1880), du Maine-et-Loire (1^{er} mai 1882), et du Doubs (25 avril 1885). M. Jabouille, né à Ruffec (Charente) le 23 octobre 1812, est décédé à Paris le 25 février 1887, à l'âge de 44 ans. Il était le fils de Edmond-Thomas Jabouille, capitaine de gendarmerie, décédé à Poitiers le 14 juillet 1860 (lequel, natif de Liège (Belgique) était fils lui-même de Antoine Jabouille, chef d'escadron) et de dame Rose Petit, son épouse. Louis-Arthur Jabouille s'était marié à Saintes, le 16 septembre 1873, avec Emma-Jenny Lejeune, fille de Charles-Emile Lejeune, chef de l'exploitation du chemin de fer des Charentes, devenu, à une date postérieure, directeur du groupe régional de l'Eure à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest et administrateur de celle de la *Beira Alta*, et décédé à Paris le 8 août 1895, lequel fit partie, du 23 septembre 1870 au 8 avril 1871, de la commission municipale et administrative, nommée à Saintes par le préfet, M. Frédéric Mestreau, et de dame Victorine-Henriette Brunet. M. Jabouille a eu de son mariage : a) Pierre, chef de cabinet du préfet du Calvados, puis sous-préfet de Barcelonnette (5 septembre 1901), aujourd'hui à Hanoï, au gouvernement général de l'Indo-Chine, administrateur supérieur à la résidence du Tonkin ; b) Henri, qui est lui aussi dans l'administration coloniale dans l'une de nos possessions du centre de l'Afrique ; c) Noël-Marie-Manuel, décédé à Vrines, près Thouars, le 11 septembre 1900, à l'âge de 20 ans ; d) et Paul, qui a été reçu, en 1912, médecin aliéniste. (*Actes d'état civil. — Annuaire Administratif*, Paul Dupont, 1910. — Renseignements donnés par M. Joguet).

petits-enfants, ce qui, comme il nous l'a écrit lui-même, dans une lettre très aimable qu'il a bien voulu nous adresser, « absorbe suffisamment son temps pour ne plus lui faire regretter ses anciennes fonctions ».

Comme magistrat M. Joguet a laissé les meilleurs souvenirs à Saintes.

Le *Courrier des Deux-Charentes*, du 18 avril 1878, a annoncé sa nomination comme président à Marennes dans les termes suivants : « En toute occasion, on a fait l'éloge de M. Joguet, soit au point de vue de ses capacités juridiques, soit sous le rapport de l'impartialité du magistrat. » De son côté, l'*Indépendant de la Charente-Inférieure* du 14 janvier 1882, émettait sur lui cette appréciation élogieuse lorsqu'il fut appelé à remplir les fonctions de conseiller à la Cour d'appel de Poitiers : « Partout M. Joguet s'est fait remarquer par sa profonde connaissance des affaires, son intelligence, la droiture de son esprit et la rectitude de son jugement. Il personnifie le magistrat honnête et impartial. »

(A suivre).

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

III

LA PREFECTURE A SAINTES

(Fin).

Le 12 novembre 1831, le Conseil général du département de la Charente-Inférieure fut extraordinairement convoqué par ordonnance royale à l'effet de faire connaître son avis sur la translation projetée. Informée par certains de ses membres que l'agitation redoublait dans l'arrondissement de Jonzac et que le nombre des communes qui demandaient leur réunion à la Gironde augmentait de jour en jour (1), cette assemblée, « prenant en sérieuse considération la triste position de ces communes et envisageant le démembrement du territoire départemental comme une pensée funeste qui sacrifierait les droits les plus légitimes et souleverait d'indignation toute la population du pays, jugeant d'après le texte même des délibérations de ces communes qu'elles n'avaient été poussées à cet acte de désespoir que par la crainte de voir prolonger plus longtemps l'état d'oubli et d'abandon où

(1) 103 communes sur les 120 de l'arrondissement de Jonzac prirent des délibérations pour demander leur annexion au département de la Gironde

les avait plongées le fatal décret de 1810, convaincue que le moyen le plus équitable de concilier tous les intérêts en souffrance, le plus conforme au vœu des citoyens, à la raison, à la justice et aux règles d'une bonne administration, était de replacer la préfecture au centre du département », renouvela sa délibération du 17 mai 1831, qui avait déjà demandé sa translation à Saintes (1).

Le Comité de l'Intérieur du Conseil d'Etat ayant été chargé par le gouvernement de l'examen du projet de loi relatif au changement du siège de la préfecture, les quatre députés, ci-dessus nommés, de Jonzac, Saintes, Saint-Jean-d'Angély et Marennes et les autres signataires du mémoire dont nous venons de donner une brève analyse, lui envoyèrent un second mémoire (2), dans lequel ils déclarèrent qu'ils s'en référaient avec confiance « aux lumières et à l'équité du Conseil d'Etat et persistaient devant lui dans les conclusions précédemment prises devant M. le ministre du commerce et des travaux publics (3) et consignées dans le mémoire, remis entre ses mains et que nous venons de résumer.

Les députés de La Rochelle s'empressèrent, bien entendu, d'adresser leur réplique à ce même Comité de l'Intérieur, qui, finalement, après un rapport conforme du préfet, déclara qu'il n'y avait pas lieu de faire le changement demandé par les Saintais.

Le 16 février 1832, le Conseil d'Etat, après une assez longue discussion (4), adopta l'avis du Comité de l'Intérieur et déclara, par conséquent, qu'il y avait lieu de « maintenir à La Rochelle le chef-lieu de la préfecture de la Charente-Inférieure » (5).

A la suite de cet avis, le gouvernement décida de laisser les choses comme elles avaient été établies par le décret de 1810.

Néanmoins, pendant longtemps, les conseils des arrondisse-

(1) *Translation de la Préfecture à Saintes*, pages 4-5 (Voir *infra*).

(2) *Translation de la préfecture de La Rochelle à Saintes*. A MM. les membres du comité de l'Intérieur du Conseil d'Etat, 7 pages, avec une carte du département de la Charente-Inférieure. Paris. Imprimerie de E. Duverger, s. d.

(3) *Translation de la préfecture..*, pages 5-6.

(4) Lettre de M. le vicomte Siméon, conseiller d'Etat, du 24 février 1832, adressée soit à M. Eschassériaux, soit à M. le comte Duchâtel. L'original de cette lettre se trouve à la Bibliothèque publique de Saintes, fonds Eschassériaux.

(5) Voir à l'appendice le texte de cet avis, si intéressant pour notre histoire locale.

ments de Saint-Jean-d'Angély, de Jonzac et de Saintes, en particulier ces deux derniers, les plus intéressés à son déplacement, ne cessèrent, chaque année, de renouveler leurs réclamations pour obtenir le retour du siège de l'autorité préfectorale à Saintes, « point central du département, » sollicitant vivement l'exécution de cette mesure qui « réparerait le préjudice », dont le dernier de ces arrondissements avait surtout à se plaindre. « Un déni de justice, lit-on dans la délibération prise, en 1840, par le conseil d'arrondissement de Saintes, quel que soit le temps pendant lequel il se prolonge, ne peut jamais prescrire les droits de ceux qui sont lésés. Quel qu'ait été, jusqu'à ce jour, l'insuccès de ses réclamations, il (le conseil) croit devoir protester toujours, tant qu'il n'aura pas obtenu la juste réparation de ses griefs. Il ne peut s'expliquer, d'une manière satisfaisante, les motifs qui engagent à sacrifier les droits incontestables d'un département entier aux intérêts privés et aux prétentions d'une seule localité (1).

Quant au Conseil général de la Charente-Inférieure, dans ses sessions de 1833 à 1840, il se prononça également pour la translation de la préfecture de La Rochelle à Saintes, par des majorités, variant de 15 à 17 voix contre 8 à 10 hostiles (2).

En 1841, le 1^{er} septembre, au moment de la discussion du rapport de la cinquième commission, concluant à la prise en considération du vœu annuel des conseils d'arrondissement de Jonzac et de Saintes, un membre, dont le nom ne figure pas au procès-verbal de la séance, vint proposer, dans le but de « mettre fin à une rivalité qui ne peut que troubler la bonne harmonie, qui doit régner entre toutes les parties d'un département, remarquable par son amour de l'ordre et sa modération », d'émettre le vœu que le gouvernement fit choix de Saintes, pour la création du Collège Royal, promis alors à notre département et que cette ville sollicitait, concurremment avec La Rochelle, et que la préfecture fut conservée à cette dernière cité. — Après en avoir délibéré, l'assemblée, considérant que cette décision, si elle était prise, donnerait satisfaction à tous les intérêts en jeu, exprima, à l'unanimité, un vœu formel en ce

(1) *Résumé des délibérations du Conseil général de la Charente-Inférieure.* Session de 1840, 2^e cahier, page 275. — G. Mareschal, La Rochelle, 1840.

(2) Consulter à ce sujet, notamment, les *Procès-verbaux des délibérations* de cette assemblée (Sessions de 1836, 1837, 1839 et 1840).

sens et décida que sa délibération serait transmise au ministre de l'intérieur (1).

La sorte de transaction au sujet du Collège royal qui paraissait contenter tout le monde, puisqu'elle avait réuni l'unanimité des suffrages du Conseil général, ne fut pas cependant suivie d'exécution. La Rochelle, qui n'avait pas renoncé à le contester à Saintes, obtint le nouvel établissement scolaire (2) pour des considérations que nous n'avons pas à apprécier ici, et la lutte recommença de plus belle.

Le Conseil d'arrondissement de Saintes, regardant, non peut-être sans raison, la préférence accordée à son préjudice à la cité rivale, comme une « nouvelle violation de son droit méconnu, pour le siège de la préfecture », insista, avec plus de force encore, pour que justice lui fut enfin rendue, du moins sur ce dernier point.

Le Conseil général du département, à sa séance du 26 août 1843, délibérant sur les conclusions du rapport de sa commission compétente (la cinquième), lui proposant d'appuyer formellement les réclamations de la ville de Saintes, décida, après une très chaude discussion, qu'attendu l'égalité des suffrages (11 voix pour et 14 contre, plus 1 bulletin blanc, sur 23 votants), le vœu demandé ne serait pas émis (3).

D'ailleurs, pendant les trois autres sessions qui se succédèrent, cette assemblée, en majorité du moins, persista dans ses dispositions hostiles à la translation de la préfecture. Pourtant, le 2 septembre 1844, la cinquième commission, qui ne cessait pas d'être favorable à l'adoption du vœu habituel des conseils d'arrondissement de Jonzac et de Saintes, formulait, dans son rapport, des considérations dignes d'attirer son attention : « On s'est trop préoccupé, dans les luttes qui se sont élevées à ce sujet (la translation de la préfecture), de l'intérêt de Saintes ; la question serait trop rétrécie en la circonscrivant ainsi. Cette ville a, sans doute, été froissée dans ses intérêts par cette dépossession. Les localités, placées dans le sud du département, sont particulièrement celles qui éprouvent le plus grand préju-

(1) *Résumé des délibérations du Conseil général de la Charente-Inférieure*. Session de 1841, page 352.

(2) *Notice sur le Collège de Saintes*, par Pierre-Stanislas Moufflet, page 95. Saintes, M^{me} Z. Mortreuil, 1886.

(3) *Délibérations du Conseil général de la Charente-Inférieure*, p. 96. Session de 1843.

dice du maintien à La Rochelle du siège de la préfecture et la plus grande partie du département en souffre. » Malgré tout, le Conseil général, après un scrutin secret, décida, par 14 voix contre 10 sur 24 votants, qu'il n'y avait pas lieu d'exprimer le vœu proposé, concernant le déplacement de la préfecture (1).

Dans les sessions de 1845 et 1846, l'assemblée départementale prononce encore, à la majorité, l'ajournement d'une proposition de sa commission réitérant l'émission d'un vœu semblable (2).

Toutefois, les sentiments du Conseil général à cet égard ne tardèrent pas à se modifier. En effet, on le voit, à la séance du 1^{er} septembre 1847, conformément aux conclusions de sa cinquième commission, émettre un vœu, par 14 suffrages contre 9, pour le rétablissement du siège de l'administration départementale à Saintes (3).

A la session de l'année suivante, le 28 novembre 1848, il persista dans ce vœu, malgré l'opposition énergique de l'un de ses membres, qui, se fondant sur l'avis du 16 février 1832, soutint que les prétentions de la ville de Saintes avaient été définitivement condamnées par le Conseil d'Etat (4).

Enfin, dans les sessions de 1849, 1850 et 1851, le Conseil général continua à renouveler le même vœu, à une forte majorité (5).

A partir de cette dernière année, on ne trouve plus dans les procès-verbaux de cette assemblée de traces de discussions, relatives à cette affaire, et un silence absolu semble s'être fait, en même temps, sur une question qui, pendant tant d'années, avait passionné les esprits dans notre petit coin de terre. Pourtant, sous le second Empire, un journal local, le *Courrier des Deux-Charentes* (6), dans un entrefilet, publié plusieurs mois avant

(1) *Délibérations du Conseil général de la Charente-Inférieure*, page 212. Session de 1844.

(2) Mêmes délibérations, pages 251 et 214. Sessions de 1845 et 1846.

(3) Mêmes délibérations, page 28. Session de 1847.

(4) Mêmes délibérations, page 199. Session de 1848. La Rochelle, Dausse et A. Siret (1848).

(5) Mêmes délibérations, pages 220, 280, 422. Sessions de 1849, 1850 et 1851. G. Mareschal à La Rochelle.

(6) Le *Courrier des Deux-Charentes* a paru pour la première fois, à Saintes, le dimanche 16 novembre 1862 (Pierre Conil, rédacteur en chef) ; il a pris ensuite le nom de *Moniteur de Saintes*, le jeudi 3 avril 1884 (directeur politique : Ossian Pic ; rédacteur en chef : Albert-Adolphe Zamanski) ; enfin, à dater du dimanche 12 juin 1887, il est devenu l'actuel *Moniteur de la Sain-*

l'inauguration du nouveau palais de justice (1), dans son numéro du 30 juin 1864, sans nom d'auteur, essaya bien de faire revivre l'affaire. Après avoir exprimé l'espoir que le chef-lieu judiciaire ne serait pas enlevé à Saintes, comme l'avait été, en 1810, la préfecture, et esquissé brièvement l'historique de la translation de son siège à La Rochelle, il finissait en ces termes : « La préfecture nous reviendra-t-elle ? Nous osons encore espérer, car c'est le vœu du plus grand nombre des habitants de la Charente-Inférieure. Il ne suffit que de jeter les yeux sur la carte pour voir que Saintes est au cœur du département et à proximité de tous les chefs-lieux d'arrondissement, surtout celui de Jonzac dont une partie des habitants se trouve à 38 lieues de La Rochelle.

« Voilà un demi-siècle que notre ville attend la réparation qui lui est due ; quelques réclamations isolées se sont fait entendre de temps en temps, mais en vain. Aujourd'hui que Saintes a secoué sa vieille apathie, il ne lui faudrait peut-être qu'un peu d'énergie et de patriotisme pour obtenir ce que les intérêts du pays réclament depuis si longtemps. La reconnaissance publique sera le prix du dévouement de ceux qui se voueront courageusement à la défense de ses droits. »

Mais l'appel du journaliste ne fut pas assez vibrant, ni assez pressant, pour faire sortir les Saintais de leur longue torpeur et les déterminer à faire de nouveaux efforts pour reconquérir le chef-lieu administratif du département. D'ailleurs, ils étaient alors trop occupés à réunir des fonds pour l'érection, sur l'une de leurs places publiques, d'une statue en l'honneur de Bernard Palissy, l'humble, mais génial potier de terre que ses émaux et ses figulines ont immortalisé.

Quoi qu'il en soit, depuis cette époque, aucune voix ne paraît s'être élevée, aucune démarche ne semble avoir été tentée pour obtenir le retour de la préfecture à Saintes. La lutte entre les deux provinces adverses de la Saintonge et de l'Aunis est bien

tonge (directeur politique : Edmond Béraud, rédacteur en chef). Ce journal, depuis sa fondation, a toujours appartenu, de père en fils, à MM. Hus, imprimeurs dans cette ville, rue Saint-Pierre, n° 1, aujourd'hui rue Saint-Michel, n° 13, et n'a jamais cessé d'être un organe royaliste.

(1) Le palais de justice de Saintes fut solennellement inauguré le 3 novembre 1864.

terminée, plutôt, peut-être, selon la réflexion d'un historien (1), « par la lassitude que par la résignation » de la première. La Rochelle, vaincue en 1790 par Saintes, a triomphé définitivement de sa rivale !

EDMOND-JEAN GUÉRIN.



DOCUMENT ANNEXÉ

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT, CONCERNANT LA TRANSLATION DE LA
PRÉFECTURE A SAINTES, DU 16 FÉVRIER 1832.

« Le Conseil d'État, sur le renvoi qui lui a été fait par M. le Ministre, secrétaire d'État de la justice (2), d'un projet de loi, ayant pour objet de transférer, dans la ville de Saintes, le siège de la préfecture de la Charente Inférieure, actuellement établi à La Rochelle, et d'un avis du Comité de l'Intérieur et du Commerce portant qu'il n'y a pas lieu de faire prononcer le changement ;

« Vu la demande de cette translation, formée par quatre députés et un nombre considérable d'habitants du département de la Charente-Inférieure ;

« Vu les délibérations des conseils d'arrondissement de Saintes, Saint-Jean-d'Angély, Rochefort, Marennes et Jonzac, prises dans les années 1814 et 1818, et celles de 1831 des arrondissements de Saintes, Saint-Jean-d'Angély et Jonzac pour demander cette translation ;

« Vu les délibérations du Conseil général du département, prises dans les mêmes années 1814, 1818 et 1831, et exprimant le même vœu ;

« Vu les mémoires des députés de La Rochelle, en réponse à la demande formée par leurs collègues, la réplique de ceux-ci, enfin toutes les pièces, produites, de part et d'autre, pour établir soit la convenance de la translation demandée, soit la nécessité de maintenir l'état actuel de choses existant depuis 21 ans ;

« Vu le rapport du préfet de la Charente-Inférieure, concluant à ce que le chef-lieu soit maintenu à La Rochelle ;

(1) L. Deloyant, *Histoire du département de la Charente-Inférieure*, page 346.

(2) M. Félix Barthe.

« Vu les lettres de MM. les Ministres de la justice, des finances, de la guerre et de la marine ;

« Considérant que l'Assemblée Constituante, en réglant la nouvelle circonscription du royaume en départements, s'est attachée à ne pas réunir des populations qui n'avaient point d'habitudes communes ; que les provinces de Saintonge et d'Aunis, qui, depuis plus d'un siècle, formaient une généralité, ne présentant ni une étendue territoriale, ni une masse de populations trop considérables, pour être continuées à être placées sous une même administration, elle n'hésita pas à les comprendre dans le nouveau département, auquel elle donna le nom de Charente-Inférieure ; mais, au lieu d'en conserver le chef-lieu à La Rochelle, où les intendants résidaient depuis plus d'un siècle, elle l'établit à Saintes ; que, si cet état de choses a duré jusqu'en 1810, où un décret impérial transféra le siège de la préfecture à La Rochelle, il résulte des pièces produites au dossier, que, dès l'année 1806, le gouvernement prenait des renseignements sur l'opportunité du changement, qui ne s'opéra qu'en 1810 ; que le soin que le Conseil général avait, dans toutes ses sessions, d'exprimer son vœu pour le maintien de la préfecture à Saintes, indique que l'on ne regardait pas la possession de l'administration centrale comme définitivement acquise à cette ville ;

« Considérant, d'une part, que les trois arrondissements de Saintes, Saint-Jean-d'Angély et Jonzac forment les deux tiers du territoire départemental et renferment 363 communes sur 507 ; qu'ils paient plus de la moitié des contributions et comptent 260,051 habitants sur une population départementale de 424,147 ; que le département ayant, du nord au sud-est, une longueur de plus de 45 lieues, et la ville de La Rochelle étant presque à l'extrémité du département, les habitants des communes, les plus éloignées de l'arrondissement de Jonzac, ont près de 40 lieues à faire pour s'y rendre ; que la ville de Saintes, située à peu près au centre du département, serait, sous ce rapport, plus favorablement placée que La Rochelle pour être le chef-lieu de l'administration ;

« Considérant, d'autre part, que la ville de La Rochelle est le centre d'un grand mouvement commercial ; que c'est par son port que s'exportent les productions de plusieurs départements ; que l'Empereur ne se détermina à y transférer la préfecture de la Charente-Inférieure que parce qu'il reconnut que

c'était non-seulement la plus importante et le centre d'activité de ce département, mais encore l'une des villes les plus influentes de l'ouest de la France ; que les préfets ne sont pas seulement les administrateurs d'une partie du territoire ; qu'ils sont les agents supérieurs du gouvernement, et que leur résidence doit être fixée aux lieux où ils peuvent le servir avec le plus d'efficacité ; que la ville de Saintes, dont la population est plus restreinte, qui ne renferme aucun établissement et n'est le centre d'aucun commerce, ne peut, sous le rapport de l'importance, être comparée à La Rochelle, qui est le siège d'une Chambre de commerce et qui possède un grand arsenal, un bassin de carénage, un hôtel des monnaies et un lazaret actuellement en construction ; que c'est la résidence de l'évêque, du général commandant le département et de neuf consuls étrangers ; que la direction des douanes et l'ingénieur des travaux maritimes ne pourraient en être déplacés ; qu'il y aurait même des inconvénients à en éloigner l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, qui y est plus convenablement placé qu'il ne le serait à Saintes, pour surveiller les grands travaux de dessèchement des marais de la navigation de la Sèvre, et ceux du canal de Niort ;

« Considérant que la surveillance de ces travaux, auxquels sont employés un nombre considérable de condamnés, est un des devoirs du Préfet de la Charente-Inférieure ; que le grand marché des grains qui se tient à Marans, la présidence de la Chambre de commerce, les travaux prompts et urgents que la mer rend souvent nécessaires sur les côtes qui avoisinent La Rochelle et dans les îles d'Oleron et de Ré, sont autant de motifs qui rendent nécessaire, dans cette ville, la présence du premier magistrat du département ; que le lazaret de La Rochelle devra recevoir les navires, destinés pour la plus grande partie des côtes de l'Ouest, qui viendront y faire quarantaine ; que l'exécution stricte et rigoureuse des règlements sanitaires pourra nécessiter souvent l'intervention du préfet, et que, dans l'intérêt général du département et du royaume, il y a, surtout dans les circonstances actuelles, un avantage réel à ce qu'il puisse avoir de fréquents rapports avec la commission sanitaire ;

« Considérant que la distance où se trouve le préfet de l'arrondissement de Jonzac et d'une partie de celui de Saint-Jean-d'Angély n'est pas un inconvénient qui puisse balancer de si grands avantages ; que le préfet n'a de relations directes qu'avec les

maires de l'arrondissement chef-lieu ; que les autres maires du département ne communiquent avec lui que par l'intermédiaire des sous-préfets ; que le recours direct au préfet de la part des habitants est extrêmement rare, que c'est principalement pour les affaires de recrutement qu'il a lieu, et que, d'après la loi, le préfet se transporte avec le Conseil de révision dans tous les arrondissements et dans tous les cantons où sa présence est nécessaire ; que, dès lors, il y a beaucoup moins d'inconvénients qu'on ne veut le faire entendre à ce que le préfet ne soit pas au centre du territoire, mais qu'il y en aurait beaucoup à ce qu'il ne fut pas au centre des affaires ; que ce centre est La Rochelle, non seulement pour le département dont cette ville est le chef-lieu, mais encore pour les départements de la Vendée et des Deux-Sèvres, et que les villes de Fontenay et de Niort, ainsi que les députés de ces deux départements ont appuyé auprès du gouvernement les démarches de la ville de La Rochelle ;

« Considérant que, sous les rapports de la haute police, le voisinage du chef-lieu du département de la Charente-Inférieure des départements de la Vendée et des Deux-Sèvres est également d'une grande importance pour le gouvernement ;

« Considérant enfin que le principal tribunal ayant été conservé à Saintes, et les assises se tenant dans cette ville, les citoyens, qui y sont appelés pour le service du jury, sont désintéressés dans la question du changement de la préfecture ;

« Considérant, relativement aux délibérations des 103 communes de l'arrondissement de Jonzac, qu'elles n'ont pas été prises légalement, et que la question, qui leur a été présentée par M. le Sous-Préfet, s'il convient de distraire cet arrondissement du département de la Charente-Inférieure pour le joindre au département de la Gironde, n'a rien de commun avec la question du changement de chef-lieu de la Charente-Inférieure ; que, d'ailleurs, leur illégalité doit les faire considérer comme non avenues,

« Est d'avis qu'il y a lieu de laisser les choses comme elles ont été établies par le décret de 1810 et de maintenir à La Rochelle le chef-lieu de la préfecture de la Charente-Inférieure. » (1)

(1) Nous avons trouvé le texte de cet avis du Conseil d'Etat dans les procès-verbaux des délibérations du Conseil général de la Charente-Inférieure, session de 1848, page 199 et suivantes. La minute n'existe plus. On sait que le magni-

DOCUMENTS

MINUTES DE NOTAIRES

NOTES DE LECTURE

(Suite).

1693, 29 avril. — Joseph Dubourg-Farnoux, seigneur de Dion, Jeanne Bibard, préparés, en conséquence de leur contrat de mariage du 17.

La dite demoiselle délivre à son futur :

Testament de feu de Guip, aïeul maternel de la dite, du 22 septembre 1660.

Vente d'office de conseiller faite par le feu sieur de La Touche, 27 août 1674, reçu Birot. (Minutes de MARÉCHAL.)

1694, 24 mars. — Jeanne Bibard, femme de Joseph Dubourg-Farnoux, seigneur de Dion, fait faire inventaire.

La bibliothèque, 400 volumes, est estimée par Jean Bichon, prêtre, et Jean de Campgrand, archidiacre, chanoine, 600 livres.

1696, 22 janvier. — Marché par Joseph Dubourg, frère de Elisabeth Dubourg-Farnoux, écuyer, seigneur de Dion, avec Jean Allizon pour planter dans la pièce de terre appelé le Pante-neau, au-dessus du fief de Dion, paroisse de Chérac, huit journaux, le plan fourni par Alizon à la réserve d'un quart fourni par Dubourg, lequel plan sera 1/3 en visan blanc, folle jaune, un tiers de Gros Bouillon et Gros Blanc, l'autre tiers de Blanche Ramée des fiefs de la seigneurie de Chérac et autres du voisinage, lesquelles vignes il labourera et entretiendra pendant quatre ans, la première année qu'elles seront plantés de

fique hôtel du quai d'Orsay, où était installé alors ce tribunal administratif, a été incendié, à la fin de la Commune, en mai 1871. D'après les renseignements qui nous ont été donnés obligeamment par M. Y. Heurtel, auditeur au Conseil d'Etat, il est à présumer que, lorsque l'avis sus-transcrit a été rendu, M. Barthe, ministre de la justice, président de droit, ou, à son défaut, M. le comte Béren-ger, doyen des vice-présidents, devait présider l'assemblée ; et que la minute a dû être signée par le maître des requêtes, secrétaire-général, Hochet.

cinq fassons de labour et trois les trois autres années, les traitera. 34 livres par journal. (Minutes d'ARNAUD.)

1699. — Charlotte Dubourg, veuve de René de Bouet de Portal.

1703. — Joseph Dubourg-Farnoux, seigneur de Dion, mari de Jeanne Bibard.

Joseph Dubourg, écuyer, seigneur de Dion, épousa Jeanne Bibard par contrat du 17 avril 1693.

Joseph Dubourg-Farnoux, seigneur de Dion et La Cour, fils de François, mort le 5 mai 1685.

1707, 23 février. — Inventaire de la succession de Pierre Dubourg de Porcheresse, en sa maison proche les Jacobins. Dans les papiers : Les lettres de noblesse dudit feu seigneur de Porcheresse et la quittance de finances de la somme de 3.000 livres par lui payées, datées du 26 octobre 1705.

(Minutes d'ARNAUD.)

1716, 30 mars. — Marguerite-Mélanie Dubourg, femme de Jacques-René de Bremond, chevalier, seigneur de Dompierre, Chassaigne, demeure à Dompierre, dit que, par jugement du 3 mai 1715, il lui est permis de consigner 26.500 livres, principal de l'acquisition faite par Anne Gombaud de La Croix de la terre du Fouilloux en Arvert. (Minutes d'ARNAUD.)

1713, 22 mars. — Testament de Joachim Dubourg, écuyer, seigneur de La Brunette, veut être enterré en l'église des Jacobins « en les supultures de mes prédécesseurs qui sont proche la porte de la sacristie au-dessous du marchepied du grand autel ».

« Disposant de peu de bien qu'il a plu à Dieu me prêter et donner en ce mortel monde », donne à Claude Dubourg, son neveu, capitaine de cavalerie au régiment de Vandré tout ce que l'usage de Saintonge lui permet de donner.

(Minutes de PROUTEAU.)

Contrôlé le 2 mai 1718.

Il était veuf de Gabrielle Pitard.

Joachim Dubourg, de cujus, avait eu un fils, Joachim, qui vivait en 1716 désigné quelquefois par le chevalier Dubourg.

Le 5 avril 1713, Joachim Dubourg (père) fait inventaire, rien à noter.

Charles du Bouchaud du Château, seigneur de Dion, donataire de Joseph Dubourg-Farnoux, son oncle, seigneur de Dion.

1710, 1728. — François-Etienne Dubourg, chevalier, seigneur de Fontaine près Ozillac, La Béraudière, demeure au château de Fontaine, époux de Etiennette-Françoise de Nort. Ils ont un fils, Antoine Joseph, né à Fontaine le 3 juillet 1721.

1733, 2 mars. — Angélique d'Abzac de Mayac, veuve de Antoine de Bobenne, chevalier, seigneur de Brandet, paroisse de Saint-Savin, vend à Claude Dubourg, chevalier de Saint-Louis, major du régiment de Vandray-cavalerie, la seigneurie de Brandet, 13.000 livres (Minutes de SENNÉ.)

1740. — Antoine-Joseph Dubourg, écuyer, chevalier, seigneur baron de Fontaine, Les Rois, La Béraudière, Sainte-Lheurine, en partie, fief de Jauriac, Saint-Germain de Vibrac, conseiller au parlement de Bordeaux, demeure rue du Mirail, paroisse Saint-Eloi.

1750. — Pierre François de La Romagère, chevalier, seigneur comte de Ronsecy, baron de Fontaine, des Rois, Joriac, Sainte-Leurine, La Béraudière.

1772, 7 juin, — Claude-Anne, comte de Saint-Simon, grand d'Espagne, brigadier des armées du roi, colonel au régiment de Touraine, héritier de Louis-Gabriel, marquis de Saint-Simon, son père, contre Pierre de La Romagère, baron de Fontaine, Saint-Germain de Vibrac.

Note. — Le comte de Ronsecy avait épousé la sœur de Dubourg, seigneur de Fontaine ; celui-ci, mort conseiller au parlement de Bordeaux, a laissé pour unique héritière la dite dame, comtesse de Ronsesy (*alias Roncessy*) ; celle-ci est décédée, ainsi que son mari ; ils ont laissé pour enfans le seigneur de Fontaine, leur fils aîné et autres, en sorte que la terre de Fontaine est échue au lot du dit baron de Ronsesy, de La Romagère.

1754. — Pierre-François de La Romagère, comte de Ronsecy, seigneur de la Fillolie, Lemonie., baron de Fontaine, Les Rois, La Béraudière, Sainte-Leurine, fief de Joriac, Saint-Germain de Vibrac, demeure au château de La Filolie en Périgord.

1618, 13 juin. — Pierre Dubreuil, écuyer, déclare qu'il n'a aucun moyen de s'opposer à la vente poursuivie, au présidial de Saintes, par Raimond de Montaigne, lieutenant général... « ains, au contraire, en conséquence du contract fait entre ledit seigneur de Montaigne et luy portant vendicion des terres de

Lespinerie et Le Trichollet en datte du 24 juin 1614 reçu par Resnyer, notaire royal, lequel il ratifie... »

(Minutes de BERTAULD).

1649, 29 juin. — André Bouyer, architecte, a affirmé, par contrat du 5 avril 1645, reçu Vautier et Dumas, notaires au Châtelet de Paris, de Bertrand Drouard, écuyer, intendant de la duchesse d'Aiguillon, les revenus des terres de Saujon : Le Chai et Ribérou, pour sept ans, moyennant 4.200 livres par an. Timoléon de Campet, prieur de Saujon, l'a troublé dans la jouissance de sa femme, a battu et chassé les préposés à la recette des droits, fait faucher et emporter l'herbe des prés, chassé les personnes qui travaillaient, menaçant de leur rompre bras et jambes. Sommation à Nicolas Gombaudo, chanoine, agent de la dite dame de lui faire restituer ses droits.

(Minutes de LIMOUZIN).

1618, 8 juillet. — Gédéon Dubreuil demeurant à La Tremblade, paroisse d'Arvert, donne quittance de 300 livres à R. de Montaigne.

(Ibidem).

1628. — Angélique Dubreuil, femme de Jean d'Usson, seigneur dudit lieu, héraut d'armes de la compagnie des 200 chevaux-légers de la compagnie de la garde du roi.

1632, 12 octobre. — Claude Dubreuil, chevalier, baron de Théon, héritier de Gilles du Breuil, seigneur de Théon, et Elisabeth de Fedix ses père et mère, demeurant à Méché. Inventaire de papiers.

(Minutes de MARÉCHAL).

1632, 24 novembre. — Il y eut procès entre Jeanne Grain de Saint-Marsault, femme de feu Bonaventure de La Fourye, écuyer, seigneur de Beaurepaire, et François Dubreuil, écuyer, seigneur de Breuillet et Angélique Dubreuil, femme de feu Jacques d'Usson, seigneur du Breuillet en partie. Jacques d'Usson, écuyer, demeurant au Breuillet, juridiction de Mornac, agissant comme tuteur de Pierre d'Usson, écuyer, son fils, et d'Angélique du Breuil sa femme, cède à René de Sainte-Maure, seigneur de La Guyrayre la maison noble de Beaurepaire, paroisse de Terves juridiction de Bressuire. (Minutes de SANSON).

1634. — François Dubreuil, écuyer, sieur du Breuillet, demeurant à Saint-Ciers-Champagne, chatellenie de Saint-Maigrin en Saintonge.

1638. — Abel Dubreuil, écuyer, sieur de Fonréau.

1639, 1 février. — Testament de Charles Dubreuil. Hippolyte Dubreuil, fille de Gilles, son frère aîné.

1645, 19 octobre. — Claude Dubreuil, sieur de Vallière, demeurant à Paris, rue Neuve, paroisse de Saint-Merry.

1685. — Alain Dubreuil, écuyer, sieur de Fonréaux, paroisse de Saint-Genis.

10 décembre 1746. — Inventaire par Marie Duport de La Salle, veuve de Nicolas du Breuil-Hélion, écuyer, sieur des Combes, capitaine au régiment d'Orléans-infanterie, demeurant paroisse Saint-Michel. Il fut tué en octobre dernier à la bataille de Raucour. Mariés par contrat du 18 août 1739, reçu Senné.

Dans ce contrat Nicolas est dit lieutenant du même régiment à l'île de Ré, fils de feu Joseph et de Marie Jacinte de Pescaire, demeurant à Pont-Saint-Esprit, la mariée est veuve de Jacques Bréard.

1752, 8 avril. — Eutrope-Alexandre du Breuil de Chateau-Bardon, chevalier de Saint-Louis, demeurant à Coze, Anne Dubreuil, veuve de François de Gondé, lieutenant-colonel au régiment des Landes, Madeleine Dubreuil de Vesrac, fille majeure, Charles Huon, écuyer, seigneur de Lisle de Rosne, demeurant au Brillouard, paroisse de Sainte-Radégonde, père et légal administrateur de ses enfants et de dame Elizabeth du Breuil.

Les dits Dubreuil, héritiers en partie de feu Antoine du Breuil, chevalier, seigneur de Théon, beau-père et beau-frère, donnent procuration à Jean Dubreuil, chevalier, seigneur de Théon, chevalier de Saint-Louis, leur frère, beau-frère.

(Minutes de PAPIN).

1752, 5 juin. — Acte de notoriété.

François-Louis de Luchet de Saint-Simon, Louis Desguières, seigneurs des Razes et de Beauregard, François-Louis de Luchet, chevalier, Louis-Etienne Dexmier d'Archiac, de Saint-Simon, maréchal de camp et armées du roy, sur la requisition verbale de Jean Dubreuil, chevalier seigneur de Théon, chevalier de Saint-Louis, déclarent que feu Antoine Dubreuil chevalier, seigneur de Théon et de Châteaubardon, décédé en février 1746, a laissé pour héritiers : 1° Jean Dubreuil, chevalier, seigneur de Théon, chevalier de Saint-Louis ; 2° Eutrope Alexandre Dubreuil de Châteaubardon, chevalier de Saint-Louis ; 3° Anne Dubreuil, veuve de François de Gondé ; 4° Eutrope-Alexandre Dubreuil de Vesrac, ci-devant capitaine au régi-

ment de Normandie ; 5° Madeleine Dubreuil de Vérac, fille majeure ; 6° Angélique Dubreuil, veuve de Jean de La Marthonie, seigneur de Chalais ; 7° Charles Dubreuil de Théon, ci-devant lieutenant au régiment de Normandie ; 8° Charles Huon, écuyer, seigneur de Lisle de Rosne, administrateur de ses enfants, Charles-Antoine, et Marie-Thérèse Huon, représentant Elisabeth Dubreuil ; 9° Eutrope-Alexandre Dubreuil, prieur commandataire du prieuré de Saint-Léger ; 10° François-Louis Dubreuil, capitaine au régiment de Tresnel-infanterie ; 11° Charles-Louis Dubreuil de Guitteau, lieutenant de vaisseau (1).

(Minutes de Papin).

1760, 19 mars. — Traité sur douaire de 5.682 livres entre Jean Dubreuil, chevalier, seigneur de Théon, ancien capitaine des grenadiers du régiment de Normandie, Charles Huon de Lisle de Rosne, agissant pour ses enfants et de feu Elisabeth Dubreuil, Georges de Saint-Légier de La Sauzay, chevalier, seigneur de Semoussac, lieutenant de vaisseaux, mari d'Anne-Louise de Gondé, Madeleine Dubreuil de Vesrac, cohéritiers de la succession de François-Louis du Breuil, leur frère, Leau-père, oncle, chevalier de Javrezac, d'une part et Jean-François Alexandre Perrinet, notaire, agissant pour Benine de La Croix du Repaire, veuve dudit François Louis du Breuil, mort sans enfants, marié par contrat du 25 juillet 1749, reçu Rivallon.

(Minutes de Senné).

1760, 11 avril. — Licitacion entre Jean Dubreuil de Théon, chevalier, seigneur de Théon, Chateaubardon, ancien capitaine de grenadiers au régiment de Normandie.

Georges de Saint-Légier de La Sauzaye, lieutenant de vaisseaux, chevalier de Saint-Louis, seigneur de Semoussac, mari de Anne de Gondé, Charles Huon, écuyer, seigneur de Lisle de Rosne et de Chaillonay, veuf de Elisabeth Dubreuil, agissant au nom de ses enfants et pour Angélique Dubreuil de Chateaubardon, veuve de Jean de La Martonnie de Challais, écuyer, seigneur de Gagnon, demeurant à Saint-Germain du Seudre.

Charles Dubreuil de Théon, ancien lieutenant au régiment de Normandie, demeurant à Naneras, paroisse de Sainte-Gemme.

De la succession de François-Louis Dubreuil de Javrezac, leur frère, beau-frère et oncle, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine au régiment de Tresnel, mort en septembre 1759.

(Minutes de SENNÉ).

(1) Il existe dans les minutes de Dalidet, à la date du 27 juin 1749, un acte semblable.

1761, 13 mai. — Partage de fonds entre les héritiers de Dubreuil de Javrezac.

Jean Dubreuil de Théon, capitaine de grenadiers, Eutrope-Alexandre Dubreuil de Veyrac, Madeleine Dubreuil de Veyrac, Eutrope-Alexandre Dubreuil, prieur de Saint-Léger, Charles-Louis Dubreuil de Guitaud, lieutenant de vaisseaux, Marie-Louise de Raimond, veuve de Eutrope-Alexandre Dubreuil de Chateaubardon, capitaine au régiment de Normandie.

1765, 24 août. — Licitation entre Jean Dubreuil, chevalier, seigneur de Théon, Château-Bardon, ancien capitaine de grenadiers au régiment de Normandie, chevalier de Saint-Louis d'une part, Madeleine Dubreuil de Théon et Charles Dubreuil de Théon, chevalier, ancien lieutenant au régiment de Normandie-infanterie, cohéritiers de Eutrope-Alexandre Dubreuil de Veyrac, leur frère.

1767, 18 juillet. — Procuration donnée par Jean Dubreuil de Théon, Chateaubardon, ancien capitaine de grenadiers au régiment de Normandie, mari de Marie-Madeleine de Marconnay, à Michel-Isaac, marquis de Razilly, lieutenant général de Touraine, leur oncle, pour procéder au partage des biens d'Arnaud-Gabriel de Razilly, lieutenant général des armées, leur oncle.

1785, 30 avril. — Lettre de Paul-Charles Dubreuil de Guitteau, chevalier, lieutenant de cavalerie, seigneur de La Montagne, Villarsay, mari de Marie-Anne-Henriette Pascal l'Abbadie,

Il est content de savoir que sa femme s'amuse bien, lui voyage.

(Minutes de BIRONNEAU).

1663. — François Dubuisson, écuyer, sieur de La Roque, demeurant paroisse Saint-Martin des Lauriers en Soubise. Renée Dubuisson, femme de Christophe du Chesneau, écuyer, sieur de Saint-Jean.

1748. — Marie Vanderquand, veuve de Jacques Duchatel, procureur. Jacques Duchatel, fils aîné, marié à Marie-Anne Bouyer, par contrat du 30 mars 1742, reçu Jobet.

Cosme Duchatel, avocat, fils puîné, marié à Françoise de La-taste, le 21 février 1748, reçu Jobet ; Françoise et Catherine filles.

(Minutes de SENNÉ).

1778, 20 janvier. — Contrat de mariage de Pierre-Alexandre Duchatel, avocat au présidial, fils de feu Jean-Cosme Duchatel, avocat, juge de Saint-Sauvant et Cherac, et de Marguerite

Hutaud, avec Marie-Eustelle Viaud, fille de feu Jean Viaud, marchand, ancien juge consul, et de Catherine Sorin.

Consentent pour elle : Jean, Jacques, Philippe, François, Boniface Viauld, ses frères, Françoise Viaud, sœur, femme de Jacques Laurent, Marie-Madeleine Viauld, sœur, femme de Jacques Arnaud. (Minutes de Bigot).

1534, 22 octobre. — Par devers nous, Adrien de Montbron... est venu Jehan Duchesne, escuyer, seigneur du Cluseau, ayant droits et transport de Francoys Piguénys, seigneur du Vergier, escuyer, seigneur de Coutant, lequel nous a faict ses foy et hommaige plain et serment de fidélité qu'il nous est tenu faire pour raison de ce qu'il tient de nous tant en la paroisse de Boyer que ailleurs et que luy et ses prédécesseurs ont accoustumé tenir de nous à cause de nostre chastel chastellenie terre et seigneurie du dict lieu de Thors auxqueulx foy et hommaige plain et serment de fidélité nous l'avons reçu et recevons.

Faict au lieu de Thors.

ADRIEN DE MONTBRON, par le commandement de Monseigneur GUÉRIN.

1535, 23 avril. — Jean Du Chesne, scutiffer, dominus du Cluzeau, habeo et teneo... a nobili et potentissimo viro domino Adriano de Monte Berulfo, millite, consiliarius (sic) et camerarius ordinarius domini nostri regis, dominus baro baronarium de Archiaco et de Mastaco et castellaneus chastellanie de Thorcio, cappitaneus ville et castri de Blaye pro dicto domino rege ad causas sui castri de Thorcio, sub homagio plano ad sex solidos de achaptamento solvendo ad mutationes domini..... res inferius declaratas... *Signé* : AMUSSAT, à la requête dudit Du Chesne.

Actes trouvés au Château Cornefol, commune de Sonnac, communiqués par M. Henri Tercinier (1).

1614. — Jean Duchesne, écuyer, sieur de Chastenet.

1777, 13 janvier. — Contrat de mariage de René Duchaine, avocat, fils de feu Claude Duchaine et de Elisabeth Guérineau, avec Marie-Henriette Daverhoul de Martimont, fille de feu Charles-Ignace Daverhoul de Martimon, capitaine de grenadiers au régiment de Flandre, chevalier de Saint Louis et de Anne-Henriette Dupont du Chambon. (Minutes de Chéry).

(1) Je les insère ici à cause des noms. Par leur contexte ils ne présentent pas un intérêt qui exige une copie intégrale

1778, 18 janvier. — Testament de Marie-Henriette d'Averhoul de Martimont, femme de René Duchaine, avocat au présidial constituée héritière son mari ; héritiers particuliers sa tante du Chambon, ses trois oncles du Chambon, Meriliac (?) Ferdinand et (sic) Dumaine.

Contrôlé le 16 nov. 1784.

(Minutes de CHÉTY).

An II, 7 messidor. — Jeanne-Elisabeth Floride Montullé, veuve de Marie-Charles Duchilleau, propriétaire à Saint-Simon de Bordes, détenue aux Sainte-Claire.

(Minutes de BIRONNEAU).

1746, 27 octobre. — Partage des successions de Jean Dudouet, capitaine de navire, et Marie Préveraud (44.708 liv.), entre :

Remy Dudouet, négociant, demeurant au Cap François à Saint-Domingue, son fils, et Pierre Paillot, de Beauregard, avocat, veuf de Marianne Dudouet, son gendre.

1654. — Henri Dufaur, sieur du Chatelars, avocat, fils de Isaac Dufaur, sieur du Chatellars, assisté de Raimond Dufaur, procureur d'office de Marennes, son cousin.

1659. — Henri-Joseph Dufaur, sieur de Chatellars, conseiller, lieutenant criminel au présidial de Marennes.

1665. — Messire Henri-Joseph Dufaur, héritier d'Isaac Dufaur, son frère.

1674. — Raimond Dufaur, procureur d'office des chatellenies de Marennes, père de Jacques Dufaure, sieur de la Brunerie, fils majeur.

1672. — Henriette Dufaur, veuve de feu Nicolas du Roujon, écuyer, sieur de Léaux, dont enfans, demeurant aux Rosiers, paroisse de Champaigne. Benjamin Regnaud, sieur du Maine, vendit, par contrat du 12 juin 1647, la métairie du Rosier au dit sieur de Léaux.

Joseph Henri Dufaur conseiller. — Raimond Dufaur, procureur fiscal de Marennes.

(Minutes de CASSOULET).

1672, 5 décembre. — Long acte d'arbitrage. Sarra de La Chambre, veuve de Luc Giraud, sieur de Monteru, héritière de Jean Giraud, son fils, demeurant au village de Nieules, paroisse de Saint-Sorlin : Raimond Dufaur, procureur fiscal de Marennes, mari de Marie Giraud, demeurant à Marennes, iceux Giraud, héritiers de Damien Giraud, père de la dite Marie et aïeul du dit Jean. Testament de Damien Giraud du 15 février

1639 reçu Griffon, avec partage de la succession le 4 septembre 1664.

1679. — Henri-Joseph Dufaur, conseiller, lieutenant du roi à Marennes. (Minutes de MONTILLON).

1711. — Nicolas Dufaur, conseiller, président de l'Election de Marennes. (Minutes de SENNÉ père).

1710, 15 février. — Charlotte de Caumont, abbesse de Saintes, afferme à Nicolas Dufaur les droits de coutumière que la dite dame a droit de prendre sur les marais et sels du havre de Brouage, avec les restes dus depuis 1706, 8.500 livres.

(Minutes de SENNÉ père).

1729, 1^{er} février. — Contrat de mariage de Pierre Dufaur, écuyer, sieur de Faussac, mousquetaire de la garde du Roi, fils de feu Nicolas Dufaur, gentilhomme de la maison du Roi, et de Marguerite Tadourneau, natif de Marennes, avec Madeleine Poitevin, fille de Jean Poitevin, notaire royal, et de feu Maria Garnier, demeurant au Gua.

Consentent pour P. Dufaur : Ignace Dufaur, curé de Saint-Vivien de Saintes, oncle ; Pierre Vieuille, conseiller lieutenant civil de l'Election de Saintes, beau-frère ; Marguerite Dufaur, femme du précédent, sœur.

Pour M. Poitevin : son père ; Marianne Poitevin, sœur ; Pierre et Eutrope Poitevin, marchands, oncles ; Barbe Pain, femme de Eutrope Poitevin, tante ; Madeleine Claveau, veuve de Jean Poitevin, notaire, aïeulle maternelle ; Pierre Garnier, bourgeois ; Jacques Garnier, sieur de La Brissonnerie, avocat, oncles maternels ; Charles Vieuille, avocat ; Senné (notaire sous-signé), et Anne Vieuille, sa femme, cousins.

(Minutes de SENNÉ père).

1742, 24 décembre. — Réparation d'injures par François Lartigue, notaire royal, juge des chatellenies de Saint-Pierre-de-Salles de Marennes et Sablonceaux, prisonnier, à Pierre Dufaur, écuyer, seigneur de Faussac, gentilhomme de la grande Fauconnerie.

(Minutes de SENNÉ).

1760, 16 mai. — Contrat de mariage de Jean Dufaur, seigneur de Faussac, mousquetaire de la garde du Roi, demeurant à Luzac, paroisse de Saint-Just, fils de feu Pierre Dufaur, seigneur de Faussac, et de Madeleine Poittevin, avec Marianne-Marguerite Poittevin, fille de feu Louis-Nicolas Poittevin, con-

seiller, procureur du Roi en l'Election, et de Marie-Charlotte Pain.
(Minutes de JOBERT).

1761, 3 décembre. — Transaction sur procès entre Jean Dufaur, écuyer, seigneur de Faussac, mousquetaire, demeurant à Lusac, paroisse de Saint-Just, et Pierre Poitevin, marchand, et Jacques-Louis Doussau, maître chirurgien. Il est dit que, par acte du 11 mai 1716, reçu Monvoisin, Jeanne Mauzé donna à rente seconde au sieur Poitevin une maison et une écurie, paroisse Sainte-Colombe à Saintes, confrontant au midi à la grande rue, sur laquelle elle se trouve située ; au nord et par derrière à Gautier ; d'un côté à Depon, Lacour et Billard ; de l'autre héritiers Ilmbert, à veuve Dagomer, Albert et veuve Vieu et l'écurie située derrière l'église Sainte-Colombe confrontant à Besse d'un bout au cimetière Sainte-Colombe.

(Minutes de SENNÉ).

1762, 4 juin. — Inventaire de Luc-Ignace Dufaur, curé de Saint-Vivien, mort le 12 mai, par Pierre Vieuille, lieutenant général en l'Election, Pierre-Nicolas Dufaur, capitaine de vaisseau, à Brest, Henry-Joseph Dufaur, notaire à Saint-Pierre-de-Salle en Marennes.

1765, 4 juillet. — Attestation à la requête de Philippe-Auguste Vieuille, conseiller au présidial, lieutenant civil en l'Election, agissant pour lui et les héritiers de Nicolas Dufaur, son aïeul maternel, par Jacques Compagnon, avocat du Roi au présidial, Jean-Claude Dangibaud, conseiller, Jean-Baptiste-Louis de Beaune, seigneur de Chabrignac, procureur du Roi, que Nicolas Dufaur, président de l'Election particulière de Marennes, n'a laissé pour héritiers que Pierre Dufaur, Marguerite Dufaur, femme de Pierre Vieuille, lieutenant en l'Election, Elisabeth Dufaur, femme de François Chevalier, sieur des Landes, conseiller au présidial, et Marie-Anne Dufaur, femme de Philippe-Auguste Lortie, sieur du Maine, procureur du roi à l'Amirauté de Saintonge établie à Marennes.

Pierre Dufaur, fils, laissa pour héritier unique Jean Dufaur, lequel mourut laissant héritier unique Auguste-Cajetan Dufaur, fils mineur, sous la tutelle de sa mère, Marie-Anne-Marguerite Poitevin, iceluy représentant ledit feu Nicolas D., son bisaïeul paternel pour un quart ; Elisabeth Dufaur, femme de Fr. Chevalier, mourut laissant François-Nicolas et Françoise-Elisabeth Chevalier, ses enfants, François-Nicolas décédé sans postérité,

Fr. Elisabeth, mariée ; Marie-Anne Dufaur, femme de Ph. Lortie, mourut laissant Jean-Alexis Lortie, Marie-Elisabeth Lortie, femme de Jean-Jacques Aymon de la Fremigère, Marie-Angélique et Marie-Antoinette L., filles majeures, cette dernière décédée sans alliance. Les héritiers actuels de Nicolas Dufaur sont donc : 1° Marguerite Dufaur, veuve Vieuille, sa fille pour un quart ; 2° A.-C. Dufaur, arrière-petit-fils, mineur pour un quart ; 3° Fr. Chevalier, sieur des Landes pour un quart ; 4° J.-A. Lortie, Marie-Elisabeth, Marie Angélique pour un quart.

(Minutes de SENNÉ).

1767, 8, 9, 14, 29 avril. — Inventaire mobilier de la succession de Marguerite Dufaur, veuve de Pierre Vieuille, conseiller, lieutenant général en l'Election, décédée dans la nuit du 19 au 20 mars 1767, par Philippe-Auguste Vieuille, conseiller au présidial, lieutenant de l'Election ; François Fourestier, conseiller, médecin ; Jeanne Vieuille, femme de Antoine Fontane, capitaine au régiment de Montauban, demeurant à Auch.

Fourestier agissant comme père et légal administrateur de ses enfants et de feu Anne-Marguerite Vieuille.

Contrat de mariage de Vieuille et dame Dufaur 12 novembre 1718. Reçu Guion, notaire royal à Marennes.

Partage de la succession de Nicolas Dufaur entre ses enfants, 22 avril 1722. Reçu Guion.

Inventaire par dame Dufaur après décès de son mari, 30 janvier 1744. Reçu Senné. Partage le 16 mai.

1767, 30 avril. — Dépôt du testament de Marguerite Dufaur, veuve Vieuille, en date du 20 septembre 1763. Fait à la Brosardière.

1633, septembre. — Bernard Dufour, sieur de Labadie.

1637. — Bernard Dufour, sieur de Labadie et Fontbureau, veuf de Anne Gallet.

1639. — Judith Poitevin, femme de Bernard Dufour, sieur de Labadie.

1646. — La même séparée de biens.

(Minutes de TAMISIER).

1621. — Cécile Duhamel, fille de Nicolas, contrôleur pour le roi aux fortifications de Brouage, et à Marie Clervaut, est religieuse au Carmel sous le nom de Thérèse de l'Incarnation.

1632. — Marie Duhamel, fille de Nicolas D., receveur des décimes du diocèse, et de Anne Guenon, entre aux Notre-Dame.

1638. — Nicolas Duhamel, receveur des décimes du diocèse de Saintes.

1645. — Nicolas Duhamel, receveur de décimes, mari de Jeanne Toussaint.

1653. — Jeanne Toussaint, veuve de noble Nicolas Duhamel, conseiller audiencier en la chancellerie de Bordeaux.

(Minutes de CASSOUËT).

1686, 7 mai. -- Testament de Marguerite Duhamel, novice à l'abbaye, fille de feu Pierre Duhamel, seigneur de Chabrignac et de Marguerite Gregoireau, petite-fille de Henriette de Lesseaud, veuve Grégoiraud.

(Minutes de MONTILLON).

1690. — Dominique de Beaune, sieur de Beaulieu, mari de Louise-Henriette Duhamel.

(Minutes de MARÉCHAL).

1691, 30 janvier. — Françoise Duhamel de Chabrignac, sœur de Mathurin et Eustache, Dominique de Beaune, sieur de Beaulieu, son beau-frère, mari de Henriette-Louise Duhamel, Marie-Anne Duhamel, sa sœur, afferment la métairie de Pate d'Oie en Dolus.

1692. — Mathurin Duhamel, écuyer, seigneur de Chabrignac, capitaine au régiment de cavalerie de Forsac..., frère de Françoise et Marianne, enfants de Marguerite Gregoireau.

François Huon, lieutenant particulier, fils de Françoise Gregoireau.

(Minutes d'ARNAUD).

1693, 23 décembre. — Testament de Marianne Duhamel ; pour sa sépulture se remet aux soins de Françoise Duhamel de Chabrignac, sa sœur et de Jeanne Grégoireau, sa tante, Marguerite, Henriette et Louise ses sœurs.

(Minutes d'ARNAUD).

1695, 4 février. — Mathurin Duhamel, écuyer, sieur de Chabrignac, capitaine au régiment de cavalerie de Forsac, Françoise Duhamel, sa sœur, vendent à Gabriel Ancelin, seigneur de La Mauvinière, Saint-Quentin, demeurant à La Mauvinière, paroisse de Saint-Eutrope de Brou, 56 boisseaux de froment.....

(Minutes de MARÉCHAL).

1697. — Mathurin Duhamel, écuyer, sieur de Chabrignac, capitaine de cavalerie.

Françoise Duhamel, sa sœur, Henriette-Louise Duhamel, femme de Beaune, sieur de Beaulieu, sœur.

1698, 21 juillet. — Testament olographe à Françoise Duhamel de Chabrignac.

Mathurin D. son frère. Marguerite, religieuse à l'abbaye, sœur ; Marianne, sœur morte.

Scellé d'un sceau portant un château ou mieux trois tours rondes coiffées d'une toiture pointue, une porte au milieu.

1701, 18 mars. — Ouverture du testament de Mathurin Duhamel, sieur de Chabrignac, à la requête de sa veuve, Catherine Henry, en date du 17 mai 1696.

Il était frère de Henriette et de Françoise.

1701, 22 mars. — Partage entre Catherine Henry, veuve de Mathurin Duhamel, capitaine au régiment de cavalerie de Duras, Henriette Duhamel, femme de Dominique de Beaune, sieur de Beau lieu, enseigne des gardes de M. le duc d'Uzès et Françoise Duhamel.

Catherine Henry, fut mariée le 26 avril 1696 (contrat reçu par Chevalier, notaire). Duhamel est mort à Givet, le 12 février 1701.

(Minutes d'ARNAUD).

1702, 5 janvier. — Contrat de mariage de Etienne Claverie, écuyer, seigneur de La Vigerie et des Pibles, capitaine général des côtes de Saintonge, fils de feu Claverie, écuyer, seigneur de La Rousselière et Marie de Lignières, avec Françoise Duhamel de Chabrignac, fille de feu Pierre, écuyer, seigneur de Chabrignac et de Marguerite Grégoireau ; du consentement de Denis Huon, conseiller au présidial, son oncle, et de Jeanne Grégoireau, dame de Jarlac, sa tante.

(Minutes d'ARNAUD).

1702, 27 janvier. — Contrat de mariage de Louis de Grandmon, capitaine de cavalerie au régiment de La Vallière, fils de Louis de Grandmon, écuyer, seigneur d'Aunay, au pays Chartrain et de feu Anne-Marie Doubleau, avec Catherine Henry, veuve de Mathurin Duhamel, écuyer, seigneur de Chabrignac, vivant capitaine au régiment de Duras, fille de feu Esloy Henry vivant capitaine de dragons au régiment de La Ferté et de Bonne Chastillon, demeurant paroisse Saint-Michel.

(Minutes de FEUILLETEAU).

1668, 9 juillet. — Marguerite Dugua, veuve de Jacques Fromy, échevin, demeurant à la Berthonnière, paroisse de Saint-Vivien, reconnaît devoir à François Tourneur, échevin, 100 livres, destinées à rembourser pareille somme à Pierre et Marie Chauvet, enfants de Marie Herpin.

(Minutes de GILLET).

1683, 31 octobre. — Marie Dujau, veuve de Zacarie Crespin, écuyer, sieur de La Chabosselai, demeurant à Lombrail, paroisse de Thezac.

(Minutes de GILLET).

1620. — Marie et Catherine de Lafarge, filles héritières de Etienne. Jean Dulac, écuyer, est mari de Marie.

(Minutes de BERTAULD).

1677, 1^{er} mai. — Isaac Dulaux, chevalier, seigneur de Cellette, demeurant à Cellette, paroisse de Cellette, en Angoumois, afferme à Elie Ruleaut et Paul Brun, maîtres chirurgiens, demeurant à Saintes (Brun, à la Berthonnière, paroisse de Saint-Eutrope), sa portion dans la seigneurie de Soullignonne appartenant à Sarra Sallebert, sa femme, suivant le partage fait entre la dite dame et feu le seigneur de Soullignonne, son frère.

(Minutes de GILLET).

1618, 11 mars. — Jeanne Dulyon, dame de Potonville, donne 10.000 livres à sa petite-fille Jeanne Bouchard d'Aubeterre, en considération de son mariage avec Charles de Vaulvyre.

1622, 14 mai. — Jeanne Dulyon, dame de Potonville, Genozac, aïeule et tutrice des enfants mineurs de Josias Bouchard d'Aubeterre, seigneur de Saint-Martin de La Coudre, son fils, cède à René Accarie, seigneur de Crazaunes, capitaine en chef de deux compagnies, l'une au régiment de Navarre et l'autre à Brouage, héritier de Jean Accarie, son père, les droits de la dite dame de Potonville qui lui avaient été cédés par Jeanne Razin, veuve de Robert Dupons, écuyer, seigneur de Chersay (ou Chersaq) par acte du 9 du même mois. reçu Maréchal.

(Minutes de MARÉCHAL).

1626, 16 septembre. — Testament de Jeanne Dulyon, veuve en dernières nocces de Jean de Rivry, chevalier de l'ordre du roi, conseiller d'Etat, lieutenant général du gouvernement de Brouage et les Iles de Saintonge, veut être enterrée en l'église Saint-Maur, en la sépulture de Josias Bouchard d'Aubeterre, son fils; lègue tous ses meubles à son petit-fils Louis Bouchard d'Aubeterre.

(Minutes de MARÉCHAL).

1707, 7 juin. — Partage entre Pierre-Jean Dumesny, prêtre, demeurant en Arvert, Elisabeth et Marie Jean Dumesnil, ses sœurs, demeurant au lieu de Lisle et à Saintes.

(Minutes d'ARNAUD).

1676, 23 juin. — Testament de Charlotte François Dupas-Feuguière, fille de Louis et Madeleine Diane Dupay-Masancour, novice à l'abbaye.

(Minutes de CASSOULET).

1667. — Extrait de sensif de Longchamps. Rentes dues en la paroisse de Thaims.

M. Dupeux, pour l'héritage de Cercé, 1 boisseau avoine, 12 chappons, 1 bécasse.

Le même pour une maison, 11 sols 3 deniers, 1 quartier 7 picotins froment, 3 quaris 6 picotins avoine, 2 chappons.

• • • • •
Danguitard au lieu de M. de Sorlut, Moïse de Marchezallier.
(Minutes de GAULTREAU).

1769. — Marie-Agathe Poitevin, femme de Pierre Timoléon Dupin de Belugard, lieutenant de vaisseaux, fils de Marie Dières, veuve de Jean-Baptiste Dupin de Belugard, chevalier de Saint-Louis, capitaine de vaisseaux. (Minutes de SENNÉ).

1801. — Dominique Duplais, licencié ès lois.

1807, 29 septembre. — Contrat de mariage de Bertrand Guibert, procureur fiscal, fils d'Etienne, procureur d'office de la châtellenie de Coiron, greffier de Brossac, et de Anne Maubert, avec Marguerite Duplais, fille de feu Georges Duplais, procureur, et de Jeanne Tabois, femme en secondes noces de Jean Tourneur, notaire. (Minutes de MARÉCHAL).

1811. — Dominique Duplais, sieur des Touches, avocat, échevin (*alias* mari de Marguerite Hervé, mariés en 1806).

1831, 7 mars. — Jean Duplais, curateur des mineurs de feu Jacques Duplais, son frère, et de Jeanne Drouet, remariée à Augustin Girard, orfèvre.

Annexé au registre de Limouzin, 1831.

1831. — Jean Duplais, curateur des mineurs de feu Jacques Duplais, son frère et de Jeanne Drouet, sa femme.

1834. — Jeanne Duplais, aïeule paternelle de Marie Aigron, fille de Jean Aigron le jeune, et Marie Aymar.

1838. — Dominique Duplais, sieur des Touches, échevin.

1859, 3 avril. — Mariage de Dominique Duplais, avocat, échevin, fils de Dominique avec Elisabeth Baudouin.

1843, 3 novembre. — Marie Duplais, femme en premières noces de Mathurin Chabaniel. (Minutes de MARÉCHAL).

1856-1857. — Jean Duplais, médecin, mari de Anne Héraud. Le même en 1871.

1861, 9 mai. — Pierre Duplais, avocat, demeurant paroisse Sainte-Colombe, consigne entre les mains d'Isaac Rangeard, sieur de Meursac, 184 livres pour vantes et honneurs d'une maison qu'il a acquise, lesquelles sont communes entre l'évêque de Saintes et Etienne Blais, engagiste du domaine du roi.

(Minutes de GAUTREAU).

1661, 20 juin. — Dominique Duplais, sieur des Touches, échevin, achète une pièce de terre, aux Genêts, paroisse de Nieul.

(*Ibidem*).

1662. — Charles Duplais, sieur de La Ransannerie, avocat.

1663, 25 mai. — Contrat de mariage de noble François Duplais, avocat, fils de feu Dominique Duplais, échevin et de Olympe de Montgaillard avec Anne Reaux, fille de feu Jean Reaux, commissaire général des saisies réelles au présidial, et de Anne de Jandauba. Présents pour lui : Jean Duplais, prieur de Saint-Quentin de Ransanne, chanoine régulier de l'ordre de Saint-Augustin ; Dominique Duplais, sieur des Touches, conseiller, pair, échevin, ses frères ; Jean Duplais, docteur en médecine, Pierre Duplais, sieur de La Pichonnerie, avocat, cousins.

(Minutes de RICHARD).

1665. — François Duplais, avocat, mari de Anne Reaux, petite fille de François de Jandauba.

(Minutes de RICHARD).

Alias (1673) sieur de La Ransannerie.

Ils moururent ne laissant qu'une fille, Anne-Elisabeth Duplais.

1682. — Dominique Duplais, sieur des Touches, échevin.

— 1^{er} mai. — Testament de Jean Duplais, médecin.

(Minutes de GILLET).

1684, 27 mai. — Pierre Duplais, avocat, sieur de la Pichonnerie en Saint-Vivien de Saintes, vend cette borderie à Jean Antheaume, élu, 7.300 livres.

1685. — Gerard Vaultier, mari de Françoise Duplais, André Duplais, enfants de feu Jean Duplais, médecin.

— 15 novembre. — Pierre-Louis Duplais, capitaine au régiment de Navarre, en garnison à Perpignan, frère d'Andrée Duplais, femme de Pierre de Lhoumeau, sieur de La Prise.

(Minutes d'ARNAUD).

1691. — Pierre Duplais, avocat, habitant Cognac.

— Françoise Duplais, veuve Vaultier.

1694. — Françoise Duplais, frère de Jean Duplais, prieur de Saint-Quantin de Ransanne, profès en l'abbaye de Sablonceau.

1696, 13 décembre. — Pierre-Louis Duplais, capitaine au régiment de Cambrésis, demeurant au lieu de La Feste, paroisse de Lauzay, vend à Dominique Brunet, procureur au présidial de Saintes, une métairie située au lieu de Profondeau, paroisse Saint-Eutrope.

(Minutes de PROUTEAU).

1697. — Andrée Duplais, veuve de Pierre de Loumeau, sieur

de La Prise, demeurant à Saint-Georges d'Oleron, logée chez Françoise Duplais, veuve de Girard Vautier, rue des Récolés, paroisse Saint-Michel, Pierre Duplais, capitaine au régiment de Cambrésis, demeurant à La Feste, paroisse de Lauzay (1).

Election de Saint-Jean, logé aussi chez sa sœur (*Ibidem*).

1706, 9 juin, n° 54 (non contrôlé).— Testament de Dominique Duplais, seigneur des Touches, et de Elizabeth Baudouin, sa femme. Elie Duplais des Touches, avocat, leur fils. Marie, Louise et Anne-Marie, leurs enfants. (Minutes de PROUTEAU).

1708. — François Duplais de La Ransannerie. François Duplais, avocat, né à Nieul, le 30 septembre 1639.

1711, 22 août. — Inventaire par François Duplais de La Ransannerie et Madeleine Mesnage, sa femme, en leur masion, rue de la Prison.

1718. — Anne-Elisabeth Duplais, fille de François Duplais de la Ransannerie, avocat. (Minutes de MARSAY).

1720, 14 novembre. — Ouverture du testament de François Duplais, avocat, à la requête de Anne-Elisabeth Duplais, fille. Testament du 10 novembre 1720.

François Duplais, avocat, fils de Dominique, seigneur de la maison noble des Touches de Nieul et d'Olympe de Montgaillard, il était veuf de Anne Reaud, sa première femme, dont 2 filles, Anne-Elisabeth, aînée, et Françoise Duplais, cadette.

(Minutes de DAVID).

1740. — Elie Duplais, seigneur des Touches en Nieul, avocat, frère de Marie Duplais, Anne Duplais, femme séparée d'Antoine de Lafargue, sieur de La Paluric.

1741, 2 juillet. — Contrat de mariage de Antoine Duplais des Touches, fils de Elie, avocat au présidial, et d'Angélique Lafargue, avec Léontine Pinard, fille de René (2).

(Minutes de DUPLAIS).

1764, 30 décembre. — Contrat de mariage de Pierre Goussé, fils de Pierre Goussé, avocat au présidial et de Marthe Georget,

(1) La Fête et Lozay sont situés aujourd'hui dans la commune du Pin-Saint-Denis (Charente-Inférieure).

(2) De ce mariage seraient nés vingt-quatre enfants. Ce n'est pas tout à fait exact. Antoine Duplais était en secondes noces avec Léontine Pinard. Il a pu avoir vingt-quatre enfants, mais de deux femmes. C'est ce qui résulte du contrat suivant,

avec Marie Duplais, fille de Antoine Duplais, sieur du fief des Touches en Nieul, notaire à Saintes, et de feu Marie Benoit.

Consentent pour lui : Jean-Catherine Goussé, sœur, Jean Brunet, greffier en chef du présidial, oncle par alliance, Joseph Brunet, cousin.

Pour elle : le père, Léontine Pinard, sa marâtre, Antoine, Louise, Thérèse, Rose, Louis Duplais, ses frères et sœurs consanguins. Jean-François-Duplais, changeur pour le roi, oncle (1), Marie-Françoise Richard, épouse dudit Jean-Jacques Gobeau, oncle. Henri-François Berry, conseiller au présidial, cousin au quatrième degré, Philippe-Auguste Vieuille, conseiller, cousin du quatrième au cinquième degré.

(Minutes de PASQUIER).

1773, 9 février. — Contrat de mariage de Jacques-Philippe Viauld, marchand, fils de Jean Viaud, négociant, ancien juge consulaire, et de Catherine Sorin, avec Louise Duplais, fille de Antoine Duplais, notaire et de Léontine Pinard.

Consentent pour elle, René, Antoine, Jean-Jacques, Louis-Hyacinthe, Dominique, Jean-Eutrope, Joseph-Henri, autre Jean, Thérèse, Rosalie, et Anne Duplais, frères et sœurs.

(Minutes de PASQUIER).

1777, 4 mai. — Testament de Antoine Duplais des Touches, notaire.

(Minutes de BIGOT).

1779, 26 juin. — Contrat de mariage de Dominique Duplaix des Touches, fils de feu Antoine Duplaix, notaire et de Léontine Pinard, avec Marie-Anne Tapon du Pinier, fille de Jean-Baptiste et de Rose Marsay.

(Minutes de BIGOT).

1785, 9 novembre. — Vente d'une maison à A.-Ant. Bernard des Jeuzines, avocat, par Marie-Anne Tapon du Pinier, veuve de Dominique Duplais.

(Minutes de BIRONNEAU).

(A suivre.)

CH. DANGIBEAUD.

(1) Ce Jean-François est la souche des Duplais actuellement vivant à Rochefort.

QUESTION

N° 821. — Où trouve-t-on mention d'un usage d'origine normande à Saint-Jean d'Angély, qui consistait à brûler la porte des gens qui avaient encouru une pénalité quelconque.

PIERRE P.

LIVRES ET REVUES

Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, juillet 1912.

Un des premiers prédicateurs réformés ayant exercé le ministère parmi les Wallons amenés en Suède par Louis I^{er} de Geer, fut un nommé Hubertus, qualifié aussi de pédagogue. Le clergé Suédois fit faire une enquête le 15 septembre 1663, par le pasteur I.-I. Edhelius, sur les exercices de prêtres de ces Wallons et leur manière de célébrer la Cène. Hubertus, interrogé sur les ouvrages dont il se servait, répondit que pour les Français il lisait dans le sermonnaire de M. Abraham Scultetus et pendant le catéchisme un livre intitulé *Trésor de la* (sic) *Chrétienne*. M. le pasteur Ch. Serfass, de Stockholm, se demande s'il ne s'agirait pas du *Trésor de l'Ame Chrétienne*, anonyme daté de La Rochelle, 1588. Il est vrai que ce n'est qu'un manuscrit qui ne fut imprimé pour la première fois, à Neuchâtel, qu'en 1889. Il faudrait supposer que des copies ont circulé parmi les réfugiés, ou bien qu'il en existait une édition encore inconnue. Ce serait possible car Louis I^{er} de Geer, réfugié du pays de Liège en Hollande vers 1598, passa trois ans à La Rochelle avant de se fixer à Amsterdam puis en Suède. Il aurait donc pu connaître le manuscrit et en prendre une copie.

— *Frère Nicolle Maurel, apostat Célestin, dit le « prédicant »*, 15.-1546, par MM. H. Patry et N. Weis.

Dans sa *Recepte véritable*, Bernard Palissy, au cours de l'intéressant chapitre consacré aux origines de l'église réformée de Saintes, nous fait connaître plusieurs de ceux qui, aux environs de l'année 1540, répandirent dans le pays des îles de

Saintonge, Marennnes, Arvert, Oleron, les premiers germes de la religion nouvelle : anciens moines, pour la plupart, qui furent, « pour avoir pris la hardiesse... de descouvrir quelques abuz », poursuivis par les pouvoirs et cherchèrent un refuge dans la région d'accès difficile alors dite des « Isles », et trouvèrent moyen d'occuper, le dimanche, la chaire catholique. Palissy a donné les noms de frère Hubert Robin, établi à Saint-Denis, frère Nicolle qui résidait à Arvert et un autre anonyme, qui tenoit escole à Gemozac, enfin Philbert Hamelin, ancien prêtre, originaire de Chinon.

MM. Weiss et Patry ont identifié le « prêcheur » de Gemozac avec un certain René Macé, ancien franciscain, ils ont ajouté le nom de Philippe Barat, accusé d'avoir prêché des propositions hérétiques à Saint-Just en Marennnes.

De tous ces « courageux prisonniers », selon l'expression de M. Weiss, frère Nicolle était celui sur lequel « nous étions le moins renseigné ». M. Patry propose de l'identifier avec Nicolle Maurel, ancien moine de l'ordre des Célestins, qui, ayant apostasié, fut poursuivi à Paris au moment de l'affaire des Placards (1534-1535) et inscrit sur les listes de proscription sous le nom de « frère Nicolle Meret, apostat célestin, dit le prédicant » ou « Pierre Marel, apostat célestin, appelé le prédicant ».

En juillet 1534, ce personnage est à Bordeaux sous le nom de maître Nicolle, en qualité de régent au collège de Guienne. En 1536 et 1538, il est à Agen, il instruit les enfants d'un riche marchand, Jacques de Vaux. En 1538, il est arrêté et envoyé dans les prisons de l'officialité de Bordeaux. Relâché à une époque inconnue, il vint s'établir, quelques années plus tard, à Arvert où il fut arrêté et mené à Saintes (1546), il fut brûlé en août 1546 à Saintes même. Telle est l'odyssée de ce peu intéressant personnage que M. Patry reconstitue par hypothèses.

— Nov.-déc. 1912. — Note de M. Louis Bastide sur les familles Dechezeault-Boutet.

Le Pays d'Ouest, du 10 mars 1912. — M. Dyonnet commence des *Petites monographies rochefortaises* ; — M. Ch. Vigen insère un article sur la *Chasse galerite en Saintonge*.

10 avril 1912. — *Etudes sur l'île d'Aix*, par le Dr Groc ; — *Aunis et Saintonge* (poésie) par M. G. Gourdon ; — *La Fronde en Angoumois, le siège de Cognac de 1651*, par M. G. Maneaud.

Le n° du 10 juillet reproduit un article de M. E. Polet, paru dans les *Annales de Géographie*, sous le titre *l'Emigration Vendéenne dans le bassin Aquilain*, c'est-à-dire dans les Charentes et dans les plaines de la Garonne.

25 juin 1912. — De Brouage à Québec, *Samuel Champlain* par M. Louis Audiat ; — *Au pays de Champlain* par M. Gaston Mauberger.

10 août 1912. — M. Sonolet, qui s'était servi du *Journal de l'enseigne Doret* pour raconter dans le *Correspondant* le départ de Napoléon I^{er} de l'île d'Aix, commence la publication de ce journal ; — *Le Docteur Guillotin*, par notre confrère M. Guérin ; — Lettre de MM. G. Gourdon et E. Rogée-Fromy à propos du *Français tel qu'on le parle au Canada*. Il y a des similitudes de mots Saintongeais et Normands.

Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort, tome xxxiii, p. 205.

Une visite du prince de Danemark à Rochefort (9-11 octobre 1692), par M. Delavaud, d'après une relation découverte dans les papiers de Cabart de Villermont.

M. Léon Massiou publie un *Arrêt pour décharger des rentes financières secondes ceux qui ont basti des maisons dans le bourg de Rochefort*.

Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Beaux-Arts de Cholet, 1907-1908. — Uzureau. *L'Evêque de La Rochelle et les paroisses angevines de ce diocèse* (1739-40).

Bulletin et Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord, tome L (1912.)

La notice sur l'abbé *Augustin Clec'h* édite une anecdote sur Barrère de Vieuzac, qui assurait que, pour juger les hommes de la Révolution, il faut avoir vécu au milieu d'eux. Le mobile de leurs actes n'est autre que la peur : « Nous étions là tous, nous demandant, le matin, si notre tête serait encore sur nos épaules le soir. Le 9 thermidor n'eut pas d'autre cause. »

Annales de la Société d'Emulation du département des Vosges, 1911, p. 71. — Notice biographique sur Nicolas Begin,

né à Repel le 21 octobre 1753, qui fut interné sur les pontons de Rochefort. Il fut un des survivants.

—
Revue politique et parlementaire, 20 janvier 1913. — De M. Eug. Reveillaud, *Les enfants naturels et la loi Rivet-Bérenger*.

—
Bulletin de l'Académie Delphinale, 1911. — M. l'abbé Graef continue sous le titre de *Clément VI et la province de Vienne* le relevé des bulles contenues dans les registres de la bibliothèque du Vatican.

On y trouve quelques mentions d'ecclésiastiques saintongeais, malheureusement la plupart sans nom. — 24 juin 1346, Pierre, cardinal, du titre de Sainte-Suzanne, reçoit le prieuré de l'Isle O.S.B. Exécuteur : le prieur d'Agudelle, diocèse de Saintes (*alias* prieur de Notre-Dame d'Agudelle (il reçoit plusieurs missions pareilles). Le même, même fonction le 29 décembre 1346. Le même, le 14 juillet 1347. — 5 avril 1347, Raymond de Muret, qui obtient le prieuré conventuel de Saint-Maurice-de-Die, devra résigner le prieuré de *Talnayo super Ultturnum* O. S. B. diocèse de Saintes qui dépend de Saint-Gildas (Tonnay-Boutonne ?). — 22 avril 1347, Jean de Saint-Just, chanoine de Saintes, exécuteur (il reçoit plusieurs missions pareilles) ; *idem*, 1348.

—
Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure, 1913. — M. Ch. Roy imprime une histoire de *La Rochelle, son atelier monétaire, sa monnaie*.

—
La Revue Bleue, 25 janvier 1913, tome III. Bossert. — Un précepteur de l'Empereur Frédéric III, Frédéric Godet, signale qu'un des derniers correspondants du pasteur Godet, fut un ecclésiastique catholique, l'abbé Le Camus, plus tard évêque de La Rochelle, avec lequel il échangea pendant quinze ans des lettres d'une cordialité parfaite.

—
Revue maritime août-octobre-novembre 1912. — Un *port français oublié, Brouage, la ville morte*, raconté par des documents par M. J.-B. Vincent, médecin principal.

—
Dans quatre numéros de mai de *l'Indépendant de la Charente-Inférieure*, M. Guérin, notre confrère, résume *l'Histoire du col-*

lège et de sa chapelle, ad usum des locataires de la chapelle, les membres du comité d'action et de défense républicaines.

—
M. Grasilier, dans le numéro du 25 mars 1913 du *Pays d'Ouest*, donne les noms de cinq hommes de la Charente-Inférieure, qui furent admis dans le régiment des Mameloucks.

En 1813, Moreau (Louis), né le 19 mars 1790 à Aytré, fils de feu Louis Moreau et de feue Madeleine Ledoux.

Hugon (Gille-René), né le 28 octobre 1789, à La Rochelle, fils de feu Gille Hugon et de feu Marie Giraud.

Bernard (Alexandre-André), né le 26 décembre 1790, à Arsen-Ré, fils de Mathieu Bernard et de Julie Bernard.

En février 1814 : Gillard (Elie), né le 24 août 1790, à Saintes, fils de Jean-Baptiste Gillard et de Marie-Anne Dolet, venant du 11^e régiment de hussards, où il avait été admis le 18 octobre 1813.

Rocher (Elie), né en 1789, à Pons, fit de Jean Rocher et de Jeanne Gallut, venant du 2^e régiment de hussards, auquel il avait été incorporé le 13 août 1807.

—
Revue numismatique 1912. — A la séance du 9 novembre 1912, de la Société française de Numismatique, M. Collombier a présenté un teston de François 1^{er}, ne figurant pas dans l'ouvrage d'Hoffmann.

R. XPS. VINCIT. XPS. REGNAT. XPS. IMPERAT. F : Ecu de France, avec la lettre H sous la pointe : le tout dans une rosace (entourage polylobé).

L'atelier de La Rochelle, où a été frappée cette monnaie, est indiquée tant par la lettre H, que par un point sous la 9^e lettre des légendes du droit et du revers ; elle a été gravée probablement, vers le 28 mars 1540, par Jehan de La Fontaine (*Recueil de Documents*, par F. de Saulcy, tome iv, p. 372).



REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO D'OCTOBRE

AVIS ET NOUVELLES : Congrès des Sociétés Savantes, les Tours de Saint-Jean d'Angély, Trésor de Saint-Paul, Conseil général, Affectation de tableaux, Population de la Charente-Inférieure, Modification de nom d'une commune, Fouilles à Semussac.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Mariages* : Bethmont-Babut, des Fossés-Allègre, de Villeneuve-Aversencq. — *Décès* : MM. de Grien, Martineau.

VARIÉTÉS : *Ammonite géante de Saint-Georges des Coteaux*, par M. Bordage; *Ozillac et son curé, l'abbé Gerand Rigat*, par M. l'abbé Mercier; *Les débuts de François d'Espinay de Saint-Luc à Brionne (suite)*, par M. le docteur Sottas.

DOCUMENTS : *Inventaire des séries départementales des archives nationales relatives à la Charente-Inférieure*, par M. Yves Heurtel.

QUESTION : Le comté de Neuvic-sous-Matha.

LIVRES ET REVUES : *Archives historiques de la Gironde*; *Bulletin de la Société archéologique de la Charente*; *Bulletin de la Société delphinale*; *Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort*; *Revue historique de Bordeaux*. Le portail de Saint-André.

AVIS ET NOUVELLES

Le Congrès des Sociétés savantes de Paris et des départements s'ouvrira à Paris, le 14 avril 1914.

Les manuscrits, destinés aux lectures, entièrement terminés et lisiblement écrits sur le recto, devront être adressés avant le 31 janvier 1914 au 3^e bureau de la direction de l'Enseignement supérieur.

Comme les années précédentes, des lettres d'invitation donnant droit au transport à taux réduit seront délivrées aux membres de la Société désireux de se rendre au Congrès. Elles sont valables à l'aller du samedi 4 au jeudi 16 avril et au retour du samedi 18 au lundi 27 avril.

Les demandes doivent être adressées avant le 15 mars au 3^e bureau de la Direction de l'Enseignement supérieur.

Le Conseil municipal de Saint-Jean d'Angély, dans sa séance du 15 mai dernier, a entendu la lecture d'un mémoire fort

étudié et très complet de notre confrère M. A. Mesnard sur un projet de classement des tours de l'église comme monuments historiques. Le rapporteur convient que le « monument n'a rien de particulièrement remarquable. Il est un de ceux dont les Jésuites paraissent avoir été les principaux agents, l'important soit d'Espagne, soit d'Italie. Tel qu'il est, il est permis de penser que, même achevé, il eut eu la froideur compassée des monuments de l'époque (XVII^e siècle) ».

Cependant il estime « que l'intérêt présenté au point de vue historique doit de beaucoup l'emporter sur l'envisagement de l'intérêt artistique ». Le Conseil a partagé cet avis et « a déclaré persister dans son désir de faire classer les « tours » comme monuments historiques ».

Les recherches entreprises en août 1913 pour repêcher un coffret contenant « plusieurs centaines de millions » de lingots d'or et de pierres précieuses, reposant, depuis 1810, au fond de la mer, entre La Rochelle et Rochefort, n'ont donné aucun résultat, malgré le concours d'un baguettiste renommé M. Falcoz. Ce trésor, tombé à la mer lors du naufrage de M. de Saint-Paul, était recherché par les héritiers de celui-ci. Il est très probable qu'enfoui aujourd'hui sous plusieurs mètres de vases, il ne sera jamais retrouvé, d'autant que l'on ne possède que des indications très vagues sur le lieu du naufrage.

Dans sa session d'août 1913 :

Le Conseil général a alloué un secours de 100 francs au nommé Laroche, âgé de quatre vingt-dix ans, garde champêtre de la commune de Saint-Crépin depuis 1857, père de 25 enfants dont 9 encore vivants.

Il a ajourné le jugement sur le prix à décerner aux œuvres en patois.

Il a appris que cinquante-deux cahiers de doléances ont disparu des archives municipales de Rochefort. Une instruction judiciaire est ouverte.

Le ministre des Beaux-Arts a affecté :

Au ministère du Travail, le tableau de M. P. de Castro, *Canal de Maubec à La Rochelle* : à la préfecture de la Dordogne, *Marais salants*, de M. E. Chevallier ; au musée de Rochefort : *Chapiteau des baisers*, plâtre de M. E. Derre ; *Jeu de mains*,

jeu de vilains, groupe plâtre de M. Lorrieux; *L'éveil du printemps*, bas-relief plâtre de M. Vincent; *Lice et ses petits*, groupe plâtre de M. Virion.

—

Population de la Charente-Inférieure en 1912:

Arrondissement de La Rochelle. — 87.497 habitants: 592 mariages (contre 662 en 1911), 40 divorces (contre 22), 1.512 naissances (contre 1.544), 65 mort-nés (contre 62), 1.494 décès (contre 1.883).

Jonzac. — 67.411 habitants: 452 mariages (contre 432 en 1911), 9 divorces (contre 7), 1.043 naissances (contre 1.071), 50 mort-nés (contre 29), 1.081 décès (contre 1.247).

Marennes. — 59.225 habitants: 456 mariages (contre 466), 32 divorces (contre 40), 1.085 naissances (contre 1.040), 37 mort-nés (contre 41), 908 décès (contre 1.054).

Rochefort. — 71.540 habitants: 534 mariages (contre 568), 35 divorces (contre 20), 1.179 naissances (contre 1.243), 64 mort-nés (contre 66), 1.112 décès (contre 1.312).

Saintes. — 100.094 habitants: 694 mariages (contre 687), 32 divorces (contre 25), 1.750 naissances (contre 1.593), 59 mort-nés (contre 59), 1.565 décès (contre 1.851).

Saint-Jean d'Angely. — 65.104 habitants: 448 mariages (contre 485), 26 divorces (contre 29), 1.019 naissances (contre 967), 33 mort-nés (contre 38), 1.021 décès (contre 1.315).

Au total. — Excédent des naissances sur les décès, 414.

Les Charentais inférieurs méritent bien de la patrie.

—

La commune de Dœuil est autorisée à s'appeler Dœuil-sur-le-Miron (décret du 10 juillet 1913).

—

Les fouilles entreprises, le 17 septembre dernier, à La Motte-Ronde ou Terrier-Têtu, commune de Semussac, sous les auspices de l'Association Française pour l'avancement des sciences, n'ont révélé aucune sépulture. On a constaté que cette éminence de main d'homme avait été déjà fouillée à une époque indéterminée, au moyen d'un puits en forme d'entonnoir creusé au sommet et atteignant le sol vierge à 3 mètres environ. Mais ce qu'il y a plus singulier et d'intrigant, c'est une cavité à parois droites, pénétrant à plus de 3 mètres dans le sol calcaire, sans qu'on ait pu découvrir à quoi elle a pu servir. Les fouilles ayant été arrêtées et remises à une date ultérieure.

=====

NOTES D'ÉTAT CIVIL

MARIAGES

Le 11 août, à La Rochelle, a été célébré le mariage de M. Eugène-Paul-René Bethmont, fils de M. Paul Bethmont, avec M^{lle} Marie-Marthe Babut, fille de M. Babut, banquier.

Le 12 août 1913, a été béni, dans l'église de Saint-Saturnin-de-Sechaux le mariage de M. Charles-Hubert des Fossés, lieutenant de vaisseau, chevalier de la Légion d'honneur, avec M^{lle} Madeleine Allègre, fille de feu M. Allègre, notaire honoraire.

Le 30 août dernier, a été célébré, à la mairie de Saint-Jean d'Angély, par M. Daubigné, docteur en droit, avocat, maire, le mariage de M. Clément-Gabriel Villeneau, docteur en droit, secrétaire de l'*Action libérale populaire*, conseiller général de la Charente-Inférieure, avec mademoiselle Marie-Louise Aversenq. Les témoins du marié étaient MM. Lancelin, commandant en retraite, et Charles Renoux, imprimeur, à Saint-Jean d'Angély, et ceux de la mariée, M^{me} Anne-Marie Aversenq, épouse de M. Charles Pellisson, docteur en droit, avocat à Saint-Jean d'Angély, sœur de la mariée, et M. Marcel Pellisson, propriétaire à Saint-Seurin d'Uzet.

Le 1^{er} septembre, le mariage a été béni, à l'église paroissiale de la même ville, par M. l'abbé Emile Aversenq, chanoine honoraire, ancien curé doyen de Mirambeau, oncle de la mariée. La messe a été célébrée par M. l'abbé Denis, chanoine honoraire et l'allocution prononcée par M. l'abbé Châtenay, chanoine honoraire, archiprêtre de Saint-Jean d'Angély.

DÉCÈS

En août 1913 est décédé, à Dieppe, M. Adrien de Grieu d'Estimanville, âgé de 67 ans, frère de M. René de Grieu, maire de Blanzac.

Le 14 août 1913 est décédé, à Royan, M. Théophile-Gustave Martineau, âgé de 86 ans. Il a été enterré à Saintes le 17.

Il avait épousé M^{lle} Marie-Claire-Henriette Guilbaud, décédée le 29 avril 1865, à l'âge de 32 ans, et dont il eut deux fils : MM. Maurice, notre confrère, et René, décédé à Saintes, le 18 décembre 1882, âgé de 26 ans.

Sur sa tombe deux discours ont été prononcés. Nous reproduisons celui de notre confrère M. Georges Vallein, maire de Chermignac.

« Ce n'est pas l'un de ceux qui, d'ordinaire, sont appelés par des relations de famille ou par des fonctions similaires à prononcer l'éloge du défunt que vous allez entendre, c'est un membre de cette assistance qu'un sentiment de respect et d'admiration fait sortir de la foule pour proclamer les mérites de celui que nous accompagnons au champ de repos.

« M. Gustave Martineau a droit à des éloges publics ; il a été l'honneur du commerce saintais. On doit le citer en exemple à ses concitoyens comme le modèle du commerçant, aussi grand travailleur que parfait honnête homme.

« Peut-être les membres de sa famille qui m'entendent ne m'approuveront-ils pas de rappeler les moments pénibles de celui qu'ils pleurent ; je leur en demande pardon. Mais sa vie appartient aussi à son pays ; elle doit être un enseignement pour ceux qui sont, dans les affaires, exposés aux revers de la fortune et qui seraient tentés de faillir à leurs devoirs pour sauver leurs intérêts.

« Gustave Martineau avait une situation prépondérante à Saintes par sa famille et ses relations dans la meilleure société ; toujours correct dans sa tenue, aimable pour ceux qui l'approchaient, il était honoré, recherché même.

« Elu conseiller municipal de Saintes en 1865, en même temps qu'Anatole Lemer cier, Tortat, Giraudias, L. Tercinier, Frédéric Mestreau, général de Brémond d'Ars, il se distingua par une opposition modérée profitable à sa ville. Réélu en août 1870, le préfet Mestreau le nomma, en septembre, membre de la commission administrative avec Geay-Besse, des Mesnards, Bargignac et Lejeune.

« A cette époque, il avait une maison de banque et le public lui accordait toute sa confiance.

« Quand vint la guerre, l'arrêt des affaires et le retrait subit

des capitaux l'obligèrent à suspendre ses paiements, comme le firent alors plusieurs notables commerçants de la ville.

« Il n'eut pas de peine à obtenir un concordat, mais ses charges furent considérables.

« Ses affaires arrangées, il donna sa démission de conseiller municipal et renonça à toutes fonctions honorifiques pour se livrer activement au travail ; il liquida ses affaires de banque et fit le commerce des liquides, susceptible de lui procurer des bénéfices plus certains.

« Ses relations mondaines furent en grande partie supprimées et il s'isola entièrement n'ayant d'autre pensée que de désintéresser ses créanciers. On le voyait journellement se rendre à son comptoir par les rues écartées, évitant les rencontres ; et cela dura trente ans.

« Il ne put se soustraire aux récriminations de certains créanciers impatients ; il en souffrit parfois, mais rien ne pouvait le détourner de la ligne de conduite qu'il s'était tracée de les désintéresser tous à son gré et quand il se croirait en mesure de le faire, sans s'inquiéter de ce que l'on pouvait dire par derrière.

« Les circonstances le favorisèrent ; à la suite de la guerre, un mouvement considérable d'affaires se poursuivit dans le commerce et l'industrie ; il sut en profiter et, secondé par son fils qui partageait ses nobles sentiments et par un personnel d'élite qui lui était profondément dévoué, il ne tarda pas à refaire sa fortune.

« Dès lors, il fit des versements à ceux qu'il croyait les plus nécessaires d'abord, aux autres ensuite. Devançant les termes d'échéance, il paya sans bruit, sans réunions préliminaires qui auraient pu amener des discussions inutiles. Quand il eut rempli les obligations que lui imposait son concordat, il s'en créa d'autres ; il paya la remise que ses créanciers lui avaient consentie, fit le compte des intérêts et même des intérêts composés, paya le tout et mit en dépôt le montant des créances de ceux que l'on n'avait pu retrouver.

« Messieurs, cette conduite n'est-elle pas admirable et la corporation tout entière des commerçants de cette ville ne doit-elle pas être fière d'avoir pu compter parmi ses membres un homme d'une aussi grande probité ?

« Ceux qui ont eu à lutter dans la vie, ceux qui ont souffert et qui m'entendent comprennent ce qu'il a fallu de travail et

d'énergie pour conduire à sa fin une entreprise semblable ; ils apprécient aussi la satisfaction qu'a pu éprouver sur ses vieux jours le vaillant vieillard en voyant la prospérité revenue dans sa maison et l'estime reconquise chez ceux dont les intérêts avaient été lésés et qu'il avait dédommagés d'une façon si large et si complète.

« Les hommages qu'il pouvait recevoir du public ne le touchaient point ; ainsi, il n'assista pas à sa réhabilitation par le tribunal où ses amis, venus en grand nombre, eussent été heureux de lui serrer la main ; mais il estimait que sa conscience, qui l'avait guidé, était le meilleur juge, et puis ces manifestations n'étaient pas dans son caractère.

« Il ne montra point de fierté de la situation nouvelle qu'il s'était acquise et continua le genre de vie qu'il avait adopté, faisant du bien autour de lui et secourant les misères cachées.

« Aussi, les souffrances de ses derniers moments ont-elles été adoucies par la pensée qu'il se voyait revivre dans sa famille et que son fils, déjà à la tête d'œuvres humanitaires diverses, continuait à faire honneur à son nom.

« Que sa famille veuille bien accepter l'expression de nos regrets, l'hommage de notre estime, et que l'homme probe, le travailleur infatigable, généreux et charitable qui disparaît reçoive notre dernier adieu. »

—

Le 18 septembre 1913, est décédée à La Chapelle-des-Pots, M^{me} Angèle Libouroux, née Rateau, femme du D^r Libouroux, âgée de 51 ans.

—

Le 20 septembre 1913, est décédée la duchesse douairière de La Trémoille, née Duchâtel, née en 1840, mariée, en 1862, à Charles-Louis de La Trémoille, duc de La Trémoille et de Thouars, décédé il y a deux ans environ. Elle laisse un fils et une fille : le duc de La Trémoille et la vicomtesse de La Rochefoucauld, qui a une fille unique, princesse de Tonnay-Charente.

Son corps a été inhumé à Saint-Georges-sur-Loire, au château de Serrant.

—————

VARIÉTÉS

I

SUR UNE AMMONITE GÉANTE DÉCOUVERTE

A SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX (CHARENTE-INFERIEURE)

Depuis le printemps dernier, la petite collection géologique annexée au musée archéologique de Saintes s'est enrichie d'une magnifique Ammonite dont le diamètre atteint 1 m. 15. Ce fossile gigantesque a été découvert à Saint-Georges-des-Coteaux, en janvier 1912, par M. Cailletaud, qui extrayait d'une petite carrière, située à moins de cent mètres au sud-est de la station des Chemins de fer économiques des Charentes, des matériaux destinés à remblayer le sol devant la façade principale de la laiterie coopérative de Nieul-Saint-Georges. M. Cailletaud (1), dont on ne saurait trop louer le zèle intelligent, s'empressa de signaler sa découverte au gérant de la laiterie, M. Moreau, et l'Ammonite fut préservée de la destruction. Après être demeurée quelques mois encore dans la carrière, elle en fut retirée en juin 1912 et déposée sous un hangar où elle resta jusqu'au moment où les Présidents et Administrateurs de la laiterie coopérative l'offrirent généreusement au musée archéologique de Saintes où ils la firent transporter. C'était le seul endroit où l'on pût loger une pièce présentant des dimensions aussi considérables et un poids aussi respectable.

J'ai dit que cette Ammonite mesure 1 m. 15 de diamètre. Elle atteint 0 m. 25 d'épaisseur. Les couches dans lesquelles elle a été découverte, à 1 m. 80 environ de profondeur, appartiennent au Crétacé et forment le passage ou la transition entre l'étage Santonien et celui qui vient immédiatement au dessus, l'étage Campanien. Cet énorme fossile doit peser près de 400 kilogrammes. Il fallut quatre hommes pour le soulever et le déposer dans la charrette qui l'apporta à Saintes.

Peu de temps après, le Conservateur du musée, M. Ch. Dangibeaud, me confia le soin de déterminer ce superbe échantil-

(1) Notre planche le représente assis à côté de sa trouvaille.



Cliché de Ch. Daugibeaud.

AMMONITE GÉANTE TROUVÉE A SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX
(*Pachydiscus Seppenradensis* var *Santonensis*).

lon. Je constatai que, par l'ensemble de ses caractères les plus saillants, l'Ammonite en question appartenait au genre *Pachydiscus* (1). Bien que les *lignes de suture persillées* (2) fussent presque constamment masquées sous des arborescences cristallines, celles dont l'on pouvait suivre le trajet se rapportaient nettement au type caractéristique du genre que nous venons de nommer. Elles sont profondément digitées et très compliquées.

Après la détermination générique, il fallait effectuer la détermination spécifique, ce qui était plus difficile. La question qui se posait tout d'abord était de savoir si cette gigantesque Ammonite pouvait être rapportée à une espèce déjà connue ou s'il fallait, au contraire, la considérer comme une espèce nou-

(1) Ce nom, créé par Karl von Zittel, signifie « disque épais ». Il n'est pas très heureusement choisi ; car, si certaines espèces appartenant à ce genre se présentent sous une forme renflée, il en est d'autres, — celle qui nous occupe, par exemple, — qui ont l'aspect d'un disque assez aplati. Mais nous devons ajouter qu'il existe chez toutes un caractère vraiment constant : c'est l'uniformité dans les dessins constitués par les lignes de suture des cloisons. La note qui vient au bas de celle-ci définira ce que l'on désigne sous ce nom « lignes de suture ».

2) Avant de définir ce que l'on désigne sous ce nom, il est utile de rappeler que les Ammonites étaient des mollusques marins qui ont disparu à la fin des temps secondaires. Elles appartenaient à la classe des Céphalopodes, laquelle, à l'époque actuelle, est représentée par des formes très anciennes, les Nautilus, et par des espèces récentes (Poulpes, Seiches, etc.). On doit se figurer les Ammonites sous l'aspect de mollusques munis de tentacules, logés dans une coquille enroulée dans un seul plan. — l'ouverture étant dirigée vers le haut lorsque l'animal se déplaçait dans l'eau. Cette coquille était partagée, par des cloisons, en une série de chambres dont la dernière, dite *chambre* ou *loge d'habitation*, était occupée par l'Ammonite. Tout d'abord, cette dernière était logée dans la première chambre, très réduite, la seule qui existât alors (*loge initiale*). Puis, à mesure qu'elle grandissait, son corps se déplaçait vers l'ouverture et sécrétait une cloison qui isolait du fond de la coquille accrue. La croissance continuant, le mollusque effectuait dans l'intérieur de sa coquille toute une série de déplacements accompagnés de la formation, derrière lui, de cloisons successives et qui se traduisait par une suite de *chambres à air* auxquelles succédait finalement la loge occupée en dernier lieu par l'animal. Les cloisons dont nous venons de parler étaient très sinueuses dans la région où elles venaient s'insérer sur la coquille. Il en résultait des lignes d'insertion à découpures souvent très compliquées, laissant sur les moules internes que nous trouvons aujourd'hui des dessins qui constituent précisément ce que l'on nomme des *lignes de suture persillées*, c'est-à-dire découpées à la façon compliquée d'une feuille de persil.

velle. Voici ses principaux caractères : le dos arrondi ne présente ni sillon, ni carène, il est entièrement lisse ; les flancs des tours de spire sont ornés de côtes simples, rectilignes, assez fortes, au nombre de 26 à 28 par tour. La hauteur de ces côtes s'atténue graduellement en même temps que leur largeur augmente. Elles finissent par s'effacer avant d'arriver au bord externe. L'ombilic, — espace en forme d'entonnoir dû à la diminution dans la hauteur des tours de spire à mesure que ces derniers se rapprochent du centre, — l'ombilic présente des dimensions moyennes. Les tours, dont la retombée au dessus de cet ombilic est verticale, sont assez peu « embrassants » par rapport les uns aux autres, chacun d'eux ayant seulement les 39 centièmes de sa largeur recouverts par le tour qui vient ensuite.

En se basant sur ces caractères, on ne voit que deux Ammonites appartenant au genre *Pachydiscus* que l'on puisse songer à comparer à celle qui nous occupe : ce sont le *Pachydiscus leptophyllus*, que décrit Sharpe, en 1856, et le *P. seppenraensis*, espèce signalée par Hermann Landois, en 1895.

Tout d'abord, on pouvait se croire en présence d'un gigantesque spécimen de *P. leptophyllus* (1), espèce que l'on trouve en Angleterre, dans des couches crétacées correspondant à notre Santonien supérieur. La comparaison avec la figure donnée par Sharpe d'une forme encore jeune de ce *P. leptophyllus* tendrait à faire conclure dans ce sens. Mais, des différences très apparentes se constatent lorsqu'on compare l'Ammonite de Saint-Georges à une photographie du grand échantillon de *P. leptophyllus* faisant partie des collections paléontologiques du British Museum, à Londres. Cet échantillon mesure 0 m. 886 de diamètre. Il diffère nettement de l'Ammonite de Saint Georges par sa forme plus renflée et par l'étroitesse de son ombilic. Cette étroitesse est due à ce que les tours sont plus « embrassants » que chez l'échantillon de Saint-Georges. Leur enroulement étant en quelque sorte plus serré, ils empiètent davantage les uns sur les autres. Chacun d'eux a les 55 centièmes de sa largeur recouverts par le tour qui vient ensuite. Ajoutons qu'à tous les stades de son développement les

(1) Ce mot, qui tire son origine du grec et qui signifie « feuillage ténu », a été en quelque sorte suggéré par la ressemblance des lignes de suture avec des feuilles à bords finement découpés.

côtes qui ornent les flancs de cette espèce sont plus rapprochées les unes des autres (36 à 38 côtes par tour) que ne le sont celles qui ornent l'échantillon de Saint-Georges (26 à 28 côtes par tour). De plus, Sharpe, dans la description qu'il a donnée du *P. leptophyllus*, dit que les côtes s'atténuent et finissent toutes par disparaître sur les grands échantillons. Le fait peut se constater sur l'énorme échantillon du British Museum. Mais, comme le paléontologiste anglais ajoute que les grands échantillons sont en général mal conservés, rien ne nous autorise à considérer comme exact le caractère indiqué.

Quoi qu'il en soit, ce qui précède prouve nettement que l'Ammonite à déterminer n'est pas le *P. leptophyllus*. Il reste alors à établir la comparaison avec le *P. seppenradensis*, espèce découverte à la base du Campanien, à Seppenrade (Westphalie), et représentée, au musée de Münster, par deux gigantesques spécimens mesurant, le plus grand 1 m. 80, et le plus petit, 1 m. 50 de diamètre (l'épaisseur du plus grand atteint 0 m. 40). De bonnes photographies de ces deux Ammonites m'ont permis de constater qu'elles offrent une très grande ressemblance avec l'échantillon de Saint-Georges. Comme cette dernière elles sont discoidales et très peu renflées. Le rapport qui existe entre la plus grande épaisseur du disque et le diamètre de ce dernier est le même pour les deux formes que nous comparons ($\frac{0^m\ 25}{1^m\ 15} = \frac{0^m\ 40}{1^m\ 80} = 0^m\ 22$.) Les proportions de l'ombilic sont

sensiblement identiques. Chez les deux formes, les côtes sont à peu près semblables. La seule différence que l'on puisse signaler consiste en ce que les côtes de l'Ammonite de Saint-Georges sont, — toutes proportions gardées, — moins fortes et moins espacées que celles du *P. seppenradensis* (ordinairement 28 côtes par tour au lieu de 22). Cette différence est loin d'être suffisante pour constituer un caractère permettant de considérer l'Ammonite de Saint-Georges comme une espèce nouvelle. Elle nous autorise, toutefois, à en faire une variété de l'espèce westphalienne. La forme qui nous intéresse devra donc être désignée sous le nom de *Pachydiscus seppenradensis*, variété *santonensis*.

Le fait que le *P. seppenradensis* ait pu être trouvé à la fois en Saintonge et en Westphalie ne surprendra pas outre mesure lorsque l'on saura qu'une même mer recouvrait alors ces deux régions, ou, si l'on préfère, que ces régions étaient baignées

par diverses petites mers crétacées, communiquant entre elles par des détroits. De puissants courants pouvaient contribuer grandement à la dispersion des espèces animales marines. De légères différences dans la température et la composition chimique de l'eau en des régions distinctes ont dû suffire amplement pour provoquer la formation de variétés bien définies.

Bien que les dimensions du fossile de Saint-Georges soient remarquables, nous voyons toutefois qu'elles sont sensiblement inférieures à celles des deux Ammonites du musée de Münster. Il est juste d'ajouter que les trois échantillons sont incomplets : le dernier tour est probablement absent en grande partie chez tous. La comparaison absolue est donc impossible dans ces conditions. Certains géologues allemands pensent que la plus grande Ammonite du musée de Münster, si elle était complète, atteindrait près de 2 m. 50 de diamètre.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici que des différences vraiment extraordinaires existaient chez les Ammonites au point de vue des dimensions. Les plus petits échantillons connus appartiennent au genre *Nannites*. Lorsqu'ils avaient atteint leur plus grand développement, ils ne dépassaient guère la grosseur d'une lentille. C'est entre ces représentants du genre *Nannites* et les gigantesques spécimens de *Pachydiscus seppenradensis*, dont le diamètre l'emporte sur celui des plus grandes roues de voitures ou de charrettes, que l'on constate les différences les plus marquées en ce qui a trait à la taille.

Les deux exemplaires de *Pachydiscus seppenradensis* du musée de Münster représentent les deux plus grandes Ammonites connues dans le monde entier (1). Le spécimen découvert à

(1) En 1833, Guérin écrivait dans son *Dictionnaire pittoresque d'histoire naturelle* (mot « Ammonite ») : « Le baron von Schlotheim a décrit, en 1820, sous le nom d'*Ammonites colubratius*, une espèce que l'on peut comparer à une fort grande roue de voiture, puisqu'elle dépasse 6 pieds de diamètre. » En lisant le texte allemand de Schlotheim, Guérin a confondu le mot « Zolle » qui signifie « pouce », avec le mot « Fuss », qui signifie « pied ». L'Ammonite décrite par Schlotheim avait en réalité 6 pouces allemands, soit environ 0 m. 20, au lieu de 6 pieds allemands ou 1 m. 80. L'*Ammonites colubratius*, par synonymie *Ammonites colubrinus*, *Ammonites bipler*, etc., a reçu comme nom définitif celui d'*Ammonites plicatilis* (*Perisphinctes plicatilis*). C'est une espèce du Jurassique (étage oxfordien) qui n'atteint pas de très grandes dimensions. Le plus grand exemplaire connu a été décrit par Alcide d'Orbigny : il mesurait à peine 0 m. 40 de diamètre. Après avoir rectifié

Saint-Georges-des-Coteaux vient immédiatement ensuite. Parmi les musées de France, c'est donc celui de Saintes qui possède la plus belle Ammonite. Voici, d'ailleurs, une liste donnant les grandeurs comparées des plus beaux spécimens faisant partie des collections paléontologiques d'Europe.

- 1° *Pachydiscus seppenradensis* (Campanien inférieur, Musée de Münster). 1^m80
 - 2° *Pachydiscus seppenradensis* (Campanien inférieur, Musée de Münster). 1^m50
 - 3° *Pachydiscus seppenradensis*, var. *santonensis* (Passage du Santonien au Campanien, Musée de Saintes). 1^m15
 - 4° *Pachydiscus conduciensis* (Cénomaien de Conducia, Mozambique, Musée de Lisbonne). 1^m08
 - 5° *Vermiceras conybeari* (Lias, British Museum, Londres). 1^m
 - 6° *Pachydiscus leptophyllus* (Santonien supérieur, British Muséum, Londres). 0^m886
 - 7° *Pachydiscus lewesiensis* (1) (Cénomaien de Rouen, Muséum de Paris). 0^m852
 - 8° *Neoptychites cephalotus* (Turonien, Collection de la Sorbonne, Paris). 0^m82
 - 9° *Pachydiscus peramplus* (2) (Turonien, Musée de Munich 0^m80
 - 10° *Perisphinctes bononiensis* (Portlandien, Musée de Munich) 0^m77
 - 11° *Pinacoceras Metternichi* (3) (Trias, Musée de Munich) 0^m72
-

L'erreur commise par Guérin, je dois reconnaître que, si, à cette époque, les musées allemands ne détenaient pas le « record » du gigantisme en ce qui concerne les Ammonites, il serait impossible de le leur contester actuellement.

(1) Les musées du Havre et de Rouen sont quelquefois cités comme possédant d'énormes exemplaires de cette Ammonite. D'après les informations qui m'ont été fournies par les Conservateurs de ces musées, le plus bel échantillon du musée du Havre ne dépasse cependant pas 0 m 65, et celui qui, au musée de Rouen, atteint les plus fortes dimensions, mesure à peine 0 m. 50 de diamètre.

(2) Les collections de l'Ecole des Mines, à Paris, en possèdent un bel exemplaire sur lequel les lignes de suture persillées sont d'une admirable netteté. C'est la plus grande Ammonite non fragmentée figurant dans ces collections. Son diamètre ne dépasse cependant pas 0 m 72.

(3) Quelques auteurs ont écrit que les musées de Vienne et celui de Munich possédaient des exemplaires de cette espèce dont le diamètre dépas-

- 12° *Pachydiscus austeni* (Turonien, Musée de Münster). 0^m68
- 13° *Perisphinctes giganteus* (Portlandien, Musée de Munich) 0^m66
- 14° *Acanthoceras nodosocostatum* (Eocrétacé de Madagascar, Muséum de Paris). 0^m65
- 15° *Pachyceras gigas* (Portlandien Muséum de Paris). 0^m63
- 16° *Pachydiscus stobæi* (Campanien, Musée de Münster). 0^m62
- 17° *Perisphinctes achilles* (Séquanien de La Rochelle, Muséum de Paris). 0^m55
- 18° *Aspidoceras rupellense* (Séquanien de La Rochelle, Muséum de Paris) 0^m50

Les renseignements qui m'ont servi à établir cette liste m'ont été fournis avec la plus grande obligeance par des savants que je suis très heureux de remercier ici : le Docteur A. S. Woodward, du British Museum de Londres, le Docteur Hermann Reeker, directeur du Musée de Münster, le Docteur E. Tietze, de l'Institut géologique impérial d'Autriche, les professeurs Rothpletz et Dacqué, du Musée de l'Université de Munich, le Docteur Pompeckj, de l'Université de Tubingue, le Docteur P. Choffat, directeur du Service géologique du Portugal à Lisbonne, le Docteur Georges Pennetier, directeur du Musée de Rouen et le Docteur Loir, directeur du Musée du Havre. Je dois aussi remercier tout particulièrement M. A. de Grossouvre, ingénieur en chef des mines à Bourges, qui m'a fourni de précieuses indications.

Jusqu'à ce jour, le *Pachydiscus seppenradensis* était inconnu en France. Il serait très intéressant de découvrir des formes jeunes et de posséder les différents stades du développement de cette espèce. On pourrait alors suivre les variations qui ont pu se produire avec l'âge dans la forme et l'ornementation de la coquille. Le géologues allemands ne sont pas plus avancés que nous sous ce rapport.

En terminant cet article, je me permettrai de faire appel au

sait 1 mètre. Les renseignements que je me suis procurés auprès des directeurs de ces musées m'ont prouvé qu'il y avait eu exagération, puisque le plus grand échantillon, — celui que nous citons dans la liste donnée ci-dessus, — ne dépasse pas 0 m. 72.

dévouement éclairé de ceux des membres de la Société des Archives historiques qui résident dans la région où a été découverte l'Ammonite géante. Ils peuvent nous être d'un précieux concours. Pour cela, dès qu'ils auraient l'occasion d'apprendre que l'on extrait du calcaire en quelque point de cette région, il serait à désirer qu'ils fussent à même de faire mettre de côté, par les ouvriers, tous les fossiles rencontrés. L'examen de ces fossiles nous mettrait peut-être en présence, un jour ou l'autre, de jeunes spécimens du *P. seppenradensis*. On ne saurait ranger au nombre de ces derniers l'exemplaire qu'il m'a été donné de voir, au mois d'août dernier, au village des Maurices, à 1 kilomètre au nord de Saint-Georges-des-Coteaux. Il a été découvert, en septembre 1911, par M. Chaillou, dans une petite carrière située au lieu dit Saint-Lo, à 2 kilomètres environ au nord de celle où gisait l'Ammonite transportée au Musée de Saintes. De dimensions plus modestes, il atteint cependant 0 m. 75 de diamètre. L'ornementation est la même, et ce fossile peut en quelque sorte être considéré comme un modèle réduit du grand exemplaire. Bien que la découverte de cet échantillon, — qui eut lieu quatre mois environ avant celle de la forme géante, — soit très intéressante, elle ne jette cependant aucune lumière sur la question des variations dans la forme et l'ornementation. Cette question, nous le répétons, ne sera élucidée que lorsqu'on possèdera de jeunes spécimens dont le diamètre sera compris entre 5 et 20 ou 30 centimètres au maximum. Et c'est pourquoi nous prions instamment les personnes qui résident dans la région où ont été faites les découvertes que nous venons de signaler, d'apporter leur précieux concours dans ces recherches. Notre reconnaissance leur est acquise d'avance.

EDMOND BORDAGE,

Docteur ès-sciences,

Chef de Laboratoire à la Sorbonne.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

SHARPE, Daniel. — Description of the fossil remains of Mollusca found in the chalk of England (Part. III, *Cephalopoda*). Londres, 1856.

LANDOIS, Hermann. — Die Riesenammoniten von Seppenrade (*Jahresbericht der zoologischen sektion des Westfälischen Provinzial-Vereins für Wissenschaft und Kunst*). Münster, 1895.

II

OZILLAC ET SON CURÉ, L'ABBÉ GÉRAUD RIGAL,

A LA VEILLE ET AU DÉBUT

DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

En décembre 1623, Louis XIII, par lettres patentes signées de sa main, érige la baronnie et châtellenie d'Ozillac en titre, nom et dignité de marquisat. Ce privilège qu'il accorde, le roi en donne les raisons. Il a reconnu « les services signalés que « Léon de Sainte-Maur, seigneur, baron d'Ozillac, et ceux de sa « maison ont rendus à cette couronne, en toutes les occasions « qui se sont présentées, même en ces derniers mouvements où « il n'a épargné sa vie ny ses moyens.... » (1).

Nous savons, ajoute-t-il, « que la baronye et chastellenie du « dict Ozillac est une des anciennes maisons de notre province « de Xaintonge composée d'un beau chasteau où il y a justice « haulte, moyenne et basse.... de laquelle chastellenie dépen- « dent six paroisses de grande étendue, sçavoir: la dite terre « d'Ozillac, celle de Champaignac, Villesavier, Tougras, « Saint-Simon-le-Vieux et de Fontaynes, toutes joignant l'une « l'autre et en chacune desquelles il y a plus de trente villaiges, « de bon et grand revenu, plus que suffisant pour porter le « nom, tiltres et qualittés et dignittés de marquisat » (2).

Aux privilèges du roi succèdent de bien près les pillages des sujets rebelles, les exactions des seigneurs en lutte et du gouverneur de province, les ruines causées par les uns et les autres.

La châtellenie d'Ozillac est dévastée en 1652 par les troupes du prince de Condé. Après un échec devant la ville de Cognac dont le gouverneur était Léon de Sainte-Maure, comte de Jonzac et marquis d'Ozillac; Condé se rend à Saint-André-de-Cubzac. Dans ce parcours, les troupes de son arrière-garde détruisent le château d'Ozillac.

Aux registres de mariage pour 1652, un seul est inséré le 15 janvier. L'abbé Ruynes, curé de la paroisse, fait suivre cette unique inscription de la note suivante: « Dans la même année ont été épousé plusieurs autres personnes qui n'ont été mises en écrit dans ce présent livre, pour avoir été serré et mis en

(1) *Jonzac et Ozillac* par M. l'abbé Bertrand de Cugnac, page 329.

(2) *Ibidem*.

lieu d'assurance depuis qu'il en fut emporté par les gens de guerre de M. le prince de Condé qui faisait la guerre au roi, dans l'assaut du bailli Guynard. »

Jérémie Pillet, maître apothicaire, choisi par les habitants d'Ozillac pour cette mission, le 14 décembre 1655, se rend à Bordeaux.

En leur nom, il se présente devant M. de Tallemant, intendant de la généralité de Guyenne. Sa requête expose « l'estat déplorable auquel est réduit ladite paroisse, tant par les divers « logements, brigandages et pilleries exercés sur les habitants « d'Ozillac, durant les dernières guerres civiles, par les troupes « de M. le prince (de Condé), diverses contributions payées à « M. le prince de Tarante et à M. de Mata et autres, que « excessives impositions pour lesquelles il leur est convenu « emprunter, depuis quatre ans, plus de dix mille livres.... » (1).

Apprenant que ladite paroisse appartenait à Monseigneur le comte de Jonsac, le seigneur intendant prend la requête qui lui est présentée, la plie sans la regarder et la met en poche. Il s'empporte avec violence. Si le peuple de Cognac s'est soulevé contre lui, c'est au comte qu'est dû ce soulèvement. Il lui a, insiste-t-il avec vivacité et à plusieurs reprises, les mêmes obligations que s'il avait été tué dans cette émeute.

M. Touquoy, receveur des tailles à Saintes, M. Robert, élu et procureur du roi en la dite élection, plusieurs autres personnes de condition également présentes, quand éclate cet accès de colère, veulent plaider la cause de la paroisse d'Ozillac réduite à l'impossibilité de payer les deniers du roi. L'intendant les fait taire, Jérémie Pillet se retire. Il n'ose pas se présenter une seconde fois.

Trois jours plus tard, il fait convoquer les habitants et par-devant Boybellaud, notaire royal, il rend compte de sa mission. Il déclare « qu'il quitte et abandonne la présente paroisse pour « aller demeurer en celle de Sainte-Leurinc, attendu que son « entière ruine est infaillible et inévitable, puisqu'elle est « l'objet de la passion du dit seigneur intendant » (2).

Ce qu'ont pareillement déclaré Christophe et Jean Boybellaud, maître Jean Fevrier, Abel Boybellaud, Collas, Jean Chastellier, Pierre Pillot, Jean Hillaireau et autres à qui font la moitié

(1) *Jonsac et Ozillac*, page 353.

(2) *Ibidem*, page 355.

des habitants de la paroisse », et déclarent aller demeurer dans les paroisses de Tugéras, de Pommier, de Chartuzac, de Clion, de Coux, de Saint-Médard, de Léoville, etc. Malgré leur détermination, qu'ils signent devant notaire, les habitants d'Ozillac restent dans leur paroisse sans parvenir à réparer les dommages causés. Démoli, le beau château avec justice haute, moyenne et basse, ne se relève plus.

Le successeur de Léon de Sainte-Maure, le comte de Jonzac, Pierre-Joseph Bouchard d'Esparbez de Lussan et Sainte-Maure vient à mourir en juin 1750. On procède à l'inventaire des biens, titres et papiers dépendant de sa succession. Dans l'acte qui l'établit, le titre du marquisat conféré par Louis XIII est passé sous silence et une mention rapide constate que le château n'existe plus.

« Le premier octobre 1750, à deux heures de relevée, nous, « dits notaires, commissaire et témoins bas-nommés, étant « montés à cheval avec les dits sieurs Albert, Landreau, nous « avons en premier lieu été conduits à la métairie appelée de « Chailleret en dhomaine dudit comte sur la paroisse de Champagnac. »

Ils vont ensuite à la métairie de la Gasconnière en Ozillac, puis au « château d'Ozillac qui est totalement en ruine » (1).

Les ruines du château avec l'église qui en dépendait et le bourg qu'il protégeait, comme au temps de l'abbé Rigal, s'étagent sur le versant sud-est d'un large plateau. Il avoisine ou domine tour à tour en suivant la direction du Nord à l'Ouest, Jonzac, Champagnac, Saint-Médard, Léoville, Fontaines, Tugéras, Villexavier, Saint-Simon-le-Vieux devenu Saint-Simon-de-Bordes, paroisses dont cinq dépendaient du marquisat d'Ozillac. Une vaste circonférence de collines se dressant par-dessus la ceinture des vallées, ferme l'horizon de toutes parts. Aux limites des paroisses d'Ozillac, de Saint-Médard et de Champagnac, la Seugne, appelée aussi Sévigne, sur un lit bordé d'ormeaux, de peupliers et de saules, à travers des prairies verdoyantes, porte ses eaux tranquilles vers le Nord, dans la direction de Jonzac. Les vignes, les champs, les prés, les bois se partageant le sol, les bouquets d'arbres épars dans la campagne ou encadrant de verdure les nombreux villages aux

(1) *Jonzac et Ozillac*, page 390.

maisons blanches, à la variété des productions unissent l'agrément des paysages.

Un millier d'habitants en 1787 vivait sur ce territoire. Quelques nobles, les Boybellaud de la Chapelle, les Boybellaud de Montacier, les de Loustalot, les de Saint-Légier, de nombreux bourgeois, Chastellier, Blanchaud, Laverny, Jullien, Lacour, Broussard, Monneraud, etc., des commerçants, des artisans, des cultivateurs surtout composaient la population.

La cure d'Ozillac dépendait de dom Henri-François d'Aubourg, prieur de Saint-Eutrope de Saintes. L'occupant, l'abbé Rigal, n'en avait que la vicairie perpétuelle. Contre le prédécesseur et parent de d'Aubourg, qui était Jean-Baptiste Gasse, prêtre, prieur de La Vallée, le prédécesseur de l'abbé Rigal, l'abbé Jacques Gazel, de 1766 à 1771, avait soutenu une suite de procès. Ils tendaient à obliger le curé titulaire, appelé aussi curé primitif, d'augmenter la portion congrue d'environ 300 livres qu'il payait au curé desservant.

Dans l'acte de ferme de M. le prieur d'Ozillac aux sieurs Piaud et Lacour, les revenus du prieuré sont énumérés et évalués : « Aujourd'hui treizième septembre mil sept cent soixante-six avant midi, par devant le Notaire Royal en Saintonge soussigné, et présents les témoins bas nommés, a comparu en personne messire François-Jean-Baptiste Gasse, prêtre, curé, prieur de la paroisse de La Vallée, prieur d'Ozillac-en Saintonge, demeurant audit lieu de La Vallée, lequel de sa libre volonté a affirmé, avec promesse de faire paisiblement jouir, à sieurs Pierre Piaud et Pierre Lacour, bourgeois, demeurant au bourg d'Ozillac, présents, stipulant et acceptant par moitié entre eux, savoir est tous les fruits et revenus seigneuriaux et décimaux, dépendant du dit prieuré d'Ozillac, consistant en grains, vins, chanvres, lins et autres espèces de fruits, et sans du tout en rien réserver ni excepter ; ensemble tous les bâtiments et domaines dépendant du dit prieuré.... moyennant le prix et somme de deux mille livres par chaque année payable par les dits sieurs preneurs.... au dit sieur Gasse, prieur d'Ozillac, dans sa demeure au dit La Vallée. »

Un « projet d'exploit pour la requête de M. le Prieur d'Ozillac contre son curé » indique la somme attribuée à ce dernier. « L'an mil sept cent soixante-onze... à la requête de messire François-Jean-Baptiste Gasse, prêtre, curé de la

« Vallée et prieur commandataire du prieuré d'Ozillac, me suis
« en personne transporté avec les témoins ci-bas nommés,
« accompagné de sieur Lacour, fermier actuel des revenus du
« prieuré du dit Ozillac, y demeurant, faisant et agissant pour
« et au nom du dit sieur de Gasse en vertu de son pouvoir ver-
« bal, au domicile de M. Jacques Gazel, prêtre curé vicaire
« perpétuel de la paroisse de Saint-Michel-d'Ozillac, situé au
« bourg du même lieu et y demeurant, où étant le dit sieur
« Lacour, au dit nom, lui a dit et déclaré que par transaction
« passée entre mes dits sieurs de Gasse et Cazel le 24 janvier
« dernier devant M^e Bigot, notaire royal au dit Saintes y con-
« trollée le 4 février suivant par de Saint-André, le dit sieur
« prieur s'est entre autre chose obligé de payer au dit sieur
« Gazel annuellement la somme de huit cent livres, quartier
« par quartier, et à l'avance pour lui tenir lieu de toutes les
« prétentions qu'il pouvait avoir tant sur les terres novales
« défrichées et à défricher et encore de la portion congrue... »

D'une ferme ténacité pour revendiquer ses droits à vivre des revenus de la paroisse où il résidait et qu'il administrait, l'abbé Jacques Gazel pratiquait la charité aussi ardemment qu'il voulait la justice. Dans son testament écrit en 1787, l'année de sa mort, il lègue aux pauvres d'Ozillac 600 livres, le prix des meubles et ce qui restera de l'argent trouvé à son décès, ses dettes et autres legs une fois acquittés. Sur ses restes transportés de l'ancien au nouveau cimetière, un monument taillé dans la pierre a été élevé avec l'inscription suivante : « Ce monument a
« été érigé par les soins du bureau de bienfaisance d'Ozillac à
« son fondateur, M. l'abbé Gazel, curé de cette paroisse de
« 1759 à 1787, à l'occasion du transfert de ses restes de l'ancien
« cimetière dans le nouveau le 2 octobre 1889. »

« In memoria æterna erit justus. »
La mémoire du juste sera impérissable.

Grâce aux persévérants efforts de son prédécesseur, la portion congrue de l'abbé Rigal avait été portée de trois cents à huit cents livres. Il n'était pas le moins favorisé parmi les desservants d'une époque où Voltaire, comte de Tournay, faisait son entrée seigneuriale dans ses terres en habit de gala avec ses deux nièces M^{me} de Fontaine et M^{me} Denis, toutes en diamants, où il était harangué par le curé, où quelques mois après cette réception, il écrivait cyniquement : « J'ai deux curés dont je

suis assez content. — Je ruine l'un, je fais l'aumône à l'autre. »

Il ne pouvait pourtant pas être mis au rang des privilégiés. Nommé avant lui à la cure d'Ozillac, l'abbé Quinneman avait refusé de s'y installer. L'insuffisance des revenus pouvait bien être au moins l'un des motifs de ce refus.

Sur l'acte de « prise de possession par M^e Géraud Rigal, « prêtre, de la cure ou vicairie perpétuelle de Saint-Michel-d'Ozillac » immédiatement au-dessous de ces lignes en formant le titre, on lit ces deux mots écrits de la main même de l'abbé Rigal : « pauvre homme !... ». Ont-ils été tracés dès l'entrée à Ozillac, en prévision des difficultés qui devaient survenir, l'ont-ils été sur le terme d'une carrière mouvementée dont l'abbé Rigal évoquait et résumait dans deux mots simples et expressifs les étapes douloureuses et les souvenirs attristants ? Dans l'un et l'autre cas, ils restent justifiés par la longue série d'épreuves qui assaillent l'abbé Rigal, curé d'Ozillac, dès son entrée dans sa paroisse, le suivent en Espagne et ne lui manquent pas à son retour d'exil.

L'abbé Géraud Rigal est installé à Ozillac, le 3 décembre 1787. Né en 1743 à Lascelle, aux environs d'Aurillac, il desservait la paroisse de Saint-Genis, quand il fut présenté pour la cure de Saint-Michel-d'Ozillac, à la date du quatorze novembre 1787. Il est agréé par Monseigneur de La Rochefoucauld, évêque de Saintes, qui ne tarde pas à lui faire adresser son acte de nomination. Voici la traduction française du texte latin :

« Pierre-Louis de La Rochefoucauld, par la miséricorde
« divine et la grâce du Saint-Siège apostolique, évêque et sei-
« gneur de Saintes, conseiller du roi, à notre cher maître en
« théologie, Géraud Rigal, prêtre du diocèse de Saint-Flour,
« salut et bénédiction en Notre-Seigneur. La paroisse ou plutôt
« la vicairie perpétuelle de Saint-Michel-d'Ozillac, de notre
« diocèse de Saintes, venant à être vacante, le droit de nom-
« mer et de présenter appartient au prieur régulier du prieuré
« conventuel de Saint-Eutrope de Saintes, celui de conférer le
« bénéfice, de donner l'institution et toute autre disposition à
« prendre, en raison de notre dignité épiscopale, sont de notre
« compétence et de notre ressort. Cette vacance a eu lieu et
« persiste présentement par la démission formelle et libre,
« acceptée par nous et donnée par écrit de la part du maître en
« théologie, Jean-Baptiste Quinneman, dernier titulaire, non

« entré en possession, de ladite paroisse. Sans que vous habi-
« tiez Saintes, vous sachant parfaitement, maître Géraud
« Rigal, de capacité, d'aptitudes suffisantes, de bonne vie, de
« bonnes mœurs et de saine doctrine, sur la nomination et la
« présentation par écrit du vénérable dom Henri-François
« d'Auboug, prêtre, prieur régulier du dit prieuré conventuel
« de Saint-Eutrope de Saintes, nous vous avons conféré et
« confié, nous vous conférons et confions pleinement par les
« présentes le soin des âmes, la direction et l'administration
« de cette paroisse, à la condition que vous y résidiez en per-
« sonne, tout droit d'autrui étant sauvegardé. Aussi suivant la
« décision royale, nous enjoignons à tous les notaires royaux
« et apostoliques exerçant en notre diocèse, nous les chargeons
« tous et chacun de vous recevoir et de vous installer
« vous-même en personne, ou de recevoir en votre nom votre
« procureur dans la possession réelle, personnelle et actuelle
« de la dite paroisse ou plutôt de la vicairie perpétuelle
« de Saint-Michel-d'Ozillac, de ses droits et de toutes
« ses dépendances, en employant toutes les solennités requises.
« Donné à Saintes en notre Palais épiscopal, sous notre sceau,
« notre signature et celle de notre secrétaire, l'an du Seigneur
« mil sept cent quatre-vingt-sept, le trente du mois du novem-
« bre, en présence de Louis Sorin et de Pierre Brunet, habi-
« tants de Saintes, appelés comme témoins et ayant signé au
« registre.

« PIERRE-LOUIS, évêque de Saintes.

« Par mandement de Monseigneur l'Evêque de Saintes.

« ROLLET, secrétaire. »

La prise de possession a lieu le trois décembre, suivant les formes usitées, et le procès-verbal fut dressé par Moufflet, notaire.

Le nouveau curé d'Ozillac était de haute stature, d'aspect imposant. Un passeport que lui délivre la mairie de Saintes pour un voyage à Bordeaux, à la date du 28 mai 1803, lui attribue une taille de un mètre soixante-seize centimètres, un front découvert, des sourcils châains, des cheveux dissimulés sous une perruque, des yeux bleus, un nez ordinaire, une bouche moyenne, un visage allongé. Sa barbe, devenue grise en 1803, ne l'était probablement pas en 1787, l'abbé Rigal étant alors dans la force de ses quarante-quatre ans.

L'abbé Richard, son successeur, à l'intervalle de treize ans seulement, dans une histoire manuscrite de la paroisse écrit qu'il avait « la voix forte et éclatante, les traits rudes, un air grave et sévère, que tout cela rendait son abord presque redoutable, que celui qui ne le connaissait pas ne pouvait l'approcher sans éprouver des sentiments de crainte ». A la première vue et dans les premières relations, ses paroissiens durent être saisis de ces sentiments de crainte révérentielle. Ils l'aimèrent quand ils le connurent. C'est le témoignage que l'abbé Richard lui rend. « Il était néanmoins assez affable, écrit-il, et il avait su conquérir l'affection de ses paroissiens. »

La paroisse dont il venait de prendre possession dans la première moitié du siècle précédent, à l'intervalle d'une trentaine d'années, était donc tour à tour montée à une haute splendeur et tombée dans une noire misère.

En 1788, la sécheresse au printemps, les pluies excessives en été désolent la Saintonge. « Il en est tombée si abondamment depuis la Saint-Médard, écrit le vicomte de Brémond dans son journal, que les prairies basses sont couvertes, les hautes sont à la veille de l'être, les blés sont couchés et les chanvres. » Des grêles affreuses en juillet complètent cette œuvre de dévastation. L'hiver qui suit est l'un des plus rigoureux qui se soient vus : de novembre à décembre jusqu'à dix-huit degrés continus au-dessous de zéro, même dans les régions du Midi.

Les souffrances, les privations de toutes sortes aigrissent les esprits, contribuent à un état de surexcitation qui restera chronique pendant plusieurs années et éclatera en crises parfois très aiguës et très violentes.

Un remède aux maux présents et futurs, suivant une opinion assez commune, devait être la convocation des Etats Généraux. L'idée en flottait dans l'air. Un concours de circonstances particulièrement douloureuses et critiques en précipite la réalisation. Le 8 août 1788, une décision officielle les annonce pour le mois de mai 1789.

Les Etats Généraux devaient être précédés d'Etats ou assemblées pour chaque province. En mars, gentilshommes de Saintonge, curés et représentants des divers corps ecclésiastiques, membres du Tiers Etat délégués par les assemblées primaires, se dirigent au présidial de Saintes. Le 16 mars, à 8 heures du matin, les trois ordres se rendent à l'église des Jacobins pour y entendre la messe du Saint-Esprit, le clergé à droite dans le

chœur, la noblesse à gauche, le Tiers dans la nef. Aux côtés de Monseigneur Pierre-Louis de La Rochefoucauld, évêque de Saintes, qui officie, se trouve le chanoine de Saint-Légier. Après un exil de neuf ans en Espagne et en Angleterre, au rétablissement du culte catholique par le Concordat, il sera nommé curé-archiprêtre de Jonzac. Son frère, Jean-Grégoire, vicomte de Saint-Légier, élu secrétaire par les représentants de la noblesse de Saintonge pour les réunions tenues du 17 au 26 mars, sera maire d'Ozillac du 23 fructidor an XII au 20 avril 1815 et, après une courte interruption aux Cent jours, jusqu'en 1830.

La préparation aux Etats Généraux, leur ouverture au 5 mai, n'arrêtent pas l'effervescence qui avait gagné les populations si calmes de la Saintonge. Un prône violent du vicaire de Saint-Thomas-de-Conac, le trop fameux Jacques Roux, chargé par la Commune, le 21 janvier 1793, de conduire Louis XVI à l'échafaud, déchaîne dans la paroisse, aux premiers jours d'avril, une émeute sanglante. Dans le voisinage immédiat d'Ozillac, dans la châtellenie de Saint-Simon-de-Bordes, les désordres trop fréquents portent le procureur fiscal Lacour à adresser la requête qui suit : « A Monsieur le Juge ordinaire de la châtellenie de Saint-Simon-de-Bordes.

« Le procureur fiscal de la présente juridiction vous
« remontre, Monsieur, que depuis longtemps il y a des assem-
« blées en chaque paroisse les dimanches et festes et particu-
« lièrement les festes locales qu'on appelle fréries, que dans
« les premiers temps on les établit pour un bon motif et un
« principe de religion, mais que cet ancien usage ayant changé,
« on ne voit plus dans ces sortes d'assemblées que des dis-
« putes, des querelles et des désordres de toute espèce de sorte
« qu'il est intéressant de prendre des précautions pour arrêter
« le cours de pareils scandales en interdisant les danses
« publiques qui donnent lieu aux crimes et aux malheurs dont
« on voit des exemples trop fréquents.

« A tant le procureur fiscal requiert qu'il vous plaise faire
« inhibitions et défenses à tous vos juridics de permettre ou
« souffrir chez eux aucunes danses publiques et à tous mènes-
« triers et joueurs d'instruments de jouer publiquement non
« seulement les jours d'assemblées, mais encore tous autres
« jours de l'année sans votre permission expresse qui pourrait
« être accordée en quelques circonstances. Le tout à peine de
« trente livres d'amende contre chaque contrevenant ; au sur-

« plus qu'il soit fait inhibitions et défenses à tous cabaretiers de vendre et débiter du vin pendant les offices de l'église, aux peines portées par les règlements. Et sera votre ordonnance exécutée provisoirement nonobstant opposition ou appellation quelconques et sans y préjudicier.

« Signé : LACOUR, procureur fiscal.

« Sur quoi nous faisant droit du réquisitoire du procureur fiscal, défendons à tous nos juridics de permettre ou de souffrir chez eux aucune danse publique et à tous ménestriers ou joueurs d'instruments de jouer publiquement les jours d'assemblées ni aucuns autres jours de l'année sans notre permission expresse que nous pourrions accorder en quelques circonstances, le tout à peine de trente livres d'amende contre chaque contrevenant.

« Au surplus, faisons inhibitions et défenses à tous cabaretiers de vendre et débiter du vin pendant les offices de l'église aux peines portées par les règlements.

« Et sera notre ordonnance affichée à la porte de l'église de cette paroisse dimanche prochain et exécutée provisoirement nonobstant opposition ou appellation quelconques et sans préjudice d'icelle de ce faire donnons pouvoir et mandement.

« Fait par nous, Pierre Bousquet, avocat en la cour, juge ordinaire civil, criminel et de police de la châtellenie de Saint-Simon-de-Bordes, étant au lieu des expéditions de justice, le huit juillet mil sept cent quatre-vingt-neuf.

« Ainsi signé à la minute : *Bousquet*.

« GUIET, commis au greffe. »

Ce réquisitoire portait la date du 8 juillet. Six jours plus tard, les Parisiens prennent leur forteresse. Michelet écrit dans la préface de son *Histoire de la Révolution française* : « L'Europe délira à la prise de la Bastille. » Le délire que l'imagination de l'historien visionnaire attribue à l'Europe en croyant l'honorer, exista réellement dans bien des villes, dans bien des campagnes de France : la paroisse de Fontaines y participa. Son bourg est à quinze cents mètres de celui d'Ozillac. Une partie de sa population se met en marche vers la paroisse voisine. On lui a parlé d'une invasion de brigands et elle va à leur rencontre les armes à la main. « Au moment où les patriotes de Fontaines approchent du bourg, M. Rigal

« à cheval s'avance vers eux. Il se permet quelques observations relatives à ce qui se passait et dit publiquement que l'on n'avait pas d'attaque à craindre, que cette alerte n'était qu'une machination de partisans de troubles. Au même instant, le nommé Perroteau couche en joue son pasteur et lâche la détente. Heureusement, l'amorce ne prit pas feu. M. Rigal, qui était extrêmement fort, pique droit à l'assassin, lui arrache son fusil. « Misérable, lui dit-il, quel mal t'ai-je fait pour chercher à m'ôter la vie. La tienne est en mes mains, mais je te pardonne. » A ces mots, tenant toujours le fusil d'une main, il le décharge en l'air. Perroteau est mort en 1837, après avoir langui plusieurs années dans une profonde misère, obligé d'implorer la charité publique et chargé du mépris de ses concitoyens qui ne pouvaient oublier son attentat. »

L'auteur de ce récit, l'abbé Richard, était curé d'Ozillac depuis quatre ans quand mourut Perroteau. Dans cette scène, reproduite d'après les souvenirs des acteurs et des témoins, l'abbé Rigal se montre ce qu'il sera toujours, aux heures de crise comme aux heures de calme, homme de décision, de courage intrépide, d'énergie indomptable, prêtre de charité forte et généreuse.

Si, au début et au cours de la Révolution, dans les classes dirigeantes, beaucoup d'hommes avaient eu la trempe de ce curé de campagne, bien des ruines et bien des hontes auraient été épargnées à la France.

A. MERCIER, curé d'Ozillac.

III

LES DÉBUTS DE FRANÇOIS D'ESPINAY-SAINT-LUC

DANS LE GOUVERNEMENT DE BROUAGE

(1579-1582)

(Suite)

Voyons maintenant ce qui se passait, pendant ce temps, aux environs de Brouage.

Le 12 février, Guy de Daillon (1), comte du Lude, gouverneur

(1) Guy de Daillon, comte du Lude et de Pontgibaut, baron d'Illiers, etc.. gouverneur du Poitou depuis le 22 novembre 1567. Il était fils aîné de Jean

du Poitou, écrit, de Niort, au roi que Saint-Luc fait rassembler près de Niort le plus d'hommes qu'il peut des deux religions par le sieur Soulerme pour amener à Brouage (1).

Peu de jours après, Guy de Daillon recevait du roi des instructions lui prescrivant d'ajouter son action aux premières démarches faites par Lancosme et sa réponse nous le montre prêt à agir.

« Au Roy (2).

Sire, Je ne feray faulte effectuer le commandement que Vostre Majesté me faict par celles qui luy a pleu m'escrire le XII^e du présent. Et pour y commencer j'envoye monsieur de La Frézelière (3) vers monsieur de Saint-Luc et les cappitaines estans en Brouage afin de sentir s'il et eulx satisferont aux commandemens de Vostre dicte Majesté. A quoy ledict sieur de La Frézelière sçaura mieulx persuader lesdicts cappitaines que nul autre pour ce que ces guerres dernières il leur a commandé en ce pays pour vostre service. Et pendant qu'il fera ce négoce je m'avanceray pour, suyvant le rapport qu'il me fera, satisfaire entièrement au commandement de Vostre dicte Majesté. Laquelle je supplie très humblement me faire cest honneur de croire que je n'y perdray ungne seule heure de temps pour luy rendre le très humble service et contentement qu'elle en désire. Suppliant Dieu lcelle maintenir et luy donner,

Sire, en parfaicte santé, très longue et très heureuse vye. De la Roussière près Coulonges les Royaulx, ce XVI^e jour de février 1580.

Vostre très humble et très obéissant sugect et serviteur.

GUY DE DAILLON. »

Les messages du roi, sur cette affaire, se succèdent de jour en jour. Pendant que Guy de Daillon, à Coulonges, à vingt kilomètres au nord de Niort, attend le résultat de la mission de son

de Daillon et d'Anne de Batarnay, mariés le 3 avril 1528. Il mourut le 11 juillet 1585.

(1) Lettre publiée aux *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. iv, p. 289.

(2) Bibliothèque nationale, fonds français 15562, fol. 120, original. Même lettre à la reine mère, fol. 123.

(3) Philippe Frézeau, sieur de La Frézelière, La Roche-Thibaud, etc., alors âgé d'un peu plus de 50 ans, servait dans la compagnie d'ordonnances de Lude, depuis 1557, comme guidon d'abord, puis comme lieutenant. Il était lieutenant du gouverneur en Poitou depuis le 23 février 1573.

lieutenant La Frezellière, le plus proche voisin de Saint-Luc, Charles Harpedanne, sieur de Belleville (1), lieutenant général pour le roi en Saintonge, ville et gouvernement de La Rochelle et pays d'Aunis, écrit, le 17 février (2), de Saintes, à Henri III, pour lui apprendre l'échec des premières négociations entreprises par Lancosme et le doute qu'il a sur le succès de celles que le comte du Lude va tenter à son tour.

Le 18 février, Lancosme lui-même écrit de Saintes et rend compte des démarches faites par l'envoyé spécial du roi, le sieur de Bourrique, arrivé à Saintes, le 12 février, et de leur résultat.

« ... Le sieur de Bourrique partit de ce lieu le 13 pour aller faire sa charge et en est retourné le 15, où, après avoir, avec son bon entendement, usé de toutes les raisons et moïens possibles pour réduire le sieur de Saint-Luc à son devoir et les autres capitaynes, il n'en tira autre résolution sinon qu'il suplioit Vostre Majesté le laisser en ce gouvernement quatre ou cinc moys et qu'en partir de là, il la remettroit à qui il sembleroit bon à Vostre Majesté moïennant que ce ne fust moy » (3).

On voit encore, par la longue lettre de Lancosme, que le sieur de Bourrique, à son retour de Brouage à Saintes, trouva de nou-

(1) Charles Harpedanne, dit de Belleville, écuyer, seigneur de Belleville et de Cosnac, Puybelliard, Sigournai, Chantenai, etc., chevalier de l'ordre du roi (18 octobre 1575), gentilhomme de sa chambre, capitaine de 50 hommes d'armes de ses ordonnances, conseiller d'Etat, lieutenant pour Sa Majesté en Saintonge, ville et gouvernement de La Rochelle et pays d'Aunis. Il descendait des Harpedanne, seigneurs de la Guyenne anglaise. L'un d'eux, Jean Harpedanne, seigneur de Montendre, chevalier anglais, général de l'armée anglaise en Guyenne et connétable d'Angleterre, puis conseiller et chambellan du roi de France, capitaine pour Sa Majesté en Périgord et capitaine de gens d'armes en 1388, épousa Jeanne de Clisson, fille du sire de Clisson décapité le 2 août 1343. Elle tenait la seigneurie de Belleville de sa mère Jeanne de Belleville. A partir de cette union, les descendants prirent le nom de Belleville, et ceux qui aboutissent à notre sujet se succèdent de père en fils dans l'ordre suivant :

Jean Harpedanne, dit de Belleville, épousa, en secondes noces, Jeanne de Penthievre.

Jean..., épousa, en 1427, Marguerite de Valois, fille naturelle du roi Charles VI.

Gilles..., épousa, en 1478, Guillemette de Luxembourg.

Jean..., épousa, le 26 juin 1524, Jacqueline de Sainte-Flaive.

Claude..., épousa, le 21 novembre 1541, Jeanne de Durfort.

Enfin Charles Harpedanne de Belleville qui épousa Marie-Claude de Rochechouart et mourut le 7 juin 1583.

(2) Lettre publiée aux *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. IV, p. 289.

(3) Bibliothèque nationale, fonds français 15562, fol. 138, original.

velles instructions apportées par Roger, valet de chambre du roi. Le 17, il repartait pour Brouage accompagné du lieutenant civil de Saintes et d'un trompette pour faire à Saint-Luc une nouvelle sommation « et en cas de refus, en faire un procès-verbal. » Trois ou quatre heures après ce second départ du sieur de Bourrique, Lancosme recevait de la cour un nouveau message qui lui faisait part de la mission confiée au comte du Lude et à son lieutenant, le sieur de La Frezelière, ce qui l'obligeait à avertir en hâte le sieur de Bourrique de ne rien précipiter. On lit entre les lignes de cette lettre que Lancosme sent déjà la volonté du roi moins ferme et que lui-même est prêt à s'effacer.

Une autre lettre de Belleville, datée de Saintes, 19 février, révèle la lassitude de négociateurs à bout d'arguments.

«... Le sieur de Bourrique a esté d'avis, lequel j'ay approuvé, que l'on n'attentast rien légèrement de peur que la chose n'estant bien commencée ne portast préjudice à la dignité et grandeur de Vostre Majesté, mais scullement que chacun se préparast et tint prest en attendant ce qu'il plaira à Vostre dicte Majesté d'ordonner » (1)...

Saint-Luc s'étant montré entièrement irréductible, le sieur de Bourrique repartait pour la cour à ce moment et tout se réduisait à des sommations et à des procès-verbaux. Cependant, ému par ces sommations, Jean de Rivery écrivit de son côté au roi pour s'excuser en arguant de sa bonne foi.

« Sire (2).

Les propos que m'a tenuz le sieur de Bourrique m'ont tellement attristé qu'ayant par iceulz cogneu (à mon grand regret) l'indignation en laquelle je suis encouru envers Vostre Majesté, je ne puis que je ne plaigne mon malheur et que je ne la suplie très humblement de croyre que je n'ay procédé au faict qui s'est passé que de la mesme façon que vous fera entendre ledict sieur de Bourrique par le discours que je luy ay donné signé de ma main, appelant Dieu à tesmoing si ce n'est la pure vérité, quelque autre impression que par aventure ledict sieur de Lancosme aye voulu donner à Vostre Majesté, en regettant sa faulte dessus moy qui ne pense, depuis trente-deux ans que je porte les armes, avoir jusques icy conduit la moindre chose du monde au détriment du devoir que j'ay à vostre service ; aussi me prometz-

(1) Bibliothèque nationale, fonds français 15562, fol. 140, original.

(2) Bibliothèque nationale, fonds français 15562, fol. 112, original.

je que Vostre Majesté entrera en ceste considération et jugera si je pouvoys honnestement desnier l'entrée du gouvernement, au sieur de Saint-Luc, n'estant icy qu'en son absence et n'ayant, lorsqu'il arriva, encores entendu chose quelconque de votre intention, de laquelle Vostre Majesté me fera, s'il luy plaist, cest honneur de m'esclaircy. En attendant je demeureray en devon [dévotion] d'y obéyr et satisfaire avec autant d'intégrité et de fidélité qu'elle saurait désirer. Sur ce je prieray le Créateur,

Sire, conserver Vostre Majesté en très parfaicte santé, très longue, très bonne et très heureuse vie. De Brouage, ce XV^{me} jour de février 1580.

Vostre très humble et très obéissant serviteur et sugect

POTOVILLE. »

Rivery n'en restait pas moins aux côtés de Saint-Luc à Brouage, et celui-ci, connaissant la faiblesse et l'inconstance du roi, opposait à sa colère des protestations de fidélité tout en laissant voir qu'il ne se laisserait pas forcer aisément. Il fit rédiger une sorte de lettre-circulaire destinée à éclairer sur ses intentions les personnages appelés à intervenir dans cette affaire ; et, à travers eux, le roi lui-même. Nous en avons trouvé deux expéditions conçues dans des termes identiques et adressées l'une au maréchal de Biron, lieutenant général pour le roi en Guyenne et l'autre au comte du Lude (1).

« Monsieur. Vous entendrez ung de ces jours, cy desjà vous n'avez entendu par Rogier, vallet de chambre du roy, comme sa Majesté a voluté de desmanteller Brouage, et qu'en ceste intention elle a envoyé Lancosme par decà, contre laquelle [intention] je me suis venu gecter icy pour m'y opposer préférant mes commoditez particullières contre ses voluntez et au bien public. Je vous supplie de penser, Monsieur, que, s'il luy eust pleu de me faire entendre que sa voluté eust esté telle, dès lors qu'ung peu avant que de partir de la court je luy ofris de me démettre de mes charges, il n'eust point falu pour cela y envoyer Lancosme avec une commission pour y commander et pour la surprendre au hasard de sa vie, ou à la honte de tant de gens d'honneur que j'ay icy dessous ma charge. Et toutes fois si sa voluté est telle, comme je n'en doute point (puisque'elle se daigne l'escripre par decà), il n'est point besoin de tant d'allarmes ny de faire levée de deniers pour cela sur ceux des Isles, ny entrer aux frais d'ung

(1) Bibliothèque nationale, fonds français 15562, fol. 152 et 153, originaux.

long siège, car, comme depuis que je suis né j'ay faict preuve d'estre fidel, très humble et très obéissant subiect de Sa Majesté, je le feray encore paroistre en cecy, s'il luy plaist m'envoyer une simple commission pour y procéder ; et croyez que je la raseray si bien que Lancosme n'y pourra habiter ; et ne plust à Dieu que cela fût et qu'il ne portât nul damage au service du roy. aulmoings je diray qu'on m'en a osté pour considération d'ung bien publicq et non pour défiance qu'on ayt de moy. Je vous supplie d'assurer le roy de ce que dessus et de me tenir pour votre serviteur qui en cest endroit vous baise bien humblement les mains et prie Dieu vous donner,

Monsieur, en santé, bien bonne et longue vie. De Brouage, le XXII^e jour de feburier 1580.

Vostre très humble affectionné serviteur.

SAINT-LUC. »

A ce moment la situation est des plus tendues ; le 2 mars, le parlement de Paris décrète la prise de corps contre le rebelle et le cite à comparaitre dans les trois jours, sous peine d'être exécuté en effigie. Saint-Luc s'en fit un argument de plus pour remontrer la nécessité où il était de se maintenir dans Brouage.

Les voisins de Saint-Luc paraissaient mettre peu d'empressement à intervenir. Nous avons vu entrer en ligne successivement : Jacques Savary de Lancosme dont le régiment avait été expulsé de Brouage ; Philippe de Volvire, marquis de Ruffec, gouverneur de l'Angoumois, Saintonge et Aunis et La Rochelle ; Charles Harpedanne de Belleville, lieutenant général au même gouvernement ; Guy de Daillon, comte du Lude, gouverneur de Poitou et Philippe Frézeau de La Frezellière, lieutenant général aussi en Poitou, sans compter les envoyés spéciaux de la cour. Lancosme s'était bientôt retiré : le comte du Lude suivit son exemple. C'est bien ce qui apparaît par le témoignage d'un contemporain.

« Et le dernier jour de mars 1580, désirant le roy augmenter les pouvoirs dudit conte du Lude, il le fit son lieutenant général des païs de Brouage, Alvert et Isles de Marennes et lui en fit expédier ses lettres révoquatoires de celles que Sa Majesté avoit auparavant faict expédier au sieur de Saint-Luc. Mais d'aillant que icelluy sieur de Saint-Luc estoit seulement pour quelque occasion disgratié de Sa Majesté et qu'il n'y avoit pas apparence luy oster, sans grande cognoissance de cause, ledict gouvernement, ledict sieur conte du Lude s'en excusa envers Sa Majesté

et la supplia y laisser ledict sieur de Saint-Luc, ce qu'elle a faict. » (1)

Un seul compétiteur, le sieur de Belleville, se maintint. Il considérait le gouvernement de Brouage comme faisant partie de celui de l'Aunis et Saintonge, dont il avait été détaché et se croyait naturellement appelé à le récupérer. Belleville entretenait donc armées aux dépens des populations de la Saintonge (2) sa compagnie de gens d'armes et quatre compagnies de gens de pied pour presser le rebelle, et il se flatta, un moment, de l'avoir réduit. Il lui avait envoyé un gentilhomme de confiance, le sieur de Saint-Léger, pour l'exhorter une fois de plus à se soumettre à la volonté du roi.

« ... A quoy, écrit-il (3), [Saint-Léger] le trouva tellement disposé que, pour mieux acheminer les choses, ils avisèrent qu'il seroit bon que nous nous veissions, ce que nous feismes hier où, après plusieurs discours, il conclut qu'il ne pouvoit sortir de ceste place que deshonoré et au péril d'une mort honteuse puisque la cour de parlement de Paris avoit commission de luy faire son procès, ce qu'il ne sçavoit encores quand cette ouverture se fist... »

Saint-Luc demandait d'être absous avant de prendre une décision. Evidemment il se moquait de Belleville. Et cependant celui-ci, qui comptait que Brouage serait bientôt remis dans son gouvernement de l'Aunis, remercie le roi « de ce qu'il luy a pleu réunir ceste place au gouvernement duquel elle avoit esté distraite ». Saint-Luc, de son côté, ne laissa pas échapper l'occasion de faire sentir l'importance de la place qu'il commandait et de ses services. Deux jours après la dernière lettre de Belleville, le 28 mars, il écrivait au roi, à la reine mère et au secrétaire d'Etat Villeroi (4) pour les avertir du remuement des Rochelais qui armaient des vaisseaux et faisaient sortir de leur ville 400 hommes, sous la conduite des capitaines Gargouillaud et La Val-

(1) *Recueil sommaire des généalogies, vies, mémoires et actes vertueux des seigneurs du Lude jusques à la présente année 1586*. Bibliothèque nationale, cabinet d'Hozier 116, dossier Daillon, cote 167, fol. 15, recto, original.

(2) Les magistrats municipaux de la ville de Saintes s'en plaignaient aux commissaires députés par le roi. Cf. Eschassériaux, *Etudes, documents et extraits*, p. 340.

(3) Lettre de Belleville à Henri III, de Saintes, le 26 mars 1580. Bibliothèque nationale, fonds français 15562, fol. 227.

(4) Bibliothèque nationale, fonds français 15562, fol. 233, 235 et 237.

lée, à dessein d'attaquer Brouage. Il prend à témoin de son rapport Lancosme lui-même qui lui a donné cet avis par le capitaine Péricart. « Je sçay, ajoute-t-il, qu'ilz n'auroient pas le couraige d'en venir là, sinon l'opinion qu'ils ont que je ne seray pas secouru de Vos Majestez. » Remarque destinée à faire sentir au roi le danger qu'il y aurait à vouloir le forcer dans Brouage quand l'ennemi se préparait à en tirer profit. De fait, la guerre fut déclarée ouvertement le 10 avril. Tout le parti protestant s'y était préparé et se soulevait en même temps.

Henri III avait probablement pris au sérieux les avis de Saint-Luc, car il daigna entrer en correspondance directe avec lui. Un capitaine gascon, Adam de Larralde, que le roi lui avait envoyé, retournait à la cour avec des dépêches de Brouage, lorsqu'il fut capturé par Pierre de Chouppes, partisan huguenot. La reine mère s'en émut ; elle écrivit à Chouppes pour lui intimier l'ordre de remettre Larralde en liberté et de lui rendre ses paquets. Simultanément elle informait le roi en lui expédiant le sieur de la Cormière, gentilhomme que Saint-Luc avait adressé au comte du Lude avec une lettre qui lui avait été transmise à elle-même, par le même porteur (1).

Toute cette correspondance dénote une certaine détente dans les relations entre la cour et Brouage ; et Saint-Luc, à cette époque, commençait à regagner les bonnes grâces de la reine mère. Au mois de juin, l'affaire de Brouage n'était cependant pas encore réglée. Quelle que fût l'intention réelle de Saint-Luc, il avait fait rédiger, à l'adresse de Belleville, un acte de ses conditions dans les termes suivants (2) :

« Ayant pleu au roy remettre en liberté la dame de Saint-Luc et le sieur de Lignery, faict délivrer au sieur de Saint-Luc un arrest d'innocence et d'absolution, ayant en oultre Sa Majesté déclaré que tout ce qui s'est faict à Broaige depuis qu'il y est entré a esté pour son service, ne voulant qu'il en soit jamais recherché, et davantage ayant Sa Majesté faict fournir à la dame de Saint-Luc Lxx^{vi} livres et permis au sieur de Saint-Luc de traiter de la récompense de son gouvernement avec le sieur de Belleville, il est tout prest de donner sa procuration aux condi-

(1) Lettres datées de Chenonceaux, 21 avril 1580. *Lettres de Catherine de Médicis*, t. vu, p. 254 et 255.

(2) Bibliothèque nationale, fonds français 15563, fol. 59 et suiv., original.

tions suivantes qu'il désire estre effectuées par le sieur de Belleville... »

Saint-Luc demandait :

70.000 livres à lui assignées sur la comptable (1) de Bordeaux et payables à la fin de l'année ;

13.000 livres que le roi lui avait assignées sur ses coffres et qui avaient dû lui être payées en mai 1580 ;

1.327 écus 46 sols 8 deniers pour ses état et pension en Brouage, de l'année passée ;

10.000 écus pour les réparations faites à la place, achat de vivres et munitions, construction de moulins et citernes, etc. ;

2.000 livres de pension qu'il avait sur l'évêché de Bayonne, pension que le roi lui avait fait abandonner au sieur de la Hillaire, gouverneur de Bayonne, quinze jours avant son départ de la cour ;

3.200 écus, pour 9.000 boisseaux de blé dont il avait fait provision à Brouage en 1579, par ordre du roi, et pour le paiement desquels il avait fait prendre engagement par le receveur Bonyn, lequel, n'ayant pu s'acquitter, était demeuré prisonnier ;

500 à 600 écus dus à des particuliers pour fourniture de chaux et autres matériaux employés aux fortifications et pour lesquels le sieur de Potonville s'était porté caution.

Enfin il demandait que les sommes qu'il avait lui-même ordonnées pour le paiement de la garnison fussent validées par le roi afin que la Chambre des Comptes ne donnât pas de *recupere tur* sur lui.

« Ces choses effectuées, il promet de bailler sa procuration pour remettre entre les mains du roy son gouvernement et en pourvoir le sieur de Belleville et luy promet de gentilhomme et d'homme d'honneur l'y establir, mettre en possession et le rendre maistre de Broaige.

« Faict audict Broaige, le VI^e juing 1580. »

A ce moment, Saint-Luc paraît assez disposé à céder son gouvernement à Belleville à condition, bien entendu, que celui-ci y mette le prix et paye comptant. Quelle circonstance a donc pu le rendre si accommodant ?

Peut-être l'espoir d'une nouvelle fortune fondée sur la faveur d'un haut personnage pour lequel sa situation de semi-volté est une recommandation.

(1) Droit de comptable perçu en nature sur tous les produits importés ou exportés dans la sénéchaussée de Bordeaux.

François, duc d'Anjou, Monsieur, chef naturel des *malcontents* du royaume, ne pouvait manquer à intervenir dans une affaire comme celle de Saint-Luc. Outre que toute occasion de faire pièce au roi son frère était bonne pour lui, il avait plus d'un projet en tête. Ce prince, qui avait déjà fait, en 1578, une première tentative sur les Pays-Bas, en reprenant pour son compte les visées de Coligny, était alors sur le point de s'engager dans une nouvelle entreprise en Flandre et cherchait des hommes pour le seconder. D'autre part, pour Saint-Luc, avoir l'appui de Monsieur, c'était mettre un fort atout dans son jeu. Le rapprochement s'effectua. Au mois de juin, on disait que, par l'entremise du vieux maréchal de Cossé, oncle de sa femme, il était entré au service de Monsieur avec une pension de quatre mille écus. Puis sa situation apparait bientôt plus brillante encore ; il s'agit maintenant d'un traitement de mille francs par mois, plus la solde de douze capitaines et même la charge de colonel de l'infanterie de Monsieur, en cas de guerre (1). Une si belle perspective ne fait pas perdre à Saint-Luc la vue de Brouage, elle le rend seulement plus fort et plus exigeant. Belleville, mis au pied du mur, ne peut trouver les fonds nécessaires ; qu'à cela ne tienne ; Saint-Luc gardera Brouage.

On aperçoit très bien comment Saint-Luc évolue habilement entre deux ou trois combinaisons qu'il mène de front, se réservant, en fin de compte, de choisir celle qui lui paraîtra la plus avantageuse. Soit qu'il tire de Belleville une bonne somme de son gouvernement et trouve en même temps une situation de premier ordre auprès de Monsieur, soit qu'il se maintienne dans ce riche gouvernement de Brouage, après avoir enfin conquis l'agrément du roi, ce qui évidemment serait pour lui la solution de choix. C'est aussi l'objectif qu'il poursuit avec le plus d'attention en s'aidant des circonstances du moment qui lui sont favorables.

La nouvelle guerre, récemment ouverte par les protestants, n'avait pas l'envergure des précédentes : il s'y mêlait des intrigues féminines qui la firent nommer par les contemporains *la guerre des amoureux* ; elle était cependant cruelle et pouvait devenir dangereuse. Le 29 mai, le roi de Navarre avait fait pétarder une des portes de Cahors et avait enlevé lui-même la ville après cinq jours de lutte et en répandant beaucoup de sang.

(1) Cf. M. J.-B. Vincent, *Revue maritime*, octobre 1912, p. 37.

Brouage touche à la Guyenne ; l'agitation des protestants faisant diversion, l'étreinte légère des troupes royales, qui surveillaient la place, se relâche aussitôt.

La nouvelle de la surprise de Cahors avait mis Henri III hors de lui, et le comte du Lude reçut aussitôt des ordres pour s'opposer de toutes ses forces aux progrès de l'insurrection, en attendant que l'armée du maréchal de Biron (1) fût prête à agir en Guyenne. Lancosme, qui s'était d'ailleurs désintéressé personnellement de Brouage, n'eut pas à employer contre cette place les 2.000 hommes qu'il avait rassemblés, il les mena escarmoucher contre les protestants aux environs de Saint-Jean-d'Angély ; puis le comte du Lude employa ce même régiment pour l'investissement de Montaigu (2).

Saint-Luc, de son côté, avait pris nettement position contre les adversaires de la cour. Nous avons vu qu'avant l'ouverture des hostilités il avait rendu compte au roi des menées des protestants autour de Brouage, et que Henri III, sans oublier le passé, échangeait régulièrement des dépêches avec lui et lui faisait transmettre des ordres de service. Pour manifester sa bonne volonté, Saint-Luc fit contre La Rochelle une démonstration qu'il ne put pousser bien loin car ses ressources étaient restreintes. Toutefois, comme il paraissait alors s'entendre avec Lancosme, les Rochelais purent croire ou feindre de croire que sa disgrâce apparente n'était qu'une manœuvre destinée à les surprendre (3).

Peut-être, en cette occasion, Saint-Luc fût-il surtout poussé par un sentiment d'animosité personnelle contre l'ennemie naturelle de Brouage ; son zèle fut jugé excessif par la cour, La Rochelle paraissant cette fois peu disposée à marcher dans l'intérêt du parti. Aussi Henri III écrivit-il à Saint-Luc de suspendre toute entreprise de ce côté pour ne pas « ébranler » les Rochelais (4).

La fin de l'année est bonne pour Saint-Luc ; au mois de no-

(1) Armand de Gontaut, baron de Biron, sieur de Chefboutonne, etc., né en 1524, tué au siège d'Eprenay le 26 juillet 1592. Il était maréchal de France et lieutenant général en Guyenne depuis le 2 octobre 1577.

(2) Lettre du comte du Lude à Henri III, Niort, 28 août 1580. Bibliothèque nationale, fonds français 15563, fol. 145, original.

(3) Le Père Arcère, *Histoire de La Rochelle*, t. II, p. 51.

(4) Lettre du 10 octobre 1580. Cf. Ch. de La Roncière, *Histoire de la marine française*, t. IV, p. 175, note,

vembre 1580, nous voyons les compagnies de Brouage régulièrement payées par le trésorier de la guerre et Eustache de Lignery, qui était sorti de la Bastille, faire montre d'une de ces compagnies (1). Enfin, le premier décembre, Lancosme recevait 400 écus pour son voyage en certain endroit qu'on ne voulait pas nommer.

« Je, Lancosme, gentilhomme ordinaire de la chambre du roy, confessons avoir eu et receu comptant de Maistre Jacques Le Roy, conseiller dudict seigneur et trésorier de son espargne. la somme de quatre cens écus sol., à moy ordonnés pour ung voiage que j'ay faict en poste et par commandement et pour le service de Sa Majesté en certain lieu et endroit dont Sa Majesté n'a voulu estre faict aucune mention. De laquelle somme de IIIIc escus je me tiens content et bien payé et en ay quicté et quicté ledict Le Roy, trésorier de l'espargne susdict et tous autres. Tesmoing mon seing manuel et cachet de mes armes cy mis, le premier jour de décembre M Vc quatre-vingtz.

LANCOSME. » (2)

Bien que cette quittance ne puisse pas être prise pour un acte d'abolition, elle jette comme un voile discret sur certains malentendus qu'on serait peut-être disposé à oublier en haut lieu. Mais voici qu'approche le temps de l'échéance des engagements de notre habile politique envers Monsieur. Comment va-t-il s'en tirer ?

Les hostilités avec les protestants venaient d'être de nouveau interrompues par un traité signé, le 26 novembre 1580, à Fleix sur la Dordogne (3), entre le roi de Navarre, la reine mère et François, duc d'Anjou. Cette paix avait été hâtée par l'impatience du duc d'Anjou que les provinces des Pays-Bas, révoltées contre l'Espagne, appelaient en lui offrant la souveraineté.

Dès la fin de l'année 1580, sous l'impulsion de ce prince, un premier rassemblement de troupes avait été formé en Picardie sous le commandement de La Rochepot (4) et de Fervacques (5)

(1) Bibliothèque nationale, fonds français 25811, pièce 464.

(2) Bibliothèque nationale, pièces originales 1634, dossier Lancosme, cote 1.

(3) Articles de Fleix, modifiés à Coutras, le 7 décembre ; ratifiés par Henri III, à Blois, le 26 décembre 1580.

(4) Antoine de Silly, comte de La Rochepot, baron de Montmirail, second fils de Louis de Silly, seigneur de La Roche-Guyon, et d'Anne de Laval, dame d'Acquigny et de La Rochepot, mariés le 16 février 1539. Il fut chevalier des ordres du roi en 1595 et gouverneur d'Anjou.

(5) Guillaume de Hautemer, sieur de Fervacques (1538-1613), capitaine pro-

qui correspondaient déjà avec les révoltés des Pays-Bas. Aux derniers jours d'avril 1581, le duc d'Anjou, enfin dégagé des dernières conférences dans lesquelles on avait longuement ergoté sur l'interprétation des conditions de la paix récente, se mettait en devoir de réunir le gros de son armée et de se rapprocher du Nord de la France. Il avait à surmonter un premier obstacle. L'expédition qu'il fomentait était complètement désapprouvée par Henri III et par la reine mère qui mettaient tout en œuvre pour l'en détourner et en dégoûter ses adhérents.

Au milieu du mois de mai, Catherine vint trouver son fils à Alençon et fit une nouvelle tentative pour l'arrêter sans arriver à vaincre son obstination. Très perplexe et redoutant un coup de tête de son fils François, elle tente alors de changer les dispositions du roi, mais « ledit seigneur roy demeure ferme à ne vouloir gouter les desseins de sondit frère, ny laschier la bride à ceulx de son royaume pour le suivre, moins l'assister et ayder » (1).

Les partisans de Monsieur n'étaient guère ménagés ; et l'oncle, par alliance, de Saint-Luc, le maréchal de Cossé, en eût l'épreuve. Après avoir fermement promis à Monsieur de l'accompagner, intimidé par les rebuffades et même les menaces que lui fit la reine mère à son retour du voyage d'Alençon, le maréchal abandonna la partie et se retira dans sa maison de Poitou. Son grand âge et ses infirmités lui servaient d'excuses (2), mais cette concession ne fit que lui attirer une nouvelle avanie. A quelque temps de là, le roi, feignant d'ignorer ce qui s'était passé, demanda un jour au duc de Guise si le maréchal *non era un gran poltrone* d'avoir laissé Monsieur dans l'embarras après tant de promesses (3).

L'armée que Monsieur emmenait dans les Flandres était formée d'un mélange de protestants qu'entraînait le désir de secourir leurs correligionnaires contre l'Espagnol, de catholiques

testant, très actif, serviteur et ami du roi de Navarre, puis chef de la maison du duc d'Anjou et lieutenant général de ses troupes, maréchal de France le 26 septembre 1597.

(1) Lettre de Jo. Battista de Tassis, ambassadeur d'Espagne, au prince de Parme, Blois, 28 mai 1581. Cf. Muller et Diegerick, *Documents concernant les relations entre le duc d'Anjou et les Pays-Bas*, t. iv, p. 66.

(2) Il mourut dans son château de Gonnort, en Poitou, le 15 janvier 1582.

(3) Lettre de Renieri, Paris, 28 avril 1581. Documents inédits, *Négociations France et Toscane*, t. iv, p. 390.

malcontents et de tout l'élément turbulent qui ne trouvait plus à s'employer en France.

« En ce temps-là, écrit le vicomte de Turenne (1), chacun pensoit estre bien payé en dépensant son argent pour faire des troupes avec lesquelles on peut acquérir de l'honneur, j'y allai volontaire. » Saint-Luc fit aussi des troupes et les fit même très bonnes. Mais pouvait-il, sans risque, laisser complètement Brouage et suivre Monsieur ? Le roi, rendu plus maître par la soumission des protestants, serait peut-être tenté de remettre en question la charge de Saint-Luc et nous verrons que Henri III y songeait encore. Témoigner à ce moment d'un grand attachement à son frère n'était pas le moyen de regagner sa faveur. Saint-Luc renouvela cependant sa promesse au duc d'Anjou, lorsque ce prince, aux premiers jours du mois de mai, traversait le Poitou pour se rendre à Alençon.

L'agent secret du grand duc de Toscane, Enea Renieri, qui relève ce dernier détail dans sa correspondance, nomme Saint-Luc quand il énumère, dans une lettre du 16 mai, les forces sur lesquelles Monsieur peut compter (2). Il est encore mentionné avec sa « cavaillerie » dans l'état de l'armée du duc d'Anjou (3) dont la montre allait être faite à Montereau-Faut-Yonne, document de la fin du mois de juin. Un prêtre de Provins (4) voit Saint-Luc parmi les seigneurs qui viennent saluer le duc d'Anjou dans le temps que ce prince passa à Provins, du dimanche 23 au jeudi 27 juillet. Enfin un gentilhomme de la suite de Monsieur, Jules de Richy, donnant le dénombrement de l'armée, alors qu'elle se trouvait aux frontières de Flandre, au commencement du mois d'août, signale sa présence à la tête de sa troupe :

« Le sieur de Saint-Luc luy amena un fort beau régiment d'infanterie et cent cinquante gentilshommes bien montés et bien armés avec casacques de satin orangé et grandes benderolles à leurs lances, de mesme livrée, car de ce temps-là toute la gendarmerie portoit lances (5).

(1) *Mémoires du vicomte de Turenne*, collection Petitot, 1^{re} série, t. xxxv, p. 200.

(2) Documents inédits. *Négociations France et Toscane*, t. iv, p. 365.

(3) Muller et Diegerick, *Documents concernant*, etc., t. iv, p. 101.

(4) Documents inédits. *Mémoires de Claude Haton*, t. II, p. 378.

(5) Jules de Richy, *Discours véritable de l'entreprise d'Anvers*, Paris, s. d. (1644).

Il s'agit là de la compagnie d'ordonnances (1) dont Saint-Luc était le titulaire et qu'il employait sans qu'on puisse dire si c'était de l'aveu du roi. Officiellement et surtout devant l'Espagne, Henri III déniait tout secours à son frère et promulguait de vaines ordonnances pour faire dissiper ses troupes qui causaient d'ailleurs d'infinis désordres. Personnellement il était on ne peut plus mal disposé à son égard, mais il éprouvait un certain soulagement à le voir sortir de France; et, en fin de compte, il l'aidait en sous-main, encore que ce fût avec grande répugnance.

Saint-Luc chemina donc dans l'armée du duc d'Anjou, mais il ne paraît pas qu'il ait abandonné pendant un temps bien long son gouvernement de Brouage; peut-être même employa-t-il, pour le rassemblement et la conduite des troupes qu'il destinait au duc d'Anjou, son cousin Eustache de Lignery. Celui-ci, dans un rôle de montre de sa compagnie, à la date du 18 mars 1581, est porté absent « et néanmoins passé comme présent de l'ordonnance du sieur de St-Luc » (2).

Au mois de juin, Saint-Luc est toujours à Brouage et le roi lui fait de nouveau proposer des arrangements au sujet du commandement de cette place, soit qu'il le remette entièrement à Sa Majesté contre une certaine somme, soit qu'il laisse casser un tiers de sa garnison et rétablir le commandement comme il y était (3). C'est-à-dire que le roi désirait au moins rétablir à Brouage un mestre de camp et des compagnies à sa dévotion, comme celles que Lancosme y avait eues autrefois.

Ce n'est qu'entre la fin du mois de juin et la fin du mois d'août que Saint-Luc accompagna l'armée du duc d'Anjou, mais il ne suivit pas ce prince pendant toute la première phase de son expédition en Flandre.

Nous n'avons pas à entrer ici dans le détail de cette campa-

(1) « Monsieur de Saint-Lucq a amenez une belle troupe de chevaux, de gentilshommes volluntaires et entre aultres la sienne des ordonnances du roi frès chrétien, en nombre de cent quatre-vingt-six chevaux combattantz. » Lettre du Cateau-Cambrésis, 13 août 1581. Muller et Diegerick, *Documents concernant*, etc., t. iv, p. 175.

(2) Bibliothèque nationale, fonds français 25811, pièce 481 Par contre Saint-Luc est compris dans un rôle de sa compagnie, au 20 septembre (Bibliothèque nationale, nouvelle acquisition française 8633, cote 27). Il est vrai que ce rôle est signé de la main de son lieutenant de compagnie, Antoine de Malespine, mais il laissait d'ordinaire le soin de la signature à son lieutenant.

(3) Lettre de Renieri, Paris, 3 juillet 1581. Cf. M. J.-B. Vincent, *loc. cit.*, p. 37.

gne incohérente et trouble, nous rappellerons seulement que Monsieur, après être entré triomphalement dans Cambrai (1), le 18 août, en refoulant l'armée du duc de Parme qui assiégeait cette ville, fit d'abord quelques progrès en Flandre et s'empara de quelques places ; mais, dès la fin du mois d'août, il était obligé de reculer, « sa troupe étant déjà pleine d'autant de divisions que de têtes », comme l'écrit d'Aubigné (2). Le 10 septembre il était personnellement rentré en France pour y faire de nouvelles troupes et il passait, à la fin du mois d'octobre, en Angleterre où il fut, pendant trois mois, le jouet de la reine Elisabeth et de ses pseudo-velléités matrimoniales.

Dès son retour en France, Monsieur avait dépêché à Saint-Luc un sien beau-frère (3) (*un suo cognato*) pour lui recommander de ne quitter Brouage à aucun prix. C'est le gouverneur de Péronne qui en faisait la confidence à Renieri (4).

Ce message affirme bien la présence de Saint-Luc à Brouage et ne s'expliquerait pas si celui-ci ne s'était pas séparé du duc d'Anjou depuis un certain temps.

Saint-Luc n'eut aucune peine à obéir à l'ordre qu'il venait de recevoir. Quant au remaniement de sa garnison proposé par Henri III, c'était encore un point sur lequel il entendait en user à sa propre convenance ; et de fait, avec ou sans la bonne volonté du roi, il entretenait sa garnison en état.

Les rôles de montres que nous avons dépouillés permettent de constater que, dans l'année 1581, la solde de ses six compagnies est régulièrement payée par le commis du trésorier de l'extraordinaire de la guerre. Quatre de ces compagnies sont de 50 hommes chacune ; celle de Saint-Luc et celle du sieur de Potonville sont de 100 hommes. Mais Saint-Luc les voudrait plus fortes : il fait valoir le voisinage hostile de La Rochelle et obsède le roi de ses réclamations. On comprend aisément comment le roi, après ce qui venait de se passer, ne mettait aucun empressement à lui donner satisfaction.

(1) Aussitôt après le ravitaillement de Cambrai, un grand nombre de gentilshommes volontaires rentrèrent en France. C'est sans doute à ce moment que Saint-Luc se sépara du duc d'Anjou.

(2) *Histoire universelle*.

(3) Un sien beau-frère, probablement Antoine d'Estourmel, seigneur de Plainville, qui avait épousé Suzanne d'Espinay, la seconde des deux sœurs aînées de Saint-Luc, issues d'un premier lit. Antoine d'Estourmel était le frère de Michel d'Estourmel, seigneur d'Estourmel, *gouverneur de Péronne*, qui avait épousé Antoinette d'Espinay, l'autre sœur consanguine de Saint-Luc.

(4) Lettre de Renieri, Paris, 31 octobre 1581, Cf. M. J.-B. Vincent, *loc. cit.*, p. 38.

Il courait aussi sur le compte de Brouage de bien fâcheux bruits. Les forbans se réfugiaient, paraît-il, dans le havre, et y trouvaient des facilités pour écouler le produit de leur piraterie. Saint-Luc, dans une lettre adressée au roi (1), se défend de cette accusation, encore une calomnie de La Rochelle qui met tout simplement à l'actif de Brouage ce qui se passe chez elle. Quant à lui, il a déjà fait voir comment il traite les pirates, « l'exécution qui a esté faitte de ceux que j'ay peu faire appréhender en est un assez suffisant témoignage », et il saisit l'occasion d'étaler sa faiblesse qui ne lui permet point de réprimer leur audace comme il le voudrait.

«... Je ne sçaurois empescher que telles gens ne tiennent la mer n'ayant ny esquipage ny forces pour leur courir sus et ne sçaurois respondre que de la portée du canon (2), estant réduit à telle extrémité que je ne sçaurois avoir mis vingt arquebuziers hors de ceste place sans la laisser en hazard... »

Il se trouve ainsi amené à s'excuser de la liberté qu'il a prise d'outrepasser l'état du roi pour l'entretien de sa garnison, ne sachant si Sa Majesté a été saisie de ses « remonstrances » et n'ayant reçu aucune réponse à ce sujet.

« Je me souhète la mort pour estre si malheureux de voir Vostre Majesté si fort irritée à l'encontre de moy pour ceste occasion, mais elle sera d'icy en avant obéye et son estat suivy de point en point, sur ma vye et sur mon honneur, suplyant très humblement Vostre Majesté. Sire, de commander les expéditions nécessaires pour la despence qui y a esté faicte ceste année... »

Pour payer sa garnison, Saint-Luc n'était pas embarrassé ; il était à la source des bonnes recettes du bureau des sels de Brouage ; les fonds ne lui manquaient pas, il réclamait seulement les expéditions qui en régulariseraient l'emploi. A la rigueur, le *recuperetur* de la Chambre des Comptes ne l'eût guère ému, il en avait vu d'autres et les capitaines absents étaient bien payés « de l'ordonnance du sieur de Saint-Luc ».

(La fin au prochain numéro).

JULES SOTTAS.

(1) Lettre datée de Brouage, 25 novembre 1581. Bibliothèque nationale, fonds français 15655, fol. 146, original.

(2) Il y avait sept pièces de canon à Brouage, d'après une lettre du maréchal de Matignon, du 12 novembre 1585. (Bibliothèque nationale, fonds français 15571, fol. 113).

DOCUMENTS

INVENTAIRE DES SÉRIES DÉPARTEMENTALES DES ARCHIVES NATIONALES RELATIVES A LA CHARENTE-INFÉRIEURE

(Suite).

13 nivôse VII. — Arrêté du Directoire nommant Pierre-Hector Savary son commissaire près l'administration centrale, au lieu de Lagarosse, révoqué.

17 nivôse VII. — Lettre du citoyen Guilhermy, de Saint-Martin-de-Ré, demandant cet emploi.

9 prairial VII. — Roy, président ; Barthélémy, Boichot, Flornoy et Lériget, administrateurs ; Savary, commissaire du Directoire ; Marchant, secrétaire-général ; Fruger, secrétaire-adjoint, adressent leur signature au Directoire.

Frimaire-ventôse VII. — Dossier relatif à une dénonciation dirigée contre Dubreuil, président de l'administration municipale de La Rochelle et ancien greffier de l'amirauté, l'accusant d'avoir versé dans les caisses publiques en assignats, une somme qu'il avait reçue en numéraire.

14 et 17 floréal VII. — Etat des membres des administrations municipales et appréciation sur leur capacité et leur patriotisme ; est proposée la destitution des suivants comme royalistes ou fanatiques : Allain, adjoint de Rouffiac ; Poupelain, agent municipal de Saint-Sauvant.

Savary fait observer que, vu la rareté des sujets, il n'a pas proposé la destitution de ceux qui, quoique peu capables, sont bons républicains et probes.

Autre état complémentaire signalant comme à destituer pour royalisme et fanatisme : Balanger, agent de Saint-Ciers ; Masson, adjoint de Courçon ; Rousseau, adjoint de Sauveur ; Guay, adjoint d'Angliers ; Pasquier, adjoint de Pont-l'Abbé ; Garnier, adjoint de Rouffignac ; Yzave, adjoint de Saint-Georges-de-Didonne.

Etat des commissaires du Directoire en l'an VII ; modifications opérées depuis l'an VI. — Ars : Lamothe, au lieu de Marcellat, démissionnaire ; Courçon : Dénéchaud, au lieu de Réal,

appelé à d'autres fonctions ; Charente : Regnault, au lieu d'Avezou, révoqué ; Cîré : Humeau, au lieu de Bonnan, appelé à d'autres fonctions ; La Rochelle (ville) : Réal, au lieu de Béraud, appelé à d'autres fonctions ; La Rochelle (canton) : Regnault, au lieu de Grabeuil, révoqué ; Marennnes : Ganier, au lieu de Guillet, appelé à d'autres fonctions ; Montguyon : Ratier, au lieu de Bart, démissionnaire ; Rochefort (ville) : Texier, au lieu de Boisshot, appelé à d'autres fonctions ; Rochefort (canton) : Bessière, au lieu de Texier ; Saintes (ville) : Meaume, au lieu de Vanderquand, démissionnaire ; Surgères : Bonneau, au lieu de Levallois, appelé à d'autres fonctions ; Saint-Aigulin : Gardrat, au lieu de Frichon, appelé à d'autres fonctions ; Tonnay-Boutonne : Boisshot.

11 fructidor VII. — Destitution de Barrière et de Hoste, administrateurs municipaux de Rochefort ; de Laverny, président de l'administration de Jonzac ; de Pasquier, agent municipal de Pont-l'Abbé ; de Barbotin, président de l'administration de Surgères ; de Degènes, agent municipal de Noulliers.

F. I, B. II. — CHARENTE-INFÉRIEURE (2^e carton).

Liste des sous-préfets. — De La Rochelle : Traversay (11 germinal VIII) ; Demissy (19 thermidor X) ; Hersant-Destouches (25 frimaire XII) ; Angellier (24 mars 1809) ; Carré de Saint-Gemme (14 janvier 1811) ; Joly-d'Aussy (7 avril 1811).

De Saint-Jean-d'Angély : Duret (11 germ. VIII) ; Maillard (25 frim. XII) ; Griffon (16 mars 1809).

De Rochefort : Augier de la Saussaye (11 germ. VIII) ; Samuel Bernard (25 frim. XII).

De Saintes : Angellier (1811).

De Jonzac : Ratier (11 germ. VIII) ; Thénard-Dumousseaux (25 frim. XII).

De Marennnes : Guillotin-Fougère (11 germ. VIII).

16 nivôse VIII. — Lettre du citoyen Dhoste, ex-administrateur municipal de Rochefort, protestant contre sa destitution et demandant l'application à son fils, élève à l'Ecole du génie et incorporé dans l'artillerie, de la résolution du 30 frimaire.

27 nivôse VIII. — Arrêté du département suspendant Bouteillé, agent municipal de Saint-Aigulin, qui s'est abstenu de prêter son concours au commissaire du Directoire pour disperser un rassemblement formé dans l'église, dont les membres

qui sonnaient les cloches, ont injurié le commissaire qui les sommait de se disperser.

8 pluviôse VIII. — Dénonciation, par Daulnis, lieutenant de port à Royan, de Faye, commissaire du Directoire, « comme fauteur de désertion et d'insubordination des marins ».

- 24 fruct. VIII. — Lettre de Français, préfet, annonçant qu'il se rend dans les arrondissements de La Rochelle, Rochefort et Saint-Jean-d'Angély pour examiner les travaux de dessèchement des marais.

Liste des administrateurs destitués en l'an VIII. — Le président de l'administration et 4 administrateurs de Saintes (22 ventôse, 13 prair., 16 mess.) ; les agents municipaux de Saint-Agnan (3 vend.), de Plassay (19 vend.), de Châtelailлон (23 vend.), de Siecq (9 frim.), de Taugon-la-Ronde (19 nivôse), de Saint-Maurice (23 germ.), de Trignac (1 fruct.), de Nouailliers, de Pont-l'Abbé (11 fruct.) ; des présidents des administrations de Surgères et de Jonzac et administrateurs de Rochefort.

Tableau des administrateurs des districts en 1790. — Saintes : Guilleau, président ; Dugué, Mareschal, Ardouin, Godet, Moreau, Eschassériaux, Dubois, Repéré, Gorry, Lévêquot, Rouillet ; Dupinier, procureur-syndic ; Godet, secrétaire.

La Rochelle : Massias, président ; Demissy, Despérour, Julliot, Boutiron, Poupet, Julliot, Vexiau, Griffon, Deschézeaux, Guillet, Boutiron ; Raoult, procureur-syndic ; Bruna, secrétaire.

Rochefort : Hervé, président ; Brodau, Combault, Landrieu, Moreau, Audry, Mestardier, Guitton, Croizetièrre, Levallois, Orceau. Testu ; Guiton, procureur-syndic ; Savigny, secrétaire.

Marennes : Senné, président ; Bourreau, Bernard, Renaud, Bednarsky, Marchand, Paillet, Granier, Lozeau, Allenet, Dousson, Bouyer ; Dubois, procureur-syndic ; Perrin, secrétaire.

Pons : Trébuchet, président ; Raboteau, Vinet, Lamartinière, Bérauld, Laverny, Maignac, Augé, Potet, Chouteau, Longue-teau, Beaudry ; Renaud, procureur-syndic ; Bosson, secrétaire.

Montlieu : Gombault, président ; Furet aîné, Le Clerc, Frichon, Broussard, Roche l'Américain, Florence, Rocher, Bourdier, Broussard, Châtellier, Roche ; Arnould, procureur-syndic ; Furet, secrétaire.

Directoires. — Saintes : Dugué, Ardouin, Eschassériaux, Dubois.

La Rochelle : Despérour, Demissy, Julliot, Boutiron.

Saint-Jean-d'Angély : Guillonnet, Chaigneau, Bouisseau, Augier.

Rochefort : Croizetièrre, Levallois, Orceau, Testu.

Pons : Potet, Chouteau, Longueteau, Baudry.

Montlieu : Furet, Leclerc, Florence, Laroche.

Marennas : Granier, Lozeau, Allenet, Dousson.

23 pluviôse VIII. — Rapport de Corbigny, agent secret du ministre de l'Intérieur, faisant observer que l'administration centrale compte une vacance que l'on ne comble pas, parce qu'on s'attend à une dissolution prochaine, ce qui surcharge de travail les membres encore en fonction. Cette administration est généralement composée, exception faite de Savary et de Roy, de fonctionnaires d'« un talent très médiocre et d'opinions autrefois beaucoup trop chaudes », « reste d'un parti peu nombreux, mais actif et audacieux, qui a pris droit de son attachement à la Révolution dès son origine, pour s'emparer des emplois publics et les conserver éternellement ». « Ce parti n'est pas celui des lumières qui sont, à la vérité, très peu répandues dans le département. » Les administrations municipales de Saintes, La Rochelle et Rochefort sont en grande partie formées de gens « à opinions patriotiques exagérées ». Le parti intermédiaire n'existe point dans le département. La ville de Saintes ne tirait son existence que de l'évêque, du chapitre et de la noblesse extrêmement riches; la bourgeoisie avait adopté les opinions et les mœurs, d'une sévérité excessive, de la première société. Le jansénisme le plus outré y avait trouvé son asile; il n'y existait qu'une seule famille calviniste.

A La Rochelle, la noblesse, assez nombreuse, n'a jamais varié dans son opposition. Le commerce, d'abord favorable à la Révolution, a, depuis qu'il a été frappé dans ses intérêts, pris en général une forte aversion pour les institutions nouvelles, qui ne se calmera que par la paix. Rochefort n'est qu'une colonie malsaine dont presque tous les habitants, dépendant de l'administration, ont leurs opinions commandées.

L'Ecole centrale de Saintes a peu prospéré. A défaut de sujets, il faudra prendre le préfet hors du département. Le premier soin de celui-ci devra être la réfection des routes, qui sont dans un état qui ne se peut imaginer, et le dessèchement des marais de Rochefort qui enlèvent, chaque année, à cette ville le quart de sa population.

(A suivre).

YVES HEURTEL.

QUESTION

N° 822. — Dans un journal quotidien de la région, l'auteur d'un article consacré au frère de Diderot dit la famille de Mgr de Pardaillan de Gondrin, évêque de Langres, possédait le comté de Neuvicq-sous-Matha.

A quel moment cette localité a-t-elle été érigée en comté ?
En faveur de qui ?

E. R.

LIVRES ET REVUES

Archives historiques de la Gironde, tome XLVII. — *Arrêts du parlement de Guienne concernant l'histoire de la Réforme dans le ressort de ce parlement*, transcrit par M. H. Patry.

1554, 9 août. La cour ordonne de payer à Jean Favereau, marchand de Pons... (et autres), venus déposer comme témoins dans l'instruction du crime d'hérésie contre M^e Jehan du Tour, prestre, la somme de 10 livres, sauf répétition, contre l'évesque de Saintes. — *Même date*. Arrêt condamnant Nicolas Laverdin et Jean Salomon, libraire, suspects d'avoir mis en vente des livres réprouvés par la Faculté de théologie, à faire amende honorable, en la ville de Saint-Jean-d'Angély, au-devant l'église dudit lieu, où les livres réprouvés ont esté trouvés, saisis, seront bruslés et mis en cendres, et ce faict les bannist à perpétuité du ressort de la ditte court. — 18 août 1554. Ordonnance de faire exécuter l'arrêt précédent. — *Même date*. Arrêt ordonnant enquête contre Pierre Bérauld, maistre d'escolles de la ville de Saint-Jean-d'Angély, et Clinet Guython. « Le dit Bérauld fera apparoir que du temps qu'il a régenté et tenu lesdittes escoles qu'il faisoit dire journellement le *Salve regina* à ses disciples et le leur faisoit chanter comme on a acoustumé ès-collèges des universitez de ce royaume », aussi qu'il fit brûler les livres d'Erasmus Surserieu de *verra et falsa religione*. — 21 août 1554. Madeleine d'Angliers, damoiselle, veuve du seigneur de La Ferrière, est condamnée à 100 livres d'amende.

23 août 1554. Arrêt condamnant Guillaume Heulet, Ozanne Mériaud, sa femme, à faire amende honorable, un jour de dimanche, devant l'église de Mirambeau, à assister à un sermon, « de ne adjouter foy aux illusions diaboliques », à estre batus de verges par les cantons de Mirambeau le premier jour de marché. — 11 septembre 1554. Arrêt en l'affaire où sont impliqués François Sarrau, Jehan Boubes, André des Brach, Jeannot Gireu, Blays Miraquel, appelant du lieutenant au siège de Saint-Jean-d'Angély, « ordonne que le sarrurier qui avoit la charge de l'orloge de l'église Saint-Révérend à Saint-Jehan-d'Angély, lorsque les excès mentionnés au procès furent commis, sera prins au corps... », recom-mande aux chapelains, marguilliers et sacristains de bien tenir les portes des églises fermées « de nuyct et autres heures qu'on ne vacquera au divin service. » — 13 septembre 1554. Arrêt renvoyant Guillaume Corisart, cordier à Marennes, par-devant le sénéchal de Saintonge; *idem* pour Jean Pélerin. — 20 octobre 1554. Arrêt ordonnant plus ample inquisition sur le cas de M^e Pierre Béraud, régent à Saint-Jean-d'Angély, poursuivi à la requête de M^e Léonard de Hamelin, conseiller du roi à la cour, et élargissant le prisonnier. — 23 octobre 1554. Arrêt déterminant les articles de foi que François Constant déclarera et affirmera être vrais en l'église de la paroisse Saint-Jean, de Saint-Jean-d'Angély. — 23 octobre 1554. Arrêt ordonnant enquête sur le cas de Guillaume Micheau, arrêté à Saintes.

23 octobre 1554. Arrêt ordonnant que François Constant déclarera qu'il croit tous les articles qui seront lus par l'exécuteur de l'arrêt dans l'église paroissiale de Saint-Jean-d'Angély. — 25 octobre 1554. Arrêt faisant droit à la requête de François Constant, demandant d'être ramené à Saint-Jean. — 10 mars 1555. Entre Pierre de Losme, prebtre et chanoyne de l'église collegiale Saint-André d'Olléron, et Jacques Gombault, sieur de La Gombaudière, d'une part; Pierre Jourdain, escuyer, sieur de Bonnemie, intimé.... Arrêt renvoyant Pierre de Losme devant l'évêque de Saintes ou son official. — 15 mars 1555. Arrêt ordonnant que Tristan de Bizet, évêque de Saintes, mettra 100 écus à la disposition de la cour pour faire certaine procédure contre aucuns soupçonnés d'« hérésie. » — 22 mars 1555. Arrêt condamnant au supplice de la claie Jeanne Godine et Guillemette Benoist par les cantons de Saint-

Just-en-Marennnes. — 5 juin 1555. Arrêt qui enjoint à l'évêque de Saintes de faire tous les frais des procès intentés aux hérétiques de son diocèse. — 20 juillet 1555. Arrêt condamnant Jean Fouchier et Mathurin de La Lande, greffier de Corme-Royal, l'un à 100 sous, l'autre à 25 livres d'amende, et leur fait défense de « ne tenir aucuns livres censuréz et réprouvéz contenus au cathalogue faict par la Faculté de théologie de Paris ». — 7 septembre 1555. Arrêt ordonnant aux officiers de l'évêque de Saintes d'envoyer devant la cour toutes les procédures faites sur le cas de Thomas Robinet, prêtre, prisonnier, qui demande à être élargi. — 26 septembre 1555. Arrêt ordonnant le transport à Saintes de M^e Jean Dutour. — 20 mars 1556. Arrêt qui met hors de procès Robert Chéron, assesseur du juge châtelain de Pons. — 5 février 1557. Arrêt ordonnant au sénéchal de Saintonge de faire mener Philbert Hamelin, aux frais de l'évêque de Saintes, en la conciergerie de la cour, « lequel dogmatisoit audit lieu d'Arvert ». — 5 mars 1557. Arrêt ordonnant à l'évêque de Saintes de payer à divers sergents et archers du prévôt les journées et despens qu'ils ont vacqué pour la conduite de Philibert Amelin. — 22 avril 1557. Arrêt condamnant Philibert Hamelin au supplice de la claie, à l'amende honorable et au feu. — 5 janvier 1558. Arrêt qui ordonne au sénéchal de Saintonge ou son lieutenant au siège de Saintes de faire le nécessaire pour rembourser à Tristan de Bizet, évêque de Saintes, les frais qu'il a avancés dans le procès contre Hamelin et divers autres. — 12 mars 1558. Arrêt condamnant l'évêque de Saintes à payer à l'évêque de Grasse les frais faicts par celui-ci pour son voyage à Bordeaux, à l'occasion de la dégradation de Philibert Hamelin. — 11 mai 1558. Arrêt condamnant Jean Baron à entendre dans l'église de Tugéras un sermon, « de non plus empescher ceulx qui preschent sincèrement la parole de Dieu », à payer 50 livres d'amende, dont 25 applicables à la réparation de l'église de Tugéras.

14 décembre 1558. Arrêt qui ordonne à François Blanchard, lieutenant particulier, et Jean Thibaudeau, substitut du procureur général au siège de Saintes, assignés à comparaître, accusés de négligence dans l'extirpation de l'hérésie en pays de Saintonge, de veiller plus soigneusement à cette extirpation, et ordonnant à l'évêque de mettre es-iles d'Arvert, Oléron, Marennnes, tous prédicateurs et de publier dans toutes

les églises du diocèse les quérémonies qui lui seront adressées. — 6 mars 1559. Arrêt ordonnant l'envoi en la cour des procédures faites contre les hérétiques dans le ressort de Saint-Jean-d'Angély et particulièrement au lieu de Mazères (Mazerau?)

Bulletins et mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente, 1912, p. XXX. — Lettre du général Marc-René de Montalembert au ministre de la guerre, datée du 26 mai 1793 : « Les papiers publics annoncent une flotte de 22 vaisseaux de ligne anglais dans les parages de La Rochelle et par conséquent dans ceux de l'isle d'Aix. Si de telles forces n'y sont pas, il est incontestable qu'elles peuvent y être d'un moment à l'autre. Je vous ai instruit, dès le 17 du mois de janvier dernier, de l'importance de ce poste et de la dévastation où il avait été réduit depuis la paix de 1763 par la cabale contraire à cet établissement, et qu'il était des plus urgents d'y pourvoir. Cependant..., il n'est en rien pourvu de ce qui est nécessaire à sa défense. Il n'y a encore, au moment présent, aucune garnison en état de faire une heure de résistance. Il ne s'y trouve que des gardes nationales de la Charente-Inférieure dont il n'y en a pas un capable de tirer un seul coup de canon, et comme un feu d'artillerie est l'unique défense de cette isle contre des vaisseaux, il suit que, dans la situation actuelle et tant qu'elle durera, rien ne pourra s'opposer aux entreprises de l'ennemi. » — (Il est nécessaire d'envoyer de la poudre, un bataillon..., etc.). Si cette isle était prise et son fort détruit, le port de Rochefort deviendrait nul pour toute la guerre. « C'est ce que l'expérience a appris et ce qui doit engager à mettre tout en usage pour prévenir un aussi grand malheur. »

P. XLI. M. Biais fait connaître comme musicien Gabriel de La Charlonie, prévôt d'Angoulême. — P. LXIII. M. Chauvet rend compte de l'examen qu'il a fait sur *quelques objets trouvés au cimetière barbare de Ronsenac*. — Du même (p. CIII) *Moustérien supérieur et aurignacien à Hauteroche, près Châteauneuf*. — P. LXXI. *L'Enclave de Juillac-le-Coq* (cf *Bull.*, 1911, p. CXXIII), d'après les rôles des impositions de 1687, 1715, 1718, 1739.

Le volume est en partie occupé par les *Registres d'ordinations du diocèse d'Angoulême* de 1587 à 1693, sous

Mgr Charles de Bony. Une table onomastique permet les recherches. On y trouve : 1587, prêtres : François Gaudris, d'Avy ; Philippe Thevet, curé de Saint-Médard-d'Auges. — 1589, clercs : Antoine Fouchereau, à Taillebourg ; Guy de Girauld, de Macqueville ; sous-diacre : René Gosse, de Saint-Gemme ; tonsurés : Jacques Guérin, de Taillebourg ; Elie Brunet, des Gons ; Pierre Faure, de La Rochelle. — 1589, diacre : René Gosse, de Saint-Gemme. — 1591, acolite : frère Jean Cladier, religieux de Saint-Jean-d'Angély ; sous-diacre : Jean Guillonnet, *idem.* ; clerc : Jean Gillebert, de Saint-Hilaire-de-Viac (acolite en 1592, sous-diacre en 1592, diacre en 1593, prêtre même année). — 1596, clerc : Thomas Quantin, de Saint-Martin-de-Jaussac ; diacre : maître Pierre Biron, recteur de Saint-Médard-d'Auges. — 1599, prêtre : frère François Dubreuil, religieux de Saint-Jean-d'Angély. — 1600, clerc : Charles Dubois, fils de Charles-Michel, écuyer, seigneur du Fresne, et de Marguerite de Pressac, de Juillac-le-Coq.

Bulletin de l'Académie delphinale, 1912. — Clément VI et la province de Vienne. — M. l'abbé Graaf continue le dépouillement des archives du Vatican. A noter, n° 1319, 1^{er} avril 1350 : Aymeric de Pestello obtient pour son chapelain, Durand Michel, chanoine de Saint-Antoine-de-Viennois, la préceptorie de Saint-Antoine-de-la-Charité, près de Marcolès, diocèse de Saint-Flour, vacante par la mort de Guillaume Marthesic, réservée le 5 septembre 1342 et dépendante de Saint-Antoine de Botiers, diocèse de Saintes. — N° 1451, 25 avril 1354 : Jean de Besse reçoit le prieuré de Valbonnais O. Clun., diocèse de Grenoble, vacant par la mort de Jacques de Rivière.... Il quittera le monastère de Baiassiac O. S. B., diocèse de Saintes (Bassac), dont il résignera la prévôté, et se rendra à Cluny.

Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort, 1912. — Panthéon rochefortais. — M. l'abbé Lemonnier publie la liste des personnages enterrés à Saint-Louis de 1705 à 1788 : Jean-Baptiste Le Gardeur de Tilly, capitaine de vaisseau (23 août 1705) ; Charles de Courbon, écuyer, seigneur de Saint-Léger, capitaine de vaisseau (21 avril 1725) ; Jean-Baptiste de Mac-Nemara, baron de Meung, seigneur de La Roche-

**Courbon, Torfou, lieutenant-général des armées navales.
(18 octobre 1756).**

—

Revue historique de Bordeaux, 1913. — M. Alfred Leroux, propose une nouvelle interprétation du portail de Saint-André de Bordeaux.

« Quels sont ces six prélats de pierre qui se dressent aux côtés d'un pape, sur les pieds droits latéraux du portail septentrional de l'Eglise métropolitaine Saint-André de Bordeaux ? (Le moulage de ce portail existe au Trocadéro).

« Tout bien pesé, bien examiné, j'incline fortement à croire que les six prélats sont ceux qui, peu après l'élection de Clément V, occupaient les cinq sièges épiscopaux de la vaste province ecclésiastique appelée depuis les Romains Aquitaine II, dont Bordeaux était la métropole... plus le siège archiépiscopal. »

Après avoir placé l'archevêque de Bordeaux et l'évêque de Poitiers aux deux côtés du pape, l'artiste rangea, sur l'un des plans du portail, les évêques d'Angoulême et d'Agen, vêtus tous deux d'une chasuble, et leur donna pour vis-à-vis, sur l'autre plan du portail, les évêques de Saintes et Périgueux, les plus jeunes des cinq suffragants, souriants et vêtus tous deux de la dalmatique des diacres.

M. L., pense que le sculpteur a voulu retracer une scène historique : la proclamation à Bordeaux, comme pape, le 22 juillet 1305, de Clément V.

Ces personnages auraient été exécutés entre 1361 et 1370.

=====

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE DÉCEMBRE

AVIS ET NOUVELLES : Membres nouveaux ; Distribution du volume ; Conférence ; Crosse ; Monuments classés ; Inaugurations de monuments commémoratifs ; Prix de vertu ; Maisons à Saintes.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : MM. Baudouin ; Chavanon ; Boscal de Itéals ; Corbineau ; Baron ; Boucher ; M^{mes} Fauconnier ; Amouroux. — *Mariages* : Auriol-Roy-Bry-Langevin ; Domain-Roy.

VARIÉTÉS : *Une plantation de vignes au XVII^e siècle*, par M. Pellisson ; *Déportation ecclésiastique à Rochefort*, par M. le chanoine Lemonnier ; *Les débuts de François d'Espinay de Saint-Luc (fin)*, par M. le Dr Sottas ; *Les justices de paix de Saintes (suite)*, par M. Guéin.

QUESTIONS : Menhir de Saint-Eugène : famille Le Même de Lachevallerie.

LIVRES ET REVUES : Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais.

BIBLIOGRAPHIE.

AVIS ET NOUVELLES

Nouveaux membres :

M. Marcel de Fonrémis, à Bordeaux.

M. Bouchemousse, inspecteur d'enregistrement à Paris.

Le volume de documents contenant les registres paroissiaux d'Avy, Aumagne, Authon, Asnières, Angliers, et un registre protestant d'Archiac sera distribué à la fin de décembre.

Nos confrères sont instamment priés de vouloir nous signaler leur changement d'adresse.

Prière à ceux qui n'auraient pas encore payé la cotisation de l'année courante de vouloir l'envoyer.

Notre confrère M. Gabriel Aubray a fait, à Tours, le 12 novembre, une grande conférence à l'inauguration de l'exposition des souvenirs religieux de la Révolution (Voir *Bulletin religieux* du 29 novembre).

A la séance du 11 juin 1913 de la Société d'Archéologie de la Charente, M. Touzaud a lu une note de M. Grand sur la belle crose découverte dans les ruines de Saint-Cybard et reproduite dans le dernier volume des mémoires de cette société. L'auteur a remarqué sur la boule qui sépare le bâton de la volute une inscription.

B. ABBIS | DE FRA | INETA.

Cette crose serait ainsi identifiée et aurait appartenu à Bernard, abbé de La Frenade (en Merpins), vers 1237.

Le château de Crazannes a été classé, sur les instances du propriétaire, M. le baron Chaudruc de Crazannes, notre confrère, désireux d'éviter dans un avenir... lointain espérons-le, que la superbe porte ne file vers l'Amérique.

Le chœur de l'église de Brie-sous-Matha, l'église de Saint-Fort-sur-Gironde, l'abside et le portail de Mosnac, l'église de Vaux-sur-Mer, les tours et poternes du château de Jonzac sont classés.

Le 19 octobre 1913, au milieu du cimetière de Jarnac-Charente, a été inauguré le monument commandé à M. Peyronnet par le Souvenir Français de cette ville. Une France en deuil presse contre elle un jeune enfant et de l'épée lui montre l'inscription gravée sur la tombe à ses pieds, « Aux enfants du canton de Jarnac morts au service de la Patrie ».

A cette cérémonie on a entendu une cantate, œuvre de l'instituteur de Cherve, M. Paulais.

Le 1^{er} novembre 1913, a été inauguré, au cimetière de Saintes, par la section du Souvenir Français de Saintes, un monument aux morts pour la Patrie placé sur un ossuaire. Ce monument est une réplique du beau groupe — un des succès du Salon de 1911 — commandé au même sculpteur, par la section de Jarnac, mais qui ne fut pas livré à celle-ci parce que l'administration des Beaux-Arts, en la personne du sous-secrétaire d'Etat, M. Dujardin-Beaumetz, l'acheta et l'envoya à Castelnaudary, Jarnac refusa d'en recevoir une copie même modifiée, préférant un monument original, qui est celui dont l'inauguration est relatée plus haut.

La réplique, à laquelle le sculpteur a apporté de légères modifications quant au volume des personnages seulement, fut demandée par notre confrère M. Dangibeaud qui la destinait au

Musée de notre ville. Mais le président de la section du Souvenir Français saintais l'ayant désirée pour son ossuaire et ayant fortement insisté pour l'obtenir, elle lui fut cédée. Voilà comment ce chef-d'œuvre de sculpture moderne, simple, expressive, émouvante, se trouve dans notre cimetière. Si, comme tout porte à le croire, le bloc de pierre du Poitou dans lequel il a été sculpté est de bonne qualité, c'est une excellente acquisition qui fera grand honneur à notre ville, parce que l'original aura peut-être disparu, effrité, lépreux, d'ici un laps de temps très court, la pierre se trouvant de grain de dureté inégale et défectueuse.

A cette inauguration, notre confrère M. Brejon a paraphrasé d'une manière entièrement heureuse le sujet de ce monument. Son discours a été reproduit *in extenso* dans le *Progrès* du 2 et le *Moniteur de la Saintonge* du 6.

« Qu'elle est parfaite cette pauvre femme, vieille déjà, comme penchée sur la tombe, elle ne pense qu'au mort, elle ne vit en cette minute que pour lui ; comme son visage est celui de la douleur, non point la torture angoissante et défigurante des premiers jours, celle qui fait pousser des cris de supplication ou de révolte, celle qui touche au désespoir et confine à la folie, mais la douleur calme et résignée, la douleur digne et recueillie, celle qui ne cédera à rien, pas même au temps... Qu'il est parfait ce jeune homme ; il médite, lui, sur cette chose affreuse qu'est, pour un être jeune, jeune autant que lui-même, hier plein de force et d'ardeur, le brusque arrêt d'une activité qui commençait à peine à s'employer, sur cette chose affreuse et mystérieuse et solennelle ; car ce frère est mort en soldat et peut-être parce que soldat. Cependant le sentiment maternel qui ne divise pas, a fait chercher à cette femme l'appui du garçon qui lui reste et son bras l'enlace et le retient ; il a compris le geste et sans se permettre de détourner les yeux d'une pierre à laquelle il doit, en ce jour, toute sa fraternelle attention, il témoigne par la ferme tenue de son corps vigoureux qu'il sera le soutien et la consolation ».

Le 16 août dernier, un monument à la mémoire des soldats et marins de la Charente-Inférieure morts pour la Patrie a été élevé à La Rochelle, sur la place, entre les bassins et le port. Il a pour auteur M. Laurent.

L'Académie française a décerné à Mlle Marie Vachon un grand prix de vertu de 1.000 francs, pour le dévouement avec lequel elle a soigné son frère, son père et sa tante (1913), et un autre de 300 francs à M^m Garnier.

Les maisons situées en dessous et à droite du grand vitrail des Jacobins, à Saintes, seront démolies prochainement.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Paul-Pierre-Jacques Baudouin, né à Pons, Charente-Inférieure, le 6 juin 1868, décédé à Neuilly, le 1^{er} juin 1913, fut successivement élève de l'école communale de Pons, du lycée de Bordeaux, de Saint-Louis à Paris. Elève de l'Ecole Centrale, sorti ingénieur des Arts et Manufactures en 1892, il fut attaché, pendant quatre ans comme ingénieur, au service du matériel roulant et de la traction à la Compagnie de l'Est, puis de 1897 à 1911, aux Etablissements Schneider et C^o. Licencié en droit, décoré de la Légion d'honneur le 28 juillet 1911, au titre du commerce extérieur.

• Nominé officier d'Académie, 28 mars 1901; chevalier du Mérite agricole, 2 octobre 1903; officier du Nicham, 18 octobre 1906; officier de l'Instruction publique, 19 novembre 1907; secrétaire de l'Œuvre parisienne des Bains-Douches.

Collabora à différents journaux traitant de métallurgie, tel que le *Mois scientifique et industriel*.

Fit paraître vers 1905, une monographie sur *la Surchauffe*; éditée par l'éditeur Dunod.

Reçut une médaille d'or, diplôme commémoratif comme collaborateur à l'exposition coloniale de Marseille 1906; fit des rapports sur les Habitations à bon marché en Angleterre, plans de ces maisons; études sur la station électrique de Saint-James et les machines Williams; études et dessins sur le matériel présenté à l'exposition de 1900; études sur le matériel exposé à Milan en 1906; études sur la locomotion Compound (Exposition de Liège, 1905); notes sur le carburateur à réglage automatique pour moteurs à explosion; notes sur les locomotives de

l'Etat belge ; notes sur le matériel de l'Est ; rapports sur les locomotives à l'exposition de Liège.

Le 2 septembre 1913, est décédé à La Rochelle, le docteur Armand-Auguste-Delphin Chavanon, époux de N. Jarry, âgé de 68 ans, chevalier de la Légion d'honneur, ancien adjoint au maire de Saujon, ancien inspecteur de l'Assistance publique dans la Charente-Inférieure.

Le 18 septembre 1913, à Lunéville, est décédé M. Victor-Léon-Antoine Boscal de Réals de Mornac, neveu du général de Mornac.

Le 5 octobre, est décédé à La Rochelle M. Pierre-Auguste Corbineau, architecte de la ville de La Rochelle et des monuments historiques, officier de l'Instruction publique, célibataire, âgé de 57 ans.

Ses obsèques ont eu lieu le 7 octobre.

Cinq discours ont été prononcés sur sa tombe, par MM. Decout, maire, Bunel, architecte, Jean Béraud, de Bordeaux, Bernard, Marius Bonnaud (Voir l'*Echo Rochelais* du 8).

Nous empruntons au discours de M. Decout les détails biographiques de cet homme, qui fut un excellent architecte et un homme d'un caractère particulièrement affable et aimable que tout le monde s'est plu à proclamer et à louer.

« Né le 26 août 1856, à La Rochelle, il fut un brillant élève du Lycée de cette ville.

Profondément dévoué à ses fonctions de préposé en chef de l'octroi, intelligent, travailleur, doué d'une âme d'artiste, d'un goût sûr et délicat, M. Corbineau père sut façonner son fils à son image et, tout en le dirigeant vers une autre voie, lui transmettre les qualités qui lui avaient attiré à lui-même l'estime et la sympathie générales.

Après des études remarquables à l'Ecole des Beaux-Arts, il vint s'établir à La Rochelle, où il collabora d'abord avec M. Massiou. Le 12 mai 1891, il fut appelé à la direction des services d'architecture de l'Hôtel de ville.

L'œuvre qu'il accomplit en ces vingt-deux années fut considérable : entrepôt des douanes à La Pallice, marchés, église de La Genette, collège de jeunes filles, écoles, hôtel de la caisse

d'Epargne, hôtel des Postes, restauration de la maison Henri II, tour de la Lanterne.

Il s'était fait une réputation dans les constructions civiles et la Société centrale des architectes français, qui l'avait élu membre de son conseil, lui décerna, en 1905, récompense justement enviée, sa grande médaille d'argent de l'architecture privée. »

Parmi ses meilleurs intérieurs, nous pouvons citer, à Saintes, la bibliothèque de M. Maurice Martineau et le hall qui la précède.

Le 8 octobre 1913, est décédé à Juan-les-Pins (Alpes-Maritimes) M. Jacques-Camille Baron, directeur artistique du casino de Cannes, fils de feu M. Ludovic Baron, juge de paix, et frère de M. Marcel Baron, avocat, et de M^{me} Triou.

L'inhumation a eu lieu aux Gonds, le 13 octobre.

M. Camille Baron, après ses études classiques au collège de Saintes, entra au Conservatoire de musique de Paris et devint chef d'orchestre.

Le 8 octobre 1913, est décédée à Clamart (Seine) M^{me} Emile-Claire-Victoria Fauconnier, née Larue, femme de M. Albert Fauconnier, administrateur des services civils de l'Indo-Chine, âgée de 25 ans. L'inhumation a eu lieu à Toulon (Var).

M. Claude Boucher, maître de verrerie de Cognac, chevalier de la Légion d'honneur, est décédé à Cognac, le 12 novembre, âgé de 71 ans. Il était né à Blanzay, le 22 septembre 1842 et s'était fixé à Cognac en 1878.

Il a donné un exemple des plus remarquables d'énergie et d'intelligence. Simple ouvrier, il s'est élevé à une situation très brillante par son seul travail, en même temps qu'il a doté l'industrie verrière d'un merveilleux instrument qui supprime le terrible soufflage humain. On sait à quelle circonstance est due cette magnifique invention. Un soir les ouvriers qu'il employait à sa verrerie déclarèrent la grève, les fours remplis de matière liquide prête à être mise en œuvre. On parla pendant plusieurs jours, sans arriver à une entente ; le verre va être perdu, si le patron ne cède pas. Il ne cède pas, ouvre les vannes, un ruisseau de verre fondu se répand dehors et se solidifie. Il en reste peut-être encore en place, en tous cas le musée de

Saintes en possède un échantillon. C'était une grosse perte pour le petit chef d'usine.

M. Boucher ne voulant plus être exposé à de nouveaux tracasseries de la part de son personnel, et surtout voulant se mettre à l'abri de ses exigences, et dans la possibilité de s'en passer en cas de nouvelle grève, entreprit de trouver le soufflage mécanique. Plusieurs ingénieurs français et étrangers avaient déjà produit des machines sans que l'on put s'en servir utilement. Il ne recula pas devant les difficultés du problème et, après quatre ans de recherches, ce simple ouvrier, pas ingénieur du tout, porta à un congrès de verriers des plans qui firent espérer les meilleurs résultats. La machine fut construite ; les bouteilles fabriquées, sans être parfaites, étaient excellentes. Bref, de perfectionnement en perfectionnement le génial inventeur est parvenu à livrer aux verriers un instrument d'un maniement si facile qu'une femme, un enfant peut le faire fonctionner. Plus de cannes, plus de malheureux souffleurs anémiés et phthisiques à 40 ans.

M. Boucher aura été un des grands bienfaiteurs de l'humanité. Devenu très riche il fut un grand philanthrope.

Il laisse trois fils : MM. Alfred, James et Léon.

Le 28 novembre, M^{me} Louise Grossetaite, veuve de M. Emile Amoureux, ancien chef d'institution à Saintes, décédée à La Mothe Saint-Heraye, le 26, à 73 ans, a été enterrée dans le cimetière de Saintes.

MARIAGES

Le 3 novembre, à Royan, a été béni le mariage de M. Armand-Louis Auriol-Roy-Bry, professeur à Paris, avec M^{me} Marie-Denise Langevin.

Le 11 novembre 1913 a été béni à Saintes le mariage de M. Maurice Domain, ingénieur des Arts et Manufactures, fils de M. Domain, capitaine au long cours en retraite, à Royan, avec M^{me} Jeanne Roy, fille de feu le capitaine d'infanterie au 6^e de ligne Roy.

VARIÉTÉS

I

UNE PLANTATION DE VIGNES EN SAINTONGE

AU XVII^e SIÈCLE

Les minutes des notaires et les vieux papiers de famille sont incontestablement des sources de renseignements très précieuses sur les conditions d'existence de nos grands-parents, les métiers alors en honneur chez eux et que l'industrie a supprimés de nos jours, et même les méthodes de culture, que des difficultés alors inconnues, et depuis déjà surtout un demi-siècle toujours croissantes, ont complètement modifiées et même transformées.

Ces réflexions me sont venues tout naturellement en parcourant le résumé d'un de ces vieux documents qui figurent parmi les *Notes de lecture*, dont M. Ch. Dangibeaud nous donne la continuation dans le numéro du 1^{er} août dernier, pages 189 et suivantes.

Il s'agit du marché passé en 1696 par Joseph Dubourg, écuyer, seigneur de Dion, avec Jean Alizon, pour la plantation d'une vigne avec spécification des *visans* ou cépages à employer et du nombre de façons de labour à donner au jeune vignoble pendant les quatre premières années, et fixation du prix de ces opérations dans lesquelles celle de la taille devait être comprise. Le mot *traitera* qui se trouve dans l'impression est évidemment une coquille pour *taillera*, car il n'était pas plus question en 1696 de traitements au soufre sublimé, au sulfure de carbone et aux bouillies bordelaise et bourguignonne que d'oïdium, de phylloxéra, de mildiou ou de black-rot, sans compter les autres maladies dont la liste s'allonge tous les jours (1).

(1) « Cependant, m'écrit notre confrère M. le docteur Charles Vigen, de Montlieu, les vignes ont été malades et *traitées* aux temps passés. Je possède notamment une « Dissertation sur les maladies de la vigne en Franche-Comté, en 1777, par le P. Prudent de Faucogney ». Ce sîéau parait avoir été plutôt l'*anthracnose*. J'y ai joint le compte rendu de concours organisés à cette occasion — les deux brochures font près de 200 pages — et un article du

Cet acte dont l'auteur des *Notes de lecture* ne pouvait que nous donner une réduction succincte, m'a paru présenter un intérêt assez vif pour me faire désirer le connaître dans son intégrité, persuadé qu'il devait contenir des indications secondaires qu'il convenait de ne pas négliger. Notre obligeant vice-président, souscrivant avec beaucoup de bonne grâce à mon désir, m'en a fourni lui-même une lecture collationnée avec soin, que j'ai la satisfaction de reproduire ici, sauf les mots de simples formules : « Aujourd'hui 22^e janvier 1696... ont esté presans Joseph Dubourg, escuyer, sieur de Dyon et Lacour, demeurant en sa maison dudit lieu, paroisse de Chérac, d'une part, et Jean Allizon, laboureur à bras, demeurant au village des Alizons, paroisse de Chérac, d'autre part, entre lesquels a esté fait le marché et convention qui s'ensuit, c'est assavoir que ledit Alizon a promis... de planter en vigne huit journeaux, harpan du roy (1), pour ledit sieur Dubourg, dans la prise de terre appelé le Panteneau, au-dessus du fief de Dyon, à commencer au-dessus dudit fief allant le long du plantis du sieur Feuilletau... savoir une moitié, qui est quatre journeaux, l'année présente et l'autre moitié, l'année prochaine 1697 et qu'il commencera à faire, savoir l'année présente, dans le 15 febvrier prochain, et, l'année prochaine, dès le mois de janvier de laditte année, et de les rendre plantés dans la my-mars de laditte année, dont le plan sera fourny par ledit Alizon à la réserve d'un quart que fournira ledit sieur Dubourg, lequel plan sera tout de visan blanc, savoir un tiers de folle blanche, un autre tiers de Gros Bouillau (ou Bouillon) et Gros-Blanc, et l'autre tiers de Blanche-

Bulletin du Syndicat agricole de la Charente-Inférieure de (?), relatant une maladie analogue au *phylloxéra* dans la même contrée, de 1460 à 1500 » (Dr Ch. Vigen, *Corresp.*, Montlieu, 15 sept. 1913). — D'ailleurs, la vigne semble avoir été soumise à certains *traitements* même dès l'antiquité. Suivant Théophraste, philosophe grec qui vivait 371-269 avant Jésus-Christ, étudia sous Platon et fut disciple d'Aristote, dans son ouvrage *De caus(is) plant(arum)* lib. 3, cap. 19, cité par J.-J. Barthélemy, *Voyage du jeune Anacharsis en Grèce vers le milieu du quatrième siècle avant l'ère vulgaire*, ch. LIX, « on voyait souvent les vigneronns répandre sur les raisins une « poussière légère, pour les garantir des ardeurs du soleil, et pour d'autres raisons qu'il serait trop long de rapporter ». Cela eût été cependant bien intéressant pour nous.

(1) Voir, dans *Archives de la Saintonge*, tome VIII, p. 427, les diverses mesures de surface dans les diverses châtellenies de Saintonge. L'arpent dans la châtellenie de Saintes devait avoir 85 pas au carré. Le pas est compté à trois pieds et demi chaque ou une aulne de Paris.

Ramée, des fiefs et seigneurie de Chérac ou autre du voisinage, lesquelles vignes il labourera et entretiendra en bon ménager et père de famille, temps et saison, pendant quatre ans, savoir la première année qu'elles seront plantées de cinq façons de labourage et les trois autres de trois façons de labourage et outre les taillera, lorsqu'elles en auront besoin, moyennant que ledit sieur Dubourg a promis luy payer la somme de 34 livres par chacun journal. Pour gouger lesdites plantes, ledit Alizon prendra des terres autour des aytres des mesteries de Dyon qu'il fera porter sur le lieu à ses frais, et outre sera tenu de faire un fossé à un jet au-dessous dudit plantis du sieur Feuilletau, de quatre pieds de largeur et trois pieds de profondeur qu'il garnira et plantera de baupin blanc par le dehors de la vigne, lequel fossé sera compris dans l'arpentement qui sera fait après les vignes plantées, le tout à ses frais et sans pouvoir prétendre autre chose que les sommes ci-dessus... En cas de maladie, Alizon et ses enfants seront tenus de faire faire l'ouvrage... »

Ce texte est très caractéristique pour l'histoire viticole de notre région, non seulement parce qu'il nous indique le nom de quelques uns des cépages employés à cette époque dans la formation des vignobles, mais encore parce qu'il nous renseigne sur le nombre des façons de labour que l'on y donnait aux vignes, et qu'il nous fait en outre connaître le prix global de ces façons.

Dans ces temps déjà éloignés, comme aujourd'hui, l'on donnait en Saintonge la préférence à la culture de la vigne blanche, soit comme plus fructifère que la vigne rouge, soit parce que le vin blanc y était d'un écoulement plus facile et plus avantageux pour la distillation qui, suivant l'ingénieur Masse, cité par M. L. Ravaz, professeur de viticulture à l'Ecole nationale d'Agriculture de Montpellier, ancien directeur de la station viticole de Cognac, dans son ouvrage *Le Pays de Cognac* (1), et qui écrivait en 1712, pouvait remonter déjà dans les vieilles provinces d'Aunis, Saintonge et Angoumois à environ trois quarts de siècle (2).

(1) Angoulême, Louis Coquemard, 1911.

(2) Masse écrivait en 1712 : « Il n'y a pas encore 90 ans, à ce que m'ont assuré les anciens du pays, — ce qui nous reporterait à 1622, — que l'on a commencé dans lesdites provinces à convertir le vin en eau-de-vie. Le moindre paysan un peu aisé faisait brûler son vin dont les marchands faisaient alors un très grand débit sous cette forme nouvelle. C'est même ce

Parmi les cépages énumérés dans le document qui nous occupe, la *Folle blanche* tient, comme aujourd'hui, le premier rang. Dans la version imprimée on lit la *folle jaune* qui est d'ailleurs une des deux variétés de la folle blanche et la plus féconde (1). Nous voyons aussi figurer dans le même document la *Blanche Ramée* qui est notre *blanc ramé* ou *bois-de-côté*, deux noms qui indiquent assez exactement un cépage très ramifié comparativement à la *folle*, qui pousse des rejetons plus droits et moins embarrassés de ramifications. Quant aux deux autres cépages nommés *Gros Bouillau* ou *Gros Bouillon*, lecture dicioile, car les lettres ne sont pas très bien formées dans le manuscrit original, et le *Gros Blanc*, qui entrent chacun pour un sixième dans la constitution de ce petit vignoble et semblent n'y jouer qu'un rôle secondaire, il serait assez difficile de les identifier, car ces noms ne semblent plus être en usage aujourd'hui. Cependant l'auteur des *Notes de lecture* assure que le premier, soit le *Gros Bouillau*, entrât dans les vieilles plantations et même en avoir vu quelques ceps chez lui, « mais, ajoute-t-il, dispersés à droite et à gauche, comme si le collecteur de plants s'était trompé en ramassant les *broches* hors de la plantation. Ce cépage portait un beau raisin coloré en jaune-roux, très juteux mais sans alcool et donnait une *quantité* à défaut de qualité, quand il ne pourrissait pas de peur quinze jours avant la folle ». C'est probablement ce défaut qui a fortement contribué à le faire éliminer complètement par la culture moderne. M. Ravaz qui s'est aidé lui-même pour cette partie de son important travail, ayant trait aux « cépages producteurs de vins et d'eaux-de-vie », de « l'Essai d'une méthode propre à étendre les connaissances des voyageurs ou *Recueil d'observations sur la province d'Angoumois*, etc. » par Munier, publié à Paris, en 1779, qu'il cite encore comme un ouvrage « où se trouvent de très utiles indications pour la viticulture », n'en fait pas mention. Il indique cependant le *Bouilleaud*, « plante vigoureuse », qui est

qui avait déterminé tout le monde à planter des vignes, ce qui fait qu'il ne restait que très peu de terres incultes. » Et Masse ajoute : « D'ailleurs le vin qu'on y recueille est plus propre, en général, pour l'eau-de-vie que pour boire ». L. Ravaz, *Le Pays de Cognac*, page 243.

(1) L'autre variété est la *folle verte* qui est très sujette à la coulure et présente, en raison même de sa stérilité, « une grande végétation d'un vert forcément plus foncé que les plants chargés de fruits ». *Ibid.*, p. 71. C'est cette variété qu'on désigne généralement sous le nom de *mauvais vison*.

rangé par Munier parmi les meilleurs *visans* blancs, page 98, et « qui produit une assez grande quantité de raisins, quoiqu'il soit sujet à la coulure », p. 106. Il doit nous être permis de confondre en un seul et même cépage, sous ces appellations approximativement semblables et qui proviennent d'une racine identique propre à nous donner une idée de la fougue de sa végétation (1), le *Gros Bouillau* ou *Gros Bouillon* et le *Bouilleaud* qui paraissent doués des mêmes qualités et posséder les mêmes défauts. Quant au Gros Blanc dont Ravaz ne parle pas, « il était très commun jadis, poursuit l'auteur des *Notes de lecture*, et très connu ici (environs de Saintes) — il y en a chez Boutin — : c'était aussi un cépage de grand rendement, mais plus « casuel ». Ravaz cite, il est vrai, le *Grand Blanc*, qu'on retrouve dans les îles », page 115, et qu'une quasi-similitude de nom est insuffisante, cette fois, à défaut d'une ressemblance de caractères duement constatée, pour le faire confondre en une seule et même espèce. « Dubourg cherchait la quantité : on était alors presque au début de la *grande* culture des vignes. Quand Masse dit qu'à cette époque le vin, dans nos provinces, était plus propre pour l'eau-de-vie que pour boire, il a raison, parce que le vin provenant du *Bouillau* devait singulièrement affaiblir celui de la *Folle* et du *Gros Blanc* (2). »

(1) « En patois charentais « bouillée » signifie buisson de bois ou de broussailles, *cépées*, jets formant sur la même souche comme un bouillon de végétation ». L. Ravaz, *ibid.*, p. 105. Cependant Edouard Férét, *Bordeaux et ses vins classés par ordre de mérite*, Paris-Bordeaux, 1874, dans la synonymie qu'il donne, page 25, de la *Folle Blanche* (environs de Cognac), appelée *Enrageat* dans la plus grande partie de la Gironde, indique aussi le *Bouillon* comme la dénomination usitée pour ce cépage dans le Bas-Limouzin. Il faut avouer que ces trois dernières dénominations indiquent aussi une végétation et une production fougueuses qui ne semblent pas nuire à la teneur alcoolique du raisin.

(2) Comme mon obligeant informateur le constate par ces lignes que j'ai extraites de sa correspondance (Ch. Dangibeaud. Beaumaine, 11 sept. 1913), on avait remarqué dès cette époque que les vins peu alcooliques étaient les plus propres pour la distillation et donnaient la meilleure eau-de-vie. C'est là la thèse qui vient d'être soutenue par M. Verneuil, président de la Fédération des Viticulteurs charentais (F. V. C.) dans sa conférence sur le cognac, à l'Exposition universelle de Gand : « Les gros rendements qui, dans les grandes crues de vins, doivent le plus souvent être évités, car ils nuisent à la qualité du produit, n'offrent au contraire aucun inconvénient pour la production de l'eau-de-vie. Pourvu que les raisins soient sains, exempts de pourriture et d'atteinte de cochyliis, l'eau-de-vie en provenant, quel que soit le rendement

Il est intéressant de constater que le nombre de façons de labour que l'on donnait, il y a deux siècles, aux jeunes plantations de vignes n'a guère varié comparativement avec celui qu'on leur accorde de nos jours.

Ce nombre était de cinq la première année et de trois, même de quatre, suivant conventions, les trois années suivantes; puis, de trois encore à partir de la cinquième année où la vigne était considérée comme adulte et donnant sa première récolte normale. Remarquons qu'il s'agissait alors uniquement de labour à bras : la première façon était, pour la première année, un *desolage* ou défonçage sur lequel s'établissait la plantation, la seconde un *levage* ou chaussage, la troisième un abattage et les deux autres de simples binages ; de la seconde année à la quatrième inclusivement, les jeunes *plantes* ne recevaient plus qu'un *levage*, un *abattage* et un *binage*, quelquefois deux. A partir de la cinquième année, les façons s'appelaient *lever*, *ramotter* et *abattre*. Depuis, avec le labour à bœufs ou à chevaux, inconnu autrefois, on a donné la première année six façons dont une à l'oreille ou à plat, valant deux labours ordinaires, pour l'établissement de la plantation, plus un *chaussage* suivi d'un *déchaussage*, d'un nouveau *chaussage* et de deux autres façons semblables, les façons à la charrue dans les vignes allant toujours deux par deux et nécessitant après celle du *déchaussage* un tirage du cavaillon ou *chavaillon*. Toutefois il est juste de faire observer que cette régularité automatique dans le nombre pair des labours ci-dessus mentionnés a subi depuis un certain temps quelques modifications à la suite de l'intercalation de façons secondaires, sorte de binages, aussi dues à l'emploi de la houe à cheval et de la herse canadienne, mais le *chavaillon* résultant du *déchaussage*, n'en doit pas moins toujours être travaillé à la main, les *décavaillonneuses* à traction présentées dans ces derniers temps aux concours agricoles de notre

à l'hectare, pourra être supérieure — souvent l'eau-de-vie obtenue avec des vins faibles de 7 à 8 degrés d'alcool sera supérieure à celle de forts degrés. Aussi, dans les Charentes, la grande propriété fait de la culture surtout intensive, avec des vignes palées sur fil de fer, soumises à la taille longue, à fumure abondante et à cultures fréquentes. » Et plus loin : « On sait d'ailleurs que les vins de 7° à 8° donnent toujours une eau-de-vie plus moelleuse, plus bouquetée, supérieure à celle des vins de 10° et plus. » Extrait du *Vrai Cognac*, numéro de septembre 1913.

région n'ayant pas offert, jusqu'à présent, la perfection désirée pour l'accomplissement de ce travail délicat.

Dans la période ayant précédé l'invasion phylloxérique qui s'est produite en 1876 dans les Charentes, les vignes adultes ne recevaient dans la culture moderne primitive que deux façons de labour, d'abord à l'araire ou *areau*, sorte de charrue sans roues, à long timon de bois, actionnée par des bœufs, et postérieurement, à la charrue mue indistinctement, au moyen d'un dispositif différent, par des bœufs ou des chevaux, plus un tirage de chavaillons par an.

En 1779, Munier estime encore à six francs par an la culture d'un journal de vigne, ce qui mettait chaque façon à 2 francs. Si l'on considère que, d'après Wailly, la livre tournois valait, de 1693 à 1700, 1,52; d'après d'Avenel, de 1676 à 1700, 1,48, soit une moyenne de 1,50, et que d'autre part, d'après Foville, le pouvoir de l'argent aurait été, de 1676 à 1700, de 2,33, le prix de chaque façon serait ressorti à 6 fr. 99 ou 7 fr. On paierait aujourd'hui 10 francs par façon.

Joseph Dubourg, en payant 34 livres par journal en 1696 pour 14 façons pendant quatre ans, c'est-à-dire, suivant l'équivalence ci-dessus établie, $34 \times 1,50 \times 2,33 = 118,83$, donnait environ 2 livres et demie par façon, mettons 2 livres (6 fr. 99) et considérons que les six livres qui restent, $= 40$ fr. 67 c., ont dû être employées tant pour procurer le plant (1) qui ne coûtait guère alors que la peine de le sélectionner parmi les plus vigoureux produits de la taille des vignes existantes. Il ne restait donc qu'à le ficher en terre dans des trous sommairement creusés à la barre, et aussi faire le fossé et planter la haie au bout de la pièce, sur quoi nous reviendrons plus tard.

M. Ch Dangibeaud voulant bien mettre encore à ma disposition le trésor de documentation qu'il a méthodiquement rassemblé, j'ai la bonne fortune d'y rencontrer un acte qui, bien que postérieur de 107 ans au contrat Dubourg-Alizon et antérieur de 110 ans seulement à notre époque, « a tout l'air de reproduire

(1) Si le prix du plant de vigne était négligeable. — Louis Xavier Dangibeaud a payé, en effet, suivant un compte que nous retrouverons plus loin, 1802 et 1807, 19.000 *broches* à raison de 1 fr. 50 le mille. — Il n'en était pas de même pour celui des plants d'aubépine, qui coûtaient, d'après le même compte, 7 fr. le mille. Il est vrai qu'Alizon avait la ressource d'aller, comme cela se pratique habituellement, chercher lui-même dans les bois des plants poussés spontanément, à moins qu'il n'en eut fait des semis.

d'anciennes habitudes en matière de culture de la vigne, venant d'être plantée » (1). C'est un marché passé entre Jean Béchet, propriétaire à Senouche, commune de Chaniers, et plusieurs vigneron, dont voici la teneur : « Donné à planter au citoyen Ferret du village de chez Bellot, la quantité de 58 carreaux deux tiers de terre qui est moitié dans le plantie appelé le Grand Fief (2) et moitié dans celui appelé chez Grelaud, lequel dit Ferret s'oblige à ramasser le plan toute en folle jaune, de bar-rer, mettre du teraux à chaque broche, désoller ladite plante, et ne quitter que deux boutons au-dessus terre, continuer les fossés qui se trouvent vis-à-vis des pats, et d'y planter une palisse d'épine blanche, et ensuite lui donner quatre bin-nures (3) en tems et saison et ce pour la première année. »

« La seconde année ramasser du plan de même visant cy-des-sus dit, de l'entreplanter (4), mettre de la terre aux broche et donner quatre binures aussi au tems et saison. »

« La troisième année quatre fasons de labourage. »

« Et la quatrième année tailler ladite plante, la lever, l'abat-tre et la biner. La dite entreprise faite à raison de 120 livres du journal et toute la récolte de la quatrième année, payable moitié d'après la dessollure et l'autre moitié sera payée par tiers les années suivantes. »

Béchet a marqué en marge le nombre des façons données ef-fectivement : « La première année cinq y compris la dessollure. La seconde année trois, la troisième cinq, la quatrième quatre. » Le même marché est conelu avec trois autres vigneron.

Ce document provient du registre de dépenses de Jean Béchet, qui a beaucoup planté durant les seize premières années du XIX^e siècle. Il met singulièrement en lumière le marché Dubourg-Alizon en tant qu'il précise la nature des façons dont il donne le détail et qui ne sont pour la plupart que de simples binages. Il y a lieu de remarquer une grande analogie entre les conventions de 1803 et celles de 1806. Il y a presque identité

(1) Ch. Dangibeaud, *Corresp.*, Saintes, 3 oct. 1913.

(2) Le 9 thermidor (28 juillet), l'arpentement a été fait par M. Barbereau ; il est résulté de l'opération que la pièce de chez Grelaud contient 125 carreaux un tiers, et celle du Grand Fief 109 carreaux 5 pieds 7 pouces, à la chaîne de 18 pieds et le pied de 12 pouces.

(3) A la plante.

(4) Plus tard on voit dans les comptes le paiement de provins à 9 deniers. C'est évidemment pour remplacer les broches qui n'ont pas poussé.

entre les deux textes, et comme prix ce sont sensiblement les mêmes. Cependant Béchet exige un binage de plus que Dubourg, mais, en revanche, il abandonne à Ferret la récolte de la quatrième année.

Quant au mode de culture, il se rapproche de celui d'aujourd'hui : déchausser, chausser et passer la houe avec le chaillon en moins.

Nous avons négligé, dans les deux marchés qui précèdent, le coût de la taille, opération qui avait pourtant été expressément imposée aux vigneronns par les termes mêmes de leurs contrats, parce qu'elle pouvait être compensée dans ces premières années de plantation, la troisième et la quatrième surtout, par l'abandon intégral du bois qui en provenait et qui plus tard, cette opération étant payée à part, donne lieu à un partage dit *aux cinq deux* entre le propriétaire et les personnes qui ramassent les sarments ou *essarmenteuses*, les réunissant en *javelles* ou *béguines*, lient celles-ci par *douzaines* en fournissant les *riortes* ou harts, et les sortent de la vigne avant l'époque du premier labour, soit le mois de mars, partage qui se faisait dans la proportion de *trois* fagots pour le premier et de *deux* pour les autres. Aujourd'hui le partage se fait moitié par moitié.

D'après la rédaction du contrat imposé par Dubourg à Alizon on aurait peut-être encore pu supposer que les 34 livres accordées à celui-ci pour son travail s'appliquaient à une seule année et non aux quatre. L'acte est muet à cet égard, mais on pourrait citer d'autres exemples analogues, où les loyers, par exemple, ne sont pas non plus spécifiés *par année*. Cependant le contrat Béchet est plus explicite à cet égard, et, en raison du pouvoir de l'argent, je n'oserais m'arrêter à cette hypothèse.

D'ailleurs M. Ch. Dangibeaud, qui a relevé les comptes du père de sa grand'mère maternelle, Louis-Xavier Dangibaud, qui demeurait à Fagnard, commune de Saintes, de l'an VIII (1799) à 1808, et ceux de son père en 1862 et 1873, et a bien voulu me les communiquer, nous offre des points de comparaison dont le premier, malgré une légère variabilité, se rapproche beaucoup des prix ci-dessus et le second des prix actuels :

I. — « En l'an VIII, Louis-Xavier Dangibeaud paie 40 francs pour trois façons de deux journaux de vignes, soit environ 6 fr. 65 par façon ;

« En l'an IX, il paie 33 francs pour la même contenance, soit 5 fr. 50 ;

« En l'an X, 57 fr. 90 pour trois journaux et demi, soit environ 5 fr. 50.

« En l'an XII, 38 fr. 50 pour cinq façons de plantes de première année, soit 7 fr. 70.

« En l'an XIII, 27 fr. 50, pour cinq façons d'une plante de 1 journal 11 carreaux ou 24 fr. par journal, soit 4 fr. 80.

« La même année, 20 fr. pour trois façons de 1 journal 25 carreaux, soit environ 5 fr. 35.

« La même année encore, 48 fr. 50 pour trois façons de 3 journaux et demi, soit environ 4 fr. 60, mais ce prix de 48 fr. n'est pas complet, il a pu y avoir un à-compte qui n'a pas été inscrit.

« En 1806, 26 fr. 60 pour 6 façons de 1 journal et quart, soit environ 8 fr. 85.

« En 1807, 24 fr. par journal pour 5 façons d'une plante de première année de 4 journaux, soit 4 fr. 80. Ce prix de 24 fr. par journal pour cinq façons aux jeunes plantes reste le même pour la seconde année.

« La variabilité de ces prix tient beaucoup à ce que L.-X. Dangibeaud paie non pas en argent, mais en nature avec du blé et de la baillarge. Les prix de ces denrées sont eux-mêmes variables. Peut-être aussi le nombre des façons a-t-il varié. Nous manquons évidemment d'indications précises, surtout étant donné qu'il existe des jeunes vignes et des vieilles » (1). Je remarque qu'il n'a pas été question de la taille qui devait être comprise dans ces prix globaux.

II. — Cinquante-quatre ans et soixante-cinq ans plus tard, les prix payés par le père de M. Dangibeaud, « par journal, pour la taille et les trois façons à bras sont, pour 1862, 32 francs, plus 21 litres et demi de vin et la moitié des javelles. Le vin valait, à cette époque, entre 20 et 25 francs la barrique. Cela faisait donc environ 34 francs, sans compter les javelles. Pour 1873, le prix payé a été 36 francs, mais sans vin, plus la moitié des javelles. D'autres propriétaires voisins ont payé en même temps 38 et 40 francs. Le prix moyen de 34 à 40 est 37, soit 10 fr. par façon, 5 fr. pour la taille et 2 de vin (2) ». En 1866, mon père payait, pour les trois façons d'une vigne qui se bêcheait encore et pour la taille, 30 francs, ce qui portait chaque bêcheage

(1) Ch. Dangibeaud, *ibid.*

(2) (Ch. Dangibeaud, *ibid.*

à 8 fr. et la taille à 6 fr. La même année, il payait d'ailleurs, pour une vigne se labourant à l'araire, un tirage de chavaillons 5 fr. et la taille 6 fr., et, en 1867, il payait en bloc 11 fr. pour un tirage de chavaillons et la taille, ce qui portait encore cette dernière opération à 6 francs. Ces prix se sont maintenus jusqu'à présent. Quant au supplément en vin, il ne figure pas sur le livre, mais il était d'usage de le donner, et je le donne moi-même encore, lorsque j'emploie, pour tailler, un autre personnel que les domestiques attachés à la propriété. Si nous comparons les prix payés depuis cette époque pour les vignes se labourant à la charrue, soit, au minimum, 2 façons de labour à 10 fr. chacune, un tirage de chavaillons à 5 fr. et la taille à 6 fr. = 31 fr., avec les précédents, il y aurait à peu près égalité entre les prix de 32 fr. et de 30 fr. (en négligeant le vin et la moitié des javelles) payés en 1862-1866, comme culture moderne primitive, et le prix de la culture actuelle, sauf les labours plus nombreux, l'attachage aux fils de fer et les traitements divers dans lesquels il faut aussi comprendre les produits chimiques qu'on y emploie et la préparation.

Quant aux frais de plantation propre, considérés séparément, il ne paraît pas possible d'établir une comparaison entre le prix que coûtait, avant l'invasion du phylloxera, l'établissement d'un vignoble suivant l'ancienne méthode rappelée plus haut, qui nécessitait tout au plus l'emploi d'une demi-douzaine d'hommes payés 2 fr. l'un, plus la nourriture et la boisson, prix actuel de la journée, avec un attelage évalué 10 francs aussi par jour, et le nouveau système que l'on dut adopter depuis la destruction de l'ancien vignoble par l'impitoyable insecte et qui exige, outre une préparation dispendieuse du terrain, l'achat de plants greffés et racinés dont les plus modestes ne coûtent pas moins de 100 fr. le mille, soit par journal 200 à 250 fr., suivant la contenance de cette ancienne mesure agraire dont le nom est encore usité dans le langage courant et qui varie de 33 ares 33 centiares à 40 ares, et le mode plus ou moins serré de plantation, sans compter les carassons, et, plus tard, les piquets et le fil de fer sur deux rangées.

Cependant, il ne sera pas sans intérêt de produire ici un document dû encore aux recherches de M. Ch. Dangibeaud, qu'on peut, d'un côté, mettre en parallèle avec le document de 1696, bien que les situations ne soient pas tout à fait identiques, et qui peut aussi servir de point de comparaison pour les plantations

faites chez nous jusqu'à l'invasion phylloxérique. C'est la suite du relevé des comptes de son bisaleul maternel, Louis-Xavier Dangibeaud, pour deux plantations de vignes d'une contenance de 4 journaux chacune, à en juger par le nombre de plants employés :

En l'an XI (1802), le 21 ventôse :	
Achat de 9.500 plants à 1 fr. 50 le mille	Fr. 14 25
6 hommes pendant 4 jours à 0 fr. 75 l'un (nourri évidemment)	3 »
Compte incomplet.	
En 1807, le 23 mars :	
Achat de 9.500 plants à 1 fr. 50 le mille	14 25
27 journées d'hommes à 0 fr. 75 l'une.	20 25
2 » d'enfant, pour mettre les broches dans les trous, à 0 fr. 50 l'une.	1 »
5 façons à 33 fr. par journal	96 »
	Fr. 131 50
Soit environ 33 francs pour le plant et la main-d'œuvre seulement.	
Fossé.	100 »
1.000 plants d'aubépine.	7 »
	Fr. 238 50
Bouquet aux planteurs	6 »
	Fr. 244 50

Nous avons vu plus haut qu'en 1696 Alizon avait reçu pour ses façons 2 livres où l'équivalent de 6 fr. 99 par an et qu'il lui restait, sur le prix global qui lui avait été payé, 6 livres = 40 fr. 70 par journal pour l'opération de la plantation. Il faut donc, pour établir notre comparaison, diviser la somme ci-dessus par 4, ce qui nous donne 61 fr. 12 d'où nous déduirons trois façons à 4 fr. 80 (ne laissant subsister que le coût du des-seulement qui égale celui d'une double façon, soit 9 fr. 60) (1) et les trois quarts du prix du plant d'aubépine qu'Alizon n'a pas

(1) En l'an XII (1803), L.-X. Dangibeaud avait payé 9 francs « pour un labourage à l'oreille », sans indication de surface. On peut supposer que c'était pour un journal, ce qui concorderait assez exactement avec le compte de 1807 que nous venons d'analyser, et où cette opération n'est pas indiquée séparément, mais donne lieu à cette réflexion de D. qu'elle « avait coûté très cher ».

dù acheter, plus les trois quarts du bouquet, qu'il n'a pas eu non plus à déboursier, soit donc 61 fr. 12 — 14 fr. 50 + 5 fr. 25 + 4 fr. 50, ce qui a produit 36 fr. 97. Il n'y a donc qu'une légère différence de 3 fr. 73 entre le prix de 1696 et celui de 1807, en tenant compte de la valeur de l'argent entre ces deux époques, mais la différence s'accroît avec celui de la période qui a immédiatement précédé la crise phylloxérique (1876) qu'on peut évaluer comme suit :

Défrichement à l'oreille (double façon).	Fr. 20
6 journées d'hommes à 3 fr.	18
Plant à 10 francs le mille (2.500)	25
	Fr. 63

Il est à observer qu'en 1807 on plantait encore la vigne, en certaines contrées, comme en 1696, en y pratiquant, à l'extrémité inférieure probablement, un fossé garni d'une haie d'aubépine. Dans la partie de l'arrondissement de Saintes que j'habite (Saint-Seurin-d'Uzet, canton de Cozes) je n'ai connu de très vieilles vignes que sur les coteaux et n'ai jamais remarqué de disposition de ce genre (1).

Enfin, il y a lieu de considérer que les vignes, même celles qui ne sont pas soumises à la culture intensive moderne, sont aujourd'hui beaucoup plus fécondes qu'elles ne l'étaient en 1779, et probablement aussi en 1696, si nous nous en tenons encore aux affirmations de Munier, reproduites dans l'ouvrage cité, page 118, qui table pour un vignoble de 30 journaux sur une récolte moyenne ou « médiocre » de 30 barriques de vin, c'est-à-dire d'une barrique par journal, alors que cette moyenne est aujourd'hui de dix barriques au moins. Cette énorme diffé-

(1) Cependant je lis dans un acte de vente du 26 janvier 1678, entre « Jacob Dumas, maître mareschal du bourg de Mortaigne d'une part, André Chauvain, homme de labour, et Élisabeth Gautreau, sa femme..., demeurans au village de La Combe, paroisse de Saint-Seurin d'autre part, passé par devant Angibaud, notaire à Mortaigne et Saint-Seurin » et appartenant à M. Eutrope Normand, propriétaire à Léchailler, commune de Saint-Seurin d'Uzet, que ces derniers « ont vendu, livré, cédé, délaissé et perpétuellement transporté audit Dumas .. c'est assavoir ung petit loppin de terre labourable situé au debas le fief de Chauverat, qui confronte d'un des boutz aux terres du sieur Chotard, d'ung costé à la vigne dudit acquérant Chauvain et pallisse de ladite vigne entre deux, et d'autre costé à la terre du sieur Chabiran, tenu à l'agrière de la dame Laudonnière.

rence dans la production normale trouverait sa principale explication dans ce fait qu'avant la Révolution les meilleures terres étaient réservées pour la culture du blé et que la vigne n'était tolérée que dans les terres les moins productives, telles que les coteaux calcaires qui sont aujourd'hui plutôt presque complètement délaissés à l'état de friches. Cette mesure, qui se justifiait alors par le retour assez fréquent de mauvaises récoltes de blé, susceptibles d'amener périodiquement la famine dans nos contrées isolées, n'aurait absolument aucune raison d'être à notre époque, en présence des vastes étendues cultivées en céréales, tant sur notre continent que dans le Nouveau-Monde, et les moyens faciles et rapides de transport qui en jettent les produits en abondance sur tous nos marchés (1).

En terminant cette étude, je remercie le patient auteur des *Notes de lecture* de m'en avoir fourni le sujet avec toutes les indications qui s'y rattachent, et j'exprime l'espoir que, par ses nouvelles recherches dans les dossiers poudreux, il nous procure encore de nombreux renseignements instructifs non seulement sur la généalogie, mais encore sur tout ce qui a trait à la vie de nos aïeux.

MARCEL PELLISSON.

(1) Cet asservissement cultural de la vigne aux céréales remonte très loin, puisque c'est « à la suite d'une année où la récolte des vignes avait été aussi abondante que celle des blés chétive et misérable, rapporte le comte de Chaptal, cité par William Franck, *Traité sur les vins du Médoc et les autres vins rouges et blancs du département de la Gironde*, septième édition, Bordeaux, P. Chaumas, 1871, p. 27, que Domitien, soit par ignorance, soit par faiblesse, comme le dit Montesquieu, ordonna d'arracher impitoyablement toutes les vignes qui croissaient dans les Gaules : comme s'il y avait quelque chose de commun entre la manière d'être et de croître de ces deux familles de végétaux, comme si les produits de l'une pouvaient jamais être un obstacle à la récolte de l'autre, comme si enfin les terres à vigne n'étaient pas alors comme aujourd'hui, au moins dans le sol qu'habitaient les Gaulois, des terres entièrement impropres à la culture des céréales!... Cette privation, qui remonte à l'année 92 de l'ère ancienne, s'étendit à deux siècles entiers. Ce fut le sage et vaillant Probus qui, après avoir donné la paix à l'empire par ses nombreuses victoires, rendit aux Gaulois la liberté de replanter la vigne ». Cette prédilection de la culture du blé sur celle de la vigne qui persiste toujours dans l'esprit du paysan saintongeais est d'ailleurs un fait d'atavisme pour le moins intéressant à constater.

II

LA DÉPORTATION ECCLESIASTIQUE A ROCHEFORT

(1794-1795)

D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS

Dans ces dernières années, de nombreux ouvrages ont été publiés sur les prêtres déportés à Rochefort en 1794; leurs auteurs se sont inspirés des récits des survivants de la déportation.

J'ai cru qu'il y avait un autre témoignage à apporter : celui des agents mêmes de la déportation.

J'ai recherché aux archives de la ville et du port de Rochefort, aux archives départementales de la Charente-Inférieure et aux archives nationales tout ce qui se rapportait à cet épisode peu connu de l'histoire religieuse de la Révolution. J'apporte ici ce que j'ai trouvé ; j'y ai joint quelques pièces, prises çà et là, quand elles donnaient un renseignement utile : les lettres des conventionnels en mission à Rochefort et des extraits des proclamations de Lequinio ; ces derniers documents montreront dans quel milieu hostile les prêtres avaient été conduits.

La loi du 26 août 1792 condamnait tous les ecclésiastiques fonctionnaires, qui n'avaient pas prêté le serment, à sortir du royaume, dans le délai de quinze jours ; quiconque n'obéirait pas serait transporté à la Guyane. Ceux qui rentreraient en France, après en être sortis, seraient frappés de dix ans de détention. Les sexagénaires et les infirmes seraient réunis dans des maisons de réclusion. Les ecclésiastiques, non astreints au serment, seraient déportés, si leur éloignement était demandé par six citoyens domiciliés dans le département.

Dans les lois précédentes, il fallait vingt dénonciateurs dans une même commune, puis dans le même canton, maintenant il ne faut plus que six misérables dans un département, pour proscrire un vieillard ou un infirme ! C'est pourquoi nous trouverons, à bord des pontons, des octogénaires et même un vieillard aveugle !

Les prisons de Paris se remplirent. Danton, ministre de la justice, prépara les massacres des 2 et 3 septembre; d'autres villes imitèrent ces tueries.

Pendant l'automne de 1792, les prêtres se dirigèrent vers les

frontières ; leurs passeports, que le député Manuel appelait des *billets de mort*, les désignaient aux insultes et aux mauvais traitements. Combien furent massacrés, combien moururent dans les forêts ou dans les défilés des montagnes ? Sur le littoral, beaucoup s'embarquèrent, soit pour les îles anglaises de Jersey ou de Guernesey, soit pour l'Angleterre ou pour l'Espagne.

Il ne resta plus en France que les sexagénaires et les infirmes, renfermés dans un ancien couvent, où ils reprirent en commun les exercices de leur grand séminaire ; et les prêtres non fonctionnaires, c'est-à-dire les chanoines, les anciens religieux, et quelques missionnaires dévoués.

Dès que la loi eut été promulguée, les directoires des départements s'empressèrent d'écrire au ministre de l'Intérieur, pour lui demander vers quel port ils devaient diriger les déportés. Cette correspondance est très nombreuse, je me bornerai à citer quelques lettres, révélant la procédure et l'exécution de la loi de déportation.

Paris, le 18 octobre 1792.

Le ministre de la marine au ministre de l'intérieur.

J'ai reçu, mon cher collègue, votre lettre du 15 de ce mois, par laquelle, en m'informant qu'un prêtre non assermenté du district d'Auch s'est mis dans le cas d'être déporté à la Guyane, vous me demandez, d'après le département du Gers, dans quel port il peut être embarqué pour cette destination. Il est probable qu'il sera bientôt expédié de Brest un bâtiment de la République pour Cayenne, le prêtre dont il s'agit peut donc dès à présent être transporté dans ce port.

Signé : MONGE (1).

La Revue de Saintonge et d'Aunis a publié en 1912 le récit du massacre des prêtres déportés, les 21 et 22 mars 1793, à La Rochelle ; les pièces suivantes nous en montreront les préliminaires.

Il ressort du registre des délibérations du district de Bressuire que, le 16 octobre 1792, M. Augeard, curé de Noireterre, s'était présenté pour prêter le serment et que sa demande avait été repoussée, sous prétexte que le délai fixé par la loi était expiré. Deux jours après, le même district ordonnait l'envoi du

(1) *Archives nationales*, V. 42.428, 429.

prêtre à La Rochelle. L'arrêté du département des Deux-Sèvres reprend, en les développant, les mêmes considérants.

Arrêté du Conseil du département des Deux-Sèvres, le 24 octobre 1792.

Trois gendarmes de la brigade d'Oulmes, département de la Vendée, ont conduit devant l'administration trois particuliers, dont deux ecclésiastiques et le troisième se disant leur domestique.

D'après lecture faite d'une lettre et d'un arrêté du directoire de la Vendée, en date du jour d'hier, qui fait connaître que l'un de ces trois particuliers s'appelle Charles Cornuault, ci-devant curé de Noirterre; l'autre Christophe Violleau, ci-devant curé de la Chapelle-Gaudin et le troisième se disant leur domestique; par lequel arrêté, ces deux ecclésiastiques sont envoyés devant l'administration de ce département pour être par elle statué ce qu'elle jugera convenable; lecture également faite du procès verbal de leur arrestation du 22 du présent mois, par le juge de paix de Saint-Hermand; ensemble trois passeports délivrés à ces deux ecclésiastiques par la municipalité de la Chapelle-Gaudin, en date du 21 du présent mois, lesquels attestent que la loi du 26 août dernier, relative aux ecclésiastiques qui ont refusé le serment, *n'a été lue, publiée et affichée dans cette commune que ledit jour 21 de ce mois* : les dits certificats énoncent aussi, après avoir fait l'éloge de la bonne conduite et surtout de leur soumission aux lois, qu'ils ont déclaré vouloir, pour sortir du royaume, dans le délai prescrit de quinze jours, prendre la route de Nantes ou des Sables-d'Olonne.

Vu encore le troisième certificat, en forme de pétition, du Conseil général de la commune de la Chapelle-Gaudin, dans lequel il expose que le citoyen Violleau, son ci-devant curé, n'a pu se conformer à l'arrêté du département du 25 juillet dernier, puisqu'il était malade, qu'il est sujet à de violentes attaques de goutte et qu'il est même pris de la fièvre quarte depuis deux mois; il représente qu'il est dans l'impossibilité de soutenir la fatigue de la déportation, c'est pourquoi il demande à l'administration de lui permettre de se rendre auprès du département, et d'y rester jusqu'à ce qu'il plaise d'en ordonner autrement.

Le Conseil, considérant que : la loi du 26 août, relative aux ecclésiastiques qui n'ont pas prêté leur serment, ou qui, après l'avoir prêté, l'ont rétracté et ont persisté dans leur rétractation, a été envoyée officiellement dans les districts de son ressort, le

6 septembre dernier, et y a par conséquent été publiée peu de jours après ;

Considérant qu'une loi doit être regardée comme promulguée aussitôt qu'elle a été enregistrée dans les tribunaux et aux administrations des districts ;

Considérant que : les deux ecclésiastiques, dont il s'agit, ne se sont pas conformés à l'article 2 de la loi du 26 décembre 1790 et à celle du 17 avril 1791 : « Ne l'a pas prêté ou qui, après l'avoir prêté, s'est rétracté et a persisté dans sa rétractation, se présentera devant le directoire de son district ou devant sa municipalité, pour y déclarer le pays étranger dans lequel il entend se retirer et qu'il lui sera délivré un passeport, qui contiendra sa déclaration, son signalement, la route qu'il doit tenir, » et puisqu'ils ont déclaré vouloir prendre la route de Nantes ou des Sables-d'Olonnes, et que par là ils ont cherché à éluder les moyens qu'on aurait pu avoir de s'assurer s'ils se rendaient véritablement à la destination qu'ils avaient indiquée ;

Considérant qu'ils ont laissé expirer le délai que la loi leur accordait pour sortir de la République ;

Considérant que : l'article 3 de la loi précitée porte : que passé le délai de quinze jours, les ecclésiastiques non-sermentés, qui n'auraient pas obéi aux dispositions ci-dessus, seront déportés à la Guyane française, que les directoires de districts les feront arrêter et conduire de brigade en brigade aux ports de mer les plus voisins, qui leur seront indiqués par le Conseil exécutif provisoire ;

Considérant enfin que : le port de La Rochelle est celui le plus voisin de cette ville, et que le Conseil exécutif n'en a désigné aucun,

A arrêté, oui le Procureur général syndic, que les ci-dessus dénommés Charles Cornuault, ci-devant curé de Noireterre, et Christophe Violleau, ci-devant curé de la Chapelle-Gaudin, seront conduits de brigade en brigade, par la gendarmerie nationale, à leurs frais, au port de La Rochelle, pour être, conformément aux articles 1, 2 et 3 de la loi du 26 août dernier, déportés à la Guyane française ;

Arrêté, en outre, que Jean Boussion, se disant leur domestique, aura la liberté de les accompagner ou de se retirer dans son pays... (1).

(1) Archives nationales, F. 19.475.

Paris, 4 novembre 1792.

A Messieurs du Directoire de la Vendée.

(Minute) J'ai reçu, Messieurs, votre lettre du 17 relative aux deux prêtres insermentés de votre département, qui se trouvent dans le cas d'être déportés à la Guyane française. Il partira incessamment, du port de Brest, un vaisseau de la République pour Cayenne. Vous pouvez les faire transférer dans cette ville où ils seront détenus jusqu'au jour de leur embarquement. Vous voudrez bien vous concerter pour cela avec le département du Finistère. Quant aux frais de leur voyage jusqu'au port, s'ils n'ont ni pension, ni revenu, ils doivent être à la charge de la nation, et il sera avancé à chacun d'eux, par les caisses du district, trois livres par journées de dix lieues (1).

Fontenay, 10 novembre 1792.

Au citoyen Roland, ministre de l'intérieur.

Citoyen Ministre,

Nous nous conformerons à votre lettre du 4 de ce mois, en faisant transférer au port de Brest les prêtres, qui sont dans le cas d'être déportés à la Guyane française, et leur ferons payer, s'ils n'ont ni pension, ni revenu, la somme de trois livres par journée de dix lieues.

Les citoyens administrateurs composant le directoire du département (2).

Novembre.

*Le Procureur général syndic du département de l'Aveyron
aux neufs districts de son ressort.*

On se plaint journellement, citoyens, au département, de ce que la loi du 26 août, concernant les fonctionnaires publics, qui ont refusé le serment, ou qui, après l'avoir prêté, l'ont rétracté, ne reçoit pas son exécution, et que vous ne faites aucune diligence pour la procurer. Citoyens, lisez les lois, voyez-y la tâche qui vous est imposée, et les peines que vous encourez, en négligeant de vous y conformer. Epargnez au Conseil, qui m'a chargé de vous écrire, la douleur de dénoncer au ministre de l'intérieur une coupable négligence de votre part.

(1) *Archives nationales*, F. 19 481.

(2) *Archives nationales*, F. 19 481.

Le conseil est informé que plusieurs prêtres, après s'être munis de certificats, restent encore et se cachent ; s'il vous faut une force autre que celle qui est à votre disposition, le conseil m'autorise à vous marquer qu'il est disposé à vous l'accorder.

CARRIÈRES, procureur général syndic (1).

Trois cents prêtres insermentés du département de la Meurthe, la plupart sexagénaires ou infirmes, avaient été épouvantés par les massacres de septembre, et, au lieu de se rendre à la maison de réclusion, ils avaient cherché un refuge dans le duché de Deux-Ponts. L'administration du district de Bitche avait réclamé auprès de Dosportes, représentant de la France, lequel avait exigé du duc l'expulsion des réfugiés. Les proscrits rédigèrent cette pétition. Elle porte cette inscription : Vu le 17 novembre, f^o 481 v^o.

Aux citoyens administrateurs du département de la Meurthe.
Citoyens administrateurs,

La loi nous a dit : la patrie est en danger, les ennemis l'environnent, les divisions intestines l'agitent, votre retraite calmera une partie de ses alarmes, obéissez, retirez-vous.

Nous avons répondu : nous aimons notre patrie qui nous est chère jusque dans sa rigueur ; nous nous retirons dans le duché de Deux-Ponts, qui n'est pas votre ennemi. Vous avez reçu notre déclaration. Nous avons pris nos passeports.

Un prince bienveillant nous a accueillis ; l'administration du district de Bitche croit devoir requérir notre éloignement, il est enfin prononcé. Nous interrogeons les Etats voisins, mêmes sévérités de précautions. Nos confrères refluent de toutes parts, nous annonçant que partout on craint de nous recueillir, partout on nous repousse.

Citoyens administrateurs ! La loi ne nous a pas dit : Mourez ! Dites-nous, de grâce, où nous pourrions vivre. On nous ravit jusqu'aux asiles de miséricorde que nous recherchons.

Nous épuisons les faibles ressources qui nous restent, sans entrevoir un terme à cette affligeante destinée.

Citoyens, vous surveillez, vous administrez cette portion précieuse de notre patrie, à laquelle nous nous glorifions d'appartenir encore. Nous vous disons : la France nous rejette de son sein,

(1) *Archives nationales*, F. 19.408, 409.

les pays armés contre elle nous ont interdits, les Etats, neutres ou alliés, craignent de nous réfugier.

Administrateurs, nous vous en prions, pesez, examinez, dans votre sagesse, les moyens de nous soustraire à cette douloureuse existence.

Nous voulons obéir, mais par une fatalité inouïe et réservée à nous seuls nous trouvons, dans notre obéissance même, un sujet continuel de douleur et d'amertume.

Ouvrez-nous, indiquez-nous un asile, nous y porterons, avec le sentiment pénible de nos malheurs, le religieux silence de l'adversité, et nous osons le dire le courage de la vertu.

Les prêtres retirés dans le duché de Deux-Ponts :

BAUQUET, DURAND, BLAISE, CLAUDE, ROYER, GONOT, COMTE, BESON, SANGUINÉ, COLLIGNON, HIBLINGER, POIRSON, J.-JACQUES, MAILLAT, PLANARD, VALENTIN, MONJEAN, PARISOT, MATHIEU, MAIGRET, VERDOT, ex-constitutionnel, RICHARD, GOT, BRIOLET (1).

L'abbé Grégoire fit parvenir cette touchante pétition au ministre Roland. Elle porte, écrit au bas de la page : « 21 novembre, on estime que l'humanité permet de consentir à ce que les prêtres déportés restent dans le duché de Deux-Ponts. »

Plusieurs des signataires ci-dessus furent conduits à Rochefort et moururent sur les pontons de l'île d'Aix.

Saintes, le 18 novembre 1792.

Au citoyen Roland, ministre de l'intérieur.

J'ai l'honneur de vous prévenir, Monsieur, que trois prêtres insermentés, réfractaires à la loi du 26 août dernier, pour n'être pas sortis du territoire de la République dans le délai prescrit, ont été conduits en la maison d'arrêt de La Rochelle, où ils sont détenus en ce moment, veuillez bien nous donner des ordres nécessaires pour leur déportation à la Guyane.

Le Procureur général syndic du département de la Charente-Inférieure,

ESCHASSÉRIAUX (2).

(1) *Archives nationales*, F. 19.449, 451.

(2) *Archives nationales*, F. 19.412, 414.

Paris, le 11 décembre 1792.

*Le ministre de l'intérieur au Procureur général
syndic du département de la Charente-Inférieure.*

Votre prédécesseur m'a prévenu que trois ecclésiastiques non-assermentés, qui n'étaient pas sortis de la République, conformément à la loi du 26 août, avaient été conduits dans la maison d'arrêt de La Rochelle. Il m'a demandé des ordres pour leur déportation à la Guyane. J'attends que le ministre de la marine m'informe des dispositions qu'il doit prendre à cet égard. Je vous les transmettrai aussitôt qu'il me les aura fait savoir (1).

Les lettres des directoires montrent partout l'impatience des proscripteurs.

Le 11 janvier 1793.

*Le Procureur général syndic du département du Lot,
au procureur du district de Figeac.*

On ne peut qu'applaudir aux mesures vigoureuses que votre administration a prises contre les prêtres... Armez-vous de toutes les sévérités que la loi met entre vos mains, pour purger la société de ces êtres turbulents et fanatiques. Si, comme je n'en doute pas, vous parvenez à les expulser tous du district, croyez que vous aurez bien mérité de la patrie. Mettez tout en usage pour faire déporter ces prêtres. Faites-les saisir et arrêter partout où ils seront, *mais ne les dénoncez pas aux tribunaux. Cette mesure n'est pas aussi active que la déportation*, elle produit le double inconvénient de traîner en longueur, en donnant de l'inquiétude au simple et au crédule, qui s'apitoie sur le sort des prêtres, au lieu que la déportation produit un effet bien différent, car vous savez que le public ne prend plus d'intérêt au sort de ceux qui souffrent loin de lui (2).

Le 14 janvier, une loi accordait une prime de 100 livres à celui qui dénoncerait un insermenté.

D'après les décrets du 18 mars et du 23 avril, tout ecclésiastique sujet à la déportation, qui serait trouvé sur le territoire de la République, sera traduit devant une commission militaire et puni de mort dans les vingt-quatre heures.

(1) *Archives nationales*, F. 19.412, 414.

(2) *Archives du Lot*, S. L., 112.

Les receleurs de prêtres, fût-ce un frère, fût-ce une mère, seront punis de mort !

Un certain nombre de prêtres, bravant tous les périls, étaient restés pour porter aux catholiques fidèles les secours religieux; ne voulant pas compromettre la vie de ceux qui leur donnaient asile, plusieurs vinrent se livrer à leurs bourreaux, et furent renfermés dans les prisons ou les maisons de réclusion.

Paris, le 27 mars 1793.

*Circulaire du ministre de l'intérieur aux administrateurs
des directoires des départements.*

Je vous prévien, citoyens administrateurs, qu'il doit partir, sous trois semaines environ, du port de Bordeaux, un bâtiment destiné pour Cayenne. Si vous avez quelques prêtres dans le cas d'être déportés à la Guyane, en exécution de la loi du 26 août, vous pouvez les faire conduire dans ce port par la voie des brigades de la gendarmerie nationale.

GARAT.

Paris, le 28 mars 1793.

Citoyen ministre,

J'ai reçu les exemplaires de la lettre que vous m'avez adressée, par laquelle vous me prévenez du départ d'un bâtiment pour Cayenne, propre au transport des prêtres qui sont dans le cas d'être déportés. Je me suis empressé de la faire passer au conseil général de la Commune.

Le maire de Paris : PACHE (1).

Le 25 mai, le ministre de la marine adressait, au président de l'Assemblée, les documents suivants :

Monsieur le Président,

Je vous ai fait passer dernièrement, pour la Convention nationale, un projet, qui m'avait été présenté, sur le mode d'exécution de la loi de déportation des prêtres réfractaires à la Guyane française.

Jé vous observerai, citoyen président, que le commissaire civil à Cayenne écrivait, au mois de novembre dernier, que des prêtres insermentés, dans cette colonie, avaient été rétablis dans

(1) *Archives nationales*, F. 19.311.

les fonctions curiales, dont ils avaient été chargés précédemment. J'appellerai l'attention de la Convention nationale sur cette mesure, à cause des inconvénients qui peuvent en résulter.

Ces prêtres, instruits des localités du pays dont ils ont l'habitude, accoutumés à vivre avec les naturels dont ils connaissent l'esprit, ne pourraient-ils pas se réunir aux déportés, au moment de leur installation dans la colonie, pour leur donner des instructions dangereuses, et causer, par une intelligence perfide avec eux, des maux d'autant plus à craindre, que les moyens de répression sont plus rares et plus faibles ?

D'un autre côté, malgré l'éloge que fait le commissaire civil de leurs mœurs douces et paisibles, de leur esprit ami de l'ordre et du bien public, ces prêtres insermentés doivent-ils remplir des fonctions dont la loi les exclut, puisqu'ils n'ont pas satisfait à son vœu, en prêtant le serment, qu'elle exige ? Les renvoyer en France serait s'opposer directement à cette même loi, qui prononce leur déportation du sol de la République.

Dans ce conflit de difficultés et de maux à redouter de part et d'autre, je vous prie, citoyen président, de présenter à la Convention nationale ces considérations importantes, en la priant de me tracer invariablement la marche que je dois suivre, pour donner à la loi son exécution précise.

J'attends, qu'elle m'ait fait connaître ses volontés sur ce point et sur ceux que j'ai soumis à ses lumières. Je m'empresserai de remplir alors les intentions qu'elle aura manifestées.

Le Ministre de la marine :

Signé : DALBARADE. (1)

Voici quelles étaient les observations et propositions du ministère de la marine.

Observations sur la déportation des prêtres insermentés à la Guyane française. — Où sont indiqués : 1° La désignation du lieu où il convient de les placer ; 2° la dépense à faire pour eux ; 3° celle annuelle qu'ils occasionneront, et le temps qu'elle durera ; le parti qu'on peut en tirer pour l'utilité publique ; 4° les moyens à prendre pour les empêcher d'être nuisibles à la colonie de la Guyane ; 5° les précautions nécessaires pour l'instant de leur arrivée ; 6° les approvisionnements à faire pour eux ; 7° enfin le nombre qu'on peut en faire porter à la fois.

(1) *Archives nationales*, D. XVI, 3-31-186.

Les manœuvres des prêtres réfractaires et les troubles, qu'ils ont occasionnés dans les divers départements de la République, ont attiré sur eux la juste sévérité de la Convention nationale. Adroits dans l'art d'éluder la conviction immédiate des crimes dont ils sont les instigateurs cachés ou indirects, ils savent encore, à l'abri du fanatisme, éviter les traits que les lois dirigent contre eux.

La Convention nationale, ayant senti ces inconvénients, a trouvé dans la proportion, le seul moyen efficace aux maux produits par cette caste séditeuse. La Guyane française va devenir l'asile de ces hommes dangereux ; la solitude rendra leurs trames inutiles et leur molle oisiveté cédera à la nécessité du travail.

S'il a paru nécessaire à l'Assemblée nationale de délivrer la France des prêtres réfractaires, fléau redoutable pour la liberté et l'égalité, il paraîtra sans doute juste et prudent de ne point en affliger une colonie, dont la population de 12 à 1500 blancs n'offrirait que des moyens imparfaits de répression. Il est donc à propos de prendre des précautions pour que cette déportation ne porte point de dommage à la colonie de Cayenne. Cette colonie qui a donné des preuves de l'attachement aux principes actuels du gouvernement, par l'énergie et la surveillance qui lui ont fait déjouer les sourdes et criminelles menées de la Cour et de ses agents, par la fermeté qui l'a sauvée de l'affreux incendie dont toutes les autres colonies ont été la proie, l'état encore faible de cette colonie lui rend plus précieux, sous tous les rapports, la plus parfaite tranquillité.

L'intérêt national même concourt ici, avec la justice, pour garantir cette colonie des troubles dont les déportés pourraient être la cause ; cet intérêt est puissamment motivé par le succès des épiceries qui assure à cette colonie une grande prospérité et, à l'Etat qui les tire de l'étranger, une grande économie.

Quelques prêtres réfractaires ont déjà été débarqués à Cayenne même, chef-lieu de la colonie française de la Guyane ; si ceux qui doivent les suivre y abordent aussi, cette imprudence pourrait entraîner la perte de la colonie. Elle est faible en moyens de police propres à maintenir dans le devoir un certain nombre de ces hommes vicieux, qui ne tiennent à la société par aucuns liens. Ils corrompraient aisément les nègres, dont l'esprit faible céderait bientôt à leurs suggestions fanatiques ; l'insubordination, l'insurrection même de ceux-ci, le plus terrible fléau des colonies serviraient avantageusement les horribles projets de

vengeance que ces prêtres emportent avec eux ; mais il est aisé d'éviter ces dangers, en adoptant les mesures qui seront développées dans ce mémoire.

Désignation du lieu où il convient de les placer. — La partie de la Guyane dite « Macary » est située à douze lieues environ des limites portugaises ; 46 lieues au-delà de l'Oyopock, premier poste de la colonie de ce côté, et à 72 lieues de la ville de Cayenne. Il y a eu concurremment, au Macary, une mission et un poste de troupes ; la pêche et la chasse y sont très abondantes. On y trouve une étendue considérable de savanes ou prairies naturelles, dans lesquelles on peut élever beaucoup de bestiaux qui y multiplieront considérablement, et, que par la suite, on pourra exporter aux Antilles.

Dépenses à faire pour eux. — La maison sera composée, ainsi qu'elle est détaillée sur l'état n° 1, avec le linge, habillement, couchés, ustensiles domestiques et outils aratoires, suivant les états n° 2 et 3, approvisionnements en magasin de quelques objets de traites, qui serviraient à leur procurer des aliments frais, qui pour lors remplaceraient la salaison dont est composée la ration ; ou bien on vendrait ces objets à ceux en état de les payer et qui voudraient se procurer plus d'aisance.

Leur dépense annuelle et le temps qu'elle durera. — La dépense, que chacun de ces déportés occasionnera avec leur transport, logement et ameublement, s'élève pour chacun à 2,198 l. 7 s. pour deux ans, car on ne peut se dispenser de les nourrir moins de temps que deux années.

Mais, pour diminuer les frais qu'occasionneront les logements qu'il faudra leur faire, ainsi que les premiers défrichés à planter en toutes sortes de vivres du pays, en cotonniers, caféiers et giroffiers, on pourrait se servir et prendre 40 ou 50 esclaves de l'habitation Saint-Régis, qui n'est d'aucun rapport et appartient à La Fayette, ainsi que ceux de l'habitation du Mont-Joli, dans l'île de Cayenne, qui est d'un faible revenu et appartient au ci-devant comte Dorsé émigré. On pourrait aussi employer la cote-part revenant aux émigrés sociétaires de la ci-devant Cie du Sénégal, à la tête de laquelle était le ci-devant maréchal de Duras ; cette compagnie a un établissement ainsi que des fonds assez considérables à recouvrer dans la Guyane. Il serait également juste d'y ajouter celle des émigrés sociétaires de la compagnie Vaudeuil et Dérugy, qui a aussi plusieurs établissements et

maisons à Cayenne, sous la direction du citoyen Ducel, co associé.

Avec les nègres de tous ces divers établissements et les gens de couleur libres faisant la majeure partie de la garde à y établir, on ferait les défrichés, les logements et les embarcations à la manière du pays, propres à la pêche et à aller chercher à Cayenne les vivres et effets d'Europe que l'on y déposerait pour ces déportés.

Il serait indispensable d'envoyer, pour cent hommes, vingt-cinq femmes au moins pour le blanchissage, le soin de leurs vêtements, pour élever des volailles et faire leur petit ménage. S'ils s'en accommodaient, et qu'ils en désirassent davantage, on en ferait la demande. Ne pourrait-on aussi trouver dans les prisons deux tonneliers, deux forgerons, deux maçons, deux boulangers, deux menuisiers et deux scieurs de long, qui auraient la nourriture, entretien et paye du soldat ; ces ouvriers sont indispensables pour la formation de cet établissement.

Parti qu'on peut en tirer pour l'utilité publique. — On ne peut espérer que des prêtres élevés dans la mollesse ou des moines fainéants se livrent avec ardeur à l'agriculture dans ces pays chauds, où le climat brûlant affaiblit la constitution physique, surtout dans des hommes qui lui sont étrangers ; il n'y a que des gens courageux et laborieux qui puissent soutenir les travaux agraires, même modérés, sur un sol aussi prêt de l'équateur.

Il est cependant possible de faire tourner cette déportation dispendieuse à l'utilité publique. La nécessité pourra bien les porter à la culture ; mais cette culture sera bornée pour l'instant à leurs besoins ; il faut donc leur présenter une branche d'industrie, qui, sans exiger beaucoup de soins, les encouragera, par un succès assuré, et deviendra infailliblement avantageuse à l'Etat. C'est de les rappeler à la première condition des hommes réunis en société, d'en faire des pâtres ; pour cet objet, qui certainement présente le plus de profit pour eux-mêmes et pour l'Etat, il est à propos de leur distribuer, à titre d'avance qu'ils remettraient dans un temps déterminé, deux ou trois vaches ou génisses avec un mâle à raison de vingt femelles, une chèvre, une truie et quelques volailles à chacun. On peut avoir une idée juste de la dépense qu'occasionneraient ces avances de l'état n° 5.

Moyens pour les empêcher d'être nuisibles. — En les plaçant au Macary, ils ne peuvent communiquer que par mer avec le

reste de la Guyane. Il faudrait établir une garde de gens de couleur et quelques soldats tirés de la garnison de Cayenne, en tout 25 à 30 hommes, commandés par une personne intelligente et acclimatée, qui aurait une inspection immédiate sur ces déportés, et les empêcherait facilement de se répandre dans la colonie et conséquemment d'y nuire. Cette personne sera à la nomination du ministre.

Précautions à prendre pour l'instant de leur arrivée. — Dans tous les cas, soit qu'on ait eu besoin de faire préparer à l'avance leur établissement, soit que cela ne soit pas fait, il conviendrait toujours de les faire arriver à Oyapock, qui est la première rivière habitée par les blancs, parce qu'il y a là un poste où l'on trouve deux bâtimens de la nation. On y pourrait faire séjourner sans inconvénient 150 à 200 de ces déportés, en attendant qu'on puisse les transporter au Macary.

Approvisionnements pour eux. — Les approvisionnements à faire pour eux, ainsi que pour la garde et les préposés à l'établissement, sont détaillés dans l'état n° 6.

Nombre qu'on peut en faire partir à la fois. — Si l'on met à la tête de la déportation un ou deux hommes connaissant le pays et qui l'aient habité longtemps, on peut en faire partir, avec les moyens indiqués, 150 à 200 à la fois. Si ce ne sont pas des personnes au fait, 50 seront plus que suffisant et le succès, dans ces cas d'impéritie du chef, sera toujours plus que douteux.

BORDEREAUX

N° 1. — Ration

Nature des comestibles	Quantités par jour	Par mois	Estimation	Total
Pain	24 onces	45 l.	à 4	9
Bœuf salé	8 »	15	à 12	9
Légumes secs	2 »	3 3/4	à 8	1 10
Vin	1 chopine	15 pintes	à 12	9
Tafia	1/8	3 3/4	à 16	3
Huile d'olive	1/2 once	15 onces	à 2	1 10
Beurre.	1/2	1 7/8	à 25	2 7
Vinaigre	1/16	1 7/8	à 12	1 3 3
Sel	4	7 1/2	à 2	» 15
Savon	1	1 7/8	à 15	1 7 1
Huile à brûler.	1/2	15 onces	à 1,3	» 18 9
Total . . .				39 11 1

N° 2. — Habillements à leur fournir annuellement pendant deux ans

Désignation des objets	Quantités	Prix	Total par an	Pour deux ans
Chemises.	4	7	28	56
Pantalons.	4	7	28	56
Vestes.	3	8	24	48
Sarrau pour deux ans .	1	18	18	18
Souliers.	4	7	28	56
Bas.	2	2	4	8
Chapeaux.	1	6	6	12
			<u>136</u>	<u>254</u>

N° 3. — Ameublement, ustensiles de cuisine et outils aratoires

Désignation des objets	Quantités	Prix	Observations
1 châlît	1	4	En cas de mort,
Matelas et traversin. . .	1	30	ces objets rentre-
Couverture	1	9	raient au magasin.
Draps de lit	2	15	
Paillasse.	2	4	
Hamac	1	12	
Chandelier de fer . . .	1	1 10	
Une lampe de fer blanc .	1	1 15	
Chaudière potin . . .	2	4 16	
Tenailles.		3	
Outils aratoires . . .		24	
Total. . .		<u>123 1</u>	

N° 4. — Logement pour 4 personnes

Ce logement doit être un rez-de-chaussée de 36 pieds de long, 16 de large, ayant une salle de 16 pieds carrés au milieu et 2 chambres de 10 pieds de long sur 8 de large à chaque pignon, avec grenier. Le tout couvert en paille. La maison faite en bon bois du pays avec portes, fenêtres et ferrures, évaluée à 1.900 l.

N° 5. — Bétail à avancer à chaque déporté pour trois ans

1 Truie.	6 l.	<i>Nota.</i> — La quatrième année, les déportés remettraient ce bétail en espèce et qualité.
4 Volailles.	8	
1 Chèvre	9	
3 Vaches, à 150. . .	<u>450</u>	
Total.	<u>473</u>	

Récapitulation de ce que chaque déporté coûtera pour la nourriture, entretien, logement pendant deux ans et son passage.

La ration comme en l'état N° 1	948 l. 6
L'habillement comme en l'état N° 2.	254
Ameublement, ustensiles de cuisine.	
Outils aratoires comme en l'état N° 3	123 1
Logement suivant le détail N° 4.	250
Passage	150
Avance de bétail comme en l'état N° 5.	<u>473</u>
Total général	<u>2198</u>

Mais comme on doit calculer la mortalité, que l'on suppose qui sera d'un cinquième pour les deux ans, cela diminuera la dépense, puisque ceux qui arriveront les derniers occuperont les appartements vacants et succéderont aux morts dans l'ameublement et avance de bétail, etc... (1).

Ces observations nous montrent ce qu'il y avait de romantisme à la Rousseau dans l'esprit de ces proscriptionnaires ; elles nous donnent également l'explication de ces sommes d'argent, de ces graines et de ces remèdes que les déportés emportèrent.

A la séance de la Convention du 7 juin 1793, Jean-Bon-Saint-André demandait, au ministre de l'Intérieur, de rendre compte de la loi « trop négligée jusqu'à présent sur la déportation des prêtres ».

L'Assemblée décrétait que le ministre rendrait compte de cette loi, et elle adoptait la proposition suivante : « Le comité de salut public donnera des ordres nécessaires pour qu'un nombre de bâtiments de transport soit préparé, sans délai, dans les ports de la République, afin que la déportation à la Guyane des prêtres réfractaires puisse être effectuée. »

Le 22 juin 1793, le ministre de la marine écrivait au ministre de l'intérieur.

« Quelques pressantes que soient les sollicitations du département pour que la loi relative aux prêtres déportés reçoive son exécution, je ne puis hâter les mesures qui peuvent l'accélérer.

« J'attends que la Convention ait prononcé sur le mode qu'elle aura déterminé d'après le rapport de son comité de salut public. Dès que je connaîtrai son intention, je m'empresserai de vous les transmettre et de me concerter avec vous à cet égard.

DALBARADE (2). »

Tel était le projet présenté.

Projet de décret.

ARTICLE PREMIER. — Tous les individus qui seront condamnés à la déportation, en exécution des lois des 15 août 1792, 21 avril et 10 juin 1793, seront transportés à la Guyane française dans la partie dite « Le Macary », située à douze lieues environ des limites portugaises, 46 au delà d'Oyapock et à 72 lieues envi-

(1) *Archives nationales*, D., XVI, 3, 31-183.

(2) *Archives nationales*, F. 19.311.

ron de la ville de Cayenne. Cet établissement aura pour limites latérales les rivières d'Araouari et celles de Carsevene et portera le nom de la colonie de la *Révolution française*.

ART. 2. — Le débarquement des déportés se fera au poste d'Oyapock dont les bâtiments nationaux, suffisamment réparés, renferment les individus et les provisions, jusqu'à la plus prompte préparation des lieux destinés à les recevoir.

ART. 3. — L'administration de la colonie de la *Révolution française* sera composée : 1° d'un commandant civil et militaire; 2° d'un officier d'administration chargé du magasin avec un ou deux commis selon le besoin; 3° d'un chirurgien chargé de la pharmacie et d'un aide-chirurgien.

ART. 4. — Vingt volontaires de couleur, avec équipement et solde de la gendarmerie nationale, et un détachement de 50 hommes au moins de la garnison de Cayenne, relevables tous les six mois, formeront la force nécessaire pour le maintien de l'ordre.

ART. 5. — Les déportés seront privés de tous les droits politiques, et, jusqu'à ce que cette colonie soit devenue assez conséquente pour nécessiter l'établissement d'autorités judiciaires, le commandant y établira une police convenable, sous l'autorisation et d'après les instructions du pouvoir exécutif qui émaneront de ce principe.

ART. 6. — Pour planter les vivres du pays et instruire les nouveaux colons à les cultiver, le commandant de la déportation est autorisé à requérir des autorités constituées de Cayenne la remise de cinquante noirs des habitants, dont les propriétaires sont compris parmi les émigrés de France.

ART. 7. — Le ministre de la justice désignera, parmi les condamnés aux fers ou à la détention, pour être remis au ministre de la marine, trois boulangers, deux forgerons, deux maçons, deux charpentiers, deux menuisiers, deux scieurs de long, deux potiers de terre et deux tonneliers, lesquels seront embarqués, de leur consentement, avec les déportés, pour aller, dans l'établissement projeté, exercer leur métier sous les mêmes lois que ceux-ci, et cela pendant un temps proportionné à celui que devait durer leur détention.

ART. 8. — Ces deux ministres s'entendront sur le nombre des femmes qui, ayant encouru la peine de la réclusion, seraient utilement employées aux travaux de leur sexe dans la nouvelle colonie, et aux mêmes conditions que les individus désignés à l'article précédent.

ART. 10. — Tout déporté qui sortira des limites fixées, par le présent décret, à la nouvelle colonie sera condamné à mort par les trois officiers d'administration.

ART. 11. — Les prêtres de la colonie de Cayenne, qui, réfractaires aux lois relatives au serment, avaient été destitués de leurs fonctions et qui y ont été rétablis par le commissaire civil, seront déportés sur un sol étranger.

ART. 12. — La trésorerie générale tiendra, à la disposition du ministre de la marine, la somme de 300.000 francs, pour la construction des bâtiments, magasins, embarcations et autres premiers frais d'établissement, ainsi que pour les avances et vivres des premiers cent hommes, suivant l'état annexé au présent. Elle tiendra successivement, à la disposition de la marine, la somme de 150.000 francs pour chaque cent hommes embarqués pour la déportation.

TABEAU GÉNÉRAL DE LA DÉPENSE

Hôpital, magasins et casernes	36.000
25 maisons par cent hommes à 250 francs par homme . . .	25.000
Pirogues à naviguer	4.000
Approvisionnement d'hôpital	6.000 12
Défrichés pour cent hommes	10.000
Habillement et avance de bestiaux pour cent hommes . . .	60.000
Couchers et ustensiles domestiques pour cent hommes . . .	12 000
Vivres pour cent hommes pendant un an	47 465
Gardes employés et ouvriers	30.000
Passage pour cent hommes (1)	15.000
Total	246.754 12

TABEAU DE LA DÉPENSE POUR L'EXÉCUTION DE LA DÉPORTATION A LA GUYANE

Hôpital, magasins et casernes	36.000
25 maisons pour cent hommes à 200 francs par homme . . .	20.000
Pirogues à naviguer	4.000
Approvisionnement d'hôpital	6.000
Défrichés pour cent hommes	7.000
Habillement pour cent hommes	16.000
Avance de bestiaux pour cent hommes	33 300
Couchers et ustensiles domestiques pour cent hommes . . .	18.750
Vivres pour cent hommes pendant un an	73.050
Gardes employés et ouvriers	40.000
Passage pour cent hommes	15.000
Achat de deux bâtiments de 25 à 30 tonneaux (2)	30.000
Total	300.000

(A suivre).

P. LEMONNIER.

(1) *Archives nationales*, D. XVI, 3, 31-185.

(2) *Archives nationales*, D. XVI, 3, 31-184.

III

LES DÉBUTS DE FRANÇOIS D'ESPINAY-SAINT-LUC

DANS LE GOUVERNEMENT DE BROUAGE

(1579-1582)

(*Suite et fin*)

Près de deux ans s'étaient écoulés depuis les premiers incidents de l'affaire de Brouage, c'était plus de temps qu'il ne fallait pour user la volonté d'un caractère aussi faible que celui de Henri III. Au contraire, la ténacité du rebelle, servi d'ailleurs par les circonstances du temps et la force de sa position, ne laissait aucun doute sur son irréductibilité. D'autre part, il s'était montré fort habile, évitant les chocs trop violents, et aucun fait irrémédiable ne s'était produit ; même il avait montré son loyalisme en soutenant la cause du roi lors du dernier soulèvement des protestants. Encore quelques efforts et Saint-Luc, seulement toléré par le roi, pourra peut-être se faire agréer définitivement dans Brouage.

Il allait heureusement trouver un précieux appui auprès de la cour en la personne du maréchal de Matignon (1). Ce maréchal, appelé à remplacer le maréchal de Biron dans la lieutenance générale de Guyenne, sous le commandement du roi de Navarre, arriva à Bordeaux, le 15 octobre 1581. Il venait s'employer à deux affaires importantes : d'abord conduire, avec l'aide de Bellièvre (2), les négociations que la cour poursuivait avec le roi de Navarre ; puis favoriser l'armement que la reine mère avait ordonné pour soutenir ses prétentions à la succession du Portugal contre l'Espagne.

Le principal organisateur et le chef de cette expédition (3),

(1) Jacques Goyon, sieur de La Roche-Goyon, comte de Thorigny et de Matignon, etc., né le 26 septembre 1525, mort le 27 juillet 1597 ; maréchal de France le 14 juillet 1579, lieutenant-général en Guyenne depuis la paix de Fleix, le 26 novembre 1580.

(2) Pomponne de Bellièvre, seigneur de Grignon (1529-1607), suivit le duc d'Anjou en Pologne ; conseiller d'État et privé, surintendant des finances depuis 1575.

(3) Cf., pour l'expédition navale des Açores en 1582, Ch. et P. Bréard, *Documents relatifs à la marine normande et à ses armements aux XVI^e et XVII^e siècles*. Paris, 1889, in-8°, chap. VI.

Philippe Strozzi, avait fait les premiers préparatifs dès le mois d'avril 1581, et commencé, trois mois plus tard, à rassembler les compagnies des vieilles bandes piémontaises dans la Guyenne et la Saintonge, avec l'intention de les faire embarquer à Brouage. Saint-Luc ne laissa pas échapper cette occasion de proposer ses services. Dans le temps qu'il écrivait à Henri III, le 25 novembre 1581, il avait adressé une autre lettre à la reine mère pour la prier de soutenir sa cause auprès du roi et il ajoutait en post scriptum les lignes suivantes (1).

« Madame j'ay esté adverty que les affaires de Portugal sont toutes résolues, j'attends d'estre honoré de vos commandemens pour vous y faire le très humble service que je désire, car je n'ay pas envye d'y estre employé si ce n'est de par vostre Majesté. »

En réponse à cette avance, la reine mère fit remettre au maréchal de Matignon, dans le mois de janvier, un certain nombre de lettres de commission dont l'une était destinée à Saint-Luc. Elle laissait d'ailleurs au maréchal le soin de juger dans quelle mesure ces lettres pourraient être employées utilement (2). Dans l'esprit de la reine il s'agissait, pour les destinataires de ces lettres, de faire partie de l'expédition ; mais Saint-Luc l'entendait tout autrement ; il ne songeait certainement pas à s'embarquer.

Le rassemblement des troupes en Guyenne alarmait les protestants et particulièrement le roi de Navarre. Lui et eux ne pouvaient s'empêcher d'établir un rapprochement entre le moment présent et l'année 1572 qu'un armement, dirigé par Strozzi, dans les mêmes parages et au milieu de circonstances analogues, avait coïncidé avec le drame de la Saint-Barthélémy et servi ensuite à assiéger La Rochelle. Pour ménager la susceptibilité du roi de Navarre, Henri III désirait que les troupes restassent cantonnées dans le gouvernement de Brouage distinct de celui de la Guyenne. Le 20 février 1582, il écrivait au maréchal de Matignon (3) :

«... [Je] seray bien ayse que l'embarquement s'en face du costé

(1) Lettre de Brouage, 25 novembre 1581. Bibliothèque nationale, fonds français 15565, fol. 148, original.

(2) Lettre de Catherine au maréchal de Matignon, Paris, 10 janvier 1582, *Lettres de Catherine de Médicis*, t. VIII, p. 3.

(3) Lettre signée « Henry » et « de Neufville », Paris, 20 février 1582. Bibliothèque nationale, fonds français 2391, fol. 123, original

de Brouage si c'est chose qui se puisse faire sans retardement, tant pour contenter mondit frère [le roi de Navarre], lequel m'en a prié, que pour soulager d'autant mes pauvres subgeetz de Guyenne... »

Il était impossible, dans ces conditions, que Saint-Luc ne fût pas chargé d'un rôle actif. Il ne demandait d'ailleurs qu'à s'employer utilement et ses offres furent enfin agréées par le roi. Au cours d'une lettre adressée, le 23 mars (1), au maréchal de Maignon, Henri III accordait son pardon à Saint-Luc dans des termes qui laissent paraître encore une certaine froideur.

«... Le sieur de Bellièvre m'a faict entendre les propos que lui a tenuz le sieur de Saint-Luc, et vostre advis sur iceulx. Je vous assure que je suis très content de me servir de luy et l'honorer de ma bonne grâce quant il se comportera à mon endroit comme il est tenu de faire, ainsy que j'ay bien voulu luy escrire de ma main par la lettre que je vous envoye avecques la présente, et luy confirmeriez mon intention, ne voulant autre gage et assurance de la sienne que sa propre conscience et le thesmoignage que vous me randrez de ses actions. J'ay commandé luy estre baillé main levée de l'assignation qui luy avoit esté donnée sur la contably de Bordeaulx et seray bien ayse qu'il me donne occasion par ses actions de luy continuer les effectz de ma bonne volonté. »

Enfin Saint-Luc touchait au but, il avait, de la main même du roi, une lettre qui était autre chose qu'une lettre de service. Quelques semaines plus tard, Saint-Luc, étant venu à Bordeaux près le maréchal de Maignon, faisait parvenir au roi la réponse suivante (2) qui révèle les bons offices du maréchal.

« Sire. La lettre dont il a pleu à Vostre Majesté m'honorer estant de tout fondée sur la créance de monsieur le maréchal de Maignon, je n'y ay plus tost peu faire responce que je ne l'eusse veu pour entendre de luy ce qu'il avoit charge de me dire de sa part : et l'estant venu trouver en ceste ville, il m'a faict ce bien de me dire la volonté de Votre Majesté, sur quoy je l'ay assuré de l'inviolable et éternelle dévotion que j'ay et auré toute ma vye de mi employer côme, oultre les infinies occasions que j'au-

(1) Lettre signée « Henry » et « de Neufville », Paris, 23 mars 1582. Bibliothèque nationale, fonds français 3351, fol. 12, original.

(2) Lettre de Bordeaux, 8 mai [1582]. Bibliothèque nationale, fonds français 15563, fol. 9, original.

ray, mon devoir naturellement m'y oblige ; suppliant très humblement Vostre Majesté Sire, de me fere tant d'honneur que de le croire ainsi. Je remets à mondit sieur le maréchal de vous fere entendre ce que je luy en ay dit et quelques autres particularités à quoy Vostre Majesté pourvoira, s'il luy plaist, selon que, par sa belle providence, elle jugera estre nécessaire, protestant bien toutefois que coy quelle face je ne sçaurés estre plus eschaufé à son très humble service cōme y ayant desjà dévoué et ma vie et tous mes moyens. Je pryé Dieu. Sire, qu'il donne à Vostre Majesté très longue et très heureuse vye ; de Bordeaux, ce 8 may.

De Vostre Majesté, très humble, très affectionné, très obligé subiet et serviteur.

SAINOT-LUC.

Dans le moment que Saint-Luc écrivait cette lettre, l'armement que dirigeait Strozzi était déjà très avancé ; et celui que son lieutenant, Charles de Cossé, comte de Brissac (1), avait organisé en Normandie, pour le même objet, était terminé. Ce dernier mit à la voile à Villerville, le 17 mai, pour se rendre à Belle-Ile, lieu de rendez-vous de l'armée navale. Strozzi avait été secondé dans ses préparatifs militaires par le maréchal de Matignon en Guyenne, et en Saintonge par le sieur de Belleville. Le rôle de Saint-Luc fut moins important ; cependant Strozzi fit de nombreuses stations à Brouage même et à Marennes pour les levées de gens de mer. L'embarquement n'eut pas lieu dans le port de Brouage, probablement à cause des difficultés matérielles. Les environs de ce port ne se prêtaient pas au cantonnement de troupes nombreuses, en raison de l'étendue des marais salants qui entouraient la place ; et, pour la même raison, le transport des approvisionnements ne pouvait s'y faire qu'avec difficulté. Les troupes s'embarquèrent dans la Gironde, en rade de Meschers, Talmont et Royan qui précisément faisaient partie du gouvernement de Brouage.

Le 26 mai, tout le monde était embarqué, Strozzi, « du bord de l'amiral, le 26 mai 1852 », écrivait au maréchal de Matignon une dernière lettre, avant de quitter la Gironde (2).

« Monsieur, je vous ay bien voullu faire ce mot pour vous dire

(1) Charles de Cossé, deuxième fils de Charles de Cossé-Brissac et de Charlotte d'Esquetot, était frère de Jeanne de Cossé, femme de Saint-Luc.

(2) Bibliothèque nationale, fonds français 3351, fol. 31, original.

comme Monsieur de Saint-Luc m'a écrit et assuré de trente tonneaux de vin moyennant que monsieur de Gourgues (1) en responde, ce que je vous pryé luy faire. Et croyez qu'il me déplaist fort d'estre sy long temps à l'encre, mais nous avons tousiours un vent contraire. Toutesfois il commence à s'aprestier, je pense que demain nous pourrons sortir de ceste rivière.... »

Ainsi, au dernier moment, Saint-Luc sortait encore de ses magasins de Brouage le viatique le plus apprécié des équipages.

L'armée navale, rassemblée à Belle-Ile, mit définitivement à la voile le 15 juin. On sait la suite funeste de cette expédition : le combat livré aux Açores, le 26 juillet, la victoire et la cruauté de l'amiral espagnol, le marquis de Santa-Cruz, et la mort tragique de Strozzi.

Henri III avait pourvu à cet armement dans une large mesure mais sans l'avouer ouvertement. Aux représentations de l'ambassadeur d'Espagne, il avait répondu que les affaires particulières de sa mère ne le regardaient pas et qu'il lui en laissait toute la responsabilité. Triste diplomatie et manque de cœur dont les vaincus payèrent la rançon. Ils furent suppliciés comme des pirates. Le même sort menaçait-il les Français que le duc d'Anjou avait rejoints en Flandre (2) ? Ceux-là aussi le roi les avait désavoués. La nouvelle du désastre des Açores l'atterra.

« Il se faust vanger de ces cruels Espagnols, criait-il. Pour moi, j'an suys an extrême colère et ne mouray jamais que je ne les voye avec la revanche (3). »

Mais après cette explosion, que de réticences encore ! Henri III ordonna de faire un nouvel effort sur les Açores (4). Quant à soutenir son frère, « ce magot » comme il l'appelait, cette pensée le révoltait. La reine mère s'y porta plus délibérément. Déjà les nouvelles troupes conduites par le duc de Montpensier (5)

(1) Ogier de Gourges, baron de Vayres, trésorier général des finances en Guyenne.

(2) Le duc d'Anjou, quittant l'Angleterre, était passé, sur des navires de guerre anglais, de Douvres à Flessingue, où il débarqua le 11 février 1582. Le 19 février il était proclamé duc de Brabant, à Anvers, puis, bientôt après, comte de Flandre, à Gand.

(3) Lettre à Villeroy. Bibliothèque nationale, nouvelles acquisitions françaises 1245, fol. 39, copie.

(4) Expédition du commandeur Aymar de Chastes qui échoua encore misérablement (Départ du Havre, 17 mai. — Retour à Hendaye, 4 octobre 1582).

(5) François de Bourbon, duc de Montpensier, prince de La Roche-sur-

et par le maréchal de Biron, marchaient vers la frontière. A la fin du mois d'octobre 1582, Catherine les pressait de passer en Flandre pour porter secours à son fils.

A cette fois, Saint-Luc paya de sa personne plus librement.

Les raisons qui l'avaient retenu jusqu'alors à Brouage n'étaient plus aussi impérieuses puisqu'il avait fait sa paix avec le roi. Il pouvait d'ailleurs compter sur la fidélité de son lieutenant Jean de Rivery, qui était comme l'âme du gouvernement militaire de Brouage (1), et sur le dévouement de ses officiers dont il assurait la solde avec tant de soin. Saint-Luc rejoignit directement le duc d'Anjou à Anvers (2), tandis que son cousin Lignery était, dans l'armée de secours, capitaine d'une compagnie de cheveu-légers (3).

Le séjour de Saint-Luc en Flandre est marqué par un incident qui met en saillie la violence et l'audace de son caractère. Le duc d'Anjou est à Anvers, au milieu de sa petite cour, à laquelle se mêlent quelques seigneurs anglais. Après dix mois de gouvernement, il est en suspicion auprès de ses nouveaux sujets, il attend les nouvelles troupes de renfort et médite le coup d'Etat qui devait aboutir, le 17 janvier 1583, à la « Furie d'Anvers ». Un jour du mois de décembre 1582, que le duc d'Anjou se trouvait avec le prince d'Orange et son conseil dans un cabinet attenant à sa chambre, Saint-Luc, dans cette même cham-

Yon, dauphin d'Auvergne, dit d'abord le prince Dauphin, né, en 1542, de Jacqueline de Longwy et de Louis de Bourbon, premier duc de Montpensier, auquel il succéda dans le titre de duc de Montpensier, après la mort de celui-ci, le 23 septembre 1582.

(1) Il fut lieutenant du roi à Brouage pendant 25 ans, de l'an 1579 jusqu'à sa mort en 1604. Le 28 novembre 1582, il donne quittance de ses appointements de gouverneur, en l'absence de Saint-Luc, à 33 écus 20 sols pour le mois de novembre, et de sa pension de gentilhomme de la chambre du roi, aussi à 33 écus 20 sols par mois (Bibliothèque Nationale, *Pièces originales* 2493, Rivery, cote 4.)

(2) Le 14 octobre, il écrit, à Anvers, à son beau-frère, Charles de Brissac, pour le féliciter d'avoir échappé au désastre de Terceire (Bibliothèque nationale, fonds français 20.528, fol. 61).

(3) Le 17 novembre 1582, « au camp de Cressy en Ponthieu », Eustache de Lignery, capitaine d'une compagnie de cheveu-légers pour le service du duc d'Anjou, donne quittance de 400 écus à lui ordonnés par le duc de Montpensier pour être distribués aux gentilshommes et soldats de sa compagnie, en attendant la montre (Bibliothèque Nationale, *Pièces originales*, 1069, dossier d'Espinay, cote 11.)

bre, eut une altercation avec le sieur de Gauville (1) et lui donna un soufflet. « Le prince d'Orange en vit le jeu en sortant » et laissa éclater son indignation disant que si pareil fait était arrivé dans le logis de l'empereur son maître, « il eût mal basté pour les délinquants » (2). Sans se laisser déconcerter, Saint-Luc lui répondit à peu près dans ces termes : « Vous avez beau jeu maintenant à parler de l'empereur Charles-Quint et de sa sévérité, puisqu'il est mort, mais soyez persuadé que s'il vivait, vous ne feriez pas non plus ce que vous faites, ou il ne tarderait pas à vous dépouiller de vos biens et à vous faire trancher la tête. — Dès qu'il eût dit, il sortit et laissa tout le monde dans la dernière surprise d'une réplique aussi hardie qu'était celle-ci (3). »

Nous terminerons sur ce trait. Après la campagne de Flandre, Saint-Luc retourna à Brouage ; et, comme son maître offensé ne lui pardonna jamais complètement, il demeura confiné dans son gouvernement. Moins serviteur du Roi que de la Ligue, il ajouta cependant à l'histoire de sa vie des pages plus glorieuses et mieux connues que celles que nous avons retracées. Ce n'est qu'après la mort de Henri III qu'il abandonna la Ligue pour se rallier bientôt à Henri IV. Il quitta alors Brouage pour soutenir par les armes la cause de son nouveau maître en Bretagne, devant Paris puis en Picardie, où il fut tué au siège d'Amiens, le 8 septembre 1597, à la fleur de l'âge, à 43 ans.

Le succès de son obstination à se maintenir dans Brouage contre la volonté du roi, en 1580, le bâton de maréchal de France que son fils, Thimoléon d'Espinay-Saint-Luc, se fit donner pour sortir de cette même place en 1627, furent des précédents dont le fameux comte du Daugnon fit son profit plus tard, avec plus d'audace encore, moins de temps et autant de succès.

(1) François de Gauville, seigneur de Javersy, gentilhomme de la chambre du duc d'Anjou depuis 1579. Après l'incident relaté ci-dessus, Gauville appela Saint-Luc en duel, et celui-ci s'y rendait, lorsqu'il fut arrêté par La Vergne, capitaine de la garde française de Monsieur.

(2) Brantôme, *Discours sur les duels*. Œuvres complètes publiées par Ludovic Lalanne, t. VI, p. 382.

(3) *Lettres du baron de Busbec*, traduites par l'abbé de Foy, Paris, 1748, 3 vol. in-12, Lettre XI, Paris, 18 décembre 1582. — Augier Ghislain de Busbec, ambassadeur de l'empereur Rodolphe II à la cour de Henri III.

APPENDICE CONCERNANT LA GARNISON DE BROUAGE

Nous complétons cette étude par le résumé d'un certain nombre de rôles de montres des compagnies d'infanterie qui tiennent normalement garnison à Brouage pendant la période qui nous occupe. Bien que la série ne soit pas complète, ces rôles nous donnent des renseignements précis sur la composition de ces compagnies et sur la façon dont leur solde était réglée.

Les compagnies qui formaient le régiment de Brouage dont Saint-Luc était le mestre de camp, étaient, à ce qu'il semble, au nombre de six. Dans une lettre un peu postérieure au temps que nous considérons, lettre du 8 septembre 1586 (B. N., Franç., 15.573, fol. 80), Saint-Luc se plaint de n'avoir que 50 hommes dans chacune de ses six compagnies.

La solde qui devait subvenir à tous les besoins de l'homme de pied était, à Brouage, distribuée dans l'un des premiers jours de chacun des dix mois de montre, ou périodes de 36 jours, compris dans l'année. Les 5 ou 6 jours de reliquat étant répartis entre les différents mois de montre, ceux-ci commençaient respectivement aux dates suivantes :

1^{er} janvier, 6 février, 12 ou 13 mars, 18 ou 19 avril, 24 ou 25 mai

1^{er} juillet, 6 août, 12 ou 13 septembre, 18 ou 19 octobre, 24 ou 25 novembre.

Au jour fixé pour la montre et revue, le capitaine, ou son lieutenant, rangeait sa compagnie en bataille soit dans la grande rue qui traverse Brouage du Nord au Sud, soit sur une des places qui terminent cette avenue, et la présentait au commissaire et au contrôleur de l'extraordinaire des guerres. Le commissaire, assisté du contrôleur, passait la revue des hommes et constatait qu'ils étaient « en bon et suffisant équipage pour faire service au roy » ; puis, après avoir reçu d'eux « le serment au cas requis et accoustumé », il ordonnait le paiement être fait par le trésorier provincial de l'extraordinaire des guerres, ou par son commis. L'officier des finances de la guerre qui avait Brouage dans son ressort était le « trésorier de l'extraordinaire des guerres au département de Piedmont ». A partir de l'année 1582, ce trésorier devient trésorier général au même département et a sous lui un « trésorier provincial au pays de Poictou, Xaintonge, Brouaige et Aulnys ».

Le rôle, dressé sur parchemin, après la revue, et destiné à

servir de décharge au trésorier provincial, commence par un préambule indiquant la compagnie, le capitaine et le nombre d'hommes. Il donne ensuite un état nominatif des membres qui composent cette compagnie. Puis viennent la relation du détail de la montre faite par l'officier et de la revue passée par le commissaire; la distinction du grade, de l'emploi et de la solde de chacun des officiers et des hommes, et le montant total de la solde. Enfin le contrôleur certifie avoir assisté à la revue et au paiement fait par le trésorier, ou son commis, individuellement, à chaque officier ou homme de la solde qui lui revient pour le mois de montre compris entre telle ou telle date. La pièce est datée et porte les signatures de l'officier, du commissaire et du contrôleur. Le trésorier général produisait cette pièce devant la Chambre des Comptes chargée d'examiner la gestion des finances du royaume.

Ces pratiques furent appliquées à Brouage avec une exactitude remarquable dans un temps où la régularité de la solde était chose rare. C'est que Saint-Luc, qui s'était créé une situation très indépendante dans un riche gouvernement, tenait la main à ce que ses troupes eussent entière satisfaction sur ce point; et les revenus du bureau des sels lui en donnaient les moyens. Il ordonnait lui-même les paiements et faisait dresser les rôles, quitte à demander ensuite une expédition en règle. Le mode de paiement de ses troupes lui procurait cette facilité. En effet, la solde des compagnies d'infanterie n'était pas payée directement par l'Épargne, comme celle des compagnies d'ordonnances, mais acquittée à l'aide d'impôts spéciaux régionaux ou d'assignations sur des revenus provinciaux. C'est ce qu'on appelait l'extraordinaire des guerres.

On trouvera ici la nomenclature de sept compagnies, bien que nous pensions que le régiment de Brouage n'en eût que six à cette époque. Il est probable que, à part les compagnies commandées par les officiers de l'état-major de place : gouverneur, et lieutenant de roi, et que l'on voit constamment maintenues dans les rôles ultérieurs, les autres compagnies étaient sujettes à remplacement. Toutefois, nous comptons que deux compagnies à 100 hommes et quatre compagnies à 50 hommes absorbaient 19.049 écus de solde par an; et qu'avec sept compagnies on atteint le chiffre de 21.586 écus 40 sols. Or le corps de ville de Saintes, dans son registre, au mois de décembre 1582,

accuse 22.000 écus payés chaque année par la Saintonge pour la garnison de Brouage.

1° *Compagnie d'Espinay-Saint-Luc*. — La compagnie du gouverneur et celle du lieutenant de roi sont ordinairement d'un effectif supérieur à celui des autres compagnies. A cette époque on compte 100 hommes dans chacune de ces compagnies et 50 hommes dans les quatre autres. Saint-Luc est qualifié dans les rôles : « gouverneur et lieutenant général pour Sa Majesté, audit Brouage, Ysles de Xaintonge » et « cappitaine particulier » de la compagnie. La haute situation qu'il occupe dans la place ne lui permettant pas de présenter lui-même sa compagnie aux revues, il laisse ce soin à son lieutenant qui signe les rôles.

Dans le premier rôle, nous indiquons, à titre de renseignement, le détail de l'effectif et de la solde ; ces données sont applicables, en toute proportion, aux autres compagnies. Les hommes étaient partagés en arquebusiers et piquiers ; les premiers, armés de l'épée et de l'arquebuse pesant 14 à 15 livres et lançant une balle d'à peu près 11 grammes à 60 toises environ ; les seconds portant l'épée et une pique de 14 pieds.

— Rôle de la montre du 20 septembre 1581, à Brouage (B. N., Nouv. acquis. franç. 8633, fol. 27, original parchemin), 8^e mois de montre, du 13 septembre au 18 octobre.

Jehan de Saint-Marc, commissaire, — Jehan Delessan, contrôleur, — Anthoine de Chaulnes, trésorier de l'extraordinaire des guerres au département de Piémont.

Compagnie de 100 hommes de guerre à pied français.

	ÉCUS	SOLS
1 François d'Espinay, sieur de Saint-Luc, capitaine.....	35	20
1 Anthoine de Malespine, lieutenant.....	18	40
1 Jehan de Boursonval, sieur de la Fontenelle, enseigne..	12	
2 sergents à 8 écus 20 sols	16	40
(2) 1 tabourin et 1 fifre à 4 écus.....	8	
4 caporaux à 6 écus	24	
4 anspessades à 5 écus	20	
24 arquebusiers morionnés à 4 écus	96	
37 autres arquebusiers à 3 écus 20 sols	123	20
13 piquiers, armés de corselets, à 4 écus.....	52	
11 autres piquiers à 3 écus 20 sols	36	40
100 hommes.....	442	40

— Rôle de la montre du 26 novembre 1582, à Brouage (B. N., Franç. 25.812, pièce 565, origin. parchem.), 10^e mois de montre, du 24 novembre au 31 décembre.

Pierre Ollivier, commissaire, — Jehan Delessau, contrôleur. — Pierre Billiard, trésorier de l'extraordinaire de la guerre, etc.

Compagnie de 100 hommes, même état-major, même effectif, même solde.

2^e *Compagnie Rivery-Potonville.* — Jean de Rivery, sieur de Potonville, lieutenant de roi, garda le commandement de sa compagnie jusqu'à sa mort en 1604. Il fut alors remplacé dans ce commandement par son fils, René de Rivery, le commandeur de Potonville.

— Rôle de la montre du 1^{er} janvier 1582, à Brouage (B. N., Franç. 25.812, pièce 516, origin. parchem.), 1^{er} mois de montre, du 1^{er} janvier au 6 février.

Charles Le Bel, sieur de Malassis, commissaire, — Hélié Razin, contrôleur, — Pierre Billiard, trésorier de l'extraordinaire, etc.

Compagnie de 100 hommes de guerre à pied français.

Jehan de Rivery, sieur de Potonville, capitaine.

Anthoine de Foville, lieutenant.

Hugues de Courchant ou Courchamps, enseigne.

Même effectif que la compagnie de Saint-Luc ; solde de la compagnie : 442 écus 40 sols.

— Rôle de la montre du 26 novembre 1582, à Brouage (B. N., Franç. 25.812, pièce 564, orig. parchem.), 10^e mois de montre, du 24 novembre au 31 décembre.

Pierre Ollivier, commissaire. — Jehan Delessau, contrôleur, — Pierre Billiard, trésorier.

Compagnie de 100 hommes, même état-major, même effectif, même solde.

3^e *Compagnie de Comminge.* — Pierre de Comminge, sieur de Guitaut, de L'Eguille et Meschers, quatrième fils de Bernard de Comminge, sieur de Guitaut et de Saint-Ferréol, et de sa troisième femme, Madeleine de Noë, épousa, par contrat du 1^{er} octobre 1575, Joachine du Breuil, dame de l'Eguille et Meschers. Il fut capitaine de 200 hommes d'infanterie par commission du 4 mars 1574, puis commanda une compagnie dans la garnison de Brouage pendant près de 40 ans. Lieutenant de roi, après Jean de Rivery, par lettres patentes du 8 octobre 1604, il fit son testament le 1^{er} avril 1619. Son frère Gaspard de Com-

minge, officier d'artillerie, prit part au siège de Brouage en 1577. Son troisième fils, François de Comminge, né en 1580, qui fut capitaine aux gardes de la reine Anne d'Autriche, en 1537, était enseigne à Brouage, en 1602, dans la compagnie de Jean Acarie, sieur du Bourdet. Il commandait une compagnie dans cette place en 1619, et au mois de mars de la même année, son frère Charles, deuxième fils de Pierre de Comminge, faisait un voyage à Brouage, pour le service du roi.

— Rôle de la montre du 26 novembre 1580, à Brouage (B. N. Franç. 25.811, pièce 463, origin. parchem., pièce incomplète), 10^e mois de montre, du 24 novembre au 31 décembre.

La Douyère, commissaire, — Loys Ollivier, contrôleur, — Pierre Billiard, trésorier, etc.

Compagnie de 70 hommes.

Pierre de Comminge, sieur de Guitaut, capitaine.

Corbiran de Lussainct, lieutenant.

Jehan d'Orbesan, enseigne.

— Rôle de la montre du 1^{er} janvier 1582, à Brouage (B. N. Franç. 25.812, pièce 517, origin. parchem.), 1^{er} mois de montre, du 1^{er} janvier au 6 février.

Charles Le Bel, sieur de Malassis, commissaire, — Hélié Razin, contrôleur, — Pierre Billiard, trésorier.

Compagnie de 50 hommes, même état-major.

1 sergent, 1 tabourin, 1 fifre, 3 caporaux, 3 anspessades.

8 arquebusiers morionnés, 12 autres arquebusiers.

11 piquiers armés de corselets, 7 autres piquiers.

Solde de la compagnie : 254 écus 40 sols.

— Rôle de la montre du 6 août 1583, à Brouage (B. N. Nouvelles acquisitions françaises 8.633, fol. 107, origin. parchem.), 7^e mois de montre, du 6 août au 12 septembre.

Jehan de Saint-Marc, commissaire, — Jehan Delessan, contrôleur, — Pierre Rousseau, trésorier provincial de l'extraordinaire de la guerre « au pays de Poictou, Xaintonge, Brouage et Aulnys, » — Anthoine de Chaulnes, trésorier général de l'extraordinaire de la guerre au département de Piémont.

Compagnie de 50 hommes, même état-major, même effectif, même solde.

4^e Compagnie de Lignery. — Eustache d'Espinay-Saint-Luc, sieur de Lignery, Fry, Le Mesnil-David, Courbanson, Touvoy, Le Pray et autres terres, était fils de Magdelon d'Espinay-Saint-Luc, sieur de Lignery, et de Marie de Vieifville, mariés par

contrat du 25 février 1555. Il était de deux ou trois ans plus jeune que son cousin-germain, François d'Espinay-Saint-Luc. Il accompagna Monsieur, frère du roi, dans son expédition en Flandre. Mestre de camp d'un régiment d'infanterie de 10 compagnies françaises (28 juillet 1593), gouverneur de La Guerche (31 mai 1594). Il épousa, par contrat du 13 mars 1608, Catherine de Fors et en eût 4 enfants : Eustache, Louis, Jacques et Suzanne. Il mourut en 1630.

— Rôle de la montre du 2 novembre 1580, à Brouage (B. N., Franç. 25.811, pièce 464, origin. parchem., pièce incomplète), 10^e mois de montre, du 24 novembre au 31 décembre.

Jehan Fortin, commissaire, — Loys Hovel, contrôleur, — Pierre Billiard, trésorier.

Compagnie de 70 hommes.

Eustache d'Espinay, sieur de Lignery, capitaine.

Loys Seneschal, lieutenant.

Pierre Féron, sieur de Préteville, enseigne.

— Rôle de la montre du 18 mars 1581, à Brouage (B. N., Franç. 25.811, pièce 481, origin. parchem.), 3^e mois de montre, du 12 mars au 18 avril.

Ballemont, commissaire, — Loys Hovel, contrôleur, — Pierre Billiard, trésorier.

Compagnie de 50 hommes.

Eustache d'Espinay, sieur de Lignery, capitaine (absent, compté présent).

Loys Seneschal, lieutenant (absent, compté présent).

Pierre Féron, sieur de Préteville, enseigne.

1 sergent, 1 tabourin, 1 fifre, 3 caporaux, 3 anspessades.

8 arquebusiers morionnés, 12 autres arquebusiers.

11 piquiers armés de corselets, 7 autres piquiers.

Solde de la compagnie : 254 écus 40 sols.

5^e *Compagnie Camille Strozzi*. — Quel était ce Camille Strozzi que nous avons vu capitaine de compagnie avec Saint-Luc au régiment de Lussan en 1577, puis capitaine au régiment de Saint-Luc qu'il suivit ensuite à Brouage ? Nous ne trouvons de Camille Strozzi en France et appartenant à cette génération que le fils de Léonard Strozzi qui s'était établi à Lyon avec Albizzi et Altoviti et épousa Genève Altoviti. Le dernier jour de septembre 1547, « Léonard Strozzi, marchand florentin, demeurant à Lyon, gouverneur de la Compagnie et au nom de André Renoyer et compagnons, de Lyon », reçoit de M^e André Blondel,

trésorier de l'Épargne, « six cens écus d'or au soleil dont le roy a faict don audict Regnyer et compaignons, en faveur des bons et agréables services qu'ils luy ont faictz, mesmement de luy avoir presté la somme de quinze mil escuz d'or sol. » le 7 juin précédent (B. N., Pièces origin. 2.730, Strozzi, p. 2). Camille Strozzi, fils aîné de Léonard, avait 3 frères dont un, Horace, fut capitaine au service du roi, et un autre, Léon, fut échevin de la ville de Lyon. C'est sans doute ce même « Camille Strozzi, capitaine entretenu pour le service du roy en Piedmont, à la suite de Monseigneur de Nevers », qui donna quittance à M^e Lefebvre, trésorier de l'extraordinaire de la guerre en Piémont, de la somme de 90 livres tournois, pour 3 mois de ses gages de capitaine, le 9 novembre 1570 (B. N., Pièces origin. 2.730, Strozzi, p. 24). Camille Strozzi était capitaine à Brouage en 1582, dans le temps que Philippe Strozzi y faisait des levées de gens de mer pour l'expédition aux Açores. Leur degré de parenté se perd parmi les 137 branches, au moins, que compte la généalogie des Strozzi entre le XII^e et le XVII^e siècle.

— Rôle de la montre du 13 mars 1582, à Brouage (B. N., Franç. 25.812, pièce 527, origin. parchem., pièce incomplète), 3^e mois de montre, du 12 mars au 18 avril.

Jehan de Saint-Marc, commissaire, — Pierre Ollivier, contrôleur, — Pierre Billiard, trésorier.

Compagnie de 50 hommes.

Camille Strozzi, capitaine.

Anthoine Loulier, lieutenant.

Loys de Monclou, enseigne.

6^e *Compagnie de Montirollie*. — Nous ne possédons pas de renseignements sur ce capitaine qui fut peut-être parent ou descendant de Jehan de Monterollier, l'un des cent gentilshommes de la maison du roi en 1524, et de François de Montirollier, porte-guidon d'une compagnie d'ordonnances en 1554. Il était sieur de Bémécourt, actuellement dans le canton de Breteuil (Eure), et Normand comme Saint-Luc.

— Rôle de la montre du 18 mars 1581, à Brouage (B. N., Franç. 25.811, pièce 480, origin. parchem.), 3^e mois de montre, du 12 mars au 18 avril.

La Douyère, commissaire, — Pierre Ollivier, contrôleur, — Anthoine de Chaulnes, trésorier.

Compagnie de 50 hommes.

René de Montirollie, sieur de Bémécourt, capitaine.

Pierre de Montier, lieutenant.

François de Malcattel, enseigne.

1 sergent, 1 tabourin, 1 fifre, 3 caporaux, 3 anspessades.

8 arquebusiers morionnés, 12 autres arquebusiers.

11 piquiers armés de corselets, 7 autres piquiers.

Solde de la compagnie : 254 écus 40 sols.

— Rôle de la montre du 1^{er} juin 1581, à Brouage (B. N., Franç. 25.820, pièce 291, origin. parchem.), 5^e mois de montre, du 24 mai au 30 juin.

Landemaules, commissaire, — Hélie Razin, contrôleur, — Anthoine de Chaulnes, trésorier.

Compagnie de 50 hommes, même état-major, même effectif, même solde.

— Rôle de la montre du 1^{er} juillet 1581, à Brouage (B. N., Franç. 25.812, pièce 494, origin. parchem.), 6^e mois de montre, du 1^{er} juillet au 6 août.

Charles Le Bel, sieur de Malassis, commissaire, — Jehan Delessan, contrôleur, — Anthoine de Chaulnes, trésorier.

Compagnie de 48 hommes. Le capitaine et l'enseigne absents ne sont pas comptés et n'ont pas de solde.

Solde de la compagnie : 207 écus 20 sols.

7^e *Compagnie Thuyhébert*.— C'était la compagnie des officiers de fortune : le capitaine Thuyhébert ou Thuibert, le capitaine François et le capitaine Saint-Talle. L'historien de Thou et d'Aubigné parlent d'un capitaine Thiébert, sergent-major de la garnison de Brouage qui, pendant le siège de Brouage, en 1585, fut pris par le capitaine huguenot Antoine Ranques, dans l'île d'Oleron, alors qu'il revenait d'une mission auprès du maréchal de Matignon et regagnait Brouage.

— Rôle de la montre du 1^{er} juillet, à Brouage (B. N., Franç. 25.812, pièce 496, origin. parchem.), 6^e mois de montre, du 1^{er} juillet au 6 août.

Charles Le Bel, sieur de Malassis, commissaire, — Jehan Delessan, contrôleur, — Anthoine de Chaulnes, trésorier.

Compagnie de 49 hommes.

François de la Haye, sieur de Thuyhébert, capitaine (absent).

Le capitaine François (François Pelet), lieutenant.

Le capitaine Saint-Talle, enseigne.

1 sergent, 1 tabourin, 1 fifre, 3 caporaux, 3 anspessades.

8 arquebusiers morionnés, 12 autres arquebusiers.

11 piquiers armés de corselets, 7 autres piquiers.

Solde de la compagnie, 219 écus 20 sols. (Le capitaine absent n'est pas compté et n'a pas de solde).

D^r Jules SOTTAS.

IV

LES JUSTICES DE PAIX DE SAINTES

(Suite)

VI. — Gallut.

Jean-Antoine-Eugène Gallut est né à Meux, canton de Jonzac, le 26 juin 1823 du mariage de Jean-Antoine Gallut (1), propriétaire, et de Marie Julie Vanderquand (2).

Après avoir obtenu le diplôme de licencié en droit devant la Faculté de Paris, le 2 janvier 1849, il se fit admettre au stage comme avocat au barreau de la capitale, le 17 mars suivant et fut, pendant quelque temps, secrétaire de M. Guillemin, avocat au conseil d'Etat et à la Cour de cassation, qui voulait lui céder sa charge (3). Ensuite il demanda son inscription au tableau de l'Ordre, à Saintes, le 7 novembre 1852, puis, sur le désir de son père, à Jonzac en septembre 1853. Nommé juge suppléant au tribunal de première instance de cette dernière ville, le 10 novembre 1853, il fut, par décret du 31 octobre 1874, chargé du règlement des ordres. Entré bientôt après dans la magistrature cantonale, il fut nommé à Lesparre (Gironde), le 15 juillet 1875 et à Saintes (canton sud) le 14 novembre 1876, prêta serment en

(1-2) Jean-Antoine Gallut, né à Saint-Germain-de-Vibrac, canton de Saint-Genis-de-Saintonge, le 19 octobre 1779, décédé à Meux le 23 décembre 1862, était fils de Jean-Antoine Gallut, homme de loi, et de Marie Réveillaud, qui vraisemblablement était parente de Luc-Joseph Réveillaud, procureur fiscal de la baronnie de Moings en 1750. Il avait épousé à Courcoury, le 26 septembre 1809, Marie-Julie Vanderquand, née dans cette paroisse, le 23 mars 1787, du mariage de Jean-Alexis Vanderquand, propriétaire, maire de ladite commune (de 1807 au 31 octobre 1820, date de sa mort survenue au même lieu) et de Thérèse-Marguerite Lamotte. — Nous nous proposons de donner un jour des notes généalogiques sur la famille Vanderquand, dont certains membres ont joué un rôle politique important durant la Révolution.

(3) Renseignements dus à M. Emmanuel Gallut,

cette dernière qualité le 27 dudit mois et fut installé à l'audience du même jour dans cette fonction (1), qu'il exerça jusqu'au 31 décembre 1897, date où il fut admis à faire valoir ses droits à la retraite et remplacé par M. Juredieu.

Pendant les 20 ans qu'il passa à Jonzac, M. Gallut se consacra presque exclusivement à une boulangerie coopérative, qui existe encore et fut une des premières fondées (2). De plus, il est membre, depuis sa création, de la *Commission des arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure* (3) et n'a pas cessé de faire partie du comité de publication de cette société depuis le 27 octobre 1881, jour de son élection par ses confrères (4).

M. Gallut avait épousé, à Aurillac, le 23 août 1853, Mlle Ma-

(1) *Archives de la justice de paix du canton sud de Saintes.*

(2) Il s'agit de la *Boulangerie des Familles* qui, le 1^{er} septembre 1867, fut créée, à Jonzac, par M. Gallut, de concert avec MM. Coindreau, Ch. Duret et Gautret, avocats ; Dumontet et Mauget, avoués ; Charles Bonnemaison, Brassaud et Rullier, notaires ; Duguet, greffier du tribunal civil ; Pérau et F. Sorin, huissiers ; de Belleville, directeur des postes ; Geneuil, médecin ; Ollière, imprimeur ; Léon Chotard, banquier ; Roussel, percepteur ; Valles, chef d'institution ; Jules Gautret, Ledoux, Bossuet, Baffou, A. Rousseau, Colfort, négociants ; le directeur des Frères des Ecoles chrétiennes ; Auguste Monsalard, Canolle, Delbos, Prévost, etc. M. Gallut fut nommé président de la nouvelle société ; MM. Bordes et A. Chevrier en furent les secrétaires et trésorier. — Le président actuel est M. Antoine Hervois, cordier à Jonzac, et le secrétaire trésorier, M. J. Gaillard, à l'obligeance duquel nous devons les renseignements qui nous ont permis de rédiger la présente note.

(3) Cette Commission, chargée de signaler à l'autorité administrative l'existence des monuments historiques à conserver ou à restaurer, est composée de vingt-cinq membres titulaires. Elle a été instituée par un arrêté du préfet Boffinton en date du 1^{er} mars 1860, et fut composée, à l'origine, notamment de MM. le Baron Eschassériaux, député au Corps Législatif ; Gallut, qui précède, alors avocat à Jonzac ; l'abbé Lacurie ; Moreau, bibliothécaire de la ville de Saintes ; Vallein, homme de lettres, rédacteur en chef de l'*Indépendant de la Charente-Inférieure* ; Inquinbert, avocat ; André Taillasson, pharmacien à Saintes ; l'abbé Rainguet, supérieur du petit séminaire de Montlieu ; Lacour, membre du Conseil général à Saint-Jean d'Angély, depuis juge d'instruction au tribunal civil de notre arrondissement.

Les membres du premier bureau, élus dans la séance du 10 mai 1860, furent : MM. Eschassériaux, président ; l'abbé Lacurie, vice-président ; Inquinbert, secrétaire ; Taillasson, secrétaire-adjoint, trésorier (*Recueil des actes de la Commission des arts et monuments de la Charente-Inférieure*, t. I, p. 1 et 2, 1860-1867).

(4) *Recueil de la Commission des arts et monuments*, tome VI de la collection, page 12.

rie-Désirée-Léontine Birot (1), fille de M. François Birot, directeur des contributions directes du département du Cantal, et de Mme Christine-Marguerite-Alélaïde Duval, décédés l'un et l'autre, à Jonzac, le mari, le 1^{er} mai 1872, et la femme, le 29 juin 1874.

De l'union de M. Gallut avec Mlle Léontine Birot, morte à Saintes, le 11 avril 1897, sont issus : 1° Marie-Thérèse-Adélaïde Gallut, décédée à Paris, le 26 décembre 1896, épouse de M. Désiré-Adolphe Dorne, capitaine de gendarmerie, officier de la Légion d'honneur, dont un fils et trois filles ; 2° Claire-Marie-Marthe Gallut, épouse de M. Léon-Auguste-Marie Blancard, inspecteur des contributions directes à Orléans, postérieurement à Paris, puis directeur à Mont-de-Marsan, aujourd'hui à Angoulême (décret du 19 mai 1913) ; 3° Jean-Marie-Joseph-Eugène Gallut, mort à Blaye, le 8 novembre 1893, époux de Mlle Marie-Rose-Cécile Latour-Lalande ; 4° Marie-Marguerite-Elisabeth Gallut, en religion sœur Eugénie-Marie du Sacré-Cœur des Filles de la Sagesse, à Roubaix ; 5° Jean-François-Marie-Joseph-Emmanuel Gallut, inspecteur des finances (21 avril 1899), maître de conférences à l'École des Sciences Pratiques ; directeur du contrôle financier de l'Afrique Occidentale Française (22 mars 1907), puis de celui de l'Indo-Chine (7 juin 1907), actuellement, depuis le 1^{er} juin 1912, directeur général des services financiers au Maroc ; chevalier de la Légion d'honneur (20 juillet 1909), lequel a épousé, à Paris, le 7 juillet 1904, Mlle Marguerite Renaudot, fille de M. Gustave Renaudot, ingénieur en chef de la construction à la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée, chevalier de la Légion d'honneur (2) ; 6° Marie-Madeleine Gallut, célibataire ; 7° et Marie-Antoinette Gallut, qui a

(1) M^{me} Gallut était sœur germaine de M. l'abbé Léonard-Désiré-Emmanuel Birot, né à Libourne (Gironde) le 14 mars 1830, docteur en droit canon, secrétaire particulier de M. Landriot, évêque de La Rochelle, vicaire de la cathédrale de cette ville (1856), curé de Saint-Nicolas de La Rochelle, chanoine honoraire de La Rochelle et d'Amiens (1884), curé archiprêtre de Saint-Pierre de Saintes (7 mars 1887), démissionnaire au mois de novembre de cette même année pour raisons de santé. M. Birot est décédé à La Rochelle le 12 décembre 1897, laissant un ouvrage : *La Révolution et le Régime Moderne d'après M. Taine, de l'Académie Française, ou Analyse critique des origines de la France contemporaine*, Paris et Lyon. Delhoume et Brigueot, 1897, in-8°, 437 pages. (Voir sur lui un article nécrologique paru dans la *Revue de Saintonge* du 1^{er} janvier 1898, pages 40, 42 et 76).

(2) *Revue de Saintonge et d'Aunis* du 1^{er} novembre 1904, p. 365.

épousé à Saintes, le 21 mai 1906, M. Marie-Théobald Barbot, propriétaire à Jonzac, fils du docteur Alexandre-Théobald Barbot, licencié en droit, médecin en chef de l'hôpital de cette ville, ancien premier adjoint au maire de Jonzac, suppléant du juge de paix de ce canton, décédé audit Jonzac, le 4 septembre 1899, et de Mme Marie-Suzanne Nadaud, son épouse (fille de l'ancien président du tribunal civil de ce même arrondissement).

VII. — Juredieu

Jean-Félix-Philibert Juredieu, né à Pouilloux, canton de la Guiche, arrondissement de Charolles (Saône-et-Loire), le 16 mars 1847, est fils de Claude Juredieu, propriétaire à Gourdon, arrondissement de Châlon-sur-Saône, et de Julie-Goujon, tous les deux décédés depuis longtemps.

Bachelier ès-lettres et ès-sciences, licencié en droit, il fut d'abord notaire à Château-Chinon (Nièvre) du 8 juin 1872 au 18 mai 1895, et, pendant l'exercice de cette profession, il fut, plusieurs fois, élu par ses collègues, soit secrétaire, soit président de leur chambre de discipline. Il quitta ensuite le notariat pour la magistrature cantonale. Après avoir débuté à Châtillon-en-Bazois (Nièvre), le 22 juin 1895, il fut, le 31 décembre 1897, nommé à Saintes (canton sud), après la mise à la retraite de M. Gallut, prêta serment le 23 janvier 1898, et fut installé le 28 du même mois.

Aux termes d'un décret du 25 octobre de cette dernière année il fut désigné pour aller occuper, comme juge de paix, le siège de Nevers, mais, par suite de certaines influences politiques, il ne fut pas installé dans cette fonction (1).

Un autre décret, rendu à la date du 13 avril 1899, lui assigna le poste d'Autun (Saône-et-Loire).

Enfin le 25 novembre 1911, il a été chargé du service de la justice de paix de Châlon-sur-Saône (Nord et Sud) en remplacement de M. Blanchard de la Brosse, décédé (2).

(A suivre).

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

(1) Par ce même décret M. Fonteille, juge de paix de Gex (Ain), avait été choisi pour succéder, à Saintes, à M. Juredieu, mais l'installation de ce dernier, à Nevers, n'ayant pu avoir lieu, M. Fonteille fut, en vertu d'un second décret, daté du 6 décembre 1898, envoyé à Thiers (Puy-de-Dôme) aux lieu et place de M. Delègue, juge de paix dudit canton, appelé à Nevers (*Journal officiel* des 26 octobre et 7 décembre 1898).

(2) *Journal officiel* du 26 novembre 1911.

QUESTIONS

N° 823. — Pourrait-on donner le nom d'ouvrages où se trouverait la description ou la reproduction d'un menhir, qui, jadis, existait, dans la commune de Saint-Eugène, sous le nom de Pierre-Mervil ou Pierre Merveille, et a été détruit vers 1848 ?

L. M.

N° 824. — Connait-on la descendance de Le Même de la Chevallerie, époux de Marie-Anne Girardin, demeurant, en 1780, à Jonzac, devant le Puits du Minage ? Peut-on fournir des renseignements sur ses ascendants ?

L. M.

LIVRES ET REVUES

Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais. — Notre confrère M. de Beaucorps part en guerre contre une troupe d'infidèles qui veulent refaire un épisode de l'histoire de Jeanne d'Arc. Ils prétendent que Jeanne s'est emparée *par assaut* d'un fort maçonné (dont on vient de retrouver les substructions), entouré d'eau des quatre côtés en quelques heures et sans employer le canon. Militairement, c'est une impossibilité; historiquement, c'est une absurdité. Jeanne et les Orléanais et autres gens de guerre se sont emparés, à l'échelle, d'un ouvrage avancé, le boulevard de devant, qui n'était pas en maçonnerie. Les Anglais ne purent rentrer dans le fort et Jeanne y pénétra comme dans une ville prise. Une croix fut érigée en 1817 à la place où était le front de cet ouvrage et où elle fut blessée. Cette croix était un but de pèlerinage le 8 mai. On n'en veut plus. On veut *reconstruire le fort des Tourelles* (coût 30.000 frs.) et M. de Beaucorps ne veut pas. Avec juste raison il propose la restauration de la croix et que l'on fasse seulement quelque chose, comme dans la cour du Louvre : marquer par des pierres de couleur distincte l'emplacement du fort. Rien de plus.

BIBLIOGRAPHIE

Le *Rapide Annuaire* de la Charente-Inférieure, 2^e année, 1913.
Noël Texier, éditeur, La Rochelle, in-8, 144-622 pages.

BALIGNAC (Guy). — *Quatre ans à la cour de Saxe*. Evreux, imprimerie Paul Hérissey, in-16, 363 pages. Paris, librairie Perrin.

Sous le pseudonyme de Balignac, M. Gauthier, de Cognac, raconte les quatre années qu'il a passées à la cour de Dresde comme précepteur des fils du roi de Saxe.

BORDAGE (Edmond). — *Sur une ammonite géante trouvée à Saint-Georges des Coteaux*. La Rochelle, 1913, imprimerie Noël Texier, in-8, 12 pages, une gravure. — Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

DUBOIS (D^r S.). — *Villégiature médicale*. Issoudun, imprimerie H. Gaignault, 1913, petit in-8, 9 pages.

FONRÉMIS (Marcel de). — *Causerie d'histoire locale et d'archéologie sur Rions*. Bordeaux, imprimerie nouvelle F. Puech, 1912, in-16, 12 pages, couverture illustrée de l'auteur.

LOTI (Pierre). — *Turquie agonisante*. Lagny, imprimerie E. Grévin, 1913, in-18, II-129 pages.

GARRIGUET. — *Le grand séminaire de La Rochelle. Notes et souvenirs*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1913, in-8, 202 pages (a été publié dans les *Semailles*).

GOURDON (Georges). — *Giovanna d'Arco*, versione di A. Ber-nini. Casteggio, tipographia Cerri, 1913, petit in-8 oblong.

Notre sympathique confrère Georges Gourdon, ancien rédacteur en chef des *Tablettes des Deux-Charentes*, a dû renoncer à la politique, mais les Lettres en bénéficient.

Naguère applaudi dans les Charentes, en Gironde et en Bretagne, sa *Jeanne d'Arc*, déjà traduite en breton et en allemand, vient d'être mise en vers italiens par un très habile poète, A. Bernini ; celui-ci a choisi l'hendéca-syllabe non rimée (*sciolti*), qui est le mètre préféré de la tragédie, et il s'est tiré de sa tâche avec autant de fidélité que de talent.

D'autre part, M. Amédée Gastoué, professeur à la célèbre école de musique *Schola cantorum*, que dirige M. Vincent d'Indy, vient d'écrire une délicieuse partition d'orchestre pour *Viviane*, drame inédit de Georges Gourdon, que ses *Chansons de Geste* ont préparé de longue date à traiter ce merveilleux sujet. Quant à son *Vair pale/roi*, fabliau lyrique dont la musique est de M. Paul Chabot, un jeune compositeur rochelais plein d'avenir, M. Charles Février l'a retenu pour le Casino de Rochefort, mais rien n'est encore fixé pour la date de la représentation.

—
LEMONNIER (abbé P.). — *Les Professeurs et les séminaristes déportés* (1794). La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1912, in-8, 19 pages.

—
MICHEL (D^r H.) et E. BONSERGENT. — *Histoire du canton d'Aulnay. Ses anciens seigneurs. Néré à travers les âges. Comtes de Fontaine, vicomtes d'Aulnay, barons de Dampierre*. Niort, imprimerie T. Martin, 1913, in-8, 180 pages. Gravures par M. Duchêne, dessinateur, de Contré.

Ce livre « est écrit de bonne foy », disent les auteurs (p. 175).

Tant pis pour eux. En tout cas, livre tendancieux, ce qui est pis encore. Mais le *plus pis*, c'est le fond et la forme des idées. Sans choisir, au hasard, voici quelques spécimens :

« Ce fut pour s'emparer de ces oppidums que les troupes de César établirent, en 54 avant l'ère, un camp à Orfotha, devenu Orfeuille. »

« Aunedonnacum a donné son nom à la province d'Aunis » (p. 19.)

Description de l'église d'Aulnay. « L'extérieur est fort intéressant (Ça ! je le crois). La façade principale, flanquée de clochetons cylindriques, présente trois arcades en arcs brisés, dont les voussures sont garnies de tympanes formant l'entrée... (Ça, je ne le crois pas). Quant à la porte en plein cintre, elle est sans tympan, avec des architraves à personnages. Le clocher surplombe le carré du transept. Il est relativement plus moderne, datant du XV^e ou du début du XVI^e siècle... (Ça, non plus !) La nef... à l'étage supérieur, restauré au XVI^e siècle... se profilent de petits donjons cylindriques, enlevés aux Anglais en 1372, lorsque Duguesclin s'empara du château !!! » (p. 25).

M. de Lasteyrie et M. Musset vont-ils rager de n'avoir pas su découvrir ces donjons et le reste.

MM. M... et B... ne repoussent pas l'étymologie de Néré, tirée de Nérée, père des Néréides, parce que le lieu est humide ; mais, avec Capefigue, ils penchent pour une origine danoise, et ils racontent la charmante histoire suivante : « Un petit roi, Kat-Plog le Noir (p. 51), ainsi nommé par sa profonde connaissance des rhunes, cherchant quelque séjour tranquille, remontant la Boutonne (qui est distante de Néré de 20 kilomètres à vol d'oiseau) et son petit affluent (la Nie, oh oui ! petit !) choisit de préférence un bénéfice religieux, comme ne présentant aucune résistance (Ce petit Kat-Plog était, évidemment, un homme très courageux). Ce qui explique (sans la moindre difficulté !) l'expression noire, née de la science des rhunes et latinisée, fournit Neracus, Neriaco. » Et, comme ces Messieurs connaissent cette histoire à fond et n'en veulent taire aucun détail, ils ajoutent que Kat-Plog le Noir devint Kat-Plan ou Champlan-le-Néréen. « Installé et converti, il abandonna ses dieux blonds, le farouche Thor, pour la religion du Christ, plus pacifique » (Ce Kat n'aimait décidément pas à avoir d'histoires !). A la page 101 se trouve une *manière de reconnaître les styles* qui témoigne de sensationnelles découvertes. « Jusqu'au X^e siècle, l'art romain reste stationnaire dans sa lourdeur gothique... Au XVII^e siècle, le classique s'allie au byzantin, la coupole domine... Le style de la Renaissance est le retour au plein cintre, avec formes rectangulaires. » Est-ce une gageure ? A la page 65, une statue est couronnée de la « couronne à pointes de chevalier ».

Pour finir, savourez cette phrase. Il s'agit du château de Néré : « La forteresse » délabrée (p. 55), « la partie inférieure servait de chai, où s'entassaient pêle-mêle des tonneaux et des instruments de culture ; la partie supérieure, immense pigeonnier, servait de refuge à une innombrable troupe de ces volatiles » (Les tonneaux ?).

Et celle-ci : « L'état-civil (p. 90) fut l'objet d'une réforme radicale, en vertu de ce principe que tout citoyen qui naît, se marie et meurt, appartient d'abord à l'Etat. »

Et cette autre (p. 65) : « Un usage fort répandu était d'inhumier les nobles dans l'église, les prêtres au chœur et les roturiers au cimetière. Le privilège se perpétuait jusque dans la tombe. » Si ces Messieurs les auteurs s'étaient tant soit peu donné la peine d'ouvrir les registres paroissiaux qu'ils avaient sous la main, ils auraient vu qu'au XVIII^e siècle se faisaient enterrer dans l'église de simples ouvriers, pourvu que leur famille payât certaines rentes ou une somme convenue. Mais à quoi bon rectifier, il faudrait refaire le livre.

Quant au dessinateur, s'il a moins de dix ans, il aurait pu s'abstenir, et, s'il a plus, il aurait pu s'abstenir tout de même. Il a agi lui aussi

de bonne foi, mais la bonne foi ne suffit pas en art, en archéologie et en histoire, il faut quelque chose de plus ! Savoir.

Ch. D.

SOTTAS (D^r) et H.-H. BRINDLEY. — *Brouage and its Graffiti*. Londres, in-4, 1913, 8 pages, plan et gravures. — Extrait de *The Mariner's mirror*.

VIGEN (D^r Ch.). — *Notes sur les souterrains-refuges de la Charente-Inférieure*. Le Mans, imprimerie Monmoyer, 1913, in-8, 15 pages. — Extrait du huitième congrès préhistorique de France.

Mémoire récapitulatif des souterrains-refuges décrits et mentionnés dans les revues de la Charente-Inférieure. L'auteur en a ajouté plusieurs, inédits au village de l'Houmade, commune de Chepniers (avec 2 plans), à Sainte-Colombe, à Saint-Seurin d'Uzet. En P. S. M. Marcel Baudouin fait observer que le souterrain de Clérac pourrait bien être un puits avec chambre sépulcrale latérale. Il souhaite que l'on reprenne les fouilles.

X-Y-Z (Marcut Marcel Pellisson). — *Nouvelle jonchée d'Automne*. Chez l'auteur, en Saintonge, 1912-1913. Saujon, imprimerie P. Patour, grand in-8, 179 pages.

Nota pour les bibliophiles futurs : entre les 16^e et 17^e vers, page 37, il en manque deux que l'auteur a intercalés sur un papillon manuscrit. Ce volume contient un errata pour les *Feuilles Mortes*.

Le Réveil social, journal du parti socialiste, paraît à Rochefort, depuis le 25 octobre 1913, hebdomadaire.

Le Laboureur républicain, journal imprimé à Gemozac. Directeur : M. Gaëtan Savary. — Premier numéro : 30 novembre 1913.

Le Réveil de Rochefort, directeur M. Ch. Briand, rédacteur en chef du *Rappel* de Paris. — Premier numéro, le 29 novembre.

M. Rabois Bousquet, 17, rue Vieille-Prison, à Châteauroux vient de créer une Société mutuelle d'histoire rurale dont le but est le suivant :

Etablir sur fiches l'inventaire des sources pour les monogra-

phies communales, départementales, régionales, professionnelles ou familiales.

Rechercher dans tous les dépôts publics d'archives les manuscrits inventoriés se référant à un sujet d'histoire ou de géographie, indiqué annuellement par l'adhérent.

Faciliter la publication sans frais des ouvrages des sociétaires.

Faire rédiger l'histoire de communes désignées par les associations savantes, touristiques, commerciales ou professionnelles lorsqu'elle n'est pas entreprise par un travailleur local.

Avantages et charges du sociétaire. — Réception, dans le cours de l'année scolaire (1^{er} octobre - 30 septembre), des fiches gratuites d'archives ou d'imprimés relatives au sujet choisi : le port est aux frais de l'adhérent, ainsi que le papier si la bibliographie et le répertoire sont trop étendus.

Service gratuit d'une Revue hebdomadaire de 8 pages minimum, dont les articles peuvent être réunis en un Bulletin mensuel (32 pages) après décision du bureau de la Société.

Droit aux services gratuits d'une Société d'achat en commun des marchandises d'usage courant.

La cotisation, fixée à 5 francs par adhésion annuelle, est renouvelable par tacite reconduction, sauf démission envoyée, avant le 1^{er} juillet, à M. Rabois Bousquet, agent de la Société.

A cette même adresse doivent parvenir les correspondances relatives à la Société : adhésions, demandes de prêts de livres, questions bibliographiques, propositions d'achats d'ouvrages, etc.

Les monographies manuscrites qui sont soumises à la Société, sont transmises au comité de rédaction constitué par deux professeurs de l'Université de France et par deux membres de l'enseignement libre : lui seul reçoit définitivement les monographies de commune, région ou métier qui méritent l'impression gratuite.

TABLE DES MATIÈRES

Actes de la Société : Réunion du Bureau, 97; — admissions, 265; — Assemblée, 41; — budget, 42; Archéologie : Colonnes à anguipèdes, 38.
Archives municipales de Rochefort, 214; — Archives du Vatican, 211, 263.
Baguette des Sourciers, 99.
Bibliographie, 150, 324.
Biographies : Alquier, 61; — Aubert, 129; — d'Aussy, 117; — Beauséjour (de), 128; — Bernard, 63; — Delacoste, 63; — Depont, 100; — Desgraves, 117; — Duchâtel, 129; — Gallut, 319; — Horric de Beaucaire, 102; — Joguet, 176; — Juredieu, 322; — Luraxe, 62; — Martin de Chassiron-Lafosse, 62; — Nairc, 61; — Eugène Pelletan, 71; — Ratier, 117; — Regnaud de Saint-Jean d'Angély, 62; — de Reverseaux, 57; — Romagné (de), 61; — Tapon-Dupinier, 63; Commerce de La Rochelle, 39.
Commune : Addition de nom, 43, 215.
Conférence, 265.
Crosse, 266.
Demographie : Statistique, 215.
Diocèse de La Rochelle, 210.
DOCUMENTS : *Inventaire des séries départementales des archives nationales relatives à la Charente-Inférieure*, 83, 140, 255; — *Acte extrait d'une minute*, 36; — *Minutes des notaires, notes de lecture*, 89, 189.
Emigration, 210.

Empoisonnements, 40.
Envoûtement, 40.
EPIGRAPHIE MODERNE : Beaumont, Pouzou, Paillé, Oulmes, 130; — inscription du XIII^e siècle (crosse), 266.
ETAT-CIVIL.
Décès : Allègre, 4; — Amoureux (M^m), 271; — Armand (abbé), 114; — Audiat (M^m), 4; — Babinot, 100; — Baron, 270; — Baudouin, 268, 331; — Baudry-Lacantinerie, 44; — Benon, 43; — Boffinton, 4; — Boscals de Réals de Mornac, 269; — Boucher, 270; — Boulineau, 4; — Bruneau, 55; — Bussière, 3; — Chavanon (Dr), 269; — Corbineau, 269; — Delavaud, 4; — Depont, 100; — Deschamps, 4; — Dumontet, 54; — Fauconnier (M^m), 270; — Grailly (de), 43; — Gravellet (M^m), 155; — Grioux (A. de), 216; — Horric de Beaucaire, 102; — Jarnac (de), 114; — La Trémouille (M^m de), 219; — Libouroux (M^m), 219; — Martineau (G.), 217; — Mesnards (des), 4; — Mongrand (Cⁱ), 155; — Mongrand, 115; — Moreau, 56; — Morineau (M^m de), 4; — Parat, 45; — Plumeau (abbé), 44; — Roumefort (de), 4; — Targé, 56; — Vast-Vimeux (M^m), 56; — Vercheval, 114; — Vincens, 115.
Mariages : Auriol-Roy-Bry-Langevin, 271; — Bethmont-Babut, 216, 331; — Bignon-Dutard, 115; — Brunet-Deruelle, 155; —

Cousinery-Pellegrini, 3; — Domain-Roy, 271; — Fossés (des)-Allègre, 216; — Genève-Landry, 115; — Latour de)-Dangibeaud, 3; — Laurenceau-Planty, 115; — Mornac (de)-Desmiers de Chenon, 115; — Rullier-Barbier, 3; — Villeneuve-Aversenq, 216.
 Etymologie : La Tremblade, 18.
 Faussaires, 38.
 Fouilles à la Motte-Ronde, 215.
 Généalogie : Baudry-Lacantinerie, 54; — Brunet, 31; — Dumontet, 55; — Gallut, 319; — Giraudias, 30; — Horric de Beaucaire, 111; — Humier, 47; — Luraxe, 28; — Meunier-Lanoue, 33; — Parat, 45; — Savary, 31-32.
 Journaux, 327.
 La Rochelle : Monnaie (La), 211; — Musée, 154.
 Linguistique : Mots latins dans le langage populaire en Aunis, 81.

LIVRES ET REVUES.

Annales de la Société d'Émulation du département des Vosges, 210; — *Annales du Midi*, 38; — *Archives historiques de la Gironde*, 259; — *Bulletin de la Société archéologique du Limousin*, 147; — *Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort*, 210-263; — *Bulletin de l'Académie Delphinale*, 211-263; — *Bulletin d'histoire économique de la Révolution*, 39; — *Bulletin historique*, 148; — *Bulletin de la Société d'Histoire du Protestantisme français*, 208; — *Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Beaux-Arts de Cholet*, 210; — *Bulletin de la Société d'Émulation des Côtes-du-Nord*, 210; — *Bulletin de la Société Archéologique et historique de la Charente*, 262; — *Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais*, 323; — *Indépendant de la Charente - Inférieure*, 211; — *La Fronde en Angoumois*, 209; — *Les Débuts de la Réforme protestante en*

Guyenne, 143; — *Le pays d'Ouest*, 209, 212; — *Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure*, 211; — *Revue historique de Bordeaux*, 264; — *Revue numismatique*, 212; — *Revue des Études anciennes*, 38; — *Revue bleue*, 211; — *Revue Mabillon*, 40; — *Revue maritime*, 211; — *Revue politique et parlementaire*, 211.

Maisons construites à Rochefort, 210.

Marine : Officiers, 263.

Mœurs relâchées, 40.

Monographies locales : Rochefort, 209.

La Monnaie à La Rochelle, 211.
 Monuments historiques, 154, 266; — Caisse, 98.

Monuments réparés, 43.

Monuments funéraires, 266.

Musées (voir Tableaux) : La Rochelle (don), 154.

Napoléon I^{er} à l'île d'Aix, 210.

Numismatique : Monnaies frappées à La Rochelle (voir La Rochelle), 212; — gauloise, 3; — moderne, 2.

Ordinations, 262.

Pancarte dans les églises, 153.

Passage de prince à Rochefort, 210.

Patois : Œuvres à couronner, 214.

Pont, 99.

Pontons, 211.

Port : Brouage, 211.

Protestants, 208.

Prix de vertu, 268.

QUESTION.

Arbres du vœu de Louis XIII, 142; — Brûler la porte d'un condamné, 208; — Mgr de Pardailan de Gondrin, propriétaire de Neuviq-s.-Matha, 259; — Manuscrit de Blaise Moulinier, 37; — Pierre-Mervil, 323; — Le Même de la Chevalerie, 323; — M^{me} Pelletan, née Chaigneau, 94.

RÉPONSE.

L'auteur du *Théâtre de l'Inconstance*, 95.

Réforme, 259.

Rade de l'île d'Aix, 262.

Régiment : de Beaupré, 147 ;
— des Mamelucks, 212.

Saintes : Chef de Saint-Eutrope,
148; — Collège, 212; — Chapelle,
43; — Conseil municipal de
Saintes, 117; — Evêque de
Saintes, 264; — Maison, 268; —
Hôtel Monconseil, 64.

Salon, 154.

Secours, 214.

Société mutuelle d'histoire ru-
rale, 327.

Superstitions : Chasse galerite,
209.

Tableaux attribués à des musées,
214.

Tours de Saint-Jean d'Angély,
214.

Trésor, 2, 214.

VARIÉTÉS :

Bul de Saintonge, 34; — *Dé-
portation ecclésiastique à Ro-
chefort, d'après les documents
officiels*, 286; — *Eugène Pelle-
tan*, 71; — *Exécution capitale
à Pisany*, 36; — *La fin de la
déportation ecclésiastique dans
les îles de Ré et d'Oléron*, 5; —
*Les débuts de François d'Espina-
y-Saint-Luc dans le gouverne-
ment de Brouage*, 155, 238,
304; — *Justices de paix*, 28,
176, 319; — *La Préfecture à
Saintes*, 56, 116, 179; — *Les
origines de La Tremblade et
l'étymologie de ce nom*, 18;
— *Ozillac et son curé, l'abbé
Géraud Rigal*, 228; — *Sur une
ammonite géante découverte à
Saint-Georges-des-Coteaux*, 220;
— *Une plantation de vignes en
Saintonge au XVII^e siècle*, 272.

AUTEURS

Baron de Beaucorps, 82; — Bor-
dage, 227; — Dangibeaud

(Ch.), 35, 94, 207; — Gourdon
(Georges), 102; — Guérin (E.-
J.), 34, 71, 130, 179, 185; —
Heurtel (Yves), 36, 88, 142,
258; — Lemonnier (chanoine
P.), 18, 303; — Mercier (A.),
238; — Pellisson (M.), 285; —
Pencau (Edmond), 28; — Pandin
de Lussaudière, 147; — Pom-
mureau (Gaston), 139; — Sottas
(Dr, 176, 254, 319; — Vallein
(G.), 217; — Vigen (Ch.), 3.

GRAVURES

Ammonite géante, 220; — Armoi-
moiries : Maisons de Saint-Luc,
157; — Maison de Rivery, 165;
— Pelletan (Eugène), 72, 80;
— Pierre (ex-voto ?) à Brouage,
166.

ERRATA

P. 5 : Pellisson; — P. 190 : li-
gne 2, lire *taillera* au lieu de
traitera; — P. 192 : ligne 10,
lire *ferme* au lieu de femme; —
P. 216 : ligne 2, lire fils de M.
Daniel Bethmont, et non Paul.
Au volume XLIII : page 251, lire
fist et non prit (ligne 20); —
page 255, lire *nonne* et non
nouveau (ligne 3).

ADDENDA

Ajouter à l'article nécrologi-
que Baudouin : conseiller du
commerce extérieur de la Fran-
ce : il a eu de son mariage (21
avril 1900) avec Noémie Risler,
née à Josephstahl-Cosmanos (Bo-
hême), deux enfants : Pierre-Hen-
ri, né à Paris, le 2 mars 1902,
Jean-René, né à Paris le 23 février
1904.

TABLE ONOMASTIQUE

A

Abbadie (l'), 195.
 Abzac de Mayac (de), 191.
 Acarie du Bourdet, 203, 315.
 Agen (Lot-et-Garonne), 42, 264.
 Agudelle (Charente-Inférieure), 211.
 Aigron, 204.
 Aiguères (d'), abbé, 64.
 Aix (Ile d') (Charente-Inférieure), 58, 209, 210, 262, 292.
 Alexandre, ingénieur, 99.
Aligre, 57.
 Alizon (Allizon), 272, 273, 274-278, 279, 280, 283.
 Allain, adjoint, 255.
 Allard, régent, 145.
 Allègre, notaire honoraire, 4.
 Allenet, 62, 125, 257, 258.
 Alost (Belgique), 18.
 Alquier, avocat, 58, 61, 62, 64, 65.
 Amelotte, 47.
 Amouroux, 30, 32, 271.
 Amussat, 196.
 Ancelin, 201.
Anchoine (Charente-Inférieure), 18, 28.
 Angellier, sous-préfet, 256.
 Anger (dom), 40.
Angers (Maine-et-Loire), 18, 120.
 Angibeaud, notaire, 284.
Angliers (Charente-Inférieure), 83, 255, 265.
 Angliers (d'), 259.
Anoulême (Charente), 55, 161, 262, 264, 321.
 Anoulême (duc d'), 119, 120.
Antezant (Charente-Inférieure), 138.

Antheaume, 205.
 Apert, 33.
 Arcère (P.), 171.
 Archambaud (comte d'), 44.
Archiac (Charente-Inférieure), 50, 83, 140, 141, 205.
Archingeay (Charente-Inférieure), 44.
 Ardier (Paul), 151.
 Ardouin, 46, 73, 141, 257.
 Argoubet (d'), lieutenant d'artillerie, 54.
 Arnaud (Arnault), 90, 172, 196, 257.
 Arnoulx (d'), sieur de Boisroche, 90.
Ars-en-Ré (Charente-Inférieure), 83, 140, 141, 212, 255.
Arvert (Charente-Inférieure), 18, 24, 25, 27, 145, 156, 190, 192, 203, 209, 261.
Asnières (Charente-Inférieure), 265.
 Atgier, docteur, 150.
 Aubel, 87, 88.
 Aubert, député, 129.
 Aubigné (d'), 252.
 Aubourg (d'), prieur, 231.
 Aubray (Gabriel), 151.
Auch (Gers), 42.
 Audiat (Louis), 4, 130, 149, 210.
 Audouin, 13, 83.
 Audry, 257.
 Augé, 257.
 Augeard, curé, 287.
 Augier, 60, 258.
 Augier de la Saussaye, sous-préfet, 256.
Aulnay (Charente-Inférieure), 50, 83, 86, 114, 134, 141, 325.

Aumagne (Charente-Inférieure), 265.
Aumale (duc d'), 77.
Aurillac (Cantal), 320.
Auriol-Roy-Bry, 271.
Auriolle, 140, 141.
Auteville (d'), 141.
Authon (Charente-Inférieure), 265.
Autrèche (Indre-et-Loire), 16.
Autun (Saône-et-Loire), 322.
Avallon (Yonne), 25.
Avard, 63.
Aversenq, 216.
Avezou, 140, 141, 256.
Avice, lieutenant de vaisseau, 54.
Avy (Charente-Inférieure), 263, 265.
Aymar, 90, 204.
Aymon de la Fremigère, 200.
Ayraud, notaire, 84, 85.
Aytré (Charente-Inférieure), 212.

B

Babinot, adjoint au maire, 100.
 — **Notaire**, 100.
Babut, 216.
Bachoué, 147.
Badilic (Finistère), 16.
Bagnères-de-Luchon (Haute-Garonne), 30.
Baisle, prédateur, 150.
Bal, 18.
Balande, 154.
Balanger, agent, 255.
Ballanger, 29, 134.
Balignac (Guy) (Gauthior), 324.
Ballaret, 84.
Barat, 209.
Barbereau, 279.
Barbezieux (Charente), 40, 57.
Barbier, 3.
Barbot, 322.
Barboteau, 154.
Barbotin, président, 154, 256.
Bargignac, 217.
Bar-le-Duc (Meuse), 59.
Baron, 261, 270.
Barrère de Vieuzac, 210.
Barrière, administrateur municipal, 256.
Barl, 84, 141, 256.
Bartaré, 141.
Barthélemy-Sorbier, 57.
Barthélemy, 84, 87, 255.
Bascle, 141.

Bassac (Charente), 263.
Bassinat, commune de Boresses-Marlron (Charente-Inférieure), 3.
Batarnay de, 239.
Baudier (Indre), 16.
Budouard, 147.
Baudouin, 204, 206, 268, 331.
Baudry, 257, 258. — **Procureur du roi**, 123, 124, 142.
Baudry-Lacantinerie, 44 et s., 49, 53, 54.
Bauquet, prêtre, 292.
Bayeux (Calvados), 18.
Bayonne (Basses-Pyrénées), 39.
Bazangeon, 34.
Beauchamp (de), 60.
Beaucorps (baron A. de), 82, 99, 323.
Beauharnais (de), 47.
Beaumarchais, général, 81.
Beaumont-en-Cravans (Charente-Inférieure), 131.
Beaumont (de), 64, 94, 131-133.
Beaume (de), 94, 199-202.
Beauregard (de), chanoine, 60.
Beaurepaire (de), 44.
Beauséjour (de), 126, 128.
Beauvais (Charente-Inférieure), 83, 141.
Beauvais-Nangy, 158.
Béchet, 91, 279, 280.
Bédénac (Charente-Inférieure), 96.
Bednarsky, 84, 85 257.
Begin, 210.
Bégon, 41, 57, 97.
Bellamy, 72.
Belleville (de), 240, 320.
Bellièvre (de), 304, 306.
Bémécourt (Eure), 317.
Benoist, 96, 207, 260. — (de), 148.
Benon (Charente-Inférieure), 43, 84, 141.
Béraud (Bérauld), 88, 91, 141, 184, 256, 257, 259, 260.
Berger, notaire, 84.
Bergier, 141.
Berjonneau, seigneur de la Brousse, 48, 90.
Bernard, abbé, 266. — (Alexandre-André), 212. — **Président**, 23.
 — **Sous-préfet**, 256, 257.
Bernard de Jeuzines, avocat, 63, 207.
Bernini, 324.

- Berry, conseiller, 89, 207.
 Bertheau, secrétaire, 149.
 Berthelot, 41.
 Berthomier, 147.
 Berthou, 18.
 Berthus, 90.
 Beson, prêtre, 292.
 Bessière, 84, 256.
 Bethmont, 128, 216.
Bevilly-en-Rivière (Seine-Iniérieure), 16.
 Biais, 262.
 Bibard, 189, 190. — *De la Touche*, 94.
 Bichon, prêtre, 189.
 Bignon, 115.
 Billaud (Victor), 80.
 Billiard, trésorier, 314, 315.
 Billon, 84, 141.
 Billotte, 88.
 Binet, 141.
 Birague (de), 162.
 Biron (de), 248, 263.
 Birot, 321.
 Bizet (de), évêque, 260, 261.
 Blaise, prêtre, 292.
 Blancard, 321.
 Blanchard, 261.
 Blanchaud, 231.
 Blanqui, 81, 94.
Blaye (Gironde), 39, 119, 129, 321.
Bléré (Indre-et-Loire), 18.
 Blondeau, 51.
 Biutel, représentant, 39.
 Bohe-Moreau, docteur, 122.
 Bobenne (de), 191.
 Bodin, 16.
 Boffinet, 53.
 Boffinton, 4.
 Boichot, commissaire, 84, 88, 255, 256.
 Bois de Landes (de), 118.
 Boishellaud, 83, 141.
 Boischot, 140-142.
 Bompert, moine, 40.
 Bonnan, 256.
 Bonnain, 29, 30.
 Bonneau, 51, 256.
 Bonnefous, 39.
 Bonnegens (de), sieur des Hermittans, 60.
 Bonnet, 150.
 Bonsergent, 325.
 Bony (de), 263.
 Bordage, 151, 227.
Bordeaux (Gironde), 39, 43, 50, 57, 61, 77, 113, 144, 145, 148, 149, 178, 209, 264, 304.
 Boscal de Réals, maire, 122, 123.
 Bosson, 257.
 Botton, 84, 141.
 Boubaud, 52.
 Boubes (Jehan), 260.
 Boucart, 154.
 Bouchard d'Aubeterre, 52, 167, 203.
 Bouchaud du Château (du), 190.
 Bouchemousse, 265.
 Boucher, 270, 271.
 Bouchet (de), 47.
 Boudeins de Van der Bourg, 89.
 Bouet de Portal (de), 190.
 Bouisseau, 258.
 Bouissere, 86, 87, 142.
 Bouju, commissaire du gouvernement, 8, 10, 84, 141.
 Boulineau, premier président, 4.
 Bourbaud, 50.
 Bourdier, 257.
 Bourdin, 41.
 Bourdon, 141.
 Bourguignon, 47, 48.
 Bourreau, 257.
 Bourrigaud, 15.
 Bourrique (de), 240 et s.
 Boursonval (de), 313.
 Bousquet, avocat, 237.
 Bousson, 289.
 Bouteillé, agent municipal, 256.
 Boutin, 276.
 Boutouillie, 15.
 Boutiron, 257.
 Bouvery (dit Fleury), 14.
 Bouvier, prêtre, 13.
 Bouyer, 41, 257. — Architecte, 192, 195. — Plaisi, avoué, 29.
 Boybellaud, notaire, 229, 231.
 Boyveau-Laffecteur, 152.
 Brack (des), 260.
Brandet (seigneurie), 191.
 Braud, maire, 30.
 Brault, 178.
 Bréard, 193.
 Bréjon, avocat, 41, 267.
 Brémont d'Ars (de), 60, 67, 132, 151, 190, 217, 235.
Bressuire (Deux-Sèvres), 176, 287.
 Breuil (du), 314.
 Briault, 64.
 Brichanteau (de), 161.
 Bridouhait (ainé), 83.

Brie-sous-Matha (Charente-Inférieure), 266.
Brillouin, 141.
Briole, prêtre, 292.
Brissac (de), 168.
Brisset (Henri), 133. — (Louis), 134.
Brives-sur-Charente (Charente-Inférieure), 44.
Brizambourg (Charente-Inférieure), 84, 140, 141.
Brodau, 257.
Brooms (Belgique), 18.
Brouage (Charente-Inférieure), 58, 61, 142, 147, 198, 203, 210, 211, 238 et s., 246, 247 et s., 304, 305 et s., 308 et s., 311-319, 327.
Broussard, 231, 257.
Bruges (Belgique), 17, 70.
Brun, 203.
Bruna, 257.
Brunaud, avoué, 55.
Brune, général, 10.
Brunet, 28, 31, 40, 141, 155, 178, 205, 207, 234, 263.
Bruzelles (Belgique), 17.
Buffault, 18.
Buisson, 71.
Bujeaud, 35.
Bureaux de Puzy, député, 59.
Bures, avocat, 41.
Burie (Charente-Inférieure), 115.
Bussac (Charente-Inférieure), 96.
Bussac-en-Montendre (Charente-Inférieure), 93.
Busseau, maire, 83.
Bussière, président de Chambre, 3.
Buthault, 154.

C

Cadiot, 29.
Caen (Calvados), 45.
Caillect, 89.
Cailleteaud, 220.
Callot, maire, 127.
Cambrai (Nord), 253.
Campet (de), prieur, 192.
Campet de Saujon d'Estrée, 117.
Campgrand (de), archidiacre, 189.
Camus, 18.
Caraman, 148.
Carré de Sainte-Gemme, sous-préfet, 256.
Carron, 17.

Cassagne, 54.
Castello de Lonzay, 134.
Castelnau (de), seigneur de Mauvissière, 172.
Castra, 141.
Caumont (de), 198.
Cayenne, 194-303.
Cercan (abbaye), 174.
Cercé (de), 204.
Cercoux (Charente-Inférieure), 117.
Chabaniel, 204.
Chabot (Paul), 325.
Chabot de Saint-Gelais, seigneur de Montlieu, 95.
Chaffoy (Monseigneur de), 14.
Chaigneau, 84, 95, 152, 258.
Chaillou, 29, 227.
Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), 322.
Champagnac (Charente-Inférieure), 228-230.
Champagnolles (Charente-Inférieure), 60.
Champvolent (Charente-Inférieure), 48.
Chandel, 54.
Chaniers (Charente-Inférieure), 2, 279.
Chapelle-Gaudin (La) (Deux-Sèvres), 288, 289.
Chappare, 53.
Charavay, 170.
Charbonnier, 88.
Charente (Charente-Inférieure), 84, 140, 141, 256.
Charlet (Omer), 154.
Charrier, 47.
Chartres (Eure-et-Loir), 81.
Chassaigne, 96.
Chasseloup-Laubat (de), 117, 118, 129.
Chassiron (de), 61, 62.
Château-Chinon (Nièvre), 322.
Château-d'Oléron (Charente-Inférieure), 6, 9, 11, 15, 84.
Châteauneuf (Charente), 169.
Châteauroux (Indre), 44.
Châtelailon (Charente-Inférieure), 257.
Châtellier, 229, 231, 257.
Châtillon-en-Bazois (Nièvre), 322.
Chartuzac (Charente-Inférieure), 230.
Chaulnes (de), 175, 313, 315, 318.
Chauvain, 284.

Chauvet, procureur, 36, 141, 202, 262.
Chauvins (Les), commune du Port d'Envaux, 4.
Chavanon, docteur, 269.
Chef-Boulonne (Deux-Sèvres), 115.
Chemineau, agent municipal, 87.
Chénier (André), 62.
Chérac (Charente-Inférieure), 52, 91, 94, 189, 195, 273, 274.
Cherbonnier, 32.
Chéron, 261.
Cherves (Charente), 266.
Chesneau (de), 195.
Chesnier-Duchesne, 64, 85.
Chevalier, 154, 199, 214.
Chez Jacquaud, commune de St-Simon-de-Pellouaille (Charente-Inférieure), 131.
Chierzac, commune de Bédénac, (Charente-Inférieure), 2.
Chivernis (de), 170, 175.
Chotard, 284, 320.
Chouet, officier de santé, 83, 141.
Chouppes (de), 245.
Chouteau, 257, 258.
Ciré (Charente-Inférieure), 141, 256.
Cladier, 263.
Clan (Terre de), 92.
Claude, prêtre, 292.
Cleverie, écuyer, 202.
Clec'h, abbé, 210.
Clérac (Charente-Inférieure), 327.
Clervaut, 200.
Clion (Charente-Inférieure), 230.
Clisson (de), 240.
Cluny (Saône-et-Loire), 40.
Cochon-Duvivier, 119.
Cognac (Charente), 47 et s., 57, 114, 205, 209, 228, 270, 274.
Coindreau, 320.
Colin, 89.
Colin-Langlois, armateur, 38.
Collas, 229.
Collignon, 15, 292.
Collombier, 212.
Combault, 257.
Comminge (de), 314, 315.
Compagnon, 199.
Comte, 48, 292.
Conil, 68.
Constant, 260.
Constantin, lieutenant de vaisseau, 32.
Conti (de), 166.

Contré (Charente-Inférieure), 154.
Coppens, 18.
Corbigny, 258.
Corbinaud, 30.
Corbineau, architecte, 269.
Corbiran de Lussaint, 315.
Corisart, 260.
Corme-Royal (Charente-Inférieure), 63, 129.
Cormère (ou Cormières), franciscain, 147.
Cormière (de la), 245.
Cornéille (Pierre), 31.
Cornuault, curé, 288, 289.
Cosnac (Corrèze), 147.
Cossé (de), comte de Brissac, 159, 168, 171, 250, 307.
Couillot, 83.
Coulon, 73.
Coulonges-les-Royaux, 329.
Courbillac (Charente), 114.
Courbon (de), capitaine de vaisseau, 263.
Courchamp (de), 314.
Courçon (Charente-Inférieure), 84, 120, 140, 141.
Courcoury (Charente-Inférieure), 319.
Courdier, 18.
Courtain, 17.
Couscher, prêtre, 142.
Cousinery, 3.
Coutanseaux, 30.
Coutras (Gironde), 167.
Couturaud (abbé), 154.
Coux (Charente-Inférieure), 25, 230.
Cozes (Charente-Inférieure), 83, 141, 193.
Crafton, 121.
Crazannes (de), 266.
Créquy (de), 166.
Crespin, écuyer, 202.
Cristin, 84.
Croc, docteur, 209.
Croizetière, 257, 258.
Crut (du), 96.
Culan (Cher), 16.

D

Dagez, curé, 93.
Daillon (Guy de), comte de Lude, 169, 239.
Dalbarade, ministre, 295, 301.
Dangibaud, conseiller, 199.
Dangibaud, 35, 41, 94, 97, 132,

- 207, 220, 266, 272, 276, 278, 279, 280, 281, 282, 283. — (Geneviève), 3.
- Danguitard, 204.
- Danton, 286.
- Daubigné, maire, 216.
- Dauchez, 98.
- Daudenet, chanoine, 91, 94.
- Daulnis, lieutenant de port, 257.
- Dauteville, 88.
- Debosbechère, 18.
- Debure, religieux, 89.
- Decage, 55.
- Descazes (duc), 124.
- Déchal, agent municipal, 86.
- Dechézault-Boutot, 209.
- Dédé, 50, 51.
- Defonteyne, 18.
- Defort (Jean), 149.
- Degènes, 256.
- Dejean, 113.
- Delabardon, 15.
- Delacoste, avocat, 63.
- Delafenestre, 122.
- Delancoux, 18.
- Delaporte, 15.
- Delavaud, 4, 5, 41, 97, 98, 151, 210.
- Delayant, 67.
- Delessan, 313, 314, 315, 318.
- Delisle, 84.
- Dely, 83.
- Demons, 92.
- Deniéloux, 16.
- Demissy, sous-préfet, 256, 257.
- Denéchaud, commissaire, 255.
- Depont (Léonce), 100, 101, 102.
- Deramé, médecin, 53.
- Deruelle, 155.
- Deschamps, 4, 87, 88.
- Deschézeau, 257.
- Desgraves, député, 117, 118, 123.
- Desguières, 193.
- Desmiers de Chenon, 115.
- Despéroux, 257.
- Dessolès (Général marquis), 125.
- Deviaud (jeune), 86.
- Deviaud-Fleury, 83.
- Dexmier, 55. — D'Archiac, 113, 193.
- Dhières, 17.
- Didelot, 28, 29.
- Diderot, 259.
- Dieppe (Seine-Inférieure), 15.
- Dières, 204.
- Diolot (Madame), 154.
- Dirée, 25.
- Dissail (prieuré), 19, 27, 28.
- Dixmude (Belgique), 17.
- Dœuil-sur-le-Miron (Charente-Inférieure), 215.
- Dolus (Charente-Inférieure), 201.
- Domain, 271.
- Dompierre (Charente-Inférieure), 8, 83, 140, 141, 190. — (Somme), 17.
- Doom, 17.
- Dorne, 322.
- Doubleau, 202.
- Doussau, 199.
- Dousson, 257, 258.
- Dresde (Saxe), 324.
- Drouard, écuyer, 192.
- Drouet, 29, 204.
- Dubois, 16, 89, 257, 263, 324.
- Dubouchays, 90.
- Dubourg, écuyer, seigneur de Dion, 89, 94, 189, 190, 191, 272, 273, 274, 276, 278, 279, 280.
- Dubreuil, président, 255. — Religieux, 263. — Ecuyer, 191-195.
- Ducel, 289.
- Duchâtel (comte), député, 129, 140, 180, 195.
- Duchesne, 31, 32, 57, 196, 197.
- Duchilleau, 197.
- Ducros, 47.
- Dudouet, capitaine de navire, 197.
- Dufaur (ou Dufaure), 31, 197 et s.
- Dufour, 200.
- Dufoussé d'Oson, 11.
- Dugua, 202.
- Dugué, 141, 257.
- Duhamel, 200 et s.
- Dujau, 202.
- Dulac, 32, 203.
- Dulaux, chevalier, 203.
- Duluc, 119.
- Dulyon, 203.
- Dumas, sieur d'Hauterive, 48. -- Maréchal, 284.
- Dumesnil, prêtre, 203.
- Dumont, notaire, 55.
- Dumontet, 54 et s., 320.
- Dumorisson, 113.
- Dupas-Fengière, 203.
- Dupaty (Simon), 152.
- Dupay-Masancour, 203.
- Dupeux, 204.
- Dupin de Belugard, lieutenant de vaisseau, 204.
- Dupinier, 257.

Duplais (ou Duplaix), 55, 204 et s.
 Duplais des Touches, 89.
 Dupons, écuyer, seigneur de Chersay, 203.
 Dupont du Chambon, 60, 96, 196.
 Dupont de la Salle, 193.
 Durand, prêtre, 292.
 Duret (Charles), 320. — Sous-préfet, 12, 256.
 Durfort (de), 240.
 Dusourd, 141.
 Dussault, 90.
 Dutard, 115.
 Dutour, 261.
 Duval, 48, 321.
 Duveyrier, avocat, 30.
 Dyon (de), 91.
 Dyonnet, 209.

E

Ecoveux (Charente-Inférieure), 83, 141.
 Edhelius, pasteur, 208.
 Edincourt (Baudou d'), 46.
 Eguille (*Le*) (Charente-Inférieure), 514.
 Epignac (Ille-et-Vilaine), 18.
 Erque-Armet (Finistère), 16.
 Eschasseriaux (baron d'), 39, 56, 68, 127, 129, 161, 180, 257, 292.
 Esparbez de Lussan (d'), 230.
 Espinay-Saint-Luc (d'), 155 et s., 238 et s., 253, 304 et s.
 Essards (*Les*) (Vendée), 33.
 Estoile (de l'), 145, 158, 168, 171.
 Estournel (d'), seigneur de Plainville, 253.
 Estrées (maréchal d'), 151.
 Etourneau, 89.
 Excideuil-sur-Vienne (Charente), 93.

F

Fabre, 17, 152.
 Faligand, 18.
 Faucher de la Ligerie, 4.
 Fauconnier, 96, 270.
 Faudouart (Haute-Garonne), 17.
 Faure, 263.
 Fauric, 141.
 Favreau, abbé, 123. — Marchand, 259.
 Fave, 141. — (De), commissaire de Directoire, 257.

Fecin (Ille-et-Vilaine), 16.
 Fédix (de), 192.
 Féron, 316.
 Ferret, 279.
 Février, 229, 325.
 Fillon, 29.
 Fleix (Dordogne), 249.
 Fleuriau (de), capitaine, 30.
 Fleury, 15, 141.
 Florence, 257, 258.
 Flornoy-Duclosac, 84, 87, 255.
 Fontaine (de), 191.
 Fontaines (Charente-Inférieure), 230, 237.
 Fontane, capitaine, 200.
 Fontayne, seigneurie, 92.
 Fontcouverte (Charente-Inférieure), 140.
 Fontenel (de), avocat, 47.
 Fontès, 9.
 Fontrémis (de), 265, 324.
 Forgat, 16.
 Fors (de), 316.
 Foubert, 41.
 Fouché, ex-oratorien, 6, 7, 8. -- Ministre, 14, 15, 16.
 Foucher, notaire, 84, 85.
 Fouchereau, 263.
 Fouchier, 261.
 Fouques, 47.
 Fougerade (*La*), commune de Pessine (Charente-Inférieure), 20.
 Fouilloux (*Le*) (Charente-Inférieure), 25.
 Fouras (Charente-Inférieure), 44, 140.
 Fourestier, conseiller, 178, 200.
 Fournier, notaire, 32, 49.
 Français, préfet, 116, 257.
 Fraxineau (Sylva de), 23.
 Frénade (*La*), commune de Merpins (Charente), 20.
 Frétard, sieur d'Anvilliers, 89.
 Frichon, 84, 141, 256, 257.
 Froment-Meurice, 153.
 Fromy, échevin, 202.
 Frontenay-Rohan-Rohan (Deux-Sèvres), 57.
 Fruger, secrétaire, 255.
 Fulbert, évêque, 81.
 Furet, 257, 258.

G

Gaillard, 320.
 Gaudaud de la Roche-Calais, 117.

- Galichet, 16.
Galiot, 16.
Gallet, 200.
Gallut, 319 et s.
Ganier, 256.
Gardrat, 142, 256.
Garesché, 53, 60, 86, 119.
Gargouillaud, 244.
Garnier, procureur, 64. — Maire, 79, 140, 198, 255. — Avocat, 63.
Garreau, maire, 63, 69, 70, 118.
Garriguet, 324.
Gaspard de la Magdeleine, 13.
Gasquet, notaire, 91.
Gasse, prêtre, 231.
Gaudin, avocat, 79.
Gaudris, prêtre, 263.
Gaurie, notaire, 83.
Gauthier, 16, 22, 67.
Gautret, 83, 141, 320.
Gauville (de), 310.
Gay de la Chartrie, chevalier, 50.
Gazel, abbé, 231, 232.
Geay (Charente-Inférieure), 128.
Geay-Besse, 217.
Gelineau, 29.
Gemozac (Charente-Inférieure), 64, 83, 141, 203, 209.
Geneau, exécuter, 36.
Genève, contrôleur des contributions directes, 115.
Genouillé (Charente-Inférieure), 81, 155.
Georges, 84, 141.
Georget, 31, 206.
Gerbier, maire, 83.
Gillard (Elie), 212.
Gillebert, 263.
Girard, orfèvre, 204.
Girardin, 323.
Giraud, 39, 197.
Giraudeau, 51.
Giraudias, 30, 31, 217.
Giraudot, 32.
Girauld (de), 263.
Girels, 17.
Gireu (Jeannot), 260.
Girin, 17.
Gironde, rivière, 19, 40.
Gleize, régent, 36.
Gobeau, percepteur, 140, 207.
Gobeau de Lagrange, 89.
Gobeau de l'Amour, seigneur de la Canarde, 89.
Godard, 50.
Godet, 211, 257.
Godin, 29.
Godine, 260.
Goasdueff, 16.
Gombault, président, 257, 268. — de la Croix, 190.
Gombaudo, chanoine, 192.
Gomichon, 15.
Gondé, 193, 194.
Gonot, prêtre, 292.
Gordon, commissaire, 84, 86, 140.
Gorry, 257.
Gosse, 263.
Gossin, député, 59.
Got, prêtre, 292.
Goudeau, 30.
Goujon, 322.
Goumard, seigneur d'Echillais, 167.
Goupil, marchand, 36.
Gourdon (Georges), 102, 152, 209, 210, 324.
Gourget (Ogier de), 308.
Gourlier, 73.
Goussé, 206, 207.
Gout, maire, 32.
Goyon (de), 304.
Graaf, abbé, 263.
Grabeuil, 88, 141, 256.
Graef, abbé, 211.
Grailly (de), 43, 44.
Grand, 265.
Grandmon (de), capitaine, 202.
Granier, 257, 258.
Graslier, 27, 152, 212.
Grasmourceau (Armand), 149.
Gravellat, 34, 155.
Gravin, 44, 54.
Green de Saint-Marsault, 192.
Grégoire, abbé, 292.
Grégoireau, 201, 202.
Grieu (de), 216.
Griffon, sous-préfet, 256, 257.
Griffon de Romagné, 58, 61, 84.
Grillon, maire, 83.
Grossetaite, 30.
Grouches (de), 157.
Gua, seigneur de la Rochebreuillet, 92, 93.
Guay, adjoint, 255.
Guenon, 200. — des Mesnards, 4.
Guérin, juge, 34, 41, 42, 71, 84, 86, 88, 130, 152, 179, 185, 210, 211, 263.
Guérineau, 196.
Guesnon de Bonneuil, 68.
Guibert, procureur, 204.
Guiet, commis au greffe, 237.

Guilbaud, 217.
 Guilhaemy, 255.
 Guillaume, prieur, 40.
 Guilleau, président, 257.
 Guillelmarde, préfet, 14, 116.
 Guillemin, 319.
 Guillet, 84, 141, 142, 256, 257.
 Guillier, 117.
 Guillon, maire, 16, 48.
 Guillonnet, 258, 263.
 Guillotin, docteur, 152, 210. —
 Fougère, 256.
 Guimard, bailli, 229.
 Guinot, marquis de Monconseil,
 64. — de Dercie, 113.
 Guip (de), 94, 189.
 Guिताud (de), 314.
 Guittou, 48, 69, 257.
 Guy de Lansac, 158.
 Guy Geoffroy, 40.
 Guy de Saint-Gelais de Lansac,
 156.
 Guython Clivet, 259.

H

Hallay, 16.
 Hamel (du), 91.
 Hamelin, ancien prêtre, 146, 209.
 Hamelin (de), conseiller du roi,
 260, 261.
 Hammicq, 17.
 Haquard, 18.
 Harpedanne, sieur de Belleville,
 240.
 Hauser, 1, 145.
 Hautemer (de), sieur de Fervac-
 que, 249.
 Hauteroche, près Châteauneuf
 (Charente), 262.
 Hayes (des), 156.
 Héard, 31, 141.
 Héliou, 30.
 Hémery (d'), 44.
 Hendrick, 17.
 Henry, 202.
 Hérault, 84, 204.
 Herbellot (d'), 166.
 Hérisse, agent municipal, 87.
 Hersant-Destouches, sous-préfet,
 256.
 Hervé, 204, 257.
 Heuchin (de), 165.
 Hewlet, 260.
 Heurtel (Yves), 36, 88, 142, 189,
 258.

Hiblinger, prêtre, 292.
Hiers-Brouage (Charente-Inférieure), 155, 156, 157, 158.
 Hillaireau, 229.
Hooghle (Belgique), 17.
 Hopsomer, prêtre, 9.
 Horric de Beaucaire, 102-114.
 Hoste, administrateur municipal,
 256.
Houmade (L'), commune de Chep-
 niers, 327.
 Hovel, 316.
 Hubertus, 208.
 Hugo (Victor), 46.
 Hugon (Gille-René), 212.
 Humeau, 256.
 Humier, 47 et s.
 Huon, écuyer, 193, 194, 201, 202.
 Hus, imprimeur, 184.
 Hutaud, 196.

I

Illyricus (Thomas), 143, 144.
 Inquimbart, avocat, 33.
Isle Jourdain (Vienne), 16.

J

Jabouille, avocat, 178.
 Jacques, prêtre, 292.
 Jagault, 86.
Jarnac (Charente), 266.
 Jarnac de Garde Epée (de), 114.
 Jarousseau, 72, 74, 79.
 Jay, 52.
 Jeandauba (de), 205.
 Jeanne d'Arc, 323, 324.
 Jeoffroy, 17.
 Jodeau, 9.
 Jogue, 176 et s.
 Joly, lieutenant-colonel, 51.
 Joly d'Aussy, 117, 118, 256.
Jonzac (Charente-Inférieure), 29,
 32, 83, 84, 88, 96, 117-130, 141,
 154, 179 et s., 215, 236, 256, 257,
 266, 319, 320, 323.
 Jouanneau, 85.
 Jouneau, juge de paix, 84, 87,
 122, 123.
 Jourdain, écuyer, 260.
 Jouye (de), chanoine, 91.
 Joyeux, ancien pharmacien, 87,
 100.
Juillac-le-Coq (Charente), 262.
 Julien, 84, 141, 231.

Jullian (Camille), 38, 142, 143, 144.
Julliot, notaire, 84, 140, 141, 257.
Jumière (Loire), 17.
Juredieu, 322.

K

Kersaint (Finistère), 15.
Keyzers (de), 17.
Kneslaere (Belgique), 18.
Kurezoré, 15.

L

Labadie Tarrouquet, 29.
La Barraque-au-Maine-Bertrand,
hameau, commune de Saint-Pa-
lais-sur-Mer, 72.
Labarre, 29.
Lacave, 51.
La Chambre (de), 91, 197.
La Chapelle-des-Pois (Charente-
Inférieure), 43, 67, 219.
La Charlonie (de), 262.
Lacoste Dulac, 55.
Lacour, procureur fiscal, 231, 236.
— Juge, 33, 64, 177.
La Courade (fief), 114.
Lacrambe, 47.
Lacroix, 83.
La Croix du Repaire (de), 194.
La Douyère, 315, 317.
- *La Fade* (ou *La Fée*), commune
de Courcoury (Charente-Infé-
rieure), 21.
Lafarge (de), 203.
Lafargue (de), sieur de la Palu-
rie, 206.
Laferrière, évêque, 43.
La Fontaine (de), 212.
La Fourye (de), 192.
La Fragnée, commune de Nuillé,
134.
La Frenade, commune de Mer-
pins, 266.
La Frézellière (de), 239 et s.
La Garde, prieuré, 19, 27, 28.
Lagarosse, 83, 85, 87, 88, 140, 142,
255.
Lagourgue (de), 48.
La Haye de Thuylebert, 318.
Laigneaux, 17.
Lainé, ministre, 121, 122.
Laisné, juge, 48.
Laizerie, 15.
La Jarrie (Charente-Inférieure),
83, 84, 141, 176.

La Lande (de), greffier, 261.
La Landelle (de), 35.
Lally-Tolendal (marquis de), 121.
Lalun (de), lieutenant de vais-
seau, 54.
La Magleleine, 88.
Lamargue, 50.
La Marthonie (de), 194.
La Martinière (de), 98, 257.
Lambiotte, 15.
La Mothe-Saint-Hérage (Deux-Sè-
vres), 31.
Lamothe, commissaire, 255.
Lamotte, 319.
La Motte Ronde (ou *Terrier-Té-
tu*, commune de Semussac (Cha-
rente-Inférieure), 215.
Lanaudonnière, 147.
Lancosme (de), 172, 173, 239 et s.
Landreau, curé, 60.
Landrieu, 257.
Landry, 115.
Langevin, 271.
Laplanche, agent municipal, 31,
86.
La Pouyade, 21.
La Prade, commune de Breuillet
(Charente-Inférieure), 21.
La Puysade, 21.
Larbore de Lépine, 15.
Laroche, 214, 258.
La Roche Andry (de), 156.
La Rochebeaucourt (de), 151.
La Rochefoucauld (de), évêque,
60, 219, 233, 236. — (Comte de),
92, 93, 169.
La Rochelle, 6, 12, 13, 38, 39, 44,
50, 56 et s., 83 et s., 114, 115,
119-130, 140, 141, 151, 154, 156,
169, 174, 177, 180, 181 et s., 208
et s., 214, 215, 226, 240, 248, 253-
258, 263, 267, 269, 287, 305.
La Romagère (de), 191.
La Roncière (de), 152.
Larralde (Adam de), capitaine,
245.
Larrard (baron de), 53.
Lartigue, notaire, 198.
Lary (Le), rivière, 95.
Lassalle, 32.
Lassicle, 142.
Lataste (de), 195.
La Touche (de), 189.
Latour-Lalande, 321.
La Tour de Geay (de), 3, 64, 128.
La Tour-du-Pin-Gouvernet, comte

- de Paulin, lieutenant général, 60.
- La Tremblade* (Charente-Inférieure), 4, 18 et s., 84, 140, 141, 152, 192.
- La Tremoille* (de), 219.
- Laudemaules, 318.
- Laudonnière, 284.
- Laurenceau, 115, 122.
- Laurent, 196, 267.
- Lauzon (de), procureur, 32.
- Laval (de), seigneur de Loué, 158, 249.
- La Valade*, commune de Courbillac, 114.
- La Valette*, 55.
- La Vallée* (Charente-Inférieure), 231, 244.
- Lavardin, 259.
- Lavergne, 31.
- Laverny, 41, 231, 256, 257.
- Lavillegouant, 15.
- Le Bel, 314, 315, 318.
- Le Bever, 30.
- Le Boucher, armateur, 38.
- Lebourg, 154.
- Lebreton, seigneur de Faye, 94.
- Le Camus, évêque, 211.
- Lecercler, 220.
- Leclerc, 257, 258.
- Le Chai* (Charente-Inférieure), 192.
- Le Château d'Oléron* (Charente-Inférieure), 57, 141.
- Lecomte, 83, 94.
- Le Coq, 49.
- Le Cormier*, près Saintes, 93.
- Legal, supérieur de séminaire, 11.
- Le Gardeur de Tilly, capitaine de vaisseau, 263.
- Leger, 50.
- Le Gua* (Charente-Inférieure), 84, 141, 198.
- Le Havre* (Seine-Inférieure), 225.
- Lejoncourt, 16.
- Lejeune, 178, 217.
- Lemaistre, 18.
- Le Mayeur, commissaire, 87, 141.
- Le Mème de La Chevalerie, 323.
- Lemer cier (comte), 7, 8, 60, 65, 86, 117-123, 129, 141, 207.
- Lemoine, notaire, 84.
- Lemonnier, chanoine, 18, 263, 303, 325.
- Le Moyne, 141.
- Lenoble, 140.
- Lenoir, 57, 154.
- Léon* (Finistère), 15.
- Léoville* (Charente-Inférieure), 84, 140, 141, 230.
- Le Page, 51.
- Lépine, 11.
- Le Profondeau* (Terre), commune de Pessine (Charente-Inférieure), 205.
- Lequinio, 286.
- Lériget, administrateur, 87, 255.
- Leroux (Alfred), 48, 264.
- Le Roy, seigneur de Moyenville, 158, 166.
- Les Arènes*, commune de Thénac, 129.
- Lescure, 122.
- Les Gonds* (Charente-Inférieure), 263.
- Lesparre* (Gironde), 319.
- Lespiau, 16.
- Les Sables d'Olonne* (Vendée), 288, 289.
- Lessaud (de), 201.
- Lesson, 19.
- Letard (Jacques), 36.
- Levalois, 83, 141, 256, 257, 258.
- Levêquot, 257.
- Levroux* (Indre), 16.
- Lévi, 18.
- Leydet, président de tribunal, 205.
- Lhoumeau (de), sieur de la Brise, 205.
- Libouroux, 219.
- Liétard, 18.
- Lignery (de), 157, 171, 249, 309.
- Lignières (de), 202.
- Limal, 30.
- Liman*, 40.
- Limoges* (Haute-Vienne), 15, 57.
- Lion (du), 166.
- Liré* (Maine-et-Loire), 84.
- Lisbonne* (Portugal), 225.
- Loans (de), sieur de Cambrie, 165.
- Londres* (Angleterre), 225.
- Longueveau, 257, 258.
- Lonzay en Saint-Pardou* (Logis de), 134.
- Lortie, sieur du Maine, 199, 200.
- Losme (de), prêtre, 260.
- Loti (Pierre), 51, 324.
- Loudun* (Vienne), 43.
- Loulay* (Charente-Inférieure), 84, 141.
- Loulier, 317.

Loustalol, 142.
Loustalot (de), 231.
Louvain (Belgique), 17.
Louwerière, 17.
Lozay (Charente-Inférieure), 84, 140, 141.
Lozeau, 257, 258.
Luchet de Saint-Simon (de), 193.
Luraxe, juge de paix, 28 et s., 176.
Luxembourg (de), 240.
Lyon (Rhône), 17.

M

Macé (René), 146.
Mac-Némara, baron de Meung, 263.
Macqueville (Charente-Inférieure), 263.
Maës, 17.
Mageau (Madame), 98.
Magnac, 29.
Magne, 84.
Magué, 141.
Maignac, 257.
Maigret, prêtre, 292.
Maillard, sous-préfet, 256.
Maillat, prêtre, 292.
Mailley, 18.
Maisonneuve, 88.
Malbeuf, 87.
Malcalteb (de), 318.
Malcorps, 17.
Maldeighem (Belgique), 18.
Maleissye (marquis de), colonel, 123.
Malespine (de), 252, 313.
Mallet, 83, 141.
Malrieux, 17.
Mancaud (G.), 209.
Manes (de), 88.
Manoël Saumane, procureur, 33, 34.
Mansle (Charente), 57.
Manuel, député, 287.
Marans (Charente-Inférieure), 84, 141.
Marcellat, 83, 141, 255.
Marchand, 18, 141, 255, 257.
Marchezallier (de), 204.
Marconnay (de), 195.
Marennas (Charente-Inférieure), 6, 9, 11, 33, 35, 39, 52, 53, 57, 58, 62, 100, 117, 119, 122, 125, 129, 140, 141, 142, 156, 177, 179, 180, 197, 209, 215, 256-261, 307.

Mareschal, 257.
Marestay, près Matha (Charente-Inférieure), 2.
Mareuil (Charente), 88, 114.
Marquestault, prédicateur, 150.
Marsac, commune de Vallet (Charente-Inférieure), 2.
Marsay, 63, 207.
Martimont (de), 196, 197.
Martineau, 41, 217, 270.
Martinière (de la), 33.
Masse, 274.
Massé, ancien franciscain, 209.
Masselin (Robert), 38.
Massias, président, 257.
Massiou (Léon), 28, 29, 34, 40, 68, 210, 269.
Masson, adjoint, 255.
Matha (Charente-Inférieure), 27, 84, 141.
Mathé, 18.
Mathieu, prêtre, 292.
Matignon (de), maréchal, 254, 304, 305, 306, 307.
Mauberger (Gaston), 210.
Maubert, 204.
Mauchen 91-94.
Maugeais, 84, 141.
Mauget, 320.
Maurel, ancien moine, 209.
Maurès de Malartic (de), 58.
Maurice, 84.
Maurin, chirurgien, 50.
Mauzé, 199.
Mazeraï (Charente-Inférieure), 262.
Meaume, 256.
Méchiniet (de), 89.
Médas, 84, 141.
Melle (Deux-Sèvres), 52.
Menant-Bellenoue, officier de cavalerie, 51.
Mercier, curé, 238.
Mercier Delagrollière, conseiller général, 119, 120, 122, 125.
Mercklen (Belgique), 17.
Mériaud, 260.
Merlaud-Ponty, 154.
Merlet-Bondon, 64.
Merveilleux, 141.
Meschers (Charente-Inférieure), 192, 307, 314.
Mesnage, 206.
Mesnard, 88, 141, 214.
Mesnards (des), 217.
Mestardier, 257.
Mestreau, 64, 79, 178, 217.

Meulemans, 17.
 Meusnier-Lanoue, 33.
Meuz (Charente-Inférieure), 319.
 Mézelay, 171.
 Michaud, 178, 260.
 Michel (D^r), 325. — Commissaire, 86.
 Minguet, 128.
 Miraquel Blays, 260.
Mirambeau (Charente-Inférieure), 83, 113, 129, 141, 260.
 Mirat (du), 91.
 Mocqueris, 73.
Moings (Charente-Inférieure), 319.
Moissac (Tarn-et-Garonne), 42.
 Momerie, 51.
 Monceau, 16.
 Monclou, 317.
Moncontour (Vienne), 16.
 Monferrant (de), baron de Landines, 47.
 Monge, 287.
 Mongrand, 115, 155.
 Monjean, prêtre, 292.
 Monneraud, 231.
Montaigu (Charente-Inférieure), 248.
 Montalembert (de), 75, 80, 262.
 Montalivet (de), 69, 70.
Montbron (Charente), 40.
 Montbron (de), 196.
 Monteil, 37.
Montandre (Charente-Inférieure), 84, 95, 126, 140, 141.
 Monterollier (de), 317.
 Montesquiou-Fezensac (abbé), 119, 120, 122.
 Montgaillard (de), 205, 206.
Montguyon (Charente-Inférieure), 84, 85, 95, 117, 124, 126, 141, 256.
 Montier (de), 318.
 Montis (des), 52.
Montlieu (Charente-Inférieure), 2, 84, 96, 117, 120, 126, 140, 141, 257, 258.
 Montmorency (de), 92.
Montpellier-de-Médillan (Charente-Inférieure), 154.
Montpellier (Hérault), 17.
 Montullé, 197.
Moragne (Charente-Inférieure), 60.
 Morandel, 49.
 Morchain, 154.
 Moreau, 28, 29, 212, 257. — Vétérinaire, 56.
 Moreul (de), 165.

Morin, 55, 83, 141. — Chanoine, 8.
 Morineau (de), 4.
 Morisset, 84, 141.
Morlaix (Finistère), 16.
Mornac (Charente-Inférieure), 192.
 Mornac (de), 25, 26, 27, 115, 269.
Mortagne (Charente-Inférieure), 84, 141.
Mosnac (Charente-Inférieure), 266.
 Mouchet, notaire, 63.
 Moufflet, 182.
 Moulinier, sieur de *Beauregard*, 37, 95. — (Julie), 96.
 Moussiou, 83, 141.
Munich (Bavière), 225.
 Munier, 278, 284.
Munster (Allemagne), 222 et s.
 Muret (de), 211.
Muron (Charente-Inférieure), 51.
 Murray, juge, 176.
 Musset (Georges), 23, 81.

N

Nadaud, 322.
 Nairac, 61.
Namur (Belgique), 15, 16.
Nancras (Charente-Inférieure), 194.
Nantes (Loire-Inférieure), 67, 288, 289.
Nantillé (Charente-Inférieure), 117.
 Naudts, 18.
 Neerincx, 18.
Néré (Charente-Inférieure), 84, 86, 141, 325.
Neuvicq-sous-Matha (Charente-Inférieure), 259. — Château, 2.
Nevers (Nièvre), 322.
 Nicolet, 154.
 Nicolle Morel (ou Maurel), 145.
 Nicolle, frère, 209.
Nieul-les-Saintes (Charente-Inférieure), 60, 205, 206, 220.
 Nimier, 49.
Niort (Deux-Sèvres), 177, 239.
 Niox (ou Nioc), 29.
Nivelles (Belgique), 17.
 Noël (Madeleine de), 314.
 Noël, prieur, 149.
Nohant (Cher), 73.
Noirterre (Deux-Sèvres), 287, 288, 289.
 Normand, 284.
 Nort (de), 91, 191.

Notre-Dame-du-Fréne (Eure), 16.
Nouailliers, 257.
Nougerade (La), commune de Bel-
 laire), 20.
Noulliers (Charente - Inférieure),
 256.
Nuaillé d'Aunis (Charente-Infé-
 rieuse), 43, 83.

O

Ocqueteau, 92.
 Odilon, abbé, 136.
Oléron (Ile d') (Charente-Inférieu-
 re), 5 et s., 58, 154, 209, 261.
 Ollivier, 314, 315.
 Orbessan (d'), 315.
 Orceau, 257, 258.
Orioux, 134.
Orléans (Loiret), 23.
 Oudet (baron), 41.
Oulmes (Vendée), 288.
Oulmes, commune de Nuaillé
 (Charente-Inférieure), 134.
Oumade (L'), 20.
Oume (canton de l'), 26.
Ozillac (Charente-Inférieure), 191,
 228 et s.

P

Pache, maire, 294.
 Page, 83.
Paillé (Charente-Inférieure), 133.
 Pailleron, 84.
 Paillet, 257.
 Paillet (baron du), 147.
 Paillot, 91, 93, 94, 197. — de Beau-
 regard, 95, 96.
 Pain, 198, 199.
 Palière, 15.
 Palissy (Bernard), 208.
 Pandin de Lussaudière, 1, 41, 98.
 Parat, pharmacien, 45 et s., 49,
 51, 52.
 Pardaillan, capitaine, 160. — de
 Gontrie, évêque, 259.
 Paret, 47.
Paris (Seine), 153, 213, 225.
 Paris (Gaston), 21.
 Parisot, prêtre, 292.
 Pasquier, 51, 255, 256.
 Patry, 142, 143, 144, 145, 146, 209.
Pauillac (Gironde), 39.
 Paulais, instituteur, 266.
 Pavy, 18.
 Pecters, 17.

Pélerin, 260.
 Pelet, 318.
 Peligneau (fils), 83.
 Pellegrini-Tibaldi, 3.
 Pelletan (Eugène), 71 et s., 94.
 Pelligneau, 85.
 Pellisson, 5, 81, 152, 285, 327.
Pellouaille (Charente-Inférieure),
 117.
 Peneau, libraire, 1, 28, 152.
 Penthievre (de), 240.
 Péricart, capitaine, 245.
Périgueux (Dordogne), 264.
 Perrier des Brousses, 52.
 Perrier (Léon), 51, 52.
 Perrin, 51, 142, 257.
 Perroteau, 238.
 Perruchon, 36, 83, 141.
Perruyse (Belgique), 17.
Petit Coudret, commune de Sain-
 tes, 32.
 Pescaire (de), 193.
 Phelypeaux d'Herbault, 151.
 Piaud, 231.
 Pichon-Beaupré, 84, 88.
 Piconnet, 84, 141.
 Pierre (Victor), 5.
Pierre-Merville (menhir), 323.
 Piquenis, écuyer, 196.
 Pillet, maître apothicaire, 229.
 Pillot, 229.
 Pinard, 89, 206, 207.
 Pinasseau, notaire, 96.
 Pinnelière, curé, 58.
Pisany (Charente-Inférieure), 36.
 Pitard, 92, 190.
 Plaisance, 141.
 Planard, prêtre, 292.
 Planty, 30, 115.
Plassay (Charente-Inférieure), 257.
Pleneselve (abbaye de), 146.
 Plumeau, chanoine, 44.
 Plumier, botaniste, 57.
Plusin (Isère), 17.
Plusquelec (Côtes-du-Nord), 16.
 Poirson, prêtre, 292.
 Poitevin, 141, 198, 199, 200, 204. —
 Moléon, 83-87.
Poitiers (Vienne), 29, 30, 38, 39,
 40, 43, 57, 63, 72, 123, 160, 177,
 264.
 Pognac (de), 92, 93.
 Pommereau (Gaston), 133, 139.
Pommiers (Charente-Inférieure),
 230.
 Ponlevain (de), 90.

Pons (Charente-Inférieure), 44, 83, 84, 86, 115, 140, 141, 154, 212, 257, 258, 268.
Pons (de), baron de Mirambeau, 156.
Pont-l'Abbé (Charente-Inférieure), 83, 141, 255, 256, 257.
Pontac (de), 149.
Port d'Envaux (Charente-Inférieure), 83, 110, 141.
Potet, 210, 257, 258.
Potonville (de), 173, 242, 253.
Poudelgat (Finistère), 16.
Pouillac (Ain), 17.
Pouliac (de), 94.
Poullignac (de), 89.
Poupelain, agent municipal, 255.
Poupet, 257.
Pouzou, commune des Eglises-d'Argenteuil, 133.
Pressac (de), 263.
Prével, 16.
Prévéraud, 197.
Prévost de Beaulieu-Pessac, 152.
Prouhet, 30.
Proust, 55.
Put, 16.

Q

Quantin, 263.
Quesne (Jean), 11, 12.
Quineau, 31.
Quinneman, abbé, 233.

R

Rabotteau, 84, 85, 257.
Raflou, avocat, 92.
Ragaine, 18.
Raimond (de), 195.
Rang des Adrets, préfet, 1, 2.
Rangéard, sieur de Meursac, 204.
Raoult, 257.
Rateau, 1, 219.
Ratier, sous-préfet, 256.
Ratier de Montguyon, député, 60, 117, 118.
Ravaz, 274, 275.
Razilly (marquis de), 195.
Razin, 203, 315, 318.
Ré (Ile de) (Charente-Inférieure), 5 et s.
Réal, commissaire, 140, 144, 255, 256.
Réaux, 205, 206.
Regelsperger, 5.

Regnard (Silvestre), commissaire-priseur, 37.
Regnaud (Regnault), 40, 60, 197, 256.
Regnault de Saint-Jean d'Angély, 62, 67 et s., 86.
Regnier, 50.
Rémont (de), 56.
Renard, 92.
Renaud, 257.
Renaudin, 31, 176.
Renaudot, 321.
Renieri Enéa, 251.
Repéré, 257.
Resnard, 93, 94.
Rétaud (Charente-Inférieure), 132, 133.
Réunion-sur-Drôme, 84.
Réveillaud, sénateur, 211. — (Marie), 319.
Reverseaux (de), intendant, 57.
Ribérou (Charente-Inférieure), 102.
Richard (abbé), 11, 15, 207, 235, 238, 292. — (Baron), préfet, 116.
Richier de La Rochelongchamp, capitaine, 60.
Richy (de), 251.
Rigal (Géraud), curé, 228 et s.
Rigaud, 18.
Rignac, 84, 141.
Rioux (Charente-Inférieure), 131.
Riquet, 119.
Rivaille, maire, 16.
Rivaud, 135.
Riverv (de), sieur de Potonville, 163, et s., 203, 241, 242, 309, 314.
Rivière, père, 85.
Robert, procureur du roi, 16, 27, 229. — (Demoiselle), 154.
Robespierre, 50, 85.
Robin, 53, 146, 209.
Robinet, prêtre, 261.
Roche, notaire, 30, 84, 141, 257.
Rochechouart (de), 240.
Rochefort (Charente-Inférieure), 7, 9, 29, 30, 39, 44, 45, 49 et s., 57, 58, 62, 63, 81, 84, 88, 119, 120, 122, 140, 141, 152, 210, 214, 215, 256-258, 263, 286-303.
Rocher, 212, 257.
Rochète (de), 145.
Rogée-Fromy, 210.
Rollet, conseiller du roi, 7, 8. — Secrétaire d'évêché, 234.
Rombauts, 17.

Roncière (de la), 38.
Rondeau, lieutenant général, 63.
Ronsecy (comte de), 191.
Ronsenac, 262.
Roquart (de), 93.
Roquet, 84, 85.
Rosé, 52.
Roubaix (Nord), 321.
Rouen (Seine-Inférieure), 225.
Rouhault, 52.
Rouffiac (Charente-Inférieure), 255.
Rouffignac (Charente-Inférieure), 255.
Rouyon (du), écuyer, 197.
Rouillet, 257.
Roumesfort (de), 4.
Rousseau, 33, 84, 141, 255, 315.
Rousset, président du tribunal, 32.
Roux, 236.
Roy, 83, 87, 211, 255, 271.
Royan (Charente-Inférieure), 33, 40, 72, 74, 79, 80, 84, 114, 140, 141, 151, 257, 271, 307.
Royer, prêtre, 292.
Rubry (Morbihan), 15.
Ruffier, seigneur de la Goumar-
derie, 48.
Rulanlt, 203.
Rullier, 3, 320.
Ruynes, curé, 228.

S.

Sabartier de la Personne, 9.
Sabtonceaux (abbaye de), 146.
Sahuguet, général, 10.
Saint-Agnant (Charente-Inférieure), 257.
Saint-Aigulin (Charente-Inférieure), 141, 142, 256.
Saint-André-de-Cubzac (Gironde), 228.
Saint-Antoine-de-Bottiers, diocèse de Saintes, 263.
Saint-Ciers-Champagne (Charente-Inférieure), 192.
Saint-Ciers-du-Taillon (Charente-Inférieure), 148, 255.
Saint-Crépin (Charente-Inférieure), 214.
Saint-Denis-du-Pin (Charente-Inférieure), 206.
Saint-Cybard (Charente), 266.
Saint-Domingue, 57.

Saint-Eugène (Charente-Inférieure), 323.
Saint-Fort (Charente-Inférieure), 84, 141, 154, 266.
Saint-Genis (Charente-Inférieure), 84, 114, 141, 193, 233.
Saint-Georges-des-Coteaux (Charente-Inférieure), 72, 79, 88, 220 et s., 227.
Saint-Georges-de-Didonne (Charente-Inférieure), 255.
Saint-Georges-d'Oléron (Charente-Inférieure), 117, 206.
Saint-Georges-de-Rex (Deux-Sèvres), 7.
Saint-Germain-de-Vibrac (Charente-Inférieure), 191, 319.
Saint-Germain-du-Seudre (Charente-Inférieure), 194.
Saint-Germain (de), colonel, 147, 148.
Saint-Hermand (de), juge de paix, 288.
Saint-Hilaire-de-Viac, 263.
Saint-James, prieuré (Charente-Inférieure), 149.
Saint-Jean d'Angély (Charente-Inférieure), 23, 29, 30, 51, 54, 56 et s., 62, 65, 78, 84, 114, 117, 119, 122, 125, 128, 129, 134, 137, 139, 140, 141, 169, 180, 181, 208, 213, 215, 248, 256, 258-263.
Saint-Jean-Côtes-de-Corps (Isère), 16.
Saint-Just (Charente-Inférieure), 129, 141, 209, 261.
Saint-Just (de), chanoine, 211.
Saint-Lary (de), 162, 166.
Saint-Laurent-la-Plaine (Haute-Vienne), 15.
Saint-Léger (de), 244.
Saint-Légier de la Sauzaye (de), 194, 231, 236.
Saint-Luc, 239, 308, 311-313, 315.
Saint-Maigrin (Charente-Inférieure), 192.
Saint-Mairent (Deux-Sèvres), 114.
Saint-Marc (de), 313, 315, 317.
Saint-Martial-de-Coculet (Charente-Inférieure), 83, 140.
Saint-Martin de Jaussac (diocèse de Saintes), 263.
Saint-Martin, 141.
Saint-Martin de Ré (Charente-Inférieure), 6, 8, 9, 11, 12, 14, 17, 18, 57, 58, 84, 86, 255.

- Saint-Maurice* (Charente-Inférieure), 257.
Saint-Maurice-de-Die, prieuré, 211.
Saint-Médard (Charente-Inférieure), 230, 263.
Saint-Merry, 193.
Saint-Palais-de-Négrignac (Charente-Inférieure), 95.
Saint-Pardoult (Charente-Inférieure), 135-139.
Saint-Paul (de), 214.
Saint-Pierre (de), 148.
Saint-Pierre d'Oléron (Charente-Inférieure), 84, 85, 117, 141.
Saint-Quentin de Ransanne (Charente-Inférieure), 205.
Saint-Romain de la Valette (Charente), 54-55.
Saint-Saturnin-du-Bois, 40.
Saint-Saturnin-de-Séchaud (Charente-Inférieure), 128, 216.
Saint-Sauvant (Charente-Inférieure), 195, 255.
Saint-Sauvant (Vienne), 52.
Saint-Sauveur-de-Nuaillé (Charente-Inférieure), 44.
Saint-Savinien (Charente-Inférieure), 52, 53, 84, 87, 140, 141.
Saint-Seurin-d'Uzei (Charente-Inférieure), 87, 284, 327.
Saint-Simon-de-Bordes (Charente-Inférieure), 197, 230, 236, 237.
Saint-Simon (comte de), 191.
Saint-Sornin (Charente-Inférieure), 117, 197.
Saint-Sulpice-de-Cognac (Charente), 49.
Saint-Sulpice-d'Arnoult (Charente-Inférieure), 44.
Saint-Talle, 318.
Saint-Thomas-de-Cosnac (Charente-Inférieure), 236.
Sainte-Beuve, 80.
Sainte-Colombe (Charente-Inférieure), 327.
Sainte-Flaive (de), 240.
Sainte-Gemme (Charente-Inférieure), 263.
Sainte-Lheurine (Charente-Inférieure), 52, 92, 191, 229.
Sainte-Maur (de), seigneur baron d'Ozillac, 192, 228.
Saintes (Charente-Inférieure), 6, 28 et s., 30 et s., 39, 43, 54 et s., 66 et s., 85, 87, 88, 96, 115 et s., 140, 141, 148, 155, 161, 176 et s., 203, 209, 212, 215, 225, 240, 256-258, 261, 264, 266, 271, 319.
Saint-Eutrope, 40, 148, 149.
Salagnat, 29.
Sallebert, 203.
Salomon, libraire, 259.
Samson, 140.
Sand (George), 73, 80.
Sanguiné, prêtre, 292.
Sansas, 148.
Sarrau, 260.
Saucerotte, 178.
Saucon, 32.
Saujon (Charente-Inférieure), 31, 32, 34, 83, 86, 140, 141, 154, 192, 269.
Sauveur, 255.
Sauzade (La), commune de Gimieux (Charente), 20.
Savary, 31, 32, 33, 123, 170, 255.
Savigny, 257.
Scaliger, médecin, 145.
Scultetus, 208.
Sébilleau (Sébillaud), 84, 141.
Séjourné, 11.
Seneschal, 316.
Senné, député, 129. — Président, 257.
Serrier, 51.
Sers, 68, 69.
Seudre, rivière, 19, 25, 26, 27, 40, 99.
Seugne (La), rivière, 154.
Siecq (Charente-Inférieure), 257.
Sieyès, abbé, 58.
Sigogne (Charente), 114.
Signac, 154.
Silly (de), comte de La Rochepot, 249.
Simon, abbé, 43, 52.
Simpel (de), 17.
Soissons (Aisne), 17.
Sonnac (Charente-Inférieure), 196.
Sonneville (Charente), 148.
Sonolet, 53, 210.
Sorin, 207, 234.
Sorlut (de), 204.
Sottas (Jules), docteur, 98, 176, 254, 327.
Soubise (Charente-Inférieure), 84, 88, 141, 154, 195.
Soulermes, 239.
Soulignonnes (Charente-Inférieure), 203.
Sourdis (cardinal de), 149, 150.
Staden (Belgique), 17.
Stadiot, 17.

Staffort (de), 172.
Stiers, 17.
Straetmans, 17.
Strossy (ou Strozzi), capitaine, 161, 169, 305, 307, 316.
Sureau-Lamirande, juge, 177.
Surgères (Charente-Inférieure), 5, 40, 53, 81, 83, 100, 120, 141, 256, 257.
Surin, jésuite, 43.
Surrault, 52.

T

Tabois, 204.
Tadourneau, 198.
Taillebourg (Charente-Inférieure), 53, 84, 90, 93, 141, 263.
Talmont (Vendée), 61, 307.
Tallemant (de), intendant, 229.
Talon, 29.
Tanneguy-Duchâtel, 129.
Tapon-Dupinier, 63, 85, 207.
Targé, professeur, 56.
Taucon-la-Ronde (Charente-Inférieure), 257.
Templier, boucher, 29.
Tenaille (abbaye de la), 146.
Tercinier, 196, 217.
Termonde (Belgique), 16.
Tesnière, 92.
Tesson (Charente-Inférieure), 61.
Testu, 257, 258.
Tête, 45, 52.
Texier, 51, 84, 88, 141, 256.
Thaims (Charente-Inférieure), 203.
Thénard-Dumousseau, 84, 85, 124, 256.
Thevet, curé, 263.
Thézac (Charente-Inférieure), 202.
Thibaudau, 261.
Thomas, 38, 84, 96, 141.
Thors (Charente-Inférieure), 196.
Thouars (Deux-Sèvres), 176.
Thoyon, capitaine de vaisseau, 55.
Thuvhébert. — Voir La Have.
Tillade (La), commune de Saint-Simon-de-Pellouailles (Charente-Inférieure), 20.
Tinéas, 11.
Titon, receveur des finances, 68.
Tixier, 84.
Tonnay-Boutonne (Charente-Inférieure), 84, 141, 211, 256.

Tonnay-Charente (Charente-Inférieure), 53, 60.
Torfou, lieutenant général, 264.
Tortat, juge, 32, 41, 68, 217.
Touilleau, maire, 12.
Touquoy, receveur, 229.
Tour (du), prêtre, 259.
Tournay (Belgique), 18.
Tourneur, échevin, 202. — Notaire, 204.
Toussaint, 201.
Touzaud, 265.
Toyon (de), 35.
Traignat (Allier), 15.
Tranchade (La), commune de Garat (Charente), 21.
Traversay, sous-préfet, 8, 13, 256.
Trébuchet, président, 257.
Trémacouzan (Finistère), 18.
Trémouille (de la), 177.
Trichard, 34.
Trignac (Loire-Inférieure), 257.
Triou, 270.
Trouy (Cher), 18.
Tuffet, 16.
Tugéras (Charente-Inférieure), 238, 261.

U

Urvoy, 90.
Usson (d'), 192.
Uzureau, 210.

V

Vachon (Marie), 268.
Valentin, prêtre, 292. — Maire, 63.
Vallein, maire, 217.
Vallet, 88.
Valois (de), 240.
Vandeperre, 17.
Vanderquand, 88, 141, 195, 256, 319.
Vandré (Charente-Inférieure), 51, 53.
Vannes (Morbihan), 15.
Vanzeebrock, 17.
Varaigne, 54.
Vast-Vimeux (baronne de), 56.
Vaultier, 205, 206.
Vaudreuil (de), 123.
Vaultier, 205, 206.
Vaulvyre (de), 203.
Vaux-sur-Mer (Charente-Inférieure), 266.

Vercheval, 114.
Verdot, prêtre, 292.
Vertamon (de), 94.
Vesrac (de), 193.
Vexiau, 257.
Viart (Claude), 57.
Viaud, 51, 55, 196, 207.
Vidélo, 15.
Vieufville de), 315.
Vieuille, artiste, 55, 89, 154. —
Conseillers, 198, 207.
Vigen (Charles), docteur, 3, 81,
96, 117, 209, 272, 327.
Vigneau, 84.
Villars-les-Bois (Charente-Infé-
rieure), 2.
Villefumade, 84, 141.
Villement (de), 50.
Villeneuve, conseiller général, 216.
Villequier, 160.
Villermont (Cabart de), 210.
Villeroy, 170, 174-175 et s.
Villexavier (Charente-Inférieure),
230.

Vinade (La), commune de Saint-
Même (Charente), 20.
Vincens, 115.
Vincent, médecin principal, 211.
Vinet, 257.
Violleau, curé, 288, 289.
Vitré (Ille-et-Vilaine), 15.
Vivier, juge honoraire, 1.
Voix, 29, 31.
Volurie, 16.
Volvire (de), marquis de Ruffec,
169, 243.
Voulevrynglein (Belgique), 17.

W

Weckerlin, 34.
Weiss, 209.

Y

Ypres (Belgique), 17.
Yzave, adjoint, 255.

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER

L.-J. BOTHY, DIRECTEUR

